



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04-12

Séances publiques n°s 54 à 56

p. 13-78

Questions au Gouvernement

p. 78-99

2022-2023

N°19

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03

Nouvelles lois p. 04-12

Séances p. 13-78

54^e séance du mardi 27 juin 2023 p. 13-31

55^e séance du mercredi 28 juin 2023 p. 31-54

56^e séance du mercredi 28 juin 2023 p. 54-78

Questions au Gouvernement p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
02/10/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Premier Ministre de la République de Slovénie

Deux petits États avec des objectifs similaires

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie visent tous les deux à renforcer l'Union européenne et à promouvoir la paix en Europe. Il s'agit là de deux objectifs communs relevés par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'occasion de la visite d'une délégation de la République de Slovénie menée par son Premier Ministre, M. Robert Golob, le 12 septembre 2023 à la Chambre.

En juin 2023, la République de Slovénie a été élue en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2024-2025. Dans ce contexte, elle se concentrera surtout sur le changement climatique et la promotion de la paix en Ukraine, a expliqué le Premier Ministre slovène à l'adresse des parlementaires luxembourgeois qui se sont intéressés aux priorités de la Slovénie.

Saisir toute opportunité de paix

Depuis le début de la guerre d'agression russe en Ukraine, tant le Luxembourg que la Slovénie ont exprimé leur solidarité envers les Ukrainiens. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, s'est renseigné sur l'état d'esprit actuel de la population slovène concernant la guerre en Ukraine.

Selon les explications du Premier Ministre, deux revendications peuvent surtout être identifiées : celle d'une paix immédiate et celle d'une paix juste en Ukraine. Un sentiment partagé par M. Golob, qui a affirmé que la guerre ne devrait pas s'éterniser. Il a par ailleurs souligné que la Slovénie vise à saisir toute opportunité pour faciliter la paix.

Les principaux défis de la Slovénie

En ce qui concerne les défis principaux du nouveau Gouvernement slovène, le Premier Ministre a cité en premier lieu les actions à mener pour répondre au changement climatique. Les inondations récentes en Slovénie auraient montré qu'aucun pays n'est à l'abri des répercussions du changement climatique. Par ailleurs, la régulation du système national de santé et la maîtrise de l'inflation figurent parmi les défis à relever.

Face à ses interlocuteurs luxembourgeois, le Premier Ministre slovène a souligné qu'il apprécie les échanges directs entre petits États, puisqu'ils peuvent mener à de nouvelles idées et solutions. « Les petites idées entraînent souvent des changements importants », a-t-il conclu, en se référant à la visite de la ville de Schengen effectuée la veille par la délégation slovène.



Une délégation de la République de Slovénie, conduite par son Premier Ministre, M. Robert Golob (9^e à gauche), a été reçue à l'Hôtel de la Chambre.

Journée internationale de la démocratie

Plus de participation des jeunes !



Les jeunes sont régulièrement conviés à faire part de leurs idées et revendications aux députés.

La journée internationale de la démocratie, initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui est célébrée chaque année le 15 septembre, a été placée cette année sous le signe du renforcement des moyens d'action des enfants et des jeunes.

« Il nous faut élargir la participation effective des jeunes aux processus de prise de décision à tous les niveaux », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, à l'occasion de l'édition 2023 de la journée qui est fêtée depuis 2007. Au Grand-Duché, la participation citoyenne est prévue par la Constitution et elle vise aussi les jeunes : les pétitions publiques peuvent être introduites dès l'âge de 15 ans. Les propositions motivées aux fins de légiférer (PML) peuvent être introduites par les jeunes électeurs dès qu'ils ont atteint l'âge de 18 ans.

Les opportunités de participation pour les jeunes à la Chambre

Le Parlement luxembourgeois ouvre régulièrement ses portes aux enfants et aux jeunes. Il accueille ainsi chaque année des élèves qui participent au « Zuch vun der Demokratie » (Train de la démocratie) et qui discutent leurs revendications avec des parlementaires. Il en est de même pour les jeunes du « Jugendparlament » (Parlement des Jeunes) qui sont

conviés une fois par an par la Chambre des Députés afin de présenter leurs résolutions. En outre, les participants au « Jugendkonvent » sont accueillis tous les ans à la Chambre des Députés dans le cadre d'un échange sur des thèmes d'actualité avec les députés.

Des classes scolaires ou d'autres groupes de jeunes peuvent visiter le Parlement, sur rendez-vous, tout au long de l'année.

Les activités pédagogiques

Une collaboration spécifiquement axée sur les besoins et les intérêts des jeunes a par ailleurs été mise en place avec le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB). En période scolaire, le ZpB propose par exemple un atelier à la Chambre pour des groupes de jeunes au sujet du travail parlementaire et de la démocratie au Luxembourg. La Chambre et le ZpB ont également réalisé plusieurs vidéos éducatives en coopération avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Refonte du droit centenaire des associations et fondations

6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Déposé en 2009, le projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations entend procéder à une refonte du droit centenaire des associations et fondations afin de préciser, adapter et simplifier les dispositions existantes tout en abandonnant les dispositions qui ne présentaient plus d'utilité.

Les principaux changements proposés sont de :

- simplifier les formalités ;
- accroître la sécurité juridique des structures ;
- développer la transparence et la cohérence dans les règles de fonctionnement ;
- innover par de nouveaux mécanismes permettant de répondre aux contraintes que rencontrent certaines associations ou fondations en cas de recherche de nouvelles compétences ou d'optimisation de la gestion.

Le projet de loi a été amendé à deux reprises en prenant en compte tous les avis émis par les organes consultatifs, chambres professionnelles ou d'initiative propre. Il s'inscrit également dans le contexte des dernières évolutions au niveau des Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), qui constituent le standard international en la matière en prenant en particulier en considération les exigences formulées dans la Recommandation spéciale VIII concernant les organismes à but non lucratif ainsi que dans la note interprétative y relative.

En substance, le projet de loi propose des modifications sur les points suivants :

1) Un allègement des procédures administratives

Le projet de loi prévoit de simplifier considérablement les procédures administratives relatives à la constitution et à la gestion des associations.

Ainsi, l'obligation de déposer annuellement une liste des membres de l'association au RCS est supprimée. Il suffira à l'avenir de tenir une liste actualisée des membres au siège de l'association.

L'obligation de mentionner les coordonnées des administrateurs de fondations dans les statuts est supprimée.

De même, la procédure d'homologation par le Tribunal des modifications statutaires ou de la procédure de dissolution de l'association est supprimée.

Les règles de gouvernance sont assouplies par la possibilité de tenir des assemblées générales à distance, entre autres. Il importe dans ce contexte de souligner que la tenue d'assemblées générales à l'étranger, pratique courante dans le monde des fédérations sportives internationales dont certaines ont leur siège au Luxembourg, sera admissible selon le nouveau régime.

2) Un régime comptable sur mesure

Le régime comptable proposé adopte une approche différenciée et proportionnée au niveau des obligations en catégorisant les associations selon leur taille. Trois catégories d'associations sont proposées, à savoir :

- la catégorie des « petites associations » ;
- la catégorie des « associations moyennes » ; et
- la catégorie des « grandes associations », y inclus les associations reconnues d'utilité publique.

Quant aux critères retenus afin de permettre une catégorisation des associations, il est proposé de retenir les critères objectifs utilisés pour la catégorisation des entreprises commerciales en adaptant ceux-ci aux activités des associations. Ainsi, les trois critères retenus sont les suivants :

- le nombre des membres du personnel employé à plein temps et en moyenne au cours de l'exercice ;
- le total des revenus ; et
- le total des actifs en fin d'exercice.

Pour les fondations, le régime comptable proposé correspond en substance au régime comptable applicable aux associations rangées dans la catégorie des « grandes associations » et quelle que soit leur taille.

3) Des nouveaux outils de restructuration

Le cadre légal pour la restructuration d'associations ou fondations par les mécanismes de la transformation et de la fusion est adapté.

En effet, au cours de leur existence, les associations et fondations peuvent rencontrer de nouvelles situations ou contraintes auxquelles elles ne peuvent que difficilement faire face avec les outils à leur disposition dans la loi de 1928, les obligeant ainsi parfois à procéder à une dissolution volontaire. Afin de répondre à cette demande, les mécanismes de restructuration suivants sont introduits :

Concernant les associations :

– Transformation d'une association ou association reconnue d'utilité publique en une fondation sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous une autre forme.

– Transformation d'une association ou association reconnue d'utilité publique en une société d'impact sociétal (SIS) composée à 100 % de parts d'impact sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous une autre forme.

– Fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle association entre associations (reconnues d'utilité publique ou pas) impliquant une dissolution sans liquidation de l'association apporteuse.

Concernant les fondations :

– Transformation d'une fondation en une association reconnue d'utilité publique sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de la fondation qui subsiste sous une autre forme.

– Transformation d'une fondation en une société d'impact sociétal (SIS) composée à 100 % de parts d'impact sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de la fondation qui subsiste sous une autre forme.

– Fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle fondation entre fondations impliquant une dissolution sans liquidation de la fondation apporteuse.

Sur le plan fiscal, il est également important de souligner que les différents cas de figure peuvent se présenter en ce qui concerne les opérations de restructuration (transformation, fusion, changement du statut fiscal, etc.). En pratique, ces opérations de restructuration peuvent soit n'engendrer aucune conséquence fiscale (neutralité fiscale), soit des conséquences fiscales d'une envergure non négligeable. En effet, la transformation d'une association sans but lucratif en une société d'impact sociétal peut entraîner des conséquences importantes sur le plan fiscal, notamment en présence de biens immeubles, lorsque le contribuable assujéti à l'impôt adopte le statut d'un organisme exempt d'impôt.

Dans ce cas de figure, les plus-values latentes sont mises à découvert. Ce qui précède s'applique également lors de l'affectation du patrimoine d'une association sans but lucratif assujéti à l'impôt à une société d'impact sociétal ou à une fondation exempte d'impôts. En effet, un bénéfice de liquidation est déclenché dans ce cas précis. Le passage d'un organisme exonéré à un organisme non exonéré peut apporter, en principe, des conséquences fiscales non négligeables pour le contribuable. Dès lors, il convient de relever que le traitement fiscal de chaque établissement d'utilité publique ou d'une autre fondation, ainsi que d'une association sans but lucratif ayant leur siège statutaire ou leur administration centrale sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg est à apprécier au cas par cas sur la base d'informations concrètes, précises et détaillées.

4) Adaptation de la dotation initiale d'une fondation au contexte économique

Si la philosophie inhérente à la loi de 1928 était que la fondation devait réaliser ses activités essentiellement à l'aide des revenus provenant de la dotation initiale et des capitaux recueillis par la suite, cette approche est devenue difficile à maintenir alors que le tissu économique a considérablement évolué au cours des dix dernières années.

Le projet de loi propose, d'une part, d'abaisser la dotation initiale prévue dans le projet de loi initial et, d'autre part, d'adresser la situation où l'actif net de la fondation descendrait en dessous d'un seuil minimum.

Ainsi, il est tout d'abord proposé d'abaisser le montant de la dotation initiale de 250.000 euros à 100.000 euros. Il est bien entendu loisible pour une fondation de prévoir un montant plus élevé. Ensuite, une nouveauté du texte consiste à permettre à une fondation de consommer son patrimoine. Néanmoins, cette consommation du patrimoine ne sera admissible qu'à la condition que l'actif net de la fondation ne devienne inférieur à 50.000 euros.

En effet, il est proposé de prévoir qu'au cas où l'actif net passerait sous ce seuil de 50.000 euros, le conseil d'administration devra prendre une décision sur la continuité de la fondation, à savoir dissoudre et liquider la fondation ou ramener le montant de l'actif net de la fondation à concurrence de 50.000 euros.

5) La procédure de dissolution administrative sans liquidation

Afin que le Registre de commerce (« RCS ») puisse renseigner des informations exactes et actuelles sur les associations et fondations immatriculées, il est indispensable de disposer de données à jour auprès de ce dernier.

Afin de s'assurer du respect par les associations et fondations de leurs obligations en matière de dépôt et de publicité auprès du RCS, le projet d'amendements gouvernementaux propose de permettre au gestionnaire du RCS de pouvoir procéder à un exercice de mise à jour des données des associations et fondations immatriculées au RCS selon une procédure bien définie et qui prévoit les voies de recours nécessaires en la matière.

Ainsi, il est proposé que cette procédure soit mise en œuvre sur initiative du LBR sur base du constat de deux critères objectifs cumulatifs :

- l'absence de mise à jour ou de confirmation de la non-nécessité de mise à jour des données dans un délai de six mois ; et
- l'absence de tout dépôt dans le dossier de l'association ou de la fondation auprès du RCS depuis au moins 5 ans.

Aussi, des efforts considérables seront déployés pour encourager les associations et fondations à transmettre leurs données dans le délai imparti, c'est-à-dire 6 mois après réception de la demande de mise à jour. Cet exercice sera gratuit et modelé de manière à simplifier le plus possible la procédure de réponse en prévoyant que les destinataires du courrier reçoivent la possibilité de transmettre leur réponse via internet ou même via guichet d'assistance au RCS qui sera exceptionnellement offert dans ce contexte. À défaut de répondre dans ce délai, sera déclenchée une procédure de dissolution administrative d'une association ou fondation sans ouverture d'une liquidation judiciaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10/06/2009
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

- 13/07/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi amendé
- 29/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 19/04/2023 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 26/04/2023 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 07/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 14/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 592, page 1

Projets importants d'intérêt européen commun

7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun

Depuis quelques années, les États membres de l'Union européenne, généralement avec l'appui de la Commission européenne, prennent l'initiative de lancer des projets importants d'intérêt européen commun, ci-après PIIEC, dans des filières stratégiques, comme celles de la microélectronique et des batteries.

Ces projets de grande envergure regroupent des entreprises et des financements provenant de différents États membres. Leur objectif est double :

- rattraper le retard technologique que l'Union européenne accuse dans certains domaines en renforçant les chaînes de valeur perçues comme stratégiques ;
- atteindre des objectifs européens communs ambitieux, figurant par exemple dans le Pacte vert pour l'Europe, la stratégie numérique, la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe ou encore « Next Generation EU ».

Compte tenu des initiatives actuelles – comme celles portant sur l'infrastructure et les services cloud de nouvelle génération ou encore sur l'hydrogène – et à venir, le Luxembourg veut se donner un cadre légal qui lui permet de soutenir des entreprises nationales participant à un PIIEC.

Si seule la Commission européenne décide in fine si le projet individuel porté par une entreprise luxembourgeoise contribue à la réalisation du PIIEC, le présent projet de loi vise, d'une part, à identifier les meilleurs projets grâce à un appel à projets thématiques qui est ouvert à l'ensemble des acteurs établis sur le territoire national et, d'autre part, à cofinancer ceux-ci.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 13/12/2021
Rapporteuse : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

- 02/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
- 25/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 15/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 7 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 372, page 1

Cannabis récréatif

8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi n° 8033 constitue la première étape dans l'instauration d'un nouveau concept global concernant le cannabis récréatif. Dans une approche de réduction des risques et de la prévention de la criminalité, le projet de loi suit deux axes principaux.

Premièrement, il est envisagé de légaliser la culture domestique du cannabis. La cultivation de quatre plantes de cannabis par communauté domestique sera autorisée, à condition qu'elle soit effectuée par une personne majeure. La culture est autorisée exclusivement à partir de semences dont l'étiquetage doit mentionner le producteur, le nombre de semences ainsi qu'un avertissement sanitaire. En corollaire, la consommation personnelle dans la sphère privée sera autorisée. La consommation devant des mineurs d'âge est interdite. Le lieu de la culture doit être soit le domicile ou la résidence habituelle et les plantes ne doivent pas être visibles depuis la voie publique. En cas de non-respect des dispositions légales, des sanctions pénales s'appliquent.

Parallèlement, il est proposé de décorrectionnaliser les sanctions pénales pour les petites quantités de cannabis sur la voie publique. Une procédure pénale allégée est introduite pour les personnes majeures, dont la détention et la possession en public, de même que le transport et l'acquisition n'excède pas les trois grammes de cannabis. La consommation en public reste interdite. L'amende pénale, est réduite à 25 à 500 euros et la possibilité de décerner un avertissement taxé d'un montant de 145 euros est introduite, si et seulement si le seuil des 3 grammes n'est pas excédé. Au-dessus du seuil de 3 grammes, des peines délictuelles s'imposent et le recours à l'avertissement taxé est exclu, un procès-verbal ordinaire sera alors dressé et transmis au parquet.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 22/06/2022
Rapporteuse : Mme Josée Lorsché

- Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
- 15/06/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
 - 28/04/2023 Présentation des amendements gouvernementaux
 - 14/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen des avis du Conseil d'État
 - 21/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 28/04/2023 Présentation des amendements gouvernementaux

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 10 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 408, page 1

Droit d'enquête de la Chambre des Députés

8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

La proposition de loi sous rubrique entend modifier la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires afin de tenir compte de l'article 81 de la Constitution

révisée, et plus particulièrement de son alinéa 2, qui prévoit l'institution d'une commission d'enquête à la demande d'un tiers des députés. Selon la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution, l'article 81 de la Constitution est libellé comme suit :

« La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit. Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande. »

Toutes les autres précisions et les modalités sont donc laissées au domaine de la loi. La loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires doit dès lors être adaptée afin de tenir compte de la nouvelle Constitution qui entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2023.

La présente proposition de loi tient également compte de différentes problématiques rencontrées en pratique par certaines commissions d'enquête. Certains droits sont renforcés, notamment pour les personnes entendues ou les députés ne partageant pas tout ou partie des conclusions de la commission d'enquête.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, Députés, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

24/10/2022 Adoption d'un amendement parlementaire
15/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 337, page 1

Propositions motivées aux fins de légiférer

8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

Les propositions motivées aux fins de légiférer ont été introduites dans la Constitution par la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution.

Le nouvel article 79 de la Constitution révisée qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023 dispose en effet :

« La Chambre des Députés se prononce en séance publique sur les propositions motivées aux fins de légiférer, présentées par cent vingt-cinq et soutenues par douze mille cinq cents électeurs au moins. La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative. »

L'idée d'introduire un tel instrument dans notre législation remonte au programme gouvernemental de 1999. En 2004, le projet de loi n° 5132 relative à l'initiative populaire en matière législative et au référendum visait à introduire dans notre système politique l'idée de l'initiative populaire. Or, dans son avis du 12 octobre 2004 (documents parlementaires 5132 et 3762), le Conseil d'État s'y était opposé au motif que « toute initiative populaire en matière législative nécessite la modification préalable de la Constitution ».

Par la suite, la Chambre des Députés avait tenu en suspens le projet de loi relative à l'initiative populaire en matière législative en exprimant le souhait d'établir la base constitutionnelle permettant l'adoption de ce dispositif. Dans ce sens, une disposition relative à l'initiative populaire a été insérée dans la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (document parlementaire 6030/00). À la suite du vote d'un amendement parlementaire (document parlementaire 6030/14), la formule « initiative populaire » a été abandonnée au profit de l'expression « proposition motivée aux fins de légiférer ».

Dans le cadre du processus de réforme « par bloc » du texte fondamental, les auteurs de la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution ont proposé d'inscrire la proposition motivée aux fins de légiférer à l'article 79.

Conformément au nouvel article 79 de la Constitution, la présente proposition de loi vise à fournir le cadre légal des propositions motivées aux fins de légiférer.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, Députés, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

24/10/2022 Adoption d'un amendement parlementaire
04/05/2023 Présentation des maquettes du futur site Internet public
10/05/2023 Présentation et examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20/06/2023 Adoption d'un amendement parlementaire
27/06/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 338, page 1

Remplacement de longue durée d'un huissier de justice

8056 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ; 2° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Le projet de loi n° 8056 vise à apporter plusieurs modifications législatives à deux lois distinctes, à savoir la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice et celle, modifiée, du 10 août 1991 sur la profession d'avocat. Les modifications apportées à la loi concernant l'organisation du service des huissiers de justice visent notamment à « rendre plus flexible le remplacement de longue durée d'un huissier de justice ». Tandis que les modifications apportées à la loi concernant la profession d'avocat, touchent essentiellement aux dispositions relatives aux sanctions disciplinaires, à celles relatives aux pouvoirs du bâtonnier, à celles relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif ainsi que du Conseil disciplinaire et administratif d'appel, et, enfin, prévoient la création d'une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

1) Modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

Le projet de loi apporte une modification mineure à la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice afin de rendre plus flexible le remplacement de longue durée d'un huissier de justice. Pour des remplacements de plus de trois mois, l'huissier de justice peut dorénavant être remplacé soit par un huissier suppléant, soit par un huissier titulaire.

2) Modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

En général, la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat s'est avérée, depuis plus de trente ans, comme un instrument juridique qui a fait ses preuves et qui continue à réglementer cette profession qui, dans ces dernières trois décennies, a connu un développement considérable, tant au niveau de ses effectifs qu'au niveau de son fonctionnement. Cependant, compte tenu de cette évolution continue, il est nécessaire de revoir certaines de ses dispositions afin de maintenir leur efficacité respectivement les adapter aux exigences de l'actualité.

Par conséquent, dans une première étape, il est proposé de concrétiser à travers le présent projet de loi, différentes modifications ponctuelles de la loi :

- les dispositions relatives aux sanctions disciplinaires ;
- les dispositions relatives aux pouvoirs du bâtonnier ;
- les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif ;
- et la création d'une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

2.1) Dispositions relatives aux sanctions disciplinaires

Concernant des adaptations au niveau des dispositions applicables en matière disciplinaire, il est proposé de maintenir le principe de l'imprescriptibilité de l'action disciplinaire et d'introduire dans le cadre du présent projet de loi le « casier des avocats ». Concrètement, il s'agit d'un registre tenu auprès de chaque barreau, dans lequel les différentes sanctions disciplinaires, de nature quelconque, prononcées à l'égard de ses membres sont inscrites. Ce registre permet au Conseil de l'ordre et au bâtonnier de suivre l'évolution et l'honorabilité d'un avocat tout au long de son inscription auprès d'un barreau de Luxembourg. Le projet de loi prévoit que toutes les peines soient mentionnées dans ce registre, qui ne sera pas accessible au public. L'avocat

concerné peut avoir accès, sur demande, aux informations de ce registre. Il est également proposé de préciser que les instances ordinales (à savoir le Conseil de l'Ordre, le Conseil disciplinaire et administratif ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel) peuvent solliciter un extrait du registre pour les mettre en mesure de mieux pouvoir apprécier quelle sanction il convient de prononcer à l'encontre d'un avocat faisant l'objet de poursuites disciplinaires.

En ce qui concerne la prescription des sanctions disciplinaires, il est proposé de prévoir que certaines sanctions disciplinaires mineures qui ont fait l'objet d'une inscription dans le nouveau registre précité sont effacées automatiquement au bout d'un certain temps. Les sanctions disciplinaires mineures, à savoir l'avertissement, la réprimande et l'amende inférieure à 1.000 euros en matière ordinaire et l'avertissement, le blâme, et la déclaration publique en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme seront effacées après une période de cinq ans à compter du moment où elles auront acquis autorité de chose décidée.

Pour les attributions du Conseil de l'ordre en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le projet de loi prévoit que pour les sanctions de moindre gravité, le Conseil de l'ordre peut prononcer seul cette sanction. Cette adaptation sera plus rapide et sera également dans l'intérêt de l'avocat qui verra la procédure aboutir dans des délais rapprochés.

Le projet de loi prévoit également que les avocats qui ont fait l'objet d'une mesure d'interdiction à vie peuvent demander leur réinscription à l'un des barreaux après une période de dix ans et à condition que des circonstances exceptionnelles, qui seront appréciées par le Conseil de l'ordre, le justifient.

Concernant les avocats ayant fait l'objet d'une mesure de suspension, il est proposé qu'ils puissent réintroduire, en cas de décision négative, une nouvelle demande après un nouveau délai de six ans.

En ce qui concerne les amendes qui peuvent être infligées aux avocats en matière disciplinaire, il est nécessaire d'actualiser leurs montants afin de les rendre plus dissuasifs. Il est proposé de façon générale de relever le seuil des amendes qui sont actuellement limitées entre 500 et 20.000 euros. Outre le fait que ces seuils sont restés inchangés depuis 1999, il y a lieu de corriger une disproportion flagrante entre les amendes qui peuvent être prononcées en matière ordinaire et celles qui peuvent être prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Il est proposé de relever le seuil minimal de l'amende à 1.000 euros et le seuil maximal de l'amende à 100.000 euros.

Dans le cadre du sursis de la peine de suspension ainsi que de la possible révocation du sursis, le point de départ du délai de cinq ans n'est pas toujours précis et peut donner lieu à des divergences de vues. C'est pourquoi le projet de loi propose, pour des raisons de sécurité juridique, d'adapter le texte et de prévoir comme point de départ le prononcé de la première peine. Il incombera au barreau compétent de vérifier s'il y a une révocation éventuelle du sursis qui est entré en jeu, et ce sur base des inscriptions éventuelles qui figureront dans le futur registre des sanctions disciplinaires qu'il est proposé de créer avec le présent projet de loi.

2.2) Dispositions relatives aux pouvoirs du bâtonnier

Le projet de loi entend également restructurer et modifier la loi en donnant plus de pouvoir au bâtonnier. En pratique, il s'est avéré que le bâtonnier a besoin de plus en plus de pouvoir pour prendre des mesures urgentes lorsque les circonstances le justifient. Parmi les mesures que le bâtonnier doit pouvoir prendre, il est proposé de lui permettre d'interdire à un avocat, pour une durée de trois mois, toute fréquentation des cours et tribunaux, avec la possibilité pour le Conseil de l'ordre, après avoir procédé à l'audition de l'avocat visé par cette interdiction, de proroger cette mesure. Chaque avocat qui fait l'objet de telles mesures provisoires a la possibilité de les attaquer devant le Conseil disciplinaire et administratif et, en cas d'appel, devant le Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Plus généralement encore, il est proposé de prévoir que le bâtonnier a compétence pour prendre toute mesure conservatoire qui s'avère nécessaire pour éviter un préjudice pour des tiers respectivement une atteinte à l'honneur de l'Ordre des avocats.

2.3) Dispositions relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif (CDA), ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel (CDAA)

Le projet de loi entend augmenter le nombre de membres du Conseil disciplinaire et administratif de cinq à neuf avocats ainsi que le nombre des membres suppléants de quatre à huit. Cette augmentation considérable est due au fait que le contentieux disciplinaire ne cesse d'augmenter au fil du temps et qu'il connaîtra certainement encore une hausse importante dans le futur dès que l'assistance judiciaire partielle sera mise en place. Cette mesure permettra également d'éviter des conflits d'intérêts éventuels.

Dans un souci de cohérence, le projet de loi modifie aussi la composition du Conseil disciplinaire et administratif d'appel. Afin d'aligner le nombre des membres suppléants sur le nombre des membres effectifs, il est également prévu de nommer deux magistrats suppléants de chaque juridiction ainsi que trois assesseurs-avocats suppléants

dont un inscrit au barreau de Diekirch. Il siège au nombre de trois dans un magistrat de la Cour d'appel, un magistrat de la Cour administrative et un assesseur-avocat. La composition du Conseil disciplinaire et administratif d'appel est arrêtée pour chaque affaire par son président ou en cas d'empêchement par son vice-président. Le Conseil disciplinaire et administratif d'appel est présidé par le magistrat le plus ancien en rang de la Cour d'appel. Le vice-président est le magistrat de la Cour d'appel le second plus ancien en rang.

2.4) Création d'une nouvelle liste VII

Le projet de loi crée une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord souhaitant s'installer au Grand-Duché de Luxembourg en utilisant leur titre d'origine (« *advocate* », « *barrister* » ou « *solicitor* ») et souhaitant fournir aux particuliers des « services juridiques désignés ».

L'Accord de commerce et de coopération (« *Trade and Cooperation Agreement* ») conclu entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en date du 24 décembre 2020, prévoit que chaque partie à cet accord doit « autoriser un avocat de l'autre Partie à fournir sur son territoire des services juridiques désignés sous son titre professionnel d'origine » et que différentes conditions sont prévues pour le cas où l'une des parties prévoyait dans son ordre juridique une condition d'enregistrement sur son territoire pour fournir les « services juridiques désignés ». Les activités professionnelles des avocats concernés se limitent à l'activité consistant à fournir des conseils juridiques, et ce uniquement dans la matière du droit international public (à l'exception du droit de l'Union européenne) ainsi que dans la matière du droit de la juridiction d'origine (en l'occurrence soit le droit de l'Angleterre, soit le droit de l'Écosse, soit le droit du Pays de Galles ou soit le droit de l'Irlande du Nord. Ils ne bénéficient pas des compétences exclusives comme notamment la représentation d'une partie devant les cours et tribunaux du Grand-Duché.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

23/11/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Echange de vues avec des représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg

24/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

14/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 29 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 335, page 1

Préemballages non revêtus du symbole « e »

8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale

Une des attributions de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) est la vérification de toutes sortes de préemballages sur le marché luxembourgeois (denrées alimentaires, boissons, cosmétiques, produits de nettoyage, etc.).

Le présent projet de loi se situe dans ce contexte et a un double objet :

– créer un cadre légal pour les préemballages non revêtus du symbole « e ». Jusqu'à présent, en ce qui concerne la mise sur le marché de préemballages non revêtus du symbole « e » sur le territoire national, il n'existe aucune réglementation spécifique. Ce vide juridique contrarie les fabricants nationaux qui sont à la recherche d'un cadre réglementaire explicite afin d'avoir des consignes précises quant à la confection de leurs préemballages en cas de non-recours au symbole « e » ;

– introduire des dispositions spécifiques concernant les produits prépesés et les produits en vrac afin d'assurer un échange commercial au juste prix. Les dispositions prises sont complémentaires à celles qui sont déjà contenues au Code de la consommation, qui vise surtout l'indication des prix.

Le dispositif projeté renforcera donc la sécurité juridique – tant pour le consommateur que pour le fabricant national.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/08/2022
 Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

23/03/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

25/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 7 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 370, page 1

Création de l'Institut national de l'activité physique et des sports

8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Le présent projet de loi vise à convertir l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ci-après « ENEPS ») en Institut national de l'activité physique et des sports (ci-après « INAPS »). Les missions de l'INAPS seront ainsi modernisées et élargies par rapport à celles de l'ENEPS afin de donner à l'institut nouvellement créé les moyens permettant de tenir compte des besoins croissants de la société en matière d'activité physique et de sports, notamment en raison du fléau de la sédentarité, et de contre-carrer ainsi la progression des maladies dites de civilisation qui en résultent.

Ainsi, la vision de l'INAPS s'est dessinée autour de trois axes :

1) amélioration et élargissement de l'offre de formations en fonction des besoins de la société et du mouvement sportif sur base du système LTAD¹ ;

2) promotion des compétences de l'enseignement des activités physiques, motrices et sportives au cours de la formation initiale et continue ;

3) réalisation d'études approfondies sur les métiers du sport en vue d'une réglementation des formations y relatives.

L'objectif est de faire de l'INAPS :

– un institut concepteur et prestataire de formations visant le développement des compétences des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes de l'activité physique et des sports ;

– un centre de compétences et de ressources en matière d'activité physique et de sports au service du mouvement sportif et de la société entière ;

– un catalyseur de développement et de réglementation des formations des métiers du sport.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 03/11/2022
 Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

06/12/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

16/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

20/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 589, page 1

Digitalisation des procédures judiciaires

8109 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant

organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 3° la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif

Le projet de loi n° 8109 s'inscrit dans une optique de la digitalisation des procédures judiciaires et met en œuvre un premier élément de la procédure administrative électronique qui fait partie du projet « paperless justice – JUPAL », à savoir l'application dite « JANGA ». Il s'agit de « conférer une base légale à un essai limité à une procédure déterminée, ce qui explique que la portée de la présente réforme est nécessairement limitée dans son champ d'application et est incomplète dans sa portée ; il s'agit en effet d'une première étape permettant de mieux progresser par la suite dans cette ambitieuse réforme. »

Le projet de loi modifie également la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, qui ajoute aux attributions des Conseils de l'ordre des deux barreaux celle de certifier les espaces professionnels électroniques des avocats nécessaires à la connexion aux plateformes d'échanges sécurisées avec les juridictions. Il vise aussi l'augmentation des effectifs des juridictions administratives pour tenir compte de l'augmentation de la masse du contentieux de leur compétence et la prise en compte de la nouvelle procédure de nomination des magistrats suite à la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

En général, le projet « paperless justice » a pour but de dématérialiser la communication et les échanges entre tous les acteurs, internes ou externes, de la justice du Grand-Duché de Luxembourg. Le programme ambitionne de créer un portail de référence et de déployer, sur une période pluriannuelle, un ensemble d'initiatives visant à réduire les échanges non digitalisés dans l'ensemble des procédures et échanges judiciaires. En total, il inclut treize projets :

- 1) JUPAL – projet d'accompagnement ;
- 2) JANGA – plateforme d'échange et de traitement des affaires du tribunal administratif ;
- 3) JUPSA – projet de dématérialisation des procédures de saisie-arrest sur salaire ;
- 4) JUCHA – plateforme d'échange et de stockage de la chaîne pénale permettant le suivi au quotidien des affaires en matière pénale, la gestion des mandats d'arrêt européens et la gestion des affaires CRI ;
- 5) JUBOX – projet de mise en place des outils numériques adaptés aux professionnels de la justice pour faciliter et encourager le traitement des dossiers judiciaires de façon électronique ;
- 6) JUSIG – plateforme de services de confiance (p. ex. signature électronique) ;
- 7) MJMDL – projet d'amélioration et de simplification des procédures ;
- 8) JUCIV – plateforme d'échange et de stockage de la chaîne civile ;
- 9) JUMDJ – projet de mise à disposition de la jurisprudence (réalisé depuis 2020) ;
- 10) JUPOD – projet de dématérialisation des procédures d'ordonnances de paiement auprès des trois justices de paix et des deux tribunaux d'arrondissement ;
- 11) MJECI – plateforme de communication externe des instances judiciaires ;
- 12) AVECI – plateforme de communication des avocats ;
- 13) CIARC – projet d'archivage du CTIE et des archives nationales.

Dans le cadre d'un projet pilote élaboré en concertation avec les barreaux de Luxembourg et de Diekirch et le tribunal administratif, il a été décidé de réaliser dans une toute première étape la numérisation des procédures urgentes, comme le sursis à exécution et la mesure de sauvegarde qui sont prévus aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, procédures mieux connues sous la dénomination de « référé administratif ». Une fois que le projet pilote aura permis de dresser les premières conclusions avec les adaptations techniques qui s'ensuivront, la numérisation sera étendue à la procédure au fond, c'est-à-dire à l'ensemble des échanges avec les juridictions administratives. Le projet de loi doit être vu dans l'optique d'une généralisation à moyen terme de la dématérialisation de l'ensemble des échanges devant les juridictions administratives. Cette approche prudente et par étapes est néanmoins nécessaire au vu de la complexité technique de la matière, de l'ampleur de la réforme et du changement des mentalités qui doit l'accompagner. Les expériences faites et les conclusions tirées de ce projet pilote permettront de mieux préparer la réforme dans son intégralité.

Les modifications apportées à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif visent à centraliser les dispositions modificatives de la législation portant modification des juridictions administratives et :

– créent un deuxième poste de vice-président (grade M6) auprès de la Cour administrative à partir du 16 septembre 2025 afin d'améliorer les perspectives de carrière au sein de la Cour administrative. La Cour administrative disposera donc d'un effet

¹ « Long Term Athlete Development »

légal de sept magistrats, c'est-à-dire un président, deux vice-présidents, deux premiers conseillers et deux conseillers ;

– introduisent la nomination de tous les magistrats de l'ordre administratif par le Grand-Duc sur proposition du Conseil national de la justice, régie par la disposition de la section du chapitre 2 de la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats à partir du 1^{er} juillet 2023. Cette procédure de nomination sera applicable tant aux membres effectifs qu'aux membres suppléants des deux juridictions de l'ordre administratif ;

– prévoient le renforcement conséquent du tribunal administratif par la création d'onze postes supplémentaires de magistrat sur une période de trois années judiciaires afin de solutionner le problème d'encombrement du tribunal administratif. Pendant cette période, l'effectif légal du tribunal administratif passera de dix-huit postes à vingt-neuf postes. Cette modification a également pour objectif d'améliorer les perspectives de carrière au sein du tribunal administratif en proposant une classification différente au niveau des nouveaux postes, accompagnée d'une réforme du système de recrutement, qui fera l'objet d'un projet de loi séparé :

- pour l'année judiciaire 2023-2024, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, un nouveau poste de vice-président et un nouveau poste de premier juge ;

- pour l'année judiciaire 2024-2025, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, un nouveau poste de vice-président, un nouveau poste de premier juge et un nouveau poste de juge ;

- pour l'année judiciaire 2025-2026, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, deux nouveaux postes de vice-président et un nouveau poste de premier juge ;

- à la fin de la période de référence, le tribunal administratif disposera d'un effectif légal de vingt-neuf postes de magistrats, c'est-à-dire un président, quatre premiers vice-présidents, huit vice-présidents, huit premiers juges et huit juges.

– augmentent le nombre de chambres auprès du tribunal administratif de quatre à sept sur une période de trois années judiciaires. Avec onze nouveaux magistrats, il sera possible de créer trois nouvelles chambres. En ce qui concerne la présidence des sept chambres du tribunal administratif, quatre chambres seront présidées par un premier vice-président et trois chambres par un vice-président. Cinq vice-présidents n'auront donc pas la qualité de président de chambre. Pour mener à bien le projet de désencombrement du tribunal administratif, l'augmentation du nombre de magistrats et de chambres devra être accompagnée par un changement des procédures de travail au sein de cette juridiction, comme la mise en place de chambres spécialisées auprès du tribunal administratif et une remise en question des méthodes de travail internes. Le renforcement des effectifs du tribunal administratif sera conditionné par la possibilité de créer des chambres spécialisées pour certains types de contentieux. Le tribunal administratif déterminera tous les ans le nombre de chambres spécialisées et leur domaine de spécialisation. Ces chambres seront composées de magistrats spécialisés et recrutés dans cette spécialité. La mise en place d'une chambre spécialisée en matière d'asile et d'immigration ainsi que d'une chambre spécialisée en matière fiscale permettent une évacuation plus rapide des affaires par les magistrats du tribunal administratif et un retour au délai raisonnable. L'urbanisme se prête également à la constitution d'une chambre spécialisée ;

– insèrent deux greffes séparés au niveau des juridictions de l'ordre administratif ;

– et introduisent une règle particulière, mise en place concernant l'effet suspensif d'une requête, pour la matière spécifique des hypothèses sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

La future loi entrera en vigueur le 16 septembre 2023, premier jour de l'année judiciaire 2023-2024. Concernant la nouvelle procédure de nomination dans la magistrature qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2023, l'abrogation de l'actuelle procédure de nomination des magistrats de l'ordre administratif sortira ses effets de manière rétroactive à cette date.

Le nouvel article 12bis dans la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoit la transmission électronique des procédures urgentes, à savoir le recours tendant à l'obtention d'un effet suspensif ou d'une mesure de sauvegarde au greffe du tribunal par voie électronique moyennant téléchargement sur la plateforme d'échanges sécurisées. Dans une première étape du processus de dématérialisation des procédures devant les juridictions administratives il est proposé de commencer avec les procédures qui sont les plus simples en procédure administrative contentieuse. La requête fait dans ce cas l'objet d'une signature électronique.

Concernant la requête introductive, les pièces à l'appui du recours sont également transmises par voie électronique, joint par un relevé des pièces qui énumère l'ensemble des pièces invoquées par le demandeur. S'il existe des pièces qui ne sont pas susceptibles d'être numérisées ou confidentielles, il subsiste la possibilité de déposer de telles pièces en version papier au greffe du tribunal. Les notes de plaidoiries éventuelles sont transmises par voie électronique. Concernant le calcul des délais pour les différents recours, la date de réception est la date indiquée sur le bordereau de transmission généré par la plateforme après le dépôt de l'affaire au greffe. La

procédure proposée est comparable avec un dépôt non digitalisé d'une requête, qui est normalement tamponnée et enregistrée par le greffe après vérification sommaire des documents déposés. Le téléchargement sur la plateforme d'échanges sécurisés peut avoir lieu 24 heures sur 24 alors que la plateforme est toujours active. Après le téléchargement et la délivrance du premier bordereau, le greffe vérifie si les données sont bien mentionnées et enrôle le dossier. Un second bordereau de transmission est généré par la plateforme après accord du greffe. L'émission du bordereau de transmission attesterait la date de dépôt du recours nécessaire pour la vérification du respect d'éventuels délais de recours ou autres. Le référé administratif n'est formellement pas soumis au respect de délais de recours. Le greffe du tribunal notifie aux avocats et au délégué du Gouvernement l'ordonnance et les informe par message électronique de l'ordonnance. Toute communication faite par le greffe par courrier électronique à l'avocat destinataire s'opère exclusivement par le biais des adresses professionnelles des avocats mises à disposition par les barreaux.

L'article II de la loi sous projet modifie l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et traite les attributions du Conseil de l'ordre des avocats, en ajoutant à l'attribution du Conseil de l'ordre de tenir le tableau des avocats, celle de certifier les espaces professionnels électroniques des avocats nécessaires à la connexion aux plateformes d'échanges sécurisés avec les juridictions. Avant la première utilisation de la plateforme d'échange sécurisé, l'avocat va demander la création de son espace professionnel électronique, qui sera transmise au Conseil de l'ordre pour certification, qui consiste en la vérification de l'identité et la qualité de l'avocat.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/12/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

22/03/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

19/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 457, page 1

Accord bilatéral avec la Principauté d'Andorre en termes de permis de conduire

8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022

Le présent projet de loi vise à ratifier l'accord bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg en date du 22 mars 2022.

Ce projet s'inscrit dans la liste d'accords du Grand-Duché en matière de reconnaissance mutuelle des permis de conduire. En effet, le Luxembourg a déjà des accords similaires, pour la plupart sous forme de « Memorandum of understanding », avec Hong Kong, les Émirats Arabes Unis ou encore la Grande-Bretagne à la suite du Brexit.

Bien que le Grand-Duché reconnaisse les permis de conduire tiers à l'Espace économique européen sur son territoire afin de les transcrire en permis de conduire luxembourgeois si le pays émetteur est partie contractante de la Convention sur la circulation routière signée à Genève, le 19 septembre 1949 ou de la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne, le 8 novembre 1968, force est de constater que bon nombre de pays ne reconnaissent pas le permis de conduire luxembourgeois sur leur territoire, même si leurs permis son reconnus par le Grand-Duché.

Afin de transcrire son permis de conduire en permis de conduire luxembourgeois, le requérant dispose d'un délai de 12 mois à partir de son arrivée au Grand-Duché.

En ce qui concerne la Principauté d'Andorre, celle-ci n'est actuellement pas signataire d'une des deux conventions précitées. Partant, les permis de conduire de la Principauté ne sont pas éligibles à pour la transcription au Luxembourg.

Par le présent accord, qui règle notamment les principes d'une transcription, la reconnaissance mutuelle des permis de conduire des deux pays sera introduite.

Partant, il sera possible à l'avenir de faire transcrire un permis de conduire de la Principauté d'Andorre en permis de conduire luxembourgeois et vice-versa.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

15/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023

Loi du 26 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 492, page 1

Réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau

8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet la réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) afin de lui conférer plus de flexibilité organisationnelle par rapport au cadre institué par la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création de l'Administration de la gestion de l'eau.

En effet, un audit externe réalisé pour le compte du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a relevé un manque de flexibilité organisationnelle au sein de l'AGE.

Jusqu'à présent, l'organisation de l'administration était régie par la loi précitée du 28 mai 2004, qui précise entre autres le détail de l'organisation de l'administration. Le présent projet de loi abroge ladite loi et instaure un cadre plus souple.

En effet, la loi du 25 mars 2015 modifiant la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le directeur est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration et que le directeur établit le programme de travail et l'organigramme de l'administration, ces deux éléments étant par la suite soumis à l'approbation du ministre du ressort. Ainsi, ces éléments ne doivent plus être détaillés dans la loi portant réorganisation de l'AGE.

Le cadre existant précise les attributions de chaque division de l'administration, à savoir les attributions spécifiques de la direction, de la division de l'hydrologie, de la division de la protection des eaux, de la division des eaux souterraines et des eaux potables, ainsi que de la division du laboratoire. Au fil des années, les missions et attributions de l'administration ont évolué et de nouveaux services ont été créés qui ne sont pas mentionnés dans la loi du 28 mai 2004. En outre, la structure verticale mise en place par cette loi n'est pas en mesure de tenir compte de la complexité des missions actuelles de l'administration, cette dernière nécessitant une organisation de plus en plus transversale et axée sur des équipes interdisciplinaires.

Afin d'assurer une flexibilité suffisante pour pouvoir adapter le cas échéant l'organisation de l'administration à des besoins nouveaux, le projet de loi n'énumère pas les attributions spécifiques de chaque division et service, mais ne liste que les différentes catégories d'attributions de l'administration sans toutefois décrire ces attributions.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/12/2022

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

24/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 468, page 1

Réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

Le projet de loi a pour objet la réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) afin de lui conférer plus de flexibilité organisationnelle par rapport au cadre institué par la loi modifiée du 5 juin 2009 ayant pour objet la création d'une Administration de la nature et des forêts.

En effet, un audit externe réalisé pour le compte du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a relevé un manque de souplesse organisationnelle au sein de l'administration.

Jusqu'à présent, l'organisation de l'administration était régie par la loi précitée du 5 juin 2009, cette dernière précisant entre autres le détail de l'organisation de l'administration. Le projet de loi abroge ladite loi et instaure un cadre plus souple.

En effet, la loi du 25 mars 2015 modifiant la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le directeur est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration et que le directeur établit le programme de travail et l'organigramme de l'administration, ces deux éléments étant par la suite soumis à l'approbation du ministre du ressort. Ainsi, ces éléments ne doivent plus être détaillés dans la loi portant réorganisation de l'ANF.

Le cadre existant précise le détail de l'organisation de l'administration et de ses différents services, à savoir la direction, le service de la nature, le service des forêts et les arrondissements. Au fil des années, les missions et attributions de l'administration ont évolué et de nouveaux services ont été créés, comme par exemple le service des autorisations et le service compensation, qui ne sont pas mentionnés dans la loi susmentionnée. En outre, la structure verticale mise en place par la loi n'est pas en mesure de tenir compte de la complexité des missions actuelles de l'administration, cette dernière nécessitant une organisation de plus en plus transversale et axée sur des équipes interdisciplinaires.

Afin d'assurer une flexibilité suffisante pour pouvoir adapter le cas échéant l'organisation de l'administration à des besoins nouveaux, le projet de loi n'énumère plus les attributions spécifiques de chaque service, mais ne liste que les différentes catégories d'attributions de l'ANF.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/12/2022

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

24/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

21/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

26/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 469, page 1

Centre sportif à Belval

8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours

Ce projet de loi de 3 articles vise à autoriser le Gouvernement à faire procéder sur le site de Belval-Ouest à la construction et à l'équipement d'un nouveau Centre sportif, y inclus l'aménagement des alentours, pour un montant maximal de 114,32 millions d'euros toutes taxes comprises (Indice 1003,76 au 1^{er} avril 2022) avec une adaptation semestrielle en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction. La construction du bâtiment, y compris son équipement et l'aménagement des alentours, sont réalisés par le Fonds Belval et à charge des crédits mis à la disposition de ce dernier dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article 3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest. Ce nouveau complexe d'infrastructures sportives répondra aux besoins des établissements scolaires et universitaires y implantés.

L'autorisation du législateur pour procéder aux travaux précités est requise en vertu de l'article 99, cinquième phrase, de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/01/2023

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

08/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

15/06/2023 Continuation des travaux

22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023

Loi du 21 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 449, page 1

Droit de vote pour les majeurs en tutelle

8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi vise à modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003 afin de conférer le droit de vote aux majeurs en tutelle aux élections communales ainsi que pour les élections législatives et européennes.

Les modifications permettent de se conformer à l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH). Celle-ci prévoit que les États parties doivent veiller à ce que les personnes en situation de handicap puissent jouir de leurs droits politiques et les exercer sur la base de l'égalité avec les autres, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, notamment qu'elles aient le droit et la possibilité de voter et d'être élues.

En outre, le projet de loi tient compte de la récente révision constitutionnelle qui ne prévoit plus une exclusion d'office des personnes en tutelle.

Les modifications visées par le projet de loi portent principalement sur :

– l'instauration du droit de vote aux élections communales, législatives et européennes pour les majeurs placés sous tutelle, ceci tout en prévoyant un mécanisme d'ex-cuse automatique ;

– l'introduction des logos des partis politiques sur les bulletins de vote ;

– l'élargissement de la possibilité de se faire accompagner dans la cabine de vote aux majeurs en tutelle et aux électeurs souffrant d'un déficient mental.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 09/02/2023

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

06/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

20/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 29 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 339, page 1

Luxembourg Cyber Defence Cloud

8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir le « Luxembourg Cyber Defence Cloud » (LCDC) et à en financer l'exploitation, la maintenance, l'opération et la gestion.

L'informatique en nuage ou « cloud computing » est la fourniture de ressources et services informatiques à la demande via un réseau de serveurs distants. La stratégie de cybersécurité nécessite une infrastructure informatique évolutive, fiable, performante et sécurisée. Outre les objectifs à long terme de cette stratégie, le Luxembourg doit pouvoir répondre à ses engagements au niveau international (OTAN et UE) et doit aussi pouvoir répondre de façon adéquate aux défis de la transformation digitale croissante au niveau des Défenses des États membres de l'OTAN et de l'UE, ainsi que des agences OTAN et UE, et auprès des acteurs étatiques nationaux. Cette digitalisation fait augmenter les besoins de ressources informatiques qui doivent en plus satisfaire en matière de défense à des conditions spécifiques de sécurité.

Le LCDC se traduira par des environnements cloud privés et hautement sécurisés de la défense luxembourgeoise qui permettent le stockage et le traitement de données.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 02/03/2023

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

06/03/2023 Présentation du projet de loi

11/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 427, page 1

Protection des données à caractère personnel

8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Le paquet européen de protection des données personnelles se compose d'un règlement, applicable depuis le 25 mai 2018, qui fixe le cadre général de la protection des données (RGPD), ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données. Ce nouveau cadre légal établit un régime unique de protection des données en Europe.

S'agissant du premier instrument qui adopte une approche globale en matière de protection des données dans le domaine répressif, la directive « Police-Justice » a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

La directive précitée s'applique dès lors aux traitements nationaux et transfrontières de données à caractère personnel effectués par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution des sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces.

La Commission européenne a procédé à un réexamen, en vertu de l'article 62, paragraphe 6, de la directive (UE) 2016/860 en matière de protection des données dans le domaine répressif, ayant abouti à une communication du 24 juin 2020 intitulée « Marche à suivre en ce qui concerne la mise en conformité de l'acquis de l'ancien troisième pilier avec les règles en matière de protection des données ». Dans le cadre de cette finalité, la Commission a réexaminé les actes juridiques adoptés par l'Union, qui réglementent le traitement par les autorités compétentes à des fins répressives, afin d'évaluer la nécessité de les mettre en conformité avec la directive.

Au total, la Commission a recensé 26 actes juridiques de l'Union relevant de l'exercice de réexamen. Sur ces 26 actes, la Commission est parvenue à la conclusion que 16 d'entre eux ne doivent pas être modifiés, alors que 10 d'entre eux devront être modifiés, dont entre autres la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête.

Cette dernière précise les conditions de création d'une équipe commune d'enquête et contient une disposition spécifique relative au traitement d'informations pouvant contenir des données à caractère personnel obtenues par un membre ou un membre détaché d'une équipe commune d'enquête, prévoyant que ces informations peuvent être utilisées à d'autres fins, pour autant que cela ait été convenu par les États membres qui ont créé l'équipe.

Par conséquent, la Commission a proposé une modification ciblée de la décision-cadre 2002/465/JAI par le biais de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel. C'est d'ailleurs dans ce contexte que s'insère le présent projet de loi, qui vise à transposer la directive précitée et à modifier par conséquent la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête.

La loi du 21 mars 2006 « vise [ainsi] à créer un cadre légal pour la constitution d'une équipe commune d'enquête et à transposer ainsi le contenu de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête.² » Depuis cette loi, le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un instrument juridiquement contraignant qui permet de créer des équipes communes afin de lutter contre la criminalité internationale.

Une procédure analogue est également prévue pour les décisions de la Chambre des Députés relatives aux élections européennes.

Enfin, il est profité de cette proposition de loi pour faire certaines adaptations qui deviennent nécessaires en conséquence de la révision constitutionnelle.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Sven Clement, Députés, le 23/03/2023

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

25/04/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation de la proposition de loi
24/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
15/06/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 29 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 340, page 1

Cité Militaire à Diekirch

8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité Militaire » à Diekirch

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement du développement de logements abordables du projet « Cité Militaire », sis à Diekirch et déclaré d'intérêt général, et de la construction d'un bâtiment à usage mixte accueillant différentes fonctions publiques ainsi que des logements pour l'Armée luxembourgeoise.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06/04/2023

Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement (Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

21/04/2023 Présentation et examen du projet de loi
15/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
16/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 448, page 1

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/03/2023

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

14/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Clôture de l'instruction parlementaire selon l'article 73 du Règlement de la Chambre des Députés

Vote en séance publique : 28/06/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 446, page 1

² Projet de loi n° 5412 sur les équipes communes d'enquête : <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/084/389/038838.pdf>

Vérification des pouvoirs des élus à la Chambre des Députés

8181 – Proposition de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

La proposition de loi modifie la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle. Plus précisément, ces modifications visent principalement à mettre en œuvre les dispositions de l'article 67, paragraphe 3, de la Constitution révisée qui prévoit un recours contre les décisions de la Chambre des Députés en ce qui concerne la vérification des pouvoirs des élus à la Chambre des Députés.

La procédure de recours est introduite dans la loi électorale. Cette dernière prévoit des délais relativement brefs.

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique M. Fernand Etgen, Président	p. 13	Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen Discussion générale : M. Georges Mischo M. Claude Lamberty (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) Mme Josée Lorsché M. Jeff Engelen Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement	
2. Communications M. Fernand Etgen, Président	p. 13	Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports Vote sur l'ensemble du projet de loi 8090 et dispense du second vote constitutionnel	
3. Ordre du jour M. Fernand Etgen, Président	p. 14		
4. Hommage à M. Max Hahn M. Fernand Etgen, Président	p. 15		
5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés M. Fernand Etgen, Président Mme Barbara Agostino Discours de début de mandat : Mme Barbara Agostino	p. 15	11. 8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours	p. 25
6. Changements de composition de commissions parlementaires M. Fernand Etgen, Président	p. 16	Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (interventions de M. Fernand Etgen, Président, M. Dan Kersch et M. Mars Di Bartolomeo) Discussion générale : M. Georges Mischo M. Claude Lamberty M. Carlo Weber M. Fred Keup Mme Myriam Cecchetti M. Marc Goergen	
7. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales M. Fernand Etgen, Président	p. 16	Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics M. Georges Mischo (parole après ministre) M. le Ministre François Bausch Vote sur l'ensemble du projet de loi 8135 et dispense du second vote constitutionnel	
8. 8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova Discussion générale : M. Marc Lies M. Frank Colabianchi M. Yves Cruchten M. Jeff Engelen Mme Nathalie Oberweis M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) M. le Ministre Henri Kox Vote sur l'ensemble du projet de loi 8197 et dispense du second vote constitutionnel	p. 16	12. 8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022	p. 28
9. Motion de M. Léon Gloden relative à la présentation d'un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui disposent du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1 Exposé : M. Léon Gloden Discussion générale : Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure Vote sur la motion (rejetée)	p. 19	Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8119 et dispense du second vote constitutionnel	
10. 8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports	p. 21	13. 8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes	p. 28
		Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser) Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf M. Gusti Graas Mme Lydia Mutsch M. Fernand Kartheiser M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense Vote sur l'ensemble du projet de loi 8167 et dispense du second vote constitutionnel	
		Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen, M. Henri Kox, M. Georges Engel et M. Max Hahn, Ministres.	

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 27 juin 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8243 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 584-2 du Livre V du Code du travail
Titre VIII Chapitre IV Preretraite progressive

Dépôt : M. Max Hengel, Député, M. Marc Spautz, Député, le 13/06/2023

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8250 – Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 14/06/2023

8251 – Projet de loi portant création d'un Observatoire digital de la mobilité

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/06/2023

8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22/06/2023

8253 – Projet de loi relative aux fiches d'hébergement et portant :

1^o modification de loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

2^o modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; et

3^o abrogation de la loi modifiée du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 22/06/2023

8254 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

2^o de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

3^o de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 22/06/2023

8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 27/06/2023

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

8232 – Projet de loi relatif à l'autopartage sur la voie publique et portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/06/2023

8233 – Projet de loi portant modification :

1^o de l'article L.413-4 du Code du travail et

2^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8234 – Projet de loi portant :

1^o introduction d'un programme de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et

2^o modification du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8236 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Ghana relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à des services aériens, fait à Alger, le 24 août 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine amendement l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/06/2023

3) Le projet de loi et la proposition de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

7641 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 30/07/2020

Retrait du rôle des affaires : 19/06/2023

7578 – Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, le 07/05/2020

Retrait du rôle des affaires : 13/06/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2801 – Demande de pétition publique : Si votre enfant se comporte comme une brute, vous devrez payer une amende

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/06/2023

2802 – Demande de pétition publique : Fir e permanente Maart an der Stad ze kréien

Dépôt : M. Gilles Marson, le 14/06/2023

2803 – Demande de pétition publique : Helmpflicht op eise Stroossen

Dépôt : M. Sven Backes, le 14/06/2023

2804 – Demande de pétition publique : Annulation des avances d'impôts sur salaire et restructuration de la déclaration d'impôts

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 14/06/2023

2805 – Demande de pétition publique : Adaptation du taux d'impôt sur le salaire des ministres en adaptant le taux d'impôt de 50 % à 100 % comme cela se fait pour tous les citoyens du Luxembourg qui travaillent

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 14/06/2023

2806 – Demande de pétition publique : Vote aux élections législatives, communales et aux referendums moyennant un dispositif d'authentification électronique reconnu par l'État

Dépôt : M. Christian Hary, le 14/06/2023

2807 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'introduction de pauses obligatoires après une heure de travail assis et avant chaque réunion consécutive

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 14/06/2023

2808 – Demande de pétition publique : Autorisation d'amener son chien dans les lieux de travail

Dépôt : Mme Mona Duarte, le 15/06/2023

2809 – Demande de pétition publique : Gesondheetsbe-ruffler solle besser bezuelt ginn (Aide-soignant)

Dépôt : M. Bryan Jaeger, le 16/06/2023

2810 – Demande de pétition publique : Actes supplémentaires pour l'assurance dépendance

Dépôt : M. Adrien Weirig, le 18/06/2023

2811 – Demande de pétition publique : Hausaufgaben

Dépôt : Mme Ariane Cane, le 20/06/2023

2812 – Demande de pétition publique : Supprimer les sections première classe dans les trains nationaux

Dépôt : M. Dermot Crowley, le 21/06/2023

2813 – Demande de pétition publique : Klima-anlag an alle Klassen

Dépôt : M. Semin Alic, le 22/06/2023

2814 – Demande de pétition publique : Ayant le Permis Moto AM, hausser un peu de puissance, puisque c'est dangereux de rouler à deux avec 15 km/h en montant une colline, on ne tient pas trop bien l'équilibre, pendant 2 ans / Au lieu du permis A100/A1 donc à partir de 18 ans avec 8 heures de pratique passer de suite sur A2 avec au moins 50 KW un an et 7 heures de cours pratique

Dépôt : M. Patrick Weis, le 26/06/2023

2815 – Demande de pétition publique : Cependant réduire les puissances à max. 125 KW la puissance du permis B au lieu de lâcher les jeunes conducteurs avec bruit et 300 a 500 CV pendant 2 ans / Ceci sauverait la vie de beaucoup de jeunes.

Dépôt : M. Patrick Weis, le 26/06/2023

2816 – Demande de pétition publique : Protection de l'environnement : interdire les vols d'avion de moins de 2 heures au départ de Luxembourg

Dépôt : M. Allal Boussata, le 26/06/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vun der zoustänneger Kommissioun gëtt proposéiert, fir beim Projet de loi 8119, deen de Mëtten um Ordre du

jour steet, e Modèle de base sans débat amplaz vun engem Basismodell virzugesinn.

Wat den Ordre du jour vun der Sitzung vun en Donneschdeg de Moien ugeet, gëtt vun der zoustänneger Kommissioun proposéiert, déi sechs Reglements-fännerungen zesummen an enger Diskussioun ze behandelen. D'Rapporteuren hu jeweils zéng Minutten zegutt an déi gemeinsam Diskussioun ass zweemol e Basismodell.

Ass d'Chamber mat diesen Ännerungsvirschléi averstanen an hält deen esou ofgeännerten Ordre du jour un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Hommage à M. Max Hahn

Léif Kolleginnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, éier mer elo eng nei Deputéiert vereedegen, soe mer nach deem Kolleg Merci, dee mir elo aus engem anere Bléckwénkel kucken. No bal zéng Joer an der Chamber huet de Max Hahn seng Plaz dohanne léns an der éischter Rei opginn, fir e puer Meter méi wäit an déi zweet Rei – haut sëtzt en an der éischter Rei – setzen ze goen. De 15. Juni ass hien als nei Familljeminister vereedegt ginn.

De Max Hahn ass zënter 2005 Member an der DP. 2013 ass hie fir déi éischte Kéier am Süden an d'Chamber gewielt ginn an 2018 gouf hien erëm-gewielt. Als President vun der Familljekommissioun kennt den DP-Politiker schon d'Dossieren, déi als Familljeminister op hien zoukommen. Mee de geleierten Ingenieur ass och e Spezialist a Saachen erneierbar Energien, Mobilitéit, Klima, Naturschutz a Logement an huet sech an deenen zoustännege Kommissiounen als Vizepresident engagéiert.

De Max Hahn hat och d'Éier, Rapporteur vum Budget vun 2023 ze sinn, eng Missioun, déi him sécherlech an Erënnerung wäert bleiwen. Ënnert dem Motto „Besser zesummeliwwen“ ware seng Schwéierpunkte bei sengem Rapport deemools déi sozial Kohäsioun an de Kampf géint d'Aarmut. Déi sozial Hëllef, déi do sinn, missten och do ukommen, wou se gebraucht ginn, an dofir missten d'Leit besser informéiert ginn, zum Beispill iwwert den digitalen Office social, wou d'Leit direkt gewuer ginn, wéi eng Hëllef si zegutt hunn. Och fir eng besser Inklusioun vun de Senioren hat den deemolegen Deputéierte sech ausgeschwat.

De Max Hahn ass also beschteens opgestallt fir seng Missioun am Familljeministère. De fréiere Beruffspompjee kennt sech och ganz gutt am Zivillschutz aus an huet och e gutt Gespür fir d'Benevolat, wat him och a sengen nei Funktiounen zeguttkennt. Eis Gesellschaft ka just funktionéieren, wa se an alle Beräicher op Benevole kann zrëckgräifen.

Mir wäerten déi flott Visite vermessen, déi de Max Hahn mat sengem siameeseschen Zwilling hei an der Chamber fir de Public gemaach huet ...

(Hilarité)

... a wou den Duo vill Fangerspëtzegefill gewisen huet. Geneesou vill Fangerspëtzegefill an och vill Satisfaktioun wënne mir dem Max Hahn bei sengen neien Aufgaben an der Regierung.

(Applaudissements)

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci. Villmools merci.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | Mir huelen haut de Mëtten en nei Member an d'Chamber op. Esou wéi mer virduen héieren hunn, ass duerch den Arrêté grand-ducal vum 15. Juni 2023 den Här Max Hahn zum Regierungsmember ernannt ginn. Domat ass säin Deputéiertemandat fräi ginn.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der DP aus dem Walbezirk Süden derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 5. Januar 2022 huet den Här Pierre Gramegna seng éierbar Demissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt. Laut dem Artikel 54 (3) vun der Verfassung gëtt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat niddereet, als éischte Suppleant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen, wann hien net méi Regierungsmember ass. Deemno ass den Här Pierre Gramegna den éischte Suppleant. Hien huet matgedeelt, dat hien op dëst Mandat verzicht.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen nächste Suppleant d'Madamm Barbara Agostino, déi d'Mandat ugeholl huet. Et gouf weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Barbara Agostino virum 23. Juni 2023 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, dat si Lëtzeburgerin ass an 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze beweisen, dat si am Grand-Duché leeft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, dat keng Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, dat si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Barbara Agostino huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, dat d'Madamm Barbara Agostino hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteilt gouf, net stroferechtlech duerch eng Verurteilung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteilung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamt Piëcen, dat d'Madamm Barbara Agostino d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn, d'Madamm Barbara Agostino vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis be-traff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoiren vun der Madamm Barbara Agostino sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift d'Madamm Barbara Agostino erakommen.

Madamm Barbara Agostino, sou wéi d'Chamber et viru Kuerzem decidéiert huet, hutt Dir d'Méiglechkeet, den Eed an engem vun deenen dräi Amtssproochen ze leeschten.

Ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.“ Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: „Je le jure“, „Ech schwieren et“ oder „Ich schwöre es“.

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech schwieren.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Applaudissements)

Madamm Agostino, ech ginn Iech elo d'Wuert.

Discours de début de mandat

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleginnen, léif Kollegen, wéi meng Eltere viru 60 Joer aus Italien op Lëtzebuerg komm sinn, hätte si wuel net am Dram dorunner geduecht, dat hiert Meedchen emol hei um Krautmaart géif setzen. Politick war ni e grousst Thema bei eis ronderëm de Familljendéisch. Mä Papp a meng Mamm hunn haart geschafft, fir dat hiert Meedchen et emol besser hätt. An ech mengen, dat ech si net enttäuscht hunn; ech hoffen et op alle Fall.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Och wa meng Mamm vun Ufank u selwer geschafft huet an d'Gläichberechtigung bei eis doheem ni e Problem war – d'ailleurs haten an hunn d'Fraen nach ëmmer d'Soe bei eis doheem –, ...

(Hilarité)

... hunn ech laang Zäit gemengt, dass d'Politick fir mech als Fra net accessibel wier, dat d'Politick fir Männer aus gewëssene Kreeser a vun engem gewëssenen Alter reservéiert wier. Ech hu mech awer nawell fréi fir d'Politick interesséiert a mech virun 18 Joer bei deene Gréngen engagéiert. No an no hunn ech awer gemierkt, dass d'Politick vun der DP géif besser zu mengem Iwwerzeegunge passen.

(Hilarité, brouhaha et interruptions)

Bei de leschte Chamberwale sinn ech dunn éischtgewielte Fra op der DP-Lëscht am Süde ginn, wat mech immens frou gemaach huet. Gradesou houfreg sinn ech iwwer d'Ofschneide vu menger Partei bei de rezente Gemengewalen zu Péiteng, wou d'DP hire Score bal verduebelt huet! Péiteng, déi fënnegréisst Gemeng am Land, gëtt a mengem Aen ze dacks vergiess. A wéi nennen ech se ëmmer: „la commune des oubliettes“ – dat wëll ech an Zukunft änneren.

Här President, meng politesch Schwéierpunkte fir d'Zukunft si ganz kloer. D'Education vun eise Kanner läit mir dobäi besonnesch um Häerz. Als Educatrice an duerno als Léierin hunn ech eng gewëssene Erfahrung kënnen sammelen, ier ech mech mat enger éischter Crèche selbstänneg gemaach hunn. Education bedeit net nëmme Wësse weiderginn, mee virun allem sozial Kompetenzen an Zesummeliwwen ze vermëtteln. D'Kanner an déi Jugendlech sollen doheem an an der Schoul all déi Fäegkeete matkréieren, déi si duerno brauchen, fir hiren eegene Wee kënnen ze goen. D'Schoul soll eng Plaz fir ze wuesse sinn, eng Plaz fir staark Kanner.

Wie Schoul seet, seet och Chancëgerechtkeet fir all Kand, egal vu wou et kënt a wéi et heescht. Mir mussen endlech eraus aus deem Cercle vicieux, an deem d'Hierkonft, d'Mammesprooch oder de Portmonni vun den Elteren doriwwer entscheeden, wéi vill Chancen e Kand an der Schoul huet fir ze reusséieren.

Déi lescht Jore gouf viles an deem Beräich beweegt. Ënnert dem Bildungsminister Claude Meisch gouf viles verbessert. D'Chancëgerechtkeet ass zum Leetfuedem vun der Bildungspolitik ginn, mais il reste du pain sur la planche. Ech wëll mech op alle Fall derfir setzen, dass eis Kanner an de Schoule beschtméiglech op hir Zukunft preparéiert ginn.

En anere Sujet, dee mir um Häerz läit, ass eng dezente Wunneng fir jiddereen. Et dierf net sinn, dass eng Koppel, déi schafft, bal d'Hallschent vun hirem Akommes fir de Loyer oder op d'Schold vun der Wunneng respektiv vum Haus bezuete muss. Als Member vun der Logementskommissioun wäert ech diesen Dossier genee suivéieren. Et ass mat dee gréisste Problem, dee mir am Land hunn. Dank menger Erfahrung wäert ech hei kënnen matschaffen. Dofir sinn ech ëmsou méi frou, fir elo kënnen an der Kommissioun matunzepaken.

Ech wäert den neie Familljeminister Max Hahn och an der Ëmwelt- a Klimakommissioun vun der Chamber ersetzen. Dat ass e Beräich, deem dem Max schonn ëmmer um Häerz louch, an deem hie vill Energie gestach huet. Ech wäert mech mat deem nämmelechten Asaz an Engagement an déi Dossiere knéien; et ass nämlech fënnf vir zwielef! De Klimawandel ass déi gréisst Eerausforderung fir d'Mënschen op der ganzer Welt.

Ech wëll mech och derfir setzen, dass Lëtzebuerg sech an d'Ziler vum Paräisser Klimaofkommens hält. Klima- an Ëmweltschutz sinn eng absolut Prioritéit. Et geet hei ëm d'Zukunft vun den nächste Generatiounen, et geet ëm eis Kanner a Kandskanner. Mir hunn d'Flicht an d'Verantwortung, hinnen e liewenwäerte Planéit ze hannerloossen, dat ass och eng Fro vu Gerechtegkeet. A just als Independante wëll ech an deem Kontext ervirhiewen, datt mer net dierfen de Feeler maachen, Ëmwelt- a Wirtschaftspolitik géinteneen auszespillen. Nee! Mir brauchen eis Natur an awer och performant Betriber, déi d'Grundlag vun eise Rächtum bilden.

Iwwregens wollt ech als Kand ëmmer Mecanicienne ginn, e Beruufschoix, mat deem meng Mamm awer net averstane war – och wann ech duerno nachwell al Autoe restauréiert hunn, an dat maachen ech haut nach. An ech sinn nach ëmmer begeeschtert vun der Mobilitéit. An och, wann ech leider d'Vitess gär hunn, sinn ech mer bewosst, dass mer besonnesch an der Mobilitéit en Ëmdenke brauchen. Et ass gutt, dass d'Enn vun Verbrennungsmotor ëmmer méi no kënt. Hei dierf et keng Exceptioun ginn. Déi elektresch Mobilitéit ass d'Zukunft an hei muss d'Infrastruktur progressiv augeweit ginn, esou dass d'Transitioun gelänge kann. Och dierfe mir déi Leit net vergiessen, déi manner gutt gestallt sinn. Mir mussen si mathuelen an net ausschléissen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech weess, dass ech nach vill léiere muss, zum Beispill d'Finans vum alldeegleche Fonctionnement vun der Chamber. Warscheinlech muss ech och vill, vill léieren, e wéineg méi Gedold ze hunn.

(Brouhaha)

Mee ech kann Iech a menge Wielerinnen a Wieler versécheren, dass ech ëmmer ech selwer wäert bliewen a mech éierlech engagéiere wäert. Dofir wäert ech och net zécken, fir de Mond opzedinn, wann ech eng Decisioun ongerecht fannen oder eng Mesür net novollzéie kann. Ech fonctionéieren iwwregens ganz nom Prinzip: „Love it, change it or leave it.“

(Brouhaha)

Ech war Educatrice, Léierin, dunn hat ech iwwer 20 Crèchen. Zanter méi Kuerzem sinn ech Foraine. An elo wëll ech mech fir eng sozial, liberal a gerecht Politick setzen, eng Gesellschaft schafen, an där jiddereen seng Plaz fanne kann – wann e sech natierlech och drugëtt.

Schliisslech wëll ech op dëser Plaz dem Tilly Merci soen, dass hatt ëmmer u mech gegleef huet, och wann ech heiansdo alles a Fro stellen. Dem Corinne och e léiwe Merci, dass hatt mech ëmmer déi richteg Momenter encouragéiert huet. Menger Famill merci, well ouni si wier ech net hei. An de Bonjour an en décke Merci do uewe menge Frëndinnen, a besonnesch Fussballfrëndinnen, déi de Wee haut heihi fonnt hunn.

Der DP-Fraktioun sinn ech dankbar fir de Support an de leschten Deeg an ech wënschen och dem Max Hahn vill Succès a senger neier Fonctioun. Zesumme mat menge Fraktiounskolleege setze mir eis fir eng Gesellschaft an, déi oppen ass fir jiddereen. Eis sozial-liberal Valeur sinn de Kär vun eise gerechten an tolerante Lëtzebuerg, fir dat mir schaffen.

Esou, genuch geschwat, a lass! Ech freeë mech, mat Iech zesummen ze debattéieren an eppes fir eist Land ze beweegen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Agostino. Mir wënschen Iech all vill Freed a Satisfaktioun an Är neier Funktioun.

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Gusty Graas.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt den Här Frank Colabianchi den Här Max Hahn.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Barbara Agostino d'Madamm Carole Hartmann.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn fir de Volet „Sécurité intérieure“.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Max Hahn.

A schliisslech an der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn an d'Madamm Lydie Polfer ersetzt den Här Frank Colabianchi.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat diesen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass folgend Ännerung agaan: An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Claude Lamberty als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch

Den nächst Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8197 iwwer d'staatlech Finanzéierung vun abordabele Wunnengen a vun engem Gebai vum Projet „Cité militaire“ zu Dikrech. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapporteuse vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapporteuse | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e Finanzéierungsprojet vir, deem et wäert erméiglechen, weider abordabel Wunnengen ze bauen, dat Ganzt am Norde vun eise Ländchen, nämlech zu Dikrech.

D'Cité militaire dréit den Numm dank hirer Geschicht, wëssend, datt fréier do Wunnenge fir den Härebiere waren an och Leit vun der Arméi do gewunn hunn. Et waren och Verwaltungsgebaier, déi och nach haut benotzt ginn. Hei huet den öffentleche Promoteur SNHBM zesumme mat der Stad Dikrech probéiert, en harmonesche stättesche Projet auszuschaffen. Wichtig war, den öffentleche Raum fir d'Leit opzemaachen an accessibel ze maachen an de Parking maximal ze reduzéieren, natierlech do, wou et géeegeent ass.

Et ass och en innovativ Parking an deem Sënn, wou d'Gemeng sech och bereet erkläert huet – wat ganz interessant ass –, d'Gestioun ze iwwerhuelen. Innovativ, well et ass gekuckt ginn zwëschen Leit, déi wierklech do wunnen, an deenen, déi op Dikrech schaffe ginn, zu wéi engen Auerzäite wien do wäert present sinn, fir eeben eng intelligent Gestioun vun deem Ganzen ze maachen.

Wéi scho virdu gesot: D'Zil vum Gesetzesprojet ass et, der Regierung ze erméiglechen, sech um Finanzéierungsprojet finanziell ze bedeelegen, fir eeben abordabel Wunnenge kënnen ze bauen.

Dëse Projet vun der Cité militaire, déi vum öffentleche Promoteur SNHBM, der Société nationale des habitations à bon marché, gebaut wäert ginn, ass e Projet, deem och de Bau vun engem Gebai à usage mixte virgesäit, mat notament verschiddeenen öffentleche Fonctiounen souwéi ënner anerem Wunnenge fir

d'Lëtzebuerger Arméi. Insgesamt hu mer hei 184 nei Wunnenge fir ongeféier 420 nei Awunner.

Ech komme kuerz zu de Finanzéierungsaspekter vun dësem Projet. De Projet besteet aus ronn 17.000 Quadratmeter Wunnfläch, wouvunner 91 % fir d'subventionéiert Locatioun virgesi sinn an 9 % fir de subventionéiert Wunnenge wäerten enger Rei vun identesche Konditiounen ennerleien. Engersäits muss de Keefer e Maximum vun Akommes respektéieren. Déi betrafte Wunnenge gi mat enger Emphyteos vun 99 Joer verpaid. Während der Dauer vun der Emphyteos huet déi öffentlech Hand zu all Moment e Réckkafrecht op deene Wunnengen. Dat wieren u sech déi dräi wichtegst Konditiounen.

D'Zil ass et, déi Wunnengen, déi vun der öffentlecher Hand natierlech gebaut ginn – nach eng Kéier: subventionéiert oder net subventionéiert –, fir eng länger Zäit an der Abordabilitéit natierlech ze halen.

(Brouhaha)

De geplangte Locatiouns- a Verkafsverdeelungsschlüssel ... Et deet mer leed, mee ech kréie mech wierklech net konzentréiert, well et ass e bësse Kaméidi.

(Interruption)

Ech héiere mech selwer net. Et deet mer wierklech leed.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ahmedova, Dir hutt Recht. An ech hoffen, dass déi aner dat och alleguer esou gesinn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci. De geplangte Locatiouns- a Verkafsverdeelungsschlüssel spigelt de politesche Wëllen, fir méi bezuelbar Wunnengen ze bauen, besonnesch Mietwunnengen, an op deem Wee am Aklang mam Regierungsprogramm 2018–2023 ze sinn. Ech brauch et wuel net ze widerhuelen, mee d'Zil vun der aktueller Logementspolitik ass et, massiv bezuelbar, öffentlech an nohalteg Wunnengen ze bauen.

Zréck zu de Käschte vum Projet: Bei der Cité militaire belafe sech d'Participatiounskäschte vum Staat fir d'Schafe vu bezuelbare Wunnengen op insgesamt 52 Milliounen Euro. De Staat bedeelegt sech natierlech och un dem Bau vum Bâtiment à usage mixte an hei sinn 137 Milliounen virgesinn. Fir d'Detailer, wéi déi Milliounen opgedeeelt ginn, verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport, wou en explizitten Tablo virläit, wou een dat alles kann nokucken an norechnen. De Projet gëtt a verschiddene Phasen duerchgefouert a gëtt 2031 fäerdeg.

Ech wollt Iech awer och e puer Virdeeler vun deem Projet virlesen. De Projet respektéiert de kommunalen a staatleche Wëllen, fir nei, dynamesch an attraktiv Wunnquartieren ze schafen. De PAP vun der Cité militaire ass opgebaut op dem Prinzipp vun der nohalteger Entwécklung a profitéiert vun der Proximitéit vun öffentlechen Transport, vun öffentlechen schouleschen Infrastrukturen a weidere Servicer a Gréngflächen.

Den Duerchgangstrafack am Quartier ass limitéiert. Gefrierer, Vëloen a Foussgänger deele sech hei eng Spuer, déi och en Treffpunkt soll si vun deene verschiddenen Acteuren. An dofir ass och d'Vitess hei op 20 km/h reduzéiert. An anere Wieder ass dat natierlech e Shared Space.

Dës bewosst Approche gouf entwéckelt, fir den Autosverkéier ze limitéieren an e sécher Foussgängergebitt ze bidde plus natierlech gläichzäiteg de sozialen Austausch ze féerden. De Quartier zeechent sech duerch eng innovativ Approche vum Parkraummanagement aus. All Parkplaz a Vëloplaz, sief dat privat oder

öffentlech, sinn an engem gemeinsame Parking gesammelt, an engem gemeinsame Gebai.

Den Aménagement vun den öffentlechen Plaze leeft am Fong ronderëm zwou Haaptachsen of: Déi eng ass an nordsüdlech Richtung orientéiert an déi zweet Achs a Richtung Sauer.

Kuerz zu den Avisen an da sinn ech bal duerch: Also, zu deem Moment, wou mer och de Rapport an der Kommissioun ugeholl hunn, louche keng weider Avise vir, ausser natierlech deem vum Staatsrot, an deem hat keng weider Observatiounen zu dësem Gesetzesprojet. En attendant krute mer awer nach den Avis vun der Chambre de Commerce an natierlech begréisst si de Projet, mat enger klenger Remark, déi mer sécherlech alleguerten deelen: Dat ass, dass et eeben net séier genuch geet.

Dat alles gesot, ginn ech selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies ageschriwwen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, direkt am Virus Merci fir hiren ausféierleche Rapport, an deem se eis e bëssen iwwert d'Technicitéit vun dësem Projet dann och bericht huet.

D'Cité militaire, déi an deenen nächste Joren da soll revitaliséiert ginn, bon, ech mengen, wat do och wichteg ervirzehiewen ass: dass e gesonden, proppe Urbanismus do wäert bestoen, dass heescht, dass d'Proximitéit zum öffentlechen Transport assuréiert ass, dass öffentlech Infrastrukturen a Schoulinfrastrukturen à proximité sinn an dass natierlech och eng Partie Gréngfläche ronderëm sinn, soudatt een och dovu kann ausgoen, dass eng gutt Qualité de vie hei op dëser Plaz wäert sinn.

Dee ganze Quartier wäert esou amenagéiert ginn, mat enger grousser Garage am Zous-sol, dass effektiv uewen am Quartier selwer eng Zone de rencontre wäert émgusat ginn, soudatt d'Qualité de vie fir déi Leit, déi do an Zukunft wäerte wunnen, wierklech groussgeschriwwen wäert ginn.

Bon, ech mengen, e Bemoll, deen och schon d'Rapportrice gesot huet, dass ass dann effektiv de Phasage, vu dass d'Aarbechten awer hei da praktesch iwwer néng Joer ginn. Dass huet ze di mat den Infrastrukturen respektiv mat dem Bâtiment mixte respektiv deenen administrative Gebailechkeeten, déi nach do sinn, déi fir d'éischt op enger anerer Plaz musse geschafe ginn, fir dann d'Gebai kënnen ofzerappen. Initial war och ugeduecht, fir déi Gebailechkeete vun der Arméi ze sanéieren, mee à la fin du compte ass awer festgehale ginn, dass dat sollt, och aus energetesche Grënn, dass demoléiert ginn an nei opgebaut ginn, wat da vun der SNHBM soll assuréiert ginn.

Hei eng kleng Kritik awer och vun eiser Säit aus: Et ass e Projet, dee ronn 50.000 Meterkaree beinhalt, zwee Drëttel vun dësem Projet ginn awer zréck op de Bâtiment mixte. Dass eng öffentlech Wunnengsbau-gesellschaft wéi beispillsweis d'SNHBM dann och hei nach mat bäigeholl gëtt, fir en administratiiv Gebai, dass fir d'Arméi gebaut gëtt, wou notament awer och 60 Wunnenge gebaut ginn ... Mir gesi schon, dass d'Promoteurs publics praktesch um leschte Lach

päifen, ob dass d'SNHBM ass, ob dass de Fonds du logement ass, an duerfir wär et hei effektiv méi opportunt gewiescht, dass Ganz iwwer Marché public dann eventuell un e privaten Entrepreneur, e Constructeur ze ginn, fir dass dann éischens emol d'Privatwirtschaft ...

Ben, ech mengen, hautzudaags gesi mer jo, wéi d'Situatioun ass: Mir wëssen net, wéi d'Situatioun um Enn vun dësem Joer ass, ob do net deen een oder aneren Entrepreneur oder Handwierksbetrib an Enkpass wäert kommen. Duerfir wär et hei sécherlech méi opportunt gewiescht, dass iwwer e Marché public un e Entrepreneur oder Promoteur kënnen ze ginn, fir dann dee Moment a d'Promoteurs publics, wann et ëm den öffentlechen Wunnengsbau geet, ze entlaschten. Dass ass hei leider net virgesinn.

Wat de Projet en tant que tel ugeet, mengen ech, mat enger Densificatioun vun 90 Wunnengen op den Hektar ass dass schon eenermoossen dense. Et gouf och im Nachhinein bei dem Bâtiment mixte nodensifizéiert, wat, mengen ech, och eng gutt Approche ass, fir esou vill wéi méiglech Surface construite brute eeben op e Bruttobauterrain kënnen ze bauen. Dofir mengen ech, dass dës Ratio wierklech gutt a wierklech gelongen ass. Ech hat et virdu scho gesot, dass sécherlech eng gutt Qualité de vie do wäert entsto, vu dass eng ganz Partie öffentlech Servicer an awer och Commerces de proximité an der Noperschaft sinn.

Wat de Käschtepunkt ugeet, do kann een och soen, dass de Ratio bei 3.817 Euro de Meterkaree Surface construite brute op 190 Milliounen gerechent an der Rei ass. Et gëtt aner Projeten, déi och an der Lescht diskutéiert gi sinn, wou de Präis pro Surface construite brute definitiv demesuré ass, awer hei kann ee wierklech soen, dass dee Präis rasonabel ass.

Vläicht nach e lescht Wuert zu deem, wat d'Wunnengen ugeet, respektiv och, ënner wat fir enger Form se émgusat sollte ginn: 91 % Locatioun fanne mir definitiv eppes ze héich fir eng sozial Mixitéit. Fir déi ze assuréieren, wär sécherlech en anere Ratio, ëm 60 % Locatioun a 40 % Vente, vläicht méi interessant bei esou engem Projet émssetzen. Dofir, ech mengen, mir hunn dat an der Vergaangenheet ëmmer gesot, bei all Projet: Wann et ëm en neie PAP respektiv ëm en neie Projet de construction och fir Logement abordable geet, sollt ee wierklech kucken, dass eeben déi Mixitéit och assuréiert gëtt an och soll assuréiert bleiwen. Wéi gesot, mat 91 % ass dass vläicht e bëssen ze héich.

Dofir, an deem Sënn merci fir Äert Nolauschteren. An ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools Merci, Här Lies. An da wär et um honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, fir d'alleréischte a ganz décke Merci un d'Rapportrice fir deen exzellente schréftlechen a mündlechen Rapport, wat mir dann och erlaabt, mech relativ kuerz kënnen ze halen.

Op alle Fall si mir als DP ganz, ganz frou, dass mer haut de Vott betreffend de Finanzement vun dësem Wunnprojet „Cité militaire“ zu Dikrech huelen, esou dass mir och d'Kreatioun vun dann am Ganzen 184 Wunnenge fir ronn 420 Awunner bis 2031 a Phasen erméiglechen, d'ëscht wäert freieren Areal vu ronn 2 Hektar an zu engem Käschtepunkt vu liicht iwwer 190 Milliounen.

Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, d'Regierung huet d'lescht Woch e Mesürepak vun 150 Milliounen Euro fir de Bausecteur presentéiert, deen engersäits

Aarbechtsplazen ofséhere soll an anerersäits weider Wunnengen iwwert déi nächst Méint a Jore schafe sinn. Et ass kloer, dass mer zesummen d'Offer weider an d'Luucht dreiwé mussen an esou duerch déi öffentlech Hand, duerch de Staat an d'Gemengen, mee och duerch d'Privatpromoteuren, méi séier an eng gréisser Unzuel u bezuelbarem Wunnraum schafe mussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wichtig ze ernimmen ass, dass niest de Wunnengen, déi iwwer d'SNHBM op de Marché kommen, och ee Gebai mixte realiséiert gëtt, an deem 60 Wunnenge fir d'Armée virgesi sinn. Och verschidde Verwaltunge wäerten dann hei eng Plaz fannen. Ganz no beim nationalen a kommunale Wëllen, fir nei, dynamesch an attraktiv Wunnquartieren ze schafen, entsprécht dës PAP „Cité militaire“ zu 100 % dem Prinzip vum der Nachhaltegkeet. Dës Wunnprojet wäert vun enger noer a gudder öffentlecher Verkéiersubannung, wéi mäi Kolleg Marc Lies dat eeben och elo gesot huet, an öffentleche schouleschen Infrastrukture profitéieren. Doniest sinn divers öffentlech Servicer an eng flott Gréngzon a ganz noer Noperschaft.

Wat de Verkéier ugeet, gëtt e sougenannte Shared Space konzipéiert, dee festhält, dass d'Autoen, d'Vëloen an d'Foussgänger sech d'Strooss deelen an d'Geschwindigkeit op 20 km/h begrenzt gëtt. Dëst Konzept soll den Autosverkéier reduzéieren an eng méi sécher Mobilitéit fir d'Awunner erméiglechen, ganz nom Prinzip vum Mateneen an am géigesäitege Respekt, wou déi sougenannt „Stark“ am Stroosseverkéier, also déi Motoriséiert, am Respekt deene „Schwaachen“ am Verkéier begéien.

Net ze vergiessen – a komescherweis steet dat net am Rapport an och a kengem Avis –: Duerch déi limitéiert Vitess bréngt e Shared Space virun allem awer méi Rou an e Quartier eran. Dëst ass en Aspekt, dee ganz oft vergiess gëtt an dach fir d'Leit vu grousser Bedeutung ass a staark appreciéiert gëtt. D'Leit kommen am Shared Space zesummen, sief et op flott amenagéierte Plazen oder souguer op Terrassen, a sinn domat carrement Deel vum Stroossebild.

Des Weideren ass ze begréissen, dass de ganze Wunnquartier exzellent un divers Foussgängerweeër Richtung Zentrum vum Dikrech a laanscht d'Sauer ugebonne gëtt. An et muss een och onbedéngt erwirhewen, dass dës Wunnquartier eng innovativ Approche zur Parkingsproblematik duerstellt. Déi ganz Unzuel vu Parkplaze vun de jeeweilege Wunnkomplexer gëtt an engem eenzege grouse Parking regruppéiert. Doniest ginn an dësem Parking och déi öffentlech Parkplazen, och fir d'Vëloen, integréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Realisatioun vun esou engem Projet wéi dësem schléit natierlech an d'Käschten, wéi et jo och am Avis vun der Chambre de Commerce ervirgehuewe gëtt. Ouni Zweifel sinn dës Investissementer awer net vu Muttwëll. Ganz am Géigendeel, si mussen sinn! De Staat ass amgaangen, seng Hausaufgaben am Beräich vun der Offer u Logementer ze maachen, och – an do si mer eis alleguerten heibannen eens – wann dat de Moment nach net duergëet. Ech behaupten awer a soen, dass mer um richtege Wee sinn a méi a virun allem méi schnell Wunnenge realiséiert ginn.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'No-lauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Colabianchi. An d'Wuert geet un den honorablen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci och der Rapportrice fir hire ganz gudder Rapport,

deen esou komplett war, dass een net méi groussaarteg muss drop agoen. Als LSAP si mir ëmmer frou, hei Finanzéierungsgesetzter ze stëmmen, déi d'Zil hunn, neien abordable Wunnraum ze schafen, an dat heiten ass eent vun deenen. Mir hunn där an dëser Legislaturperiod jo schon eng Partie gestëmmt. Ech erënneren un Diddeleng, ech erënneren u Wolz, ech erënneren och un Elmen. Dat heiten ass e weidert.

Mee ech schlësse mech awer och all deenen un, déi bei dëser Geleeënheet och ëmmer drop hiweisen, wéi laang et dauert, bis mer esou Saache realiséiert hunn – an hei ass erëm esou e Fall. Et ass dacks esou, dass mer hei an der Chamber Projekte stëmmen als Kommissioun, an et wäert net déi nächst Chamberskommissioun sinn, och net déi iwwernächst, mee warscheinlech déi iwwer-iwwernächst, déi dann invitéiert gëtt op d'Aweigung. An dat ass eppes, wat vill Leit dobaussen net kënne verstoen. Och wann et ëmmer fir alles Ursaache gëtt, dat kann een net, dat d'äerf een net bausse vir loosson. Ech menge just, fir déi Wunnungskris hei zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien, mussen mer einfach a ville Beräicher e gudder Krack méi séier ginn.

Mee selbstverständlech ginn ech hei den Accord zu deem dote Projet. Deen ass gutt a mir sollen deen esou séier wéi méiglech realiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova en härerleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass ëmmer ze begréissen, wa Wunnenge gebaut ginn, méi speziell an dësen Zäite vu Manktem u Wunnengen. An ech hoffen och an ech drécken de Wunsch aus, dass dës och moderat viru gehale ginn, och verlount ginn. An ech mengen, hei ass e Projet mixte, wou och nach Geschäftler oder aner Saachen, Verwaltung, drakommen, wou awer och d'Armée en Doheim soll kréien, an dofir wär et gutt, wann déi Wunnengen och viru moderat op finanzieller Basis géife gehale ginn.

Ech soen Iech Merci an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorablen Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och der Rapportrice nach eng Kéier merci fir hire ganz exzellente Rapport. Mir stëmmen dës Projet natierlech mat a begrëisse virun allem, dass néng vun zéng Wunnengen an d'Location abordable solle goen, also e Stéck méi, wéi dat bei vergaangene Projekte vun der SNHBM de Fall war. De Minister kann eis vläicht doriwier oplären, awéifern dat och e Choix ass vun der SNHBM, déi jo laut Ausso vun hirem Direkter Problemer huet, fir nach Keefer fir hir Logementer ze fannen, an dat opgrond vun de Präisier an de klammenden Zësen, oder ob dës Choix en anere Grond huet.

Mir mengen och, dass de Projet landesplaneresch immens sënnvoll ass, well Leit abordable Wunnraum gebuede kréie sollen op enger vun de prioritär ze entwéckelnde Plazen hei am Land, also an der Nordstad, no bei öffentlechen Infrastrukturen.

Een eenzege gemeinsame Parking fanne mir och besser, wéi vill Parkplazen uechter de Quartier ze bauen. Vlächicht muss een och ofhalen, dës System als innovativ ze bezeichnen, well et kléngt ëmmer sou exklusiv an entsprécht jo och net méi der Realitéit. Net all Haus brauch jo onbedéngt zwou Parkplazen, ech

mengen, do mussen mer onbedéngt dovunner fortkommen. Zu Lëtzebuerg gëtt et dat och schon op anere Plazen. An am Ausland gëtt et dat natierlech och scho vill méi wäit, virun allem an de Stied natierlech.

Mir ginn awer och ze bedenken, dass mer hei elo iwwer 134 abordable Logementer, 134 abordable Wunnenge schwätzen, déi iwwert déi nächst acht Joer entstinn. Dat ass e kleng Projekt. Dat soll elo net de Projet schmälere, mee bei engem Manktem vun 10.000 a méi abordable Wunnenge sollt eis dat awer emol weisen, a wéi enge Gréisstenuerdunge mir missten hei schaffen an a wéi enge Gréisstenuerdunge mir eigentlech och e Manktem un abordablem Wunnraum hunn, dee mer onbedéngt an de Grëff ze kréien hunn.

Dee Mesürepak, deen d'Regierung viru Kuerzem virgestallt huet a virgeluecht huet, fir dogéint unzekommen, ass an eisen Aen zimmlech mickreg, wat dës Manktem ugeet. Esou proposéiert jo zum Beispill d'Regierung, dass elo Projekte bis zu 60 Milliounen keen extrat Gesetz méi brauchen, fir d'Prozeduren eeben ze acceleréieren. De legislative Volet vun dësem Gesetz hei huet awer zum Beispill just dräi Méint gebraucht. Also huet et net dorunner geleeën, dass do e Problem ass. Dat ass also net entscheidend. Mir fannen dat also relativ lächerlech, fir dat op deem Wee unzegoen, a mengen och net, dass dat wierklech een – wéi soll ech soen? –, en Outil ass, fir déi Kris an de Grëff ze kréien am Endeffekt.

A mir mengen och, dass et wichtig ass, d'Projete weiderhin duerch d'Parlament goen ze loosson, fir dass se och eng gewësse Visibilitéit kréien. Et misst opgehale gi mat deene falsche respektiv kosmeetesche Léisungen, wéi dat eeben och elo hei da proposéiert gouf. Ech schwätzen net vun dësem Gesetz, mee vun dem Mesürepak, deen elo op de Wee ginn ass.

Mir fannen et richtig, dass de Staat Projeten an der VEFA opkeeft, wéi dat jo och elo gemaach gouf, an och versicht, déi zu beschtméigleche Konditiounen opzekafen, well et geet jo finalement ëm d'öffentlech Gelder. Dat muss nach méi gemaach ginn. Et muss kaaft ginn, et muss gebaut ginn, et muss renovéiert ginn. An de Staat an d'Gemenge mussen wierklech no vir goen an et selwer maachen, anstatt dass Appeller un d'Gemengen erausginn a riets a lénks e puer Subventiounen un d'Stéit vergi ginn an der Hoffnung, dass eppes geschitt. Firwat net och elo Baulücken, déi riskéieren ze entstoën, iwwer öffentlech Projeten opfänken?

Ënnert dem Stréch, wéi gesot: Mir begrëissen dës Projet natierlech. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Ahmedova fir dee gudder schrëftlechen a mündleche Rapport. Hei geet et ëm abordable Wunnraum an natierlech si mir Piraten domat averstanen a wäerten och eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbau-minister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Erlaabt mer, dass ech och nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen, vu dass eng Rei Froe gestallt goufen. Sou erlaabt dat mer et, och eenzel dorop ze äntwerten. Fir d'éischt natierlech e Merci un

d'Rapportrice fir dee ganz ausföerleche mündleche Rapport hei, natierlech och fir de schréfftlechen. An da kann ech schonn direkt op déi eenzel Punkten agoen.

Den Här Cruchten huet et gesot, et reit sech an an eng Serie vu Projet-d'enverguren, déi mer hei gestëmmt hunn. Dëst ass de sechsten an deene leschte Joren. Wéini hu mer ugefaangen? Elmen, de Projet de loi Elmen vum PAP 1 ass 2020 gestëmmt ginn, an du sinn déi successiv Projekte komm. Haut, wéi gesot, de sechsten. Zweekommen der nach no, sécherlech. Hoffentlech kann ech déi nach deposéieren. Dat ass Elmen 2 an Izeger Knupp. An da wäerte mer op zweek vlächte kënnen verzichten, well mer jo am Kader vun de Mesüure vun der Taskforce d'Envergure vu 40 op 60 Milliounen an d'Luucht gesat hunn.

Dat alles zesummen, déi zéng Projeten zesumme wäerten eng Envergure vun 3.300 Wunnengen an – net schlecht – vun 1,5 Milliarden hunn, déi mer dann als dës Regierung, zesumme mat Iech hei an der Chamber, investéiert hunn.

Et gräift esou lues, dass mer an d'Locatiounswunnengen investéieren. D'lescht Joer ass de Stock vun öffentliche Locatiounswunnengen ëm 5 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, wa mer zesummen eng Schëpp uleeën, da gi mer och an déi richteg Richtung.

Vläicht zu deene puer Remarken, déi gesot gi sinn. Dat Éischt ass, dass mer hei niewent Wunnengen, abordabele Wunnengen, och Wunnenge fir d'Militär schafen, awer och e Verwaltungsgebai. Et muss ee soen, dass am Laf vun der Iwwerschaffung vun dësem Projet éischters d'Densitéit an d'Luucht gesat gëtt an zweetens vill méi Fläch an d'Administratioun gaangen ass. A wann ech den Här Lies virdu richteg verstanen hunn, muss mer iwwerleeën, ob eng SNHBM esou Projeten an Zukunft nach soll iwwerhuelen, wëssend, dass hei awer hir Erfahrung derzou bäigedroen huet, dass mer méi dense konnte bauen, méi Wunnenge konnte bauen an awer och méi Wunnengen oder méi Fläch fir d'Verwaltung kënnen huelen.

(Brouhaha)

Zukünfteg, mengen ech, sinn ech och net onbedéngt derfir, dass eng SNHBM oder e Fonds du logement ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dat ass eng gutt Iddi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu ganz vill gutt Iddien.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | O, exzellent!

(Hilarité)

Ma d'Verwaltungsgebai ass sécherlech op där Plaz ganz wichteg.

An da kann ech och direkt op déi Längt agoen. Den Här Cruchten huet gesot, dass et laang dauert. Natierlech, dat hei ass e Verwaltungsgebai, wou nach ganz vill Aktivitéiten dra sinn. Et waren och Gebaier, déi elo ofgerappt ginn, déi sinn amgaang ofgerappt ze ginn. Mir hu jo eng Iwwergangsléiung gesicht, fir déi Gebaier, wa se nach notzbar waren, och direkt kënnen ze nutzen. Dofir, innerhalb vun engem Joer, oder dat lescht Joer bis elo Enn dësés Mounts konnte Flüchtlingen aus der Ukrain do eng Zäitche wunnen, an dat ass dee Raum, dee mer do konnten nutzen. Elo muss natierlech sanéiert ginn, dat hëlt seng Zäit an Usproch. An dat wär och bei engem privaten Investisseur esou de Fall gewiescht, well et ass matzen an engem Stadkär.

Hei ass ganz vill mat Privaten zesummegeschafft ginn, och do eng Äntwert vlächte op den Här Lies. Éischters, et ass privat entwéckelt ginn an all d'Ausschreiwungen,

alles, wat do gebaut gëtt, si Privater, déi dat natierlech nom Kader vun dem Ausschreibungsgesetz och wäerte realiséieren.

De Wunnquartier un der Sauer mat 124 bezuelbare Wunnengen ass ideal op där Plaz. A wa mer elo déi Fro vun der Locatioun kucken: D'Gesetz erlaabt eis et elo, op eng Héicht vun 90 % Locatiounswunnengen ze goen. Wou mer dann herno landen, muss nach gekuckt ginn. Dir musst och de Projet allkéiers eenzel am ganzen Environnement kucken. Et ass net deen eenzege Projet, dee gekuckt gëtt, mee: A wéi ee Quartier wäert dee Projet kommen? Wéi ass do d'Locatiounssituatioun? Soudass mer iwwerall do Offer schafen, wou a sech net genuch Offer ass. An hei ass dat ideal gewielt ginn.

Vläicht nach e puer Wuert zu dem Projet selwer. Hei mierkt een, wann een eng exzellent Zesummenaarbecht mat enger Gemeng mécht, dass flott Saache kënnen erauskommen. D'Madamm Oberweis hat gesot vun de Parkingen, dass dat keng Innovatioun wier. Mee ech mengen, mir gesinn awer oft, dass do awer nach Retizienz ass, fir Parkingsraum ze reduzéieren. An hei si mer jo mat der Gemeng, mat der Stad Dikrech, zesummen op eng Léiung komm, wou si selwer da gesot hunn: „Hei, mir maachen dann d'Gestioun als Gemeng vun deem Parking, soudass am Dag déi Leit kënnen do parken, déi do schaffen, an owes déi Leit do kënnen parken, déi do wunnen.“

Domadder reduzéiere mer de Parkraum, an den öffentliche Raum, deen uewendriwwer entsteet, gëtt fir déi zougänglech, déi a sech dann an deene Wunnenge wunnen. An et ass dat jo déi nei konzeptuell Entwécklung, déi mer an de Stied mussen sichen. Dofir sinn ech frou, dass hei exzellent zesumme geschafft ginn ass, e puer Verwaltungen zesumme mat der Stad Dikrech. An et weist, dass an anere Gemengen änlech Projeten änlech kënnen no vir bruecht ginn. Dofir kann ech hei nëmme jidderengem Merci soen, deen hei matgehollt huet.

Vläicht nach e Wuert zu de Käschten. Ech war e bëssen iwwerrascht, wéi ech den Avis vun der Chambre de Commerce gelies hunn, well se gesot hunn, dee gesamte Montant vun 190 Milliounen géif an de bezuelbare Wunnengsbau goen. Dat ass net esou, et muss een dat differenzéieren. An hei sinn et eeben 53 Milliounen, déi da reng fir bezuelbare Wunnraum ze schafe sinn, an déi aner – et ass scho gesot ginn – 137 Milliounen sinn da fir d'Verwaltungsgebai an d'Wunnenge fir d'Armée.

Ech mengen, domadder hätt ech alles gesot. Nach eng Kéier villmools merci. Eng gutt Zesummenaarbecht, Sificatioun an engem Beräich, wou mer méi kënnen maachen, de Logement pro Hektar, et ass gesot ginn, 90 an engem stättesche Beräich, et ass dat, wat mer ustriewe mussen. Mir hunn öffentliche Mobilitéit direkt virun der Dier. Et ass e flotte Quartier an eng gutt Zesummenaarbecht. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech hunn dem Här Minister gutt nogelauschert, mee ech mengen awer nach net d'Äntwert gehéiert ze hunn op dem Här Engelen seng Fro iwwert d'Héicht vum Loyer. Well ech mengen, d'Cité militaire soll jo awer no do bei der Kasär sinn, a fir datt d'Militär och do ka wunnen, muss et an ugepasste Loyer sinn, soss huet et jo an deem Sënn kee Wäert.

Dofir wollt ech den Här Minister froen, ob en do mat de Gewerkschaften iergendwéi a Kontakt ass, fir awer ze kucken, datt déi Cité militaire och ka fir deen Zweck benotzt ginn, wéi den Numm et undeit.

Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dat wäert och an der Realitéit esou passéieren. Schon eleng déi Wunnengen, déi 124, déi am Logement abordable sinn, déi ginn nom Akommes gekuckt, an d'Militär wäert sech deementspreechend och upassen. Dat heescht, et gëtt en abordabele Loyer, dee korrespondéiert zu deem Akommes vun deene Leit, déi do wunnen. Fir eis ass dat d'Gesetz, dat mer amgaang si mam Logement abordable ze fasseléieren, do wäerte mer och deemnächst nach Amendementer maachen. Et ass datt d'Iddi, déi derhannertstécht, an d'Armée wäert sech deem upassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Preziosiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8197. Den Text steet am Document parlementaire 8197².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8197 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

9. Motion de M. Léon Gloden relative à la présentation d'un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui disposent du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1

(Motion déposée en séance publique n° 49 du 16 mai 2023 – à consulter au compte rendu n° 17/2022-2023 en page 9)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vum Här Léon Gloden iwwer e Gesetzesprojekt, deem d'Diskriminatioun vun de Fonctionnaire vun der Police, déi am Traitementstrupp C1 sinn an den néidegen Diplôm hu fir an den Traitementstrupp B1, verhënnert. An ech géif dann direkt d'Wuert un den Här Léon Gloden als Auteur vun der Motioun ginn.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech hat eng Motioun hei deponéiert, wéi de President richteg resuméiert huet, fir datt déi Léit, déi en Diplôme de fin d'études secondaires hunn, also d'Treizième oder d'Première, kënnen automatesch vum C1 an de B1 eropklammen. Wéi ech virun e puer Wochen d'Motioun hei deponéiert hat, hunn ech dat och explizéiert. Am Gesetz vum 2018 gëtt et keng Base légale fir dee Reclassement automatique. An Zwëschenzäit hu mer eng ganz Rei Urteeler, notament en Arrêt vum Verfassungsgeriicht vum 9. Dezember 2022 a vun der Cour administrative vum 2. Mee 2023, wou kloer draus erausgeet, datt dee Reclassement muss automatesch sinn. „De plano“ steet am Urteel, dat heescht automatesch.

Nodeems ech déi Motioun hei deponéiert hunn, huet d'Regierung en Accord mat der Policegewerkschaft gemaach, deem awer dëser Jurisprudenz net ganz Rechnung dréit, well eeben net den Effet automatique spillt. Si hunn an deem Accord eng Rei weider Konditiounen virgesinn: Datt een zwielf Joer Anciennetéit muss hunn, an et muss een och nach eng Aarbecht schreiwen. Dat ass konträr zum Urteel vum Verfassungsgeriicht an zum Urteel vun der Cour administrative.

A fir et dann direkt ze soen, Här Minister: Ech erhalte meng Motioun oprecht an ech wäert och der CSV-Fraktioun soen, datt déi Motioun soll gestëmmt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain agedroen.

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Här Gloden an der CSV-Fraktioun, dass se sech esou intensiv mat dësem Sujet befaassen. Bon, de Sujet ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Wat gelift?

(Interruption par M. Léon Gloden)

Jo, dat sot der ëmmer. D'Karriären an der Police sinn effektiv e Sujet, deem eis schon eng Zäitche beschäftegt, an d'Basis vun der Diskussioun, déi mer haut féieren, ass jo am Fong geholl och d'Policegesetz vum 2018, wourobber den aktuelle System opgebaut ass. An dat war eeben och en Accord, dee sengerzäit mat der Gewerkschaft ausgeschafft ginn ass.

Bon, ech ginn elo net méi op d'Detailer vun der Fro an, dat huet den Här Gloden jo hei elo gemaach an och d'lescht Kéier beim Depot vun der Motioun scho gemaach. Dat ass och eng Revendicatioun vun der ADESP, déi eréischt no 2018 gegrënnt ginn ass. An ech mengen, hei gëtt et awer och bezüglech deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle e puer Divergenzen an der Interpretatioun. Den Arrêt seet jo am Fong just, dass et eng Inkohärenz gëtt am Artikel 94 vum Policegesetz, an dësen handelt vun de Mechanismen an der Voie expresse an eeben net vum Reclassement.

Dir hutt et gesot, Här Gloden, mam rezenten Accord, dee mat der CGFP an der SNPGL fonnt ginn ass, ass

eeben eng Léisung fonnt ginn, déi de Problem och zäitno wäert behiewen. Dësen Accord gesäit, wéi Dir et och gesot hutt, kee Reclassement d'office vir, mee e gesäit eebe vir, dass d'Beamte mat Diplom net méi d'selwecht behandelt gi wéi d'Beamten ouni Diplom. An deem Sënn dréit e ganz wuel dem Arrêt vun der Cour constitutionnelle Rechnung. An ech wollt just nach eng Kéier bemierken, well mir haten dat – et ass scho méi laang hier – och an der Kommissioun thematiséiert: Et war dës Regierung, déi sech derfir agesat huet, dass vun den ursprünglech ugepeilte 413 Polizisten haut (veuillez lire: dass haut net nëmmen, wéi ursprünglech ugepeilt, 413 Polizisten, mee) effektiv schon iwwer 1.400 Polizisten konnten an de B1 wiesselen!

Wéi gesot, dësen Accord ass och op enger AG extraordinaire vun der SNPGL mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn. Den deementspriedende Gesetzestext, deem ass, hunn ech mer soe gelooss, an der Maach, wäert elo schnell op den Instanzewee goen. An deemno, wann ech mer dann Är Motioun méi am Detail ukucken: D'Regierung ass u sech ganz wuel op de Wee gaange vun engem Gros vun deem, wat an Är Motioun steet. Et ass eebe just de Punkt vum Reclassement d'office, wou sech d'Demarche vun der Regierung vun där vun der Motioun ënnerscheet.

Deementspriedend géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun à ce stade eeben ofzeleenen an drop ze waarden, dass den entspreche Gesezestext bei eis an d'Kommissioun kënnt. An ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll och der CSV, dem Här Gloden, Merci soe fir den Depot vun dëser Motioun. Et ass fir eis selbstverständlech a mir hunn eis ëmmer derfir agesat, dass déi Reklassementsgeschicht muss konstruktiv a séier geléist ginn. Dat ass evident. Ech hu mech och gefreet, Här Gloden, erlaabt mer déi Remark, datt d'CSV déi Kéier séier war: Si war nëmmen ee Joer hannert der ADR déi Kéier, well mir hu schon eng Proposition de loi an deem Sënn de 7. Juni 2022 gemaach! A mir hunn eis awer gefreet, datt Der schon am Mee 2023 och kommt, fir e Projet de loi da vun der Regierung ze froen.

D'Madamm Empain seet, dee wär an der Maach. Gutt, ech mengen, dat kann een esou gesinn, mee dat ass awer ... Et ass jo schéin, wann endlech e Projet de loi vun der Regierung kënnt, mee dat ganz Geschleefs all déi Joren, déi ganz Manéier, wéi déi concernéiert Leit behandelt goufen, datt iwwerhaapt déi Gerichtsprozesser néideg waren, dat ass dach en Aarmutszeechen, wéi eigentlech hei d'Regierung mat deene Leit aus der Police oder mat der Polizei ëmgaangen ass. Dat ass e reellen an akute Problem fir ganz vill Leit gewiescht. An dann dee Wee op d'Verwaltungsgeriicht, op d'Verfassungsgeriicht, an dann dat Geschleefs bei der Ëmsetzung, déi hallefhäerzeg Ëmsetzung! An elo soll dann endlech e Projet de loi kommen, a mir wëssen nach net, wéini! Bei anere Saachen huet d'Regierung jo décken Drock gemaach, grouss Prioritéite gesat. Wann et ëm d'Poliziste geet, gesi mer dat leider net.

Mir kéinten elo als ADR soen – an den Här Gloden als Jurist versteet bestëmmt, wéi ech dat mengen –: Non bis in idem, mir fänken elo net un, zweemol dat selwecht ze maachen. Wann d'ADR eng Propostion de loi gemaach huet, brauche mer keng Opfuerderung vun der CSV fir eppes anescht. Mee eis geet et hei ëm d'Saach an e politescht Signal setze mer: Jo, mir hu schon eng Proposition de loi gemaach, mee mir wäerten alles ënnerstëtzen, och de Virschlag vun der CSV, dee soll dorobber hinzilen, fir endlech de Leit an

der Police dat zeguttzehalen, wat se och wierklech verdéngt hunn, wat hinnen zousteet. An dat ass dee Reclassement.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Den Här Minister Henri Kox freet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Merci, Här President. Et ass scho villes gesot ginn, besonnesch och vun der Madamm Empain. Ech wollt just nach eppes bäifügen, nämlech dat, wat d'Cour administrative gesot huet. Si huet nämlech net gesot, mir missten en automatesche Reclassement aféieren, mee si huet gesot – an dat war de Litige u sech –, dass déi Voie expresse eng Inkohärenz hat tëscht deenen engen, déi en Diplom haten, an deenen aneren, déi keen Diplom haten. An doropshi sot d'Cour administrative: „Hallo, Dir musst eppes änneren, well soss ass déi ganz Voie expresse net méi existent!“ Dat ass den Artikel 94 vum Policegesetz, an et ass och deen, dee mer dann hei ugepaakt hunn an zesummen, wéi gesot, mat de Gewerkschaften ausgehandelt hunn, fir eebe ganz séier jiddwerengem déi Méiglechkeet ze ginn, vun der C-Karriär an d'B-Karriär ze kommen.

Iwwregens, an dat huet d'Madamm Empain och scho gesot, dëser Regierung war dru geleeën dës le départ, wéi dat Gesetz ëmgesat gouf viru fënnf Joer, ville Polizisten d'Méiglechkeet ze ginn, fir dee Wiessel kënnen ze maachen. Well deemools war festgehalde ginn, dass der just maximal 500, oder 413 – d'Zuel ass scho genannt ginn, well ech déi scho gefrot gi sinn – nëmmen dierften an de B1 kommen. Wat hu mer gemaach? Ma mir hunn allkéiers, wa mer eng Well erëm opgeholl hunn, de Krittär vun den 20 % gekuckt, no deem mer dann der Carrière inférieure den Zougang ginn, fir kënnen d'Berechtigung ze hunn, deen Examen, déi Aarbecht ze maachen, an domadder de Wee opgemaach, fir dass déi Polizistinnen a Polizisten an déi Karriär kommen. Wéi gesot, haut sinn et der scho 1.400.

A mir huelen elo zwee Triichtereren, sou wéi d'Gericht och gesot huet: „Dir musst eng Ännerung maachen an ënnerschiddlech behandeln!“ Mir maachen elo zwee Triichtereren, wou mer jeeweils 20 % dës le départ vun där Kategorie ënnerdrënner huelen. Hei gi mer der-vun aus, dass an den nächste Joren, an zwee, dräi Joer, praktesch all déi Poliziste kënnen dee Wee maache vun der C-Karriär an eng B-Karriär. Dat heescht, da si mer bei 2.000 Polizisten, déi haut en honorabele Karriärs- usproch hunn an och kréien an deen och wäerten am Alldag ëmsetzen. Dofir soen ech da Merci, fir wann déi Motioun hei net soll ugeholl ginn, dass mer op deem richtege Wee ...

A! Wéini gëtt deposéiert? Majo, déi lescht Ännerunge sinn derbäi. Et ass elo den übleche Prozess innerhalb vun der Regierung, dee leeft, an dat wäert deem-nächst, an den nächsten zwou Wochen, kënnen deposéiert ginn. An iwwregens, en Deel vun deem Accord ass och an d'Gesetz vun der Arméi gefloss, soudass et hei eng breet Zoustëmmung och vis-à-vis vun de Gewerkschaften gouf, fir dat heiten esou unzepakten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Henri Kox.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

10. 8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Mir kommen elo zum Projet de loi 8090 iwwert d'Ëmbenennung vun der École nationale de l'éducation physique et des sports, der ENEPS, souwéi d'Modernisierung an d'Erweiderunge vun hiren Missiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Et ass mer och eng grouss Freed, Iech de Rapport ze presentéiere vum Gesetzesprojet 8090 iwwert den INAPS, den Institut national de l'activité physique et des sports. Voilà, wéi gesot, dat ass d'Ofkierzung INAPS.

De Gesetzesprojet, dee mir haut stëmme, ass e fundamentale Baustee vun der nationaler Politik am Sport a soll do aushëllefen, wou eebe just d'ENEPS – dat ass d'École nationale de l'éducation physique et des sports – den Erwaardungen an de Besoine vun der Gesellschaft net méi nokomm ass. Grad wéi eng gesond Ernährung gehéieren de Sport an och d'Bewegung zu engem gesonde Liewensstil. Domadder soen ech Iech näischt Neits. Mee den INAPS, dee soll derzou bäidroen, dass wéinstens eng Stonn kierperlech Aktivitéit pro Dag vun all Mënsch gemaach soll ginn. An deem soll een elo hei am Land gerecht ginn.

Dëse Projet de loi ass den 3. November 2022 vum Sportsminister an der Chamber deposéiert ginn. D'Sportskommissioun huet de Projet mat all sengen Annexen dunn den 10. November 2022 kritt. Ouni dass ech elo op all Detail vum Projet aginn – Dir wäert dat am schréiftleche Rapport natierlech erëmfannen –, ass et wichteg, op déi erweidert an déi nei Missioun vum INAPS par rapport zu der ENEPS anzegoen.

D'ENEPS, ech widderhuelen et, dat ass d'École nationale de l'éducation physique et des sports, soll nom Koalitionsaccord an en Institut weiterentwéckelt ginn. An déi Transition ass néideg, wann een d'publizéiert Zuele vun der OMS, also vun der Weltgesundheitsorganisatioun, kuckt, aus deenen ervirgeet, dass ëmmerhin 80 % vun den ageschoulte Jugendlechen déi schonn erwänt Recommendatiounen fir Sport a Bewegung net erfüllen.

D'Transition vun enger École nationale an en Institut féiert zu enger Erweiderung vun de Missiounen. Dobäi kritt den INAPS da folgend Missiounen: fir unzefänken d'Ausbildung an d'Entwécklung vun de Kompetenze vun den techneschen an administrative Kaderen, wouzu och d'Ausbildung vun den Trainere gehéiert, déi dëst beruufs- oder awer studiebegleedend maachen, woubäi dëst och schonn eng fréier Missioun vun der ENEPS war, déi heimat bäibehale gëtt.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Eng nei Missioun ass d'Entwécklung an d'Organisatioun vu Formatiounen fir d'Stärkung an och d'Promotioun vun de pedagogesche Kompetenzen an der Schoul am Beräich vun der Bewegung an dem Sport. Dës Formatiounen gi fir d'Schoulpersonal am Fundamental a fir d'Educatoren organiséiert, mam Zil, den Encadrement an de Schoulen an och de SEA-Strukturen am Beräich vum Sport an der Bewegung ze verbesseren. D'Kollaboratiounen mam IFEN, mam SCRIPT, mam SNJ, mam LTPES souwéi mat der Uni Lëtzebuerg solle bäibehalen an och ausgebaut ginn.

Eng weider nei Missioun ass, dass den INAPS soll derzou bäidroen, d'Beruffer am Sportsmilieu ze entwéckelen, an och hei nees nei Formatiounen mat entwéckele soll. De schouleschen Niveau, deen hei viséiert ass, ass de Secondaire an den Héichschoulerberäich. Et ass net vun der Hand ze weisen, dass den Aarbechtsmarché Demandeur ass fir qualifizéiert Personal am Secteur vum Sport.

Eng immens wichteg nei Missioun ass, dass den INAPS de Sportsfederatiounen soll mat Rot an Dot zur Säit stoen, mee net nëmme hinnen, mee och de Ministèren, Administratiounen an de Gemengen. D'Institut soll si allegueren dobäi ënnerstëtzen, d'Konzepter, déi am Sport entwéckelt ginn, ëmzesetzen an deelweis och mat ze koordinéieren.

Eng erweidert Missioun ass déi vum Sammelen, Produzéieren, Geréieren an dem Verdeele vun didakteschem, pedagogeschem souwéi wëssenschaftlechem an techneschem Material am Beräich vun der kierperlecher Bewegung an dem Sport. Dëst Material soll bei de Formatiounen och benotzt ginn. Bei der ENEPS war déi Missioun op d'Zesummestellen an d'Gestioun vun didaktescher Dokumentatioun an och der Ausréchtung limitéiert.

Wat den Auteurs vun dësem Projet wichteg war, ass, dass déi national Unerkennung vu lëtzebuergeschen an och auslänneschen Diplomer am Secteur vum Sport och vum INAPS weidergefouert gëtt, esou wéi dat an der Vergaangenheet bei der ENEPS och schonn de Fall war.

Weiderhi soll den INAPS national an och international Initiativen ënnerstëtzen, initiéieren, koordinéieren an ëmsetzen, déi am Beräich vu senger Missiounen leien. An deem Sënn gëtt de Kooperatiounsgedanke gestärkt, fir zesumme mat anere méi Impakt ze kréien an esou déi iwwergeuerdent Ziler vum INAPS, nämlech d'Qualitéitsentwécklung am Sport, méi effizient an och besser ze errechen.

Nieft de Missiounen enthält de Projet weider Dispositiounen. Zum Beispill gesäit den Artikel 3 vir, dass d'Formatiounen, déi fir d'Federatiounen gehale ginn, mat engem Staatsbrevet sanktionéiert ginn an et ausserdem och méiglech ass, dass den INAPS vu sech aus och Brevete vergëtt. Den Artikel gesäit do vir, dass all Demande fir eng Formatioun vum Mouvement sportif muss un den INAPS direkt adresséiert ginn.

Am Kader vun de Brevete gëtt et en elektronesch Regëster, wou d'Breveten an och d'Staatsbrevete souwéi d'Homologatiounen vun Diplomer an och déi unerkannt Dispense gespäichert solle ginn. An dese Regëster ass ënner der Responsabilitéit vum Sportsminister. An dësem Artikel 5 war am Ufank en zweete Paragraf virgesinn, wou d'Durée de conservation am Regëster vun de perséinlechen Donnéeën e Liewe laang sollt kënnen sinn. Duerch eng Opposition formelle vum Staatsrot ass dee Paragraf awer gestrach ginn.

Weider ass am Projet festgehalten, dass den INAPS vun engem Direkter geleet gëtt, dee vum Grand-Duc noméiert gëtt an deen op d'mannst zënter fënnf Joer an der Carrière supérieure vum Staat ass.

Wichtig ass den Artikel 9, dee virgesäit, dass eng consultatif Kommissioun nieft dem INAPS geschaaft gëtt, fir Recommendatiounen an Avisen zu de Missiounen vum INAPS un de Sportsminister ze adresséieren. Virun allem soll dës Kommissioun de Minister berode bei Froen, déi mat de Missiounen vum INAPS ze dinn hunn. D'Zesummstellung vun der Kommissioun soll nach per Règlement grand-ducal geregelt ginn.

Am véierte Kapitel vum Projet hu mer nach d'finanziell Dispositiounen, wou ënner anerem et festgehale gëtt, dass d'Formatiounen vum INAPS vun de Kandidate bezuelt ginn an dass d'Frais d'inscription vum Formatiounsniveau vun all Kandidat ofhänken, awer net iwwer 60 Euro Index 100 kënnen goen.

Aus dem leschte Kapitel ass nach wichteg ervirzehiewen, dass d'Fonctionnairen an och d'Staatsemployéé vun der ENEPS an den INAPS mat eriwergheoll ginn an hire Statut och do halen. Hei muss also kee sech Gedanke maachen.

Zum Schluss maachen ech Iech nach e kuerze chronologesche Resümmee vun den Avisen, déi bei eis erakomm sinn. Als Éischt ass dat den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 12. Dezember 2022, déi sech mam Numm INAPS schwéier deet, dee licht mam Numm INAP ze verwesselen ass. Ausserdem freet si, dass nëmme Persounen mat engem Masterofschloss sollen Accès op den Direkteschposte vum INAPS kréien.

Duerno ass den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données de 17. Februar dëst Joer erakomm. Hei geet si op d'Aspekter vum Datenschutz an a bemierkt ënner anerem, dass si net genuch Prezisiounen iwwert d'Kategorië vu Persounen fënnt, deenen hir perséinlech Date vum neie Regëster behandelt ginn.

De Staatsrot huet säin Avis de 25. Abrëll eraginn. Déi héich Kierperschaft stéisst sech nieft der Dauer vum Hale vun de perséinlechen Daten, wéi virdu schonn erwänt, virun allem och un der Formulatioun vun dësem Passage, well doduerch kee kloren Ënnerschied méi tëscht deenen eenzelne perséinlechen Donnéeën erauskënnt.

Als leschten Acteur huet de COSL säin Avis den 10. Mee eragereecht. Den Olympesche Komitee huet verschidde Remarken, och wa si de Projet begrëssen. Zum enge wëlle si méi prezis definéiert hunn, wéi d'Responsabilitéiten an och d'Roller tëscht dem INAPS an hinne geregelt sinn. Zum anere soll en onofhängegt Institut amplaz vun enger Verwaltung

geschaaft ginn. Si wëilten e méi aktive Rôle an der Kommissioun kënnen hunn.

Léif Kollegeen, Här President, Léif Kollegeinnen och, d'Transitioun vun der ENEPS op den INAPS ass genee dee Schrëtt, deen eis Sportswelt brauch. Pedagogesch a professionell nobesseren an déi besteend Missiounen erweideren, fir de Besoin an der kierperlecher Aktivitéit an dem Sport gerecht ze ginn, ass e ganz néidegen a kruziale Schrëtt, fir dass de Sport säi gesamtgesellschaftlecht Potenzial ka spillen.

D'LSAP begréisst natierlech dese Gesetzesprojet a gëtt heimadder och hiren Accord. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

D'Wuert geet elo un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Här President, Léif Kollegeinnen a Kollegeen, mir als CSV begréissen et, datt mer haut iwwert den Institut national de l'activité physique et des sports, kuerz INAPS, kënnen ofstëmmen. Ech mengen, elo huet jiddweree matkritt, wat INAPS heescht. D'Madamm Rapportrice huet et scho gesot an et wäert bestëmmt nach déi eng oder aner Kéier kommen.

D'Zilsetzung vum INAPS goufe par rapport zu der ENEPS moderniséiert an erweidert, fir esou dem Institut méi Ressourcen ze ginn, fir dem Besoin an der Gesellschaft nozokommen. De Sport ass a bleift e wichtege Pilier, fir déi physesche a gläichzäitig mental Gesondheet vun de Leit kënnen ze garantéieren a Gesellschaftskrankheiten, an där gëtt et der ëmmer méi, beschtméiglech ze bekämpfen. Den INAPS als Centre de compétences ass en extreem wichtegt Instrument fir d'Entwécklung vun der Qualitéit am Sport hei zu Lëtzebuerg. Et gëllt, de Sport, vum Fräizäit- an Hobbysport bis hin zum Héichleeschtungsport, zesumme mat all de verschiddenen Acteure virunzedeieren.

Zu de Missioun vum INAPS: D'Formatioun bleift e wichtegt Element an d'Kärkompetenz vum INAPS. An nëmme wa mer et endlech fäerdegbréngen, d'Beruffer am Sport hei zu Lëtzebuerg anescht ze valoriséieren, wéi dat bis elo de Fall war, erreche mer mat der Professionalisatioun, déi mer virun e puer Méint hei an enger Motioun gefuerdert hunn, och eng Erhéijung vun der Qualitéit vun deem, wat um Terrain leeft. Hei kann den INAPS zu engem elementar wichtege Instrument ginn: den INAPS als Kompetenzzentrum, deen deene verschiddene Federatiounen, Ministären, Administratiounen an och Gemengen zur Verfügung steet, mam Zil, zesumme séier an effikass Konzepter ze entwéckelen an ëmzesetzen, déi zu engem aktiven a sportleche Liewenszil inspiréieren a féieren.

Ech wëll op deser Plaz och d'Wichtigkeet vun didakteschem Material fir nohaltege Formatiounspolitik opmierksam maachen, och fir Blended Learning duerch d'Digitaliséierung vun didakteschem Material ze erméiglechen.

An der Kommissioun gouf och iwwer e BTS am Beräich vum Sportmanagement geschwat. Wou ass do de Projet drun? Sinn do schon Neel mat Käpp gemaach ginn? Oder anescht gefrot: Ass eng Decisioun gefall, wat fir e Lycée dat wäert ubidden? A wa jo, ab wat fir engem Schoujoer?

Et ass kruzial, dass méiglechst vill Leit vun de Kompetenzen aus dem INAPS kënnen profitéieren an der ongesonder Liewensweis vun eiser Gesellschaft kënnen

entgéintwierken. Zum Beispill gouf net méi spéit wéi gëschter eng Etüd an der Fachzäitschrëft „The Lancet“ publizéiert, déi beschreift, dass am Joer 2050 viraussichtlech all sechste Mënsch op der Welt Diabetes kéint hunn, wat enger Verduebelung par rapport zu haut entsprécht.

Aner erschreckend Zuelen: 18 % sinn atteit d'obésisté an 30 % leiden ënner kardiovaskuläre Krankheeten. Laut der WHO respektéieren 80 % vun den Adolescents scolarisés – 85 % Meedercher a 78 % Jongen – déi aktuell Recommendation vun enger Stonn Sport am Dag net. Well et ass och kloer a wëssenschaftlech bewisen, dass eng Activité physique déi kognitiv Weiderentwécklung a Sozialisatioun daitlech verbessert.

Dofir schéngt et eis als CSV evident, dass dat néidegt Personal plus de Budget aus der Fiche financière och zur Verfügung gestallt musse ginn, fir dass den INAPS des grousse a wichtege Aufgabe meeschtere kann. Et däreer op kee Fall op der falscher Plaz gespuert ginn an de Sport däreer net, wéi esou dacks, als Affer vun anere wichtege Projekte mat Grimmele getréischt ginn. Wa mer wierklech de Sport heibannen escht huelen, da brauche mer méi wéi nëmme Grimmelen. Da brauche mer mindestens en zolidd Pond Brout, an dat am beschte mat ville gesunde Kären.

Mir als CSV fuerderen dofir weider Investissementer an de Sport hei zu Lëtzebuerg. An ech bleiwe bei menger Ausso vun der leschter Kéier: Net 1 %, mee 2 % vum Staatsbudget sollt d'Zil sinn, fir an d'Gesondheet vun de Leit ze investéieren!

Ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen der Rapportrice villmools Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci och dem Direkter vun der INAPS (veuillez lire: vun der ENEPS) a weider bonne Chance.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. Da wär et um honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech wäert elo net soen, mir sollen 3 % an de Sport ginn, mee ech ginn dem Här Mischo awer an deem Sënn scho Recht, dass méi Moyenen an de Sport musse kommen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Do si mer wäit ewech!

M. Claude Lamberty (DP) | Do si mer, mengen ech, an den éischten zéng Sekonne schonn alleguerten heibannen eens.

Här President, eigentlech wollt ech ufänken an der Rapportrice – an dat wäert ech och elo maachen – e grouse Merci soe fir hire schrëftlechen an och ganz gudde mëndleche Rapport. Dofir merci der Madamm Cécile Hemmen. Dat erlaabt mer awer eigentlech och, quasi direkt op e puer Remarken iwwerzegoen, an ech muss net an den Detail vum Projet agoen.

Wa Reformen an der Sportpolitik, an dat vun der klengstméiglecher Bewegungserzéierung bei klenge Kanner bis hin zum Elitesport, ustinn, dann ass dat eigentlech eppes, wat mir als Demokratesch Partei ëmmer wëlle begréissen. Mam Gesetzesprojet, dee mer haut de Mëtteg stëmmen, maache mer e bedeiende Schrëtt an déi richteg Richtung, wat souwuel d'Förderung, d'Qualitéit, d'Demande, awer och wat d'Vue op de Sport insgesamt hei am Land ugeet.

Ech verroden näischt Neits: Mir brauche gutt opgestallt Veräiner, mir brauche gutt opgestallt Federatiounen, mir brauchen awer och gutt forméiert Leit um Terrain, déi an de Gemengen, an de Veräiner, an de Federatiounen aktiv sinn. A mir brauchen eng Plaz, wou sech drëm gekëmmert gëtt a wou

d'Koordinatioun zesummeleeft, fir dass déi Leit an déi Kompetenzen, déi si brauchen, am Endeffekt och genau do ukommen, wou se gebraucht ginn. Dofir ass et och absolut richtig, dass mer aus der ENEPS den INAPS maachen.

D'ENEPS huet hiren Déngscht déi lescht Joren, Joerzénge gutt gemaach. Mee genausou wéi d'Erausforderungen dagdeeglech quasi wuessen an och zum Deel ganz anerer gi sinn iwwert d'Zäit, sou ass et wichtig, Reformen anzeleeden, déi op des Erausforderunge ganz konkret a passend Äntwerte kënnen ginn. Aus enger Schoul, déi grousse Meritten hat an der Sportgestaltung hei am Land – et war eng École nationale de l'éducation physique et des sports –, gëtt also elo e Kompetenz- an awer och e Ressourcenzentrum, deen als Zil huet, d'Qualitéit an d'Offer am Beräich vu Bewegung a Sport ze verbesseren.

Et ass mer op deser Plaz wichtig ze ënnersträichen, dass d'Sportpolitik eng bedeiend gesellschaftspolitesch Roll an der Perceptioun vun der Demokratescher Partei spillt. De Sport stäerkt déi sozial Kohäsioun vun eiser Gesellschaft doduerch, Wäerter wéi Toleranz a Gerechtkeet ze vermëttelen, Leit aus verschiddene Kulturen a sozialen Hannergrënn zesummenzebréngen an eng zentral Roll och an der Integreatioun a Bewegung vu jonke Leit ze spillen.

De Sport stellt awer och ouni Zweifel d'Basis fir e gesond Liewen duer. Dofir ass et wichtig, och haut nach eng Kéier ze widderhuelen: All Euro, dee mer an de Sport investéieren, ass en Invest an d'Gesondheet vun der ganzer Gesellschaft!

Ganz wichtig fir d'DP ass, dass mer an der klenger Lëtzebuurger Sportswelt mat allen Acteuren, déi mer hunn – an dozou zielen ech elo och ganz bewusst den COSL als extreem wichtege Partner –, eeben zesummeschaffen, fir gemeinsam Ziler ze entwéckelen an duerno och ze errechen. D'Expertis aus dem Comité olympique zesumme mat de Spezialiste vum Terrain – eise Federatiounen, eise Veräiner –, geneesou wéi d'Strukturreform um Niveau vum INAPS kënnen derzou féieren, dass mer eis Sportpolitik am Land insgesamt wäerte kënnen stäerken.

Dofir ass et fir eis als Demokratesch Partei och esou wichtig, dass op kee Fall dierf eng Konkurrenzsituatioun entstoen, mee en Zesummeschaffen am Sënn vun der Entwécklung vun Lëtzebuurger Sport. Regelméisseg Treffen, fir zesummen ze koordinéieren, sinn an eisen Aen dofir extreem wichtig.

Här President, als DP begréisse mer ausdrécklech déi verschidde Changementer, déi den INAPS am Verglach zu der ENEPS mat sech bréngt. Ech denken hei ënner anerem un: den Developpement vun de Kompetenzen duerch Formatiounen, wat dat technesch an och dat administratiiv Personal ugeet; d'Ëmsetzung vum Konzept „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport“, och duerch d'Zesummenaarbecht mat verschiddenen öffentlechen a privaten Acteuren; d'Berodung an d'Ënnerstützung fir interesséiert Ministären a Gemenge wéi och fir déi ganz Gesellschaft, déi Projeten am Zesummenhang mat kierperlecher Aktivitéit a Sport hunn; d'Entwécklung vun der „kierperlecher Alphabetiséierung“; d'Aus schaffen an d'Reglementatioun vu Formatiounen fir Sportsberuffer.

Här President, d'Zäit leeft fort, dofir kommen ech zum Schluss. De Bewegungsmangel féiert zu Iwwergewicht, zu net genuch kierperlecher Fitness bis hin zu manner Leeschtungsfaegkeet an ass natierlech am Laf vun der Zäit responsabel fir eng ganz Rei vu Krankheeten. Dofir sinn all méiglech Moyenen – an ech ënnersträichen: „all méiglech Moyenen“ – vun der Politik ze mobiliséieren, fir dass sech beweegt gëtt! Eigentlech eng Grondform vu Sportpolitik an eng primordial

wichtig Preventiounsmesur an der Gesondheetspolitik vun eisem Land!

An deem Sënn wäert dës Vott an déi deementsprechend Erweiderung vun den Aufgabe vun dem INAPS mat all sengen neie Kompetenzen iwwer kierperlech Aktivitéit a Sport am Déngscht vun der ganzer Gesellschaft dem Lëtzebuurger Sport och zeguttkommen!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktion. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Et ass kloer, dass och mir Gréng dës Projet de loi ënnerstëtzen, well e geduecht ass, fir dat wäit gefächert Gebitt vum Sport a vun der Bewegung an der Gesellschaft ze férdere, der Entwécklung vum Sportssecteur Rechnung ze droen an awer och nei Erausforderungen unzegoen, ugefaange bei de Formationen. Domat mengen ech virun allem emol den Ausbau vun de Formationen am Beräich vum Encadrement vu Sportlerinnen a Sportler, mee och vu Kanner a Jonken, an den Opbau vun neie Kompetenzen an deem Beräich.

Hei wëll ech virun allem begréissen, dass d'Formation zum Educateur en pédagogie des activités socio-sportives agefouert gëtt. Dës Profil gëtt et schonn an anere Länner an ech denken an ech sinn och iwwerzeegt, dass dee Beruff och zu Lëtzebuerg eng grouss Plus-value wäert duerstellen an deem gesamte Bildungssecteur.

Dës Formation, déi jo am LTPES ugebuede wäert ginn, ass net un de Leeschtungsport gebonnen. Villméi stäerkt se déi wichteg sozial an erzieeresch Fonctioun vum Sport als Motor vun der perséinlecher Entwécklung, vun der Integratioun a vum sozialen Zesammenhalt scho bei deene Jéngsten. Gläichzäitig bitt dës Formation awer och sportbegeescherte Jonken, déi am edukative Beräich wëlle schaffen, eng ganz interessant berufflech Perspektiv. An dat begréisse mer wierklech ausdrécklech, Här Minister.

Eng zweet grouss Plus-value vun deemem Projet de loi gesi mer an der Stäerkerung vun de Veräiner an de Federatiounen duerch eng besser Formation vun den techneschen an administrative Kaderen, natierlech ënnert der Konditioun, dass genuch Benevoller zur Verfügung stinn a bereet sinn, d'Formation nieft hirer berufflecher Aktivitéit och ze maachen, well et ass jo net esou, dass am Sportssecteur jiddwereen haaptberufflech ënnerwee ass. Déi meescht, déi do ënnerwee sinn, si Benevoller, an dofir ass et an deem Sënn och wichtig a weiderhin néideg, a Benevolat am Sport ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dat wäert e groussen Defi bleiwen.

En drëtten Punkt, deen ech am Kontext vun deemem Projet de loi ganz wichteg fannen, betrëfft d'Zesummenaarbecht vum zukünftigen INAPS mat de Federatiounen, den öffentleche Partner, der Uni, de Schoulen, den Héichschoulen a besonnesch dann awer och de Gemengen, déi vum INAPS berode kënnen ginn. Well wat d'Förderung vun der Bewegung an der Gesellschaft ugeet, spillen d'Gemengen an eisen Aen eng ganz grouss Roll, an déi soll net ënnerschätzt ginn. Dofir si mer frou, dass d'Roll vun de Gemengen an der Lescht méi thematiséiert gëtt.

Et ass nämlech un de Gemengen, hir urban Entwécklung esou auserichten, dass d'Bewegung am öffentleche Raum net ze kuerz kënn a genuch Platz fënn. An ech denken hei net just un déi traditionell Fitnessparcoursen, déi mer all kennen, oder Fräizäitzonen, wou Mënsche sech beweegen, ech denken och net just u

Spillplaz fir Kanner. Ech denken éischer un déi innovativ urban Fräiraum fir net organiséierte Sport, Spill a Bewegung, déi d'Mënsche vun alle Generationen zesummebréngen an d'Bewegung op déi villfältigste Manéieren attraktiv an ofwiesslungsriich maachen, dës virun allem um Hannergrond vun der Warnung vun der WHO, dass d'Mënsche, virun allem déi Jonk an d'Kanner, sech net genuch beweegen; et ass oft genuch ënnerstrach ginn.

Et gëtt gesot, weltwäit gëtt sech net emol eng Stonn an der Moyenne beweegt. Mee ech mengen, och zu Lëtzebuerg hu mer méi Bewegung néideg. Dass de Bewegungsmangel eng vun den Haaptursache fir Obesitéit, kardiovaskulär Krankheeten, Diabetes, orthopedesch Problemer an Haltungsschied ass, ass keng nei Erkenntnis. Dat ass scho jorelaang erkannt. An et ass och net nei, dass de Bewegungsmangel als Zivilisationskrankheet bezeechent gëtt, mat engersäits grave gesondheetleche Konsequenzen op d'Liewe vum Einzelnen an anersäits awer och héije Käschte fir eise Gesondheets- a Sozialsystem.

Dir Dammen an Dir Hären, an awer, wëllt ech fir ofzeschlësse virun enger gewëssener Schwaarzmolerei warnen, well och wa vill Bewegungsmangel an eiser Gesellschaft en Thema ass a vill dovun geschwat gëtt, därefer mer awer net vergiessen, dass Dausende Kanner a Jonker an eise Sportsveräiner mat Begeescherung Sport dreiwien. An dat soll een ëmmer erëm ënnersträchen, fir de Sport och emol positiv duerzustellen.

Net alle Kanner geet et dobäi ëm grouss Leeschtungen. Et geet hinnen ëm d'Bewegung an ëm d'Freed, déi se dobäi empfangen. An ech sinn iwwerzeegt: Dës Kanner a Jonker liwweren de Beweis, dass Bewegung e Grundbedürfnis ass, wat d'Selbstännegkeet, d'Selbstbewusstsein an d'Gesondheet stäerkt, wat d'Wuelbefanne steigert a Frëndschafte schafft. Dës Kanner liwweren de Beweis, dass d'Welt vun de Kanner a Jonken eigentlech eng Bewegungswelt misst sinn.

Mat deemem Projet de loi laude mer déi Revolutioun sécher net an a mir änneren och just zwee Buschtawen: Am Numm vun der Institutioon ENEPS komme mer zu INAPS. Mir droen duerch déi nei Missionen, déi d'Institutioon kritt, awer massiv zu der Stäerkerung vun der Bewegungs- a Sportswelt bäi. An dofir gi mer ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a mir soen der Rapportrice Cécile Hemmen natierlech e grouse Merci fir hiren extensiven a gudden Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass scho villes gesot ginn. Et ass ëmmer wichteg, dass ee sech der Zäit upasst an der Realitéit Rechnung dréit. Esou ass et och am Sport an och a villen anere Beräicher. Elo si mer haut hei zesummekomm, fir aus der ENEPS, déi bis elo ëmmerhi joerzengtelaang fonctionéiert huet, en INAPS ze maachen. Dat ass am Fong geholl: Vun der Sportsschoul gi mer elo eriwier zu méi Aktivitéiten am Sport, wat ëmmer ze begréissen ass.

Een nationaalt Institut gouf elo gegrënnt oder gëtt an d'Liewe geruff, mat erweiderte Missionen, wat ze begréissen ass. Mee et muss een awer och op där anerer Säit dann oppassen, dass een net op där anerer Säit och unction, wann ee riets a lénks déi eng oder aner Kompetenz erweidert. Duerfir wëll ech eng kleng Remark hei opgräifen, an zwar: De COSL

begrësst zwar staark de Wëlle vun den öffentlechen Autoritéiten, fir dem Sport zousätzlech Mëttele a virun allem en Zenter vu Kompetenzen a Ressourcen zur Verfügung ze stellen, e stellt awer och fest, dass et néideg ass, d'Rollen an d'Verantwortung vun INAPS a COSL kloer ze definéieren.

Dofir hunn ech och an deem Sënn eng Fro un den Här Minister: Wéi sinn d'Krittären tëschent deenen zwee Organer, fir dat ze differenzéieren? Well, ech mengen, et muss een och kloer Kompetenzen an deem Beräich schaffen.

An dann zum Schluss wëllt ech nach soen: All Euro, dee mer an de Sport investéieren, dee brauche mer herno manner an d'Gesondheet ze investéieren. Duerfir begréisse mer all Euro, deen an de Sport kënn. Ech bréngen duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu deemem Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och e grouse Merci der Rapportrice. Mir stëmmen d'Schafung vun INAPS mat, well et sech dobäi ëm e wichtige Piler bei der Ëmsetzung vun der Strategie „Lëtzebuerg leeft Sport“ handelt a mir déi an hire groussen Zich interessant fannen. Et ass evident, dass Sport a kierperlech Betätigung am Allgemene fir den Einzelnen, mee och fir d'Gesellschaft als Ganz immens wichteg sinn. Et ass jo och kee Geheimnis, dass d'Wuelbefannen an d'Gesondheet domadder verbessert ginn an déi kierperlech a mental Resilienz och vun all Eenzelem sech zesumme mam Sport an der Kooperatioun, der Solidaritéit, der Entraide vermëttelen an och stäerken. Mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen.

Dass den INAPS elo eeben och als Missioun kritt, méi dodrop ze schaffen, fir Formationen an Offeren ze entwéckelen, déi d'Inklusioun an den Zougang zum Sport fir all Liewensabschnitter a besonnesch ab dem jonken Alter solle férdere, geet fir eis natierlech an déi richteg Richtung. Wéi mer virun e puer Méint op dëser Plaz während enger Debatt iwwert d'Sportsstrategie och scho soten, si Sport a kierperlech Betätigung awer och kee Wonnermëttel an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi ongläich gëtt. Wann d'OMS feststellt, dass ëmmer manner Sport gemaach gëtt, besonnesch bei deene Jonken, mat alle kierperlechen a mentale Problemer, déi domadder verbonne sinn, dann huet d'Entwécklung jo och eng sozial Dimension.

Mir géifen et wichteg fannen, wann an deemem Zesammenhang méi staark dru géif geduecht ginn, dass och Kanner a Leit am Allgemengen aus sozial defavoriséierte Klassen an der Gesellschaft d'Méiglechkeet, fir Sport ze maachen, méi notzen a méi notze kënnen. Wann Donnéeën iwwert dës Problematik feelen, da wier et an eisen Aen un der Zäit, fir dat wëssenschaftlech opzeschaffen.

Kierzlech huet e Kannerdokter op enger Konferenz vun der Caritas zum Thema Aarmut a Gesondheet ënnerstrach, awéiwäit Kanner aus sozialekonomesch benodeelegte Milieuen an Iwwergewicht an domat verbonnene Krankheete leiden. Do kann een dann och un d'Aarbechtszäitverkürzung denken oder och besser Aarbechtsbedéngungen, spréich Mindestlounerhéijung fir d'Elteren, Erhéijung vum REVIS och eventuell. Well wann d'Eltere sech nämlech u sech mussen vrecktschaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir hire Loyer ze bezuelen, fir hire Prêt ze bezuelen, a keng Zäit hunn, keen Espace hunn, fir hir Kanner lénks a riets an déi verschidden Aktivitéiten ze kutschéieren, dann hunn

d'Kanner effektiv och net déi Méiglechkeet wéi anerer eventuell, fir kënnen u sportlechen Aktivitéiten deelze-huelen.

Et geet also iwwert d'Kanner eraus. Mir schwätzen dann och iwwert den Elteren hiren Espace, fir kënnen dee Kader ze setze fir hir Kanner. Do geet sensibiliséieren net duer. D'Eltere mussen déi konkret Méiglechkeeten, also materiell Bedéngunge kréien, fir eebe kënnen dee Spurt, deen Espace ze hunn, fir hire Kanner déi Konditiounen u sech ze erlaben.

Eng aner Bedéngung, fir dass Sport ka gemaach ginn, ass natierlech d'Verfügbarkheet vun deene passenden Infrastrukture fir de Bredesport. Ech denken un éischer Stell och u Schwämmen, vun deenen et der definitiv net genuch an eisem Land gëtt. Net fir näischt gi vill Schouלקlassen nëmmen all zweet Woch schwammen. Vill grouss Gemengen hu guer keng. Anerer, wéi Esch, hu just eng, an och keng oppen. D'Stad Lëtzebuerg huet och keng oppe Schwämm.

Et gëtt jo och dee wonnerbare Site vun der Gantebeensmillen, dee jo privatiséiert ginn ass, deen zwar um Site oder um Territoire vun der Gemeng Hesper ass, mee do kéint ee jo vläicht iergendwann eng Kéier un eng Grenzbegegragung mat der Gemeng Lëtzebuerg denken an da kéint d'Gemeng Lëtzebuerg jo vläicht dee Site entwéckelen. Mee do muss een da mat der Buergermeeschtesch respektiv mat de Buergermeeschtere schwätzen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammad Oberweis. An als leschte Riedner steet den honorabelen Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'éischt soen ech dem Cécile Hemmen Merci fir de gudden méndlechen a schrëftleche Rapport. Jo, de Sport! Jidderee vun eis huet mindestens eemol a sengem Liewe schon eng Kéier héieren, wéi wichteg Sport fir de Mënsch ass.

Une voix | Nee, dat ass nei.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hunn Iech elo net gesot: „Jidderee vun eis huet eng Kéier Sport gemaach“, well ech si mer net honnertprozenteg sécher, datt dat géif zoutreffen. Mee jidderee vun eis huet awer schon dovun héieren, datt et wichteg ass. An trotzdem ass et an eiser Gesellschaft och esou, datt vill ze vill Leit sech net genuch beweegen. Vu Sport, zum Beispill an engem Grupp oder an de Veräiner, schwätze mer do nach guer net, do schwätze mer mol scho just vun akutem Bewegungsmangel.

Zum Bewegungsmangel geselle sech dann ëmmer méi Vollekskrankheete wéi Iwwergewicht, Häerz-kreislafkrankungen oder Diabetes. An et geet net duer, just op medezinneschem Niveau op dës Evolutiounen ze reagéieren. Do ass d'Bewegung – a jo, de Sport – e wichtige Schlëssel, fir géint dës Evolutiounen virzegoen. Dowéinst gëllt et hei, méiglechst fréi unzesetzen, also scho bei de Kanner.

Elo kann e Mënsch sech natierlech och eleng beweegen, mee mir mussen och do usetzen, wou d'Mënsche sech ophalen. Bei de Kanner sinn dat d'Schoule respektiv d'Betreiungsstrukturen, wou se vill Stonne pro Dag ënnerwee sinn. Et geet awer net duer, fir einfach de Sport oder d'Bewegung op de Stonneplang ze schreiwen. Nee, d'Personal, dat dës Aktivitéite mat de Kanner mécht, muss entsprechend qualifizéiert sinn. An do komme mer da bei dësem Gesetz.

Hei spillt nämlech dann och d'Entwécklung vu motorresche Fäegkeeten eng Roll. Et ass also net egal, wéi ee sech beweegt. Huet dat elo net als Appell, Iech einfach net ze beweegen, well Der Angscht hutt, Iech

falsch ze beweegen, mee huet et als Appell, wann Der Iech beweegt, Iech de préférence richteg ze beweegen!

Dat gëllt dann net nëmme fir d'Personal an de Betreiungsstrukturen an an der Schoul, dat jo souwisou scho staatlech forméiert gëtt, mee och d'Veräiner an d'Federatiounen sinn drop ugewisen, fir gutt Personal, zum Beispill Traineren, ze fannen. Dozou gehéieren dann natierlech och Lizenzen a Formatiounen. Well nëmmen esou kënnen mer sécherstellen, datt d'Qualitéit vun der Offer, déi mer wëllen, och stëmmt. An dat féiert dann och erëm bei den INAPS.

Aus der École nationale de l'éducation physique et des sports, der ENEPS, wéi se haut nach heescht, gëtt dann den Institut national de l'activité physique et des sports. Et soll hei awer net just ëm dee Wiessel vum Numm goen, mee och d'Aktivitéite sollen ausgebaut ginn. A genau dat kënnen mer nëmme begréissen: datt d'Aktivitéiten ausgebaut ginn. Wéi schon uewe gesot, brauche mer qualifizéiert Personal an eng entsprechend Offer u Formatiounen, fir dann och déi Traineren ze forméieren. „Train the trainers“, kann ee bal soen.

Eng weider wichteg Missioun vum INAPS ass den nationale Register vun de Brevet an den nationalen Homologatiounen respektiv den accordéierten Dispensen. Dat ass insofern wichteg, datt dat jo an eng ganz Rëtsch vun anere Projete respektiv Aktivitéite vum Staat eraspillt, wou haut scho Federatiounen respektiv déi eenzel Sportveräiner mat zum Beispill dem Qualité+ (ndlr: subside Qualité+ pour clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée) mam Staat ze dinn hunn.

Fir eis huet dann de Projet – an do ralliéieren ech mech dem COSL – just ee kleng Bemoll, well mir gesinn et och kritesch, datt eng finanziell Participatioun fir eng Formatioun am Ausland just da méiglech ass, wann et hei am Land keng identesch oder zumindest an Deeler identesch Formatioun vum INAPS gëtt. Wéi dat genau an der Praxis herno ëmgesat gëtt, wéi komplizéiert dat gëtt nozeweisen, datt hei eng Formatioun net identesch ass oder deelidentesch ass, dat ass eng Fro, déi ech mer haut stellen, wou ech och dem INAPS wëll d'Chance ginn ze weisen, datt dat kee bürokratesch Waasserkrapp gëtt, mee datt een do relativ einfache Léisungen am Sënn vun den Trainerinnen an Trainer fënnt, well déi hu jo och deelweis net ëmmer de ganze Curriculum direkt bei Hand.

Natierlech ass et aus enger Rei Grënn favorabel, wa méiglechst vill Formatiounen hei ugebuede ginn. Dofir sollte mer och probéieren, eis Offer souwäit et geet auszubauen. Mee mir sollten de Leit um Terrain och de Choix loossen, wéi eng Formatioun fir si spezifesch am beschte passt. An och e méi groussen an internationale Kader kann hei duerchaus nei Iddien oder Perspektive bidden. Mir sollten eis deem also net verschléissen.

Trotz deem kleng Bemoll gesi mer ganz vill positiv Punkten a ginn deementspreechend och eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e grouse Merci dem Cécile Hemmen fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. Dann e grouse Merci

un Iech allegueren heibannen, well wann ech richteg nogelauschtert hunn, da wäert dat heiten eng Eestëmmegeeket gi bei dësem Gesetz.

All Fraktioun huet dësem Projet zougestëmmt. An dat ass och gutt esou, well national an international Etüden hu beluecht, wéi dramatesch d'Situatioun awer ass. An et ass net iwwerdrifwen, dass ee seet, dass de Sport- an de Bewegungsmangel d'Epidemie vum 21. Joerhonnert ass. An dat wäert kuerz-, mëttel- a laangfristeg awer eng ganz Rei Konsequenzen op eis mental a physesch Gesondheet hunn, et wäert Konsequenzen op eis Gesondheetskeess an op eise Gesondheetsystem hunn. Et gëtt also héich Zäit, dass mir als Land verstärkt an d'Entwécklung vum Sport investéieren an der Sports- a Bewegungspolitik déi Prioritéit ginn, déi se brauch, fir deem entgéintzewierken.

Ech héieren heibannen dacks – an dat war an deene leschten Debatten allkéiers de Fall –, datt all Mënsch sech heibannen eens ass, dass muss méi an de Sport investéiert ginn. Ech wëll, dass mer deene Wieder dann och „Taten folgen lassen“, wéi een dann esou op Däitsch seet, dass mer eis dann och allkéiers un dat, wat mer hei gesot hunn, erënneren an dat dann an deene richtege Momenter och kënnen ëmsetzen. Well Sport a Bewegung, dat kann enorm vill Positives an eiser Gesellschaft bewierken – an der mentaler an der physescher Gesondheet natierlech, awer och um Niveau vum Zesummeliewen a vun der Verméttlung vu Wäerter, déi fir eis Gesellschaft wichteg sinn.

An dësem Sënn stellt den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport“, dee mer zesumme mam COSL lancéiert hunn, e ganzheetlech Sportskonzept fir Lëtzebuerg duer an huet dann natierlech och eng ganz Rei vu Schnëttstellen: mat Bildung, mat Kandheet, mat Jugend, mat Senioren, mat Fräizäit, mat Inklusioun, mat Integreatioun a mat Gesondheet. An de Sport schléit do Brécken tëscht de Mënsche vun ënnerschiddlecher sozialer a kultureller Hierkonft an hëlleft, Virurteeler ofzubauen, Minoritéiten ze integréieren a Wäerter ze vermëttelen.

Do brauche mer alleguer d'Acteuren. An – virdrun huet d'Josée Lorsché et gesot – jo, och d'Gemenge sinn do e ganz wichtigen Acteur, net nëmme wat d'Infrastrukturen ugeet, mee alles: dat normalt Beweegen, déi normal Amagementer vun enger Gemeng, woufir d'Gemengen zoustänneg sinn.

An de Sven Clement huet et gesot: Jo, et ass net egal, wéi ee sech beweegt. An der falscher Intensitéit a mat engem iwwerdrifwene Volume ka Sport och schiedlech sinn oder negativ Konsequenzen op eis Gesondheet hunn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer en uerdentleche Kader schafen, well Sport kann och ausgrenzen, Sport kann diskriminéieren, a wann e pedagogesch schlecht enseignéert ass, kann en och zu engem negative Selbstbild vun de Kanner, Jugendlechen oder Erwuessene bäidroen.

A genau dofir – genau dofir! – schafe mer haut deen Institut, dee sech op allen Eebene fir d'Qualitéitsentwécklung am Lëtzeburger Sport wäert asetzen an deen zesumme mat den Acteuren am Sport, den Dirigenten, den Traineren, de Sportsproffen, den Enseignant an den Educateuren an natierlech och den Elteren, esou agéiert, dass d'gesellschaftlech an d'gesondheetlech Potenzial vu Sport a Bewegung voll zur Geltung kommen.

Den INAPS – an ech soen elo net, wéi e ganz ausgeschwat heescht – wäert also d'Missioun hunn, d'Sportsfederatiounen, d'Gemengen, d'Verwaltungen an d'Ministèren ze beroden a si ze ënnerstëtzen, wann et drëms geet, qualitativ héichwärtig Konzepter a Programmer am Beräich vum Sport an der Bewegung auszeschaffen an dës duerno dann och ëmsetzen. Et ass an deem Sënn eng Ulafstell fir déi genannte

Partner, als ee Kompetenz- a Ressourcenzenter eebe fir Sport a Bewegung. Dat erlaabt et dann och de multiple Acteuren an eiser Gesellschaft, fir méi séier a méi effikass Programmer a Konzepter a Kohärenz mat der Sportsphilosophie „Lëtzebuerg lieft Sport“ ze erstellen an och unzebidden.

An zesumme mat den Hiewelen, déi de Sportsministère duerch seng Subsidien an der Hand huet, fir zum Beispill Sportsinfrastrukturen ze realiséieren oder d'Ästellung vu Personal ze férdere, sinn ech dovun iwwerzeegt, dass entscheidend Akzenter an der Sportsentwicklung hei gesat kënnen ginn, ouni datt d'Autonomie an de Fonctionnement vun de Fédérationen a Fro gestallt ginn.

Ech ginn och dervun aus – an den Här Clement huet et gesot –: Jo, déi Ausbildungen, déi net hei zu Lëtzebuerg uegebuede ginn, déi kann een dann am Ausland maachen. Ech mengen, datt do d'Experience vun där nächster Zäit eis wäert déi richteg Renseignementer ginn. Ech fannen et awer richteg, dass mer fir d'éischt kucken, wat mer hei zu Lëtzebuerg kënnen ubidden, an dass mer net duerch d'ganz Welt solle reesen, wann et eng Formatioun gëtt, déi s de och hei zu Lëtzebuerg kéints maachen. Mee ech mengen, dass d'Experience an den nächste Wochen a Méint eis do wäert hëllefen.

Nieft der Berodung fënnt d'Qualitéitsentwicklung awer och duerch d'Formatiounen vun deenen einzelnen Acteuren statt. Den INAPS ass fir d'Trainerausbildung och hei déi richteg Plaz, fir dann och d'Cadres administratifs, déi dann och den Dirigeants vun de Strukturen am Sport responsabel sinn, déi richteg Plaz (veuillez lire: Den INAPS ass grad ewéi fir d'Trainerausbildung dann och déi richteg Plaz fir d'Formatioun vun de Cadres administratifs, déi dann och als Dirigeants vun de Strukturen am Sport responsabel sinn). Den INAPS ënnerstëtzt als Kompetenzzenter déi verschidden Institutiounen vun der Education nationale an der Héichschoul, fir am Beräich Sport a Bewegung d'Entwicklung vun de Formatiounen séier an effizient opzebauen an och ëmzesetzen.

An hei géif ech da gär op d'Fro vum Här Mischo agoen, wat de BTS Sportmanagement ugeet. Ech sinn net bei all deenen Diskussiounen, well dat jo och en Deel Educatioun ass, mat derbäi. Ech weess, datt et do awer Diskussiounen gëtt. Mee menges Wëssens ass do nach keng definitiv Decisioun gefall. An ech sinn iwwerzeegt, wann déi Decisioun bis gefall ass, dass Der dat dann och direkt matgedeelt kritt.

Eng ganz wichteg nei Missioun ass natierlech och dann d'Definitioun an d'Entwicklung vun de Beruffer am Sport a fir och hir Formatiounen ze ënnerstëtzen, fir dass de Secteur vum Sport sech hei zu Lëtzebuerg och qualitativ héichwäerteg professionaliséieren an entwéckele kann. Dir wësst, ech si wierklech der Meinung, dass et hei net laanscht eng op d'mannst emol deelweis Professionalisatioun geet, an dat besonnesch am Federatiouns- an am Veräinssport.

Fir dass d'Zesummenaarbecht INAPS a Federatioun optimal klappt an esou d'Qualitéitsentwicklung vun der Offer an de Veräiner Hand an Hand zesumme promouvéiert ka ginn, mussen d'Strukture vun de Federatiounen natierlech och gestärkt ginn. A fir de Federatiounen an deem Sënn eng Handlungsméiglechkeet ze ginn, hu mir zum Beispill de Poste vum Chargé de développement et de formation geschaf. Fir déi Formatiounen kann een also eng finanziell Ënnerstëtzung vum Sportsministère ufroen. An duerch eng enk Zesummenaarbecht mam INAPS kënnen hir Besoinen a puncto Berufsprofiler quantitativ a qualitativ opgeschafft ginn, fir esou de Secteur vum Sport nohalteg ze professionaliséieren. Dat muss natierlech dann och an der Zukunft weider gefërdert ginn.

Den Invest an dësen Institut huet natierlech eng gewëssen Envergure – ech wëll déi och net klengspillen –, souwuel wat de Budget wéi och wat d'Personalkäschten ugeet. Mee deen Invest an d'Qualitéitsentwicklung gëtt awer dréngend gebraucht. Ech hu virdru gesot: Mir kënnen net nëmme dovunner schwätzen, mee mir mussen och do Suen investéieren. Déi Moyene brauche mer onbedéngt. Ech sinn iwwerzeegt, dass den INAPS vill derzou bäidroen wäert, dass de Sport an d'Bewegung sech hei zu Lëtzebuerg qualitativ wäerten héichwäerteg entwéckelen an datt de Bewegungsmangel gesamtgesellschaftlech an alle Liewensofschnëtter, vu Kleng bis Grouss, wäert kënnen bekämpft ginn.

Dann nach d'Äntwert op eng Fro vum Här Lamberty: Natierlech hu mir reegelméisseg Kontakt mam COSL. Et ass jo evident, dass mer dat reegelméisseg maachen. Mee natierlech ass et och kloer fir eis, dass eng Administratioun vum Sportsministère och hir eege Missioun muss hunn an och hir eegen Daseinsberechtigung an och hir eege Politick – wann ech dat emol kann esou soen – muss kënnen verfolge. An dat wäerten déi och maachen. Ab September 2023 wäerten dann och d'Sportseducateuren hir Ausbildung kréien. Dir wësst, dass mer dee Projet do och scho virgestallt hunn.

Da war nach eng lescht Fro vun der Madamm Oberweis, oder et ware Remarken, wat déi sozial Mesürene ugeet. Ech kann Iech do nëmme Recht ginn, wat déi sozial Mesürene ugeet, dass, wa mer d'Leit stäerken, fir datt se kënnen mat hire Kanner Sport maachen, dass dat alles eng richteg Saach ass. An deenen nächsten Deeg wäerte mer och hei de Fënnfjoresplang, wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, kënnen stëmmen. 135 Milliounen wäerten do an deenen nächste fënnf Joer dann investéiert ginn. Ech mengen, dass et wichteg ass, datt mer déi richteg Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg dann och hunn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8090. Den Text steet am Document parlementaire 8090⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8090 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8090 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Cloener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves

Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11.8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8135 iwwert de Bau vun engem neie Sportszentrum um Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, am Projet de loi 8135 geet et ëm e Finanzéierungsgesetz fir de Bau vun engem Sportkomplex inklusiv sengen Alentouren um Belval. De virleiende Projet soll d'Regiierung also ermächtigen, um Site Belval-Ouest en neie Sportzentrum fir e Maximalmontant vun 114,32 Milliounen TTC ze bauen, an dëst wéi üblech mat enger semestrieller Adaptatioun vum maximale Käschtpunkt en fonction vun der Variatioun vum Baupräisindex. D'Konstruktioun vum Gebai, d'Ékipement souwéi den Aménagement vun den Alentouren gi vum Fonds Belval realiséiert.

D'Implantatioun an d'Konstruktioun vun dësem Centre sportif hu sech an éischer Linn duerch de Besoin u Sportinfrastrukturen, deen duerch d'Uni Lëtzebuerg souwéi weider schoulesch Etablissements an der Gégend entstanden ass, erginn. De Sportkomplex wäert haaptsächlech fir d'Lycéeën an d'Grondschoulen aus der Region souwéi fir d'Uni Lëtzebuerg zur Verfügung stoen. Allerdéngs kënnen fräi Plagen och vun de Federatiounen, de Sportsveräiner oder fir Trainerformatiounen an Usproch geholl ginn.

(Brouhaha)

De Programme de construction gouf zesumme vum Educatiounsministère, ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen nach eng Kéier de selwechten Appell: Et wier gutt, wann et esou wier, datt d'Madamm Gary dierft am haartste schwätzen.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci.

De Sportkomplex wäert haaptsächlech fir d'Lycéeën an d'Grondschoulen aus der Region souwéi fir d'Uni Lëtzebuerg zur Verfügung stoen. Allerdéngs kënnen fräi Plagë vun de Federatiounen, de Sportsveräiner oder fir Trainerformatiounen an Usproch geholl ginn. De Programme de construction gouf zesumme vum Educatiounsministère, dem Ministère fir Enseignement supérieur et de la Recherche an dem

Sportsministère elaboréiert. Dëse Centre sportif um Belval wäert en Enseignement de qualité um Niveau vun der Éducation sportive garantéieren an, wéi gesot, dem Sportsbesoin vum Terrain gerecht ginn.

Follgend Infrastrukture sinn hei geplangt:

- e Centre de natation mat enger Schwämm, Vestiären a Logistik. Hei kommen dräi Basenge vu 25 op 15 Meter, woubäi der zwee e mobile Buedem hunn,

- e Centre pédagogique mat enger Hal vun 30 op 27 Meter, Stockageraum an engem separaten Enseignementsall,

- e Centre multisports mat enger grousser Hal vu 27 op 60 Meter, déi a sechs Unitéiten deelbar ass, engem Muskulationsraum, engem Arts-martiaux-Sall, Squash, Klammen an natierlech och de Vestiäre mat Duschen a verschiddene Logistik- respektiv Stockageraumlechkeeten,

- eng Entréeshal mat Accueil, Garderob, Local informatique, Infirmerie a Sanitaires

- an eng Administratioun mat siwe Büroen, engem Reunionsraum, engem Local informatique, enger Kitchette, Archiv- a Kopierraum, Sanitaires an engem Botzraum.

D'Surface nette vun dësem ganze Komplex bedréit 10.923 m². Derbäi kommen dann awer nach e Souterrainparking vun ronn 8.500 m² genee wéi och e grouse Sportterrain vun 100 op 50 Meter an zwee Outdoor-Multisportterraine souwéi dräi Beachvolleyballterrainen an e Fitness- an Joggingparcours mat nach eng Kéier 8.250 m² Nettotfläch, wat dann zesumme mat weidere klenge Strukturen an de Gréngflächen en Total vu bal 20.000 m² Nettobausseffläch mécht.

(Brouhaha)

Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, wannechgelift!

(Exclamations)

Madamm Gary, Dir dierft weiderfueren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also dat do, dat war elo wierklech deplacéiert!

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir waart déi ganzen Zäit amgang, hei ronderëmzetréppelen, Här ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Hei sinn awer nach ni Nimm genannt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma dat ass, fir dass mer eisen Ordre du jour kënnen anhale muer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Hei sinn nach ni esou Nimm genannt ginn, Här President!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, den Terrain, wou de Sportzentrum soll gebaut ginn, befénnt sech am Parc Belval, engem Espace paysager, deen als Erhuelungs- an Entspannungsraum konzipéiert gouf an d'Wunnvéierele Belval-Nord a -Süd mam Quartier mixte Square Mile verbénnt.

Dann zur Accessibilitéit: D' Lokalisatioun vum Centre sportif garantéiert eng gutt Accessibilitéit un den éffentlechen Transport. D'Zuchgare souwéi zwee weider Busarrête befanne sech am 500-Meter-Rayon. Da wäert d'Linn vum séieren Tram, dee geplangt ass, och hei fueren an e weidere Schoulbusarrêt kënnit derbäi, soudatt och d'Accessibilitéit fir de Schoultransport garantéiert ass. En plus ass de Vél'Ok-Réseau och hei konnektéiert an d'Avenue du Blues, déi parallel zu de Schinne verleeft, garantéiert den Accès fir de motoriséierten Individualverkéier.

Dann, fir nach kuerz op d'Architektur anzugeen: D'Haaptkonzept vum Centre sportif spigelt d'Volontéit zréck, fir e beschmëglech a säin Environnement ze integréieren, soudatt et mat senger Couverture paysagère quasi no enger Verlängerung vum Parc Belval ausgesäit. Den Daach vum Gebai, deen aus lauter verschiddene begréngte Fläche besteet, ass och gréisstendeels zougängelech fir de Public a bitt flott Point-de-vuen.

Déi exakt Opdeelung vun de verschiddene Säll an Halen, vun den Outdoorterraine souwéi déi weider detailléiert Präzisionen zu der Opdeelung kënnit Der, wéi gewinnt, a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Wéi ech virdu scho beschriwwen hunn, soll dëse Sportkomplex a säin Émfeld mat afléissen. Fir d'Konzept vun engem Landschaftsgebai ze stäerken, ass d'Enveloppe extérieure haaptsächlech vun enger Holzverkleedung bedeckt a mat Mineralwoll-Dämmpannoe wärmeisoléiert. De Projet ass des Weidere virbildlech, wat d'Nohaltegkeetskrittären ugeet. D'Daachfläche sollen zum ganz groussen Deel begréngt an zum Deel och mat Straich a Beem beplanzt ginn a begeebbar sinn. A mat enge 450 Pannoe soll d'Notzung vun der Sonnenenergie trotzdem net ze kuerz kommen.

Och bei de Baumaterialie gëtt e besonnesche Fokus op Nohaltegkeet a speziell och op Zirkularitéit geluecht an ëmmerhi 70 % vun de Materialie fir de Bau kënnen spéider recycléiert ginn a just 5 % misst op d'Decharge. Et ass direkt bei der Planung op eng Reduktioun vun den CO₂-Emissionen vum Bau opgepasst ginn, wat zu engem Aspuernis vun direkt schonn 20 % par rapport zur Standardbauweis gefouert huet. Insgesamt geet de Projet dofir och, wat Heizen, Killen a generellen Energiebedarf ugeet, dätlech iwwert d'Mindestufuerderunge vun Energiepass eraus. An och d'Gesondheetsaspekter vun de Baumaterialie sinn eng weider Prioritéit bei dësem Projet.

An als lescht flott Beispill, ouni elo hei alles opzezielen: Den Dréinkwaasserbedarf konnt an der Planung ëm 15 % reduzéiert ginn an d'Ultrafiltrationstechnik fir de Waassertraitement vun der Piscine erlaabt carrement en Aspuernis vu 40 % par rapport zu engem normalen Traitement. De Staat respektiv de Fonds Belval an dësem Fall gëtt senger Virbildfunktioon also absolutt gerecht.

Här President, mat dësem Sportzentrum, also dësem Projet de loi, stëmme mer deemno e ganz innovativen, nohaltegen an héchwäertegen Sportinfrastrukturprojet. Hei ginn enorm vill verschidde Sportmëglechkeete fir Jonker gebueden, dat indoor an och outdoor. Dem Besoin um Terrain gëtt Rechnung gedroen an doriwier eraus ginn nach vill weider Offere geschaf.

Ech si ganz frou, datt de Rapport den 22. Juni dëst Joer, d'lescht Woch also, an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg uegholl ginn ass, an ech hoffen, datt mer dann och de Mëtten eestëmmeg wäerten ofstëmme.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo ageschriwwen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. De Centre sportif um Belval ass keng nei Errungenschaft, mee leider en Trauerspill an eng Odyssee. 2011 ass de Lycée Bel-Val opgaangen an 2013 scho sollt de Centre

sportif um Belval seng Dieren opmaachen, an dat huet net nëmme d'Sportsproffe vum Lycée Bel-Val gefreet. Mee leider ass et näischt ginn.

Et huet elo zéng Joer gedauert, bis de Projet de loi an d'Chamber komm ass. Dat ass traureg, einfach traureg fir de Sport, awer och fir alleguerten déi Sportbegeeschtert. D'Schülerinnen an d'Schüler vum Lycée Bel-Val hu misse jorelaang op Monnerech kutschéiert ginn, fir iwwerhaupt kënnen schwammen ze goen. Et ass net nëmme eng Verschwendung vun Zäit an de Coursen, mee och eng Verschwendung vu Suen. Mee och d'Formatioun vun de Studentinnen a Studenten, déi Sport am Fondamental wëllen enseignéieren, huet dorënner gelidden, well déi méi wéi néideg Sportinfrastrukture bis haut gefeelt hunn an nach ëmmer feelen.

Datt d'Architektin vum Fonds Belval d'Konzeptioun vum Centre sportif iwwerholl huet an de Sportsministère just säin Avis gefrot ginn ass, ass fir mech, oder fir eis, net seriö. Firwat si keng Veräiner oder Federatioun gefrot ginn? Zum Gléck konnt de fréiere Commissaire aux sports sech duerchsetze bei der Fuerderung no dräi 25-Meter-Basengen. Dat war déi richtig didaktesch Decisioun. Elo bleift just ze hoffen, datt de Fonds Belval flexibel genuch ass, fir souwuel de Lycée Bel-Val wéi och d'Studentinnen an d'Studente vun der Uni, awer och d'Veräiner vu Suessem an Esch an der Émgéigend vun de Sportinfrastrukture profitéieren ze loosse.

Doraus ergëtt sech eng Fro: Wie gëtt iwwerhaupt Bedreier vun deem ganze Centre sportif? Soll dat de Fonds Belval sinn oder soll dat nach en anere sinn? Plage-horairé fir de Sport an de Sporthalen, awer och an de Schwämmen, gëtt et, mengen ech, ni genuch, dat ass virdrun am Projet de loi och schonn erauskomm.

Mir ënnerstëtzen als CSV trotz deem enorme Retard de Centre sportif um Belval, mee mir halen en A op d'Entwécklung a virun allem awer och op d'Notzung vun dësen neie Sportinfrastrukturen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, villmools merci, Här President. An och als Alleréischte e grouse Merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dëse Rapport. Et ass schued, dass de Sportsminister erausgaangen ass, well dat hei huet ganz vill mat Sportpolitick am Land ze dinn a mir hunn, wéi den Här Mischo gesot huet, virdrun drierwer geschwat, wat mer strukturell alles kënnen duerch dee Projet virdu verbessern.

Ech soen awer och ganz kloer: Mir brauchen an Zukunft weider Investitiounen och an d'Sportinfrastrukturen, well ouni Sportinfrastrukture kann och déi bescht Sportpolitick näischt erreechen. Dofir sinn esou Projete wéi deen hei absolutt ze begrëissen. Ob dat elo e bësse méi laang gedauert huet? Ech kann Iech als Escher Buergermeeschter verstoen, dass Der dat esou gesitt. Mee natierlech si mer trotzdem frou, dass mer dat haut kënnen esou ofstëmme, well déi Sportinfrastrukturen, déi gi gebraucht, notamment wann ee bedenkt, dass de Schoulsport, och d'Federatiounen an och déi lokal Klubb sollen dovu kënnen profitéieren. Dat ass de Wee. Eis Populatioun ass um wuessen. Wa mer gär hätten, dass mer eng gesond Sportpolitick kënnen ëmsetzen, brauche mer d'Infrastrukturen.

An dofir ginn ech heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegeen, merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudder Schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Finanzéierungsgesetz iwwer 114 Milliounen Euro erméigleche mer dem Fonds Belval, de Sportzenter um Belval ze realiséieren, dee laang op sech waarde gelooss huet. Mat der Konzeptioun vum Projet, dee mer an der Kommissioun presentéiert kruten, gëtt een de Besoine vun der Uni Lëtzebuerg, de Schoulen a Lycéeën aus der Regioun souwéi de Sportveräiner gerecht.

Op enger Gesamtsurface vu 50.000 m² entsteet hei en eenzegaartege moderne Sportkomplex. Et gëtt fir jiddereen eppes am sportleche Beräich ugebueden: am Schwammsportzentrum iwwer fënnf Unitéiten, zwou dovun mat engem beweeglechen Hubbuedem, deen et erméiglecht, fir divers Aktivitéiten unzebidden, am Multisportzentrum zéng Sportsäll plus eng Kletterwand, an den Anlage baussen ee grouse synthetesch Terrain, zwee Multisportterrainen, dräi Beachvolleyballterrainen an e Fitness- an Joggingsparcours mat Beleuchtung. Insgesamt schwätze mer hei vun engem moderne Sportkomplex, wou nieft der Schouloganisatioun déi fréi Plagë reservéiert gi fir Sportveräiner an d'Sportfederatiounen.

Wat d'Accessibilitéit an d'Mobilitéit betrëfft, fanne mer op dësem Site eng wichteg Ubannung un den öffentliche Transport. Zuch- a Busarrët befanne sech an engem Rayon vu 500 Meter. Et ass och geplangt, datt deen zukünftige séieren Tram och dës Site desservéiert. Mobilitéit douce: Vélosweeër a Vélostatioune sollen och eng praktesch Verbindung ginn zu de Quartiere ronderëm.

Deen neie Sportkomplex ass och e Beispill, datt de Staat selwer beim Bau vun neie Projete mam gudden Beispill virgeet an d'Nohaltegkeet am Kär vu senge Projeten integréiert. Et ass impressionnant, datt beim Bau vun dësem Projet op nohaltege Baumaterialien zréckgegraff gëtt, wou Stand haut 70 % recycléierbar sinn. Dozou wäerte mat 450 hybride Solarpannoen a Fotovoltaik e groussen Deel vum Energieverbrauch vun dësem Gebaulechkeete kënnen gedeckt ginn.

Ofschléissend soen ech jidderengem e grouse Merci, deen un dësem Projet matgeplangt a bis elo matgeschafft huet, a ginn heizou natierlech den Accord vu menger Partei, der LSAP-Fraktioun, a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Merci wëll ech och der Rapportrice soe fir de Rapport. An ech wëll och direkt soen, dass mir dat heiten natierlech matstëmmen, well mir brauchen natierlech hei am Land ëmmer méi gutt Sportsinfrastrukturen, souwuel Schwämme wéi och Sportshale wéi och Fussballterrainen a soss Terraine fir dobaussen. Mir hunn eng Populatioun, déi ëmmer méi wiest an noutgedronge brauche mer also och déi néideg Infrastrukturen, fir dass d'Leit hire Sport kënnen maachen. Grad hei si mer jo och an der Gemeng Suessem an der Gemeng Esch, wou et jo och zum Beispill u Fussballterraine feelt fir déi verschidde Veräiner.

Wa mer vu Veräiner schwätzen, dierf een awer och net vergiessen, dass mer hei am Land och en anere Problem hunn. Dat heescht, et geet net nëmme drëms, fir d'Infrastruktur auszebauen, mee mir hunn och hei am Land proportionell zur Bevëlkerung ëmmer manner Veräiner. Et sinn all Joers ëmmer erëm Fussballveräiner, déi verschwannen, an och am Basket an am Handball kommen der ganz rar bäi. Dat heescht, et ass

éischter eng Tendenz fir manner Veräiner pro Awunner, an dat ass och eppes, wat eis sollt Suerge maachen.

Duerfir ass et ganz wichteg, d'Veräiner ze ënnerstëtzen. A grad hei bei dësem Projet mengen ech, dass ee misst de Veräiner do wierklech ganz staark entgéintkommen, fir dass si déi Infrastrukturen esou gutt wéi méiglech an esou einfach wéi méiglech kënnen benotzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech soen hei just vun eiser Fraktioun aus: Endlech! Endlech! Et ass gesot ginn, et ass e Projet, dee scho ganz, ganz laang op sech waarde léisst an deen dréngend gebraucht gëtt. An e läit iwwerens op Suessemer Terrain an net op Escher Terrain. Dat wëll ech just nach hei preziséieren.

An d'Veräiner brauchen effektiv déi do Plazen, mee och d'Schoulen. Mir hunn net genuch Schwämme – et ass alles scho gesot ginn –, mir hunn net genuch Terrainen. An deen heite Projet ass wierklech e flotte Projet. Et ass en nohaltege Projet. Ech mengen, et ass wierklech e Projet, dee sech weise léisst, an e muss elo esou séier wéi méiglech realiséiert ginn, fir datt d'Leit och dovunner kënnen profitéieren.

Dofir vun eis aus natierlech den Accord an e grouse Merci un d'Rapportrice fir en exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudder Schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir wäerten dës wichteg Sportsinfrastruktur fir de Süde matstëmmen.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech wëll fir d'éischt Merci soen, Här President, fir déi unanime Zoustëmmung fir dës Projet. An ech wëll just op eng Remark agoen, déi vum Buergermeeschter vun Esch gemaach ginn ass, wou e sot, dass dat esou laang gedauert huet. An ech weess nach net esou richtege, op wat en domadder eraus wollt. Ech kann em just soen, mä Ministère, an och de Fonds Belval an deem hei Fall, deen hei jo baut, dee baut dat Ganzt. A wat e baut, dat häntk dovun of, wat déijéineg, déi gären eppes gebaut hätten, gären dran hätten.

Donc, wéi séier mir ukommen, häntk natierlech vun Emprisëproblematiken of oder vläicht och nach aneren, oder heiansdo och Autorisationsproblematiken. Hei war dat awer net de Fall, wëll ech direkt soen. Mee et häntk awer och dovun of, datt déi eenzel Acteure sech mussen eens ginn. An deem heite Fall sinn et der jo zwee, déi eis soen, wat dann de Programm ass. A wann déi Programmer dauernd änneren an esou weider, da brauch dat seng Zäit.

Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass verschidde Besoinen ëmmer erëm geännert hunn an där Regioun do par rapport zu Lycéeën, déi bäikomm

sinn, déi gebaut gi sinn, vergréissert gi sinn. Dat heescht, mir hunn natierlech och en immensen Drock op eisem Schoulwiesen. Dat ass sécherlech ee Grond, firwat dann dauernd d'Programmer ëmmer erëm änneren. Mee ech wëll dat awer hei ënnersträchen: Et ass net, well de Fonds Belval net éischter hätten wëllen ufänke mat bauen, datt dat net méi séier gebaut ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister. Parole après ministre fir den Här Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Ech weess, wien d'Decisioun geholl hat, dass dat soll zréckgedréckt ginn. Mee dat ass och elo egal. Mee Dir hutt mir net meng Fro beäntwert, wie Bedreiwmer vum Centre sportif soll ginn.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, also et ass jo esou, datt alles wat ... Hei si jo och gemëscht Utilisatiounen. Et ass d'Uni zum Deel, déi matmécht, et si Lycéeën. Ech ginn emol dovun aus, datt et de Fonds Belval ass. Mee wann et de Fonds Belval net ass herno, da wär et éischter e Lycée, deen et mécht, dee Lycée, dee be-traff ass. Mee mir huelen net en Drëtten, dat ass ganz sécher. Dat géif jo kee Sënn maachen an dat maache mer och néierens souwisou. Ech ginn emol a priori dovunner aus, ech mengen, dat Sënnvollst wär hei, wann de Fonds Belval selwer och responsabel wär fir d'Exploitatioun vun deem Ganzen, wat a sech och keng Schwierigkeeten herno wäert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8135. Den Text steet am Document parlementaire 8135².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8135 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fäntk un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8135 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8119, en Accord mat Andorra iwwert déi géigesäiteg Unerkennung an den Austausch vu Führerschäiner. Op Proposition vum der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum der Madamm Rapportrice ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vum deemem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Mam Projet de loi 8119, deen de 16. Dezember 2022 vum Ausseminister Jang Asselborn deposéiert gouf, ratifizéiere mer de bilaterale Accord, deen den 22. Mäerz 2022 ënnerschriwwen gouf tëschent onsem Grand-Duché an der Principauté Andorra iwwert déi géigesäiteg Unerkennung an den Austausch vum den nationale Führerschäiner.

Haut schonn huet Lëtzebuerg änlech Memorandums of Understanding mat Hongkong, den Arabeschen Emirater an och Groussbritannien säit dem Brexit. Führerschäiner aus Länner aus dem Europäesche Wirtschaftsraum ginn hei zu Lëtzebuerg unerkannt, wann dës Länner d'Konventioun vu Genf vum 1949 iwwert d'circulation routière oder déi vu Wien aus dem Joer 1968 iwwert de Stroosseverkéier ënnerschriwwen hunn. Ëmgedréint ass dat awer net ëmmer de Fall.

Fir hire Führerschäin an e lëtzebuergesche Führerschäin ëmschreiwen ze loossen, huet eng Persoun zwielf Méint Zäit no hirer Arrivée zu Lëtzebuerg.

Andorra huet awer keng vun deenen zwou viregte Konventiounen ënnerschriwwen, duerfir kënnen d'Permissen och net einfach transkribéiert ginn. Mat deemem Accord awer ginn d'Reegele vun dëser Transkriptioun festgehale an et gëtt déi géigesäiteg Unerkennung vun de Führerschäiner vun den zwee Länner agefouert.

De Staatsrot hat keng Observatiounen zum Projet de loi an d'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis dëse Projet de loi.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt de Projet de 15. Juni 2023 an der Kommissioun virgestallt an examinéiert gouf an ech selwer zur Rapportrice bestëmmt gouf. De schrëftleche Rapport, op deen ech och fir weider Detailer verweisen, hu mer den 22. Juni 2023 eestëmmege uegholl. A wéi vun dem Här President scho gesot gouf: Well et eng grouss unanime Zoustëmmung gouf, ass dunn decidéiert ginn, dass et keen Debat géif ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools Merci, Madamm Rapportrice Jessie Thill.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Thill Merci fir den exzellente Rapport an och fir d'Zoustëmmung, huelen ech un, vun der Chamber.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8119. Den Text steet am Document parlementaire 8119³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8119 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmege uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8167 iwwert d'Finanzéierung, den Ënnerhalt an d'Gestioun vun der Luxembourg Cyber Defence Cloud. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun deemem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir

Hären, Här Minister, mir hunn haut erëm e Finanzéierungsgesetz an der Defense virleien. An nodeems mer rezent e Projet gestëmmt hunn, wou et ëm de Satellitteberäich gaangen ass ...

(Brouhaha)

Et ass iergendwéi haut, ech weess net, iergendeppes an der Loft, d'Leit hunn en enorme Besoin, ze kommunizéieren ënnereneen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir lauschteren no.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dir lauschtert ëmmer no. Jo, et ass ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | All Wuert!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Voilà, nodeems mer rezent e Projet gestëmmt hunn, wou et ëm de Satellitteberäich gaangen ass, stëmme mer haut e Projet aus dem Beräich Cyber. Mir hu jo eng Spacestrategie a mir hunn eis och 2021 parallel dozou eng Cyberstrategie ginn. An dëst Dokument stécht dann och de Kader of fir d'Evolution vun der lëtzebuergescher Defense am Beräich vun der Cyberverdedegung. De Projet vun haut, dee mer haut wäerte stëmme, reit sech also an dës Cyberstrategie an a stellt nieft der „Cyber Range“, déi schonn en place ass, en zweete Projet duer, fir dës Strategie mat Liewen ze fëllen.

Wat sinn elo déi grouss Ziler vun deemem Projet op laang Siicht? Et geet drëm, eis Defense ze cybersécuriséieren an domadder Virreider an der EU an an der NATO ze ginn. An et geet natierlech och drëm, eis eng Expertis opzebauen an deem Beräich, déi mer dann och kënnen un eis Partner weiderginn. Natierlech geet et och drëm, eis konform ze setze mat den Ufuerderungen, déi mer op internationalem Niveau imposéiert kréien. A mir mussen natierlech och eng Äntwert op déi digital Transformatioun fannen, déi sech extrem schnell entwéckelt. Munchmol brauch een och extrem staark Rechecapacités, zum Beispill bei Analyse vu Cyberattacken, an och do kann déi Cloud hëllefen, well se dat eebe bidde kann.

Wéi sech dat elo genau an der Praxis deklinéiert, dat ass eng ganz techesch informatesch Geschicht. Ech wäert versichen, dat an einfache Wieder eng kéier plus/minus erëmzeginn. Et handelt sech hei ëm eng net ëffentlech Cloud, déi zu Lëtzebuerg hebergéiert ass an déi d'Méiglechkeet bitt, héich sensibel a klassifizéiert Donnéeën ze stockéieren an och ze traitéieren. Privat Clouds sinn net iwwert den Internet erreechbar, hir Leitung sinn dedizéiert fir den Endnotzer reservéiert, soudass keen aneren dorobber zrëckgräife kann. Hir Stockage- a Rechecapacités sinn evolutiv, kënnen sech also enger zukünfteger Demande dann och upassen. An als logistesche Ënnerstëtzung bei deemem Projet hu mer och hei op d'NSPA zrëckgegraff, déi souwuel um Niveau vun der Acquisitioun, der Implementéierung wéi och der Exploitatioun wäert agéieren.

D'Luxembourg Cyber Defence Cloud wäert haapt-sächlech Projeten hebergéieren, déi zur Resilienz vu Lëtzebuerg bäidroen, also am Beräich vun de kriteschen Infrastrukturen, déi duerch Cybermenacen och bedrot sinn, déi zum kollektiven Effort de défense bäidroen oder déi eis strateegesch Objektiv an der Lëtzebuergescher Defense stärke wäerten. Fir dat mat e puer Beispiller ze ënnerleeën: Hei kéinten zum Beispill informatesch Solutiounen fir de Stockage vun numeresche Preuven exploitéiert ginn. Et kënnen awer och Plattformen hebergéiert ginn, déi international, also gemeinsam exploitéiert ginn, zum Beispill am Kader vu multilateralen Acquisitiounsprojeten. Awer och de Stockage respektiv den Traitement vu sensibele Satellittebiller wär zum Beispill méiglech.

Domadder bréngt dës Cloud fir eng ganz Rëtsch vun nationalen an internationalen Acteuren eng Plus-value, wouduerch si hei eng On-Demand-Léiung ugebuede kréien an net selwer mussen eppes Eeignes an dësem héich technologiséierte Beräich opbauen. De Beneficiaire brauch sech also net mat der Komplexitéit vun der Gestiou ze beschäftegen a ka sech ganz op déi Servicer konzentréieren, déi en hei dann hebergéiert kritt. D'Killung fir d'Waasser an de Stroumverbrauch kënnen hei dann och mutualiséiert ginn. Gréng Technologien, grénge Stroum sinn dann och garantéiert.

Wat gesäit dës Projet de loi elo konkret vir? Wéi gesot, et ass e Finanzéierungsgesetz, dat et der Regierung erlaabt, d'Acquisitioun an d'Exploitatioun vun dësem Projet ze lancéieren. Mat abegraff am Calcul vun de Käschte sinn d'Exploitatioun, d'Maintenance an d'Operatioun an d'Gestiou. Net mat abegraff sinn d'Gestiounskäschte vun den Environnementer, déi de Partner zur Verfügung gestallt ginn, an och d'Interkonnexiounen zu de Sitte vun de Partner sinn net mat abegraff. Dës zousätzlech Käschte wäerten ëmmer à charge vun de jeweilege Beneficiairë sinn an d'Detailer dovunner ginn och dann ëmmer an de verschidene Accords techniques gereegelt.

Mir autoriséieren dann haut mat dësem Vott e Projet, deen e Maximum vun 250.360.323 Euro hors TVA dierf kaschten, dëst iwwer en Zäitraum vun zwielef Joer, also vun 2024 bis 2035, an dës Käschte lafen iwwert de Fonds d'équipement militaire. D'Käschten deele sech wéi folgt op: Et sinn d'Käschte fir d'Infrastruktur, wéi Serveren a Reseauen, dat sinn 127 Milliounen Euro; Projeten, déi mer schon identifizéiert hunn, fir an dëser Cloud hebergéiert ze ginn, dat si ronn bal 43 Milliounen Euro; Services connexes fir 22 Milliounen Euro an dann och nach de Finanzement vun enger Cloud fir d'NSPA, dat sinn nach eemol 58 Milliounen Euro.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt: Also de Projet, deen ass den 2. März 2023 an der Chamber déposéiert ginn. Mir hunn en de 6. März eng éischte Kéier an der Kommissioun presentéiert kritt. De Conseil d'État huet säin Avis den 31. März ofginn an hat keng Remarken ze formuléieren, an de Rapport gouf soumat den 22. Juni ugeholl.

Mir gesinn an Zäite wéi dësen natierlech de Besoin, fir Projeten am Cyberberäich op d'Been ze setzen. Mir sinn numol keng Insel. Mir mussen eis konform sette mat de Realitéiten um Terrain a mat dësem Projet, dee kloer och multilateral ugeduecht ass, maache mer eng sënnavoll Kontributioun, net just fir eist Land, mee fir eis Partner allgemeng. An natierlech och mam Bléck op déi ganz Diskussioun ronderëm den Effort de défense si mer heimat och en ligne mat eise Engagement, fir eis och finanziell méi anzebréngen, dëst awer a sënnavolle Projeten, wou mir eis als klengt Land och sënnavoll kënne matabréngen a wou mir och eng Plus-value schafe kënnen, wou mer och eng Expertis virzeweisen hunn.

Last but not least hëlleft eis dës Projet och, Lëtzebuerg als Standuert fir dës Beräich Cyber verstärkt an d'Fenster ze stellen an domadder och Talenter unzezéien. Dat sinn alles Argumenter, déi fir dës Projet schwätzen an an deem Sënn ginn ech heimatder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här Président. Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet e ganz ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport gemaach. Deem ass näischt bäizefügen. An ech kann och soen, mir wäerten dës Projet, wou mer 250 Milliounen iwwer zwielef Joer ouni TVA investéieren, ënnerstëtzen.

E läit an der Strategie, déi definéiert ginn ass vu Cyber a vu Space. Déi leschte Kéier virun de Walen hate mer e Spaceprojet hei, do war et schif ausgaangen. Ech hunn awer dës Kéier dat Gefill net, dass et esou geet. Ech mengen, deen hei Projet gesäit besser aus a mir wäerten deen dann och ënnerstëtzen, wéi mer dat an deem Beräich bis elo gemaach hunn, ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir mussen natierlech kucken, wéi mer déi ganz Personalfroen do geléist kréien, dat gëtt net einfach, d'Personalausforderungen – du brauchst hei Informatiker, ech mengen, d'Rapportrice huet dat och schon ugeschwat. Ech hoffen, dass mer déi Leit fannen an dass déi Rechnung, déi mer hei maachen, dann och opgeet.

Also wéi gesot, mer stëmmen dee Projet a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, eist Liewe gëtt ëmmer méi dominéiert vun der Informatik. Dat bréngt natierlech och gewësse Gefore mat sech. Dat erliewe mir selwer och hei an der Chamber. Mir wëssen, wat dat fir Konsequenzen huet, wann et zu Panne kënn. An dowéinst ass et evident, dass ëmmer mussen Upassung gemaach ginn, fir datt natierlech esou mann wéi méiglech virun allem confidentiel Donnéeën no bausse kënnen duerchdréngen.

Cyberdefense, dat ass en Term, deen eis vläicht viru Joren nach net esou geleeft war, deen awer elo ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt. Et kann ee scho bal soen, dat ass e bëssen eng nei Form vu Krich, an do muss een natierlech och ouni Zweifel gewappnet si fir d'Zukunft. De franséische Militärministère, deen definéiert d'Cyberdefense als „ensemble des mesures techniques et non techniques permettant à un État de défendre dans le cyberspace les systèmes d'information jugés essentiels“.

Ech mengen, eist Land huet sech zu Recht an deene leschte Jore besonnesch op deem Niveau ganz staark entwéckelt. Net nëmme, datt mer jo en extrae Ministère kreéiert hunn, mir hunn doriwwer eraus eng Strategie entwéckelt, soudatt Lëtzebuerg, wéi gesot, an deem Beräich ganz kloer Spëtzerreider entre-temps ginn ass. Mir hunn entre-temps och e performanten Datenzenter opgeriicht.

Jiddefalls, mat dësem Projet beweist Lëtzebuerg ganz kloer, datt et déi modern Erausforderunge wëllt unhuelen, datt et sech wëllt do eng Image de marque ginn, an dat ass och richtig esou. An ech mengen, mir kënne jo och schon ouni Zweifel op eng gewëssen Experienz an deem Domän zrëckgräifen.

Et kann ee sech natierlech virstellen, datt deen neien Datenzenter, et ass virun hei schon ugeschnidde ginn, och ganz vill Energie brauch. Duerfir ass et interessant gewuer ze ginn, datt natierlech versicht gëtt, esou vill wéi méiglech op gréng Energie ze setzen, an datt och een Zenter kreéiert gëtt an net e puer Succursallen – oder Antennen, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen –, well dat warscheinlech nach zu engem zousätzlechen Energieverbrauch gefouert hätt.

Wa mer elo iwwert de Käschtepunkt schwätzen, 250 Milliounen, jo, da kléngt dat a priori no enger héijer Depense. Mee et muss een dat jo awer anescht interpretéieren: Dat ass iwwer eng Zäitspan vun zwielef Joer, dat mécht also plus ou moins 29 (veuillez lire: 21) Milliounen d'Joer. Dat soll et eis jiddefalls als Land wäert sinn, fir an deem Beräich ze investéieren.

Ech mengen, och hei gëtt kloer bewisen, datt et richtig war viru Joerzénge, och déi fréier NAMSA, haut NSPA, op Capellen ze kréien. Dat ass eng wichteg Agence, déi natierlech och derzou bäidréit, datt mer um Niveau vun der Defense kënnen um internationalen Niveau eng ganz wichteg Roll spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei och nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, a meng Partei steet ganz kloer dozou, datt Lëtzebuerg muss seng international Verpflichtungen erfëllen, besonnesch och um Niveau vun der NATO. Mir gesi jo grad elo an dësem Moment, datt d'NATO u sech eng gewësse Renaissance erlieft. All déi, déi nach viru Jore gemengt hunn, d'NATO wier gehierdout, mir bräichten eng NATO net méi, déi wäerte jo enges Bessere beléiert gi sinn. Just au contraire, mir brauchen an Zukunft nach vill méi eng staark NATO. An dann ass et wichtig, datt och e klengt Land wéi Lëtzebuerg säi Beitrag do liwwert.

Da si mer natierlech ganz séier och bei der Diskussioun ëm eise Beitrag um Niveau vun der NATO, dee jo de Moment bei plus ou moins 0,7 % läit. Do brauch mer eis net onbedéngt ze bretzen domadder. Et ass also nach Sputt no uewen. Och dee Projet hei ass also do wichtig. Dee reit sech do an, fir eise Partner ze weisen, datt Lëtzebuerg op ass, fir nach méi ze investéieren. An ech soen dat och ganz daitlech hei: Et ass zwar elo virgesinn, datt mer op plus ou moins 1 % solle kommen, mee dat soll awer net onbedéngt eist Endzil sinn. Mir sollen awer roueg driwwer nodenken, ob mer net eng Kéier fréier oder spéider kënnen iwwert dee Prozentsaz erausgoen, wuel wëssend, datt een natierlech eise PIB net onbedéngt ka gläichsetze mat dem PIB vun anere Länner.

Dat gesot, ass dat heiten awer e wichtige Projet, dee mer selbstverständlech als Demokratesch Partei voll ënnerstëtzen. Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir der Madamm Empain Merci ze soen, datt si trotz där ganz spezifischer a komplizierter Matière et awer fäerdegbruecht huet, datt och esou ee wéi ech alles verstanen huet.

An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet haut scho mat déi modernst a sécherst Datenzenteren a ganz Europa. Wa mer awer dës Positioun wëllen halen a weider ausbauen, da muss mer och weider an dee Beräich investéieren.

Eis national Sécherheet an eis Verdeedegung dierfe sech awer net just op de physische Raum beschränken. Am digitalen Zäitalter ass et evident, dass mer och am digitale Raum, also am Cyberspace, gutt opgestallt mussen sinn, fir kënne matzhalen a fir virun allem och de Fonctionnement vun eisem Land, d'Resilienz vun eiser Economie an d'Interête vun eise Biergerinnen a Bierger ze schützen.

Ech wëll hei betounen, dass Cybersécherheet eis alleguerten eppes ugeet. Schon haut gi ganz vill vun eise perséinlechen Donnéeën stockéiert, digital gespäichert,

wat natierlech ze enger ganzer Rei vu Vulnerabilitéite ka féieren. An eisen Nopeschlänner gouf et, fir just dat als Beispill ze nennen, scho Cyberattacken op Kliniken, déi dunn eng ganz Zäit net fonctionéiere konnten an natierlech och Beanträchtegeunge kannt hunn.

Mam Investissement an d'Luxembourg Cyber Defence Cloud, kuerz LCDC, maache mer e weideren an an eisen Ae wichtege Schratt, fir eis Cybersécherheet ze verbesseren, a virun allem och, fir eis Capacitéiten an deem Beräich ze erweideren. D'LCDC wäert haaptsächlech genotzt ginn, fir eis méi kritesch national Infrastrukture géint Cyberattacken ze schützen an eis Resilienz ze verbesseren. A gläichzäiteg maache mer, wéi och scho mäi Virriedner et gesot huet, eng ganz wichteg Kontributioun am Partenariat mat der EU an am Partenariat mat der NATO, notament an de Beräicher vun der Cyberdefensopolitik vun der NATO oder am Beräich vun der Sécherheitsstrategie vun der EU an der Cyberkriminalitéit.

Ech wëll ofschléissend der Rapportrice e grouse Merci soen. Si huet eis et natierlech erlaabt, dass mir konnte kuerz sinn, well si ganz ausféierlech an hirem Rapport war. An ech wëllt och ofschléissend den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn a Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëllt och der Madamm Empain Merci soen. A mat där Begeescherung, wéi si de Projet hei presentéiert huet, wéi mer dat vun där grénge Säit bei Rüstungsprojeten ëmmer gewinnt sinn, kënne mir och net Nee soen a mir wäerten dat hei och matstëmmen.

Just véier Bemierkungen awer vläicht, wat de Projet selwer ugeet, iwwert de Fong. D'Cybersécherheet, ech mengen, d'Madamm Mutsch huet jo och elo grad nach eng Kéier doriwuer geschwat, do si mer eis alleguer eens: Et ass hautzudaags an eisen Zäite guer net méiglech fir e Staat, deen Aspekt net wierklech héichzehalen. An dofir ass dat hei effektiv eng Kontributioun. Aner Kolleegen hunn och scho geschwat iwwert dee méi internationale Kader, an deem sech dës Initiativ beweegt. An och dat fanne mir wichteg. An dofir ass et, wat de Fong ugeet, eppes, wat mir op jidde Fall begrëissen.

Wat de Budget ugeet, do ass dat heiten en Investissement vu ronn 250 Milliounen, dat sinn 21 Milliounen d'Joer. Dat ass compte tenu vun der Natur vum Projet a vun der Wichtigkeet vum Projet an eisen Aen ze vertrieeden. Dat ass eppes, wou mer kënne soen, dass dat eng sënnavoll Kontributioun zu engem Effort de défense ass, an och do hu mer dowéinst keng Bedenken. 250 Milliounen, wéi gesot, mee dat ass iwwer zwielef Joer verdeelt an dat schéngt eis rasonabel, d'autant plus, dass mer ënner grousem Drock stinn, fir den Effort de défense vu Lëtzebuerg ze héijen. An dat heiten ass eng gutt Manéier, fir dozou bäize droen.

Mir hunn awer och zwou Froen un den Här Minister. An déi éischt Fro ass: Wat ass eigentlech déi national Notzung vun deem, wat mer maachen? Mir hunn hei eng Rei Iddien héieren an der Debatt bis elo, wéi dat soll genotzt ginn, dat steet allerdéngs esou net am Rapport. Am Rapport liese mer e Saz, deen ass e bësse schwéier ze verstoen. Do steet, déi Luxembourg Cyber Defence Cloud „LCDC pourra stocker des données classifiées (OTAN, UE et)“, an dann: „éventuellement aussi des données nationales) et non-classifiées.“ Wat heescht dat? Wat kënne mer wierklech?

Wat ass geplangt? Gëtt et e Konzept, wéi dat hei national soll genotzt ginn, wou eisen direkten Avantage ass? Oder ass dat eppes, wou vu virera gesot gëtt: „Bon, mir maachen hei eppes a mir iwwerloossen et eise Partner an Alliierten, fir déi Capacitéiten ze notzen“?

Mee dat Wuert „eventuell“ interpelléiert eis awer. Wa mer schonn déi Suen ausginn an esou eng Infrastruktur schafen, denke mer, muss e Konzept do sinn, wéi dat och national ka genotzt ginn, ëmsou méi, well och Virriedner op déi aktuell Geforen an deem Beräich opmierksam gemaach hunn.

Déi nächst Fro betrëfft dann déi finanziell Participatioun, déi Lëtzebuerg do mécht. Do ass och eng Partie, wat mer als „politique de siège“ kéinte bezeichnen am Interessi vun der NATO Support and Procurement Agency, déi op der Cap ass, Nofollger vun der NAMSA, déi mer nach vu Kand u kannt hunn. Hei sinn 58,8 (veuillez lire: 58,5) Milliounen am Rapport genannt, déi mer do u sech fir d'Besoine vun der NSPA virgesinn. A meng Fro ass do: Wéi gëtt dat bei der NATO ugerechent?

Well et gëtt jo u sech e separate Finanzéierungsschlüssel fir gemeinsam Infrastrukture vun der NATO. Gëtt dat doriwuer elo ugerechent, als eis Kontributioun am Verdeelerschlüssel vun der NATO selwer, well dat ass jo eppes, wat enger NATO-Agentur direkt zeguttkënn, oder gëtt dat op eisen nationalen Effort de défense ugerechent? Dat heescht, wat ass effektiv – ausser vläicht engem Gest am Kader vun enger Politique de siège – eigentlech déi Manéier, wéi dat agencéiert ass, fir eis dat do urrechnen ze loosseren am Kader vun deene Berechnungen am Effort de défense?

Dat gesot, ass dat hei eppes, wat mer als eng sënnavoll Initiativ gesinn, an d'ADR wäert dat och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Empain fir de gudden schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Als digital Partei ass dat heiten natierlech eppes, wat eis ganz gutt gefällt. Hautzudaags ginn d'Konflikter oft informatesch gefouert an do mussen mir eis als Lëtzebuerg gutt opstellen.

Ech hat och d'Diskussioun ugestouss an der Kommissioun, dass, wa mer esou eppes uginn, een och un d'Informatiker muss denken, well dat ass ee vun de Problemer, dass mer hei am Land leider ze wéineg Informatiker hunn. A wa mer der hunn, gi se meeschens och nach a privat Entreprisé schaffen, well déi kënne nun emol e bessere Salaire bezuelen, wéi dat beim Staat de Fall ass. Mir haten déi Diskussioun jo och an der Kommissioun. Dat ass eeben eppes, wat een am A muss behalen, grad wann een esou Projeten ugeet, a virun allem, wann een d'Projeten an Zukunft nach wëllt ausbauen.

Dat selwecht ass och bei de Satelliten, déi allegueren Informatiker brauchen, fir se kënne ze bedreiwen. Dat ass sécherlech eng vun de gréissten Erausforderungen. An och mir Piraten sti ganz kloer zur NATO, mee fir eisen NATO-Verpflichtungen nozokommen, mussen mer och un d'Informatiker hei am Land denken, well hautzudaags ass dat u sech déi modern Arméi. An do mussen mer an der Educatioun ganz kloer eng Schëpp bäileeën, fir dass mer an Zukunft net do stinn a keng Informatiker hunn, déi herno kënne alleguer déi dote Systemer bedreiwen.

A mir wäerten och haut deen dote Projet matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President, fir d'Wuert a merci och der Madamm Rapportrice fir hire Rapport an dass mer hei Unanimitéit kréien. Dat ass wichteg bei deem heite Projet, well dat heiten, d'Cybersécherheet, de Cyberberäich, dat ass ee vun deene ganz weessentleche Beräicher, déi international definéiert gi sinn als wichteg fir d'Verdeedegung an déi national respektiv déi europäesch oder transatlantesch Sécherheet. Et ass an der Europäescher Unioun e wichtege Beräich an der Defense, mee och an der NATO ass et ee vun de Schlësselberäicher, deen elo och nach eng Kéier zu Vilnius wäert confirméiert ginn.

A well mer dat wossten a well mer och wossten, dass mir do vill Potenzial hunn, fir vu Lëtzebuerg aus kënnen e flotte Bäitrag ze leeschten, deen eis och als Lëtzebuerg am internationale Kontext eng grouss Visibilitéit gëtt, hu mer direkt scho virun e puer Joer decidéiert, déi Cyberstrategie ze entwéckelen. Dir kënnt Iech erënneren, déi hu mer och an der Kommissioun virgestallt, dat ass elo schonn eng Rei Joren hier.

An dat Zweet, wat mer do gemaach hunn – dat war dunn den éischte Schratt am Fong am Kader vun där Strategie, nodeem mer natierlech eng Ekipp opgebaut haten an der Defense –, dat war déi „Cyber Range“. Wat ass elo déi „Cyber Range“? Nach eng Kéier zum Rappel: Dat ass am Fong en Trainingsstéisstand am Cyberberäich, wann een et esou wëllt huelen, wou wierklech kann trainéiert ginn, wéi ee ka Cyberugréff ofwieren an esou weider. An déi gëtt entre-temps och vill genotzt. Mir hate schonn Exercicer, och internationaler, déi do gemaach gi sinn. Also do si mer e gudden Schratt gaangen.

Dat hei ass elo deen nächste Schratt, dat ass, fir déi sécher „Cyber Cloud“ opzebauen, wou mer eeben haaptsächlech, ënner anerem, klassifizéiert Dokumenter kënne stockéieren a wou och kënne kloer Slotte virgesi sinn, dass just deen Accès huet, dee selwer dat wëllt dropsetzen. Dat geet vu wéi een iwwerhaupt do kann erakommen iwwer eng spezifesch Leitung bis zu dem Accès, wann ee wëllt an den Datacenter eragoen. Dat ass alles ënner NATO-Standard ofgeséichert, dofir ass dat scho wichteg.

Dann ass et esou, wat d'Personal ubelaangt, do wäerte mer sécher nach deen een oder anere mussen astellen, esougutt bei der Arméi wéi och an dem Ministère. Mee do sinn der schonn eng Rei agestallt ginn. Mee vu datt mer hei eng intensiv Zesummenaarbecht mat der NSPA maachen, gräife mer vill zréck op d'Kompetenzen, déi do sinn, dat heescht, vill Saachen, personalmésseg gesinn, kréie mer vun der NSPA zur Verfügung gestallt. An duerfir ass et och esou – den Här Kartheiser huet gefrot, wéi mer dat uerkannt kréien, wat mer do iwwerhaupt investéieren –, dat kréie mer kloer als nationalen Effort de défense uerkannt. Also dat kënne mer gëlle loosseren, dat heescht, dee ganze Montant, deen Der hei an der Enveloppe dran hutt, kréie mer ugerechent als e Beitrag am Kader vun der Berechnung vun nationalen Effort de défense.

Da wëll ech och soen, dass hei vläicht e bëssen e Mëssverständnis gewiescht ass bei einzelner Leit: Mir bauen net selwer en neien Datacenter op. Mir hosten hei bei engem Datacenter. An Dir musst verstoen, aus Sécherheetsgrënn wëlle mer guer net soen, wou dat ass. Et ginn der och warscheinlech méi, mee bon, ech mengen, dat ass elo egal. Et geet drëms, dass dat

muss ofgesécherit gemaach ginn, an duerfir soll een och elo méiglechst net vill doriwwer schwätzen, wou dat genau ass. Et geet jo drëms ze evitéieren, datt probéiert gëtt, awer Attacken dorobber ze maachen.

Duerfir, dat Ganzt leeft natierlech an Zesummenaarbecht mat Partner, déi eeben deen néidegen Know-how hunn. An et ass, wéi gesot, eng grouss Demande do. Ech hu bei eise Partnerlänner ganz, ganz vill Interessi gesinn, also mir hu scho ganz vill Demandé virleien, soudatt se bereet sinn, mat eis zesummenzeschaffen.

An den Här Kartheiser freet jo no, well do steet „peut“ (veuillez lire: well do steet „pourra éventuellement“) och fir national Besoine gebraucht ginn: Et gëtt ganz sécher fir national Besoinen gebraucht. D'Armée wäert ganz sécher och kënnen drop zrëckgräifen, mee och aner Entitéite vum Staat, wa se dat brauchen, kënnen dat maachen. Also, ech mengen, et ass schonn à double usage.

Natierlech gëtt dat bei Wäitem net dee gréissten Deel, well ech mengen, dat, wat mer hei opbauen, do musst Der wëssen, datt dat, wat mir do wäerte maachen, och wa mer vill maachen, nach ëmmer ganz bescheiden ass par rapport zu deem, wat mer wäerten opbauen. Also, de groussen Deel vun de Suen, déi mer ausginn, ass natierlech, fir mat de Partner zesummen dat zur Verfügung ze stellen an dat dann natierlech och unerkannt ze kréien. Mee

selbstverständlech kënne mer et och national notzen, wa mer dat bauen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdedegungsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8167. Den Text steet am Document parlementaire 8167².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8167 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8167 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.38 heures.)

55^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

p. 32

2. Changement de composition d'une commission

M. Fernand Etgen, Président

p. 32

3. 6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6054 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Sven Clement | M. Charles Margue | M. Laurent Mosar | M. Dan Kersch | Mme Nathalie Oberweis | M. Roy Reding | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

p. 32

4. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, Président

p. 43

5. 8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

p. 43

Rapport de la Commission de la Justice : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Pim Knaff (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler (interventions de Mme Stéphanie Empain et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gilles Roth) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson

Mme Nancy Arendt épouse Kemp

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8033 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Changement de composition d'une commission

Wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet, proposéiert d'DP-Fraktioun, datt an der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn och fir de Volet „Défense“ ersetzt.

Gëtt et iergendwéi aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. 6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Op eise Ordre du jour vun de Moie steet de Projet de loi 6054 iwwert d'Refonte vum Droit centenaire vun den Associatiounen a Fondatiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegegen, wéi gesot, et ass esou wäit. Den Här President huet et gesot: Et geet ëm d'Reform vun enger Loi centenaire. Prezis heescht dat op Franséisch „Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations“.

Mir hunn de Rapport an der Justizkommissioun majoritär de 14. Juni ugeholl, also 14 Joer nom Depot vum Projet de loi 6054 vum deemolege Justizminister Luc Frieden, genee war dat den 10. Juni, also viru ronn 14 Joer.

Bis 2010 koumen dunn eng Rei Avisen eran. Siwe waren et der. 2019 huet dunn d'CNPD aviséiert. Mee Stullgang krut de Projet eréischt 2021 mat der Nominatioun vum Rapporteur den 13. Juli an der Justizkommissioun a virun allem de 26. Juli mam formellen Depot vun de Regierungsamendementen, virgeluecht duerch d'Justizministesch Sam Tanson. Duerch déi Amendementen gouf, loosse mer et soen, de Projet staark – fir net ze soe ganz – iwwerschafft, a virun allem kréien elo d'Veräiner weesentlech manner Oplagen, wéi et am initiale Projet aus dem Joer 2009 virgesi war. Also manner Oplagen. D'Zäit bréngt also eppes mat sech: dass et manner komplizéiert gëtt fir eis Veräiner. Dat ware jo grouss Ängschten. 2009 konnt kaum ee sech virstellen, wat eng RGPD-Direktiv géif mat sech bréngen. An digital war deemools och nach net ze gesinn, wou mer haut géife stoen. Déi digital Revolutioun huet an deene 14 Joer viles grondleeënd verännert.

De Juli 2021 d'Regierungsamendementen, annerhaleft Joer duerno, de 7. Februar den Avis vum Staatsrot. Et war also nach ze packen, fir de Projet an dëser Legislatur ze stëmmen. Ech stinn haut hei. Den 29. Mäerz, den 19. a 26. Abrëll hu mer dunn an der Justizkommissioun weider um Projet geschafft an op Basis vum Avis vum Staatsrot hu mer parlamentaresch

Amendementen ugeholl. Dat war den 10. Mee. Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer de 26. Mee, dee mer de 7. Juni analyséiert hunn. De Rapport war du fäerdeg de 14. Juni, wéi gesot, a gouf majoritär an der Kommissioun ugeholl.

Erlaabt mer direkt hei e Merci un den Daniel Ruppert a seng Ekip am Ministère, un d'Kollegegen aus der Kommissioun fir déi gutt Diskussiounen an un de Staatsrot, deen all d'Ressourcë mobiliséiert huet, fir schnell ze aviséieren an dëse leschte Wochen a Méint.

14 Avice krute mer op Basis vun de Regierungsamendementen vum 2021 eran, plus 3 vum Staatsrot. Merci och all deene Leit, déi dorunner geschafft hunn an de Berufskummeren, an och de Leit aus der Zivilgesellschaft. Ech mengen domadder d'ONGen an d'Föderatiounen.

Bei dësem Projet de loi konnt ee sech e Bild maache vun der Diversitéit vun eise Veräinslieden, eiser Veräinslandschaft. Zu dësem Gesetz gëtt et 26 Documents parlementaires, déi um Site vun der Chamber ze fanne sinn. Am schrëfleche Rapport vun 119 Säite fannt Der den Text vum Gesetz mat de Commentaires des articles an e Resümee vun den Avisen.

Ech versichen elo, an deem mëndleche Rapport eng Iwwersiicht ze ginn, wéi eist Veräinslieden ab haut gesetzlech encadréiert soll ginn.

An der Kommissioun huet d'Ministesch eis och gesot, dass virum Akraafttrieden d'Servicer vum Ministère eng Informatiounscampagne a Richtung vun de Veräiner wäerte maachen. Dat heescht, jiddwereen, deen an engem Veräin tätég ass, brauch sech elo net ze stressen, dass en am Summer alles misst en règle setzen. Nee, e gëtt doriwier ganz genee informéiert a begleet.

„Le projet de loi entend procéder à une refonte du droit centenaire des associations et fondations.“ Et geet drëms, déi aktuell Dispositiounen unzepassen an ze vereinfachen – ze vereinfachen, dat ass mer wichtig ze soen! – an déi onnätzlech respektiv net méi zäitgeméiss Dispositiounen ofzeschaffen.

Déi grouss Achsen, op deenen de Projet de loi Changementen proposéiert, sinn déi hei:

D'Vereinfachung vun de Formalitéiten. Ech insistéieren drop: Vereinfachung!

Kloer Kontabilitéitsreegelen. Et gëtt Kontabilitéitsreegelen, mee se sinn elo méi kloer gestalt, wie wat ze maachen huet. Domadder kréie mer eng rechtlech Sécherheet vun de Strukturen.

Transparenz a Kohärenz vun de Fonctionnementsreegele gi weiderentwéckelt.

An dann innovéiere mir bei de Mechanismen, fir den ASBLen a Fondatiounen ze hëllefen, fir eens ze ginn, wa se hir Kompetenzen a Gestiouen änneren.

An da wëll ech ënnersträichen, dass déi ganz Reform – an dowéinst ass et och wichtig, dass mer se elo ofschléissen – e Schrëtt ass, fir dass Lëtzebuerg eng Gesetzgebung kritt fir eis Veräiner a Stëftungen, déi GAFI-konform ass, dat heescht, den internationale Standarden entsprécht.

Déi gutt Noriicht ass jo déi, déi mer d'lescht Woch kruten, dass de GAFI-Rapport eis eng gutt Nott gëtt. „Luxembourg has reached a high level of technical compliance with the FATF's requirements and its AML/CFT regime is delivering good results.“ Esou liese mer, nodeems d'Plenièr vum GAFI dee finalen Evaluationsrapport fir Lëtzebuerg guttgeheescht huet.

Et ass mer wichtig, dat haut kënnen hei bei Geleeënheet vun dësem Gesetzesprojet ze soen. Et ass e weidere Baustee vun dëser Koalitioun, fir d'Plaz

Lëtzebuerg gutt a verantwortlech opzestellen, notament dass Vehikele wéi Veräiner a Stëftungen net kënnen mëssbraucht gi fir Blanchiment, Korruptioun a Finanzement vum Terrorismus.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Den definitive Rapport vum GAFI kréie mer am September. Alle bedeelegte Leit, déi an de leschte Joren dorunner geschafft hunn, och vun dëser Plaz hei en décke Merci.

E puer Punkte wëll ech kuerz ënnersträichen.

Zur Definitioun: Wat ass eng ASBL? Eng ASBL ass eng Associatioun, déi keng industriell a kommerziell Operatioun mécht, oder – oder! – net als Zil huet, fir hire Memberen e materielle Benefiss ze ginn. Et muss minimum zwee Leit ginn, fir eng ASBL ze grënnen, sou heescht et am Artikel 1. D'ASBL ass constituéiert vum éischten Dag un, wou se am RCS immatrikuléiert gouf, am Registre de commerce – wichtig ze soen –, „sans que cette immatriculation n'empote présomption de commercialité.“ Dat kéint mëssverständlech verstane ginn, wann een d'Abreviatioun vum RCS liest. D'Zilsetzung muss kloer definéiert sinn, gradewéi d'Aktiounen, déi ënnerholl ginn, fir déi ze errechen. A wéi schonns gesot, d'ASBL muss eng Substance réelle zu Lëtzebuerg hunn. Den Detail vu Rechter a Flichten a wie Member ass, gëtt an de Statutte gereegelt. Esou heescht et am Artikel 3. An all ASBL huet zwee Decisiounsorganer, de Conseil d'administration mat engem Minimum vun dräi Leit an d'Generalversammlung, d'AG. Esou heescht et am Artikel 4.

„Ça coule de source“, mee et ass wichtig ze soen: All Convocatiounen a Courier kënnen och elektroonesch gemaach ginn. Dat war bis elo net ëmmer de Fall. Mir haten Disposition-transitoirë gestëmmt während dem Covid, mee elo ass et gesetzlech.

Iwwregens kann de Regëster vun de Memberen och elektroonesch geféiert ginn, et brauch een net verstëbste Lëschten an iergendengem Dossier op engem Späicher ze hunn.

Membere kënnen souwuel Personnes physiques gradewéi Personnes morales sinn.

Zu de Vereinfachung vun den administrative Prozeduren heescht et, d'Obligatioun, all Joer d'Lëscht vun de Membere vun der Associatioun am RCS ze deposéieren, fält ewech. An de Statutte vun de Stëftung brauchen d'Coordonnéee vun den Administrateuren net méi opgeféiert ze ginn. An d'Prozedur gouf gestrach, wou et ëm d'Homologatioun bei Statutenännerungen oder d'Dissolutioun gong.

D'Gouvernancereegele gi vereinfacht, wéi mer viles via Gesetzesännerunge méiglech gemaach hunn, zum Beispill, dass d'Generalversammlungen elo och op Distanz méiglech sinn an net nëmme kënnen esou convoquéiert ginn.

Ech ënnersträichen och elo hei, well dat war bis zum Schluss eng grouss Suerg, dass den neie Regimm erlaabt, dass d'Generalversammlungen vun internationale Sportsfederatiounen an och Federatiounen aus anere Beräicher, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn, kënnen am Ausland ofgehalde ginn.

E Beispill: Wann de Kongress turnusgeméiss am Ausland ass oder eng Sportsmeeschterschaft ofwiesend a verschiddene Länner ass, ka bei deene Geleeënheeten och déi statutaresch virgesinne Generalversammlung ofgehalde ginn. Dat ass also méiglech. Dat war e grouse Souci bei den ONGen a bei den internationale Federatiounen mat Sëtz zu Lëtzebuerg.

Mer schafen en ugepasste Régime comptable, ugepasst un d'Gréisst vun der Associatioun, dofir gëtt et

an Zukunft dräi Kategorien, wie wonnert et: déi kleng, déi mëttelgrouss an déi grouss. Bei deene grouss gehéieren och déi derzou, fir déi d'Utilité publique unerkannt gouf.

Krittäre fir déi verschidde Kategorië sinn d'Zuel vun den Employéen, den Total vum Akommes an den Total vum Aktiv um Enn vum Exercice. Fir d'Stéftung gëllt en gros de Régime comptable vun de groussen Associatiounen, onofhängeg vun hirer Gréisst.

D'Reegele fir d'Kontabilitéit orientéiere sech um Artikel 9 vum Code de commerce a proposéieren, dass mat der Gréisst vun der Associatioun och d'Komplexitéit an déi domadder gewünschten Transparenz vun de Finanzen eropgesat gëtt. Wien eng kleng ASBL huet, brauch also net e Bilan ze maache wéi déi grouss oder wéi en et a sengem Betrib méiglecherweis gewinnt ass.

All ASBL muss eng Kontabilitéit féieren, an déi muss innerhalb vu sechs Méint an der AG approuvéiert ginn an d'Konte muss publizéiert gi wéi bis elo.

Wéi e Régime comptable ass dann elo fir meng ASBL erfuerdert? Wéi gesot, dräi Kategorië gesäit d'Gesetz vir. Déi kleng, an dat sinn déi allermeescht, sinn déi, déi net zwee vun dese Krittären depasséieren iwwer zwee Joer gesinn. Dat ass e wéineg komplizéiert formuléiert, mee ganz kloer ass et awer. Dat sinn déi kleng, déi hu manner wéi dräi Salariéen, also manner wéi dräi Équivalents temps plein, si hu bis zu 50.000 Euro Akommes, an en Aktiv um Enn vum Exercice, wéi gesot, vu bis zu 100.000 Euro. Fir des kleng ASBL geet eng vereinfacht Konta duer mat de Recetten an den Depensen, Avouiren an der Keess, Avouiren op der Bank, d'Unzuel vun de Memberen an de Prozentsaz vun den Transferten an aner EU-Länner respektiv a Länner ausserhalb vun der EU.

Et wäert och e Règlement grand-ducal gi mat engem Schema, wéi d'Recetten an d'Depensen opgelëscht solle ginn. A wann ech hei drop hiweise mat den Transferten ausserhalb vun der EU, dann ass dat och fir eng Partie ASBLen, déi am Beräich vun der Kooperatioun tätég sinn an Zommen an Drëttlänner transferéieren.

Da komme mer zu de mëttelgroussen ASBLen. Dat sinn déi, déi net zwee vun dese Krittären, iwwer zwee Joer gesinn, depasséieren, déi also net méi wéi 15 Salariéen, also 15 Équivalents temps plein, hunn – dat ass schonn eng Entreprise –, déi bis zu enger Millioun Akommes kënnen hunn, déi en Aktiv bis zu 3 Milliounen hunn. Mee hei muss dann eng Kontabilitéit ugeluecht ginn, „conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double“, mat Pertes et profits an engem Bilan. Och hei gëtt et am Règlement grand-ducal e Schema, fir des Konten ze presentéieren.

An dann all déi aner. All déi aner, dat sinn déi grouss ASBLen. Si depasséiere während zwee Joer hannereenen op d'mannst zwee vun dräi Krittären. Dir gesitt, ech kommen ëmmer op zwee Joer hannereenen, well bei enger ASBL kann et emol sinn, dass an engem Exercice op eng Kéier méi oder manner Leit beschäftigt waren, den Akommes aus iergendengem konjunkturelle Grond méi héich war, se fällt awer duerfir net immédiatement vun enger Kategorie an déi aner. Dat gëtt iwwer zwee Joer gestreckt.

Si, déi grouss ASBLen, mussen, wéi gesot, eng Konta hunn, déi konform ass zum Régime comptable vun de Betriber, Artikel 47 vum Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert den RCS an d'Konta an d'Konte vun den Entreprises. Och hei ass de Règlement grand-ducal däitlech, wéi des Konten ze presentéiere sinn. A virun allem mussen déi grouss ASBLen dann och hir Konte vun engem Reviseur kontrolléiere loossen.

Wat sinn dann elo déi nei Restrukturationsméiglechkeete fir d'Associatiounen a Stéftungen? D'Gesetz

vun 1928 féiert a ville Fäll vu Restrukturatiounen de Moment just via eng fräiwëlleg Opléisung, fir eng ugepasste Struktur ze schafen. Et ass nun emol e Fait, dass et am Liewe vun Associatiounen a Stéftungen nei Situatiounen gëtt, wou sech nei muss opgestallt ginn.

Dat neit Gesetz léisst och elo follgend Restrukturationsméiglechkeeten zou, esou fir d'Associatiounen dës:

Eng Association, d'utilité publique oder net, kann elo zu enger Stéftung transforméiert ginn ouni Opléisung an ouni Verännerung vun der Personalitéit juridique.

Eng Associatioun, d'utilité publique oder net, kann och elo zu enger SIS ginn, enger Société d'impact sociétal, och ouni Opléisung a Verännerung vun der Personalitéit juridique.

Eng nei Associatioun kann direkt geschaaft ginn duerch Fusioun oder Absorptioun vun aneren, ouni dass eng Liquidatioun prealablement muss gemaach ginn.

Erlaabt mer e puer Wuert zu de Stéftungen, Titre 3, ab dem Artikel 40. All Personne physique ou morale kann eng Stéftung grënnen, déi via Arrêté grand-ducal muss unerkannt ginn, fir d'Personalitéit juridique als Fondatioun ze kréien op Basis vun hire Statuten.

Fir als Stéftung unerkannt ze ginn, si follgend Krittäre virgesinn: D'Zilsetzung – an dat ass absolutt wichteg, och an enger GAFI-Perspektiv –, d'Zilsetzung muss den Intérêt général hunn, muss en Intérêt général also hunn, also am Sënn vum Allgemengwuel sinn, sief et, ech zielen op: op philanthropeschem, sozialem, reliésem, wëssenschaftlechem, artisteschem, kulturellem, pedagogeschem, sportlechem, therapeutischem oder medico-sozialem, touristeschem, ëmwelt- oder déiereeschüttereschem Plang oder um Plang vun de Mënscherechter, wann déi promovéiert gi sollen. Dat muss d'Zilsetzung sinn, fir kënnen eng Stéftung ze grënnen. An et muss sech ëm eng kontinuéierlech permanent Aktivitéit handelen, also net e „one shot“-Evenement, fir eng Stéftung ze grënnen.

À la base mussen 100.000 Euro en numéraire abezuelt ginn. Eng Stéftung huet weeder Memberen nach Associéien. Och wéi bei den ASBLen ass eng Substance réelle zu Lëtzebuerg gefuerdert. Also keng Coquille vide zu Lëtzebuerg hei opbauen. Dat geet net fir Stéftungen. An et muss e CA do sinn, e Verwaltungsrot mat minimum dräi Administrateuren. Déi fonctionéiere kollegial, an, wichteg, hiert Mandat üben déi Leit gratis aus.

Natierlech kënnen all Courrieren och per Voie électronique gemaach ginn. D'Konta muss, wéi gesot, en partie double gemaach ginn, an d'Konte mussen vun engem Reviseur kontrolléiert ginn. Dës zu de Stéftungen.

Wat d'Stéftungen ugeet, ass och Follgendes méiglech. Eng Stéftung kann ëmgewandelt ginn an eng ASBL, ouni iwwert de Wee vun der Opléisung ze goen an ouni d'Personalitéit juridique ze changéieren. Idem, fir eng SIS ze schafen. An op direktem Wee sinn och Fusiounen oder Absorptiounen méiglech.

Ze soen ass awer, dass esou Restrukturatiounen a puncto Steiere kënnen hir Konsequenzen hunn, jee nodeem. Entweder sinn esou Restrukturatiounen fiskalesch neutral, oder se hu grouss Auswierkungen, wann Der aus enger ASBL eng SIS maacht. Wann zum Beispill Gebailechkeeten am Spill sinn, da kommen nämlech Plus-valuen zudag. Also, all d'Situatiounen, déi kënnen optrieden, mussen vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

D'1928er Gesetz huet virgesinn, dass d'Revenue vun enger Stéftung missten aus hirer initialer Dotatioun

kommen. Dat si mer gewinnt. Eng Stéftung, do huet e gudder Mënsch, e Wohltäter, esou vill Milliounen hanerluecht an dann huet mat de Revenue vun deem Kapital d'Stéftung fonctionéiert. Esou eng Dispositioun ass awer net méi ganz zäitgeméis, zemools wann ee gesäit, wéi d'Wirtschaft fonctionéiert zënter zéng Joer.

De Gesetzesprojet vun haut huet dann och déi initial geplangten Dotatioun vun 250.000 Euro minimum op 100.000 erofgesat. Natierlech dierf dee Betrag och méi héich sinn. Nei am Text ass awer och, dass en Deel vun der Dotatioun ka verbraucht ginn, mee et muss ëmmer en Actif net vu 50.000 Euro bestoe bleiwen. A wann dee méi kleng gëtt, muss entweder frëscht Geld fléissen oder d'Stéftung gëtt opgeléist.

An da féiert d'Gesetz eng administrativ Opléisung an. Et ass nämlech indispensable, dass den RCS e Fichier huet, wou d'Informatiounen aktualiséiert ginn, reegelméisseg. Esou ass am Text virgesinn, dass de Gestionnaire vum RCS dierf d'Mise-à-joure vun den Informatiounen iwwert d'Associatiounen a Stéftungen maachen, mat enger preziser Prozedur, wou et natierlech och méiglech ass, e Recours ze maachen.

Et ass den LBR (ndlr: Luxembourg Business Registers), deen dës Initiativ kann huelen, op Basis vun den zwee follgende Krittären, an déi mussen allen zwee erfüllt sinn: Wann d'Informatioun net bannent sechs Méint à jour gesat ginn ass respektiv gemellt gëtt, dass sech näischt ännere wäert, oder wann am Dossier vun der Associatioun respektiv vun der Stéftung keen Depot an de leschte fënnf Joer oder méi war. Dat heescht, Dir gesitt, Dir gitt net direkt muer gehaangen, mee do gëtt et och nach Delaien.

D'Associatiounen an d'Stéftungen ginn elo staark motivéiert, sech innerhalb vu sechs Méint à jour ze setzen, dat heescht, sechs Méint, nodeems si dozou opgefuerdert goufen. Dës gëtt elo gratis an onkomplizéiert gehandhaabt. D'Äntwerte kënnen nämlech via Internet oder mat Hëllef vum Guichet d'assistance vum RCS erleedegt ginn. Wa keng Äntwert innerhalb vun deem Delai kënnt, da gëtt eng administrativ Opléisung virgeholl, ouni dass eng Liquidation judiciaire opgemaach gëtt.

Ech kommen zu den Avisen. Entschëllegt, dass ech e wéineg méi laang rapportéieren, mee de Projet huet et verdéngt.

Ech ginn elo just kuerz op déi Avisen an, déi no de Regierungsamendementen agereecht goufen, an net op déi, déi mer kruten, nodeems de Rapport ugeholl war. Do krute mer der nämlech och nach véier oder fënnf.

Den Institut des réviseurs d'entreprises huet no engem Plan comptable normalisé gefrot, wéi a Frankräich oder an der Belsch, eng Fro vun Transparenz och am Kontext GAFI. A wat d'Liquidatioun vun Associatiounen a Stéftungen ugeet, analog zu de Sociétés commerciales – mir wäerten och nach zrëckkommen hoffentlech mat deem Gesetz dozou –, froe se sech, ob de Liquidateur net misst e Reviseur sinn. Den Avis vum Ordre des experts-comptables geet an déi selwecht Richtung.

D'Salariatskummer begréisst ausdrécklech d'Regierungsamendementen, well se op vill vun hire Froen a Remarken eng Äntwert ginn. Notamment ass si frou iwwert d'Definitioun vun der ASBL, wou déi zwou Konditiounen, déi ech opgelëscht hunn, net kumulativ mussen erfüllt sinn: keng kommerziell an industriell Aktivitéiten oder kee materielle Benefiss fir d'Memberen ustriewen. An d'Salariatskummer begréisst d'Opdeelung an dräi Kategorien an déi proportionéiert Ufuhrerungen, wat d'Konta ugeet.

D'Handelskummer par contre begrüsst d'Vereinfa- chungen, déi fir si awer net wäit genuch ginn – Stéch- wuert: Simplification administrative –, liese mer do an deem Avis e puermol. Mee si stellt sech weider d'Fro, wat d'Associatioune betrëfft, déi kommerziell Aktivitéiten hunn, an, eng al Fro, an direkter Konkur- renz stinn zu kommerziellen Entreprises, n'est-ce pas?

D'Handwierkerkummer begrüsst eng Rei Aktualisa- tiounen, mee stéisst sech weider um Fait, dass eebe verschidden Associatioune geschäftlech ënnerwee wieren an esou dem Handel an Handwierk Konkur- renz maachen, ëmsou méi, wou se net déi selwecht Contrainten hu bei de Steieren an am Droit d'établisse- ment.

An dann ass déi selwecht Remark, dass d'Charge ad- ministrative géif ze grouss bleiwen. D'Handelskum- mer stellt grondleeënd a Fro, dass elo d'Veräinsliewe misst nei geregelt ginn am Kontext vum Blanchi- ment an dem Finanzement vum Terrorismus, well hinnen nach keen esou e kriminelle Fall bekannt wier. Pardon, dat war d'Handwierkerkummer, déi dat gesot huet.

D'Staatsbeamtekummer seet, dass de Projet sech um belschen Text inspiréiert an net genuch dem Lëtze- buerger Kontext géif entsprechen. Weider beklot se den administrativen Opwand fir d'ASBLen a seet, dass déi dräi Kategorien net ugepasst wieren, gradwéi d'Restriktiounen, wat d'Kontabilitéit ugeet. D'Kummer ass averstanen, dass am Kontext GAFI eng komplett Reglementatioun en matière comptable néideg ass a gerechtfertegt ass, mee stellt a Fro, ob dat ubruecht ass fir déi kleng lokal Associatiounen. D'Iwwerwa- chungskrittäre fir déi net professionell Associatioune misste méi liicht si wéi déi fir déi professionell, seet d'Staatsbeamtekummer och nach.

De Staatsrot, a sengem Avis vum 7. Februar 2023, „prend acte des avis critiques“, wat d'Konta an d'Fi- nanzkontroll ugeet a stellt fest, dass d'Regierungs- amendement deene Kriticke Rechnung gedroen hu mat der Aféierung vun enger Rei Krittären – ech wid- derhuele mech –: d'Zuel vun den Employéen, d'Akom- mes an den Aktiv.

De Staatsrot begrüsst evidemment och, dass eng Rei vu senge Remarque berücksichtegt goufen, mee et wa- ren nach Oppositions formelles do, déi mer aus dem Wee geschaft hunn duerch déi Amendements parle- mentaires. Wéi gesot, mir kruten de 26. Mee Gréng Luucht vum Staatsrot.

Zum Avis vum Mouvement écologique, dee freet, dass d'Problematik an den Encouragement vum Benevolat an dësen Text sollen ageschriwwen ginn, wéll ech just soen, dass d'Fro vum Benevolat net Objet vun dësem Gesetz ass, och wann et eng berechtegt Suerg a Fro ass.

Op d'Avis vum de Sportsfederatiounen an der Fédé- ration des jardins familiaux sinn ech schonns aga- angen. Si hu gefaart, dass dat neit Gesetz et géif schwie- reg oder onméiglech maachen, fir hire Sätz weider zu Lëtzebuerg ze hunn, wann d'AGEN oder d'Aktivitéiten am Ausland sinn. Dat ass schlussendlech net esou an et ass just verlaangt, dass zu Lëtzebuerg, ech widder- huele mech och, déi Substance réelle ass, souwuel u Leit, déi do schaffen, wéi vun der Aktivitéit, awer keng Exklusivitéit ass gefuerdert.

Voilà. Ech hunn et gesot: Ech kommen zum Schluss. Fënnf Avis sinn no der Adoptioun vum Rapport era- gereecht ginn. Se sinn awer och nozeliesen am Dos- sier parlementaire um Site vun der Chamber.

Ech hunn elo dës Punkten ervirgestrach, fir Iech an de Leit, déi eis de Moien nolauschten, de Kader ze ginn, wéi an Zukunft eist Veräins- a Stëftungsliewen zu Lëtzebuerg opgebaut ass.

D'Gesetz huet 78 Artikelen, ënnerdeelt an 10 Titren an x Kapitelen, wou alles am Detail geregelt ass, deen Detail, deen ech Iech awer elo dann hei erspieren.

Ech sinn heimat um Schluss an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe Merci fir d'No- lauschtenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ufänke wéll ech och mat engem ganz, ganz grouse Merci un eise Prési- dent-rapporteur, deen hei eng Herkulesaufgab be- wältigt huet, andeems en e ganz komplexen an detailléierte Projet awer op déi wichtegst Elementer limitéiert huet. En huet dat an enger klorer Sprooch formuléiert, soudatt ech och ka weesentlech méi kuerz a mengen Ausféierungen zu dësem Projet de loi sinn.

De Rapporteur huet higewisen op déi laang Entsee- ungseschicht vun dësem Projet, deen effektiv 2009 mat engem Projet de loi vum Luc Frieden ugefaangen huet an deen dunn aus Gréng, déi een och vläicht bis an den Detail net kennt, eigentlech ganz laang an engem Tirang geschlof huet, an dee schlussendlech, an de Rapporteur huet et virdrun ënnerstrach, 2021 erëm ugefaangen huet, zu frëschem Liewen erwächt ze ginn, wann ech dat esou ka soen, an dee mer dann haut och zu engem glécklechen Enn bréngen.

Ech wéll fir d'éischt emol op d'Noutwendegkeet vun engem neien ASBL-Gesetz hiweisen. Déi Noutwen- degkeet huet schon 2009 bestanen an déi besteet natierlech haut nach vill méi, wann ee weess, dass mer an enger anerer Welt liewen, och haut d'ASBLen zum Deel mat anere Realitéite konfrontéiert sinn a mer haaptsächlech, an d'Justizministes, hoffen ech, wäert eis vläicht och herno e puer Wuert dozou soen, ënner Surveillance vum GAFI stinn, an och de GAFI, mengen ech, huet jo och genau gekuckt, wat mer an dësem Projet de loi géifen zréckbehalen.

Ech maachen och do kuerz eng Klammer op. Ech hu gesinn a gelies, dass dee Rapport vum GAFI jo an- scheinend net allze vill schlecht ausgefall ass, wat mir natierlech expressément och hei begrüssen. Et ass wichtig fir d'Land, et ass wichtig fir seng Finanzplaz, dass mer do net op enger Lëscht gelant sinn. Mir kenne weider nach keng Detailer. Ech géif mer wënschen, dass vläicht d'Madamm Justizministes nach virum Enn vun der Legislaturperiod zumindest eng Kéier kéint vläicht d'Commission de la Justice e bëssen infor- méieren iwwer dat, wat dobäi erauskomm ass.

Ech wéll dann zum Projet selwer kommen. Wéi gesot, ech ka mech do relativ kuerz faassen, well de Charles Margue dat relativ extensiv hei virbruecht huet. Dëse Projet de loi huet effektiv eng ganz Rei ganz positiv Punkten, déi mir natierlech extreem an ausdrécklech begrüssen. Hien huet schon drop higewisen: Hei kéint et zu enger administrativer Vereinfachung op enger ganzer Rei vu Punkten, notament, wat d'Publi- katioun betrëfft vu Memberslëschten, vu Bilanen, vu Budgeten. Dat geet also sécherlech an déi richteg Rich- tung an dat wäert och ville Leit, déi an deenen ASBLen schaffen, trotzdeem hiert Liewe méi einfach maachen.

Da kommen trotzdeem hei och eng ganz Rei vu wichtige Punkten, wat d'Kontroll vu Konte betrëfft. Ech denken do haaptsächlech un déi vill méi grouss

ASBLen. Do ass et wichtig, dass déi kontrolléiert ginn, dass och déi Konten approvüert ginn. Dat ass also sécherlech eppes, wat mir hei nëmme kënne begrüs- sen.

Dann en drëten, ganz weesentleche Punkt fir eis, dat ass, dass déi bal, kann ech soen, onsäglech Prozedur vun der Liquidation judiciaire do duerch eng Disso- lution administrative ersat gëtt. Och dat ass e ganz positiven Aspekt vun dësem Gesetz.

Ech wéll och nach op en anere Punkt opmierksam maachen, wat de Besët vun Immobilie betrëfft. Och do gi mer an eng Richtung, déi weesentlech méi pragmatesch a realistesch ass wéi dat, wat mer bis elo haten.

Dat sinn also alles ganz positiv Elementer, déi mir an dësem Gesetz begrüssen. Allerdéngs kommen ech awer och op déi Punkten, wou mer net ganz zefridde sinn, wat hei am Gesetz festgeschriwwen ginn ass oder éischer net festgeschriwwen ass. An do hu mer haaptsächlech zwee Kritikpunkten, op déi ech awer wéll agoen.

Deen éischte Kritikpunkt ass och scho vum Kolleg Charles Margue kuerz ugeschnidde ginn, dee fënt een och an enger ganzer Rei vun Avisen zréck. Dat ass déi Situatioun, dass eng Rei ASBLen kommerziell Akti- vitéite bedriewen a sech do net un déi selwecht Kon- ditioune mussen hale wéi kommerziell Sociéitéen an Entreprises.

Do gëtt et notament substanzuell Ënnerscheeder, wat den den Droit d'établissement betrëfft. Et gëtt och steierlech grouss Ënnerscheeder. An dat ass trotz- deem eng Aart vu Concurrence déloyale, déi fir déi Leit, déi an deene kommerziellen Entreprisë schaffen, domadder och hiert Liewe verléngen, awer heiansdo net einfach ass. An do gëtt et jo awer och de Prinzipp vun der Gläicheit souwuel vun de Personne-phy- sique wéi vun de Personne-morale virum Gesetz. An dat ass hei op enger ganzer Rei vu Punkten net er- fëllt. An duerfir deele mir och déi Bedenken, déi do geäussert gi sinn. An ech weess, dass och ee Moment do anscheinend an der Diskussioun war, e separat Gesetz ze maachen, dat effektiv d'ASBLen betrëfft, déi esou kommerziell Aktivitéite maachen.

Mir géifen eis op jidde Fall wënschen, Madamm Jus- tizministes, mee dat wäert sécherlech an dëser Le- gislaturperiod net méi geschéien, dass dann eventuell eng nächst Regierung, wien och ëmmer doranner vertraueden ass, sech awer eng Kéier deem Punkt do unhëlt, well dat ass wierklech eppes, wat net einfach esou ka virgoen. An ech kéint Iech elo ganz vill Bei- spiller gi vun esou ASBLen.

Ech wéll och direkt hei soen, dass déi ASBLen do eng wäertvoll Aarbecht maachen. Et geet also iwwerhaupt net drëm, dass mer déi ASBLen net brauchen, nach, mengen ech, muss een awer kucken, dass do trotz- deem eng Ugläichung kënt vun de Konditiounen. An dofir ass dat, wéi gesot, och e substanzuelle Kri- tickpunkt, dee mir par rapport zu dësem Projet de loi hunn.

Dann en zweeten, an dat ass eigentlech e bësselchen d'Kontradiktioun vun dësem Projet de loi, deen op där enger Säit eng Simplification administrative mécht, op där anerer Säit awer erëm eng Rei vun zousätzleche Formalitéiten den ASBLen an haaptsächlech hire ganz villen engagéierten a wäertvolle Mataarbechter impo- séiert. An ech denken hei ganz besonnesch un déi kleng ASBLen.

Mir begrüssen, dass hei eng Differenziatioun ge- maach ginn ass zwëschent verschiddene Gréisste vun ASBLen, mee trotzdeem stelle mer awer fest, dass et natierlech besonnesch déi kleng sinn, déi ganz vill

Problemer hunn, fir ëmmer hiren Obligatiounen do nozekommen. An ech muss soen, datt net duerch dëst Gesetz eleng, mee och duerch en aner Gesetz, dat mer warscheinlech an deenen nächsten zwou, dräi Wochen och nach wäerte stëmmen, den RBE, trotzdem erëm eng Rei vun zousätzleche Formalitéite wäerte kommen. Do kommen och Sanktiounen – ech wëll net op dee Punkt elo agoen, dat wäert ech maachen, wa mer iwwert dee Projet schwätzen –, Sanktiounen, déi dann och wäerten déi Leit, déi an ASBLe schaffen, le cas échéant, betreffen, wa se sech dann net 100%eg un déi Oplage vum RBE-Gesetz halen.

Dat ass also eppes, wat eis, wéi gesot, vill manner gutt gefält hei an deem Gesetz. A mir hätten eigentlech léiwer gehat, do wäeren e bësselche manner Obligatiounen a Contrainté festgeschriwwen ginn, nottamment fir ganz kleng ASBLen, well et ass emol net nëmmen déi Méiaarbecht, déi ville Leit Suerge mécht, mee dat ass och en zousätzleche Käschtepunkt, deen zum Deel op déi ASBLen do zoukënt.

Dann, Här President, an dat wäert dann och mäi leschte Punkt sinn, deen awer net onweesentlech ass: Mir schwätzen haut iwwert d'ASBLen. D'ASBLe géifen awer net fonctionéieren ouni déi Dausende vun engagéierte Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi déi ASBLen iwwerhaupt um Liewen erhalen. An ech mengen, mir alleguerten, oder déi allermeescht vun eis, sinn och iergendwéi an ASBLen aktiv. A mer wëssen, wéi haart heiansdo déi Aarbecht vun deene Leit ass, déi och net ëmmer déi richteg Unerkennung an eiser Gesellschaft an haaptsächlech och d'Unerkennung vum Staat kréien.

Ech weess elo, datt ech geäntwert kréien, an de Rapporteur huet dat virdu scho gesot, datt dat elo net den Objet vun deem Gesetz ass. Ech stellen awer och fest, datt net ganz vill geschitt ass an deene leschte Méint a Jore vun dëser Regierung, wat d'Ënnerstützung vun deenen Dausende vun Fräiwëlleger betrëfft an den Associatiounen. An Dir kritt, wéi mir och alleguerten, vill exzellente Avise vun den Associatiounen, déi sech zum Deel och hei an den Avise vun deenen Associatiounen erëmfannen, wou eng ganz Rei vu gudden Propositione gemaach ginn, wéi een eng besser Unerkennung vun deem Benevolat kéint kréien. Do gëtt et Modeller. Ech huelen dee belsche Modell, wou een zum Beispill, wann een eng Indemnitéit kritt, déi déi reell Fraisen duerstellt, déi een huet, wann een an enger ASBL schafft, déi ka steierlech ofsetzen.

An anere Länner gëtt et Modellen, wat zum Beispill d'sozial Protektioun vun deene Leit betrëfft, och d'Assurancen. Et si ganz vill Associatiounen, wat mer eigentlech kënnen ënnerstëtzen, déi sech erëm géife virstellen, datt een ee Conseil supérieur du bénévolat géif en place setzen. Do sinn also ganz vill ganz gutt Iddien, déi an eiser Gesellschaft a bei deenen Associatiounen bestinn. A mir regrettéieren e bëssen, datt do wierklech net schrecklech vill an deene leschte Méint a Jore passéiert ass.

An duerfir wäert ech och hei am Numm vun alle Fraktiounen aus der Opposition eng gemeinsam Motion deposéieren, wou mir nach eng Kéier froen, datt wierklech gekuckt gëtt, wéi een déi extreem wäertvoll Aarbecht, wéi gesot, vun deene ganz, ganz ville Mënschen an den ASBLen awer besser kann unerkennen. Ech ginn och hei, oder mir ginn och hei an der Motioun eng Rei vu Pisten a mir froen dann och, datt effektiv d'Regierung déi Pisten do analyséiert. An dat wäert dann, wéi gesot, sécherlech och fir déi nächst Regierung sinn, an déi kritt dann, wann Der déi Motioun do stëmmt, och schonn eng nächst Hausaufgab.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech Iech soen, datt mir eis ganz laang driwwer beroden

hunn als CSV-Fraktioun, ob mer dann elo dëse Projet de loi géife stëmmen oder net.

Ech hunn Iech gesot, et sinn eng Rei vu ganz positiven Elementer dran, et sinn awer och eng Rei vu Kriticken, déi ech elo hei virbruecht hunn.

En résumé si mer awer zu der Konklusioun komm, datt déi positiv Elementer iwwerwiegen. An dofir bréngen ech Iech dann och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet an ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelasschert hutt.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations qui est à l'ordre du jour de la séance publique du 28 juin 2023 et dont l'objectif est de procéder à une refonte du droit des associations et fondations pour préciser, adapter et simplifier les dispositions existantes ;*

– *considérant qu'il est important de saisir l'occasion du contexte du projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations pour soutenir la promotion du bénévolat ;*

– *considérant que le bénévolat dans le monde associatif devrait être davantage valorisé ;*

– *rappelant que certaines études sur le bénévolat ont déjà été conduites, notamment pour formuler des recommandations pour sa promotion et valorisation ;*

– *considérant que le Conseil supérieur du bénévolat, qui avait été créé en 2002 par le Gouvernement, devrait être remis en activité avec des représentants actifs qui veulent s'engager pour le bénévolat ;*

– *considérant que le bénévolat devrait être couvert par la protection sociale, notamment en cas d'accident ;*

– *constatant qu'en Belgique, certaines indemnités octroyées à des bénévoles (par exemple les indemnités de défraieusement pour les frais réels) ne sont pas imposées,*

invite le Gouvernement

– *à analyser les pistes pour faire bénéficier les bénévoles d'une protection sociale et de certains allègements fiscaux, et explorer toute autre piste qui serait susceptible de promouvoir et valoriser le bénévolat.*

(s.) Laurent Mosar, Marc Goergen, Elisabeth Margue, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ASBLen an d'Fondatiounen hunn eng immens wichteg Roll an eiser Gesellschaft. Ech denken un de Sport, un d'Musek, d'Kultur, awer och ONGen, déi hiren Deel an eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen hunn.

Wann et ëm de Stellwäert vum Sport, der Musek, der Kultur an den ONGen an eisem Alldag geet, dann ass et kloer, dass ASBLen a Fondatiounen, déi oft d'Struktur an dëse Beräicher stellen, och en adaptéierte Kader brauchen. D'Gesetz, dat aktuell en vigueur ass, ass à la base vun 1928, also bal 100 Joer al.

Wann ee bedenkt, wéi sech eis Welt verännert huet, ass et evident, dass esou e wichteg Gesetz och un déi haiteg Zäit muss ugepasst ginn. Dowéinst begrëssen ech och am Numm vun der Demokratescher Partei, dass haut dëse Gesetzesprojet zum Vott virläit, deen den ASBLen a Fondatiounen en neien, moderne Kader gëtt.

D'Zil vun der Legislatioun ass et, en zolitte Kader ze schafen, an deem d'ASBLen an d'Fondatiounen schaffe kënnen, deen nottamment bestëmmt, wéi se opgestallt a strukturéiert sinn, wéi se Donen unhuelen an deelweis ofsetze kënnen a wat déi verschidde Responsabilitéite sinn.

De Projet de loi ziilt drop of, Upassungen a Prezisiounen ze maachen, wou néideg, ze vereinfachen, wou méiglech, an Dispositiounen ze sträichen, wa se net méi uwendbar sinn. Dank de Prezisiounen an Ännerungen aus deemem Gesetzesprojet ginn d'Sécurité juridique an d'Transparenz gestärkt. An enger Rei Aspekter geet den Text konkret op d'Fuerderungen aus de concernéierte Secteuren an. An deem Sënn ass de Projet och zweemol amendéiert ginn, fir de verschidde Avise Rechnung ze droen.

Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Dat war e bëssen Aarbecht. Ech mengen, Dir hutt jo och e bësse méi Zäit gebraucht, mee déi 25 Avisen ze resüméieren an d'parlamentaresch Aarbecht, do war och vill dozou ze soen.

Ech kann och selwer wéinst der Envergure vun dem Projet selbstverständlech net op alles agoen, mir ass et awer wichtig, e puer Punkten ervirzehiewen, déi mir och schonn an de Kommissiounssitzungen ugeschwat hunn. Ech ginn dobäi, d'selwecht wéi och de Rapporteur et haaptsächlech gemaach huet, vun den Amendements gouvernementaux aus, déi vun der aktueller Regierung am Juli 2021 geholl goufen. An dësen Amendementer sinn e puer Dispositiounen an de Projet de loi komm, déi dozou déngen sollten, dass et keng reng Bréifkëschtenassociatiounen oder Bréifkëschtfondatiounen zu Lëtzebuerg sollt ginn.

Et gouf virgesinn, dass d'Aktivitéite vu Lëtzebuerger ASBLen a Fondatiounen „de manière substantielle“ missten zu Lëtzebuerg exzerziert ginn, dass d'Reuniounen vun de Conseils d'administration missten zu Lëtzebuerg stattfannen an och d'Assemblée-généralen hei am Land missten organiséiert ginn.

Och wann d'Objektiv vun dësen Amendementer richteg war, nämlech fir den Ankrage vun dësen Associatiounen a Fondatiounen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, sou hunn dës Amendementer awer d'Organisatioun an de Fonctionnement vun enger Rei vu bestoenden Associatiounen a Fro gestallt.

Ech selwer hat dowéinst an der Justizkommissioun d'Situatioun vun europäesche Sportsfederatiounen ugeschwat, wou ech als Beispill déi Europäesch Dëschtennisunioun an d'Confédération européenne d'escrime genannt hat, déi aktuell hei zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn. D'Europäesch Fechtfederatioun huet selwer och en Avis eragin. Anerer haten d'Situatioun vun den ONGen ugeschwat a mir kruten zum Beispill och nach en Avis vun der Fédération internationale des jardins familiaux.

All dës Federatiounen hunn hire Sëtz an hir alldeegeleche Aktivitéiten zu Lëtzebuerg, mee si organiséieren och international Manifestatiounen a Kompetitiounen respektiv hu Reuniounen a virun allem Kongresser am Prinzip parallel zu Manifestatiounen a Kompetitiounen am Ausland. Dës Federatiounen profitéieren dann nämlech dovunner, fir hir Assemblée générale ofzehalen, wann all d'Memberen aus verschidde Länner beienee sinn.

Déi genannten Amendementer, déi den Ankrage zu Lëtzebuerg ënnersträiche wollten, hunn dohier bei dëse Federatiounen fir eng gewëssen Onrou gesuert. Fir si ass et net machbar, dass all Evenementer, Tournoien, Championnater, Kongresser missten zu Lëtzebuerg ofgehalen ginn. An et wier och net am Sënn vum Sport an den anere concernéierte Beräicher, wann

dës Federatiounen als Konsequenz vun esou Oplage missten hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ganz ophalen.

Ech sinn dowéinst frou, dass dës Bedenken op oppen Quere getraff sinn, soudass eng Rei Amendementer an deem Sënn uegholl konnte ginn.

Den Ankrage mat Lëtzebuerg gëtt elo am Text assuréiert, andeems d'Aktivitéite vun den ASBLe gradewéi de Fondatiounen eng Substance réelle mussen zu Lëtzebuerg hunn, ouni dass d'Reunioun vum dem Conseil d'administration oder d'Assemblée générale d'office mussen zu Lëtzebuerg stattfannen. Domat si mer och en ligne mat dem Ankrage réel, Ankrage certain zu Lëtzebuerg, dee vun der Cour administrative an engem rezenten Arrêt vun 2022 exigéiert gouf. Mat dem administrative Personal, dat fir déi ugeschwaten international an europäesch Federatiounen a Büroen zu Lëtzebuerg schafft, ass hir Substance réelle, also hiren Ankrage zu Lëtzebuerg nogewisen, soudass dës ASBLen och weiderhin ënnert dem neie Gesetz kënnen besteie bliwen.

En zweete Punkt, deem ech och an der Kommissioun kuerz ugeschwat hunn, sinn déi nei Kontabilitéitsreegelen fir ASBLen. Ee vun den affichéierten Ziler vum Projet ass et jo, d'administrativ Vereinfachung virunzebréngen. An enger ganzer Rei Punkte geléngt dat och. Fir verschidden ASBLe wäerten d'Kontabilitéitsreegelen awer méi contraignant ginn, virun allem well elo och extern Kontrolle vun der Kontabilitéit bei gréisseren ASBLe mussen gemaach ginn. Dës si mat héije Käschte verbonnen. Zu deem kënn, dass dës Contrôle muss vun engem Réviseur d'entreprise gemaach ginn, Experts-comptables goufen hei ausgeschloss. Och dat ass eng zousätzlech Aschränkung.

An deem Kontext begrësse mir awer, dass de finalen Text dräi verschidde Kategorië vun ASBLen definéiert mat verschiddene Reegelen, déi der Gréisst vun der ASBL an hire Konten uegëpasst sinn. Eng ganz Rei Acteure fuerderen awer weider, dass d'Revenu-seuile vun den eenzelne Kategorië gehewe ginn. Esou kann aktuell zum Beispill eng ASBL ab 50.000 Euro Revenu schonn als mëttelgrouss gëllen. Hei muss ee bedenken, dass een dës Montant relativ séier an engem Joer iwwerschratt huet. Fir dann direkt nach weidere Reegelen ze ënnerleien, ass eng zousätzlech Belaaschtung fir déi concernéiert Associatiounen.

Wat d'Finanzen ugeet, ass d'Zil awer kloer. Et geet drëm, dass eng Kontroll do ass, wat och gutt ass, an dass Abusen evitéiert gi respektiv dass géint esou Abusen och ka virgaange ginn. Dobäi mussen mer an eisen Aen ëmmer awer och de Proportionalitéitsprinzip am A behalen.

En drëtte Punkt, deem ech nach uschwätze wëll, ass d'Kreatioun vun enger Fondatioun am Kader vun enger Ierfschaft. Eng Fondatioun kann nämlech iwwer en Testament geschaf ginn. De Projet gesäit vir, dass eng Fondatioun muss mat 100.000 Euro cash dotéiert ginn, fir gegrennt ze ginn. Dozou hunn ech an der Kommissioun d'Fro opgeworf, ob d'Starkapital vun enger Fondatioun net awer kéint ënner 100.000 Euro Liquiditéit leien, wann zum Beispill an enger Ierfschaft och eng oder méi Immobilie mat abegraff wieren, déi méi wéi 100.000 Euro wäert wäeren.

Et huet mir am Ufank gelunge geschéngt, dass, wann am Kader vun enger Ierfschaft vu wäit iwwer 100.000 Euro Patrimoine eng Fondatioun soll gegrennt ginn, dat net geschéie kann, well net genuch Liquiditéit disponibel ass. Eng zousätzlech Fro war dann, wat an deem Fall mam Patrimoine geschéie géif an ob en Notaire misst en Don un esou eng Fondatioun autoriséieren.

Mir kruten an der Kommissioun erkläert, dass eng Immobilie net als Ersatz fir déi Zomm vun 100.000

Euro gëllt, well et d'Zil ass, d'Fonctionnement vun der Fondatioun vum éischten Dag un ze garantéieren. Et wier net d'Zil vun enger Fondatioun, fir e Patrimoine ze accumuléieren, mee et geet drëm, d'Cause vun der Fondatioun no vir ze bréngen. Dat ass och duerchaus richtig.

Doriwwer eraus krute mir erkläert, dass d'Grënnung vun enger Fondatioun iwwer eng Ierfschaft selten ass an dass an deem Fall normalerweis en Affekot oder en Notaire ëm Rot gefrot gëtt, deem dann iwwerpräiwe soll, dass déi 100.000 Euro op engem Bankkonto blockéiert sinn.

Wann dat net de Fall ass, da wäert d'Fondatioun net kënnen geschaf ginn an d'Ierfschaft gëtt dem Droit commun no ofgewéckelt.

Menger Meenung no ass déi Konditioun vun den 100.000 Euro awer relativ restriktiv, zemoos wann ee bedenkt, dass et jo eng ganz Rei Wäertinstrumenter gëtt, déi dach relativ liquid sinn, an dass eng Person, déi bereet ass, op Basis vun hirer Ierfschaft eng Fondatioun ze grënnen, net onbedéngt deen Opwand op sech huele wëll, fir zu Liefzäiten dës Zomm opzedreiwen. Schlussendlech kann et aus reng finanzieller Siicht Sënn maachen, de Patrimoine esou strukturéiert ze loosseren an net fréizäiteg en Deel ze verkafen.

Mir begrëssen awer, dass d'Zomm vun 250.000 Euro initial am viregten Text op 100.000 Euro erofgesat gouf, wat schonn e wichtege Schrëtt an déi richtig Richtung ass. En drët der ekonomescher Realitéit vun haut Rechnung an allegéiert esou och d'Konditiounen, fir eng Fondatioun ze grënnen.

Ofschlëssend sinn ech frou, dass dat bal 100 Joer aalt Gesetz mat dësem Projet de loi iwwerschaaft gëtt. Et waren eng ganz Rei Dispositionen einfach net méi zäitgeméiss. Dank den Amendementer gouf enger ganzer Rei Umierkung Rechnung gedroen. An der Praxis wäert sech weisen, wéi déi nei Reegelen sech effektiv op d'Federatiouns- a Veräinslieden an och op d'Fondatiounen auswierke wäerten.

D'Associatiounen an d'Fondatiounen spillen eng wichtige Roll an eiser Gesellschaft an et ass eis Aufgab, derfir ze suergen, dass si en zolitte legale Kader fir hir Aktivitéiten hunn. An Zukunft wäert sech weisen, wéi eng Evolutiounen nach op eis duerkommen, wou nach vläicht nogebessert muss ginn, an da wäert dat och gemaach ginn.

Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Hartmann. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här Präsident. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir d'éischt emol e ganz grouse Merci un de Rapporteur Charles Margue fir dee ganz detailléierte mëndleche Rapport, de schréftleche Rapport natierlech och. Dat erméiglecht mer et, fir mäi Bäitrag hei vill méi kuerz ze halen, desto méi, wou ech mech och bei ganz villen Aussoe kann u meng Virriedner uschlëssen.

Wien ASBL seet, denkt u Benevolat an domadder den Asaz vun all deene Leit, déi hiert Wëssen an hir Zäit hiergi fir eng Cause oder eng Organisation.

D'Benevolat ass eng fräiwëlleg Decisioun, déi um perséinleche Wonsch berout, fir eppes Guddes ze maachen, en Akt vu bedingungsloser Nächsteléift. Eng ASBL ass déi juristesche Struktur, déi genee déi Leit regruppéiert, déi an engem gemeinsamen

Interessi schaffen. Et ass ze begrëssen, dass et bei dësem Gesetz drëms geet, déi aktuell gesetzlech Dispositionen iwwer d'ASBLen an och d'Fondatiounen ze vereinfachen an un déi aktuell Besoinen ze aktualiséieren an natierlech ze preziséieren.

No laangen Aarbechten, déi mam Depot vum initialen Text 2009 ugefaangen hunn – et ass elo schonn e puermol drop higewise ginn – an iwwer eng Souskommissioun vun der Justizkommissioun laang weidergefuert gi sinn, kënnen mir haut de Gesetzesprojet 6054, deem eng Reform vun den ASBLen a Fondatiounen ëmsetze soll, endlech ofstëmmen.

Zousätzlech setze mir awer och de Koalitionsaccord vun 2018 weider ëm, an deem mir eis verpflichtet haten, fir d'Gesetzeslag bei den ASBLen an de Fondatiounen ze vereinfachen a fir eng zousätzlech Transparenz ze schafen, fir de gudden Fonctionnement vun dësen Strukturen ze garantéieren.

Dës zwou Personalités juridiques ginn allebéid vum Gesetz vun 1928 regéiert, dat déi leschte Kéier 2017 à jour gesat ginn ass. An dëst war awer nëmme eng punktuell Modifikatioun, déi et erméiglecht huet, fir d'ASBLen, déi en öffentliche Interêt verfolgegen, kënnen als ASBL d'utilité publique unzeerkennen. Kleng Upassung ginn net duer. Duerfir stëmme mir haut iwwer eng grouss Reform of.

Bei esou engem ale Gesetz war et un der Zäit, ganz, ganz viles unzegoen, besonnesch wann ee bedenkt, dass d'ASBLen an d'Fondatiounen sech weiderentwéckele mussen, fir den aktuelle Besoin mat vereinfachte Prozeduren a Grënnungen nozekommen.

Zousätzlech ass awer d'juristesche Sécherheet fir dës Strukturen am Text eng Haaptinnovatioun. Et ass méiglech, dass eng ASBL oder eng Fondatioun sech restrukturéiert, ouni sech mussen opzeléisen, well et kann ëmmer emol nees zu neie Situatiounen oder Erausforderungen kommen, un déi sech d'Struktur muss upassen. Duerch déi verstärkte Sécherheet hu si méi Fräiraum, sech esou opstellen, wéi et hinnen och am beschte passt.

Ee Punkt ass d'Transparenz, och an dësem Text. Dës gesäit dowéinst en neie Régime comptable vir, deem d'Associatiounen an dräi Kategoriën deelt. An an deem Kontext ass d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics der Meenung, dass awer och déi nei Kontabilitéit e ganz groussen Opwand fir d'Associatiounen duerstellt, wéinst de Publikatiounen an och dem Contrôle vun de Konten. Dat muss sech natierlech duerno och an der Praxis weisen.

Déi gewënschten Transparenz kënn iwwerens aus der achter Recommandatioun vum GAFI – et ass schonn haut de Moien drop higewise ginn –, dee verlaangt, dass all Land déi néideg legal Dispositionen hëlt, fir ze verhënnern, dass zum Beispill d'Finanzéierung vum Terrorismus oder och soss iwwer non-profitabel Organisationsen méiglech ass. Lëtzebuerg ass awer och virduer net inaktiv bliwen an huet zum Beispill mam Gesetz vun 2019 iwwer den RBE – Registre des bénéficiaires effectifs – festgehalen, dass ganz vill Entreprises esouwéi och ASBLe mussen hir effektiv Beneficiairen an dee Register androen.

Eng kleng Klammer dozou. All dës Beméiungen hunn als Resultat, dass de GAFI bei senger aktuellster Visitt zu Lëtzebuerg mat eis zefridde war a Lëtzebuerg wuel net méi wéi nach virun e puer Joer respektiv vun 2010 bis 2012 op der groer Lëscht vum GAFI lant. Elo si mir just nach op de finale Rapport gespaant a wat fir Verbesserungsvirschléi de GAFI nach fir eis huet.

Zréck awer zu eisem Projet. Eng Innovatioun ass d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation, déi mat dësem Text och elo fir d'ASBLen an

d'Fondatioune méiglech ass. D'Prozedur ass 2022 gestëmmt ginn an ass den 1. Februar 2023 a Kraaft getrueden, soudass mir déi hei kënnen iwwerhuelen.

Dës Prozedur ass virun allem wichteg, fir datt de Sociétésregëster, den RCS, ëmmer à jour ass an net nach sougenannten eidel Strukturen mat sech schleeft. Eng ASBL kann also ouni grouss Liquidatiounsprozedur opgeléist ginn, wa se net méi hir Donnéeën an de leschte sechs Méint à jour gesat huet oder wa si zanter fënnef Joer keen Dossier méi beim RCS deposéiert huet. Fir den RCS ass dëst immens effikass, well den administrativen Opwand, d'Associatiounen opzufuerderen, hir Donnéeën an engem gewëssenen Delai ze liwweren, ass riseg.

Stéchwuert: administrativen Opwand. E grouss Punkt vun dësem Gesetzestext ass d'Vereinfachung vum administrativen Opwand an der Charge fir d'Associatiounen an d'Fondatiounen. Déi kleng an och déi mëttel Strukturen, also déi net personell a finanziell am beschten opgestallt sinn, sinn déijéineg, déi am meeschten ënnert dem Anhale vun dëser strenge Konditioun gelidden hunn. A genee hinne soll een entgéintkommen.

D'Vereinfachung soll bei der Constitutioun souwéi um Niveau vun der Gestiou geschéien. D'Konditiounen, déi mussen erfüllt ginn, gi méi labber gemaach, fir esou den Associatiounen vill Drock ewechzehuelen an eng Constitutioun ze erméiglechen.

Esou wéi d'Chambre des Salariés et an hirem Avis seet: Ze vill Obligatiounen riskéieren, d'Liewe vun den ASBLen ze zerstéieren. Dat ass genee dat, wat jo awer soll verhënnert ginn.

Dësem Problem si sech vill vun den Acteure bewosst, déi Avisen zu dësem Text ofginn hunn. Esou kënnst un engem gemeinsamen Avis vu verschiddeenen Organisations, wéi zum Beispill der Agence du bénévolat, vun 2009 eraus, datt vill Associatiounen zum Beispill mat Interpretatiouns- an Iwwersetzungsäschten ze kämpfen hunn. Duerch dee wichtege Rôle, deen d'ASBLen an och d'Fondatiounen am interkulturellen Dialog anhuelen, misst een hinnen dobäi awer onbedéngt hëllefen.

Dëst Zil verfollegt de virleiden Text vehement. Zum Beispill ass d'Flicht, allJoers eng Lëscht vun de Membere vun enger ASBL beim RCS ze deposéieren, suppriméiert ginn. Elo geet et duer, datt d'Associatioun eng aktualiséiert Lëscht vun hire Membere bei hirem offizielle Sëtz hält. Esou ass eng Kontroll nach méiglech, ouni datt ee vun de Verantwortlechen déi ganz technesch an administrativ Prozedur beim RCS ofschléisse muss.

Net nëmme si vill Chargen awer einfach vun der Zäit hir opwenneg, et ginn och ganz vill informatesch Erausforderungen, déi net jiddweree meeschtere kann, besonnesch well vill ASBLen jo mat Benevole funktionéieren, déi wuel ganz vill Kompetenzen hunn, mee wou den Zäitopwand et einfach net méi hiergëtt.

Zu Theema Benevolat hu vill Associatiounen eng staark Meenung. Zum Beispill seet d'Chambre des Métiers an hirem zousätzlechen Avis vun 2022, dass dat benevolut Engagement soll promovéiert an net duerch zousätzlech Obligatiounen an der Kontabilitéit zum Beispill discouragéiert ginn, besonnesch well dës Obligatiounen demesuréiert wiere par rapport zu de finanziellen Aktivitéiten, déi verschidde Strukturen hunn.

Als LSAP sti mir fir e staarkt Benevolat an eiser Gesellschaft. Persounen, déi sech bedingungslos engagéieren, sollen all Ënnerstützung kréien, déi si brauchen. Eis Gesellschaft brauch esou Leit, an dat ëmmer méi. Hinne géllt eise volle Respekt.

Aus all dëse Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, kann ech a wäert ech a wëll ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, och ech soen am Numm vun der ADR dem Charles „Herkules“ Margue Merci fir säi Rapport. Et war wierklech eng Herkulesaarbecht, wéi de Laurent Mosar dat richteg genannt huet. An erlaabt mer einfach nëmme, mech op déi wéineg positiv an déi ganz vill negativ Punkte vun dësem Text ze fokusséieren.

Dat Alleréischt ass de positive Punkt, datt déi Lëscht vun de Membere elo net méi muss deposéiert ginn. Dat war souwisou och an der Praxis net méi de Fall. Dat war en désuétude gefall. Kee Mënsch huet dat méi gemaach. Elo also muss just nach déi Memberslëscht gehale ginn, an dat gëtt jo souwisou gemaach. Ech mengen, all Veräi weess, wie seng Membere sinn, an huet iergendwou an engem Tirang oder an engem Excel-Sheet d'Lëscht vun de Membere.

Da wollt ech och ervirsträichen, wéi wichteg datt et ass, datt d'Zivilgesellschaft sech heiansdo amëschet. Ech muss éierlech soen, datt ech virun dësem Text nach net wusst, datt et eng Fédération internationale des jardins familiaux géif ginn. Mee datt déi Leit sech da mellen a soen: „Hallo, Dir maacht eis d'Liewen onméiglech mat deem Text do“, genau wéi och d'Fechtfederatioun dat gemaach huet, dat fannen ech immens gutt a wichteg an dat sollte vläicht méi oft concernéiert Leit, concernéiert Firmen, concernéiert Veräiner maachen, wann Texter kommen, déi an der Praxis ganz einfach net uwendbar sinn, ouni hir Existenz ze gefäerden. Well genau dat wier geschitt. Déi dote Confederatioun wier et hei am Land net méi ginn, wann déi sech net gemellt hätten an net gottseidank op se gehéiert gi wär.

Da mäi gréissten negative Punkt, an do fokusséieren ech mech op dat Finanziell, dat ass, wat hei kleng ASBLen genannt gëtt. Also déi ganz kleng ASBLen, déi manner wéi 50.000 Euro Revenu hunn an 100.000 Euro Avoir respektiv dräi Leit schaffen hunn, déi kënnen virun eng normal Comptabilité de caisse maachen, esou wéi mer et haut kennen a wéi et an all Veräin, an all Duerfveräi gutt funktionéiert. De Caissier bezitt seng Facturen, en dreift seng Cotisatiounen an. Um Enn vum Joer virun der Assemblée générale setzt e sech zesumme mat sengen zwee oder méi Keesse-revisuren. Et gëtt gekuckt, datt dee Mann oder déi Fra hir Aarbecht propper gemaach huet. An der Assemblée ginn d'Keesserevisuren d'Decharge, d'Assemblée générale gëtt d'Decharge an domadder ass et gehalen.

Dat ass an Zukunft net méi esou. Souguer déi ganz kleng mussen an Zukunft uginn „le pourcentage des transferts de fonds vers les autres pays de l'Union européenne [...] et en dehors de l'Union européenne“. Firwat? Firwat muss en, allez, de klengste Veräin, de Spuerveräin, deen an Däitschland Nappe bestellt fir seng Joresversammlung, firwat muss deen elo do e Prozentsaz uginn, wéi vill Prozent vun hirem Émsaz dat Joer an Däitschland gefloss sinn? Et ass absurd.

An dann, wat heescht hei kleng? Ganz vill Duerfmu-seken hu méi Recetté wéi 50.000 Euro d'Joer. Ganz vill Fußballveräiner hu wäit méi Recetten, kleng Duerfveräiner hu vill méi Recetté wéi 50.000. Avoiren 100.000. Ma e Museksveräin, deen huet Instrumenter. Ech hunn der selwer genuch a mengem Liewe gesponsort, fir ze wëssen, wat dat kascht.

All normal Musek, déi gutt funktionéiert, huet méi Avoir wéi 100.000 Euro. Déi Leit, déi mussen an Zukunft eng voll Comptabilité commerciale maachen en partie double.

Elo gëtt hei geschwat vum Benevolat, d'Benevole gi gelueft. Ma wou soll dann e Benevollen eng Comptabilité commerciale kënnen féieren, à moins datt e Kontabel ass. Dat heescht, à moins datt ech als Veräin elo e Kontabel fannen, dee seng Zäit gratis hiergëtt, fir déi dote Kontabilitéit ze féieren, muss ech een engagéieren. A léif Kolleegen, dat kascht Geld. Dat kascht Geld, wat da feelt fir dem Veräi seng eigentlech Aktivitéit, fir seng Musek, fir säi Fußball, fir säi wat och ëmmer. Ass dat richteg? Firwat déi absolutt minimalst Krittären do vu 50.000 an 100.000? Hätt een do net kënnen eppes méi Rasonabeles maachen? Datt e grousse, e ganz grouss Veräi muss auditéiert Bilanen hunn, domadder ass all Mënsch d'accord. Ech mengen, wa Milliounen gedréint ginn, natierlech braucht de en auditéierte Bilan. D'ailleurs brauchen déi Veräiner dat souwisou en vertu vun hiren Obligations internationales.

E grousser Fußballveräin, deen eng UEFA-Lizenz huet, muss souwisou haut scho vun engem Reviseur auditéiert Bilanen hunn. Dat ass esou. Dogéint huet och kee Mënsch eppes. Mee hei geet et ëm déi Mëttelschicht an et geet ëm déi ganz kleng Kleng, déi strize gedoe ginn, an et geet ëm déi ganz grouss Mëttelschicht hei vu kleng Veräiner, déi Dir hei mëttel nennt an déi an Zukunft Obligatiounen operluecht kréien, déi net méi normal sinn. An eleng dat ass schonn e Grond, fir géint dat Gesetz hei ze stëmmen.

Da wollt ech awer och nach op eppes agoen, wat de Laurent Mosar gesot huet iwwert d'kommerziell Aktivitéiten a wat mer, éierlech gesot, Angscht mécht. Selbstverständlech ass eng ASBL jo net do, fir kommerziell Aktivitéiten ze hunn. All ASBL huet awer d'office kommerziell Aktivitéiten. Si verkeeft Wirschtercher. Dat ass Horeca. Jo verlaange mer dann elo, datt déi Veräiner een hunn, deen déi Qualifikatioun huet an Zukunft? Soll dat d'Zil sinn?

E Veräi keeft a verkeeft Merchandising. Brauche se dann elo eng Autorisation de commerce duerfir an der Vue, wéi den Här Mosar se hei duerstellt? Also dat mécht mir Angscht, wann dat dote soll d'Zukunft si vum Veräinsliewen.

Mir sollten d'Veräinsliewe vereinfachen, mir sollten et méiglech maachen an net nach méi Steng an de Wee leeën. An da schlussendlech den RBE, just well en hei vun all Mënsch ugeschwat ginn ass, quitte datt dat heite jo elo net ëm den RBE geet. Dir kënnst Iech erënnere virun e puer Méint, wéi d'Police bei d'Leit heem schelle gaangen ass: „Dir hutt Ären RBE, Äre Registre des bénéficiaires économiques nach net agereecht!“ Iergendwellech kleng, mini kleng ASBLen, ONGen, déi dat effektiv net gemaach haten. A wat ass en RBE? Bénéficiaire économique. Sinn ech Bénéficiaire économique vu mengem Veräin, just well ech eng Charge hunn am Komitee? Et ass dach absurd. Dee System ass absurd. Et gëtt kee Bénéficiaire économique an enger richteger ASBL. An dat ass déi Richtung, wou mer sollte goen. Dat wier Simplificatioun, dat wier de Veräiner ënnert d'Äerm gegräff.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. An och e grousser Merci un de Rapportier, de Charles Margue. Ech gesinn e grad net.

Jo, dëst Gesetz soll, wéi et scho gesot ginn ass, eng Rei Saache méi kloerstellen. An dat huet et och. Zum Beispill déi Geschicht mam Dateschutz a mat dem Depot vun de Memberslëschten, dat war jo och scho längst iwwerfällg.

Mee och d'Dispositiounen zu den AGen, wann de Quorum net erfëllt ass, sinn elo relativ kloer, geneesou wéi d'Kontabilitéitsreegelen, jee no deenen dräi verschiddene Kategorien. An dat ass ganz kloer ze begrëssen.

Fir eis an eiser Liesaart, well, ech mengen, jiddwieren huet jo eng aner Liesaart vun dësem Gesetz, vun all de Gesetzer eigentlech, ass et awer leider och esou, dass villes an dësem Gesetz net esou positiv ass, wéi mir et gehofft haten a wéi och den Associatiounssecteur sech et erwaart hat. Mir hu bewosst dëst Gesetz aus der Perspektiv vun enger klenger ASBL, wéi et der sëlleger zu Lëtzebuerg gëtt, gelies. Ech kucken op déi konkret Auswierkung vun den Dispositiounen op den Alldag vun enger klenger ASBL.

Lëtzebuerg huet, an dat ass gutt, vill ASBLen, déi sech fir verschidde Causen engagéieren. Eis Gesellschaft leeft vun der Villfalt vun den Associatiounen, wou Jonker a manner Jonker sech engagéieren, esou zesumme fanne a Solidaritéit liewen. Esou bilt sech en Zesummegehéieregkeetsgefëll an esou bilde sech Solidaritéitsnetzwerker. Esou integréiere sech och Mënschen an eis Gesellschaft.

Dat ass jo och dat, wat mer wëllen: aktiv Bierger a Biergerinnen. Dat gehéiert och zu enger gesonder Demokratie derzou, dass jidderee sech kann abréngen, eppes beweegen oder d'Gefëll huet, eppes kënnen ze beweegen.

Mir hunn d'Impressioun, dass dat mat dësem Gesetz méi schwéier gëtt. Et kann ee wuel mat dësem Gesetz nach ëmmer zu zwee eng ASBL opmaachen, mee villes schéngt eis, éischters, flou an onkloer – duerfir wäert ech och eng Rei Froe stellen – an, zweetens, méi schwéierfällg ze gi fir virun allem méi kleng ASBLen.

Ech wëll dofir e puer Beispiller ginn, wéi sech dës nei Bestëmmunge ganz konkret op d'Alldagsliewe vun enger ASBL auswirken. An ech fänken un zum Beispill mat dem Artikel 1, mengen ech. Do steet ... Ech hunn dat elo hei stoen. Am Artikel 1 steet jo, dass eng ASBL sech net, dat huet de Charles Margue virdu gesot, net „opérations industrielles ou commerciales, ou qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel“. Mee da steet am Artikel 40 bei de Fondatiounen u sech net den „ou“, mee den „et“. An do hätt ech ganz gäre verstanen, firwat et do zwou verschidde Reegele gëtt bei den ASBLen a bei de Fondatiounen, firwat et eng Kéier den „ou“ an op där anerer Säit den „et“ u sech ass. Deen Ënnerscheid hätt ech ganz gären nach eng Kéier verstanen. Dat ass awer elo éischer en Detail. Ech fänken trotzdem domadder un, well dat u sech deen éischen Artikel war.

Am Artikel 3 da steet zum Beispill, et misst een eng „description précise du but“ an d'Statute schreiwen. Do ass dann d'Fro, déi ech och vu Leit aus dem ASBL-Secteur opgedroe krut, wat da genau eng „description précise“ bedeit. Eiser Meenung no ënnerläit och dat engem gewëssenen Interpretatiounsspillraum.

Och steet am Artikel 3: „Les activités de l'association doivent avoir une substance réelle au Grand-Duché de Luxembourg.“ Wat genee déi „substance réelle“ bedeit, ass eis och net ganz kloer. Dee Saz, dass d'Aktivitéiten „de manière substantielle“ zu Lëtzebuerg sollte sinn, war jo, nodeems Acteure wéi d'Salariatskummer u sech nogefrot haten, erausgeholl ginn. Well wéi sollt eng Entwécklungs-ONG dann zum

Beispill hir Aarbecht kënnen maachen, wann d'Aktivitéiten „de manière substantielle“ zu Lëtzebuerg sollte sinn?

Mee dës Saz hei – „les activités de l'association doivent avoir une substance réelle au Luxembourg“ – ass eiser Meenung no awer och relativ schwammeg a bitt och do Sputt fir Interpretatiounsspillraum. Dësen Interpretatiounsspillraum ass an eisen Ae geféierlech, well wie weess, wéi eng Parteien an Zukunft um Pouvoir sinn, déi mat verschiddenen ONGen, nottamment Entwécklungs-ONGen oder Mënscherechts-ONGe vläicht net esou frou sinn a wéi déi dëst Gesetz da liesen. Dofir wäere mer ganz frou, deen Term „de manière substantielle“ erkläert ze kréien.

Et ass natierlech begrëssenswäert, dass där Remark vun der CSL Rechnung gedroe ginn ass an dës iergerlech Formulatiounen erausgeholl gi sinn, genee wéi d'Formulatioun och, dass d'„association devra exercer ses activités propres à titre principal“. Och déi Formulatioun ass erausgeholl ginn, well, wéi d'CSL geschriwwen hat, kann een d'Aktivitéiten net vum Finanzement vun dësen Aktivitéiten trennen. Also och dat ass ganz kloer ze begrëssen.

Dann ass et eis net ganz kloer, wat den Artikel 12 Paragraph 3 prezis bedeit. Do steet: „Les statuts peuvent prévoir que les membres qui participent à l'assemblée générale par visioconférence [...], sont réputés présents.“ Bedeit dat elo, dass déi ASBLen hir Statute mussen änneren, fir esou eng Participatioun via Visio ze erlaben? Do steet jo „peuvent prévoir“. Ass et elo eng Necessitéit, dass d'Statuten dat virgesinn, fir dass dat méiglech ass? Oder ass et eng Méiglechkeet, wéi gesot? Ech wier frou, wann och dat kéint kuerz prezisiéiert ginn duerno.

Och zum Artikel 12 Paragraph 2: „Tout membre qui en fait la demande doit recevoir dans un délai de quatre jours et gratuitement un exemplaire du projet de budget, des documents comptables ...“

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, Madamm Minister?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Fir dass ech Är Froe wéinstens opschreiwe kann, ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | ... kéint Der Ären Tempo e bëssen drosselen?

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Well mir hunn déi meescht Froen effektiv an der Kommissioun en long et en large diskutéiert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Beäntwert, jo.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mee et wier ... Fir dass ech Iech och kann op alles äntweren, muss ech Zäit hunn, se opschreiwen.

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An der Rei.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et deet mer leed. Ech war ... Wéi gesot, ech sinn net Member an der Justizkommissioun. Dofir konnt ech net ëmmer do sinn. Dat deet mer wierklech leed. Mee voilà, vu dass ech et gäre géif mat op de Wee huelen, stellen ech ...

Also wéi gesot, et ass den Artikel 12 Paragraph 2. Och do ass just d'Fro – se ass wierklech ganz prezis an et ass en Detail, mee voilà, et misst een et awer vläicht trotzdem eng Kéier soen –: Deen Delai vun deene véier Deeg, ass dee virun der AG oder op der AG oder

no der AG? Déi véier Deeg, déi een Zäit huet, fir déi Dokumenter de Memberen ze liwweren.

Aner Dispositiounen bréngen zwar eventuell méi Kloerheet an den Alldag vun den Associatiounen, mee schränken awer och de Spillraum vu virun allem kleng vu Benevole gedriwwenen ASBLen an. Zum Beispill am Artikel 13 liest een, dass op enger AG: „Des résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément et à la condition qu'elles soient adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale.“

Et freet ee sech, ob esou eng Dispositioun wierklech néideg ass – ëmmer nach eng Kéier aus der Perspektiv vun enger klenger ASBL. Dës Resolutioun misst also à l'unanimité geholl ginn. Ech froe mech, firwat. Eng ASBL, déi spontan op enger AG eng Resolutioun wéilt huelen, kann dat also just maachen, wann d'Statuten et virgesinn. Da muss een och nach drun denken, dës Statuten esou ëmzeschreiwen.

Iwwerhaupt liest een uechtert dëst Gesetz, dass relativ vill Detailer an de Statute muss virgesi ginn, wou een – och nach eng Kéier, wéi gesot, aus dem Bléckwénkel vun enger klenger ASBL, déi vu Benevole bedriwwen gëtt – sech däers awer och wierklech da muss bewosst sinn.

Här President, mir ginn d'Impressioun net lass, dass dëst Gesetz geschriwwen gouf mam Bléck op grouss ASBLen a Fondatiounen, an net mam Bléck op kleng ASBLen, déi vu Benevole bedriwwen ginn. Et gëtt eigentlech hei e Modell vu groussen a professionaliséierten ASBLen op déi kleng iwwerholl.

Mir sinn eis net sécher, ob dat gutt ass, well de bürokratesch-administrativen Opwand net kleng ass, dee vläicht vu professionaliséierte Strukture kéint geleescht ginn, mee vläicht net vu Benevollen. Mir mengen och, dass domadder de Benevolat eventuell awer gebremst gëtt, a gesinn et och net esou, wéi de Rapportier et virdu gesot huet, dass déi zwee getrennt sinn. Also hei ass awer an eisen Aen e Gesetz, dat en Impakt op d'Benevolat huet.

Villes ass do och erëm net kloer fir eis. Zum Beispill am Artikel 7 Paragraph 4: „La délégation de la gestion journalière est subordonnée à l'autorisation préalable“ vun der AG. Bei där Formulatioun kann ee sech froen, ob et elo d'AG ass, déi Leit muss stellen – Artikel 7 Paragraph 4. Et wier deemno interessant, och op dës Fro eng Erklärung ze kréien, well fir eis ass et net kloer, ob elo, wéi gesot, d'AG ee muss stellen oder, wann en CA zum Beispill d'Gestioun vun engem Projet un e benevole Member vun engem CA delegéiert, esou wéi dat sech oft an de klengen ASBLen mécht, ob da muss d'AG dat autoriséieren. Also, et kann een et wierklech op verschidden Aart a Weise liesen. Dës Paragraph ass fir eis onkloer an onsécher; wéi gesot, nach ëmmer am Hibleck vun enger klenger ASBL.

Idem am Artikel 6. Am éischen Paragraph steet: „Le conseil d'administration se réunit sur avis de convocation envoyé aux administrateurs par voie postale ou électronique au moins huit jours avant la tenue de la réunion.“ An den Ordre du jour muss derbäi sinn.

De CA ka sech also nëmme nach treffen, wann aacht Deeg virun eng Convocatioun mam Ordre du jour erausgaangen ass. Dat ass och nees fir vill kleng „méi aktivistes“ ASBLen ganz kloer eng Brems, fir kënnen spontan ze schaffen, fir kënnen op eng Aktualitéit ze reagéieren, fir sech och kënnen ze gesinn, wann e Problem ass. Virun allem kleng ASBLen, déi vill um Réck vu Benevole maachen, gi gehemmt, well si wéineng oder keng Permanenten hunn. A wat wier, wann den Ordre du jour da méi spéit géif kommen? Wat wier dorunner esou schlëmm?

Urgencé gëtt et ëmmer erëm, virun allem an de Mënscherechts- an Entwécklungsprojeten, wann zum Beispill déi israeelesch Besatzungsarmee nees an engem Flüchtlingscamps intervenéiert, wou eng Ietzbuergesch ONGD e Projet huet an d'Populatioun dovunner dann terroriséiert ass an och d'Aktivitéiten doduerger gebremst ginn. Kann den CA sech dann net méi spontan zesammentreffen, fir iwwert dës Urgence ze schwätzen?

Dat sinn awer esou ganz konkret Beispiller, déi scho geschitt sinn an déi eventuell och an Zukunft nees wäerte passéieren. Oder och e Projet, dee mat enger anerer Entwécklungs-ONG zesummeschafft, wou dann Aktivisten – Mënscherechts- oder Ëmweltrechtsaktivisten – a Gefor sinn, wéi et ëmmer erëm virkënn: Wann och do de CA sech wëllt d'urgence treffen, fir iwwert déi Situatioun um Terrain ze schwätzen, ass och dat erëm eventuell net méiglech. D'Fro ass gestallt.

Den Artikel 6 Paragraf 5 seet dann dëst: D'Decisioun vum CA „peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit dans des cas exceptionnels dûment justifiés, si les statuts l'autorisent“.

Also, den CA kann deemno fir, éischtens, exceptionnel Fäll „dûment justifiés“, an, zweetens, nëmme, wann d'Statuten et erlaben – do sinn ech nees bei deem, wat ech virdru gesot hunn: d'Statute mussen immens vill Detailler virgesinn –, drëttens, iwwert de schréfftleche Wee eng Decisioun huelen, mee, véiertens, nëmme, wa se unanime ass. Dat sinn immens vill Bedingungen, déi an eisen Aen immens schwéierfällg si fir en CA, fir kënnen spontan an eventuell an enger Urgence ze schaffen.

A wat ass dann, wann e Member net erreechbar ass par voie écrite, fir esou eng Decisioun unanime ze huelen an engem Urgencefall? Wéi gëllt dann d'Unanimitéit? Ass d'Unanimitéit just fir déi, déi äntweren? Oder gëllt déi fir all d'Memberen, déi eventuell dann och net äntweren? Voilà, et ass e bëssen d'Fro, wat dann dee Moment d'Unanimitéit ass.

Da bleift och nach eng Fro zum Artikel 77, wou et ëm den Intervall geet – den Intervall vun deene 24 Méint. Wat ass genee gemengt mam Intervall? Sinn domat déi 24 Méint gemengt, déi eng ASBL Zäit huet, fir hir Statuten unzepassen, oder d'Zäit, déi d'ASBL sech hëlt an deene 24 Méint, fir hir Statuten unzepassen? Well et ka jo sinn, dass se manner wéi 24 Méint brauch. Och dat bräicht eng Klarifikatioun, fir eis zumindest an och fir eng Rei Leit vum ASBL-Secteur, wou et net kloer ass, wéini d'Gesetz dann a Kraaft trëtt – respektiv no 24 Méint oder no der Zäit, bis d'Statute geännert sinn. Ech kann och nach eng Kéier do noproziséieren.

Zum Schluss muss ech soen, dass eng Rei Saache schwammeg sinn an an eisen Aen Interpretatiounsspillraum loosse, an eeben och da geféierlech sinn. Well d'Nullitéit vun enger Associatioun ka geschwat ginn, wa verschidde Konditiounen net erfëllt sinn, wéi zum Beispill d'Description précise du but oder d'Substance réelle. Vu dass dës Begrëffer fir eis schwammeg sinn, léisst dat Interpretatiounsspillraum a kann an Zukunft vläicht awer geféierlech dann och ginn.

Da wëll ech nach op eng aner ... Nee waart, ech iwwersprangen deen dote Punkt elo, well ech net méi vill Zäit hunn. Ënnert dem Stréch wëll ech da just gär soen: Och wann e puer ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Hunn ech herno eng Stonn Zäit fir ze äntweren op all déi Froen, Här President? Oder wéi kënnen mer dat maachen?

(Interruption par M. Charles Margue)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech kann och herno bei Iech kommen.

M. Sven Clement (Piraten) | Macht Iech keng Suergeen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech kann och bei Iech kommen herno. Et si fënnf Punkten, wann ech mech elo genau erënneren. Ech kann och gären herno nach eng Kéier bei Iech kommen.

(Interruption par M. Charles Margue)

Ënnert dem Stréch an och wann e puer ganz positiv Punkten an dësem Gesetz sinn, gesi mir wierklech fir déi kleng ASBLen hei schwéierfällg an zum Deel onnéideg Dispositiounen, déi den Alldag wierklech méi komplizéiert maachen. Mir fäerten, dass domadder Bierger a Biergerinne gehënnert ginn, sech ze engagieren an ASBLen ze grënnen.

Doriwwer eraus ass et an eisen Aen eng verpasste Chance, fir de Benevolat wierklech ze fërderen, an am Géigendeel gëtt en eventuell gebremst. Ech erënneren u Fuerderunge vum Mouvement écologique an aneren ASBLen, fir de Benevolat ze favorisieren an och e Congé vum Benevolat anzeféieren, deen net koum. An eng Maison des associations, déi och scho laang gefuerdert gëtt vun Associatiounen wéi dem Méco an och dem Cercle, ass och hei net virgesinn, woubäi och dat hätt kënnen genotzt ginn, fir eeben och den ASBL-Secteur an de Benevolat – déi een net kann trennen a mengen Aen – ze favorisieren.

Merci villmools.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

(Interruption par M. Charles Margue)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Maddamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

(Interruption par M. Charles Margue)

Den Här Goergen huet d'Wuert, an net méi de Rapporteur.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur ... Da geet et erëm e bësse méi roueg zou. Merci dem Rapporteur fir dee gudden schréfftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi gutt Fläissaarbecht an der Kommissioun, wou mer alleguerten a sech déi Froen, déi elo opgeworf gi sinn, schonn eng Kéier beäntwert haten.

Plusieurs voix | Genau!

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci och alleguerten de Leit, déi an enger ASBL tätég sinn, sief et am Komitee oder Member, well et ass wichteg fir eis Gesellschaft, dass d'Veräiner um Liewe sinn an dass vill Veräiner, déi e sozialen Zweck erfüllen, hiren Déngscht kënnen maachen. Dofir muss se attraktiv bleiwen. A mat dësem Gesetz schafft een e Kader, dee sécherlech e bësse méi limitéiert ass – do kommen ech herno nach drop zréck –, deen awer richtig ass, fir eis Veräiner an d'ASBLen ze moderniséieren.

Well och do muss ee soen, dass een net méi ka schaffen wéi virun 30, 40 Joer, an hautzudaags duerch d'Digitaliséierung och sécherlech aner Weeër erfuerderlech gi sinn, grad wat och de Blanchiment an d'Geldwäsch ueget. Déi Leit, déi de Moie scho fläisseg zum Beispill de Reporter.lu gelies hunn, déi hu matkritt, dass et do esou e Fall zum Beispill ginn ass, wou iwwer eng ASBL mat zwee russeschen Oligarchen mat Memberskaarte vu 7.500 Euro an esou weider alles – kommt, mir soen et emol – optiméiert ginn ass. Ech soen dat elo ënnert der Reserv vun deem, wat ech do gelies hunn: „optiméiert ginn ass“. An et ass genau dat heite Gesetz, wat esou eppes net méi wäert erméiglechen.

Dat heescht, déi Abusen ass et ginn. Natierlech ass et 0,1 %, wou déi Abuse waren, mee et sinn awer

déi Abusen, déi ee muss verhënnere. Et sinn déi Abusen, wou ee muss virgesinn, dass dat net méi geschitt. Et ass sécherlech net de kleng Spuerveräin, deen erwänt ginn ass, oder d'Musek, déi op esou Abuse setzt oder wou iergend e Problem war. Nee, et sinn eeben nun emol déi aner ASBLen, déi herno net als Stéftung/Fondatioun – an, ech mengen, dat steet och am Artikel; gerechterweis soen ech dat och – unerkannt gi sinn, well eeben och do gutt drop opgepasst ginn ass, dass déi ASBLen keng Magouillen driewen.

Jo, mir hunn och an der Kommissioun länger diskutéiert iwwert d'Montanten, iwwer „wéi vill Personal?“. Ech war och President vun enger Musek, wou mir elo iwwert déi 50.000 an déi 100.000 kommen. Déi Musek gëtt et elo iwwer 100 Joer. Dann huet een eppes Gewëssenes ugespuert, hëlt een d'Instrumenter derbäi, jo ...

Op där anerer Säit muss ech awer och soen, aus dem Gemengeliewen – an déi Fro hunn ech mer scho méi oft gestallt –, wann ee ganz realistesch kuckt, ass och keng wierklech Kontroll do. Et geet een owes op eng Generalversammlung. Do kritt een dann de Rapport vu wivill Thüringer verkaaft gi sinn an alles schnell gewisen. Am Endeffekt ass awer net wierklech eng Kontroll do. Wann déi Veräiner wierklech méi wéi 50.000 Ëmsaz hunn oder déi 100.000 Avoiren – dat war bis elo net wierklech schnell do –, dann ass geklappt ginn an da war et fäerdeg.

Wann do iergend eng schwaarz Keess oder eppes war, da war net ëmmer wierklech d'Kontroll do. An dofir ass dëst Gesetz awer elo de richtige Wee, dass mer soen: Ab engem gewëssenen Ëmsaz, wou et interessant géif ginn, dass een do awer och duebel Kontrollen aféiert. Et ass net, fir dass déi Veräiner solle klenggehale ginn, mee am Contraire: Et ass och do fir d'Transparenz, fir dass d'Membere kënnen do déi Transparenz kucken.

Ech sinn och frou, dass dee Punkt vun de Memberslëschte verbessert ginn ass. Mir hate jo och do e Gesetzestext eraginn. Deen ass elo hei mat eragefloss. Mee bekanntlech wéinst dem Dateschutz hate mir Piraten scho gesot, dass d'Memberslëschten net méi solle public sinn. Well mir gesinn net an, dass engem seng Daten, wann een an enger Musek spillt oder wann een an engem Fussball ass, dass déi iergendzousch sollte public consultabel sinn.

Dofir hu mer scho méi fréi gesot: Déi Memberslëschte muss mam Dateschutz konform opbewaart ginn – an dat ass an dësem Gesetz erëmfannen –, andeems se just dierfen um Siège vun der ASBL consultéiert ginn. A se dierfen och net erausgoen! Dat ass ee vun de wichtege Punkten. Well et ka jo net sinn – Dir hutt Veräiner, déi hu 5.000, 6.000 Memberen, dat ass e Risendatesatz –, dass dee public iwwerall ënnerwee ass.

Déi aner Fro, déi mer nach opwerfen, dat ass awer eng Fro, déi scho länger am Raum steet. Dat ass de Statutt vun de Parteien. Et gëtt gewësse Parteien, déi ënnert den ASBLen fonctionéieren, anerer fonctionéieren an esou engem e bësse lofleere Raum. Dat ass och en Thema, deem mer eis eng Kéier mussen unhuelen, wa mer iwwert d'ASBLen schwätzen: wéi mer an Zukunft mat de Parteien ëmginn.

(Interruptions)

Well eenzel Parteien, déi eng ASBL sinn, déi sinn och elo betraff heit vun deem Gesetz. Dat heescht, fir déi huet dat och gewëssen Auswirkungen. Do muss mer eng Kéier kucken, wéi e Statutt mer de Partei ginn. Well wann déi eng eng ASBL sinn, déi aner sinn esou e bëssen e lofleere Raum, wou iergendwéi sech eppes ...

(Interruption par M. Charles Margue)

Jo, Dir wësst, wat ech mengen. Dat ass e bëssen: Se sinn do, aus Traditioun se si se do, mee sinn awer net ganz kloer gereegelt.

Op där anerer Säit dann d'ASBLen. Do musse mer eis och eng Kéier an der Justizkommissioun vläicht zesummesetzen, wéi een dat kloer reegelt. Well, wéi ech elo grad gesot hunn: Verschiddener si betraff hei vun deenen neien ASBLs-Reglementer, anerer net.

Dann, wéi an den Avisa geschriwwen: Jo, et gëtt ASBLen, déi ... ech erkennen dat och un. Huele mer bei eis an der Gemeng de CIGL. Dee mécht eng wonnerbar Aarbecht, mee a sech mécht en awer och als ASBL eng Aart a Weis Commerce, wou de Gäertner am Duerf da vläicht manner Clientë kritt.

Dat ass an den Avisen ugeklongen. Dat ass och en Thema, dat ee politesch eng Kéier muss opwerfen, well déi kënnen aner Tariffer, aner Präisser maachen, aner Konditiounen. An dann huele se, obwuel se eng ganz nobel Cause hunn, awer den Handwierksbetriber am Duerf e puer Clienten ewech. An dat ass eeben ... Si mer do schonn am Commerce? Si mer do nach am ...? Et ass déi Vermëschtung, déi herno immens schwierig ass.

Dann zum leschte Punkt. Wa mer iwwert d'ASBLE schwätzen, muss een och eng Kéier – dat ass zwar elo éischer fir d'Finanzministesch – driwwer schwätzen, wéini dass déi Donen ofsetzbar sinn. Well mir Piraten denken, dass den aktuelle System och net wierklech, soe mer, transparent a gerecht ass.

Huele mer elo einfach de Fall: Ech wëll menger Musek e Stéck stëften. Stëften ech menger Musek zu Rolleng dat Stéck, setzen ech et net steierlech of. Loossen ech et iwwert d'UGDA lafen, dann ass et steierlech ofsetzbar. Dat ass einfach e Fall, dee mer haut an enger moderner Legislatur missten anescht reegelen.

Ech weess, et ass fir d'Finanzministesch, mee et gehéiert awer fir mech och zu den ASBLen, well d'ASBLE liewen nun emol och vun Donen. An dass een do en anere Wee ka fannen. Well et ka jo net sinn, dass een iwwer ee muss uewe fuere, deen natierlech den Agreement kritt huet – an ech ginn Iech do Recht, dass dat muss streng kontrolléiert sinn –, deen en dann awer weidergëtt, dat heescht, am Endeffekt awer dee selwichte Wee géif huelen, wéi wann ech direkt menger Musek am Duerf et géif spenden. An deementsprechend, dass een och eng Kéier iwwert dat Thema diskutéiert.

Mir wäerten haut eisen Accord ginn, well dëst Gesetz d'ASBLE moderniséiert an och de Veräiner méi Transparenz schaaft. An et ass eeben dat dee Punkt, wou mir Piraten Wäert drop leeën, dass mer géint Geldwäsch sinn an dass mer fir méi Transparenz sinn an, wann do Problemer sinn, dass déi och kloer wäerten opgedeckt ginn. A mir freeën eis natierlech, dass d'Memberslëschten elo dateschutzkonform sinn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, e schéine gudde Moien. Bon, dass ech dat Wichtigst net vergiessen: Villmools merci dem Rapportier Charles Margue fir seng Aarbecht, och de Mataarbechter vun der Chamber an der Fraktioun hannendrun, an natierlech – wou si se? Do uewen! – dem

Daniel Ruppert a senger Ekip aus dem Justizministère.

Et ass elo ee Moment gesot ginn: „Hei ass en Text, deen ass elo 2021 erëm eng Kéier aus dem Tirang geholl ginn.“ Esou einfach ass dat jo net! D'Amendement si wuel vun 2021, mee do ass awer eng extreem Viraarbecht geleescht ginn op Basis vun deem Text, deen 2009 op den Instanzeweeg gaang ass an dee fir ganz, ganz, ganz vill Commentairen an Avisa gesuergt hat, déi natierlech ageschafft gi sinn a wou mer eis doropshi wierklech vill Gedanke gemaach hunn, wéi mer deenen Avisa kënnen Rechnung droen, wéi mer kënnen den Ufuederunge vun GAFI Rechnung droen a wéi mer kënnen den ASBL-Secteur zu Lëtzebuerg esou reglementéieren, dass et engersäits absolutt méiglech ass fir d'ASBLen ze fonctionéieren, an andersäits – dat, wat elo vu ville vun Iech schonn ugeklongen ass – och eng gewësse Kontroll awer existéiert.

Well – an dat schéng Verschiddener vun Iech heibanen ze vergiessen – et geet hei awer ëm Entité-juridiquen, et geet ëm Responsabilitéitsfroen, et geet ëm Suen, déi hin an hier ginn, et geet ëm Decisiounen, déi geholl ginn! An do ass e Minimum vu Gouvernanceregelen, géif ech mengen, och ubruecht, wann een an enger Gesellschaft, egal ënner wéi enger Form, zesumme wëll schaffen.

Mir hunn dëse Reformprozess mat engem kloren Objektiv entaméiert: de Fonctionnement vun den Associatiounen a Fondatiounen ze moderniséieren, ze vereinfachen an d'Transparenz ze stäerken. D'Moderniséierung vun eiser Gesetzgebung ass entscheidend, fir d'Evolutioun vun eiser Gesellschaft an d'Dynamik vun eisen ASBLen a Fondatiounen ze ënnerstëtzen.

Dës Organisatiounen spillen eng weesentlech Roll am Liewe vun eise Gemeinschaften, andeems se éierbar Wäerter wéi Solidaritéit, Kooperatioun a Biergerbedelegung féerden.

A jo, et ass vill vu Benevolat geschwat ginn. An dat ass eppes, wat mir perséinlech och extreem wichteg ass. An déi vun Iech, déi suivéieren, wat ech am Kultursecteur gemaach hunn, déi wëssen och, dass ech do, wou ech kompetent si fir de Benevolat – dat heescht, de Benevolat am Kultursecteur; well d'Attributioun Benevolat ënnerläit dem Familljeministère, dofir kann ech et och zu willem, wat hei gesot ginn ass, iwwerhaupt net Positioun huelen –, dass ech do meng Aarbecht gemaach hunn.

Mir hunn de Congé culturel nees agefouert. Mir hunn en ausgeweit, fir dass och d'Benevollen aus de Veräiner kënnen vun engem Congé culturel profitéieren. Dat ass eng Stärkung, déi ee ka maachen, dass een deen Engagement, deen et gëtt, op d'mannst zum Deel honoréiert.

Fir de Rescht: Déi grouss Linne vun Benevolat kënnen net iwwert dat heite Gesetz gereegelt ginn an och net iwwer e Gesetz vun Justizministère, well et ganz einfach net a menge Kompetenze läit.

Ech ginn nach eng Kéier kuerz, well et extreem wichteg ass, op verschidde vun deenen Ännerungen elo hei an. An eppes frustréiert mech elo no der Interventioun vun der Madamm Oberweis: Ech versti jo och, dass een als kleng Grupp net kann an all Kommissioun derbäi sinn, mee wann engem en Text esou wichteg ass, da kann ee vläicht dat arrangéieren, dass een da bei deenen Diskussiounen derbäi ass. Dir sidd jo och heiansdo schonn awer an der Justizkommissioun gewiescht, bei aneren Diskussiounen.

An ech fannen et elo relativ schwierig, fir net ze soen onméiglech, an deem Tempo, wou Der elo d'Froen debitéiert hutt, wou ech iergendwann eng Kéier

net méi nokomm si mat schreiwen ... Ech hunn Iech nach eng Kéier gefrot, méi lues ze maachen – et ass trotzdem net oppaangen, fir alles emol nëmmen nidderzeschreiwen, sief dann och nach ze kontrolléieren, wat Är Fro ass, an d'Äntwert dorobber aus dem Text ze sichen. Dass mer déi Diskussioun elo hei am Plenum féieren an net an der Kommissioun gefouert hunn, well et sinn extreem technesch Froen, déi Der opgeworf hutt, wou et mer elo wierklech net méiglech ass, am Detail dorobber anzegoen.

Dat Eenzegt, wat ech Iech awer wëll soen, dat ass – dat hunn ech elo virdrun ugangs gesot –: Et ass absolutt normal, wann ee sech zu puer zesummendeet, fir eng Entitéit ze grënnen, dass ee sech d'Reegele vun Zesummeliewe gëtt. Dat maache mer iwwerall am gesellschaftleche Liewen! Dat ass net eng Fro vu Contrainte, dat ass eng Fro vun Organisatioun, vu Responsabilitéit, a fir dass jiddwereen och weess, wéi de Fonctionnement ass.

Déi Statutten, déi kënnen verschidde Saache virgesinn – ech ginn d'Beispill vun de Visiokonferenzen, fir Reuniounen ofzehalen. Dat gouf et bis elo iwwerhaupt net. Elo kënn d'Méiglechkeet, dass een dat an d'Statutten draschreift. Dat heescht, dat ass eng Verbesserung vun dem Liewe vun dem Veräin. Mee natierlech: Et muss een et virgesinn.

Dass een e gewëssenen Delai huet, fir Dokumenter ze kréien, ass hei zum Beispill an der Chamber och eng absolutt Normalitéit, ass och normal am Fonctionnement vun engem Veräin. Wann ee soll eppes kucken, muss een eng Virlafzäit hunn, fir dat ze kucken. Dass ee wichteg Decisiounen an engem Verwaltungsrot net vun haut op muer hält, mee dass een eng Virlafzäit muss hunn, fir dee Verwaltungsrot anzeberuffen, ass, mengen ech, och an engem Veräinsliewen absolutt normal.

A wann dat net gemaach gëtt an herno Decisiounen geholl ginn, wou d'Leit net Zäit hunn, fir sech domadder ausernanerzesetzen, da schaaft dat oft vill Problemer. A mir hu méi wéi eng Gerichtsaffär, wou och do Leit esou Decisiounen contestéieren.

D'Délégation journalière ass e Begrëff, deen absolutt gängeg ass an dem Fonctionnement vun Entitéiten. Do geet et drëm, dass awer déi Entitéit, déi d'Gesellschaft ausmécht, déi de Veräin ausmécht, dass déi decidéiert, wien am Alldag zoustänneg ass, fir dee Veräin ze geréieren. Heiansdo gëtt et och keng esou eng Persoun, well et wierklech just op puerem Benevolat baséiert.

Dat sinn elo e puer Äntwerten. De Rescht kënnen mer gär herno nach kucken, wann ech dann Är Froe ka kréien, wou ech, wéi gesot, elo net d'Zäit hat, se emol nëmmen opzeschreiwen.

Da vläicht awer e puer Mechanismen, déi mer elo hei duerch dësen Text aféieren, déi erlichteren.

Ech sinn awer frou, dass déi meescht vun Iech och honoréieren an och gesinn, dass mer hei wierklech probéieren, de Veräiner entgéintzokommen. Mir simplifiéieren d'Demarchë fir d'Grënnung an d'Gestioun vun den ASBLen a Fondatiounen. Den Depot um Handelsregëster vun der Memberslëscht vun enger ASBL gëtt ofgeschafft.

Elo kann ee soen: „Dat ass souwiso net méi gemaach ginn.“ Entschëllegt, et war bis elo eng Obligation légale, fir et ze maache mat alle Konsequenzen hannendrun! Elo kann een natierlech och soen: „D'Obligation-légale si mer egal.“ Mir si se et net! Dofir ass et wierklech net onweesentlech, dass een dat ofschaaft. Den Här Goergen hat jo scho gesot, si hätten och schonn eng Proposition de loi an deem Sënn gemaach. Déi hu mer elo hei matverschafft.

De Projet gesäit vir, dass eng ASBL just nach eng aktuell Lëscht vun hire Memberen op hirem Sëtz féiere muss. D'Homologationsprozedur virum Geriicht, déi am Kader vu Statutenännerungen oder der Opléierung vun enger ASBL ënner verschidde Konditiounen néideg ass, gëtt ofgeschaaft. Dës Mesüeren erlaben et den ASBLen, sech méi op hir Haaptaktivitéiten ze konzentréieren.

An d'Gouvernancereegele gi gelackert duerch deen heiten Text, soudass et mam Akraaftriede vum Gesetz méiglech ass, eeben Assemblée- oder Verwaltungsrotreunionen och à distance ofzehen. Eppes, wéi gesot, wat bis elo net méiglech war, sauf eeben d'Excepciounen zu Covidzäiten.

Dann: De Once-Only-Prinzip gëtt agefuert, dass d'Fondatiounen net méi järelech en Exemplaire vun hire Konten un de Justizministère schécke mussen, an dës just nach um Handelsregëster musse schlussendlech deposéiert ginn.

Am Kader vum Allgemengnëtzdemandé vun ASBLen oder der Approbatioun vu Liberalitéiten ass et och net méi noutwendeg, déi schonn um RCS deposéiert Dokumenter nach eng Kéier un de Justizministère weiderzeleeden.

Mir hate vill Diskussiounen iwwert déi Fro vun der Substance réelle. Ech wollt do och nach eng Kéier un eng Jurisprudenz vun der Cour administrative erënnere, déi seet, dass et duergeet, wann de Siège do ass. Mee et muss schonn eng Relatioun mat Lëtzebuerg do sinn; notamment e Sekretariat, dat dann zu Lëtzebuerg gefouert gëtt. Soudass dat och net dee ganze Beräich, deen am Internationalen tätég ass, hei limitéiert oder empêcheiert.

Mir haten och ganz vill rieds, an den Här Goergen huet et och scho gesot, iwwert kommerziell Aktivitéiten. Elo kann een natierlech soen: „Mir verbidden all Zort vu kommerziellen Aktivitéite fir d'ASBLen.“ Mee dann, Här Mosar, dann hätt ech Iech awer eréischt héieren!

(Interruption)

Well dann hätte mer hei gesot kritt, dass d'Veräiner allegueren net méi kéinte fonctionéieren, well déi Recetten, déi erakommen, déi kommen – zemoos bei de Museksveräiner oder de Sportsveräiner – meeschtens doduerjer eran, dass een eng Buvette huet, dass ee Gedréns verkeeft. Dat heescht, dat sinn awer kommerziell Aktivitéiten. An dat ass jo grad d'Komplexitéit bei där heiter Fro! Dat ass ze soen: „Wou fänkt se dann un, d'kommerziell Aktivitéit? Wéini ass se a Konkurrenz mat enger anerer Aktivitéit, déi reng kommerziell ass? A wéini ass se dat net?“

Duerfir ... An Dir hutt jo och gesot, dass mer vill driwwer diskutéiert hätten. Mir hunn eis déi Froen natierlech gestallt. Mir hunn dat souguer erop-an-erof diskutéiert. Mee eng gangbar Léisung ass extrem schwierig hei ze fannen, déi net herno mécht, dass d'ASBLen och nach kënnen en Deel vun hire Recetten doduerch verléieren, wann een hinnen dat da géif ënnersoen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mee Dir hutt eng Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Tanson, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Natierlech!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci der Madamm Minister. Ech wëll fir d'éischt awer eppes richtegstellen: Ech hunn net gesot ... Ech hunn au contraire hei

laang ausgefuert, wéi wichteg datt déi Aktivitéite wieren. Dat, wat ech suggeréiert hunn, dat ass, ob een net misst e speziell Gesetz maachen, fir justement déi ASBL mat deenen Aktivitéiten ze reglementéieren.

An ech weess, datt dat och ee Moment eng Iddi war. An dofir nach eng Kéier meng Fro: Wann Dir da vläicht och nach eng Kéier an enger nächster Regierung, wat awer kee weess, Responsabilitéit hätt, wäert Dir da bereet, och op de Wee ze goe vun esou engem Spezialgesetz? Dat ass meng Propositioun an och meng Fro.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech mengen net, dass dat d'Äntwert ass op déi Problematik, déi sech stellt, well u sech hunn extrem vill vun den ASBLen eng kommerziell Aktivitéit. An da komme mer genau an déi Däiwelskichen, déi vill vun Iech jo awer wëllen evitéieren, wou een déi Grenzen do muss zéien a wou een dann och muss Konsequenzen drauser zéien.

A wann elo virdu geschwat ginn ass vun deene sëllege Recetten, déi déi vill Veräiner hätten – déi kommen, wéi gesot, virun allem, well Gedréns verkaaft gëtt, aus Buvetten an esou weider. Dat heescht, dat ass eng Problematik, wou ech perséinlech net der Meenung sinn, dass een dat duerch e separat Gesetz géif iergendwéi an de Grëff kënnen kréien. Mee mir hu jo och alternatif Forme vu Sociéiteiten, déi sech kënnen zesummendoen, déi eeben déi Bréck schloen, a wou mer jo och hei d'Veereinfachung maachen, fir vun engem op deen aneren eriwwezekommen tëschent de Veräiner an der Société commerciale. Ech mengen, dass dat éischter de Wee ass, dee mer weider sollen ënnerstëtzen.

Ech kommen awer och nach zum Kontabilitéitsregimm. An ech si ganz frou, Här Mosar, wa mer scho beieneen an der Diskussioun sinn: Dir hat ganz gutt ugefaang an dunn hunn ech geduecht: „Wuer féiert dat do elo hin?“ An dunn hutt Der erëm d'Kéier krut, wéi Der du gesot hutt, d'Gesetz hätt awer méi positiv Punkte wéi negativer.

(Hilarité)

Well u sech, Dir hat jo dräi Haaptkritickpunkten. Dat eent ass dat mam Benevolat. Wéi gesot, dat ass net de Kader vun deem heiten Text. Dat anert ass dat, wat mer elo grad diskutéiert hunn. An dann hutt Der iwwert de Kontabilitéitsregimm geschwat.

Wann ech awer kucken, de Projet, wéi en deposéiert ginn ass vu mengem Vir-vir-Gänger – een Här, dee mer mëttlerweil erëm vill gesinn, den Här Frieden, fir en net ze nennen –, deen huet u sech méi Chargé virgesi gehat fir d'ASBLen, wéi dat, wat mer elo an deem Text hei maachen. An dofir sinn ech ganz frou, dass Der awer zum Schluss kommt, dass schlussendlech deen heiten Text awer ganz vill Erlichterunge virgesäit, an net den Text net matstëmmt.

Et sinn dräi Kategorië vun Associatiounen, wou mer eng Nuance maachen tëscht deenen dräi mat ënnerschiddlechen Obligatiounen. Natierlech ass et eppes, wou ee kann driwwer diskutéieren: „Ass de Seuil ze niddreg, ze héich?“ Mat der Inflatéion wäert dat erëm en aneren Impakt hunn. Dat kann ee jo och zu all Moment erëm upassen.

Ech muss awer soen: Et sinn dräi Kittären. An dovunner mussen der zwee cumulativ erfëllt sinn, fir datt een iwwerhaupt an déi Kategorie vun der klenger ASBL fält. Et ass also net esou, dass ee mat engem Revenu vu 50.000 Euro – dee muss ee sech awer och emol erschaffen! – dann d'office do drënnereffält.

Et muss een dann och nach 100.000 Euro Activ hunn. Et ass elo geschwat gi vun de Museksinstrumenter.

Do muss ee jo och nach den Amortissement do matbärechnen. Ech hu selwer laang Saxofon an der Bouneweger Musek gespilt. Dat Instrument war net fuschnei, mat deem ech do gespilt hunn. Dat heescht, dat hat sécherlech net méi d'Valeur d'acquisition dee Moment, wou een dat da géif kucken. An – an dat ass eng Konditioun, déi muss awer fir d'éischt emol nach erfëllt ginn! –: Et mussen dräi Salaréien à plein temps, also „équivalent plein temps“, an där Associatioun och schaffen.

Dat heescht, mir hunn elo wierklech probéiert, eng differenziéiert a proportionell Approche, wat d'Kontabilitéit ugeet, anzeféieren, soudatt d'Obligatiounen fir d'Associatiounen par rapport zum Projet vun 2009 vereinfacht gi sinn.

Och d'Fondatiounen profitéieren vun engem Kontabilitéitsregimm, deen un hir Natur ugepasst ginn ass. Och hei ass vun deem Seuil rieds gaange vun 100.000 Euro, dee mer elo hei an d'Gesetz aschreiwene. Et muss ee jo awer scho wëssen, eng Fondatioun, dat ass eppes, wat awer eng gewëssen Envergure huet, se gëtt och autoriséiert duerch e Prozess iwwert de Justizministère, Konditiounen mussen erfëllt ginn. An et gëtt jo och aner Weeër, fir dohinner ze kommen. Wann een déi dote Konditiounen net erfëllt, da kann ee jo als ASBL no dräi Joer d'Utilité publique ufroen. An, Här Goergen, déi gëtt beim Justizministère ugefrot, mee et gëtt natierlech d'Informatioun beim Finanzministère gefrot, ob d'Konditiounen erfëllt sinn. An do muss och d'Aktivitéit eng gewëssen Envergure hunn, e gewëssen nationalen Impakt hunn, fir dass dat unerkannt gëtt.

Ech wollt awer och nach drop opmierksam maachen, et gëtt och nach am kulturelle Beräich de Focuna (ndlr: Fonds culturel national), iwwert deen een och kann Donen esou organiséieren.

Ech gesinn, dass d'Zäit mer fortleeft. Ech wollt vläicht nach e Wuert soen zu dem GAFI. Dat huet elo nëmme bedéngt eppes heimat ze dinn. Mee natierlech war och een Usporn, fir mat deem heiten Text weiderzkommen, dass d'Recommandatioun 8 vun GAFI eebe virgesäit, dass een eng Stärkung vun der Vigilance vun den Obligatiounen vun den ASBLen a Fondatiounen a senger Legislatioun virgesäit. Et waren och scho Länner virdrun, déi grad wéinst deem dote Punkt eng extrem Vulnerabilitéit haten an dowéinst net gutt ofgeschnidden hunn.

Ech kann Iech leider haut net méi soe wéi dat, wat mer d'lescht Woch kommunikéiert hunn. Mee Dir hutt gefrot, Här Mosar, dass mer nach virum Enn vun der Legislaturperiod d'Chamber doriwwer informéieren. Dat wäert absolutt méiglech sinn. Et ass elo nach dee Prozess amgaangen, wou nach eng Kéier de Rapport bei de Memberen zirkuléiert, wou dann nach eng Kéier kann op eppes opmierksam gemaach ginn. A mir missten Iech awer kënnen am September genau Detailer ginn, wéi mer elo genau ofgeschnidden hunn, wat d'Recommandatiounen sinn a wéi ee muss déi nächst Jore weiderschaffen.

Ech hu bestëmmt elo lauter Saache vergiess, mee mir hunn nach e puer Projeten de Moien. Duerfir soen ech Iech allegueren e ganz grouse Merci fir déi Diskussioun. An deenen, déi matgeschafft hunn, och nach eng Kéier merci, dass mer dat heiten elo konnte maachen an esou eist Veräinslieden awer konnte professionaliséieren an an dëst Joerhonnert matkréien.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech wollt just der Madamm Ministesch soen, dass ech si net wollt rose maachen, an och net den Här Margue. Ech wollt kee rose maachen. Mee ech weess net, ob ee sech ka virstellen, ausser d'Piraten vläicht, wéi et ass, zu zwee ze sinn! Et ass wierklech vill. Ech sinn net Member an der Justizkommissioun, ech kann also net ëmmer do sinn. Et ass wierklech materiell onméiglech, iwwerall ze sinn an all Dossier ze suivéieren.

Et ass wouer, dass et mer wichteg ass, mee mir sinn immens vill Saache wichteg. Ech wëll mech just domat erklären, ech wollt kee rose maachen. Et deet mer leed, dass ech eng Rei Froe gestallt hunn. Et waren der fënnf genau. Ech komme gär bei Iech dohinner, ech hu mer se nach eng Kéier opgeschriwwen, ech komme gär domat bei Iech.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Oberweis. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6054. Den Text steet am Document parlementaire 6054²⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6054 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zum Vott iwwert d'Motioun, déi vum Här Mosar deposéiert ginn ass. Wie wëllt zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Marc ..., nee den Här Sven Clement. Et gesäit een ni, wéi een Aarm eraushänkt.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. De Marc huet jo och déi heite Motioun matënnerschriwwen. Mir wäerte se och ënnerstëtzen. Et ass vläicht just eppes, wat nach wichteg ze soen ass. Mir hunn haut schonn eng Circulaire 18 (4) vun der Steierverwaltung, déi et erméiglecht, fir Revenuen, déi een aus engem Benevolat kritt, oder Fraisen, déi een do huet, an Héicht vu 5.000 Euro iwwer Frais d'obtention forfaitaire ofzesetzen, esoudatt een op deenen éischte 5.000 Euro zum Beispill e steierlechen Incentive huet.

Wat awer definitiv e grouse Problem ass, dat ass d'Protection sociale. Mir hunn haut de Problem, dat mer ganz vill Leit hunn, déi eebe vläicht net nëmme an engem Benevolat aktiv sinn, mee déi a verschiddenen aktiv sinn an natierlech néierens e volle Kontrakt kréien, an natierlech iwwerall e bëssen esou an engem Vide juridique hänken. An och déi musse mer mëttelfristeg iergendwéi encadréiert kréien, ob dat elo den Dirigent vu Museken ass, deen all Owend an enger anerer Musek dirigéiert, ob dat e Sportstrainer ass, dee vläicht nach a verschiddene Veräiner aktiv ass oder op verschiddenen Niveauen. Dat ass alles e bëssen e Vide. Ech weess, dass dat elo net de Justizministère ass, deen dat eleng wäert léisen. Ech mengen awer, dass mer generell, wa mer eng Stratégie de bénévolat hunn, eis och déi Outile musse ginn, fir dee Benevolat ze encadréieren.

Et deet mer leed, dass dat elo an deem heiten Debat zur Sprooch kënn, mee et betrëfft nun emol och d'ASBLen, an dofir ... Mir wäerten op alle Fall dat heite matstëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci fir d'Wuert. Also, et ass jo, mengen ech, elo aus den Debatten an de Stellungname kloer ervirgaangen, dass déi Motioun hei am Projet de loi 6054, esou sympathesch wéi se ass, am Usazpunkt näischt elo de Moien hei derzou bäidréit.

Ech mengen, dobäi si mer an enger ... Et ass multi-sektoriell, an d'Ministesch huet gesot, wat am Kader vun hire Befugnisse alles an d'Weeër geleet ginn ass, Congé sportif, culturel an esou weider. Dat heescht, dass do massiv Ënnerstëtzung komm ass, wou et méiglech ass.

Mir sinn an enger Prewalcampagne, mir wäerten alleguerten an eise Programmer munches zum Benevolat draschreien. Elo nach e Gouvernement zu iergendwelleche gréisseren Debatten hei erauszuerderden ass, éischtens, net realistesch an, zweetens, soll dat kënnen geschéien an enger nächster Mandatur mat engem Debat, deen d'Benevolat verdéngt an all déi Leit, déi Der elo gesot hutt, déi sollen ënnerstëtzt ginn, déi an der Gesellschaft Positioun huelen.

Asoufern géif ech roden, déi Motioun hei an deem Moment net matofzestëmme, net positiv ze bewäerten. Wann den Här Mosar, deen à l'initiative ass, se wëllt oprechterhalen, dann ass dat seng Fro. Mee aus där do Iwwerleeung eraus wär ech frou, wann hien dat kéint anescht gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Den Auteur vun der Motioun huet d'Wuert gefrot, den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Nach eng Kéier, déi Motioun huet vläicht net direkt eppes mam ASBLs-Gesetz ze dinn. Et huet awer mat deene ganz, ganz ville Leit ze dinn, déi an den ASBLE schaffen. An ech mengen, souwisou huet all Deputéierten à tout

moment d'Recht, eng Motioun zu egal wat fir engem Sujet eranzubringen, soudatt ech mengen, dass do iwwerhaupt keng Diskussioun ass, dass iwwert dës Motioun hei kann diskutéiert an och herno ofgestëmmt ginn.

Ech muss Iech soen, ech fannen, ech hunn zu engem Deel dem Här Margue säi Rasonement kënnen novollzéien, mee awer net seng Konklusioun. Ech hunn et d'ailleurs och virdru gesot, dass natierlech dës Motioun, mat deene Pisten, déi hei geschildert sinn, sécherlech net méi vun deser Regierung wäert ëmgesat ginn.

Mee ech wëll Iech awer ganz kloer soen, ech weess elo net, wéi dat fir d'Kolleege vun deenen anere Fraktiounen hei vun der Opposition ass: Déi Virstellungen, déi mir hei hunn, dat sinn och déi, déi mir an de Walen an an de Programmer wäerte verrieden. An dofir stëmme mir fir déi dote Motioun.

Wann Dir do elo aner Virstellungen hutt an net déi, da musst Der do dergéint stëmme. Eis Positioun dozou ass op jidde Fall kloer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt soen, dass ech souwuel d'Argumentatioun wéi och d'Konklusioun vum Här Margue zu 100 % deelen. Ech wollt e just drop opmierksam maachen, dass de Congé sportif net an de Kompetenzberäich vun der Madamm Tanson gehéiert, mee an de Kompetenzberäich vum Här Engel.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir droen dës Motioun mat. Mir gesinn, dass dat Gesetz, dat mer elo grad gestëmmt hunn, wuel en Impakt op de Benevolat huet, och wann dat net esou wëllt gesi ginn. Mir gesinn dat schonn esou, virun allem, well d'Gesetz awer e gewëssenen administrativen Opwand mat sech bréngt fir Benevoller. An dofir soll een d'Konditiounen kréieren, fir dass d'Leit sech kënnen benevoll engagéieren.

Also, mir gesinn dat schonn esou, an dofir droe mir dat heiten och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, mir ënnerstëtze se. Et gëtt wierklech Zäit, dass do Bewegung an d'Saach kënn an dass Neel mat Käpp gemaach gi fir déi Benevoll.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, et gëtt elo Zäit, dass mer iwwert d'Motioun ofstëmme. Nee, den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, pardon, ech muss awer nach eppes soen, well déi Argumenter, déi elo grad vun der Majoritéitssäit hei virbruecht ginn, dass heibanne just nach soll iwwer Motiounen ofgestëmmt ginn, déi an de Kompetenzberäich fale vun deem Minister, dee grad do ass, dat muss ech awer fermement rejetéieren.

Et kann net op där enger Säit erwaart gi vun den Oppositionsparteien, wat mer haut jo gesinn hunn, dass mer an all Texter eis aschaffen, dass mer an allen Texter gutt sinn, dass mer kënnen zu allen Texter dann och Viraarbecht leeschten, a gläichzäiteg, wann e Regierungsmember heibannen ass, da schwätzt dee Regierungsmember fir d'ganz Regierung. Da kann deen

nach ëmmer soen: „Mir als Regierung fannen dat net gutt.“ Mee datt mer soen, et géif just nach iwwer Motiounen ofgestëmmt, esou wéi d'Majoritéit dat elo uklänge gelooss huet, déi kloer an de Kompetenzberäich vu Ministere falen, déi grad uwiesend sinn, dat ass keng gutt parlamentaresch Aarbecht! An dat wëll ech awer ganz kloer gesot hunn, datt ech mech deem net kann uschlëissen. An deemspriechend wäerte mir op alle Fall weider bei eisem Vott bleiwen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Da komme mer elo zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme a kenger Abstentiuon ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galle, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf) et Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

4. Ordre du jour

Ier mer elo zum nächste Projet de loi kommen, wëll ech soen, datt proposéiert gëtt, datt mer just dee Punkt de Moien nach evakuéieren. Da wäert dat ongeféier bis 13.00 Auer daueren. Da géife mer Mëttespous maache bis 14.30 an da géife mer dann duerno mat deenen anere Punkte vum Ordre du jour virufueren.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

5. 8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 8033 iwwert de Cannabis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt de Rapporteur vum deemem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no laange Jore vu Repressioun a Verbuuet betriede mer mat deemem Projet de loi Neiland an der Lëtzebuurger Drogepolitik an erlabe souwuel den Ubau wéi och de Konsum vu Cannabis am Privatberäich ënner gewësse Konditiounen, op déi ech nach wäert zrëckkommen.

(Brouhaha)

Här President, et ass Rumouers am Sall.

M. Fernand Etgen, Président | Dat kenne mer vu gëschter. Ech widderhuelen eng Käier, datt et immens schwéier ass, wann een hei uewe steet an et muss ee schwätzen an et gëtt op alle Borde geschwat. Dat ass net esou einfach, besonnesch wann d'Sitzunge méi laang daueren. Fir dann déi néideg Attentioun ze hunn, dat ass immens schwéier.

Also, ech bieden ëm méi Andacht!

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President.

De Projet de loi, deen ech dann elo virstellen, berout op der fundamentaler Feststellung, datt d'Repressiouns- an d'Verbuetspolitik aus de leschte Joerzénge en Echech war, en Echech an deem Sënn, datt souwuel de Konsum wéi och den illegale Verkaf vu Cannabis um Schwarzmarkt floréiert huet an trotz Repressioun an trotz Verbuuet net erofgaangen ass, mee erop.

Mëttlerweil ass de Cannabis fir net medezinnesch Zwecker, datt heescht, de rekreative Cannabis, déi meescht consomméiert illegal Drog iwwerhaapt zu Lëtzebuerg, gradewéi och an anere Länner.

Mat deemem Projet de loi kuckt d'Regierung där Realitéit an d'Aen a setzt op d'EEgeverantwortung vun den erwuessene Konsumenten amplaz op Repressioun, asoufern et sech ëm kleng Quantitéite vu manner wéi dräi Gramm handelt.

Wéi d'Regierung et an der Vergaangenheet reegelméisseg ënnerstrach huet, geet et dobäi ganz sécher net drëms, de Cannabis ze verharmlosen, ze banaliséieren oder ze promovéieren, wat säi Konsum betrëfft. Et geet der Regierung, a virun allem der Justizminister Sam Tanson, mat deemem Projet de loi eenzeg an eleng drëms, géint d'Drogekriminalitéit, géint deen domat verbonnene Mënschenhandel an aner kriminell Aktivitéiten a géint de Verkaf vu Cannabis um Schwarzmarkt virzegoen, an zwar doduerch, datt den Eegenubau dem Schwarzmarkt Clienten entzitt.

Enk domat verbonnen ass d'Recht vun de Konsumenten op Gesondheetsschutz duerch eng gutt Qualitéit vum Produit, déi och mat deemem Projet de loi ka garantéiert ginn. Datt d'Qualitéit vum Cannabis a sengen Derivéen um Schwarzmarkt ze wënschen iwwreg léisst duerch Veronrengungen, duerch bäigemëscht Substanzen a Streckungen, an dass dee Konsum méi gesondheetsschiedlech ass wéi de Konsum vu Cannabis a gudder Qualitéit, ass ganz einfach eng Tatsaach, déi net méi bewise muss ginn. An och dat ass e wichtegt Argument vun der Regierung, fir dësen éischte Schratt a Richtung Legaliséierung ze maachen an domat och en Deel vum Koalitionsaccord ëmzesetzen, an dëst am Sënn vun der Santé publique.

An engem zweete Schrëtt soll duerno eng staatlech kontrolléiert Produktiounskette mat engem staatlech kontrolléierte Verkaf entwéckelt ginn, dëst innerhalb vun engem Konzept, dat am Virfeld a Form vun engem Eckpunktpebeier mat der Europäescher Commissioun wäert diskutéiert ginn an dat der Chamber schonn an

enger Commissioun jointe a graffen Zich virgestallt ginn ass.

Well dëst Konzept, dat duerno an e Projet de loi soll aflëssen, net Objet vun deemem Projet de loi ass, ginn ech net weider dorop an, an ech wëll natierlech och den Decisiounen vum der follgender Regierung net virgräifen, well et wäert jo déi nächst Regierung sinn, déi iwwert d'Suite vun deemem Konzept wäert decidéieren.

Egal wéi déi nächst Regierung zesumme gesat ass, schonn haut besteet e grouss Konsens, datt parallel zu deemem Projet de loi an zum Konzept, dat entwéckelt gëtt, op Sensibiliséierung an Informatioun gesat muss ginn. Et ass dat, wat déi aktuell Regierung mécht, mam Zil, d'Allgemengheet, a besonnesch déi Jonk an d'Kanner, iwwert d'Gesondheetssrisike vum Cannabiskonsum opzeglären an ze schützen, mat hannendrun enger geziilter Begleedung vu gefäerde-ten oder betraffene Jonken.

Aus Grënn vu Kanner- a Jugendschutz ass a bleift et deemmo verbueden, Cannabis u Mannerjäreger weiderzereechen, Cannabis viru Jonken ze consomméieren oder Cannabis als Mannerjäreger selwer unzebauen.

Domat sinn ech bei de wichtegsten Dispositiounen vun deemem Projet de loi ukomm, déi ech of dëser Plaz kuerz wëllt resüméieren. Wéi am Ufank gesot, gëtt den Ubau vu Cannabis exklusiv am Privatberäich erlaabt, dëst ënner der Konditioun, datt d'Zuel vun de Planze sech maximal op véier pro Communauté domestique limitéiert.

Ënner esou enger Communauté domestique versteet een déijéineg Persounen, déi zesummen an engem Foyer liewen an iwwer ee gemeinsame Budget verfüegen, esou wéi de Staatsrot et proposéiert huet.

Wat den Ubau vun de Planzen ugeet, esou muss dee vun erwuessene Mënschen ausgefouert ginn. Den Ubau muss op Basis vu Cannabis-Som erfollegen, deem säin Etiquetage déi néideg Informatiounen iwwert den Hiersteller oder de Produzent, den Ziichter an iwwert d'Zuel vun de Semencé muss enthalen an doriwwer eraus eng sanitär Warnung iwwert d'Risiko vum Konsum.

Déi erlaabt Consumatioun gëtt hirersäits op groussjäreg Persounen an op de Privatberäich limitéiert, wéi ech et scho gesot hunn. Dat ass déi Plaz, wou eng Persoun ugemellt ass oder wou se gewéinlech wunnt.

Wichtig ass och ze wëssen, datt Cannabisplanzen net vum öffentleche Raum oder vun anere Proprietéiten hier visibel däreffe sinn. Et ass deemmo net erlaabt, op Plazen unzebauen, laanscht déi Foussgänger ënnerwee sinn oder wou d'Noperen e Bléck kënnen drop geheien.

Parallel zu dësen Dispositiounen kënn et zu enger Rei Ännerungen um Niveau vun de Sanktiounen, déi mam Besëtze a Konsum vu klenger Quantitéite vu Cannabis am öffentleche Raum verbonne sinn. Eng wichteg Ännerung bezitt sech op d'Detentioun, de Besëtze, den Transport an d'Aquisitioun vu manner wéi 3 Gramm Cannabis am öffentleche Raum. Se besteet doran, datt et zu enger Dekorrekonaliséierung kënn, dat heescht, datt eng betraffe Persoun net méi viru Geriicht ka kommen. D'Amende gëtt hirersäits op 25 bis 500 Euro erofgesat, an d'Méiglechkeet vun engem Avertissement taxé vun 145 Euro gëtt agefouert, wuel wëssend, datt et sech hei eenzeg an eleng ëm eng Quantitéit vu manner wéi 3 Gramm muss handelen.

Handelt et sech ëm eng Quantitéit vun iwwer 3 Gramm, da gëtt déi betraffe Persoun mat engem Drogendealer assimiléiert. De Recours op en Avertissement taxé ass an deem Fall ausgeschloss. D'Affär gëtt mat engem Procès-verbal sanktionéiert a fir méiglech penal Suiten un de Parquet weidergerecht.

Fir sämtlech Detailer a puncto Sanktiounen, Delaien a Prozedure verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport, dee säiteweis Dispositiounen dozou enthält. Zäitlech gesinn ass et net méiglech, déi alleguer hei virzustellen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim bei d'Avisen, déi zu dësem Projet de loi eragerecht gi sinn, ugefaange bei deenen zwee Avisa vum Staatsrot. Deen éischte staamt vum 14. Mäerz 2023, den Avis complémentaire vum 26. Juni (veuillez lire: vum 26. Mee) 2023.

Am initialen Text huet déi héich Kierperschaft sech un e puer Formulatiounen gestouss, déi eng Opposition formelle mat sech bruecht hunn, esou zum Beispill bei der méi kniwweleger Definitioun vum der Communauté domestique, wou d'Kommissioun déi Textpropos iwwerholl huet, déi ech virdrun erkläert hunn: Zesummen an engem Foyer wunnen an iwwer e gemeinsame Budget verfügen.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot no Prezisiounen verlaangt, wat d'Ofgrenzung vum Privatberäich par rapport zum Terrain adjacent ugeet. An net zulescht huet den Text mussen ugepasst ginn, wat de Konsum vu Cannabis viru Mineure respektiv déi penal Sanktiounen ugeet.

De Staatsrot huet sech dann awer och d'Méi gemaach, an dat wëll ech ennersträichen, d'Systemer an d'Reegelen ze presentéieren a sengem Avis, déi an anere Länner am Beräich vum Cannabiskonsum an -ubau en place sinn. An dat huet e ganz am Detail gemaach. Interessant ass déi Recherche virun allem fir déi Leit, déi sech fir d'Theema interesséieren. An ech géif Iech dofir invitéieren, den Avis vum Staatsrot ze liesen, well e wierklech déi Systemer all presentéiert, déi international scho längst en place sinn an déi weisen, dass mer hei keen Alleingang maachen am internationale Kontext.

Zousätzlech Avisa koumen dann der Rei no vum Collège médical, vum Bezierksgericht Lëtzebuerg, vum Parquet vum Bezierksgericht Lëtzebuerg, vum ieweschte Gerichtshaff, vum Parquet général, vum Tribunal d'arrondissement vum Dikrech, vum Parquet vum Tribunal d'arrondissement Dikrech, vum der Chambre de Commerce a schlussendlech nach en Avis vum Parquet vum Stater Bezierksgericht mat engem Avis complémentaire, deen nogerecht ginn ass, wéi mäi schrëftleche Rapport scho finaliséiert war.

Well deen Avis net méi am Rapport konnt opgefouert ginn, si mer eis an der Kommissioun eens ginn, datt ech a mengem mëndleche Rapport haut kuerz drop aginn.

Virdu sief awer nach bemierkt, datt de Collège médical sech a sengem Avis natierlech méi op déi gesondheetlech Volete konzentréiert huet. Virun allem huet en op déi schiedlech Auswierkungen higewisen, déi vu Planze mat héijem THC-Gehalt ausginn, déi a sougenannten Indoor-Growboxe geziicht kënnen ginn.

An deem Kontext huet de Collège médical no méi Informatiounen am Etiquetage verlaangt an huet dann och seng Bedenken ugemellt, wat d'Konditiounen vum Ubau an d'Surveillance vum der Consommation am effentleche Raum ugeet.

D'Chambre de Commerce huet hirersäits bedauert, datt de Projet de loi keng Justifikatioun an Terme vu Santé publique enthält an huet eng Rei Froen opgeworf, wat déi international Konventiounen ugeet an d'Konformitéit dozou. Prinzipiell huet d'Chambre de Commerce sech awer mam Projet d'accord gewisen.

Déi juristesche Autoritéiten hu sech evidenteweis mat de juristesche Voleten ausernee gesat. An hire jeeweilegen Avisen – dat waren der jo eng Hellewull – hu se eng ganz Rei Froen opgeworf, wat d'Konformitéit

vun dësem Projet de loi mat den internationale Konventiounen an déi konkreet Ëmsetzung vum Projet de loi ugeet. D'Detailer dozou fannt Der och am schrëftleche Rapport.

Bleift, wéi gesot, nach den Avis complémentaire vum Parquet vum Stater Bezierksgericht, deen den 22. Juni 2023 nogerecht ginn ass. An deem Avis widerhëlt de genannte Parquet seng Iwwerleeungen aus dem éischten Avis vum Oktober 2022, wat d'Communauté domestique an d'Plaz vum der Uplanzung betrëfft. Des Weidere weist en op d'Komplexitéit vum Projet de loi hin, wat d'Strofen ugeet an och op de Risiko vun de juristeschen Insecuritéiten bei der Applikation vum Gesetz.

En anere Punkt, deen an dësem Avis complémentaire opgeworf ginn ass, bezitt sech op d'Enquêtes um Niveau vum Trafick vu Cannabis a vun der organisierter Kriminalitéit. An deem Kontext gëtt am Avis gefuerdert, datt d'Mëttelen, déi et erlaben, Enquêtes duerchzuféieren, verstärkt solle ginn.

Schlussendlech beschäftegt den Avis sech mat der Definitioun vum de Stupefianten a méi speziell der Definitioun vum Cannabis a weist op d'Risiken hin, déi sech hannert der Legaliséierung respektiv engem méiglecher Banaliséierung vum Ubau an der Consommation am Privatberäich verstoppen.

Wéi gesot, d'Positioun vum der Regierung hunn ech am Ufank erkläert a kommen net drop zrëck. D'Regierung gesäit et an Terme vu Santé publique a Schutz vum Konsument.

Bleift nach ze soen, datt dëse Projet de loi e längere Wee hannert sech huet no allen Diskussiounen, déi scho jorelaang gefouert gi sinn. Deposéiert gouf en den 22. Juni 2022, also virun eppes iwwer engem Joer, vum der Justizministeresch Sam Tanson. Den éischten Avis vum Staatsrot koum de 14. Mäerz 2023, also aacht Méint méi spéit, a säin Avis complémentaire de 26. Mee 2023. De 14. Juni vum dësem Joer hat ech dann d'Éier, zur Rapportrice ernannt ze ginn, an den 22. Juni (veuillez lire: den 21. Juni) huet d'Justizkommissioun mäi Rapport mat de Stëmme vum der Majoritéit ugeholl.

Dat gesot, ginn ech schonn direkt den Accord vum der grénger Fraktioun a wéilt och nach de Responsable vum Ministère e grouse Merci ausdrécke fir hir kompetent Berodung a Begleedung an der Kommissioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt der Madamm Lorsché Merci soe fir e ganz prezisen an och, muss ech soen, ganz objektive Rapport.

Well dëse Gesetzesprojet, dee kéint een eigentlech iwwerschreien: „Und der Berg gebar eine Maus“, an dat ouni Nout an eigentlech och ouni Demande vum de Leit, ausser vläicht aus den eegene Reien.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dat och nach an der Hetz, well elo just dëse Projet virgezu gëtt, ...

(Interruption)

... och ouni globaalt Konzept. Well an dem Regierungsprogramm, Dir Dammen an Dir Hären, huet dat nach ganz anescht geklongen. Do war vum enger

ganzer Cannabisliwwerkette rieds, déi awer elo net kënnt.

Den Här Staatsminister, deen huet 2018 nach gesot: „Mir huelen de Marché aus den däschteren Ecken eraus a protegéieren domat déi Leit, déi Cannabis consomméieren.“ An da sollt et parallel zu der Legaliséierung och nach Sensibiliséierungscampagnë ginn.

Dat Gesetz, dat mer haut hei hunn, dat gouf ëmmerhi vun dräi Ministeren op enger Pressekonferenz virgestallt. D'Madamm Lenert, déi sot do, datt d'Risiko vum Konsum mat dësem Gesetz erofginn. Et wier eng Approche de santé publique. Si schwätzt vum engem juristeschen Experiment. D'Madamm Tanson, déi sot, datt d'Drogekriminalitéit erofgeet, wat déi Jonk beschützt. An den Här Meisch seet, datt d'Leit méi responsabiliséiert gi fir hir eege Gesondheet. An de President vum der Justizkommissioun, den Här Charles Margue, dee schwätzt op enger anerer Plaz vum der Ambitioun vum dëser Koalitioun, fir dësen Text nach virun de Chamberswalen ze stëmmen.

Abee, mir géifen eis ganz éierlech dës Ambitioun éischer op anere Plaze wënsche wéi grad beim Cannabis, an ech mengen, ganz vill Leit am Land och. A mir fannen et ganz besonnesch, wéi ee sech eng eigentlech falsch Decisioun ka schéieren!

Här President, zum Gesetz selwer. Mir mengen, datt weeder déi politesch nach déi gesondheetlech oder juristesche Zilsetzungen hei errecht ginn. A mir stinn domadder net eleng, well, d'Madamm Rapportrice huet et gesot, et gëtt eng ganz Hellewull vu kriteschen Avisen, vum Parquet, vum den Tribunaler, vum dem Staatsrot iwwer de Collège médical an anerer, soudass dat hei fir eis éischer e Windowdressing ass oder eng typesch Doftmark vu Blo, Rout a Gréng.

Mee der Rei no. Fir d'éischt déi politesch Ziler vu méi Sécherheet an engem bessere Jugendschutz. Mir mengen, datt mat dësem Gesetz d'Kriminalitéit éischer erop- wéi erofgeet. An de Parquet schwätzt a sengem leschten Avis, an d'Madamm Rapportrice ass och dorobber agaangen, éischer vu mafiöse Reseauen, déi kéinten op Lëtzebuerg kommen. Firwat?

D'Drogegesetz vum 1973, dat war kloer, well et eng ganz Rei vu Begrëffer iwwerholl huet, déi an internationale Konventiounen, notament den UNO-Konventiounen, festgeschriwwen waren. Hei kommen awer elo eng Hellewull vun neien an onklare Bestëmmungen derbäi, déi zweedeiteg an oft, wéi de Staatsrot et souguer seet, kontradiktorech sinn. Well e Grondprinzip vum Stroferecht ass eigentlech deen, dass d'Texter mussen kloer sinn, soss hu mir juristesche Onsécherheet, an am Zweifelsfall muss de Riichter dann ëmmer am Interessi vum dem Beschëllegten tranchéieren. An de Parquet, dee geet och a sengem Avis ausdrécklech dorobber an. Hie schwätzt vu mafiöse Reseauen, déi kéinten op Lëtzebuerg kommen. An ech zitieren: „Le projet risque certainement de rendre les enquêtes en matière de trafic de cannabis plus ardues en mettant les enquêteurs face à plusieurs procédures disparates. D'un autre côté“, schreift de Parquet, „il risque d'attirer les réseaux mafieux qui tentent à s'infiltrer dans les pays optant pour une certaine libéralisation en matière de stupéfiants et dépourvus des moyens juridiques pour contrecarrer l'influence de ces réseaux.“

Mir menge weider, datt mat dësem Gesetz och de Jugendschutz net gestärkt gëtt. Am Géigendeel! Mir ginn hei e kloert Signal un eis jonk Leit, datt et am Fong net esou wëll ass, eppes ze fëmmen.

Ech kommen herno nach am Detail dorobber zrëck. An datt mer da wëlle parallel grouss Sensibiliséierungscampagnë schalten, do stëmmen éierlech gesot

d'Dote mat de Wieder net iwwereneen. An dat ass grad bei jonke Leit fatal.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dësen Androck, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt och mat Fakte vun den zoustännegen UNO-Autoritéite confirméiert. Ech zitieren aus engem Rapport vum OICS (ndlr: Organe international de contrôle des stupéfiants), deen eigentlech d'Aen am Numm vun der UNO soll iwwert d'Drogen halen.

„Il semble“, steet an deem Rapport vum Joer 2022, also deen ass net vun anno Tubak, „que la légalisation du cannabis se traduise par une consommation accrue“, schreift d'UNO, „en particulier chez les jeunes, et une moindre perception du risque encouru.“

Une voix | Voilà!

M. Gilles Roth (CSV) | Dann zur Gesondheet. D'Gesetz huet jo och e gesondheetlechen Usaz a wëllt den Drogekonsum reduzéieren an domadder och déi éffentlech Gesondheet stäerken. An dat soen déi allermeeschte Stëmme am Ausland, datt dat schifgeet. Alle virop och do nach eng Kéier den OICS-Rapport: „La légalisation de l'usage non médical du cannabis fait croître la consommation et les problèmes de santé, sans réduire l'activité criminelle.“ Domat ass eigentlech alles an engem Saz gesot.

An dann zu der juristescher Analys, déi och net vill besser ass. De Gesetzesprojet huet, fir et ze vereinfachen, eigentlech dräi Haaptpunkten.

Éischters, ech kann als Erwuessenen elo stroffräi doheem véier Planze Cannabis an enger sougenannter „Hauskommunautéit“ uplanzen an de Cannabis och do stroffräi consumméieren. D'Cannabisplanzen dierfen awer net vu bausse siichtbar sinn.

Zweetens, consumméieren ech Cannabis op all anerer Plaz oder ginn ech mat manner wéi dräi Gramm – manner wéi dräi Gramm, dat ass net näischt! – erwëscht, da kréien ech eng Geldbouss vu 25 bis 500 Euro. Wann ech awer dann direkt e Protokoll, dat heescht, e sougenannten „avertissement taxé“ – dat ass dat selwecht, wéi wann ech ze schnell fueren – vun 145 Euro bezuelen, dann ass alles ok.

An drëttens, bei méi wéi dräi Gramm kréien ech eng maximal Prisongsstrof vu sechs Méint an/oder eng Geldstrof vu maximal 2.500 Euro.

Zu der Legalisatioun vun deene véier Planze Cannabis um Balcon. Wann et iwwerhaapt sollt zu enger Kontroll kommen, wäert de Fräisproch „au bénéfice du doute“ wuel d'Reegel ginn. Fräisproch „au bénéfice du doute“, dat ass „im Zweifel für den Angeklagten“. Dat seet an engem Avis souguer de Parquet mat Verweis op d'Rechtsprinzipien an d'Rechtssprechung vun eisem Cassatiounsgeriicht. E Strofgesetz, ech soen et nach eng Kéier, muss kloer verständlech a previsibel sinn! Näischt ass hei de Fall.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass eng sougenannte „communauté domestique“ mat engem gemeinsame Budget, also eng Hauskommunautéit mat engem gemeinsame Budget? Wat heescht dat, wa méi Leit ënner engem Dag wunnen, mee mat getrennte Budgeten? Wien ass an esou enger Communauté domestique iwwerhaapt da stroferechtlech responsabel, wann ech net véier, mee fënnf Planzen um Balcon hunn?

Wéi ass et an enger Famill, wou erwuesse Kanner doheem wunnen, awer eng eege Pai hunn, an de pensionéierte Papp oder Bop, dee setzt do ze fëmmen? Wéi soll séchergestallt ginn, jo, wéi soll séchergestallt ginn, dass mannerjäreg – an dat fannen ech dramatesch! – Kanner net iertemlecherweis un de Cannabis knabber ginn? An UNO-Rapporten – UNO-Rapporten! – weisen

op Problemer an den USA an a Kanada hin, wou souguer Kanner dru gestuerwe sinn.

(Interruption)

Jo. Wat heescht an der Praxis konkret, ...

(Brouhaha)

... wat heescht an der Praxis konkret, d'Planzen dierften net vun der Voirie publique (veuillez lire: Voie publique) aus visibel sinn? Well jee no Kierpergréisst, Dir Dammen an Dir Hären, vum Polizist, deen dat soll kucken, gesäit deen een eppes an deen aneren, deen e bësse manner héich gewuess ass, dee gesäit do näischt.

(Interruption)

Wéi soll dann déi Kontroll iwwerhaapt an der Praxis geschéien? Also, ech stelle mer vir, do ...

(Interruption)

... do kënt e Polizist, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet e Verdacht, dee klappt seng Leeder eraus, klëmmt erop, hält d'Spektiv, kuckt, ...

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | ... zielt: een, zwee, dräi, véier, fënnf. „A, elo“, seet en, ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

... „elo hunn ech en!“ An dann, Här Kersch, da kënt en an e geet schellen. Jo, an da kritt en net opge-maach. Muss en dann en Durchsuchungsbefehl hunn? Oder seet en: „Et ass e flagrant délit!“ A wéi verhält et sech do mat der Protection du domicile?

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass net ze kontrolléieren! Dat ass dramatesch, dat do.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat si konstitutionell, recht-lech Problemer. Well, éierlech gesot, Dir hutt elo gelaacht, mee et sinn eeler Affekoten, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass iwwerhaapt net fir ze laachen!

M. Gilles Roth (CSV) | ... ech soen net „wäiss Männer“, well dat ass jo scho bal diskriminéierend, déi kënnen sech nach gutt erënneren. Wësst Der, wéi deemools den Adultère war, also d'Friemgoen, wéi dat nach eng Strofdot war? Da sinn d'Polizisten eragaangen an dann hu se gekuckt a getaacht am Bett. Dat ass kee Witz! Dann hu se festgestallt: „Es war noch Bettwärme vorhanden: demnach lag Ehebruch vor!“ Dat hei gëtt dee selwechten Zinglabumm.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum gemeinsame Budget. Wéi wëllt Der da feststellen, ob e gemeinsame Budget do ass oder net? Ginn dann d'Supermarchésrechnung kontrolléiert, ob elo jidd-wereen, deen an deem Haus wunnt, zu deem Budget bäigedroen huet?

Dir hutt elo gelaacht. Mee dat Ganzt, wat ech elo gesot hunn, dat sinn net Suppositiounen, mee dat sinn och eescht Argumenter, déi ënner anerem vun den Avisen, an Dir hutt se gelies, vum Parquet a vun den Tribunaler opgeworf goufen. Well, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Staatsanwaltschaft schon net emol an der Theorie weess, wéi dat do soll applizéiert ginn, ma wéi sollen dann d'Polizisten, déi mat der Aufgab betraut sinn, fir d'Gesetz opzeweisen an unzeweisen an ze kontrolléieren, dat da maachen? Kréien déi Polizisten dann eng Fibel mat Gebrauchsanweisungen? „Handbuch zur Ermittlung der Cannabis-täter!“ Ech géif souguer soen: „Folklorebuch in drei Teilen. Die Polizei bittet um Ihre Mithilfe.“

Zweete Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mat manner wéi dräi Gramm Cannabis op der Strooss

oder soss enzwousch erwëscht ginn, da kommen ech mat enger Geldbouss vu 25 bis 500 Euro – 25 bis 500 Euro! – dervun. Ech kann awer och e sougenannte „Protokoll“, en „AT“, kréien, wéi wann ech am Verkéier eigentlech ze séier gefuer wär. Blouss, bis dass et dozou kënt, muss d'Police jo emol feststellen, dass ech manner wéi dräi Gramm Cannabis kaaft hunn oder bei mir hunn. De Parquet werft dës Fro och op, wéi een dat an der Praxis handhaabt. Lafen dann an Zukunft d'Poliziste mat enger Wo ronderëm? A wéi stelle se fest, dass ech consumméiert hunn? Riche se dat? An der Reegel, dat ass och an den Avice vum Parquet festgehalen, kann een dat nämlech nëmmen duerch eng Bluttprouf konkret feststellen. Dat heescht, am Konkreete geet de Polizist dann hi mat senger Wo, sicht, hält de presuméierten Täter mat an d'Bluttprouf – well dat muss e maachen –, an da bezilt de Konsument, wann déi ganz Prozedur fäerdig ass. Da seet en: „Hei kriss de 145 Euro!“ An da fiert e gemittlech stroffräi erëm heem. Dat ass dat heite Gesetz!

Mir bekloen eis ëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer net genuch Polizisten hätten an eis Geriichter iwwerlaf wieren. An da féiere mer dat dote mat deem doten Zinglabumm an.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Drëtte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären: Bei méi wéi dräi Gramm Cannabis kann ech maximal sechs Méint Prisong an/oder eng Geldstrof bis maximal 2.500 Euro kréien. Wann ech Cannabis u Mannerjäreger verkafen, da kann d'Geldstrof bis 25.000 Euro eropgoen.

Bis elo stoungen heirop – dat kënt Der an dem aktuelle Gesetz noliesen, dat elo nach a Kraaft ass – eng Prisongsstrof vu fënnf bis zéng Joer an eng Geldstrof vun 1.250 bis 1.250.000 Euro. Dat ass ganz éierlech gesot eng geféierlech Verharmlosung vum Drogever-kaf u Mannerjäreger!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Richtig!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | E gehéieregen Ënnerscheid téschent dem Usproch vu Schutz vu Mannerjäreger am Handeln an der Praxis. An eis Justizministesch, déi ëmmer gäre vun hirem Interessi vum Kand schwätzt, an do läit se och richtig, gehäit hei, muss ech soen, aus ideologesche Grënn genau déi Maximim iwwer Bord.

A wa mer scho beim Droit sinn, Madamm, virum Hannergrond vun der europäescher an internationaler Rechtslag ass et och net besser. Ganz au contraire, hei ass et souguer nach méi schlëmm. Well mir hunn zwee europäesch Texter a mir hunn dräi international Konventiounen. Dat ass d'Kaderkonventioun vun der Europäescher Unioun vun 2004, dat ass den Traité vu Schengen – den Traité vu Schengen! – an dat sinn, wéi gesot, déi sougenannten UNO-Drogekonventiounen.

A fir et kloer ze soen, d'Gesetz hei steet mat enger ganz grousser Warscheinlechkeet souguer a Kontradiktioun mat deenen internationale Konventiounen.

An dat ass och d'Konklusioun vun dem Staatsrot, an ech liesen dat: „En conclusion, et tout en reconnaissant que la doctrine n'est pas unanime en la matière, le Conseil d'État estime que, en procédant de la sorte, les auteurs du projet de loi risquent de s'exposer à la critique, au niveau international notamment, d'une possible non-confirmité de la législation envisagée avec le droit international.“

Well déi UNO-Konventiounen, déi gesi ganz kloer vir: „La culture, la production et la détention de stupéfiants constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement.“ A fir dass et kloer ass,

seet de Staatsrot och, dass déi Konventioun „s'impotent au Luxembourg, à la fois en tant qu'État membre de l'Union européenne et en tant qu'État partie ayant signé, approuvé et ratifié les conventions internationales en question.“ An da kënnst de Conseil d'État just zur Konkusioun, dass et wuel keng Sanktioun gëtt, wann ech dat mëssuechten.

Da wéilt ech och nach op e Punkt agoen, dass, wat de Konsum ubelaangt, den Aspect santé an d'Metastudien och ënnersicht goufen. An ech liesen Iech dorausser vir: „Studien mit einem längeren Beobachtungszeitraum [zeigen], dass der Cannabiskonsum dort schneller gestiegen ist, wo Cannabis für Freizeit Zwecke legal ist.“ Punkt 1. Punkt 2: Et gëtt eng „Zunahme an Notaufnahmen für akute und chronische, cannabisbezogene Probleme bei Erwachsenen“. Punkt 3: „Durch die Legalisierung erhöht sich für Jugendliche [...] die subjektive Verfügbarkeit von Cannabis.“

Doriwwer eraus wäert och, Dir Dammen an Dir Hären, de Schwaarzmaart net verschwannen. Et ass och e Risiko vun engem Drogentourismus. An ech verweisen do nach eng Kéier op d'Convention de Schengen mat alleguer de méigleche Sanktiounen, déi mir och kéinten zu Lëtzebuerg riskéieren, dass eventuell d'Grenzen erëm zou kéinte gemaach ginn an dass och weiderhin de Cannabis als Astigsdrog ugesi gëtt. An d'Kriminalitéit wäert dobäi net erofgoen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Fir d'CSV ass et kloer: Mir striewe weiderhin eng gemeinsam europäesch Léisung un. An déi ass mat deemem Gesetz net ginn. Am Géigendeel: Si gëtt ëmmer méi schwierig. Dës Léisung muss virun allem mat eisen Nopeschlänner ofgeschwat ginn, soss riskéiere mer en Drogentourismus op Lëtzebuerg, mat alle Konsequenze fir eist Land. Mir refuséieren op jidde Fall als CSV eng Legaliséierung vum Cannabis am Alleingang, déi och nach géint internationaalt Recht verstéisst. Dovun ofgesi refuséiere mir och Gesetzter, déi méi Rechtsongesécherheete schafen, wéi se der léisen. A virun allem refuséiere mir och eng Verharmlosung vun dem Cannabis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Madam Lenert, eis Gesondheitsministesch, déi huet gesot, et wier en Experiment.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, dat mécht een net mat Kanner!

M. Gilles Roth (CSV) | En Experiment, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e Versuch, e Versuch mat eiser Gesondheet a virun allem mat der Gesondheet vu jonke Leit. An dobäi soe bal all Etüden, ...

(Interruption)

... dass bis 25 Joer de Cannabiskonsum ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Eng Katastroph ass dat do!

M. Gilles Roth (CSV) | ... ka bleiwend Schied och am Gehier hannerloossen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | An d'Laangzäitfolge sinn net ofzegesinn.

Et ass och e juristesche Versuch, deen och nach schifgaangen ass an och nach Rechtsongesécherheet wäert produzéieren.

Et ass zu gudder Lescht e politesche Versuch, vläicht och eng ideologesch Versuchung, fir véier Méint virun de Walen nach déi eege Basis ze bedéngen oder virun aus Torschlusspanik ze liwweren.

Plusieurs voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee fir dese Versuch, fir dëst Experiment, ass de Sujet fir eis ze eescht a sinn d'Gefore fir eis Gesondheet, fir d'Sécherheet a virun allem de Rechtsstaat ze grouss.

Dëst Gesetz gehéiert eigentlech zu deene Gesetzter, déi eist Land a seng Leit definitiv net brauchen, well se se och emol net gefrot hunn. Et probéiert een, wéi de Cannabis och, eigentlech positiv Illusiounen ze produzéieren, an deemem Fall keng neurologescher, mee politescher. Mee och déi si geféierlech, well et ass e Gesetz, dat Land a Leit kloer ka schueden, an dat op ville Pläng.

Aus all desen Ursaache wäerte mir géint dëst Gesetz stëmmen, och fir de kloer Message ze ginn, dass Cannabis net harmlos ass, scho guer net fir eis jonk Leit. Eist Land a seng Leit brauchen haut villes an deser Kris, awer sécher keng nei legaliséiert Drog!

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz richtig! Super geschwat! Net ze gleewen, dass keng Mamm a kee Papp déi aner Säit dergéint stëmmt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Voilà, Här President, léif Kollegeninnen a Kollegen, mat klenge Schrëtt woe mer eis un en neien Émgang mam Cannabis erun. 2001 krut Cannabis déi éischte Kéier en eegene rechtliche Statutt mat mannger strenge Strofe fir de perséinleche Besëtzer an d'Consumatioun – also 2001 war dat.

2018 huet déi lescht Regierung den Asaz vu medezineschem Cannabis erlaabt, fir Patiente mat schwéiere chronischen Erkrankungen oder déi, déi ënner Kriibs oder Multipler Skleros leiden, ze behandelen.

Haut gi mer nach ee Schrëtt weider. Mam Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, erlabe mir et Erwuesenen, bis zu véier Cannabisplanze bei sech doheem fir den Eegekonsum unzebauen. Consumméiert dierf dann och just doheem ginn. Op öffentleche Plaze bleift de Konsum weiderhi verbueden.

Ausserdeem reduzéiere mir d'Héicht vun de Strofen, wann een ënner 3 Gramm Cannabis an der Öffentlechkeet bei sech dréit. Amplaz vun 251 bis 2.500 Euro falen elo just nach Amendé vu 25 bis 500 Euro un.

Op déi weider Detailer vum Text muss ech net agoen, dat huet d'Josée Lorsché mat hirem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport jo scho gemaach. Dofir op deser Plaz e grouse Merci.

Ech wëll meng Zäit notzen, fir ze ënnersträchen, firwat mir op dese Wee vun engem méi oppenen Émgang mam Cannabis wëlle goen. Mir si jo net dat eenzeg Land, dat op dese Wee geet: Uruguay, Kanada a verschidden US-Bundesstaaten hunn op verschidden Aart a Weisen de Cannabis schonn zënter Längerem legaliséiert. Malta ass dat éischt europäesch Land, dat de Cannabis am Dezember 2021 legaliséiert huet. Och Däitschland schafft un engem Konzept.

Desen Émschwong ass keen Zoufall. Do ass enger-säits e Constat, dass d'Repressiounspolitick vun de leschte Joerzénge kee Succès hat. Den Drokekonsum geet weider kontinuierlech an d'Luucht. An dat ass och net verwonnerlech: Drog gëtt et praktesch esou laang wéi d'Mënschheet. Wann et an der Steenzäit nach meeschtens Champignone waren, da gräifen

d'Leit haut ëmmer méi och heefeg op syntheetesche Drogen zrëck.

D'Mënsche sichen no deem Rauschgefill aus ganz ënnerschiddleche Grënn a probéieren dofir allméigleche Substanzen aus. A fir un Drogen ze kommen, huele se och a Kaf, illegal Weeër ze notzen. De Verkauf vun Drogen ass esou zu engem vun deene lukrativste Geschäfte weltwäit ginn, dass sech net ënnerbanne léisst. Kriminell Bande fannen ëmmer nees nei Weeër, fir Drogen ze schmuggelen. Der Kreativitéit sinn do keng Grenze gesat.

A Cannabis bleift déi mat Ofstand am meeschte consumméiert Drog hei am Land. 2019, dat lescht Joer, fir dat zouverlässeg Donnéeë verfügbar sinn, hunn 23,3 % vun de 15- bis 64-Järegegen uginn, dass si scho Cannabis konsumméiert hunn. Et ass och déi Drog, vun där quantitativ am meeschte vun der Police oder der Douane confiscuéiert gouf, nämlech iwwer 370 Kilo eleng 2019. Op zweeter Plaz läit den Heroin mat 6,4 Kilogramm.

Op deser Plaz wëll ech kuerz umierken, dass meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann genee déi selwecht Zuelen an hirem Ried 2021 genannt huet, wou eng Interpellatioun zum Cannabis um Ordre du jour vun der Chamber stoung. An et ass ëmmer nach 2019 dat aktuellst Joer, fir dat Donnéeë virleien. Wa mir d'Drogesituatioun hei am Land awer effikass suivéiere wëllen, och am Kader vun deemem Projet de loi, deen awer trotz allem e Paradigmewissel an eiser Drogopolitick duerstellt, da brauche mir onbedéngt rezent Zuele vum Terrain. Wéi solle mir soss an Zukunft reagéieren, wa mir net wëssen, wat d'Auswierkungen um Terrain sinn?

Här President, nieft dem Versoe vun der Repressiounspolitick besteet beim Konsum vun illegalen Drogen anerersäits an eeschtifte Risiko, senger Gesondheet ze schueden. Natierlech sinn Drogen ëmmer schiedlech. Och en exzessive Konsum vun Alkohol oder Zigarette mécht krank a kann déidlech sinn. Mee well illegal Substanzen kenge Qualitätskontrollen ënnerleien, gi se extreem oft gestreckt oder esou manipuléiert, dass se nach méi süchtig maachen. Alkohol an Zigaretten ënnerleie genee dowéinst strenge Qualitätskontrollen. An der Türkei zum Beispill ass Béier wéinst extreem héije Steieren zum Luxusproduit ginn. Vill Türke besuerge sech elo Alkohol um Schwaarzmaart. Deen ass awer heiansdo mat Methanol gestreckt – mat oft déidlechem Ausgang.

Als Konsument kann een dat beim Kaf vum Schwaarzmaart selbstverständlech net wëssen. Och am Cannabis, deen een op der Strooss ze kafe kritt, ass meeschtens méi wéi déi reng Hanfplanz dran. Wann ee Chance huet, ass et mat normalem Tubak gestreckt. Wann ee Pech huet, dann inhaléiert ee Schungcrème, Wuess oder Hoerspray. De Schued um eegene Kierper ka mat Gras vum Schwaarzmaart ëm e Villfaches méi héich sinn, wéi wann d'Méiglechkeet besteet, d'Qualitéit ze kontrolléieren, sou wéi dat bei den akzeptéierten Alldagsdrogen Alkohol an Zigaretten eeben och de Fall ass.

Dese Gesetzesprojet huet domadder virun allem d'Zil, fir méi Sécherheet ze suergen. Andeems mir et erwuesene Residenten erlaben, fir den eegene Gebrauch Cannabis unzeplanzen, verréngere mir de Konsum vun illegalem Cannabis um Schwaarzmaart. An dat gëtt ëmmer méi relevant, well den THC-Taux um Schwaarzmaart an de leschte Joren extreem an d'Luucht gaangen ass. Wou den Taux 2010 nach bei 10 bis 11 % THC louch, goufe scho vereenzelt Prouwe confiscuéiert mat engem Taux vun iwwer 50 %. Da ka schonn e gerénge Konsum fuerchtbar Auswierkungen op d'Gesondheet hunn, souwuel psychesch wéi och kierperlech.

Och synthetesch Cannabinoiden tauchen ëmmer méi heefeg op a kënnen duerch hir héich Konzentratioun zu Hospitalisatioune féieren. Rezent huet eise Fraktiounsprésident, de Gilles Baum, genee zu esou engem synthetesche Cannabinoid eng Question parlementaire gestallt. Déi Produite sinn nämlech esou nei, datt se offiziell net als illegal Drog gëllen. Esou fale se duerch de Raster a kënnen da legal a Butteker verkaaft ginn, bis se eeben op déi offiziell Lëscht vun den illegalen Drogen opgeholl ginn. Mee kaum ass dat geschitt, ass déi nächst Drog schon opgetaucht. Mir lafen der Saach hëlleflos hannendrun.

Wa mir de Leit awer elo d'Méiglechkeet ginn, hir eege Cannabisplanzen unzebauen, da brauche si net op synthetesch Stoffe zrëckzegräifen oder op de Schwarzmarkt a setze sech esou net méi dem kriminelle Milieu aus. Ausserdeem schränke mir esou den illegalen Handel an – wat och eis Police entlaascht – a reduzéieren d'Profitter vun der organisierter Kriminalitéit.

Här President, ech wëll awer kloer ënnersträichen, dass dëst Gesetz eng éischt Etapp hin zu enger méi moderner Drogepolitik ass. Eis Ambitioune leien awer méi héich. D'Zil ass, an Zukunft eng komplett Produktiouns- a Verkafsketten am Land opzebauen, déi vum Staat reglementéiert a kontrolléiert gëtt. Op 14 staatleche Verkaufspunkte sollen d'Residenten dann ab 18 Joer bis zu 30 Gramm Cannabis de Mount kafe kënnen. Fir dohinner ze kommen, gëllt et awer elo mol, dës Etapp erfollegräich ofzeschlëssen.

An eng méi oppen Drogepolitik muss onbedéngt aktiv begleet ginn, mat Hëllef vu Sensibiliséierung a Preventiounsmesuren. Dowéinst begrëssen ech et ausdrécklech, datt ënnert der Leedung vum Claude Meisch de Schutz vun eise Kanner ganz uewen op der Prioritéitelëscht steet, well de Konsum vu Cannabis de Risiko ass a bleift. Cannabis ass keng Banalitéit!

D'Wierkung vum Cannabis ass vu ville Facteuren ofhängeg, zum Beispill vun der Manéier fir ze konsuméieren, vun der Dosis respektiv vum Taux vum THC, wéi och vun der Persoun selwer an hiren Erwaardungen zur Zäit vum Konsum. Amplaz vun engem High kann ee ganz séier an e schlechten Tripp falen. Dat geet oft Hand an Hand mat Schwindel, Otemproblemer, Häreklappen an Halluzinatioune. Och psychotesch Symptomer sinn eng Méiglechkeet, virun allem wann ee schon am jonken Alter ufänkt mat konsuméieren oder eng geneetesche Veranlagung huet.

Och hei gëllt awer, dass de Risk, esou psychotesch Symptomer ze entwéckelen, méi héich ass, wat den THC-Taux am Cannabis méi héich ass. Do spillt d'Qualitéitskontroll nees eng wichteg Roll, fir dës Risiken ze minimiséieren an déi gréisstméiglech Sécherheet ze bidden.

Mee all dës Risike si kee Grond, fir de méi oppenen Émgang mam Cannabis ze verdäiwelen. Legal Drogen wéi Alkohol an Zigaretten, jo souguer Zocker a Koffein, kënnen negativ op eis Gesondheet wirken, vrop dann, wann ee beim Konsum keng Mooss kennt.

A wann ee sech d'Auswierkung vum Alkohol ukuckt, dann ass et am Fong verwonnerlech, firwat de Cannabis als illegal agestuift gëtt, den Alkohol awer net.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | De Virdeel vum Alkohol ass, datt en an eiser Gesellschaft kulturell ganz déif verankert ass, an dat, obwuel an Europa bis zu 3,3 Millioune Mënschen am Joer opgrond vum Alkoholkonsum hiert Liewe verléieren. A 25 % vun alle Stroossenaccidenter sinn op Alkohol zrëckzeféieren.

Doudeger no Cannabiskonsum sinn do dergéint extreem sielen. An Zukunft kéint déi Zuel eventuell

eropgoen, well den THC-Taux eeben ëmmer méi héich ausfällt, e wierklech pertinente Grond, den Handel vum Schwarzmarkt ze ënnerbannen an d'Qualitéit vum Cannabis ze kontrolléieren.

Mat dësem Vergläich wëll ech awer op kee Fall soen, datt Alkohol verbueden soll ginn – obwuel d'Héijung vum Mindestalter vu 16 op 18 Joer eng gutt Decisioun war. E Verbuet vum Alkohol hätt, wéi ech et schon ugedeit hunn, nëmme negativ Konsequenzen: e Schwarzmarkt mat gepanschte Produiten, déi d'Gesondheet vun de Leit schon no eemolegem Konsum eeschthaf a Gefor bréngen géifen.

All Drog, op legal oder illegal, soll een am beschte guer net oder op d'mannst op eng responsabel Manéier consomméieren. An dowéinst muss mer mat der Preventioun esou fréi wéi méiglech ufänken an Tabue brieche. En oppenen Dialog mat deene Jonken iwwert dës Risiken ass dowéinst enorm wichteg. De Curriculum am Fundamental an am Secondaire wäert esou am Kader vun enger Pilotphas adaptéiert ginn. De SCRIPT schafft jo dofir scho grad e puer Modüllen aus, déi schon ab der Rentrée 2023/2024 integréiert wäerte ginn.

Am Lycée gëtt d'Suchtpreventioun gestärkt, engersäits duerch d'Mise en place vun engem Suchtkoordinator an alle Lycéeën, anersäits duerch e Guide zur Suchtpreventioun, en Aarbechtsoutil fir d'Interventioun bei Fäll vun Drogenkonsum oder -handel an de Schoulgebaier.

Zousätzlech wäert an Zesummenaarbecht mam Centre national de prévention des addictions de Sujet vu Cannabis mat 13 Projeten an de Jugendhaiser thematiséiert an dat edukatiiv Personal forméiert ginn.

Mee och bei der erwuessener Bevëlkerung wäert e besonnescht Aemierk op d'Preventioun geluecht ginn. Ënner anerem wäert eng Laangzäitstrategie ausgeschafft ginn, déi d'Zil huet, d'„Konsumkompetenz“ vun de Bierger ze stäerken. Iwwer eng Hotline, déi am Oktober 2022 agefouert gouf, wéi och e WhatsApp-Service, deen zanter Abrëll 2023 existéiert, kënnen Froen zum Sujet Cannabis gestallt ginn.

An d'Gesetz leet jo och ganz kloer fest, datt, och wann et erlaabt ass, Cannabis bei sech doheem unzebauen, d'Mineuren op kee Fall Zougang zu der Drog dierfe kréien. Do mussen d'Eltere respektiv de legale Tuteur onbedéngt Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Bonne Chance!

M. Pim Knaff (DP) | Et léisst ee jo och seng Kanner net einfach esou un de Schaf mam Alkohol oder un de Waffeschaf, deen een doheem huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir dëst Gesetz haut stëmme, soll dat net heeschen, datt mir den Drogenkonsum hei am Land op déi liicht Schëller huelen. Mir hunn 2020 en nationalen Drogenaktionsplang lancéiert, dee bis 2024 leeft. Haaptzil vun dësem Aktionsplang ass et, zu engem bessere Schutz vun der öffentlecher Gesondheet, der öffentlecher Sécherheet an der sozialer Kohäsion bäizetroen. Dat huet sech net geännert.

Dëst Gesetz reit sech villméi an dese Gedankegang mat an. Mir wëllen zu enger besserer öffentlecher Gesondheet a Sécherheet bäidroen. Dofir muss mer de Schwarzmarkt ënnerbannen. A wien eppes doheem ubaue kann, dee brauch net op den illegale Marché zrëckzegräifen. An et ass et och wichteg, dass mir an enger zweeter Etapp méi wäit ginn, fir all déi Leit, déi doheem selwer näischt ubaue wëllen oder kënnen – sief et well d'Wunneng ze kleng ass, d'Energiekäschten ze deier oder den Opwand ze grouss. Et huet eeben net jiddwereen e gréngen Daum.

Meng Fraktioun begrësst dowéinst och d'Annonce vun der zweeter Etapp, déi ech virdu schon ugeschwat hunn, 14 staatlech Verkaufspunkten, wou just Residenté Cannabis kafe kënnen, souwéi eng komplett Produktiouns- a Verkafsketten am Land ze etabléieren. Wa mir esou eng Produktiounsketten hei am Land opgebaut krite, déi genuch Quantitéite produzéiert, da wier et och vu Virdeel fir de medezinesche Cannabis. Do si mir nämlech nach vill ze vill ofhängeg vum Ausland an eventuelle Liwwerengpäss ausgesat.

Här President, Repressioun eleng ass keng Léisung. Mir brauchen eng méi liberal Approche, déi Hand an Hand mat Sensibiliséierung a Preventiounsmesure geet. Dann erreeche mir och d'Zil vu manner Risike fir d'Gesondheet, manner Kriminalitéit a méi Sécherheet.

Ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Knaff. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mat deem Projet, dee mer haut hei stëmme, stëmme mer och den éischten Deel vun der Cannabislegaliséierung, wou mer deen dann och ëmsetzen, a mir leeën am Fong hei den éischte Baustee fir eng modern Drogepolitik, fir en aneren, fir méi en oppenen Émgang mat Cannabiskonsum.

Ech mengen, d'LSAP hat dat 2018 an hirem Walprogramm drastoien a duerno huet och d'Regierung et an de Koalitionsaccord mat iwwerholl. De ganze Projet konnt leider coronabedéngt net ëmgesat ginn. Dofir ass et awer, mengen ech, eis wichteg gewiescht, hei ganz kloer en éischte Bausteen ze leeën, ëmsetzen an awer och un engem zweete weiderzeschaffen.

An ech mengen, et ass schon e puermol ugeschwat ginn, dass elo an all Haushalt, an all Communauté domestique bis zu véier Cannabisplanze kënnen effektiv ugebaut ginn, dass et am private Kader méiglech ass an dass et bei a viru Mannerjärege verbueden bleift. D'Rapportrice ass am Detail drop agaangen. An ech wëllt hir och vun dëser Plaz hei Merci soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et muss een awer och soen, wann ee méi wäit aushëlt: Undeitunge vun der Legaliséierung, déi gouf et awer och schon am Koalitionsaccord vun 2013 – éischt Bausteng. An ech mengen, datt dat och weidergedriwwen gouf. Et gouf och Visitte vun deemolege Gesondheets- a Justizminister a Kanada, fir sech do un enger kompletter Legaliséierung och ze inspiréieren, well Kanada dat eenzegt Land ass, dat déi och deementsprechend huet. Et sinn awer och Länner wéi Uruguay souwéi verschidden amerikanesch Staaten natierlech och op dee Wee gaangen, an och europäesch Länner, wéi notament Portugal, eent vun den éischte Länner, dat och de Konsum vu Cannabis entkriminaliséiert huet.

De Problem, dee vill Länner hunn a wéinst deem nach vill Länner net op de Wee vun der kompletter Legaliséierung gaange sinn, bon, sinn – an et ass och e puermol hei ugeschwat ginn – déi dräi international Traitéeen, wéi och d'Convention unique sur les stupéfiants vun 1961, déi ënnerschriwwen gi sinn an déi och natierlech de Konsum op de medezinesche Cannabis reduzéieren.

A laut dem OICS, dem Organe international de contrôle des stupéfiants, géif eng komplett Legaliséierung

och géint déi international Konventiounen goen, déi natierlech och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet. Juristeschen ass et also eng schwiereg Fro an effektiv géllt et och, dës nach um europäeschen Niveau ze klären, esou wéi eis Regierung dat och schonn op e puer Plazen ënnerstrach huet.

Duerch dës Problemer ass eng komplett Legaliséierung also direkt net méiglech, an duerfir fänke mer och, mengen ech, an dëser wichtege Etapp haut u mam Erlaben effektiv vu Planzen am private Beräich souwéi och dem Konsum am private Beräich. Also och, mengen ech, hei en neien Ëmgang, wéi ech ugangs gesot hunn, mam Konsum ronderëm de Cannabis.

D'Arbechten un der Reform sinn natierlech weidergaangen. An ech mengen, niewent dem éischten Deel kéint jo nach den zweeten Deel, deen ënnert dem Lead vun der Santé ass. Mee virop einfach d'Fro: Firwat geet een nei Weeër an der Drogopolitick? Wat sinn och do d'Bestriewungen? Ech mengen, 2018 ass jo och de Wee gaange ginn, Cannabis zu medezinneschen Zwecker ze erlaben. An et besteet eeben och d'Bestriewungen, nach e Schratt méi wäit ze goen. Dat maache mer och deementspriedend haut.

Mee virun allem huet sech erausgestallt, dass d'Verbuetspolitick ronderëm de Konsum vun Drogen, vu Cannabis, d'Leit bis elo net ofgehalen huet, et ze consomméieren. Sécher – an déi vill kritesch Aviser ronderëm dëse Projet de loi hunn et gewisen –: E Verbuet tout court, deen awer déi erwünscht Resultater, an dat säit Joerzénge, net erreecht, ass jo vläicht da méi einfach ze handhaben wéi eng Ouverture ënner Konditiounen um gesondheetspoliteschen an och um juristeschen Plang, esou wéi mer dat och mat dësem Gesetz haut hei maachen. Fakt ass, dass eng reng prohibitivisteschen an eng reng repressiv Approche bis dato hir Friichten net gedroen huet. Et bleift also ganz kloer hei – an dat muss ee soen – bei engem Echec.

Ech kann awer och verstoen, dass ville Leit, déi sech virstellen, dass Cannabis eng gesellschaftlech Normalitéit, eng gesellschaftlech Realitéit gétt, dat Angscht mécht. An ech mengen, och do soll een an der Diskussioun an och am Dialog bleiwen an och weider op Preventioun deementspriedend setzen. Mee de rengen Verbuet huet, den Zuelen no, also näischt um Konsum geännert am Sënn vun engem rengen Réckgang. Et ass weider consomméiert ginn, et sinn deelweis och effektiv Alternativen am Ausland gesicht ginn oder och heemlech an onkontrolléiert gesicht ginn an de Konsument ass permanent am Kontakt mam kriminelle Milieu, well e sech effektiv dat Ganzt um Schwarzmarkt muss beschafen.

Also, et ass wichtege, den Accès zu der Substanz am Fong ze reguléieren, fir och effektiv eng propper Qualitéit ze hunn, eng propper Substanz deementspriedend ze hunn an net nach aner Saachen ermëtzefannen am Cannabis, wou effektiv gestreckt an och gemëscht gétt. An ech mengen, dofir ass et och wichtege, dann och e Qualitéitssigel deementspriedend ze hunn.

A puncto Repressioun, ech wëll nach eng Kéier drop zrëckkommen: D'Effikassitéit vum Verbuet vum Cannabis zu Lëtzebuerg ass effektiv net deen, deen ee sech erhoffe kann, an dat weisen och ganz kloer d'Zuelen. Do goufe jo op enger Pressekonferenz an och am Rapport, deen dëst Joer publizéiert gouf, kloer Zuele vum Joer 2019 gewisen: 23,3 % Lëtzebuergers tëschent 15 a 64 Joer hunn op d'mannst eemol an hirem Liewe Cannabis consomméiert. Bei deene 15- bis 34-Järege ass déi Unzuel bei 32,7 %. Bei deene 25- bis 34-Järege bei 36 %, also do am heefegsten, also eng ganz héich Prävalenz.

An dobäi ass awer och feststellen, dass grad eeben iwwert d'Provisioun um Schwarzmarkt d'Konzentratioun vum THC am Cannabis, deen verkaf gouf, immens gestiegen ass. Dat ass eeben de Risiko um Niveau vum Schwarzmarkt. Do weisen d'Zuelen: 2006 war den THC-Gehalt bei 7,4 %, 2020 bei 14,5 % an 2021 bei 19,6 %. Also dat weist, dass déi Progressioun um Schwarzmarkt duerch de Verbuet ganz grouss Risiko bewaart fir d'Gesondheet.

Et ass awer am Fong eng Approche, déi een ännere muss, an dat maache mer och mam Gesetz, dat mer haut stëmmen. D'Repressioun aleng bréngt et also net. Et ass besser, och op de Wee vun der Preventioun ze goen, vun der Regularisatioun an och vun der Responsabilisatioun vum Bierger, an awer och engem gesonden an effektiv opgeklärten Ëmgang domadder, mat den Drogen, an, ech mengen, och dem Bierger iwwert deen dote Wee och méi Verantwortung ze ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Här President, déi virgesi Legaliséierung dréit awer – an dat ass e puermol hei ugeklongen – net zu enger Verharmlosung bäi, well weider d'Opklärung am Vierdergrond steet, ronderëm déi gesondheetlech Aspekter, och weider ronderëm déi juristeschen Aspekter, awer och de Jugendschutz. An domadder erreecht een alles, vill vill méi op alle Fall, wéi mat rengen Tabuen. An ech mengen, do wäert och sécherlech de Gesondheitsministère, wéi awer och de cnapa, e ganz kloeren an och wichtege Rôle hei spillen.

Lëtzebuerg ass awer och keng Insel. Do gesäit ee schon, dass déi Diskussiounen, déi hei zu Lëtzebuerg gefouert goufen, och Auswierkungen hunn op eis Nopeschlänner. Däitschland ënnert der Ampelkoalitioun iwwerleet sech, ob se de private Menagen net effektiv dräi Planzen unzeziichten erlaben sollen. Ech mengen, dat weist, dass och Lëtzebuerg do deementspriedend inspiréiere kann.

An den zweete Volet natierlech – an dat ass och e puermol hei ugeklongen –: och déi staatlech kontrolléiert Produktionskette vu 14 Verkaufspunkte queesch duerch d'Land. Ech mengen, och dat bréngt en zousätzlech Qualitéitssigel deementspriedend mat.

Wat een op alle Fall festhalen kann, ass, dass d'Drogopolitick bis elo net effikass war duerch de Verbuet an effektiv och, dass et net zu der gewënschter Besserung am Drogenkonsum komm ass. An iwwerall an Europa – dofir sot ech och virdrun: „Lëtzebuerg ass keng Insel“ – stellen d'Länner sech déi nämmlech Fro ronderëm d'Legaliséierung oder d'Illegaliséierung vum Cannabis. Länner wéi d'Schwäiz, Malta, Holland an effektiv Däitschland beschäftege sech de Moment aktiv mat dëser Fro, fir och hir Situatioun, hire Status quo ze änneren.

2001 hu mer jo schon en éischten Usaz gemaach, wéi mer ugefaangen hunn, den Ënnerschied tëschent dem Cannabis an och aneren Drogen ze maachen, well am Gesetz vum 2001 den Ënnerschied an de Strofe beim Drogenkonsum jee no Substanz jo och gemaach ginn ass an och do de Cannabis en anere Statutt kritt huet.

Mir wëssen awer och, dass am Verglach zu deenen aneren Drogen, déi consomméiert ginn, Cannabis effektiv déi Drog ass, déi am onschiedlechsten ass. Mee natierlech bréngt se och Schied mat sech an do ass et och wichtege, weider ronderëm d'Preventioun héichzehalen.

Et ass also net vun der Hand ze weisen, dass mer déi lescht 50 Joer duerch de Verbuet effektiv de Konsum net wéi gewënscht an de Grëff kritt hunn, besonnesch bei deene Jonken, an ze laang huet sech och

näischt geännert. Au contraire: Et huet sech souguer verschlechtert an et muss een och emol iwwer Alternativen zu enger total repressiver Politick nodenken an déi och effektiv ëmsetzen – an dat maache mer och haut –, an der Drogopolitick ëmdenken an de Bierger och duerch eng preventiv a reguléiert Politick deementspriedend ewech vum Schwarzmarkt huelen. Also, en einfache „Weiter so!“ ass sécherlech keng Léisung.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass wichtege, de Bierger e gesonden, koordinéierten a progressiven Ëmgang mat Drogen ze erméiglechen an och allgemeng fir de Konsum ze responsabiliséieren, well Repressioun aleng ass net d'Léisung. A ech mengen, och déi Akzenter, déi gesat ginn am Drogenaktionsplang, dovunner och de Bestanddeel Akzenter ze setzen, Elementer ze setzen um sozialen, juristeschen a gesondheetleche Plang, ass déi richteg Richtung.

An dofir ginn ech och hei deementspriedend den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dës éischt Delegatioun (veuillez lire: Legaliséierung) vum Cannabis. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann als nächste Riedner den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wëllt och ufänke mat – ginn d'Mikroen, jo? – engem grouse Merci un d'Madamm Lorsché fir hiren Exposé. Si huet eis dat wonnerbar presentéiert. An ech kann Iech soen: Mir ware ganz verwonnert, wéi mer dee Projet de loi hei als Éischt gesinn hunn, well mir si guer net gewinnt, dass vun Ärer Säit emol eppes erlaabt gétt. Mir si gewinnt, dass vill verbuede gétt vun deene Gréngen. Elo gétt emol eppes erlaabt.

(Interruption)

An dat huet eis terribel verwonnert.

Une voix | Dat kann dach net sinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wëllt Der mer schon eng Fro stellen, Madamm?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Wat fir eng Verbueter mengt Der dann, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, d'Aschränkung vun der Meenungsfräiheet, d'Ausléisung (veuillez lire: d'Ofléisung) vun den Heizungen, de Verbuet vum Verbrennungsmotor ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Wou ass dat da wannechgelift? Dir schwätzt vun Däitschland oder vun Europa, Här Kartheiser.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo. Är Impfflicht, déi Der am Tirang hutt, fir de Leit mat enger Impfflicht do ze déngen, ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Näischt geschitt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... an nach vill aner Saache méi. Mee ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech stelle fest, dass Der keen ee Beispill hutt, wou mer iergend eppes verbueden hunn, dat Der hei weist!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, kommt ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Elo ass et emol u mir, Madamm Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, ech wierdegen Är Begeeschterung an Ären Interessi u menger Ried, mee loosst mech emol wannechgelift schwätzen, well Dir sidd vläicht verwonnert iwwert dat, wat ech elo soen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... an elo huet just den Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Villmoos merci. Gutt, also mir sinn also confrontéiert mat engem Projet hei vun der Regierung, deen de Konsum vum sougenannte „rekreative Cannabis“ soll erlaben. Mir hunn eis natierlech vill Gedanken doriwwer gemaach, an Dir wäert Iech vläicht wonneren, mee mir gesinn eng Rei vu positive Punkten an där Initiativ – absolut! Well et ass esou, dass einfach dat, wat Der hei wëllt erlaben, an eisem Land scho wäit verbreet ass. Et muss een einfach dee Realismus hunn, fir dat ze gesinn. A mir wëlle realistesch mat der Drogeproblematik ëmgoen.

Et ass och esou, dass de Cannabis zënter 2001 schon en anere gesetzleche Statutt huet wéi aner Drogen hei am Land. An et ass sécher gutt, dass déi Leit, déi elo scho Planzen doheem hunn – an dat sinn der eng ettlech – aus der Rechtsongesécherheet erauskommen an heimadder eng Rechtsongesécherheet kréien. Et ass also dat Element vum Realismus, dass mer positiv bewäerten.

Eppes Zweetes, wat mer wëlle positiv gesinn, ass, dass effektiv eng Méiglechkeet besteet, dass de Cours op de Schwarzmaart liicht ofhélt duerch dat hei, well eng bestëmmte Kategorie vu méi verantwortungsvolle Konsumente vläicht elo seet: „Ech huele mer déi Planzen doheem. Ech hunn eng Qualitéitskontroll. Ech brauch mech dann net méi iwwer aner Weeër ze approximéieren.“ Och dat ass am Prinzip e positive Punkt.

An ech wëll och ënnersträichen, dass mer als Partei dacks eng ganz liberal Approche hunn an dass mer eis effektiv ëmmer froen: Wéi wäit därerf de Staat iwwerhaupt an d'Privatleiwien, och an den Domicile vun erwuessene Leit iwwerhaupt agräifen, do Restriktionen a Reegele fixéieren? Och dat ass e permanent Spannungsverhältnis tëschent der Fräiheet vun Mënsch an dem staatléchen Agrëff an dem Interêt public, an dem Interêt vun der Santé publique an esou weider. Mee an deem Spannungsverhältnis soe mer, ass et scho gutt, wann erwuessene Leit an Eegeverantwortung méi Fräiheete kréien, wéi dat vläicht bis elo de Fall ass.

Dat si Saachen, déi mer unerkennen, och wann een iwwert d'Ëmsetzung ka streiden: Firwat véier Planzen? Firwat net dräi? Firwat net fënnf? Mee de Prinzip, de Prinzip ass awer eppes, wat mer u sech guttheeschen, well mer d'Fräiheet vun de Mënsche wëllen esou héich wéi méiglech halen. An aus deene Grënn droe mer dat hei och zum Deel mat. Dir wäert dat och gesinn, mir droen dat hei mat, awer ouni Begeeschterung a mat ganz villen Aschränkungen. Loosst mech dat och ganz kloer soen!

Dir kritt nämlech vun eis keng ongedeelte Zoustëmmung, well mir ganz kloer gesinn, wou d'Gefore leien. An ech mengen, e Virriedner hat dat scho gesot: D'Avisen zu deem Gesetz waren am groussen Ganze ganz negativ – a mat grousssem Recht! De Collège médical

selbstverständlech aus medezinnesche Grënn, eis juristesche Instanzen hu vollkommen zu Recht op d'feelend Definitionen, schlecht Definitionen higewisen. Mir wëssen alleguer, dass d'Loi pénale d'Interpretation stricte ass an dass et dofir extreem wichteg ass, dass dat alles soll kloer sinn, wat awer hei net kloer ass. Mir kommen a Contradictioun mat eisen eegene Gesetzter vun 1973. Och dat ass scho gesot ginn.

Mir müssen oppassen an der Drogepolitik, dass mer keng Verharmlosung maachen, an dat heiten ass e bëssen och e Risiko an déi Richtung, well e Konzept feelt, dass dat heite sollt begleeden. Et ass einfach e séier gemaacht Gesetz, well Der e Walversprieche elo nach wëllt aléisen, wéinstens zum Deel, virun de Walen. Et ass iwwert de Knéi gebrach. Well wann een esou Gesetzter mécht, fir eng verantwortungsvoll Drogepolitik unzedenken oder ëmzesetzen, da muss een dat encadréieren. Et muss wierklech eng Opklärung sinn, dass och de Cannabis kann eng Astigsdrog sinn, dass e ka bei verschiddene Leit mat Predispositionen, iwwerméissegem Konsum, Konsum an ze vill jonke Joren zu Psychose féieren. An et ass och e Problem am Kader vun der Verkéierssécherheet, wou mer hei eng Problematik erëmfannen, wéi mer se och scho beim Konsum vun Alkohol an esou weider, Medikamenter zum Deel, och kennen.

Alles dat gehéiert zu enger verantwortungsvoller Opklärungscampagne, zu engem Encadrement vun esou enger Initiativ, wéi Der se eis hei proposéiert, déi awer feelt. Mir huelen hei eng Liberaliséierungsinitiativ, mee ouni dat, wat awer ronderëm misst existéieren.

Mir froen eis och: Wéi eng Konsequenzen huet dat op d'Familjen, wann déi eng derfir sinn, déi aner net? Komme mer hei zu enger Delatiounskultur, wann eng Kéier sechs Planzen doheem sinn oder siwen? Alles dat froe mer eis a mir wësse ganz gutt, dass dat, wat hei gesot gëtt, net kontrolléierbar ass a warscheinlech och net ëmzesetzen. Dass kee Konsum viru Mannerjärege soll sinn an engem Menage, wéi soll dat kontrolléiert ginn? Wéi ass dat glafwierdeg duerzestellen? Dat kënnen mir eis net virstellen, dass dat do soll observéiert ginn.

Mir wëssen och, dass den Effekt ..., och wa mer eis erhoffen, wéi Dir et gesot hutt, dass vläicht e gewëssenen Effekt op de Schwarzmaart do ass. Mee d'Erfarungen an deene Länner, wou liberaliséiert ginn ass, weisen an eng aner Richtung. Et gëtt ëmmer e Schwarzmaart, och bei der Drogelegaliséierung, well een d'Saache ka méi einfach kréien eventuell, méi bëlleg, voilà, et gëtt einfach méi héich Konzentratioun wéi dat, wat legal erlaabt ass. Et gëtt ëmmer Ursachen, et gëtt ëmmer Méiglechkeete fir déi kriminell Energie. A wann Der déi Avise liest, wat d'Parqueten an déi juristesche Autoritéiten eis soen, da weise se ganz däitlech, dass mer de Risiko lafen, éischer méi Kriminalitéit hei an d'Land ze kréie wéi manner.

Mir wëlle keng Signalwierkung. Och wa mer op de Wee gi vun enger Liberaliséierung, heescht dat net, dass de Staat dat gutt fënnst oder dass dat soll encouragéiert ginn. Och dat gehéiert zu enger Campagne, déi ee ka maachen. Et huet Virdeeler, méi eng liberal Approche ze hunn, mee dee Virdeel ass net ze verwiessele mat enger Verharmlosung oder mat enger Signalwierkung, dass et, well et jo net esou verbueden ass, wéi et war, u sech eng gutt Saach ass, eppes, wat ee soll maachen oder probéieren – ganz am Géigendeel!

Dir hat virdrun – an do ass et mer awer wierklech een Abléck schwindeleg ginn – an deem Gesetz, dass mer hei virdrun diskutéiert hunn, Madamm Minister,

gesot, déi legal Obligatiounen wäeren Iech wichteg. Dass war am ASBL-Gesetz. Mee dass ass anscheinend eng aner Welt wéi den Droit international public, well hei violéiert d'Regierung ganz kloer dräi international UNO-Konventionen, déi Gesetz sinn hei zu Lëtzebuerg, déi mir ratifizéiert hunn an déi eis u sech dat verbidden, wat hei gemaach gëtt. Do gëtt et dann Ausnamediskussionen. Dass wär experimentell oder dass wär à des fins scientifiques, hu mer héieren. Wou ass hei d'Wëssenschaft? Macht Der net de Geck mat de Leit? Macht der net de Geck mat der Wëssenschaft?

Ech soen Iech: International Konventionen, och wa keng Strof do ass, do gëtt et eng Reegel. Déi muss bona fide erfëllt ginn – bona fide, ouni Hannergedanken, ouni de Wonsch ze ëmgoen! An och wat ënnerschriwwen ass, emol wann et nach net ratifizéiert ass, bënnt Staaten a si muss sech drun halen. Dass hutt Der schon net respektéiert bei Ärem Gesetz iwwert d'Responsabilité civile en matière nucléaire (veuillez lire: Responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire). De Broch vun internationale Recht ass Method bei dëser Regierung! Et ass net déi éische Kéier. Dir macht et ëmmer nees. Dir macht et bei den Drogekonventionen, Dir macht et am nukleare Beräich, a mir wëllen dat net. Mir wëllen dat net! Mir wëllen, dass mir als Lëtzebuerg dat internationaalt Recht respektéieren, well mir fuerderen dat och vun anere mat Recht an.

Dann, wësst Der, déi europäesch Dimensioun: Elo ass dat hei en éische Schrëtt. Gutt, zu deem hu mer gesot, dass mer dat zum Deel kënnen novollzéien an och déi puer Virdeeler, déi existéieren, och wëllen unerkennen. Dass maache mer och. Mee mir wëllen net an eng Situatioun kommen, wou Lëtzebuerg seng Reputatioun a seng Kredibilitéit ënner europäesche Partner doduerch op d'Spill setzt, dass mer hei en Tourismus generéieren, deen eis a Contradictioun zu europäesche Konventionen an a Schwieregkeete mat eisen Nopeschlänner féiert. Eis Reputatioun als Land sollte mer och am A behalen.

Wat mir gär hätten, dass ass sécher ... Jo, mir kënnen innovativ an der Drogepolitik sinn, jo, mir muss Verantwortung weisen, mir müssen d'Fräiheet vun de Leit respektéieren. Alles dass ass richtig. Mir kënnen och bei aneren Drogen iwwerleeën, bei deenen, déi nach vill méi schlëmm sinn, wéi mer kënnen vläicht besser un esou Problemer erugeen. Dass muss mer och, well mir gesi jo dee Misär all Dag, deen duerch den Drogekonsum verursaacht gëtt. An dass mer do politesch verantwortlech müssen driwwer nodenken, wat vläicht e bessere Wee ass oder wéi mer kënnen anescht do erugeen, ass eng Selbstverständlechkeet.

Mee mir wëllen Opklärung. Mir wëllen och Fuerschung, fir do ze hëllefen, wou et néideg ass am medezinnesche Beräich. Mir wëllen eng anstänneg politesch a medial Begleedung vun deene Saachen. Mir wëllen an de Schoule present sinn, op Risiken opmierksam maachen, eng richtig Reflexioun op eethesche Krittären, an verantwortungsvolle Krittären, a keng Duebelmoral, keen Ëmgoe vun internationalen Obligatiounen vun eisem Land.

An eng europäesch Léisung wär an esou enger Problematik wéi där heiter sécher déi richtig, well mer einfach net wëllen a Schwieregkeete mat eisen Nopeschstaate kommen, well mer hei innovéieren, ouni ze iwwerleeën.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech gesinn, d'Madamm Oberweis ass schon ënnerwee. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport ganz am Detail. Villmools merci dofir.

Virop gesot, mir droen dese Projet mat. Mee mir gesinn en awer och relativ ernüchert, well mir fäerten, dass an nächster Zukunft de Cannabis wuel weider beim Dealer awer och ze fannen ass. Dat heescht, de Cannabis, deen op der Strooss verkaaft gëtt, bleift zum Deel onkontrolléiert an an den Hänn vun enger organisierter Kriminalitéit.

De Cannabis wäert nach ëmmer illegal iwwert d'Grenze geschmuggelt ginn a seng Substanzen ëmmer nach mat toxische Mëtzel opgeputscht sinn. An et wäerten och ëmmer nach Leit mat Cannabis dealen, souguer vläicht ëmmer méi, wann d'Leit mat enger normaler Aarbecht hei zu Lëtzebuerg ëmmer manner d'Enner um Enn vum Mount zesummekréien, wat elo näischt mat deem heite Gesetz an deem Sënn ze dinn huet. An deem Fall wäerten eis Prisongen dann och an Zukunft gutt gefëllt bleiwen. Schliesslech sinn déi meescht Prisongsstrofe jo och op illegalem Drogenhandel ausgeschwat.

Här President, mir wëssen, datt d'Drogeconsummation klëmmt – iwwerall, weltwäit an och zu Lëtzebuerg – an datt de Cannabis hei zu Lëtzebuerg déi meescht consomméiert illegal Drog ass. Cannabis aus net kontrolléiertem Ubau, Cannabis mat engem extreem héijen THC-Wäert, kuerz gesot, schlechten a potenziell geféierleche Cannabis, jo dat ass e Problem, e soziale Problem, mee virun allem och eng Erausforderung fir d'Santé mentale.

Här President, d'Cannabislegaliséierung, sou wéi d'Regierungsparteien et an hirem Koalitionsaccord festgehalten hunn, stoung am Ufank am Zeeche vun der Santé publique. Et sollt e Paradigmewissel sinn an der Drogepolitik. Hei géif een endlech brieche mat der Repressioun an der Kriminaliséierung vun den Drogenkonsumenten an hiren Dealer. Et wollt een deemools der organisierter Kriminalitéit de Buedem ënnert de Féiss ewechzéien, hire Business sabotéieren, de Schwarzmarkt ausbludden an de klengen Dealer aner Zukunftsperspektive bidden, an engem gereegelten Aarbechtskader eventuell. Eng Cannabislegaliséierung hätt bedeit, dass Cannabis hei zu Lëtzebuerg ugeplazt hätt kënne ginn, dass deesen Ubau vum Staat kontrolléiert a labelliséiert gi wier, dass d'Endprodukt och nach emol getest an zertifizéiert kéint ginn an de Verkauf an den Zougang op spezialiséierte Plazen ënner Op-sicht vu staatlechen Organer hätt kënne kloer geregelt sinn an och, wien den Zougang zu dese Produiten hätt dierfen hunn.

Et ass bekannt, dass besonnesch Jugendlecher vu 15 bis 16 Joer ufälleg si fir de Cannabiskonsum. An deem Sënn si si ënnert den aktuelle Konditiounen och staarke Gesondheitsrisikoen, och dat ass scho gesot ginn, ausgesat. Eng Legaliséierung vum Cannabis an eng op Jonker ausgerichte Sensibiliséierungscampagne ronderëm de Konsum vun Droge wieren also och elo haut hei déi richteg Approche, fir deene Gesondheitsrisiken entgéintzewirken. An ech géif soen, net just eng Sensibiliséierungscampagne, mee och Fuerschung, huet grad den Här Kartheiser och ugedeit, ass immens wichtig, well och do gëtt et ëmmer erëm Studien, déi awer an déi eng an an déi aner Richtung ginn, an et ass net ëmmer ganz kloer, wéi en Impakt dat heite wierklech elo hätt. Also d'Begleedung vum Projet wär warscheinlech immens, immens wichtig.

Här President, ech schwätze bewusst am Conditionnel, well wéineg vun deem, wat sämtlech Regierungsparteien an hire Walprogrammer iwwert d'Cannabislegaliséierung geschriwwen hunn, ass dann elo wierklech

an deem Gesamtkonzept ëmgesat ginn. Schonn am Oktober 2021 ass d'Regierung zrëckgeruddert. Et wier méi komplizéiert, wéi geduecht, virun allem juristesches giesing. An trotzdem bréngen aner Länner et awer iergendwéi fäerdeg, iwwert dese Komplikatiounen ze stoen oder se iergendwéi ze léisen.

Et ass eng Saach vu politeschem Courage an eisen Aen, esou Projeten und ze goen. Dat ass an eisen Aen net onbedéngt d'Stäerkt vun deser Regierung, op jidde Fall net, wann et ëm Projete geet, bei deenen d'kollektiv iwwert den eenzelnen Interessie stinn an domadder um Establishment oder der gesellschaftlecher Uerdnung geréselt gëtt. De gratis öffentliche Transport ass an deem Sënn vläicht eng vun deene leschten ambitiëse politeschen Decisiounen, déi des Regierung elo an der leschter Zäit ëmgesat huet, wou dee kollektiven Interessie iwwert dem Einzelinteressi steet. Et geet elo iwwert dese Projet eraus. Mee nach eemol: Dat ass fir eis dat, wat mir och gesinn.

Här President, mat deemem Projet de loi stinn den Interessie vun Einzelnen, wéi ech grad gesot hunn, an d'Eegeresponsabilitéit alt erëm virun der kollektiver Verantwortung an dem Wuelbefanne vun der ganzer Gesellschaft. Esou versti mir et, wann den Ubau an d'Consummation vum Cannabis nëmme am private Kader erlaabt ginn. An deem Fall läit och d'Responsabilitéit fir d'Gesondheet beim Konsument selwer. Eng kloer Reegelung fir d'Hierkonft vum Som gradewéi de maximalen THC-Gehalt vun de Planzen, dee fir den Eegegebrauch kann zielen, stinn net esou kloer am Gesetz. Et ass absurd, dass Cannabiskären a -planze mussen importéiert ginn, amplaz den Ubau an d'Produktion hei am Land ze ënnerstëtzen, esou wéi dat u sech virgesi war. Dat géllt och fir de Cannabis medicinal an d'CBD-Produkter, déi zu Lëtzebuerg majoritär fir deiert Geld importéiert ginn. An de Gros dovunner kënn net aus fräiem Ubau, mee gëtt Indoor hiergestallt, wou den CO₂-Ofdrock immens grouss ass.

Här President, dass dese Gesetzesprojet eng wichtig Etapp fir déi allgemeng Legaliséierung vum Cannabis wier, gesi mir e wéineg anescht. Eng Legaliséierung vum Eegekonsum an Ubau am streng limitéierte private Kader huet eiser Meinung no näischt mat enger ambitiëser Drogepolitik ze dinn. Et ass vläicht eng Faveur oder en Amusement fir e puer Hobbygärtner, Bildungsbiergertum oder och Hedonisten, vill Leit, déi souwiso net riskéieren, vun der Police ugehale ze ginn, wa se Cannabis op der Strooss konsuméieren, vill Leit och, déi net diskriminéiert gi vun hirem familiären, beruflechen oder schouleschen Ëmfeld, wa se Cannabis consomméieren.

Här President, mir gesinn dat, wat d'Regierung säit 2018 fäerdegbruecht huet am Dossier Cannabislegaliséierung, also relativ ernüchert. Domat kënne mir awer och liewen. Wéi gesot, mir droen dese Projet mat, mee verkaaft en net als Etapp zu enger effektiver Legaliséierung vum Cannabis, well déi steet nach an de Stären.

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, mir schwätzen haut iwwer ee Schrëtt, net iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis, wéi mir eis se als Piraten gewünscht hätten, mee et ass ee ganz kleng Schrëtt an déi richteg Richtung.

Well wann een eng Reaktioun ka ginn och op d'Virriedner, et ass nun emol e Constat: Deen, dee fëmme wëll, dee fëmmt. An de Konsum ass haut schon esou

do. Mir kënnen e schéischwätzen, mir kënnen stonnelaang driwwer debattéieren, mee et ass nun emol haut e Fakt, dass de Cannabis konsuméiert gëtt, an et ass och eis Responsabilitéit als Politick, wann ee feststellt, dass de Cannabis eeben am Alldag ukomm ass an een et iwwer repressiv Gesetzer net hikritt, en ze verhënnere, dass ee muss higoen, en anere Wee ze goen.

Grad wann ee beim Cannabis vun enger softer Drog kann ausgoen, déi am meeschte Problemer bis elo doduerch ausgeléist huet, dass ee se eeben net um legale Wee kann kafen, mee dass een huet misse mat engem Dealer an, soe mer, Commerce goen, fir dass deen dann e Produit verkaf huet, deen och emol net clean war.

Dat ass awer elo net, wéi verschidde Virriedner gesot hunn, dass doduerjer, wat haut gestëmmt wäert ginn, d'Dealer, soe mer mol, aarbechtslos géife ginn. Am Contraire. Déi meescht Konsumente wäerte leider net d'Méiglechkeet hunn, doheem eng Planz unzesetzen, nenne mer et emol esou, well et muss jo och d'ganz Famill dann averstane sinn, wann een doheem op eemol seng Plantage vu véier Planzen ufänkt. Ech ka mer dat virstellen, dass dat – an ech maache laang Jugendaarbecht –, dass dat schwierig doheem ass, fir sengen Elteren ze verklickeren: „Jo, ech hu meng 18 Joer, wou kann ech dann elo meng Planzen hisetzen?“

Dat heescht, fir eis Piraten wäert dat doten de Problem vun den Dealer net léisen. D'Dealer wäerte weiderhi leider bestoe bleiwen. Well eist Zil war et, fir déi Dealer vum Marché ze kréien, déi déi onpropper Droge verkafen. Dir dierft net vergiessen: Dir fänkt beim Cannabis u beim Dealer an da lant Der herno bei enger méi schwéierer Drog, well deen Tech nach eppes drënner gemixt huet oder eppes aneres wollt verkafen. An do huet de Courage gefeelt vun deser Regierung, fir dat unzepaken, well de Courage feelt, fir de Cannabis richtig ze legaliséieren, esou wéi mir Piraten et gäre gehat hätten.

Mir hunn eis virgestallt, dass een dat ka ganz legal kafen, kontrolléiert, dass een eng gutt Matière kritt, dass de Gesondheitsrisiko doduerch erfogt an ee guer net a Kontakt mam Dealer kënn. Leider huet dee Courage bei deser Regierung gefeelt.

An ech hunn nach eng Kéier extra de Koalitionsaccord erausgedréckt, wou Der ganz grouss geschriwwen hat, Dir géift op „achat, possession, consommation“, alles goen. Bon, nix ass. Elo gëtt et eng emol net soft Legaliséierung. Et ass einfach iergendeppes emol dohinner gemaach, wat ...

An do ginn ech de Virriedner och vun der CSV Recht, dass et net kontrolléierbar ass. Dat ass nämlech de Problem. Just mir kritiséieren an eng aner Richtung. Mir kritiséieren, dass Der et hätt solle méi legaliséieren, dass een et herno soll an engem gudden Kader kënne kafe wéi Zigaretten zum Beispill, dass Der dat kéint esou kafen an doduerjer eng Kontroll hätt. Well wat Der elo maacht, wäert a sech ganz schwéier ginn, souwuel fir eis Police wéi fir d'Konsumente wéi fir d'Familljememberen. Wat äntwert Der Äre Kanner dann elo, wann déi soen: „Hues de doheem iergendzwousch Plaz, ech géif mer gäre véier Planzen dohinner setzen?“ Oder ëmgedréint. Är Eltere wëlle se setzen, wat äntwären d'Kanner dann? Da soen déi an der Schoul: „O hei, mir hunn doheem véier nei Planz kritt.“

(Hilarité)

Et ass e bëssen dat Äre Problem. Dir hutt hei eng Limitation agesat, déi awer herno net fir jiddereen ëmsetzbar ass. Déi aner ass, ech hat dat an der Kommissioun opgeworf: Wou kritt Der Är Planzen an Äre Som hier? Ech krut do als Äntwert: „Hei zu Lëtzebuerg kritt

een deen herno awer net ze kafen.“ Dat ass e bëssen de Problem. Da musst Der en am Internet bestellen, da geet dat hin an hier. An dann, wat bestellt Der? Bestellt Der de Som oder huttt Der scho kleng Planzen, déi Der geliwwert kritt? Dat sinn alles déi Froen, déi sech herno stellen.

Mir hätten eigentlech de Wee gäre gehat, dass dat vill méi oppen ass.

(Interruption)

Jo, ech soen dat elo éierlech – ech wëll elo keen Numm soen –, esou e grouse Baumaart, dass een do kann dohinnergoen an et keeft ee säi Som an da kann ee säi Cannabis planzen ouni Risiko, dass een och net muss fäerten, dass iergendwéi eng Kéier d'Police schellt, well vläicht fénnef Planzen doheem komm sinn. Ech mengen, jiddereen, dee Gäertner ass, weess, dass heiansdo vläicht eng Planz bäikéint, an dann ass een direkt kriminell.

Well déi aner Fro ass jo: Wéi grouss dierfen déi Planze ginn? Dat ass jo déi aner Geschicht beim Cannabis. Wéi grouss dierfen déi Planze ginn? Herno huttt Der Planzen, Verschiddener, déi kënne bis zu dräi, véier Meter ginn. Jo gutt, wann Der der do véier kënnt huelen, da kënnt Der eng grouss Famill doheem hunn. Dat ass deen anere Problem.

Dat heescht, Dir huttt a sech mat Ärer softer, falscher Legaliséierung elo méi Problemer geschaaft, wéi wann Der einfach gesot hätt: „Mir erkennen de Problem. Mir si modern. Mir ginn an eng gerecht Léisung, dass mer soen, mir maachen et op, et gëtt eng ganz kloer Vente, déi gereegelt ass, déi op spezielle Lieue stattfënn an och de Konsum.“ Ma firwat dann net op Cafée goen, wou een einfach ka säi Cannabis konsuméieren? An anere Länner fonctionéiert dat ouni Problem. Firwat hu mir dat net zu Lëtzebuerg gemaach? Elo muss ee sech dann iergendzousch seng Plaz sichen, wou een de Konsum ka maachen, ouni dass een ee gesäit. Et dierf een nëmme seng 3 Gramm ... Bon ech si frou, dass een elo 3 Gramm dierf mathuelen. Ech stelle mer et awer ganz schwierig vir, wéi de Polizist dat herno soll ëmsetzen. A stellt Iech emol vir, Dir huttt och nach grad Är Planz doheem geschnidden an Dir huttt herno 3,1 Gramm dobäi. O Mamm, da kënnt d'Blo Luucht.

Dat ass e bëssen de Problem, deen Der geschaf huttt. Dir hätt einfach solle soen: „Et dierf een et mathuelen“, awer net déi soft ..., wësst Der? Dir huttt elo näischt Richteges gemaach an näischt Falsches. Einfach esou, ech maachen einfach iergendepes, well ech hat jo am Koalitionsaccord nach eppes stoen an ech muss jo elo drun denken, den 8. Oktober kënnt eng Echeance, vläicht muss ech meng Leit dann nach iergendwéi bei Laun halen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee ech kann Iech eppes soen: Och déi, déi Cannabis fëmmen, déi wäerten elo net glécklech gi mat Ärer softer, falscher Legaliséierung, déi Der hei gemaach huttt, well dat dote wäert hinne méi Problemer herno schafen, wéi Der der eigentlech wollt léisen.

Hätt Der de Courage gehat als Regierung, fir endlech de Cannabis richtig ze legaliséieren, wéi mir Piraten et gefrot haten, da wär et eng super Affär gewiescht.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Georgen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir huttt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. D'Regierung seet: „Dëst Gesetz ass déi éischt Etapp

um Wee vun enger genereller Legaliséierung.“ De Gilles Roth huet virdrun erkläert, wat eis Meenung iwwert deen éischte Schrëtt ass, deen haut um Ordre du jour steet, dass mer dee Schrëtt doniewent fannen, dass mer fannen, dass et e Schrëtt an déi falsch Richtung ass.

Mee ech wëll awer e puer Wuert och iwwert deen zweete Schrëtt soen, deen eis virun e puer Woche virgestallt ginn ass, elo, véier Méint virun de Walen. Véier Méint virun de Wale kënnt ee mat engem Projet pilote, deen net méi kann ëmgesat ginn – déi nächst Regierung soll also kucken, wéi en ëmgesat gëtt – a wou och nach keen Text do ass. Dat seet mir just, dass an dësem Fall nach schnell huet missen eppes iwwert de Knéi gebrach ginn, just fir ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... dass mer mussen eppes maachen, well et am Koalitionsprogramm steet a well mer et dann einfach wëllen am Bilan virweisen, net méi an net manner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Mir fannen dat irresponsabel an zumindest onprofessionell.

Mir fannen awer och, dass dat an der Santé an deene leschte Wochen a Méint d'Reegel ginn ass. Kuckt emol, wat mer nach alles an der Gesondheetspolitik elo mussen d'urgence an deenen nächsten zwou, dräi Wochen ëmsetzen: d'Gesetz iwwert d'Gesondheetsberuffer elo an deenen nächsten Deeg, den Ambulatoire, d'Dokteschpraxen an dann, wat mer ugekënnegt kruten an deene leschten zwee, dräi Deeg, eng Rei grouss Projeten an der Informatik, wou alles frësch gemaach soll ginn. Dat elo ze annoncieren, véier Méint virun de Walen, ... Eng Centrale nationale d'achat gëtt dann elo presentéiert. E Plan national de santé krute mer de Moie presentéiert, véier Méint virun de Walen; just bliannen Aktivismus an eisen Aen.

(Interruption)

Et ass viles an deem leschte Moment virgestallt ginn. Et ass wéineg gemaach ginn. An dat, wat soll gemaach ginn, dat gëtt an der Hetz gemaach am leschte Moment an iwwert de Knéi gebrach.

(Interruption)

Zu dëser Etapp, also zu där zweeter Etapp, déi hantert dësem Projet nach soll kommen, wëll ech dat hei soen: Et gëtt eng Rei Argumenter fir eng Legaliséierung vum Cannabis gebraucht: d'Kontroll iwwert de Marché, déi ee soll domadder kréien, en Trafick, deen ennerbonne soll ginn, well Verkafsweeër legal gemaach ginn a soumat der Kriminalitéit entgéintgewierkt gëtt, verbonne mam Argument, dass d'Qualitéitskontroll ka gemaach ginn a garantéiert ginn, an domat séchergestallt ginn, dass Jugendlecher manner geféierlech Stoffer géife kréien.

Ech soen Iech, mir kënne mat deenen Zilsetzungen d'accord sinn. Mir kënnen och déi Argumenter esouguer verstoen. Mee mir mengen, dass dese Projet, an haaptsächlech dee Projet, esou wéi mer en elo gesinn an där zweeter Etapp, dës Zilsetzungen net erreecht. Au contraire, mir sinn iwwerzeegt, dass d'Konsequenze vun dësem an deem nächste Projet genau an d'contraire Richtung gi wéi déi Zilsetzungen, déi Der enoncéiert huttt.

Dee gréisste Problem nämlech, dee mer hunn, an dee wichtigsten an eisen Aen, wierklech dee wichtigsten, dass de Schutz vun de Jugendlechen a vun hirer Gesondheet.

Datt de Cannabiskonsum bei Jugendleche bis 21, souguer bis 25, soen eng Rei Spezialisten, wou déi

kierperlech Entwécklung nach net ofgeschloss ass, kann dramatesch Konsequenzen hunn, ass, mengen ech, momentan vu kengem, vu kengem bestridden. An d'Regierung huet selwer an hirer Etüd iwwert d'Gesondheet vu Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg 2018 dat hei geschriwwen – ech liesen Iech et gär vir, well et einfach esou kloer an däitlech ass –: „Beim Gebrauch von Cannabis kann es zu funktionsgestörtem Verhalten und Wahrnehmungsstörungen kommen, zum Beispiel zu Euphorie, Enthemmung, Angst, paranoiden Vorstellungen sowie Einschränkungen der Reaktionszeit und der Urteilsfähigkeit. Dies kann unter anderem das Risiko von Unfällen erhöhen. Darüber hinaus ist Cannabisabhängigkeit ein Risikofaktor für psychische Erkrankungen, wie etwa Angststörungen und bipolare Störungen. Zudem wird Cannabis mit sozialen Problemen in Verbindung gebracht, wie einer geringeren schulischen Leistung und dem Konsum anderer Drogen. Als besonders schädlich gilt der Konsum, wenn er früh in der Jugend beginnt, hoch dosiert ist und regelmäßig fortgesetzt wird.“

Dat sinn net ech, deen dat seet. Dat ass d'Regierung selwer, déi dee Rapport erausbruecht huet.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Och d'Legaliséierung vum Cannabis ... Da loosst mech emol d'Räsonement weiderféieren. Och d'Legaliséierung vum Cannabis dréit a sech kloer an däitlech, wann ech op d'Enquêtes an d'Rapporte vun der UNO lauschteren, wann ech déi Enquêtes an déi Rapporte liesen, dozou bäi, dass méi Cannabiskonsum bei Jugendlechen domat no der UNO relativ kloer ass.

Ech zitieren hei de Communiqué vun der UNO, 9. Mäerz 2023, deen am Fong déi Rapporten, déi gemaach gi sinn, resüméiert: „Selon les auteurs du rapport, l'effet le plus préoccupant de la légalisation du cannabis réside dans l'accroissement probable de la consommation, en particulier chez les jeunes. Aux États-Unis, il a été démontré que les adolescents et les jeunes adultes consomment beaucoup plus de cannabis dans les États où il a été légalisé.“ Dat soen net mir, dass soen d'UNO-Berichter.

An nach weider, selwechte Rapport: „Les rapporteurs notent que dans toutes les juridictions qui ont opté pour la légalisation, les problèmes de santé liés au cannabis ont augmenté.“ Net mir soen et, d'UNO seet et.

An da geet et net duer, fir ze soe bei Jugendlechen: „Mir verbidden et bei Jugendleche bis 18 Joer.“ Dat, muss ech soen, ass en Argument, dass der Realitéit net standhält. Dat hunn nämlech all déi aner Länner, déi et legaliséiert hunn, oder déi meescht, och gemaach, mat deem Resultat, dass d'UNO virdu beschriwwen huet. A wéi wëllt Der Jugendlechen dann erklären, dass et elo fir jiddwereen erlaabt ass, dass de Staat dat och nach deelweis ennerstëtz, mee hinnen dann hannendru soen: „Mee Dir dierft et awer elo sécherlech net méi huelen.“

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat maache mer beim Alkohol dach och!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et geet net duer, ze soen, dass mer elo Preventiounscampagnë maachen.

(Interruption)

Wat ass dann d'Logik vun de Preventiounscampagnen, déi elo gemaach ginn ...

M. Fernand Etgen, Président | Et huet just een heibannen d'Wuert, an dat ass de Moment den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President.

Wat ass d'Logik, fir ze soen: „Mir maachen elo verstärkte Preventiounscampagnen, wa mer déi Legaliséierung hei aféieren?“ Meng Fro ass ganz einfach:

Mee firwat hutt Der déi verstärkte Preventiounscampagnen dann net schonn d'lescht Joer, d'virlescht Joer oder virun dräi oder véier Joer gemaach, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... wa se noutwendeg waren? De Problem war jo awer bekannt.

Des Weidere weisen déi UNO-Etüden, datt den illi-citte Marché nach ëmmer weiderlief, och wann eng Legaliséierung do ass – dat war jo eng vun den Zilsetzungen –, haaptsächlech fir Jugendlecher, déi sech net kënnen um legale Marché approvisionéieren, déi sech net kënnen um legale Marché approvisionéieren, also an Zukunft och nach weider um illegale Marché bleiwen. Wat hu mer da geschafft, wa mer dat maachen?

Dee selwechten UNO-Communiqué seet kloer, an ech zitieren, well ech dat net wëll just vun eis aus hei soen, mee well och auslännesch Referenze kloer soen: „Les données suggèrent que la légalisation n'a pas contribué à dissuader les jeunes de consommer du cannabis, et que les marchés illicites persistent. Les données montrent que l'offre illégale se maintient à des niveaux élevés dans toutes les juridictions de légalisation, atteignant 40 % au Canada, près de 50 % en Uruguay et même 75 % en Californie.“

Dat ass kloer an däitlech! Keng vun deenen Zilsetzungen, déi Der Iech hei setzt, ginn, zumindest an deem Projet an der zweeter Etapp, erreecht. A Lëtzebuerg wëllt et awer maachen.

En anert Argument, dat ass, datt mer jo wëssen, datt d'Legaliséierung vum Cannabis am Fong géint d'UNO-Konventionne verstéisst. Dofir gëtt dann elo gewielt, en experimentelle Pilotprojet ze maache mat enger Evaluatioun, wou een dann eventuell kuckt: Wann dat net esou geet, wéi ee wëllt, da kann ee jo eppes anescht maachen, et ofschaffen – wéi och ëmmer. Mir wëssen awer, datt dat jo d'Realitéit net ass.

Mir hunn d'Impressioun, datt hei just de Formule vum Pilotprojet benotzt gëtt, fir d'UNO-Konventionne ze contournéieren – en experimentelle Projet, deen een iwwert d'ganz Land mécht, wou een eng ganz Chaîne en place setzt, wou duerno Aarbechtsplazen dovunner ofhänken. Do wësst Der, wéi schwierig et ass, datt erëm ze änneren, fir dat erëm ëmzedréinen, wann een dann och negativ Konklusiounen hätt.

Dofir soe mer just: Hei gëtt op eng onprofessionell Aart a Weis virgaangen. An et gëtt probéiert, déi Konventionne ganz einfach ze contournéieren.

Mir stinn als CSV nach wie vor hannert der Legaliséierung fir medezinesch Zwecker. Dat ass net a Fro gestallt. Mee wann d'Regierung och nach zéng aner Argumenter ufëiert – fir d'CSV ass et kloer: Soulaang déi Froen iwwert de Schutz vun de Jugendlechen an hirer Gesondheet net nëmmen net geléist, mee och nach an der Konsequenz bei dësen Texter verschlechtert ginn, kënnen mer a kengem Fall esou engem Projet zoustëmmen, weeder an der éischter nach an der zweeter Etapp!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Super!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, schéine gudder Mëtten alleguerten.

Une voix | Gudde Mëtten!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mëtten, voilà! Ech si frou, dass mer haut kënnen heiriwwer diskutéieren, och wann, wéi erwaart, déi Diskussiounen alles aneschters wéi roueg oflafen.

Ech wollt awer vläicht e kuerze Schratt no hanne maachen. Mir hunn e Gesetz am Moment, en Drogengesetz, dat ass vun 1973. Mat heescht, mir, genau wéi eng sëllegen aner Länner, verfollegen elo säit 50 Joer eng Drogopolitik, déi drop ausgeluecht ass, déi ze kriminaliséieren, déi d'Droge consomméieren, an déi ze kriminaliséieren – zu Recht –, déi d'Droge verkafen.

Wat constatéiere mer?

Hunn de Konsum an d'Vente vun Drogen ofgehall an deene leschte 50 Joer, peu importe d'Regierung, déi um Pouvoir war, sief et hei oder an anere Länner? An d'Äntwert ass: Nee!

Huet d'Qualitéit vun den Drogen sech verbessert an deene leschte 50 Joer mat deem dote System? An d'Äntwert ass: Nee!

Si manner Jugendlecher a Kontakt mat Drogen komm an deene leschte 50 Joer? D'Äntwert ass och do: Nee!

Hu mer e Problem vu Chaînen, vu Mënschenhandel uechter d'Welt, wou Leit exploitéiert ginn, fir Drogen unzeplanzen, fir Drogen ze verkafen, fir Drogen hierzestellen, fir Drogen vun A op Z ze bréngen? Och do hu mer e Riseproblem, deen haut nach ëmmer besteet.

Dat heescht, d'Konklusioun ass déi – an dat ass jo net déi just vun der Lëtzebuurger Regierung oder déi vun eise Parteimemberen, wéi dat elo vläicht hei ugeklongen ass –, dass deen dote Wee, fir mat den Drogen ëmzegoen, en absolutten Echec ass.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et fonctionéiert net! An dat kënn mer elo schéirieden, mir kënnen dergéint sinn, mir kënnen Verbueter ausschwätzen. Et fonctionéiert net! An duerfir muss ee sech trauen, aner Weeër ze probéieren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | A mir sinn net eleng op deem dote Wee. An natierlech kann een elo all eenzelt Wuert vun engem Text auserneepelücken, et kann een iwwer alles diskutéieren, wat mer elo hei proposéiert hunn, mee et muss een awer no Solutiounen sichen. An dat ass eigentlech dat, wat mer wëlle maachen, souwuel mat der éischter Etapp, wéi och mat der zweeter. An ech wollt awer nach eng Kéier notéieren, dass mer hei eigentlech just iwwert déi éischt Etapp ofstëmmen, an net iwwert déi zweet. Mee dat ass awer dee Wee, dee mer wëlle goe fir ze probéieren: Wéi kënn mer aner Weeër goen?

Da stelle mer fest, dass d'Konsumenten, wa se um Schwaarzmarkt ënnerwee sinn, engem extreem héije Risk ausgesat sinn – an och bei Drogen, wou dat vläicht fréier net esou de Fall war: beim Cannabis. Si gi gestreckt mat anere Substanzen, déi all déi Problemer, déi virun opgezielt gi sinn, déi de Cannabis ka mat sech bréngen, absolutt verstärken. Et weess een net, wéi ee Grad vun THC de Cannabis huet, deen een um Schwaarzmarkt keeft. A virun allem: Et ass een a Kontakt mat Leit, déi kriminell Filière bedriewen!

Elo kann een dat alles ignoréieren! Elo kann een einfach soen: „Mir maache weider wéi bis elo. Et huet jo bis elo funktionéiert“, och wann et net fonctionéiert huet, „an duerfir wëlle mer net eis trauen, en anere Wee ze goen.“ Mir – dës Regierung –, mir sinn der Meenung, dass mer dat net kënn maachen, dass mer

mussen aner Weeër sichen an dass mer müssen aner Solutiounen sichen, well déi Solutiounen, déi déi lescht 50 Joer hei benotzt gi sinn, einfach net fonctionéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dann ass nach en anert Element, wou et mech awer och wonnert bei verschiddene Leit, déi dann ëmmer fir d'Fräiheet vun Einzelen astinn. An duerfir hu mer hei probéiert, en Equiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit, eeben net eppes ze verharmlosen ... Wa mer eppes wëllt verharmlosen, da géife mer soen: „Et ass ganz egal, mir brauche kee Kader. Jiddweree soll Cannabis consomméieren, uplanzen, domat maachen, op wat e Loscht huet.“

Dat maache mer hei net! Mir hunn eis Reegele ginn. Et gëtt gesot: „Et gëtt doheem consomméiert.“ Et gëtt gesot: „Et däreft just véier Planze pro Stot sinn.“ Natierlech hätte mer dee „pro Stot“ kënnen erausloosen, mee da wier et net „véier Planze pro Stot“, da wier et „véier Planze pro erwuesse Persoun“. A wat Der méi erwuesse Persounen an engem Stot hutt, wat Der natierlech méi Planzen hutt! An da wiert Der relativ séier op vläicht 16, 20 Planzen, déi Der doheem kéint hunn. Vlächtt hätt Der dat léiwer gehat. Ech sinn der Meenung, dass et besser ass, dass mer dat net gemaach hunn!

Firwat soe mer: „Et däreft net vun dobausse visibel sinn“? Mee dass een eebe grad och erëm seet: „Et huet näischt am öffentleche Raum verluer“, dass een och grad seet: „Et geet net drëm, dass een elo op eemol bei en aneren eppes plécke geet, mee dass een et awer am Privaten hält“. Well dat heiten ass eng Fro vu Fräiheet, vu perséinlecher Fräiheet, wat een doheem – bei sech doheem! – eleng dierf maachen.

An do ass jo och dat ... Ech wëll just ... Natierlech huet de Staatsrot Froen opgeworf a sengem Avis. Mee fir d'éischt emol: Et ass keng Opposition formelle op där internationaler Fro, well se och nämlech dat ervirsträchen, wat mer och scho mat Iech hei schon diskutéiert hunn: dass déi Analys guer net esou eendeitig ass. Et gëtt d'ailleurs och Jurisprudenzen, notamment an Italien, déi soen, dass d'Fräiheet vun Einzelen, wou een doheem – an engem geuerdnete Kader bei sech doheem – ka Planzen uplanzen, eeben och iwwert déi international Konventionne prevaléiert.

An ech sinn natierlech och ëmmer erëm frou ze héieren, wéi wichteg déi international Konventionne – sprécht also och déi europäesch Texter – enger ADR zum Beispill sinn. Ech wäert mer dat dann och verhale fir zukünftige Diskussiounen.

(Interruptions)

Wat awer ass: Mir hunn hei eng éischt Etapp. Jo, mir hätten extreem gär eng zweet Etapp nach hannendrugehaang. An dat – dat ass jo och elo ugeklongen – huet och näischt mat Manko u Courage ze dinn. Soss hätte mer jo net déi zweet Etapp proposéiert.

Et ass d'ailleurs och – fir dat nach kloerzestellen, et ass zwar en Detail -: Dat, wat mer zu dräi Ministerinnen a Ministere presentéiert hunn, dat ass dës zweet Etapp! Deen heite Projet de loi hunn ech eleng presentéiert, an d'ailleurs och net, wéi dat och vlächtt ugeklongen ass, virun dräi Wochen, mee: Virun iwwer engem Joer ass en deposéiert ginn.

A mir sinn eeben elo um Enn vum legislative Prozess. Dat heescht, et ass och näischt, wat iwwert de Knéi gebrach ginn ass, fir elo nach séier kënnen eppes ze stëmmen. Annerhaleft Joer virun dem Enn vun der Legislaturperiod ass deen Text hei op den Instanzeweeg gaangen. Wann dat iwwert de Knéi gebrach ass oder wann dat just nach ass, fir eppes ze maache kuerz virun de Walen, da froen ech mech awer, wéi

mer dat heiten aschätzen an och d'Aarbecht hei an der Chamber dann aschätzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Domat hu mer de Projet pilote gemengt, dee virgestallt ginn ass.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, nee, nee! Nee, ech schwätze vun der Interventioun vun deem éischte Riedner vun haut, deen dat doten och scho gesot hat.

Dann zu dem Punkt: „Et huet kee Mënsch dat do gefrot.“ Entschëllegt! Ech souz hei nach a menger Fonctioun als Deputéiert bei enger Petitioun, wou et ëm d'Legaliséierung vun Cannabis gaangen ass! Déi Petitioun – ech hunn et elo virdrun nach eng Kéier séier nogekuckt – ass vun iwwer 7.000 Leit deemools ënnerschriwwen ginn.

Dat heescht, fir elo ze behaupten, et géife just – wat d'ailleurs och eng speziell Behauptung ass – Saache gemaach gi wéinst Membere vu Parteien, fannen ech e bëssen ...

(Interruption)

... eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi sech fir deen dote Punkt agesat hunn, scho Joren.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Déi Communautéit existéiert! Si ass reellement do. Mir hu se och hei scho gehéiert. An natierlech wär ech och frou gewiescht, deenen Demandë voll Rechnung ze droen, mat engem Konzept, dat vun A bis Z eebe géif fonctionéieren. Un deem Konzept ass elo eng Rei Jore geschafft ginn.

Do dertëscht louch – ech weess, et gëtt gare vergiess, wann et drëms geet, ze kritiséieren –, mee do louch eng Pandemie dotëscht, wou e Gesondheitsministère awer wierklech all seng Ressourcen, an nach méi, dorobber gesat huet, fir déi Pandemie ze bewältegen. Déi huet eis laang alleguerte beschäftegt. An dass dee Moment net op deem Text geschafft ginn ass, dat schéngt mer awer och evident – d'autant plus, wa mer jo elo gesot kréien, et géif jo awer vill méi wichteg Texter gi wéi deen heiten. Dofir kann ech déi dote Kritik och net am Raum stoe loossen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mir hunn dat Konzept. Et existéiert. Natierlech mécht eng nächst Regierung domadder, wat se fir richtig hält. Natierlech kann eng nächst Regierung fannen, dass déi Drogepolitik vun de leschte 50 Joer déi richtig war. Natierlech kann een dovunner ausgoen, dass e Schwaarzmaart weider um Liewen ze halen, de Konsument negativer Qualitéit aussetzen dee richtige Wee ass. Mir sinn net der Meenung, dass dat dee richtige Wee ass!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nach e Wuert zu de Mineuren. Also, et gëtt esou vill och do erëm ze soen. Ech kucken eng Kéier hei op meng Riednerzäit. Ech fannen et scho speziell ze behaupten, dat hei wär elo eng Verherrlechung vun eppes, well et ass och immens kontradiktoresch. Op där enger Säit sot Der eis: „Et ass Wischiwaschi. Et geet net wäit genuch. Et ass guer näischt.“ Op där anerer Säit sot Der eis: „Et ass eng Verherrlechung vun eppes.“

(Interruption)

Et ass eng éischt Etapp! Et ass e klore Kader. An et geet eebe grad drëm, dee Kader ze accompagnéieren mat der Warnung, dass et net anodin ass. Nach eng Kéier: Wann et anodin wier, da géife mer net esou e

Kader ronderëm bauen. Da géife mer soen: „Maacht alleguerten, wat Der wëllt.“

An ob Der dat wëllt héieren oder net: D'Mineure consomméieren haut scho Cannabis! An dat ass net gutt! Dat ass eng Katastroph fir hir Gesondheet. Deemno wéi et sech auswierkt, kann dat dramatesch Konsequenzen op d'Liewen dono hunn.

An duerfir – de Pim Knaff huet et jo schon opgezielt –: Um Niveau vun Educatiounsministère sinn eng Hellewull u Mesüeren, déi net eréischt säit gëschter existéieren, mee déi natierlech ëmmer weider mussen verstärkt ginn, fir eis Jonk ze stäerken! Well dat ass deen eenzege Wee! Et ass net duerch e Verbuet vun Cannabis, wou mer déi Jonk gestärkt kréien a wou mer déi Jonk wecheg hale kréien vum Cannabis, oder och vum Alkohol d'ailleurs!

Et ass doduerch, dass mer staark Perséinlechkeeten aus hinne maachen, dass se kënnen bewosst eng Decisioun huelen, dass se net matgerappt ginn an deen doten negative Strudel an dass se kënnen Nee soen zu Drogen, awer och zu Alkohol! Well vill vun deem, wat hei gesot ginn ass, dat kann een eent zu eent op den Alkohol bezéien!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An ech soen net, mir sollten den Alkohol verbidden. Loin de là! Mee ech fannen awer, dass et eng hypokritesch Attitud ass, fir op där enger Säit eppes ze hunn, wat esou an eisem Alldag verankert ass, wou mer wëssen, dass ganz vill problematesche Konsum an eiser Gesellschaft ass, an d'ailleurs och bei de Mineuren, an da bei eppes anerer, wat och negativ Konsequenzen, och virun allem fir Mineuren, huet, ze maachen, wéi wann elo géif d'Welt ënnergoen, wann een elo därer doheem véier Planzen hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Zu der Utilisatioun virun de Mineuren: Do ass et jo d'selwecht wéi mat anere Saachen, an och „doheem un de Cannabis knabbere goen“.

(Interruptions)

Ech weess net, wéi dat bei Iech ass, mee et gëtt jo lauter Substanzen an engem Menage, déi net fir kleng Kanner geduecht sinn an net fir Kanner geduecht sinn!

(Interruption)

Vum staarken Alkohol iwwer Produite fir ze botzen gëtt et eng sëllege Produiten, wou den Erwuessenen alles muss maachen, dass d'Kanner weeder dru knabbere ginn nach et ausdrénke ginn. An, ech mengen, den Historique bei den Urgencë weist, dass dat leider heiansdo awer passéiert. Mee dat ass genau sou hei d'Responsabilitéit vun den Elteren, wéi dat bei anere schiedleche Produiten ass, déi doheem sinn.

Dat selwecht gëllt fir d'Zesummeliwien doheem. Et ass gesot ginn: „Jo, mee wat maache mer dann elo, wann deen ee wëllt eppes uplanzen, an deen aneren ass do dergéint?“ Mee déi selwecht Fro stellt sech vun der Dekoratioun dobannen, iwwer „wat gëtt giess a wat gëtt gekacht?“ bis hin zu sellegen aneren ...

M. Gilles Roth (CSV) | Kache steet awer net ënner Strof!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et steet jo och net ënner Strof, ob Der Iech eens gitt oder net, ob véier Planzen doheem sinn. Et ass gesot ginn: „Dat do ass e Problem, well da muss ee sech och nach eens ginn, wann deen ee wëll an deen anere wëll net.“ Déi Fro stellt sech am Zesummeliwe konstant bei engem doheem – konstant!

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

(Interruptions)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dat heiten ass eeben eppes, wou ee sech zesummen als Famil, als Menage muss eens ginn: Wëlle mer dat oder wëlle mer dat doten net?

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Voilà! Ech mengen, et kann een alles zerrieden. Ech verstinn och, dass een hei Problemer domadder huet. An ech verstinn och ganz éierlech d'Leit, déi Angscht hunn! Dat ass mir ... Ech hu Respekt do virdrun. Mee et geet hei eeben drëm, dass mer et deene Leit, déi konsuméieren – an de Konsum ass reell, et ass déi illegal Substanz, déi am meeschten zu Lëtzebuerg konsuméiert gëtt –, erlaben, dat ënner uerdentleche Konditiounen ze maachen, net méi an net manner.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Gilles Roth, an duerno den Här Marc Goergen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hunn elo d'Madamm Justizminister héieren. Si ass op viles agaang. Villes deelen ech net, well et fir mech awer en Ennerscheid ass, ob ee sech eens ass, wat ee kacht, oder oneens ass, wat ee kacht. Mee wann ee sech net eens ass, ob ee fënnf Planze géint d'Rechtsbestëmmungen uplant oder net, dat ass eppes aneres, well da spillen nämlech Strobbestëmmungen.

A wa mer bei de Strobbestëmmunge sinn, Madamm Tanson, da wier ech frou, op déi Fro, déi ech gestallt hunn, ...: Wann de Polizist dann elo entdeckt, dass do fënnf Planzen op engem Balcon sinn: Wat muss e maachen, fir kënnen an déi Wunneng ze goen, oder kann e guer net eragoe wéinst der Inviolabilitéit vum Domicile?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da vläicht direkt den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech wollt nach kuerz op d'Petitioun hei kommen an der Parole après ministre, well wann et déi selwecht ass, déi Dir erausgesicht hutt, mat 7.000 an eppes, do stoung ganz kloer „Legalisierung des Cannabis mittels Coffeeshops“, ...

(Interruption)

... mat 5 Gramm a mat 500 Gramm. Dat ass awer null, wat Der elo gemaach hutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass null ... An Dir hutt vun der Petitioun, dovunner null erfëllt! Dat heescht, Dir kënt Iech net op déi Petitioun beruffen. Dat ass nämlech de Problem, dee mir dermat hunn: dass Der hei net wäit genuch gaange sidd an deem ganzen Thema. Well d'Petitioun huet eppes ganz aneres gefrot an ech mengen, och d'Gesellschaft freet dobaussen eppes aneres.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesche.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Also, zu deser leschter: Ech hunn dat jo och gesot. Ech hu gesot, ech wier frou gewiescht, wa mer deem komplett hätte kënnen Rechnung droen. Mee ech hunn drop geäntwert, op déi Fro, dass gesot gëtt: „Et ass kee Mënsch, deen dat dote wëll. Et ass kee Mënsch, deen

dat dote freet.“ Ech mengen, dass dat net richtig ass. Well dat do huet gewisen, dass vill Leit eng aner Polittick, en aneren Émgang mat den Droge wéilten hunn.

Déi aner Fro hate mer och schonn an der Justizkommissioun diskutéiert. Do spillt déi nei, déi selwecht Reegel vun der Procédure pénale. Wann e Flagrant délit besteet, da spillen d'Reegelen, wou ee ka bei een eragoen, wann de Strofsaz héich genuch ass, fir kënne bei een eranzegoen. Mee da muss awer de Flagrant délit erfëllt sinn!

(Interruptions)

M. Gilles Roth (CSV) | Wann eng Planz do steet an et sinn der fënnel, entschëllegt, am plaz véier. Ass dann e Flagrant délit do oder net?

Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice | Ma da muss een dat jo emol nach gesinn.

(Interruption)

Da muss een emol ... Dat ass jo net ...

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice | Ma neel! Ma, de Polizist weess jo net, wivill Planzen dann dee Moment bei engem doheem sinn!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8033. Den Text steet am Document parlementaire 8033¹².

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Et sinn der nawell vill net do déi aner Sait.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8033 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 38 Jo-Stëmmen géint 22 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino (par M. Gilles Baum), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par Mme Carole Hartmann), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

M. Fernand Kartheiser.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An ech mengen, elo si mer hongereg.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.39 heures.)

56^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

p. 55

2. 8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Léon Gloden et M. Gilles Roth) | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Gilles Roth | Mme Simone Beissel | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Sven Clement (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8150 et dispense du second vote constitutionnel

p. 55

3. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8036

p. 58

4. 8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch et M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

p. 61

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8037 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

p. 64

6. 8181 – Proposition de loi portant modification :

1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

2^o de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

p. 64

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8181 et dispense du second vote constitutionnel

7. 8056 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

2^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

p. 66

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8056 et dispense du second vote constitutionnel

8. 8109 – Projet de loi portant modification de :

- 1° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
- 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
- 3° la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif

p. 68

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (interventions de M. François Benoy et Mme Martine Hansen)

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8109 et dispense du second vote constitutionnel

9. 8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

p. 69

M. Fernand Etgen, Président

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8179 et dispense du second vote constitutionnel

10. Question élargie n° 189 de M. Laurent Mosar au sujet du baromètre de l'économie de la Chambre de Commerce

p. 70

M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Franz Fayot

11. 7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun

p. 72

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closerer

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7930 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale

p. 74

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Carlo Weber

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8061 et dispense du second vote constitutionnel

13. 8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

p. 75

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8122 : Mme Stéphanie Empain

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8123 : Mme Stéphanie Empain

Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8122 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8123 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President.

2. 8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8150, eng Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mat dem Projet de loi, deen ech Iech haut elo virstellen, gëtt d'Walgesetz vum 18. Februar 2003 ofgeännert, ënner anerem fir Erwuessenen, déi ënner Tutelle stinn, d'Walrecht ze ginn.

Ab dem 1. Juli vun dësem Joer ass d'Gesetz vum 17. Januar 2023 a Kraaft, dat d'Kapitele IV a Vbis vun eiser Verfassung revidéiert. Bis elo stoung an der Verfassung, dass volljäreg Persounen ënner Tutelle vum Walrecht automatesch ausgeschloss sinn. Dëst wäert sech an Zukunft eoc ändern. Déi nei Gesetzgebung verzicht op den automateschen Ausschloss vum Walrecht fir Leit ënner Tutelle. Par konter erlaabt den neien Artikel 64 vun der Verfassung et dem Gesetzgeber, Dispositiounen virzugesinn, dass d'Walrecht an d'Eligibilitéit kënnen an eenzele Fäll fir Leit ënner Tutelle verbuede ginn – ech betounen: an eenzele Fäll. D'Decisioun, fir esou e Verbuet auszesprechen, ënnerläit allerdéngs der Kontroll vum Juge des tutelles, deen all Fall individuell ënnersicht, éier eng Entschuedung getraff gëtt.

Wat mat deem neien Artikel 64 vun der Verfassung och erreecht gëtt, ass d'Konformitéit zum Artikel 29 vun der Konventioun vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Persoune mat engem Handicap an d'Konformitéit zu hirem fakultative Protokoll. Iwwregens huet Lëtzebuerg déi Konventioun 2011 ratifizéiert. Et gouf dunn entscheet, d'Dispositiounen vun der Konventioun progressiv unzewennen an ëmzesetzen, mat Hëllef vun engem Nationalen Aktionsplang iwwert d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnertrechtskonventioun 2019–2024.

Mam Text, deen haut virläit, soll d'Konformitéit mam Artikel 29 vun der Konventioun erreecht ginn, a wéi

schonns gesot, andeems d'Walrecht vu Persoune mat engem Handicap erhale bleibt an d'Walverbuet fir Erwuessener ënner Tutelle an der Verfassung an am Walgesetz ofgeschaaft gëtt.

En anere Punkt am Projet de loi sinn d'Sanktiounen, wann een net wiele geet. D'Walrecht gesäit nach ëmmer esou Sanktiounen vir.

Fir ze verhënnern, dass dat vu Persoune ënner Tutelle nei erworbent Walrecht zum Nodeel fir déi Leit gëtt, ass virgesinn, dass si automatesch entschëllegt sinn, wa si net wiele ginn. Si kënnen also wiele goen, et gëtt awer keng negativ Konsequenze fir si, wa si dat net maachen.

Wichtig ze soen ass och, dass de Gesetzestext kohärent ass, andeems e volljäreg Leit ënner Tutelle erlaabt, wienel ze goe bei de kommunalen, legislativen an europäesche Walen.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass déi sougenannt vulnerabel Persoune sech kënnen um Dag vun de Wale bis an d'Walkabinn begleede loossen. Mat där Dispositioun wäerten an Zukunft och volljäreg Persoune ënner Tutelle a Wieler, déi e mentalen Defizit hunn, sech an d'Walkabinn begleede kënnen loossen. Dëst ass eng Moossmass aus dem schonn erwänten nationalen Aktionsplang, déi soumat ëmgesat gëtt. Ech wëll awer nach ervirhiewen, dass déi Begleetpersoun net onbedéngt e Wieler muss sinn.

Eng weider Ännerung am Walgesetz ass, dass d'Bierger net méi wäerten d'Méiglechkeet hunn, eng Kopie

vun der Lëscht mat de Reklamatiounen, wat d'Kandidatëlëschte betrëfft, unzefroen. Heibäi geet et drëms, de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën vun de Leit, déi Reklamatiounen agereecht hunn, ze stäerken. Al-lerdängs hu se Asiicht drop, a jiddwereen huet Asiicht drop, mee kann net eng Kopie dovunner froen.

Nach eng weider Ännerung am Walgesetz ass, dass d'Logoe vun de politesche Parteien, déi een hunn, an Zukunft um Walziedel opgezeechent sinn. Dëst wäert bei den nationale Walen an den europäesche Walen de Fall sinn. Dës Mesür ergëtt sech och aus dem nationalen Aktiounsplang. D'Zil ass, de Walziedel esou lieserlech wéi méiglech ze maachen. Et soll fir Persounen mat mentaler oder physischer Defizienz esou einfach wéi méiglech sinn, de Walziedel auszufüllen. Ze bemerken ass, dass dës Mesür momentan nach net bei de kommunale Wale gëllt, aus dem Grond, dass politesch Parteien oder Gruppementer net onbedéngt e Logo hunn. En anere Grond ass, dass d'Parteilogoen nëmmen a Proporzgemenge méiglech wieren.

Ech géif dann och nach kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien. De Staatsrot huet a sengem Avis zwou Opposition-formellé virgeluecht. Bei der éischter ass et ëm d'Informatiounen iwwert d'Mise sous tutelle gaangen, déi un de Schaffen- a Gemengerot geschéckt gi vun der Gemeng, an där d'Person, déi sous tutelle ass, ugemellt ass. Bei der zweeter Opposition formelle goung et ëm Kohärenzproblemer. D'Logoe vu politesche Parteien souwuel wéi och vu Gruppementer vu Kandidaten sollen um Walziedel ze gesi sinn. Déi béid Opposition-formellé goufen opgehuewen, nodeems Ajustementer um Gesetzestext gemaach goufen.

De Centre pour l'égalité de traitement huet ugemierkt, dass een de Logo vun de politesche Parteien och hätt kënne bei de Gemengewalen op de Walziedel droppinn, fir e méi licht lieserlech ze maachen. E stellt och d'Noutwendegkeet vum Mécanisme d'excuse automatique a Fro.

De Conseil supérieur des personnes handicapées ass der Meenung, dass d'Exklusivitéit vun de Wale vun de Persounen sous tutelle zanter 1982 et justifizéiert a quasi imposéiert, e Mécanisme d'excuse automatique anzeféieren. E bemierkt, dass net nëmmen d'Logoe vun de politesche Parteien um Walziedel néideg sinn, mee och d'Benotzung vun einfacher Sprooch bei allen Aspekter vun de Wale.

Dat zu de verschiddenen Avisen. Fir weider Explikatiounen kënnt Der Iech op mäi schrëftleche Rapport beruffen. An ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn elo schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Text.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Guy Arendt Merci.

An d'Wuert ass direkt fir den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Erlaubt mer, direkt dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. Här President, dat hei ass e kuerze Projet, mee e wichtige Projet, well et e kloert Zeeche fir d'Inklusivitéit ass. Et si Leit, déi leider vläicht e Bobbo hunn, an et ass wichteg, deenen awer d'Méiglechkeet ze ginn, dat wichtegst Recht, wat mer hunn an enger Demokratie, kënne wouerzehuelen a wielen ze goen.

Leider gëtt et um europäesche Kontinent nach ëmmer Länner, wou dat net esou garantéiert ass, an dofir ass

dat och e wichtige Message an et ass och e wichtige Schrëtt, deen eeben elo gemaach gëtt duerch déi nei Verfassung, déi och den 1. ..., déi de Samschdeg a Kraaft trëtt. Et ass e wichtige Message hei vum éischte Pouvoir och no baussen, an duerfir steet d'CSV och honnertprozenteg hannert dësem Projet de loi.

Mir sinn och eent vun deene seelene Länner bis elo, déi de Logo vun de Parteien net op de Bulletins de vote hunn. Wann een d'Noriichten dobausse gesäit, an anere Länner, do gesäit een ëmmer grouss de Logo. Do wier just meng Fro un de Premierminister, ob de Logo faarweg ass op deene Bulletinen oder ob de Logo schwaarzweiß ass. Mir als CSV hätten eng Präferenz derfir, dat e faarweg wier, well d'Leit sech einfach mat de Faarwen och vun deene jeeweilege Parteien identifizéieren.

Dëst gesot, merci nach eng Kéier a mir ginn den den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. No deem exzellente Rapport vum Kollege Guy Arendt an och der Interventioun vum Léon Gloden ass quasi alles gesot. Mir ënnerstëtzen deen heite Projet de loi voll a ganz, well et d'Rechter vun de Leit, déi ënner Tutelle sinn, déi schonn eng ganz Rei vu Rechter ewechgeholl kruten, stäerkt, besonnesch dass se kënne gewielt ginn a wielen. Wat d'Logoen ugeet: kee Problem. Wat d'Fuerwen ugeet, géif ech mengen, dass een dann Interêt hätt, d'Fuerwen net ze oft ze wiesselen, well dann ass den Erëmerkungswäert net esou grouss.

(Hilarité)

Dat gesot, Här President, merci alle Kollegen ...

M. Léon Gloden (CSV) | Léiwer d'Faarwe wiesselen, wéi wann d'Memberen d'Partei wiesselen.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wësst Der, wësst Der, do si mer eis erëm eng Kéier eens. Wann ech déi Nouvellé vu Monnerech héieren, da gëtt et Leit, déi de Verrot gär hunn, awer de Verréider net.

Une voix | Schwätzt zum Thema, Här Di Bartolomeo!

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mir schwätzen hei vum Projet de loi 8150 an net vu Monnerech, an domadder ginn ech d'Wuert weider un de honorablen Här Charles Margue.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat war ze vill nom Mëttegiesen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech hunn de Message verstanen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci dem Guy Arendt fir de Rapport. Mir hunn an der Institutiounskommissioun jo dëslecht driwwer geschwat. Als Gréng si mir wierklech fro – mir wiesselen d'Faarf wierklech net oft –, fir kënne hei e Projet ze maachen, wou d'Inklusivitéit groussgeschriwwen gëtt. All Mënsch huet d'Recht, huet och d'Walrecht. Et ass e Grondrecht, wat bis elo iergendwéi aus wéi engen Ursaachen och ëmmer net esou beuecht ginn ass.

Ech sinn och frou, dass eng Personne de confiance ka mat eragoen, déi net onbedéngt muss e Wieler sinn. Dat ass alles gutt. An ech hu just bedauert och an der Diskussioun, wat d'Logoen ugeet, dass mer fir d'Gemengewalen nach net esou wäit waren. Selwer plädéieren ech derfir, dass och an de Majorzgemenge Logoe sollten derbäikommen, well mir hunn

et gesi viru 14 Deeg: all déi verstoppt Lëschten, déi sech do hanner eenzelen Nimm verstoppen. Et wär gutt, fir dass jiddweree géif erkennen, wien zu wem géif gehéieren. Ech hunn déi Erfahrung och kënne maachen, wéi ech elo vill mat Walmissiounen mat der OSZE ënnerwee war, an do ass ganz oft och de Logo als Widdererkennungszeche kloer op de Walziedele schonn derbäi. Et ass keen Novum, mee et wär eng gutt Saach, wa mer dat kéinte maachen.

Merci an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Här Arendt e grouse Merci. Ech mengen, et ass wierklech eng Saach – an d'Virriedner hunn et alleguer betount – vun Inklusivitéit a wou mir kënne houfreg sinn, wa mer hei zu Lëtzebuerg Schrëtt an déi dote Richtung maachen. Mir hunn dofir och, well et jo awer eng Problematik ass, déi eis alleguer um Häerz läit, déi Avise genee gekuckt, och vun deene Gruppen, déi sech besonnesch fir d'Rechter vun deene behënnerte Leit asetzen, an et ass eis opgefall, dat deen een oder anere Kommentar drop higewisen huet, dat eventuell kéint e Widdersproch bestoen tëschen der neier Verfassung an der Behënnertrechtskonventioun, déi mer jo hei ratifizéiert haten. Ech mengen, den Här Arendt hat rappeliert, dat dat 2011 war.

Mir wäerten op jidde Fall déi Saach weider kucken, well ech mengen, wann dat wierklech esou sollt sinn – mir wäerten déi Analys sécher maachen –, da musse mer eventuell nobesseren, Ech mengen, et kann net sinn, dat mer zwou Konventiounen ... oder eng Konventioun hei ratifizéieren a gläichzäiteg eng Verfassung adoptéieren, déi awer dann am Widdersproch géifen zueneen stoen. Dofir musse mer dat iwwerpräiwen. Mir wäerten dat maachen.

Dat gesot, d'Ënnerstëtzung vun der ADR a villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, mir begrëssen och ausdrécklech dëse Projet de loi, dee jo da virgesäit, dass Leit, déi ënner Tutelle sinn, net méi ausgeschloss si vum aktiven a vum passiven Walrecht. Esou eng automatesch Exklusivitéit, wéi se bis elo existéiert huet, ass jo contraire zu der Convention des Nations Unies vun den Droits vun de Personne-handicapéierten an och dem fakultative Protokoll souwéi der Rechtsprechung vun der Cour européenne des droits de l'homme, déi virgesinn, dat eng Exklusivitéit eeben nëmmen no enger individueller Analys vun der jeeweileger Person a Betruecht ka gezu ginn.

Mir begrëssen dofir ausdrécklech dëse Projet de loi an als Lénk Partei maache mir eis jo staark fir eng méi staark politesch Participatioun, méi staark Inklusivitéit a Gläichberechtigung. Dofir si mir jo och fir d'Walrecht fir Leit ab 16 Joer an och fir Netlëtzebuerg an dësem Land an droen ausdrécklech dat heiten och mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da steet den Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'éischt wierklech e grouse Merci un de Guy Arendt, deen hei e gudd mündlechen a schrëftlechen Rapport presentéiere konnt. Zu deem heite Projet kann een als Éischt emol soen: endlech! Endlech e längst iwwerfällige Schrëtt

an déi richteg Richtung! Well mat deem aktuelle Walgesetz hu Leit, déi ënner enger Tutelle stinn, net dierfe wile goen, an dat ass en absoluten No-Go.

Dës Leit goufen einfach vum Wielen ausgeschloss, wat manifestement eng Diskriminéierung ass, an dat kann een och net anescht nennen oder schéischwätzen. An dowéinst gëtt et héich Zäit, dass mer och dës Membere vun eiser Gesellschaft d'Méiglechkeet ginn, fir eebe wielen ze goen. Well och Persounen, déi ënner enger Tutelle stinn oder déi zum Beispill e mentalen Handicap hunn, gehéieren zu eiser Gesellschaft derzou a solle genausou dorunner deel kënnen huele wéi all déi aner Leit och. An och wann een e mentale Problem huet oder ënner enger Tutelle steet, soll ee kënnen wile goen, well net all mentale Problem bedeit, dass een net bewosst an enger Walkabinn ka seng eegen Entscheidung treffen oder fir sech iwwerleeën, wéi eng Partei oder Persoun an deemjénige sengen Ae seng Interessien am beschte vertritt.

Mir begriessen et dann och doriwuer eraus, dass d'Loge vun de Parteien dierfen op de Walziedelen ofgebilt ginn. Dëst mécht et de Leit – an zwar net nëmme Leit mat Handicap, mee jiddwerengem – méi einfach, d'Parteien ermëzzerkennen, an dréit zu enger besserer Visibilitéit bäi.

Ech hu virdu vun engem Schrëtt an déi richteg Richtung geschwat, mee mir sinn nach net do ukomm, wou mir als Land missten hikommen, well fir d'Piraten gehéieren nach aner Aspekter zu engem inklusive Walrecht. Mir mussen zum Beispill och iwwert d'Visibilitéit an d'Accessibilitéit vun eise Walbüroen – fänke mer domadder un –, mee och vun eise Walziedele schwätzen. D'Libilitéit dovunner léisst heiansdo ze wënschen iwwereg a wann ech verschidde Walkabinne kucken, wäert et – a mir gesinn alleguer d'Walziedele virun eis – en Challenge ginn, ob déi alleguerten ëmmer do op den Dësch passen. Och dat, d'Maniabilitéit, d'Accessibilitéit, och d'Libilitéit vun deene Walziedele missten an eisen Ae kloer nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Ee Punkt wëll ech dann awer nach umierken, och wann et net direkt mam Walgesetz ze dinn huet, mee mat der Tutelle: Mir brauchen endlech e modernt Gesetz. Schued, dass d'Madamm Tanson, déi de ganze Moie hei bei eis war, dat elo net héiert, mee mir brauchen e modernt Tutellesgesetz, well dat aktuell Gesetz ass absolut net méi ugepasst a muss endlech verbessert ginn, an dat esou séier wéi méiglech! An ech verstinn net, wéi mer dodrobber déi lescht zéng Joer net weiderkomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honoreblen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech hu mech noageschriwwen. Selbstverständlech huet de Léon Gloden d'Position vun der CSV duergeluecht, mee ech stelle mer éierlech gesot d'Fro, ob net un der Zäit wier, fir erëm eng Kéier iwwert de sougenannte „Vote électronique“ nozedenken.

Dir wësst, dass mer de Covid haten an dass do an der Digitalisatioun och am Kontakt mat de Verwaltung immens grouss Progrès gemaach goufen. An den Här Wolter hat virun zwou Wochen d'Fro opgeworf vis-à-vis vun der Madamm Bofferding vun deene villen ongültige Walziedelen. An ech menge ganz éierlech, dass, wann d'Leit d'Méiglechkeet hätten, zumindest déi, déi an d'Kabinn géife goen – dat heescht net déi vill, déi de Vote par correspondance maachen –, d'Walziedele auszufüllen op Ecranen ..., well d'Leit gi jo och, wa se op eng Bank ginn, fir Suen,

e Retrait ze maachen, e Code an a si drécken an op dem Ecran, wat fir eng Schäiner dass se wëllen ..., ob een net sollt eng Kéier e Pilotprojet starten, fir dat an enger nächster Walperiod ze préiwen.

Dat hätt eng Rei vun Avantagen. Éischtens, dass, mengen ech, déi vill ongültig Walziedelen, géifen ecartéiert ginn, well een nëmme kéint säi Walziedel validéieren, wann een e gültig ausgefëllt huet an net d'Partei gestëmmt an – ech weess net – zwou Stëmme dem Spëtzekandidat ginn huet, wat awer vill de Fall war. A virun allem wier dat Walresultat awer da méi séier do, wéi dass d'Kandidaten an aner missten aacht oder méi Stonne waarden, fir ze kucken, wat hannen erauskomm ass. Also, ech géif déi Suggestioun maachen.

Ech weess, dat ka jo elo net à l'immédiat geschéien, mee dass een dat fir eng nächst Walperiod awer kéint préiwen, en vue och notamment vun den informatische Fortschrëtt, déi et gëtt. An ech mengen, déi Systemer, déi wäer securitéitsméisseg esou assuréiert, dass dat ouni Problem kéint oflafen.

Une voix | Ech si ganz domat d'accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An dann huet d'Madamm Simone Beissel d'Wuert gefrot.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Ganz kuerz, ech mengen, dat, wat de Gilles Roth hei seet, dat ass ganz interessant an dat ass no de Gemengewalen erëm eng Kéier thematiséiert ginn. Ech hunn awer e grouse Souci. Quitte dass déi 3.000 Bulletinen do nul waren a gesot ginn ass: „Et ass erëm eng Kéier falsch ofgestëmmt ginn“, dass een do de Problem duerch d'Validatioun kéint verhënnere, hu mer awer e Monsterproblem vu Sécuritéit. An ech soen Iech dat: Mir haten e Méindeg eng grouss Cyberattack op d'Gemeng Lëtzebuerg, wou se d'City of Luxembourg ..., wou se wollten u sech d'Ausseministerkonferenz stieren an do hu se „commune of Luxembourg“ mat der „city of Luxembourg“ verwieselt, mee peu importe, de ganze System louch lam.

An da muss mer awer Systemer fannen, wa mer dat dote maachen, momentan an dësen Zäiten, dass keen eis de System lamleet, well et ass bewisen, dass d'Sécuritéitstuf vum gudden ale System nach de Moment absolut iwwer allem ass, par rapport zu alle Systemer.

Ech si mat allem d'accord – mee roueg a sachlech! An da muss mer och fir d'Éischt d'Sécuritéit an d'Rei kréien an da kënnen mer och kucken, dass mer op Elektronik kommen. Ech mengen, domat si mer all d'accord, mee schéin der Rei no, an an dësen Zäiten ass dat doten effektiv en heikelt Thema, well mir hunn e Méindeg héieren, wat et ass, wann alles lamläit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wosst net, dass den Här Roth mat där Propos géif kommen, soss hätt ech nach direkt a menger Ried drop reagéiert. Also, fir eis Piraten ass et ganz kloer esou, dass Aidé fir ze wile kee Problem duerstellen. Wat awer ganz kloer ass, ass, dass et keen Online-system dierf sinn. Et muss offline stattfannen an et muss eng Pabeierstrace vum Vott ginn, déi och déi Persoun, déi ofstëmmt, ka verifizéieren, éier se se an d'Urn pucht. Mir kënnen eis ganz gutt e Modell virstelle mat Ecran tactile, wou ee ka säi Walziedel ausfëllen, wou et och Basisverifikatiounen gëtt, wou een drop higewise gëtt, wann ee grad amgang wär, eppes ze wielen, wat net geet.

Wat een awer ganz kloer muss soen, ass, dass déi Resultater a) net online dierfen sinn, soudatt eng Hacker-attack vu baussen ausgeschloss ass, an et gläichzäiteg och ganz kloer muss esou sinn, dass et eng Tracabilitéit gëtt vun deem Vott, dass een duerno nach ëmmer kann ausgezilt ginn um Pabeier.

Well einfach nëmme engem Computerchip ze vertrauen ... Dir wësst et, ech kommen e bëssen aus dem Metier, ech vertraue Computere ganz vill, mee ech hu vun deene wichtigste Saachen awer och Pabeierback-uppen, an dat huet seng Grënn. A grad bei Walen, wat awer kruzial wichtig ass, muss ee sécherstellen, dass eng Wiel, déi een um Ecran mécht, och herno genau esou kontabiliséiert gëtt, an dat geet just doriwuer, dass een och eng Pabeierstrace herno huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Här Arendt merci fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dir hutt et virdu och scho gesot: Et geet hei ëm Inklusioun. Verschidde Leit soen: „Endlech!“ Ech wëll just drun erënnere, dass en Deputéierten, wann en esou presséiert ass, och Proposition-de-loie ka maachen. Dat ass awer just ...

(Interruption)

Et ass eng Fakultéit, just fir drun ze erënnere, mee et ass ëmmer gutt, fir hei Saachen esou theatralesch ze fuerdere. Ech si frou, dass dat op jidde Fall geschitt.

(Interruption)

Ech wëll dem Här Gloden just Bescheed soen, dass de Logo vun der CSV wäert blo, wäiss an orange sinn op den nächste Walziedelen, mat e bësse schwaarz. Et gëtt och e mofe mat schwaarz, et gëtt och gréng mat hellgréng, et gëtt roum mat wäiss an et gëtt blo mat engem rouden Tëppelchen an et gëtt och e schwaarze mat engem klengen rouden Eck an ech weess net, wat nach alles ass. Mee dat heescht, dass se och faarweg wäerten drop sinn. Et geet jo och drëm, fir hei Saachen ze facilitéieren.

Zum Vote électronique, Här President, wëll ech Iech soen, dass et verschidde Länner gëtt, déi Experienze gemaach hunn, déi et agefouert hunn, déi et nees ewechgeholl hunn. En anert Land, Estland, do kann ee souguer de Vote par correspondance online maachen. Dat sinn och Méiglechkeeten, déi et do gëtt. Ech sinn net hermeesch zu all Decisioun, mee Dir verstitt, dass mer an dräi Méint Chamberswalen hunn, an ech ka mech och net engagéieren, wat eng nächst Regierung wëll maachen. Ech kann Iech just garantéieren, dass hautdesdaags dat Digitaal zum Alldag gehéiert. Et gëtt Risiken, sou wéi d'Madamm Beissel och gesot huet. Dat heescht, et muss just sécher sinn, net dass mer e Bug hunn an dass herno Dausenden an Dausenden an Zéngdausende vu Stëmme op eng Kéier verschwannen.

Mir wëssen, dass mer e System hu vun der Walkabinn, wou mam Crayon ... Ech wëll Iech just drun erënnere, dass dat och nach Diskussiounen vu verschidde Leit waren, firwat e Crayon géif benotzt ginn an net e Bic. Ech traue deene Leit an de Walbüroen, déi déi doten Aarbecht maachen. Et géif d'Aarbecht facilitéieren, wann d'Leit an enger Walkabinn de Choix kéinten hunn. Dat kann ee jo dann allogen, ob een dann en digitale Vott oder dee manuelle Vott wëll hunn. Ech sinn op jidde Fall net hermeesch dozou, mee Dir verstitt, dass ech mech net engagéiere ka fir eng nächst Regierung. Ech soen op jidde Fall der Chamber Merci, dass dat

heiten, sou wéi den Här Clement gesot huet, endlech och geschitt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech wëll just eppes kloerstellen, Här President. Als President vun der Commission de vérification des pouvoirs hu mer 2018 eng ganz Rëtsch Problemer bemierkt am Waloflaf, och an de Prozeduren, eebe well Saachen deelweis falsch ausgefëllt goufen, falsch gestempelt ginn, net gestempelt ginn, net ënnerschriwwen ginn. Déi ganz Prozedur ass nach relativ almouduesch, a mir hu bei de Gemengewale gesinn, datt et zu Interpretationsdifferenze féiert. Mir gesinn et och elo warscheinlech erëm.

Mir hunn deemools als Chamber, als Institutioun, de Staatsministère als Institutioun kontaktéiert, fir ze kucken, wéi eng Léisungen ee kéint an e Projet de loi oder eng Proposition de loi maachen. Dat ass elo bal fënnf Joer hier a mir sinn deemools higehele gi mam Argument, de Staatsministère géif souwisou mat enger Reform vum Walgesetz kommen. Mir hunn haut de Moie beim ASBLs-Gesetz gesinn, datt Proposition-de-loien, déi vun der Oppositioun deposéiert ginn – och viru fënnf Joer – elo einfach kommentarlos iwwerholl ginn an da schlussendlech net emol eise Projet agebaut gouf, formell, mee einfach ignoréiert gëtt. Dofir, jo, et ass all Deputéierte säi Recht, eng Proposition de loi ze maachen. Et ass awer net esou, datt en dat ëmmer probéiert ze abuséieren. A wann de Staatsministère seet: „Mir schaffen un enger Reform“, da wëlle mir konstruktiv heibannen als Chamber dodrunner matschaffen. Mee ech stelle fest, datt op ganz ville Punkten awer dat, wat an den Avisa vum 2018 an 2019 steet, net gemaach gouf. Ech sinn awer frou, datt dat heite Gesetz gemaach gouf.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8150. Den Text steet am Document parlementaire 8150⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8150 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat ... Nee, en ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmmen a kenger Abstentiuon ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8150 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënn d'Proposition de loi 8036, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Enquêtékommisssioun. An de Rapporten, den honorebelen Här Charles Margue, huet direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur-rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mam zweete Vott vum neie Verfassungstext Enn vum leschte Joer, deen elo an der Nuecht vun e Freideg op e Samschdeg wäert a Kraaft trieden, war dës wichteg Reform kengesweegs scho fäerdeg. Mir haten eis d'Wuert ginn, dass mer eis géife virum 1. Juli eens ginn, fir dat ze reegelen. Dat ass elo geschitt an hei ass d'Gesetzpropos vun de Mëtteg.

Parallèll zur Finalisatioun vun de véier Kapitelbléck hate mer an der Institutiounskommisssioun och schonns ugefaangen, déi vun den neien Dispositiounen betraffe Gesetzestexter op de Leescht ze huelen, fir se zäitno, dat heescht méiglechst virum Akraafttriede vun der neier Verfassung, nach kënnen unzepassen.

Déi elo grad gestëmmte Proposition de loi 8150 zum Walrecht am Fall vun enger Tutelle war de Mëtteg déi éischt Proposition an deem Verfassungsreformkontext, an ech hunn ech elo d'Éier an d'Aufgab, Iech als Rapporten eng weider Proposition de loi, d'Nummer 8036 iwwert d'parlamentaresch Enquêtékommisssioun, irzestellen.

Fir der neier Verfassungsdispositioun gerecht ze ginn an hiren Exercice ze encadréieren an nach e puer weider punktuell Froen ze klären, déi sech bei de leschte Commissions d'enquête gestallt hunn ... Pardon ...

(M. Charles Margue consulte ses notes.)

Hei hat ee recto verso gedréckt, da kann et schifgoen.

(Hilarité)

Voilà, zweet Säit uewen. Dat ass dann déi zweet vun insgesamt véier verfassungsrelevante Propositions de loi, déi mer haut de Mëtteg elo um Ordre du jour hunn an déi mer awer och nach, wéi gesot, virum 1. Juli evakuéiert kréien.

Während den nach aktuelle Verfassungsartikel just kuerz festhält, dass d'Chamber den Droit d'enquête huet, mee all weider Detailler dem Gesetz iwwerléist, preziséiert den neie Verfassungsartikel 81 elo de Seuil, fir esou eng Kommissioun anzesetzen. Ech hunn dat selwer hei rapportéiert: „La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit. Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande.“

Mat dëser Proposition de loi adaptéiere mer deemno dat besteeënd Gesetz iwwert d'Enquêtes parlementaires, wat d'Gesetz vum 27. Februar 2011 ass

iwwert d'Enquêtékommisssioun, wéi gesot, mat deem duebelen Objektiv: fir der neier Verfassungsdispositioun gerecht ze ginn an hiren Exercice ze encadréieren an nach e puer weider punktuell Froen ze klären, déi sech an de leschte Commissions d'enquête gestallt hunn.

D'parlamentaresch Enquêtékommisssioun ass en essentiell wichteg Instrument vun der Chamber, fir d'Aarbecht vun der Regierung ze kontrolléieren. De Seuil, deen néideg war, fir se anzesetzen, war bis elo d'Majoritéit vun den Deputéierten. Den neie minoritäre Seuil vu just 20 Deputéierten oder méi wäert deemnächst d'Asetze vun esou Kommissiounen daitlech méi einfach maachen, an et kann een dervun ausgoen, datt hir Unzuel iwwert déi nächst Legislaturperioden dierft klammen.

Och dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt mir mat der virleiender Propos de Kader fir de Gebrauch an den Oflaf vun esou Enquêtékommisssiounen méiglechst kloer an detailléiert reegelen an dass d'Rechter, d'Flichten an d'Responsabilitéite fir all d'Bedelegt kloer sinn.

Bei de Viraarbechten huet d'Cellule scientifique vun der Chamber eis drop higewisen, datt et zanter 1945 wuel just fënnf esou Enquêtékommisssiounen vum Lëtzebuerger Parlement gi sinn, eng Partie vun Iech wësse besser, vu wat ech schwätzen. Et gouf der zwou an den 1980er-Joren, eng an den 1990er-Joren, eng an den 2000er-Joren an déi lescht, datt ass elo schonn iwwer zéng Joer hier, datt war 2012.

Et ass deemno zu Lëtzebuerg bis ewell eng éischter rar an aussergewöhnlech Praxis. Dat ass awer bei Wäitem net iwwerall esou. Bei eise franséschen Nopere huet d'Assemblée nationale zum Beispill eleng an der viregter Legislatur 2012 bis 2017 ganzer 16 esou Enquêtékommisssiounen agesat.

Dat ass allerdéngs net de Modell, dee mer elo hei als Institutiounskommisssioun ustriewen, well och scho weesentlech manner Enquêtékommisssiounen eis ronn zéng mol méi kleng Chamber an eis op vill Fachkommisssiounen verdeelt 60 Deputéierter géife ganz séier en Zäit- a Capacitéitslimite bréngen.

De Commentaire d'article zur Verfassungsännerung huet de Sënn an Zweck esou beschriwwen: „Une commission d'enquête a pour objet de recueillir des éléments d'information afin d'éclaircir une situation ou thématique spécifique afin d'aboutir à une meilleure compréhension de la problématique, d'explorer d'éventuelles questions de responsabilité, d'en pouvoir tirer des conclusions et d'adopter le cas échéant des recommandations visant à améliorer l'action publique.“

Wat sinn elo déi konkret Ännerungen um Gesetz vum 27. Februar 2011? Et gëtt méi kloer definéiert, wéi eng Enquêtékommisssioun kann ugefrot an agesat ginn, wéi hir Missioun definéiert gëtt, wéi laang se schaffe kann – am Prinzip sech Méint –, wéi hirt Mandat kann em dräi Méint verlängert ginn, wéi hir Missioun ka modifizéiert ginn, wéini hir Missioun op en Enn geet, zum Beispill bei Walen, wéi eventuell Avis minoritaires traitéiert ginn a wéini en Tëscherapport noutwendeg ass.

Et gëtt och eng Karenzzeit vun zwielef Méint agefouert, bannent där nei Enquêtékommisssioun mat der identescher Missioun, déi grad cloturéiert gouf, net kënnen frësch lancéiert ginn. An et gëtt och festgehale, datt ab sechs Méint virun den nächste Wale keng nei Commission d'enquête méi dierf lancéiert ginn.

An da ginn och nach d'Rechter vun de Persounen, déi gehéiert ginn, méi kloer am Gesetz definéiert. Esou

muss zum Beispill de Verbatim vun esou Unhéierungen de Persounen zougänglech sinn, mee dierf net geännert ginn. Observatioune vun de betraffene Leit zu hiren am Verbatim fixéierten Aussoe sinn awer méiglech.

D'Regierung hätt et laut hirer Stellungnam begréisst, wann d'Institutionskommissioun nach e puer zousätzlech Leitplanken a Garde-foue fir den Exercice vum Droit d'enquête agefouert hätt. Sou hat d'Regierung et gefrot. Den Awänn vum Staatsrot konnt awer iwwerall Rechnung gedroe ginn, soudatt d'Institutionskommissioun de schréffleche Rapport zu dëser Proposition de loi nach gëschter in extremis konnt unhuelen an den Text deemno mam Akraaftriede vun der neier Verfassung prett ass.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An d'Wuert huet den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport. An den Debatten iwwert déi nei Verfassung si mer ausféierlech op dës grouss Ännerung agaangen. Et ass souzesoen eng vun den Haaptännerungen, an de ëmmer erëm an der Ligne de mire, dat eeben déi nei Verfassung d'Pouvoir vum der Chamber, vum Parlament, vis-à-vis vun der Regierung stärkt. An dofir hu mer eis notammet inspiréiert bei eisen däitsche Kolleegen oder beim Europäesche Parlament, fir de Seuil vun dem Quorum fir eng Enquêtékommisioun ze decidéieren, en erfzesetze vun enger Majoritéit op 20 Deputéierter. Ech mengen, d'Argumenter leien op der Hand.

Zweetens – an dat ass jo och ee vun de Fil-rouge vun der neier Verfassung – hu mer probéiert, bei allen Institutiounen och d'Fonctionnementsregelen ze preziséieren, an de Rapporteur ass eeben och hei drop agaangen. Well bei esou enger wichtiger Commission d'enquête – well et ass jo awer en ausseruerdentlecht Instrument – muss et kloer sinn, wat een däerf maachen, wat een net däerf maachen, wat d'Delaie sinn, wéi d'Delaie kënne verlängert ginn.

Ech wëll et och op dëser Plaz nach eng Kéier soen – ech sinn do e gebrandmarkt Kand, well ech de Pech oder d'Chance hat, eebe schonn eng Kéier an esou enger Enquêtékommisioun ze siegéieren –: Et ass en aussergewöhnlecht Instrument. Et muss net, mee et kann natierlech zu der Responsabilitéit vun enger Regierung féieren, egal wat fir eng Partei um Pouvoir an der Koalitioun ass. Et ass en Instrument, wat souzesoen „nolahleg“ declenchéiert muss ginn. Mee wann et declenchéiert gëtt, da muss d'Chamber och hir Roll ausfüllen a se muss och déi néideg Pouvoiren hunn, fir kënne déi Enquête esou ze féieren, dat se dann och zu engem Resultat kënnt. D'Resultat ass e Rapport, an opgrond vun deem Rapport mussen dann, jo oder neen, politesch Decisioune geholl ginn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Gloden, an da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Häre Ministeren, am Kader vun der leschter Verfassungsrevisioun hu mir den Droit d'enquête reforméiert, ech mengen, dat ass elo schonn e puermol ugeklongen, Dir hutt et scho matkritt.

Bis elo war eng absolutt Majoritéit noutwendeg, fir eng Enquêtékommisioun anzeberuffen, an elo gesäit den Artikel 81 vun eiser Verfassung vir, dat op Demande vun engem Drëttel vun den Deputéierten eng Enquêtékommisioun agesat ka ginn.

Orientéiert gouf sech souwuel un däitsche Grondgesetz wéi um Traité zum Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Dës Upassung gouf virgeholl, well eng Majoritéitsregierung mat den ale Reegelen d'Méiglechkeet hat, eng Enquêtékommisioun ze verhënnere. Duerch d'Een-Drëttel-Ufuerderung stärke mer d'Kontrollfunktions vun der Chamber a vun der Opposition.

Fir ze vermeiden, dat eng Enquêtékommisioun zu alle méigleche Sujeten ugefrot gëtt a privat Intèren Iwwerhand huelen, leeë mir d'Konditioun fest, dat esou eng Ënnersichung sech just op Froe vun öffentlechem Interesse bezéien dierf. D'Aarbechte vun enger Enquête dierfen ausserdeem d'Dauer vu sechs Méint net iwwerschreiden. Eenzeg Ausnam ass eng eemoleg Verlängerung vun dräi Méint, déi vun der Chamber op Basis vun enger Resolution accordéiert ka ginn. Esou eng Limit ass sënnavoll, fir dat d'Aarbechten effikass oflafen, ouni onnéideg an d'Längt gezunn ze ginn. Ausserdeem dierfen zum selwechten Objet keng weider Enquêtes innerhalb vun de leschten zwielef Méint nom Enn vun der leschter Missioun ugefrot ginn, dëst natierlech fir ze vermeiden, dass sech ze oft mat engem eenzelne Sujet beschäftegt gëtt. Doduerjer feele Ressourcen, fir aner wichteg parlamentarecht Aarbechten ze verrichten.

E leschte Punkt, op deen ech agoe wëll, ass d'Disposition, dat sechs Méint virun de legislative Wale keng Enquêtékommisioun méi kann agesat ginn, D'Begrënnung ass esou einfach wéi evident: Sechs Méint virun de Wale ass et kaum méiglech, genuch Zäit fir d'Missioun ze hunn an d'Aarbechte gutt ze verrichten. Um Enn vun enger Legislatur gëtt d'Kommisioun opgeléist, well jo och net méi zwéngenderweis déi selwecht Deputéiert an der nächster Legislaturperiod derbäi sinn. D'Aarbecht no de Wale nees nei ze organiséieren ass op d'mannst schwier, wann net souguer bal onméiglech.

Éischer nach géif ouni dës Limit d'Institutioun vun enger neier Kommisioun blockéiert ginn, well d'Limit vun den zwielef Méint, déi ech virun ugeschwat hunn, deen Ament gräffe géif. Eventuell hätt ee kënne iwwerleeën, fir weider Limite festzeleeën, wéi se an anere Länner existéieren, fir d'Kontinuitéit vun Staat souwéi de Schutz vu wichtige Geheimniser oder vun Drëttpersounen, déi net direkt der politescher Kontroll ënnerleien, ze garantéieren.

A Frankräich gëtt et zum Beispill eng Limit, wéi vill Enquêtékommisioune vun enger politescher Partei während enger uerdentlecher Sätzungsperiod ugefrot kënne ginn. An och de Rapporteur vun enger Enquêtékommisioun huet bei eise franséischen Nopere bestëmmt Pouvoirs d'enquête, déi déi aner Memberen net hunn.

Aner Limite bezéie sech konkret dorobber, wat ënner déi Ënnersichungsbefugnisse fällt oder wéi eng Dokumenter oder Dossiere musse bereetgestallt ginn a wéi eng net.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Proposition de loi ass net fuerchtbar laang an och net fuerchtbar komplizéiert, mee si ass wichteg, well mir mat hir net nëmmen eis Verfassungsrevisioun berücksichtigen, mee och d'Chamber an hirer Funktioun als Kontrollorgan vun der Regierung stärken – an dat ass jo an eiser neier Verfassung oder ofgeänneter Verfassung e roude Fuedem. Gläichzäitig baue mir och gewësse Garde-fouen an, déi en eventuell abusiven

Émgang mam Droit d'enquête verhënnere. Ob mir an Zukunft weider Garde-fouen abae mussen – e puer hunn ech der elo grad schonn opgeléist –, wäert sech mat der Zäit weisen. Op alle Fall schafe mir eng méi grouss Transparenz.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, gradwéi ech och deene Leit Merci soen, déi heirunner geschafft hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da wär et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richtig, wéi dat scho vun de Virriedner gesot ginn ass, dass d'Stärkung vun eiselem Parlament wéi e roude Fuedem duerch deen neie Verfassungstext geet. Et gëtt eng Rei vu Beispiller, déi dat illustréieren.

Éischtens emol kënnt eist eegent Reglement op méi fest Féiss stoen, d'Fundament vum Reglement gëtt gefestegt. D'Recht op Informatiounen, déi mer vun der Regierung froen, gëtt gestärkt. Eis Roll bei Vertrauens- a Mësstrauensvotte gëtt gereegelt, an hei ass e weidert scharft Instrument, wann ech dat esou däerf soen, dat derbäikënn. D'Asetze vun enger Commission d'enquête gëtt vereinfacht. De Blockage vun enger Majoritéit vun 31 géint eng Opposition vun 29 als méiglechen Zenario gëtt erausgeholl.

Mee, opgepasst – an ech ënnersträichen dat, well och an der ganzer Diskussioun ëmmer erëm esou affirméiert ginn ass, och vun de Kolleeg Corapportere vun der Verfassung –: Déi Commission d'enquête, déi mer elo erliichter, ass net automatesch eng Chambre d'accusation vun enger Regierung. Wa mer dat systematesch wëllen hunn, da mësbrauch mer dat heiten Instrument. Dat heiten Instrument kann duerchaus och gebraucht ginn, fir Fact Finding a komplexen Dossieren ze maachen, kann duerchaus derzou gebraucht ginn, fir Verbesserungen an der Politick, an eiser Politick och, erbäizeféieren. An et ass kloer – et ass virdru gesot ginn –: Mir sinn e klenge Parlament. Mir kënne net eng Inflation vun Ënnersuchungskommissiounen, Enquêtékommisiounen, stemmen. An et géllt och hei de Prinzipp: „Trop de commissions d'enquête tuent la commission d'enquête.“ Dofir, e scharft Instrument, mee mat deem ee virsichteg an intelligent soll ëmgoen.

Wat, mengen ech, wichteg ass, nach ze ënnersträichen, dat ass, dass zwar, wann déi Ramenbedingungen erfüllt si ronderëm déi Commission d'enquête, déi Commission d'enquête vun 20 Leit hei an der Chamber agesat muss ginn – also, wa se d'Ramenbedingungen erfüllt –, mee dass awer d'Zesummesetzung vun där Kommisioun no de Reegele vun den normale Kommisiounen geschitt. Ech fannen, dass hei eng remarkable Aarbecht vun der Institutionskommissioun gelescht ginn ass an dass déi Echanging, déi mer hate mat der Regierung, an déi Echanging, déi mer hate mam Conseil d'État, derzou bäigedroen hunn, dës Proposition de loi, dëst Instrument, weider ze verbessern.

An ech wëll alle Kolleegen e grouse Merci soen, dass se dat traditionellt Majoritéit-Oppositions-Denken a -Verhalen an den Eck gestallt hunn an den Interêt vun eiser Institutioun an de Vierdergrond gestallt hunn. Dat ass déi richtig Attitud bei esou engem Projet wéi deem heiten. Dofir merci Iech all a mir maachen dat Besch aus dem neien Instrument, dat mer hei an d'Hand kréien a mir wäerten dat och verantwortungsvoll gebrauchen. Domat soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, dat heiten ass och eppes, wou mer eis eens sinn, an dat ass och ganz gutt esou, well verschidde vu menge Virriedner hunn op d'Bedeutung vun dëser neier Méiglechkeet higewisen.

Effektiv schwätze mer hei vun enger Stärkung vum Parlament, wat mir och begréisste bei aller Kritik, déi mer géintwuer der neier Verfassung och kënnen hunn, mee dat heiten ass ouni Zweifel eng vun de ganz gudden Neierungen, mat där mer och wäerte selbstverständlech mat vill Verantwortung ëmgoen. An den Här Arendt huet a sengen Erklärungen och mat Recht drop higewisen, datt mer och e bësse mussen kucken, wéi sech dat Instrument bewäert, wéi et sech entwéckelt – e bëssen „the proof of the pudding is in the eating“. Mir kucken, wéi dat elo geet, an dann, wa mer da mussen nobesseren oder prezisieren, da maache mer dat.

Mee ech géif de Gedanken e bësse méi wäit spannen, deen den Här Mars Di Bartolomeo elo a senger Interventioun gesot huet, an och aner Virriedner, den Här Gloden: Mir schwätzen hei net nëmme vun enger Stärkung vum Parlament, et geet u sech ëm eng Stärkung vun der Oppositoum. Ech mengen, fir dat ganz kloer ze soen, ass et sécher d'Institutioun als Ganz, déi gestärkt gëtt. Mee et ass virun allem och déi Méiglechkeet vun 20 Deputéierten, déi hei net eng Majoritéit duerstellen, fir dat ze froen, an dat muss och da kënnen duerchgesat ginn, datt dat net ka blockéiert ginn, mee datt dann esou eng Kommissioun och agesat gëtt.

Ech wëll just drun erënneren: Mir haten an dëser Legislativperiod e puermol eng Diskussioun ëm déi méiglech Asetzung vun enger Ennersichungskommissioun. Mir haten dat ... An den Nofollge vun der Covidkris hate mer esou eng Diskussioun, ech mengen, mir haten esou eng bei der SuperDrecksKëscht. Mir haten also och hei rezent nach Beispiller, wou dee Wonsch opkomm ass, wou e sech awer net duerchgesat huet. An et ass einfach, fir ze ënnersträichen, datt d'Opportunitéit vun esou enger Kommissioun awer erëm reegelméisseg hei am Parlament zur Sprooch kënnert an datt mer eis opgrond vun deenen Erfarungen aus de leschte Jore wäerte mussen drop ariichten, datt d'Warscheinlechkeet, datt an der nächster Legislativperiod schon esou eppes ka kommen, relativ héich ass. Mir mussen eis also dorobber virbereeden.

Wéi gesot, mir als ADR begréissten dat, well mer gären hätten, datt eng gutt Demokratie op enger staarker Oppositoum opbaut a mir wäerten dëst och dann ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och, Här President. Merci och dem Rapportier fir säin exzellente Rapport. Jo, déi lescht Enquêtékommisssioun zu Lëtzebuerg war viru gutt zéng Joer am Kader vun der SREL-Affär. Säit der Koalitioun tëscht DP, LSAP an déi gréng, déi ugekënnegt haten, „d'Fënstere grouss opzemaachen, fir frësche Wand eranzeloossen“, gouf also allkéiers e bëssen op d'Brems gedréckt, wann d'Oppositoum eng Enquêtékommisssioun gefuerdert huet. Ech erënneren mech beispillsweis un d'Demande fir eng Enquêtékommisssioun am Kontext vum Projet LUXEOSys oder och d'Affär SuperDrecksKëscht.

Vu datt eebe bis zur Revisioun vun der Verfassung eng Majoritéit vun 31 Deputéierten duergaangen ass, fir esou eng Demande ze refusieren, waren der

Oppositoum allkéiers d'Hänn relativ gebonnen. A genee dofir, also aus dem Bléckwénkel vum Contrôle parlementaire vun der Oppositoum, ass et absolutt ze begrëssen, datt elo gläich nëmmen nach 20 Deputéierter gebraucht ginn, fir eng Enquêtékommisssioun ze lancieren. Ech denken, hei kann een also roueg vun enger wierklecher Stärkung vun der Oppositoum schwätzen, wéi den Här Kartheiser et och grad gesot huet. An deem Kontext begrëssen ech och, datt de Saz „Une modification ultérieure de cette mission nécessite une résolution de la Chambre des Députés“ am Text, wéi mir en haut votieren, gestrach gouf.

Ech hat meng Bedenken och an der Kommissioun an a menger Ried zum entsprecheden Deel vun der Verfassungsrevisioun geäussert, wéi ech sot, datt et kontradiktöresch wier, op der enger Säit 20 Deputéierten d'Recht ze ginn, eng Enquêtékommisssioun ze lancieren, an dann awer ze erlaben, datt eng Majoritéit duerno d'Missioum vun der Enquêtékommisssioun ännere kéint. Eng Kolleegin vun der DP hat deemools gemengt, et misst een awer e bësse Vertrauen hunn, mee ech muss éierlech soen, dass mir an dësem Fall d'Approche vum Conseil d'État besser gefält, deen einfach gekuckt huet, ob den Text konform zur Verfassung ass, an dat war en ënnert dëser Form eeben net.

Dofir begréisste mir, déi Lénk, ausdrécklech, datt elo kloer am Text steet, dass d'Faits à la base de l'enquête esouwéi d'Missioum vun der Enquêtékommisssioun déi sinn, déi an der initialer Demande dann och stinn.

Ech luewen dann och de Conseil d'État dës Kéier fir seng gutt Aarbecht a mir begrëssen dësen Text an ënnerstëtzen en natierlech. Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grouss Merci un de Rapportier fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et war jo en Text, deen awer fir e bëssen Diskussiounen och an der Kommissioun gesuergt huet, an ech mengen, datt déi ganz gutt am schrëftleche Rapport erëngi gi sinn. Am Mëndleche geet ee jo éischer op den Text wéi op d'Diskussiounen an, mee ech mengen, mir haten eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun, a mir hunn och, mengen ech, zesumme Léisunge fonnt, fir souwuel dat, wat de Staatsrot ugemierkt huet, zum Deel aus der Welt ze schafen, zum Deel awer och ganz kloer, dat mat eriwuerzehuelen.

Wéi wichteg dës Proposition de loi ass, dierft jidderengem heibanne méi wéi bewosst sinn a warscheinlech deem, deen elo grad vis-à-vis vu mer sëtzt, dem Premier, ëmsou méi, well et ass hie jo, deen och virun zéng Joer an där leschter Enquêtékommisssioun involvéiert war, déi et hei zu Lëtzebuerg gouf.

Une voix | An de SREL.

M. Sven Clement (Piraten) | Duerch eng Enquêtékommisssioun an duerch e klore gesetzleche Kader gi mer der Chamber e wichtige Outil. Mir stäerken domadder d'Institutioun a mir ginn eis en neien Outil am Kampf géint d'Politickverdrossenheet. Kee Mënsch steet iwwert dem Gesetz, och net d'Politiker an d'Politikerinnen. Wann en Abus de pouvoir sollt virkommen, da muss dat déi entspreched Konsequenzen hunn. D'Chamber kann dann och an Zukunft déi entspreched Enquêté méi einfach lancieren.

Zudeem ginn déi eenzel Schrëtt a Modalitéite festgehale an, ech mengen, och do ass et e grouss Worf no vir par rapport zum aktuelle Gesetz, wat dat awer méi rudimentär ëmfaasst huet. Virun allem och d'Méiglechkeet, datt d'Minoritéitsmeenungen,

d'Minoritéitskonklusiounen, herno kënnen am Rapport vun enger Enquêtékommisssioun festgehale ginn, ass an eisen Aen e wichtige Outil, deen et virdrun net gouf an dee mer heimadder schafen, well et erlaabt eng méi nuanciéiert Duerstellung vun der Situatioun. Dat ass eppes, wat béidsäiteg schafft. Et ass net eppes, wat just der Oppositoum zegutt kënnert, dat kënnert natierlech och dem Kontrolléierten zegutt, well et erlaabt, an Zukunft méi nuanciéiert Rapporten ze ginn, déi eeben net nëmme schwaarzwäiss mussen sinn, méi déi eebe kënnen e puer Facetten ofbilden.

An och domadder stärke mer d'Vetraue vu de Biergerinnen a Bierger an eis politesch Institutioun, well mir dierfen och net mengen, datt Politickverdrossenheet e Randphenomeen ass. Et géllt, et esecht ze huelen. An dës Politickverdrossenheet kënnert ënner anerem haut dohier, datt vill d'Leit d'Gefill hunn, datt sech Politiker alles erlabe kënnen. Dat ass weeder de Fall, nach dierft et de Fall sinn.

An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten. Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun op deem heiten Text. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci. Dem Här Margue och merci vun onser Säit. Et ass, wéi gesot, eng Proposition de loi. De Prinzipp ass, dass mer eis aus Proposition-de-loien och eraushalen, mee erlaabt mer just hei och ... Ech hunn et scho virdu bei dem viregten Text gesot: An dräi Méint si Walen. Dat dote gëtt en Instrument fir eng nächst Regierung, mee, sou wéi de Mars Di Bartolomeo an aner Orateuren hei gesot hunn: Et ass Responsabilitéit. Et ass keng Chambre de mise en accusation. Et geet net drëms, fir öffentlech Prozesser ze maachen, wou herno näischt erauskënnert, well soss geet et just drëms, een au pilori ze stellen, och wann ee weess, dass näischt drun ass.

An hei ass en Instrument, wat do ass, wa politesch Saache solle verbessert ginn, wa Saache mussen traitéiert ginn, wa Saache mussen bekannt gemaach ginn, analyséiert ginn. An et ass just dee Message, deen ech ginn als fréiere Member och vun dëser Chamber: Et soll net en Instrument de politique politicienne sinn, mee et soll en Instrument sinn, fir och weiderzekommen, fir Transparenz ze schafen, en eeben och, sou wéi den Här Clement elo just gesot huet, fir dass net d'Gefill kënnert vun enger Politickverdrossenheet, déi och dann ze verstoen ass, well een da probéiert, een deen aneren ze decken. Nee, dat heiten hëlleft – an ech wëll soen – net nëmmen der Oppositoum, et hëlleft der Institutioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer d'Proposition de loi 8036. Den Text steet am Document parlementaire 8036⁶.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8036

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon

Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. 8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

Mir kommen elo zur Proposition de loi 8037 iwwert d'Biergerinitiativen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur-rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Proposition de loi 8037 setze mer eng vun deene wichtege Erneuerung vum eiser iwwerschaffter Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt, an d'Praxis ëm. Domat wäert déi aktiv Bedeelegung vum Bierger um legislative Prozess erweidert ginn.

D'Verfassungskapitel iwwert d'Chamber an de Staatsrot gesäit am neien Artikel 79 Follgendes vir: „La Chambre des Députés se prononce en séance publique sur des propositions motivées aux fins de légiférer, présentées par cent vingt-cinq et soutenues par douze mille cinq cents électeurs au moins. La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative.“ Dat geschitt elo mat dëser Proposition de loi.

D'Iddi hannert dësem Instrument fir d'Biergerbedeelegung geet bis op de Regierungsprogramm vun 1999 zrëck. 2004 sollt de Projet de loi 5132 schon esou en Instrument an eis Legislatioun afügen. De Staatsrot huet sech awer deemools opposéiert. D'Chamber war du gewëllt, dës Neierung an der Verfassung ze berücksichtegen – dat ass geschitt an haut gi mer an d'Praxis iwwer.

Nom Avis vom Conseil d'État zu der Proposition de loi 8037, deen eng Rei vun Oppositions formelles enthalen huet, huet d'Institutionskommissioun deenen Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen an no deenen Adaptatiounen wäert den Oflaf vun dëser Initiativ folgendermoosse lafen: Fir eng Proposition de loi duerch de Bierger kënnen ze presentéieren, brauch et 125 Leit, déi esou eng Proposition abrëngen, an et brauch 12.500 Leit, déi se ënnerstëtzen. Déi béid Gruppe mussen Wieler bei de Legislativwale sinn.

Déi Virschléi beschränke sech op normal Gesetzer, kënnen also keng Revisioun vun der Verfassung viséieren. Et kënnen Virschléi fir en neit Gesetz sinn oder fir d'Ännerung vun besteende Gesetzer respektiv fir e Gesetz ofzeschaffen. Et kënnen keng Gesetzesprojeten oder -propositionen modifizéiert ginn, déi schon am legislative Prozess sinn. D'Proposen hunn déi nämmelech Form wéi eng Proposition de loi, si mussen op Franséisch verfaasst sinn. Eng Proposition, déi refuséiert ginn ass, dierf net mam nämmelechten oder quasi nämmelechten Objet innerhalb vun engem Joer nei abruucht ginn.

Den Depot kann elektronesch gemaach ginn. Mir hunn dofir en extrae Site op eisem allgemenge Chambersite ageriicht, deen den 1. Juli mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung online geet. Déi kënnen iwwert den elektronische Wee respektiv iwwert de Pabeierwee – awer net vermëscht – abruucht ginn. All Wieler muss säin Numm, Virnumm, seng Identifikationsnummer, seng Mail-Adress fir den elektronischen Depot respektiv seng Adress, wann et iwwer Pabeier geet, uginn. D'Identitéit vun deenen 125 Wieler, déi de Virschlag presentéieren, gëtt vun der Chamber kontrolléiert souwéi och hir Aschreiwung op de Wielerlëschten. Do kënnen mer op d'Hëllef vum Centre des technologies de l'information vum Staat zielen, fir och déi néideg Confidentialitéit ze sécheren.

D'Presidentekonferenz kontrolléiert an den dräi Méint nom Depot d'Anhale vun den Depotskonditiounen. Wann d'Presidentekonferenz d'Propos als recevabel ugesäit, da ka se net méi zeréckgezu ginn. Wann d'Konditiounen net erfëllt sinn, da gëtt se hifälleg. Déi Proposen, déi d'Konditiounen erfëllen, ginn um speziell ageriichte Chambersite publizéiert an ab deem Dag vun der Publikatioun kënnen och d'Ënnerschrëfte gesammelt ginn.

Déi recevabel Propos muss d'Ënnerstëtzung vu weinstens 12.500 Wieler kréien, dat an engem Delai vu véier Wochen ab dem Moment, wou d'Collecte vun de Signaturen ugaangen ass. D'Ënnerstëtzung kann och do elektronesch oder op Pabeier gemaach ginn, net vermëscht. Jidderee vun de Wieler muss säin Numm an erëm eng Kéier all déi Donnéeën, déi virdu verlaangt sinn, uginn. Och hei kontrolléiert d'Chamber d'Rechtkeet vun den Donnéeën vun de Signatairé, souwéi hir Aschreiwung op de Wielerlëschten. Am Fall vum Netrespekt vun de Konditiounen gëtt d'Prozedur clôturéiert. Ass alles an der Rei, schreift d'Conférence des Présidents den Debat iwwer d'Propos op den Ordre du jour vun enger nächster öffentlecher Sëtzung. D'Conférence des Présidents ka virum Debat Proposen un eng parlamentaresch Commissioun weiderginn, fir dass dës zousätzlech Erläuterungen vun den 125 Wieler kritt, déi d'Propos presentéiert hunn. Et kënnen awer net déi 125 an d'Kommissioun kommen, mee eng Delegatioun vu maximal fënnf Leit.

D'Chamber prononciéiert sech mat enger Majoritéit vun de Stëmme fir oder géint d'Fortsetze vun der parlamentarescher Prozedur bei där Propos. Wann de Vott positiv ass, da gëtt d'Propos un eng parlamentaresch Commissioun geschéckt, déi sech dann am Fong mat der Propos ausenansetzt a se bearbecht. Den Examen au fond mécht sech no der Prozedur, wéi se fir d'Propositions de loi am Chambersreglement virgesinn ass. En negative Vott an der Plenièr clôturéiert déi ganz Prozedur. Kënnt et dann zum Schluss zu engem positive Vott an der Plenièr, jo, da gëtt déi Proposition vun de Bierger zu engem reegelrechte Gesetz.

D'Avisen, ugefaange beim Conseil d'État, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et

Employés publics an der Datschutzkommissioun, kënnen Dir an eisem schrëftleche Rapport noliessen.

D'Institutionskommissioun stoung geschlossen zu dëser Proposition an ech ginn hei bei dëser Geleeënheet dann och direkt den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech alleguer Merci. A merci virun allem fir déi ganz positiv Zesummenaarbecht an der Institutionskommissioun a wéi och bei anere Saachen déi gutt Zesummenaarbecht mat der Reglementskommissioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

An da wier et um éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Dem Rapporteur merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport an – et ass och ugeklongen – och merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Institutionskommissioun.

Hei ass e weidere wichtege Schrëtt zu enger breeder Biergerbedeelegung. Dat war och ee vun de Haaptpunkten an der neier Verfassung; d'Corapportere sinn an der Debat iwwert dee Punkt schon op dem Riednerpult heirobber agaangen. De Rapporteur huet hei d'Detailer vun der Prozedur virbruecht, dofir brauch ech elo net méi an d'Detailer hei eranzegoen.

Wat awer wichteg ass: Et ass en zousätzlech Instrument niewent dem Petitiounsinstrument, niewent dem Instrument vun enger Consultatioun – et ersetzt awer natierlech net d'Chamber. Mir sinn den éischte Pouvoir vum Land a mir hunn d'Verantwortung, fir déi Gesetzer ze stëmmen oder net ze stëmmen, wéi mer dat dann an eisen Aarbechte mengen. Et muss een och wëssen, datt dëst Instrument vill méi wäit geet wéi zum Beispill eng Petitioun, an och d'Responsabilitéit vun deene Leit, déi dëst Instrument declenchéieren ass och vill méi grouss, well am Fong gi se eng Propos eran hei an d'Chamber, déi dann de Processus législatif duerchleeft wéi eng Proposition de loi oder e Projet de loi, ni moins mee och ni plus. Dofir wollt ech dat hei nach eng Kéier ënnersträichen, well ech mengen, dat ass dobausse vläicht net esou wouergeholl ginn.

Da weist och dës Punkt, dëst zousätzlech Instrument: Wann een eppes juristescht decidéiert, muss een och genau wëssen, wat déi verschidden Etappen hannendru sinn, déi ee muss duerchlafen, well mine de rien hu mer laang missen eis Gedanke maachen, wéi mer dat praktesch ëmsetzen. An do war et wichteg, datt mer de Backup haten hei vun der Chamberverwaltung an och vun externe Conseillere, fir dat eeben och kënnen iwwert den informatische Wee visuell kloer dohinner ze stellen, net ze komplizéiert ze maachen, fir datt d'Leit net scho virun engem Bierg stinn, éier se d'Instrument wëllen a kënnen declenchéieren. Dat war den Defi, nodeem mer d'Verfassung gestëmmt hunn, fir dat en route ze setzen.

An dofir nach eng Kéier merci fir déi gutt Zesummenaarbecht op dësem Punkt an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Gloden. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP), coauteure | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un de President-Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport an, wéi gesot, ech hänke mech drun

un dat, wat de Léon Gloden gesot huet: Merci alleguerten deenen, déi esou gutt an der Verfassungskommissioun wéi och an der Verwaltung matgeholfen hunn, fir dann awer hei aus der kniwweleger Problematik en Text erauszuschaffen, dee fir all Mënsch tragbar ass.

Ech erënneren Iech drun, dass mir am Exercice 2021–2022 eleng vum Juli bis zum Juli 428 öffentlech Petitiounen hei erakritt hunn, an dem Joer virdrun nëmmen 271. An dat heescht, en gros huet et sech praktesch verduebelt. Ech mengen, dat weist den Interesse vun eise Bierger dobaussen, fir hei d'Gesellschaft matzestalten a fir sech och anzubringen, fir e bestëmmte Problem ze léisen.

Am Koalitiounsvertrag vun 2018–2023 hat d'Regierung ganz kloer gesot, dass se eebe gär géif d'demokratesch Participatioun féerden an notamment eeben duerch d'Mise en place vun der Biergerinitiativ a Saache Legislatioun. An et ass schonn ugeklongen: Am Kader vun eiser rezenten Verfassungsrevisioun gouf dann d'Initiativrecht duerch den Artikel 79 consacréiert. Ech ginn net méi op den Text an, well de Mars Di Bartolomeo e jo scho virgelies huet. De leschte Saz, deen ass awer wichteg, et ass eebe just, dass: „La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative“, an dat maache mer duerch den Text vun haut de Mëtteg. Mir setzen also eise Grondtext vun der Verfassung elo a Musek ëm. Op d'Detailer vun den Dispositiounen ginn ech net méi an, well, wéi gesot, déi sinn an dem schréffleche Rapport ganz festgehalten an och am Text.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass awer fir mech en historiesche Moment hei! Wéi gesot, nom Prinzip, dee mer jo an der Verfassung festgehalten hunn, kreéiere mer duerch d'Gesetz, wou mer dat elo ëmsetze wëllen, eng drëtt Source législative. Joerhonnertelaang ass iwwerall an de Systemer ... an net nëmmen zu Lëtzebuerg – Dir wësst, mir hänken um belschen an um franséische System –, sinn et ëmmer nëmmen zwou Voië ginn. Dat heescht, de System vun de Projets de loi, deen eebe vu Regierungssäit erakënt, an dann d'Proposition de loi, déi vun den Deputéierten erakënt, an elo kréien d'Bierger en Initiativrecht, fir matzestëmmen. Mir hunn et zwar streng regléiert, well mir hunn awer ëmmer de Souci, wa mer dat kreéieren; „Il faut que l'ordre reste dans la boutique.“

125 Wieler, dat heescht Lëtzebuurger, déi op de Walëschten ageschriwwen sinn, kënnen d'Proposition erabringen, entweder elektronesch oder awer op klassesch Manier op Pabeier. Mir hunn dat extra gemaach, well mer wëllen all Mënsch mathuelen, independamment vu sengem Alter. Et ass net all Mënsch mat den elektronischen Technologien esou bekannt oder awer en huet einfach eng Präferenz fir Pabeier an et geet jo drëm, fir esou breet wéi méiglech do ze schaffen, dofir hu mer do déi zwee Weeër virgesinn.

De Mars Di Bartolomeo huet awer scho kloer gesot: Vun engem gemëschte System, hybrid also, zwëschen Elektronik an analog, hu mer ofgesinn, well d'Erfahrungswärter eis weisen, dass et net méiglech ass, dee Moment herno genau ze verifizéieren an ze validéieren, wien do wat eraginn huet.

Nodeems dës Biergerinitiativ da fir recevabel erkläert ginn ass – de Mars Di Bartolomeo huet d'Detailer ginn eeben iwwert d'Recevabilitéit –, geet et jo dann drëm, fir an deene véier Wochen 12.500 Stëmme ze sammelen. A mir waren do e bëssen an der Analogie zu eisem Petitiounssystem, do brauch et der 4.500, a mat der Voie électronique huet sech jo awer oft gewisen, dass dat méiglech ass. An 12.500 a véier Wochen, dat muss mer elo kucken, mee normalerweis

ass dat awer technesch machbar an an deem Moment misst déi Biergerinitiativ ouni Problem kënnen hiert Resultat errechen. Insgesamt ass et wichteg, déi Participatioun esou accessibel ze maache wéi méiglech.

Et ass scho gesot ginn: Et gëtt en neien Internetsite, deen ass elo vum 1. Juli un operationell. Et geet fir d'éischt mat der franséischer Versioun, da kënnst spéider déi lëtzebuergesch an déi däitsch, an et ass och nach ugeduecht, vu dass mer a Momenter jo awer e komplizéierte Vocabulaire hei gebrauchen, dass och nach e System vu Leichter Sprache op de Site gesat gëtt, fir dass all Mënsch dat gutt versteet.

Här President, wa mer wëllen d'Leit alleguer mathuelen an d'Accessibilitéit maache vu partizipativer Demokratie, geet et awer niewent der renger technischer Accessibilitéit och dodrëm, dass een d'Leit bilt, dass d'politesch Bildung Loscht mécht, fir matzemaachen, Loscht mécht, eis Gesellschaft matzestalten. An Dir wësst vläicht, dass e Plan d'action national de la jeunesse 2017–2020 opgestallt ginn ass an do ass, niewent der Transition vers l'emploi an dem Logement als zwee Piliere, als drëtte Piliere eebe just d'Participation démocratique oder d'Démocratie participative virgesinn. Well politesch Bildung mécht net nëmme Loscht a mécht Kenntnis, et mécht aus eise Kanner mëndeg, mee och kritesch Bierger, déi dann à même sinn, fir iwwer esou e Wee hir Iddien an hir Propositionen no deem neie System hei eranzubringen a matzestellen, eis Gesellschaft virunzubringen an eist Land esou performant wéi méiglech mat sengem System, mat sengen Institutionen ze gestalten. Dat si mer elo amgang, hei ze maachen.

Nach eng Kéier merci un all d'Mënschen, déi geholfen hunn, an ech gi mat grousser Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An da wär et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur | Jo, ech wëll och dem Mars Di Bartolomeo Merci soen, a virun allem widerhuelen ech dat, wat elo gesot ginn ass iwwert d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi mer an der Institutionskommissioun haten, fir dësen Dossier an och déi zwee virdrun an dee leschten, deen ech nach wäert presentéieren.

Et ass dat, wat de Premier virdrun gesot huet: Et geet hei net drëm, eng – wéi soll ech soen? – Parteilichkeet ze maachen, mee einfach, d'Institutionen ze stäerken. Et ass och hei dës Proposition, déi op e Virschlag, ganz initial, zrëckgeet, wou d'Leit gehéiert gi sinn, wéi mer am Kader vun der Verfassungsreform ënnerwee waren an dat ass scho laang hier. Bei „Är Virschléi“ ass gekuckt ginn, dass d'Biergerbedeelegung kéint gestärkt ginn an dat geschitt mat deem heite Fall. Et ass scho gesot ginn: Et ass eng Weiderentwécklung vun deem, wat mer bis ewell bei de Petitiounen hunn. Mee bei de Petitiounen gesi mer och eng gewëssen Entwécklung, wat der der Petitiounskommissioun de Moment immens Aarbecht mécht, well all méiglech Foe mat ënnerschiddlechem Gewicht do opkommen.

Hei hu mer elo en Instrument geschaaft, wat fir d'Leit sënnvoll ass an och fir Gruppementer, déi dobaussen ënnerwee sinn an déi am Fong frou wäeren, Gesetzesproposen eranreechen ze kënnen a se dann esou wäit auszuschaffen, dass hir Membere se och kéinten ënnerschreien, plus aner Leit. Ech wëll och drop hiweisen, dass dat Ganzt wéi ... Et mécht een e Gesetz jo net ... „Ça ne coule pas de source“, dat muss ee jo kënnen, a wéi d'Virriedner drop hiweisen hunn, hu mer eis elo drop géeneegt, dass

d'Chamberverwaltung via dee Site, awer och soss, uspriechbar ass, dass net wéinst Formfeeler oder Prozedurfeeler oder fënnf Ënnerschrëften, déi da géife feelen, den Instrumentarium géif blockéiert ginn.

Neen, d'Verwaltung vun der Chamber steet deene Leit, déi esou eng Initiativ wëllen erarechen, zur Verfügung an zur Hëllef, och wat d'Formulatioun ugeet. An duerno hu mer decidéiert, dass mer an eng Richtung entgéintkommen, wou d'gesetzgeberesch Aarbecht dann der Chamber hir ass. An dofir hu mer jo gesot, dass mer de Wee aschloen, wann et bis an der jeeweileger Kommissioun och fir jiddwieren an där Kommissioun recevabel ass, da gi mer de parlamentaresche Wee an da loosse mer d'Chamberprozedur lafen. Da gëtt de Staatsrot en Avis gefrot an och all déi aner Corps constitués, déi hir Avice solle ginn. Et ass also hei eng Balance tëscht engersäits der Initiativ vun de Leit dobaussen, déi sech kënnen zesummendinn, an der Verantwortung, déi mir als Chamber huelen, definitiv, fir e Gesetzesprojet, eng gewëssen Initiativ, kënnen op e gutt Enn ze féieren.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vläicht gutt, dass mer eng Kéier, wa mer hei d'Geleeënheet hunn, e bëssen e Bléck op d'Biergerbedeelegung werfen. Dat ass e ganz moderne Konzept. Mir freeën eis driwwer, well mir als ADR souwiso fir eng direkt Demokratie stinn. An direkt Demokratie heescht fir eis un éischter Plaz: de Referendum!

Plusieurs voix | A!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech gesinn, dat fënnt hei direkt spontan Zoustëmmung.

(Hilarité)

Dat ass och ganz gutt, well ech wëll Iech soen, dass wa mer haut iwwer Biergerbedeelegung nodenken a gesinn, wat geschitt, dann hu mer net vill Grond, zefridden ze sinn. Mir hunn zum Beispill erlieft an deene leschte Joren, dass esou Biergerkonsultativ Réit gegrennt gi sinn, och hei am Ëmfeld vun eiser politescher Aarbecht, an dass mer awer gesinn hunn, dass déi Leit op eng bestëmmt Manier – vläicht duerch Zoufall, vläicht net duerch Zoufall – selektionéiert a guidéiert goufen an hirer Aarbecht. A wéi duerch Zoufall koume Resultater eraus, déi awer an d'Regierungspolitik – oder an déi eng oder aner Partei an der Regierung – ganz gutt passen.

Dat ass fir eis e Problem, well mir wëllen net, dass d'Biergerbedeelegung mëssbraucht gëtt, fir se esou ze politiséieren, esou ze guidéieren, esou ze selektionéieren, dass se bestëmmt politesch Zwecker soll erfüllen. Et ass esou, dass mir ënner Biergerbedeelegung dat verstinn, wéi et soll sinn: D'Vollek decidéiert souverän, mir als hir Mandatairen erfüllen hire Wëllen. Dat ass e Grondusaz, dee mir hunn.

Elo hu mer hei en neit Instrument fir Biergerbedeelegung, dat ass déi Initiative citoyenne, eng legislativ Prozedur, eng nei. Och dat begrësse mer. Mir wëssen net, wéi dacks et wäert benotzt ginn, well och elo ass et jo schonn esou, dass, wa wierklech eng grouss Zuel – an hei schwätze mer jo vun iwwer 12.000 Leit –, wann dee Wonsch an der Gesellschaft present war, fir eng Initiativ ze huelen, huet sech bis elo, mengen ech, ëmmer en Deputéierte fonnt, deen eng Proposition de loi gemaach hätt, déi dem Wonsch vun iwwer 12.000 Leit

an der Gesellschaft entsprach hätt. Ech ka mer bal net virstellen, datt heibanne keng Sensibilitéit vertruuede wär, fir esou eng gutt Iddi – oder op alle Fall eng Iddi, déi vill Zousproch fénn –, opzegräifen an déi hei dem héijen Haus virzeleeën.

Mir mussen also emol kucken, wéi dat an der Praxis sech elo entwéckelt a wéi mer domat ëmginn, mee mir als ADR, jo, ëmmer konsequent Biergerbedeelegung, jo, mir kënnen dat hei matdroen.

An elo loosst mech awer eng Reflexioun hei féieren, déi Der bestëmmt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alleguer kënn genauou spontan novollzéie wéi dat, wat ech Iech virdu gesot hunn. Mir hunn hei e Seuil vun 12.500 Leit, wou all Mënsch heibanne seet: „Jo, bei 12.500 Leit muss mir aktiv ginn, mir mussen dat eescht huelen, mir mussen déi Initiative citoyenne hei an d'Pleniëre huelen, hei diskutéieren, hei ofstëmmen, hei behandelen.“ 12.500 Leit: Mir hate während der Verfassungsdebatte eng Petitioun, d'Nummer 2007, déi huet a kierzester Zäit – a kierzester Zäit! – méi wéi 18.000 Ënnerschrëfte kritt; se ass ignoréiert ginn! D'Leit hunn e Referendum gefrot, deen Dir heibannen de Leit versprach hutt. Duerno krut der 18.000 Ënnerschrëften op eng Petitioun an Dir hutt et ignoréiert – 18.000 Ënnerschrëften ignoréiert! –, well et Iech net an Är Affär gepasst huet! Awer hei sot Der: „12.500 Ënnerschrëften, dat ass esou vill, dat muss mer eescht huelen.“

Dat ass eng Kontradiktioun, déi mir als ADR net akzeptéieren. Wann Der 18.000 – an dat ass méi wéi 12.500 –, wann Der dat net eescht huet, wéi grouss ass Är Kreditibilitéit dann an anere Beräicher? Déi ass net grouss!

Wann Dir Biergerbedeelegung wëllt, ma dann huelt Iech dach emol e Beispill un der Schwäiz: Ëmgerechent wärem mer dann ongeféier bei 3.000 Leit, wann déi e Referendum froen. Da solle mer de Referendum aféieren, et ass dat, wat mir soen: Kommt, mir maache méi direkt Demokratie! Kommt, mir ginn de Leit hei am Land ze decidéieren, wat an hiren Ae wierklech soll gemaach ginn! Mir hunn et 2015 gemaach, dräi Mol, an haut mierke mer leider schonn, datt déi eng oder aner Partei erëm d'Konklusioun vum Referendum 2015 wëll a Fro stellen. Och dat ass e Wee, dee mir net matginn.

Wéi gesot, d'ADR huet hei eng kloer Positioun, eng kredibel Positioun, eng, déi sech kloer zur direkter Demokratie bekennt, an alles, wat mer hei maachen a Richtung Biergerbedeelegung, kënnen mer matmaachen – awer, wannechgelift, wann et Iech éierlech gemengt ass!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gär, gär.

M. Dan Kersch (LSAP) | Zu der kredibeler Positioun vun der ADR: Dir hutt virdrun e Chiffer genannt vun esou vill Ënnerschrëften, déi gesammelt gi waren. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen, d'ADR hat jo och eng Ënnerschrëftesammlung lancéiert: Wivill Ënnerschrëften hat Dir da kritt fir dee Referendum, vun deem Dir schwätzt?

Une voix | 436!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn hei ...

La même voix | 436!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo, jo. Kuckt emol, den Här Kersch ... Et ass ganz gutt, datt hien dat hei virbréngt, well mir hu wierklech ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Nee, nee. Nee, loosst mech schwätzen, Här Kersch, loosst mech schwätzen, well ech hunn Iech nogelauschtert! Et ass sou üüblech: Deen ee schwätzt an da schwätzt deen aneren. Een nom aneren, wësst Der?

Gutt, et ass elo sou ...

M. Fernand Etgen, Président | Een nom aneren, mee den Här Kersch hat eng prezis Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, majo. Jo, dann däerf ech jo drop äntwerten. Well et ass eng vun deene Saachen ... Wësst Der, et gëtt an der Politick jo esou Ablécker, déi een heiansdo schwéier fénn, an et gëtt anerer, wou een immens houfreg ass op dat, wat ee mécht. Dat ass esou. Et huet ee schwéier Ablécker, et huet ee gutt Ablécker. An dee wierklech gudden Abléck, mengen ech, wou mir – ech perséinlech a meng Kolleegen an der ADR bestëmmt och –, eis immens gutt drun erënnern an houfreg sinn op eis Aarbecht, dat ass, datt mer während der ganzer Verfassungsdebatte alles gemaach hunn, wat legal méiglech war, fir de Leit dat Recht ze ginn, wat hinne versprach war, nämlech de Referendum.

Mir hunn allkéiers déi Prozeduren ageleet. Mir woussen, dass et hoffnungslos wier, mee mir hunn alles gemaach vun eiser Säit, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, e Referendum ze kréien, souwuel hei an der Chamber iwwert d'Ënnerschrëfte vun Deputéierten ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Mir wëssen, datt et hoffnungslos ... Dat wouste mer. Mee mir hunn all prozedural Méiglechkeete geholl, fir et ze maachen.

D'Leit dobaussen – net mir, d'Leit dobaussen – hunn déi Méiglechkeet gehat, beim Premierminister eng Prozedur anzeleede fir d'Referendumsprozedur. Dat ware keng ADR-Initiativen, Här Kersch, dat ware Bierger.

(Interruptions)

Dat ware Bierger, déi onofhängeg ... Mir hunn esouguer gutt drop Uecht ginn ... Mir hu gutt drop Uecht ginn, datt et net ka vermëscht ginn. Mir hu ganz gutt drop Uecht ginn, fir datt eebe keen eis dee Virwurf ka maachen, ...

(Brouhaha et interruptions)

... deen Dir haut probéiert, hei ze konstruéieren. Mir hunn dat net politiséiert ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir musst zur Äntwert kommen.

Une voix | Gitt dach eng Äntwert!

M. Dan Kersch (LSAP) | Gitt zur Äntwert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma, ech ginn dem Här Kersch grad déi Äntwert.

(Interruptions diverses)

Une voix | Mir hu se schonn. Mir hu se schonn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hu ganz gutt drop Uecht ginn, datt déi Leit, déi déi Prozedur aleeeden, datt dat keng Leit vun der ADR sinn an déi hunn déi Prozedur beim Här Premierminister véiermol ageleet a mir sinn ...

Une voix | Dir hutt se véiermol ageleet!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... deene Leit immens dankbar, fir dee Courage, dee se gewisen hunn, well si goufen an de Medien zum Deel mat Numm genannt, zum Deel ugeklot, eppes ze maachen, wat net legitim wär. Mee et ass e Verfassungsrecht, dat déi Leit benotzt hunn, fir beim Premierminister déi Prozedur anzeleeden. Allkéiers, véiermol, bei deene

verschiddenen Deeler, net op ADR-Initiativ, mee an Ausübung vu Verfassungsrechter – a si goufen net gutt behandelt. An ech soen haut: Dat ware couragéiert Leit a mir sinn hinnen dankbar, well si hunn eppes gemaach fir d'Demokratie an eisem Land, si hu sech géint en Trend gestallt, fir d'Bierger an hire Rechter hei ze bekräftegen. Dat war exzellent!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt zwar elo laang geschwat, fir eis net ze soen, dass d'ADR-Aktioun genau 486 Ënnerschrëfte krut.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et gouf keng ADR-Aktioun!

M. Yves Cruchten (LSAP) | 436!

M. Dan Kersch (LSAP) | 436.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Elo hu mer d'Änwert. Da kënnen mer der Madamm Oberweis d'Wuert ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporteur fir den exzellente Rapport.

Jo, déi direkt Demokratie stellt sech nieft déi representativ Demokratie, a mir brauchen déi direkt Demokratie, well iwwert si sech verschidde Forderungen a Formuléierungen artikuléieren kënnen, déi an enger reng representativer Demokratie wéi hei, also an engem reng representative Kader, iwwersinn, iwwerhéiert oder ignoréiert gi wieren. Ouni dës Méiglechkeet riskéiert eng Demokratie, vulnerabel an ugräifbar ze ginn. Aus deem Bléckwénkel begrësse mer natierlech dës Proposition de loi a mir droe se och mat.

Fir datt déi direkt Demokratie awer elo hir Wierkung entfale kann, ass et wichteg, datt d'Prozedur vun de virgesinnenen Instrumenter effektiv sinn. An eebe genee dëst ass e Kritikpunkt vum Text, wéi en haut zum Vott steet. Nom virgeschloenen Mechanismus brauch een also op d'mannst 125 Persounen, déi Lëtzebuerger sinn, an op d'mannst 18 Joer hunn, fir d'Proposition ze deposéieren. An ass d'Proposition recevabel, da start eng Period vu véier Wochen, wou op d'mannst 12.500 Persounen, déi och Lëtzebuerger sinn an op d'mannst 18 Joer sollen hunn, d'Proposition ënnerschreibe sollen. Fir eis ass dat quasi onméiglech.

Ass dës Etapp erfëllt – wa se erfëllt ass –, da kënn d'Proposition op den Ordre du jour vun enger Séance publique an d'Chamber votéiert mat enger Majoritéit vun de Stëmmen, ob d'parlamentaresch Aarbecht weidergoe soll oder net. Soen also 31 Deputéiert nee, dann ass d'Prozedur, déi all déi opgezzielte Krittären erfëllt huet, einfach vum Dësch.

Mir gesinn, dee Mechanismus ass also net immens bindend. Aus dem Bléckwénkel vun den Initiatoren vun esou enger Biergerinitiative, déi vill Aarbecht an Zäit investéiert hunn, muss dat nawell zimmlech demotivéierend sinn. Et muss ee bedenken, dass si schlisslech innerhalb vu véier Wochen – och hei wollt ee jo net an der Kommissioun d'Period op sechs Woche verlängeren, wat ech ënner anerem proposéiert hat – d'Ënnerstützung vun dausende Wieler/inne gesammelt hunn, wat net näischt ass.

An da kann eeben einfach d'Majoritéit déi ganz Aarbecht clôturéieren, ouni dass d'Initiatoren iergendeng Méiglechkeet hunn, d'Iddi nach méi breet ze diskutéieren. An dobäi soll grad Demotivatioun an Desinteressi um politesche Geschéien net den Effekt vun direkter Demokratie sinn. Fir eis geet direkt Demokratie anescht: An eiser alternativer

Verfassung, déi ech och hei laang a breet proposéiert a presentéiert hunn, hu mir beispillsweis och d'Méiglechkeet vun enger Initiative citoyenne virgesinn, mam Ënnerscheed, dass eis Prozedur méi Méiglechkeeten a méi Etappen u sech ëmfaasst.

Konkreet gesinn huet se also maximal dräi Etappen. An der éischter Etapp brauch et e Comité citoyen. Dëse Comité muss d'Signaturë vun op d'mannst 0,5 % vun de Biergerinnen a Bierger kréien, déi op de Walëschten ageschriwwen sinn. Ass dëst erreecht, seet och hei d'Chamber Jo oder Nee zu enger Ausschaffung vun enger Proposition de loi. Elo kënn awer de groussen Ënnerscheed zu der Versioun, déi mer haut stëmmen: Bei eis ass d'Prozedur nämlech dann net automatesch fäerdeg, wann d'Chamber et refuséiert. Seet d'Chamber nämlech Nee, dann huet de Comité, deen d'Proposition deposéiert huet, nämlech nach eng Kéier sechs Méint, fir d'Signaturë vun des Kéier 2,5 % vun de Wieler a Wielerinnen ze sammeln. Erreche se och dëse Seuil, dann ass et nees un der Chamber, fir Jo oder Nee ze soen. Seet d'Chamber nach eng Kéier Nee, da bleibt d'Méiglechkeet vun engem Referendum.

Eis Proposition probéiert also ze vermeiden, dass eng Proposition, déi e gewëssen Zousproch an der Bevëlkerung kritt an déi immens vill Méi an Investissement vu Bierger a Biergerinne kascht huet, net einfach esou hei an der representativer Demokratie ka clôturéiert an ignoréiert ginn.

Wéi scho gesot, mir droen dësen Text trotzdem mat, och wann en eis net wäit genuch geet, well mir fir méi politesch Participatioun, fir méi gelieft Demokratie stinn. Och wann dat fir eis net genuch Stärkung vun Demokratie ass, droe mer en nawell mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegegen, fir d'éischt dann dem Mars Di Bartolomeo e grouse Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir liewe bekanntlech an enger Demokratie a wëlle Biergerbedelegung; dat ass och nëmme richteg esou. Vill ze laang haten d'Biergerinnen an d'Bierger keng direkt Méiglechkeet, fir sech an d'Chamber anzebréngen. Dat huet sech geännert mat de Petitiounen, mat der Strukturéierung vun de Petitiounen, déi laang Joren en onstrukturéierten Outil waren. An dat ännert sech och heimadder nach eng Kéier, an zwar op e strukturéierte Wee, eeben net e Wee, wou een ee muss kennen, deen ee kennt, fir eppes ze maachen, mee wou een eeben och kann als Citoyen lambda, ouni politesch vernetzt ze sinn, seng Uleiese bis an d'Pleniëre bréngen.

Dozou gehéiert fir d'Piraten nämlech och, dass jidderree kann eng Proposition de loi deposéieren an eeben net nëmme déi, déi souwisou scho vernetzt sinn an eeben en Deputéierte vläicht och esou gutt kennen, dat en den Text direkt géif fir si iwwerhuelen. A mir Pirate sinn derfir, dass mer dat hei strukturéieren. Mir fannen et grondsätzlech eng gutt Iddi.

An ech muss dann och soen, ech verstinn iergendwéi net déi Kritik virdrun, dass d'Biergerbedelegung déi lescht Joren ëmmer nëmme am Interêt vun der Regierung gewiescht wier. Wann ech mer d'Konklusioun vum Klima-Biergerrot ukucken, da sinn déi vill méi wäit gaangen, wéi dat fir d'Regierung an d'Majoritéitsparteie confortabel war.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) An dat muss een einfach konstatéieren. Ob een da mat deene Meenungen averstanen ass oder net, dass ass nach eng aner Saach, mee et muss een awer éierlech mat sech selwer bleiwen a soen, dass et net esou ass, dass d'Biergerbedelegung ëmmer nëmme am Interêt vun der Regierung stattfonnt huet.

Zu deem heite Projet: D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hirem Avis bemängelt, dass et ze vill Hürde géif ginn, soudass et de Leit duerch Seuil, Delaien an eng aner Rei vu Modalitéiten – an d'Madamm Beissel huet virdrun vum dem Refus vun hybride Sammelaktiounen zum Beispill geschwat – extreem schwéier gemaach gëtt an an der Praxis deen heien Outil warscheinlech net immens vill genotzt wäert ginn.

Ech wëll och hei ganz kloer soen: Ech bedauern, dass mer net en hybride Wee fonnt hunn. Ech bleiwen der Meenung, dass dat machbar gewiescht wier, ech hunn awer och konstatéiert, dass an der Kommissioun, wou ech kee Stëmmrecht hunn, keng Majoritéit ze fanne gewiescht wär, déi meng Proposition de loi oder meng Amendementer an deem Sënn vun ausserhalb vun de stëmberechtegte Memberen ugeholl hätt. Bon, si hu mat där Kritik also och net ganz Onrecht an zumindest bei mir oppen Dieren agerant, mee et ass eis och bewusst, dass et gewëssen Hürde brauch. Mir hätten der anerer virgesinn. Och do, ech ka mech awer mat deem ufrënnen, wat mer elo als éischte Schrëtt hunn.

D'Aarbecht vun der Chamber ass immens wichteg a mir gesinn eleng dës Woch, wéi vill Texter mer an enger Woch kënnen heiansdo traitéieren. Dofir ass et och wichteg, dass mer net mat schonn 100 Ënnerschrëfte mat enger Proposition de loi befaasst ginn. Dat heescht, e gewëssene Seuil ass do ganz räsonabel. Nichtsdestotzoll sollte mer eis selwer d'Wuert ginn, dass mer eis an der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier deen Outil hei ukucken, éierlech mat eis selwer evaluéieren, wéi gutt en ugeholl gouf a wéi vill Propositionen et bis an d'Chamber dann och gepackt hunn. Well wann do d'Resultat duerno Null oder Eent ass, da sollt ee sech vläicht d'Fro stellen, ob een net nach eng Kéier muss iwwer déi Seuil hei nodenken.

Bis dohinner gi mer deem Outil eng Chance, mir hopen, dass e breet genotzt gëtt, dass ganz interessant Propositionen aus der Populatioun hei an d'Chamber gedroe ginn, an deementspreechend kënne mir eisen Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

An da kritt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Jo, Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | De Minister, zoustänneg fir d'Relatioun mam Parlament, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Ech mengen, vu dass dat eng Proposition de loi ass, wëlle mir eis net ze vill als Regierung hei amëssen. Mir haten en Avis gemaach am Oktober 2022. Déi heite Regierung, déi wëll eebe Biergerbedelegung liewen. Si huet dat a ville Biergerreit scho gewisen an ech mengen, et wär hei bal eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, ze soen, déi géife sech guidéieren oder dierängele loossen. Ech mengen, déi Leit, déi kommen dohinner an déi schwätze schon eppes mat, déi sinn erwuessen an déi hunn dat an de leschte Joren och gemaach. An dat hei ass e weidert

Instrument, fir um legislative Wee aktiv ze ginn. An dofir fanne mir dat natierlech och eng gutt Saach, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer d'Proposition de loi 8037. Den Text steet am Document parlementaire 8037¹¹.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8037 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procurateur. Et ass nach e bëssen Duerchbruch heibanen.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hate geduecht, d'Regierung géif méi laang schwätzen, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Serge Wilmes ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Dann hat ech virdrun vergiess ze froe bei der Proposition de loi 8036: Freet d'Chamber och do d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. 8181 – Proposition de loi portant modification :

1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

2^o de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Proposition de loi 8181 iwwer d'Afëierung vun engem Recours géint d'Decisioun vum der Chamber am Kader vun der Vérification des pouvoirs. Et sief drop higewisen, dass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur-rapporteur | Hei sinn ech schonn erëm, léif Kolleeginnen a Kollegen, Här President. Mat dem Akraafriede vun der neier Verfassung an der Nuecht vun e Freideg op e Samschdeg wäerte mer als Deputéiert endlech net méi gläichzäitig fir d'Validatioun vum Chamberresultat a fir den Traitement vun de Reklamatiounen géint dës Validatioun zoustänneg sinn.

Dat ass ee vu ville Punkten, wou et néideg war, eis Lëtzebuurger Verfassung relativ zäitno un déi modern Rechtsstaatprinzipien unzepassen an dofir hu mer d'lescht Joer bei der Revision mat grousser Majoritéit an der Verfassung festgeschriwwen, dass an Zukunft all formale Recours géint d'Validatioun vun de Walresultater iwwer d'Verfassungsgericht soll lafen an datt d'Chamber domat net méi Gefor leeft, bei Reklamatiounen Juge et partie ze sinn.

Duerch den neie Verfassungsartikel 67 mam onofhängege Rekursrecht géint eng politesch Validatioun vu Walresultater virum Verfassungsgericht ass eis Validatiounsprozedur dann och eng konform mam Code de bonne conduite en matière électorale vum Conseil de l'Europe an der Jurisprudenz vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff. Mat der neier Verfassung bleiwen déi Neigewielten nach ëmmer fir déi initial Validatioun vun den eegene Pouvoiren zoustänneg, mee all betrafte Persounen hunn elo en onofhängegt an en individuell Rekursrecht virum Verfassungsgericht géint d'Validatioun vun de Walen duerch d'Chamber.

De Sënn an Zweck vun dëser Proposition 8181 ass et deemno an éischter Linn, fir dëst neit Rekursrecht inklusiv passender Prozedur am Gesetz auszeformuléieren. Dobäi betrëfft de Recours laut Verfassung net just d'Chamberdecisioun zur Validation des pouvoirs direkt no de Walen, mee och all d'Chamberdecisiounen, déi eventuell en cours de mandat d'Opriede vun enger Inkompatibilitéit oder enger Ineligibilitéit feststellen, well et kënnen Informatiounen en cours de mandat emol oprieden, déi net gewosst sinn, wa mer d'Wale validéieren.

Déi virleidend Gesetzpropositioun hält ënner anerem fest: Esou e Recours muss bannent dräi Deeg no der Notifikatioun vun der Decisioun vun der Chamber par dépôt de requête beim Greffe vum Verfassungsgericht agereecht ginn. Dëst Rekursrecht kënn nëmmen a Fro fir déi selwer betrafte Persoun. Et kann also net en Tiers, en Drëtte sinn, deen do Recours aleet. De Recours ass och suspensiv an et ass eng ganz schnell Prozedur.

Fir ze vermeiden, dass esou e Recours iwwer länger Zäit déi valid respektiv komplett Kompositioun vun der Chamber géif verhënneren oder bei knappe Majoritéit souguer de politesche Betrib interferéiert, fixéiert déi virleidend Propos eng pezis Procédure accélérée: D'Partie muss spëtstens zéng Deeg nom Depot vun der Requête gehéiert ginn an d'Cour muss spëtstens de véierte Schaffdag duerno zu hirem Arrêt kommen. Dësen Arrêt gëtt an enger ëffentlecher

Sitzung uegell a muss bannent 30 Deeg um Internetsite vun der Justice publizéiert ginn.

Un zweeter Stell ännert d'Proposition de loi awer och nach aner Punkten, déi keng direkt Konsequenz vun dem neie Verfassungsartikel 67 sinn. Déi éischt zousätzlech Ännerung féiert an deem Sënn par analogie zu de Chamberwalen och e Rekursrecht mat Bezuch op d'Europawalen an. Heibäi geet et awer net ëm d'Vérification des pouvoirs, well dat ass an deem Fall keng national, mee eng europäesch Kompetenz. D'Rekursrecht limitéiert sech an deem Fall just op d'Decisioun zur Feststellung vun enger Inkompatibilitéit oder enger Ineligibilitéit bei de gewielte Kandidatinnen a Kandidate fir d'EU-Parlament oder bei zu Lëtzebuerg gewielte Membere vum EU-Parlament, Kandidate par rapport zu eiser nationaler Legislatioun. D'Recoursprozedur ass heibäi identesch, wéi déi virdu beschriwwen.

Un drëtter Stell gëtt et dann och nach e puer kleng punktuell Ännerungen am Walgesetz, déi zwar mat der Verfassungsännerung ze dinn hunn, mee näicht mam Rekursrecht. Dobäi geet et zum Beispill ëm Upassungen, nodeems d'Verfassung keng Dissolutioun vun der Chamber méi zouléist, also och keng parlamentaresch Sessiounen méi kennt.

Un der véierter a leschter Stell modifizéiert dës Propos nieft dem Walgesetz vun 2003 och nach d'Gesetz iwwer d'Organisatioun vun der Cour constitutionnelle vun 1997. Fir dëst zousätzlech Rekursrecht, wat net explizit an der Verfassung virgesinn ass, am Gesetz ze verankeren. A well d'Verfassung par konter virgesäit, dass d'Missiounen vun der Cour constitutionnelle just per Gesetz an dann och just mat enger Majoritéit qualifié kënnen ageféiert ginn, bedeit dat, dass mir elo fir d'Adoptioun vun dëser Gesetzespropos, wéi de President et gesot huet, eng Zweedrëttelmajoritéit brauchen, wou d'Procuratiounen net erlaabt sinn.

Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir säi schrëfflechen a mündleche Rapport. De Rapporteur ass dorobber agaangen, dass e wichtege Punkt d'ailleurs ass – ech ka mech erënneren, dass dat och ëmmer e groussen Dadda vum Alex Bodry war –, dass d'Chamber net juge et partie ass.

Ech muss just op engem Punkt de Rapporteur kuerz verbessern. Hien huet gesot: „D'Chamber validéiert net méi d'Wal.“ Dat ass net ganz richtig. Mir validéieren d'Wal, mee et ass elo e Recours géint déi Validatioun méiglech bei der Cour constitutionnelle. Virdu war dee Recours jo net virgesi beim Verfassungsgericht.

An et ass och wichtege, wann esou e Recours kënn, dass dat eeben an engem kuerzen Delai ofleef. Duerfir hu mer och da speziell Delaien elo hei virgesi par rapport zu deenen normalen Delaien, déi virum Verfassungsgericht gëllen. De Recours ass och suspensiv – och eng wichtege Informatioun.

Här President, erlaabt mer awer och, kuerz op eng Problematik anzegoen, déi mer an an der Institutionskommissioun an och an der Reglementskommissioun undiskutéiert hunn. Dat ass d'Problematik oder de Punkt vun den Inkompatibilitéiten. Mir hunn déi an der Verfassung – an der aler Verfassung si se gereegelt, an an der neier Verfassung si se och gereegelt.

Elo stoung an der aler Verfassung nach e Saz derbäi, dass zousätzlech Inkompatibilitéiten kéinten am Kader vun de Chamberwalen duerch e Gesetz ajoutéiert ginn. Dëse Bout de phrase stoung och ganz laang an der Proposition de loi, sou wéi se vum Paul-Henri Meyers deponéiert ginn ass. Dee Bout de phrase ass – et muss een einfach transparent soen – erausgeholl ginn op Suggestioun no 2015 vum Staatsrot an och vun Iwwerleeunge vun der Regierung. Leider ass net dodru geduecht ginn, dass am Walgesetz och nach eng Inkompatibilitéit steet. Net eng Inkompatibilitéit duerch d'Funktions, mee eng Inkompatibilitéit basierend op dem Lien de parenté: Fra, Mann oder Geséichter zum Beispill kënnen net zesummen an der Chamber setzen opgrond vun deem Gesetz. Elo trëtt déi nei Verfassung e Samschdeg a Kraaft an déi Inkompatibilitéit aus deem Gesetz steet elo net an der nei Verfassung.

Et geet elo net hei drëm: Wien dat hätt misse gesinn? Mir hunn iwwer dee Punkt geschwat a ganz ... an der Oppenheet an der Kommissioun. A fir d'CSV – an ech denken, och fir d'Kolleeginnen a Kollege vun deenen anere Parteien heibannen – ass et ganz kloer: An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg kann et net sinn, dass d'Institutionen gouvernéiert gi vu „Familijecanen“, entre guillemets.

Dofir ware mer eis eens – bon, et kann een et net juristesch verhënneren –, dass gekuckt gëtt, dass dat net de Fall wäert sinn. Sollt et de Fall sinn, musse mer d'Verfassung op deem Punkt nobesseren. A gréissere Länner ass dat méiglech. Dat bescht, dat bekannt Beispill ass an Däitschland mat de Vogel-Bridder, wou deen enge bei der CDU an deen anere bei der SPD war an déi zesummen am Bundestag souzen.

Mee mir als CSV sinn der Meinung: An engem klengen Land ass et net gutt, dass bei 60 Deputéiert op eemol e gewëssene Prozentsaz Familijerot hei sëtzt. Dat wier net am Sënn vun enger Demokratie. Familijecanen hunn d'Müttelalter beherrscht, awer net méi am 21. Joerhonnert.

Merci, ech ginn den Accord vu menger Partei dozou.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif op alle Fall dës Kéier net vergiessen, dem Charles Margue Merci ze soe fir säi Rapport. Ech hat et virdu vergiess, ech entschëllege mech dofir. Meng Virriedner hunn am Fons alles gesot. De Rapport war ganz komplett. De Léon Gloden huet eng Partie Punkten opgeworf, mat deenen ech och ka liewen, meng Partei och ka liewen. Dofir géif ech einfach den Accord gi vun der DP zu deem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. Merci och fir déi exzellent Diskussiounen, déi mer an der Institutionskommissioun haten. Dat hei ass reelle Fortschritt, well dat Rekursrecht ganz kloer gereegelt gëtt, och wéini dass et suspensiv ass, wéini dass et net suspensiv ass. An de Léon Gloden huet op eng Problematik higewisen, déi duerch d'Sträichen oder d'Ewechfale vun engem Artikel entstanen ass. Ech mengen, et ass eng momentan Situatioun, déi net hei vun eis gewollt war. Ech wëll och soen, dass an der zoustänneger Kommissioun e ganz grouse Konsens do war, dass esou „Familijecanen“, wéi de Léon Gloden sech ausgedréckt huet, dass dat net eis Absicht wär. An ech

mengen, wann et ee Punkt gëtt an där neier Verfassung – eng Verfassung, déi gëtt net méi geschriwwen fir 175 Joer –, deen eis opfällt, wou ee muss nobesseren, da fällt emgem keen Zack aus der Kroun, wa mer dat mussen maachen.

En attendant gleewen ech alle Kolleegen, déi an der Institutionskommissioun sinn, dass esou Situatiounen vun hinnen net gewollt sinn, an do gouf et eng ganz grous Unanimitéit an eiser Institutionskommissioun.

Dat gesot, soen ech Merci an ech bréngen den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Charles Margue. Mir kënnen dat hei selbstverständlech och matdroen. Mir hunn e bëssen e Regret bei där Saach hei. Dat ass, datt mer d'Verfassungsgericht net nach méi kënnen stärken. Et wär eise Wonsch gewiescht als ADR an der Verfassungsdiskussioun, fir dem Verfassungsgericht nach vill méi Rechter ze ginn an notament och de Bierger d'Recht ze ginn, fir direkt kënnen un d'Verfassungsgericht erunzrieden. An anere Länner ass dat de Fall. Mir hätten eis gewënscht, datt dat och hei kéint de Fall sinn, a mir wäerten och widerhin d'fir anrieden, datt mer dat enges Daags hei am Land och kréien.

Dat gesot, wëll ech just soen, datt déi Observatiounen, déi elo gemaach goufen, och vun Här Gloden, och eis Zoustëmmung kënnen fannen. A mir ginn och selbstverständlech den Accord hei zu dëser Proposition. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och vun eiser Säit un de Rapporteur nach eng Kéier. Jo, mir droen dat heiten natierlech och mat, an et ass scho grad gesot ginn: Mir wëlle keng Familjeclanen heibannen. Mee da géif ech awer och soen: Mir wëlle keng aner Clanen. Do kann een och u ganz aner Saachen denken. Mir wëllen eng gewësse Villfalt heibannen hunn, sou wéi et an der Gesellschaft ass. Dann denken ech erëm un den Droit de vote. Dann denken ech erëm, dass mer hei awer gewësse sozio-ekonomesch Schichten hunn, déi méi representéiert sinn, wéi se an der Gesellschaft representéiert sinn.

(Interruption)

Also, et muss een awer och an deem Kontext ... Et kann een aushuelen a soen: Déi Diversitéit, déi et an der Gesellschaft gëtt, gëtt et net onbedéngt an der Chamber.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Charles Margue. Ech mengen, mir sinn eis deem Problem bewusst, deen elo e bëssen entstanen ass, deen e bësse malgré nous entstanen ass, datt ... Et ass u sech eng Dispositioun, wou et Unanimitéit an der Chamberskommissioun gouf, fir ze soen: Mir wëllen u sech keng Familjen ... oder zumindest keng direkt Familjemembere gläichzäiteg an der Chamber sëtzen hunn, well mer awer e relativ klengt Parlament sinn. Doriwwer ware mer eis allequerte politesch eens. Et ass eben elo duerch formell

Reegelen, datt dat dann awer méiglech gëtt. Mir hunn eis dann och allequerte jo e bëssen an d'Ae gekuckt a gesot: Et ass net dat, wat mer wëllen!

Bon, elo kann ech awer der Madamm Oberweis zum Beispill soen, datt hire Papp dann awer elo an Zukunft erëm dierft an d'Chamber kommen, wann en nach eng Kéier wëilt matgoen, a si gläichzäiteg och hei dierft sëtzen. Idem bei ganz anere Leit, déi heibannen och familiär an der nämmelechter Partei oder och deelweis parteiwwergräifend engagéiert sinn. An dat géif vläicht och fir déi eng oder aner interessant Konstellatioun suergen. Et ass awer net dat – an dat wëll ech nach eng Kéier soen –, wat mir als Legislatuer, wat mir heibannen och an der Commissioun eis u sech als Zil gesat hunn, a mir wäerten och, sou wéi ech d'Kommissioun verstanen hunn, nach eng Kéier op déi heiten Dispositioun um Verfassungsniveau mussen zrëckkommen. Dat wäert awer net méi dës Legislatur a sécher net virun dëse Wale geschéien.

An dofir, mat all deenen aneren Ännerungen, op déi mer am Detail agaange sinn, si mer averstanen, an ech ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Jo, Här President, d'Regierung an d'Chamber hunn, mengen ech, am Ufank ganz gutt hei enk zesummeschafft an och zesummen decidéiert, dass dat hei eng Proposition de loi sollt ginn.

Dofir wëll ech och elo net méi laang iwwert de Contenu schwätzen an Iech natierlech elo de Vott loossen, fir selwer doriwwer ze decidéieren, wéi et dann heimatd'virunzegoen huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen.

Da kënnen mer elo zum Vott kommen iwwert d'Proposition 8181. Den Text steet am Document parlementaire 8181^e.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8181 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttele erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf et Marc Spautz ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann et M. Claude Lamberty ;

Mmes Simone Asselborn-Bintz, Tess Burton, Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8056 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ; 2^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Mir kommen elo zum Projet de loi 8056, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Dierwiechter an d'Affekoten. De Rapporteur ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Ech hunn elo d'Charge, fir e weidert Gesetz am Justizwiesen ze rapportéieren. Et geet em d'Dierwiechter an d'Affekoten, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Den 8056 gouf den 28. Juli 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an de Projet huet just zwee Artikelen. Den 23. November war en an der Justizkommissioun an de Rapporteur gouf bestëmmt. An där Sitzung waren och Verrieder vum Barreau fir e Meenungsaustausch.

Den Avis vum Staatsrot krute mer de 14. März 2023 an d'Kommissioun huet sech de 24. Mee dermat befaasst, Amendements parlementaires uegholl an déi op den Instanzewege geschéckt. De Staatsrot huet du ganz schnell de 6. Juni säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 14. Juni analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot eis Gréng Luucht ginn huet an d'Oppositions formelles opgehewe goufen dank den Amendementer. Den 21. Juni hu mer dunn elo de Rapport uegholl.

Mir kruten nieft den zwee Avisa vum Staatsrot aacht Avisen, notament vun den Dierwiechter a vum Barreau, déi de Projet begréisst hunn, an déi aner sechs ware vun de Justizautoritéiten: Friddensrichter vun Esch, Dikrech an der Stad, der Cour supérieure, dem Parquet général – allequerte positiv, déi zwee lescht mat Suggestiounen, wat d'Besetzung ueget vum Gremium, fir d'Disziplinarinstanze bei den Affekoten ze besetzen.

Ëm wat geet et? Mir maache Modifikatiounen am Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Dierwiechter an am Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekoteberuff. Bei den Dierwiechter geet et notament dorëm, an der Organisatioun eppes virzegesinn, fir Dierwiechter ze ersetzen, déi während enger laanger Zäit mussen ersat ginn. Konkreet: Wann en Dierwiechter méi laang wéi dräi Méint ausfällt, kann e vun engem aneren Dierwiechter oder engem Dierwiechtersuppleant ersat ginn. Dat zu den Dierwiechter.

Zu den Affekoten: Do geet et em Disziplinarsanktiounen, em d'Pouvoir vum Bâtonnier, de Fonctionnement vum CDA – CDA, Conseil disciplinaire et administratif – an zousätzlech hu mer dann och vun dësem Gesetzesprojet profitéiert, fir eng Lëscht VII anzeféiere bei den Affekoten, déi aus Nordirland, aus dem Vereenegte Kinnekräich Groussbritannien kommen, fir dass déi zu Lëtzebuerg dierfen net Affekot sinn, mee „conseils juridiques, [...] uniquement dans la matière du droit international public (à l'exception

du droit de l'Union européenne)", dass se déi d'äerfe prestéieren. D'ëst ass virgesi gewiescht am Kader vun engem Agreement, wat vum 24. Dezember 2020 ass. Wann Der Iech nach kënt erënneren, dat war den Trade and Cooperation Agreement tëscht England – enfin Groussbritannien – an der EU.

Et gëtt elo um Barreau e Casier des avocats geschaf, deen net ëffentlech ass – also et ka kee kucke goen do –, mee wou all d'Sanktiounen opgeléicht sinn, déi géint den Affekot verhaange goufen am Kader vu senger Berufskarriär. Souwuel de Conseil de l'ordre wéi de CDA, d'Appellinstanz, kënnen Abléck an dee Casier kréien. Kleng Sanktiounen – op Franséisch „sanctions mineures“ – ginn no fënnef Joer gestrach. Bei méi kleng Verfeelungen am Kader vun der Lutte géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus kann de Conseil de l'ordre och direkt sanctionéieren, an domat geet dat schnell iwwert d'Bün.

Déi Affekoten, géint déi eng Radiation à vie gesprach gouf, kënnen no zéng Joer froen, erëm opgeholl ze ginn, wann aussergewéinlech Ëmstänn virleien.

D'Amenden, déi gesprach kënnen gi géint d'Affekoten, déi ware wierklech net méi ugepasst ginn zënter 1999. Elo kënnen se tëscht 1.000 an 100.000 Euro leien a sollen deemno méi dissuasiv si wéi bis elo, wou de Maximum bei 20.000 Euro louch.

De Bâtonnier kritt méi ze soen, méi Pouvoiren, fir en urgence kënnen anzegräifen, wann et néideg ass. Zum Beispill kann en Affekot vum Bâtonnier verbuede kréien, während dräi Méint e Fouss an e Gericht ze setzen. Verlängert kann dës Mesür gi mam Accord vum Conseil de l'ordre, nodeems den Affekot gehéiert gouf.

De CDA, de Conseil disciplinaire et administratif – mir hu méi Affekoten, donc och méi Affären –, gëtt opgestockt vu fënnef op néng Affekoten an och d'Zuel vun de Suppleanten – wéi gesot, noutwenneg, well méi Affäre virleien.

An et gëtt eng Appellinstanz geschaf, de Conseil disciplinaire et administratif d'appel. Dee setzt sech zesummen net aus Affekoten, mee aus zwee Magistraten aus der Cour d'appel, zwee vun der Cour administrative an dann och als Assesseeuren dräi Affekote vun der Lëscht I vum Tableau vun den Affekoten.

Weider Detailer iwwert de Fonctionnement vun dësen Instanze stinn am Gesetz an a mengem schrëftleche Rapport. Avis aux amateurs fir déi, déi méi wëllen doriwier gewuer ginn a se wëlle wëssen. Ech sinn heimat um Schluss, ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci nach eng Kéier dem Rapporteur och fir dese schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur ass op d'Detailer vun dësem Projet de loi agaangen. Et geet em zwou Kategorië vum Justizsystem. Dat engt sinn d'Dierwiechter. Et ass elo méiglech, dat och eeben en Huissier suppléant (veuillez lire: en Huissier titulaire) kann en Dierwiechter ersetzen, wann e méi laang wéi dräi Méint absent ass. Bei den Affekote kommen eng ganz Rei Ännerungen, de Rapporteur Charles Margue ass dorobber agaangen. An ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An d'Wuert geet weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, fir d'éischt, fir dat ech et net erëm eng Kéier vergiessen, dem Charles Margue e grouse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. A wéi de Rapporteur vun dësem Gesetzestext et schon erkläert huet, gesäit dese Projet de loi eng Partie Ännerungen un zwee Gesetzer aus der Justice vir. Engersäits um modifizéierte Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert de Service vun den Huissieren an anerersäits um modifizéierte Gesetz vum 10. August 1991 iwwert de Beruff vum Affekot.

Den Artikel 1 vun dësem Gesetz vereinfacht d'Laangzäitremplacementer bei den Huissieren. Den Artikel 2 adaptéiert eng Rei Dispositionen iwwert de Fonctionnement vum Conseil disciplinaire et administratif, d'Sanctions disciplinaires fir d'Affekoten, d'Pouvoir vum Bâtonnier an den Droit d'exercice fir d'Affekoten aus Groussbritannien an Nordirland, déi sougenannt Lëscht VII.

Wat den éischten Artikel betrëfft, begrëssen ech, dat ... oder mir als DP begrëssen, dat Laangzäitremplacementer bei den Huissieren an Zukunft net méi just vun engem Suppleant, mee och vun engem Huissier titulaire kënnen gemaach ginn, souguer aus der eegener Etüd. Och wann et zimmlech selte virkënt, dat en Huissier fir méi wéi dräi Méint muss ersat ginn, sou ass et wichteg, dat mir d'Continuitéit vun dësem Service zu all Zäit kënnen garantéieren. Ech denken do zum Beispill un de Fall vun enger laanger Krankheet – wat een natierlech kengem wënscht, mee dat kann alt emol virkommen – oder engem Congé de maternité, wou schnell en Ersatz fir déi be-
traffte Persoun muss fonnt ginn.

Dës kleng Gesetzesännerung ass virun allem interessant fir Huissieren, déi an enger Etüd zesummeschaffen, well een hei an Zukunft net méi op e Suppleant vu bause muss zeréckgräifen, mee de Remplacement ganz einfach vun engem Associé kann assuréiert ginn. Dës Ouverture entsprécht och genee der Demande vun der Chambre des huissiers, déi sech méi Spillraum an deem Sënn gewünscht huet.

Wat den Artikel 2 vun dësem Gesetzesprojet betrëfft, begrësse mir an der DP virun allem, dat mir de Conseil disciplinaire et administratif mat zousätzlechem Personal opstocken. An de leschte Joren ass d'Unzuel un Disziplinarfäll bei den Affekoten hei zu Lëtzebuerg konstant an d'Luucht gaangen, leider, mee wat ënner anerem och dorunner läit, dat mir ëmmer méi Affekoten hei am Land schaffen hunn.

Duerch dësen Trend riskéiere mir allerdéngs, dat de Conseil iergendwa mat senger Aarbecht iwwerlaascht gëtt an et zu Engpäss beim Traitement vun den Dosiere këunt, wat och net gutt ass fir d'Saach. Ech sinn dofir fro, dat mir mat dësem Projet de loi véier nei Posten a véier nei Suppleanten am Conseil schafen.

Och d'Erweiterung vum Pouvoir d'injonction vun de Bâtonniere kann ech nëmme guttheeschen, well mir doduerch urgent Schutzmoosname méi schnell kënnen treffen. Ech wëll op dëser Plaz dorun erënneren, dat mir mat dëser Ännerung net just Persoune viru Gericht souwéi d'Éier an d'Berufsbild vun den Affekote stäerken, mee och de Schutz vun den Affekote selwer.

Här President, de Rescht, géif ech soen, ass vun de Virriedner scho gesot ginn an, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Här Margue fir säin ausféierleche

Rapport. Ech kann d'Zoustëmmung vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. An ech soe virun allem eise Rapporteur, dem Charles Margue, villmools Merci, dee sech haut nach manner wéi soss ka bekloen, dat hien net genuch Aarbecht hätt. Well ech mengen, mir erliewen hien haut dacks am Asaz, an e grouse Merci dofir. Hien huet eis iwwerzeegt mat allem, wat hie gesot huet. Mir droen deen heie Projet selbstverständlech och gär mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och. Ech si ganz kuerz: Mir ënnerstëtzen dat hei och a soen och Merci dem Rapporteur. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue, an och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesche Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci villmools Iech alleguer. Merci och dem Rapporteur fir seng gutt Aarbecht hei an Iech fir d'Zoustëmmung. Dee Projet – Dir sidd am Detail dorobber agaangen, ech maachen dat elo net méi – ass a ville Reunione mam Barreau zesummen ausgeschafft ginn an dofir kann ech mech nëmme ëmsou méi freeën, dass Der allegueren och heimadder averstane sidd. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8056. Den Text steet am Document parlementaire 8056¹².

Ech wollt awer nach drop hiweisen, dat am Artikel 1 véier Trackchanges nach hu missen ewechgeholl ginn. Beim éischte Paragraf waren d'Opzielungen a), b) an c) nach ënnerstrach a beim Paragraf 7 war bei der Opzielung 2bis de „bis“ nach ënnerstrach. Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8056 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par Mme Francine Closener), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8109 – Projet de loi portant modification de :

1^o la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2^o la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

3^o la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8109 iwwert d'Ëmsetzung vum Projet „Paperless Justice“ am Kader vun der Digitalisatioun vun de Gerichtsprozeduren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun deemem Projet de loi ass – wéi kéint et anescht sinn? – den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass de leschte Rapport, wann ech richtig informéiert sinn, fir haut bei mir. E weidert Gesetz rapportéiere mer am Kader vum Digitaliséierungsprozess vun der Justiz, e Projet, deen och „Paperless Justice“ genannt gëtt.

De Projet de loi 8109 gouf den 1. Dezember 2022 vun der Justizminister Sam Tanson deposéiert. Den 22. Mäerz war en an der Justizkommissioun an de Rapporteur gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 31. Mäerz dëst Joer an d'Kommissioun huet sech den 19. Abrëll dermat befaasst an e puer Amendement ugeholl an op den Instanzeweeg geschéckt. De 16. Mee huet de Staatsrot säin Zousazavis ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 24. Mee analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet zum Projet. De Rapport hu mer de 14. Juni dunn ugeholl.

Dëse Gesetzesprojet concernéiert d'Digitalisatioun vun administrative Prozeduren an der Justiz am Kader vum Projet „Paperless Justice“, och JUPAL genannt. Heimat setze mir eng éischt Etapp vun dëser Reform ëm a schafen dofir eng legal Basis. Et ass en Ufank, eng Base légale gëtt geschaaft fir alles, wat nach no-kënn, net just an deemem Gesetz.

Zousätzlech gëtt duerch dëse Gesetzestext derfir gesuert, datt d'Conseils de l'ordre vun den zwee Barreaux zousätzlech Attributiounen zougedeelt kënnen kréien, nämlech d'Zertifizéiere vun elektronesch „espaces professionnels“ vun den Affekoten, fir sech op den Austauschplattformen kënnen unzemellen. Ausserdeem gëtt eng Basis geschaaft, fir weider Leit am administrative Beräich anzustellen.

D'Zil ass et, d'Kommunikatioun an den Austausch ënnert deene verschiddenen Acteuren am Justizberäich zu Lëtzebuerg, intern an extern, ze dematerialiséieren, also pabeierfräi ze maachen. Och gëtt e Referenzportal geschaaft, wou en Ensembl vun Initiativen dran ass, deen als Zil huet, Echanges a Form vu Pabeier step by step ze reduzéieren – also net vun haut op muer. Dëse Programm besteet am Ganzen aus 13 Projeten, déi parallel lafen an och ëmgesat ginn.

Kuerz zum Kontext: Am Kader vun engem Pilotprojet, deen an Ofstëmmung mat den zwee Barreaux an dem Verwaltungsgeriicht an d'Liewe geruff ginn ass, gouf decidéiert, an enger éischter Etapp d'Numeriséierung vun urgenten a méi einfache Prozeduren, dat heescht „sursis à exécution“ a „mesure de sauvegarde“, an d'Weeër ze leeden, fir esou unzefänken. All d'Modalitéiten an d'Programmation vum Pilotprojet sinn aktuell esou wäit avancéiert, datt et elo un der Zäit ass, déi gesetzlech Basis fir d'Ëmsetzung ze schafen.

An dann am Kader vun der mëttelfristeger Verallgemengerung vun der Digitalisatioun vun allen Echange vun de Verwaltungsgeriichter ass ze ënnersträichen, datt et wichteg ass, dës Prozedur no an no, étape par étape, unzegoen, well et geet ëm eng immens technesch komplex Matière. Et ass eng grouss Reform, déi och e Mentalitéitswandel mat sech bréngt oder besser gesot e Mentalitéitswandel erfuerdert.

Och bei der Requête introductive sollen all Dokumenter elektronesch vermëttelt ginn. Bei Dokumenter, déi confidentiel sinn oder schwéier digitaliséiert kënnen ginn, besteet trotz allem nach ëmmer d'Méiglechkeet, et a Pabeierform beim Greffe ze deposéieren.

Bei den Delaie gëllt ëmmer den Datum vum Depot op der Plattform an et leeft d'selwecht of wéi a Pabeierform. Den Dag huet 24 Stonnen an deem Fall. Den Telechargement ka 24/24 Stonne gemaach ginn. Nom Erofluende checkt de Greffe d'Donnéen a kreéiert en Dossier.

De Conseil de l'ordre huet d'Aufgab, derfir ze suergen, datt den Tablo mat der Lëscht vun den Affekoten, déi zertifizéiert sinn, à jour gehale gëtt. Dat ass och erëm wichteg, fir dass een zouverlässeg weess, wien zertifizéierten a wien net zertifizéierten Affekot ass.

Virun der éischter Notzung vun der Plattform muss all Affekot – all Affekot! – säin „espace professionnel électronique“ offiziell ufroen. D'Demande gëtt da weidergeleert virun de Conseil de l'ordre, fir d'Zertifikatioun, also d'Identitéit, ze kontrolléieren.

De Projet de loi ännert dann och eng Rei Punkten a Relatioun mat der Organisatioun vun de Verwaltungsgeriichter. E puer nei Elementer:

Et gëtt en zweete Posten als Vizepräsident beim Verwaltungsgeriicht geschaf, awer dëst ab dem 16. September 2025.

D'Nominatioun vun alle Magistrate gëtt vum Grand-Duc op der Basis vun der Propositioun vum Nationale Justizrot gemaach gëtt, deen och vun e Samschdeg op e Sonndeg da wäert a Kraaft trieden.

Den Tribunal administratif – lauschtert gutt! – kritt eelef nei Posten derbäi fir eng begrenzt Period vun

dräi Joer. D'Unzuel gëtt also vun 18 op 29 erhéicht. Domat sollen och d'Karriärspektive beim Tribunal administratif gläichzäitig opgewäert ginn.

D'Unzuel vun de Kummere beim Tribunal administratif gëtt erhéicht vu véier op siwe fir eng Period vun dräi Joer. Hei si mer ënnerwee, fir eng Partie Retarde kënnen opzeschaffen.

D'Verwaltungsgeriicht kritt och d'Méiglechkeet, spezialiséiert Kummeren ze schafe fir verschidden Typen vu Contentieux. Dës ginn all Joer nei determinéiert. D'Viraussetzung ass, dass d'Magistrate an deem betraffene Beräich – eng grouss Problematik hei zu Lëtzebuerg – spezialiséiert sinn. Zum Beispill soll eng Kummer geschaf ginn, déi op Immigratioun spezialiséiert ass, fir ënner anerem Affäre méi schnell evakuéieren ze kënnen an an der néideger Kohärenz vun der Jurisprudenz.

Dëst neit Gesetz wäert de 16. September 2023 a Kraaft trieden, dëst Joer also, also den éischten Dag vum Gerichtsjoer 2023/2024. Dës nei Prozedur zur Nominéierung an der Magistratur, déi trëtt, wéi gesot, den 1. Juli a Kraaft.

Awise krute mer, ausser deene vum Staatsrot, vun der Cour administrative a vum Barreau aus der Stad. Generell gouf an den Awise festgehalten, datt eng Digitaliséierung vun de Prozeduren indispensabel fir d'Zukunft ass a follgendermoossen e Schratt an déi richteg Richtung. D'Awise waren all positiv, wat d'Zilsetzung vum Gesetz ugeet, an déi juristesche Remarke hunn et erlaabt, den Text ze verbesseren. Merci dofir! Domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport.

Wéi gesot, Detailer sinn am Schrëftlechen an ech ginn, ier ech et vergiessen, den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren. Voilà!

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Dat war dee leschte fir haut.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Charel!

M. Fernand Etgen, Président | An da kritt d'Wuert – och eng lescht Kéier fir haut – den Här Léon Gloden.

Plusieurs voix | O!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et wees een ni!

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir säi Schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi huet zwee wichteg Eckpunkten. Den éischten Eckpunkt ass och ëmmer erëm eng Fuerderung vun der CSV gewiescht, dat ass d'„Paperless Justice“. Peu à peu komme mer dohinner, Schrëtt fir Schrëtt. „Mühsam ernährt sich das Eichhörnchen... Eichhörnchen“, ...

(Hilarité)

... mee mir kommen dohin. Ech ginn net ze vill do-rober an, well ech sinn elo net de grouse Spezialist vun der „Paperless Justice“.

Den zweeten Eckpunkt – an deen ass gradesou wichteg –, dat ass d'Opstockung net nëmmen op der enger Säit vun de Magistrate bei de Juridictions administratives, mee och d'Opstockung vun de Chambers vun de Juridictions administratives, an dat geschitt net hauruck, mee dat geschitt iwwert déi nächst zwee, dräi Joer. An dobauss sinn d'Leit sech och vläicht net ëmmer bewosst: Den Tribunal administratif huet ganz vill

Kompetenzen. En ass zum Beispill zoustänneg fir dat, wat d'Leit dobaussen am meeschte kennen: fir PAP, PAG, Autorisations de construire. Si sinn zoustänneg fir den Droit de l'immigration. Si sinn zoustänneg fir Konkurrenzrecht, eng Matière, déi sech ëmmer méi developpéiert. Si sinn zoustänneg fir den Droit des marchés publics. Si sinn zoustänneg fir d'Fiskalitéit.

Dat sinn alles hautzudaags héich spezialiséiert Matière. A verschiddene Matière mussen ganz rapid Decisiounen falen, wéi zum Beispill am Fall vun engem Titre de séjour, Immigratioun. Do kann een net zwee Joer waarden, bis déi Decisioun gefall ass. Och zum Beispill am Konkurrenzrecht: Wat Der do méi laang waart, wat déi Situatioun sech jo méi amplifiéiert. Och bei de Baugeneemegungen: Natierlech, deen, deen e Recours mécht, hätt gär esou schnell wéi méiglech eng Decisioun. A mir hunn haut vill iwwer déi nei Verfassung geschwat. Mir hunn an der neier Verfassung och den Délai raisonnable bei de Juridictionen drastoent.

An dofir ass et extreem wichteg, dass mer souwuel d'Zuel vun de Magistraten opstocken an eeben och elo d'Méiglechkeet ginn, dass Chambres spécialisées kënnen geschaf gi bei de Juridictions administratives, fir eeben dat an där Chamber sech just mat deene Sujeten oder mat deem Domaine de droit kann auserneegeat ginn. Well et ass eng Utopie ze mengen – dat war viru 40 Joer vläicht richteg –, et ass haut utopesch ze mengen, dass een als Jurist, als Riichter, als Affekot all Droitsmatière ka kennen. Mir ginn ëmmer méi an eng Spezialisatioun. Wat am Beruff vun den Affekoten richteg ass, ass och richteg fir de Beruff vum Riichter, an dofir gëtt d'CSV-Fraktioun hei den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Margue fir säi Rapport. Fir eis ass deen heite Gesetzesprojet ganz wichteg, well en eeben d'„Paperless Justice“ lues a lues erabrängt, an dat hei ass, wéi gesot, den éischte Schrëtt, deen awer net onwichtig ass.

De Léon Gloden huet och higewisen op d'Opstockung vun der Zuel vun de Riichter an der Zuel vun de Kummeren. Wann ech bedenken, ech sinn elo gewuer ginn, dass an der Cour administrative d'appel verschidde Saachen, Affären op den Abrëll 2005 fixéiert gi sinn, dat heescht jo, dass wierklech do en Nachholbedarf ass an dass et wierklech ganz dréngend ass, dass do opgestockt gëtt. Ech hoffen, dass déi néideg Kandidaten sech stellen, fir dohinner kënnen agestellt ze ginn, wann d'Posten ausgeschriwwen ginn, an ech ginn awer fir de Rescht den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An nach eng Kéier merci dem Här Margue fir deen dote Rapport an déi vill aner Rapporten, déi hien eis haut gemaach huet. A selbstverständlech ginn ech den Accord och vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Och nach eng Kéier e Merci un den Här Margue. Ech mengen, déi Saach vum Verwaltungsgericht, déi ass wierklech ... Dat kann een net genuch ënnersträichen, wéi wichteg dat ass, well et ass engersäits jo am Interessi vum Justiciable – do si mer

eis jo eens –, mee et ass och interessant fir eis Ekonomie, well d'Justiz a wéi d'Justiz funktionéiert, och wéi séier se funktionéiert, net nëmme hir Qualitéit, mee och d'Delaient, dat sinn alles Standuertvirdeeler. Dat muss een einfach och esou gesinn, dass et fir vill Entreprisë wichteg ass, dass, wa se Problemer hunn, se sech kënnen op e Justizapparat verloossen, deen séier schafft an op guddem Niveau schafft.

Dofir ass dat heiten och eppes, ënner villen aneren Ursachen, wat mir nëmme kënnen ënnerstëtzen, well, wéi gesot, souwuel fir de Justiciable wéi och am Gesamtinteressi vun eisem Land ass dat hei e ganz guddet Projet a mir droen e mat Freed mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue. An och mir droen et mat.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President, fir dese Projet och nach ..., wou dann och vill Zoustëmmung ass. Et war jo haut insgesamt éischer gutt gaangen, vläicht net bei all Text, mee ech si wierklech ganz frou iwwer deen heite Projet an och frou, dass jiddwereen d'Necessitéit dovunner gesäit.

Dat eent ass d'Digitaliséierung vun eiser Justice. Jo, ob et elo Einhörner oder Kaweechelcher sinn, ...

(Hilarité)

... et ass effektiv eppes, wat laang dauert. Mee Dir wësst och – mir hunn dat jo scho méi wéi eng Kéier och an der Chamberskommissioun diskutéiert –: Et geet par étapes. Fir d'éischt huet de System op der Basis missen opgebaut ginn, éier de System kann no bausen och fonctionéieren. An dat hei ass elo wierklech den éischte visibelen Deel vun der digitaler Justice no bausen, wou d'Affekoten kënnen hei och hir Prozeduren digital handhaben. Et ass eng Testphas, an ech si ganz frou, dass d'Verwaltungsgericht och bereit war, mat op deen dote Wee ze goen, genau wéi och déi Affekoten, déi vill matgeschafft hunn, déi Etüden, déi eebe vill Contentieux administratif maachen, fir dass dat heiten iwwerhaupt méiglech ass.

Ech hu mer de System ugekuckt. Et ass ganz interessant, wéi dat funktionéiert. Et wäert viles méi liicht maachen an et ass eeben d'Dier opgemaach zu der Justice, wéi mer se an e puer Joer wäerten insgesamt an eisem System hunn, wou ee ganz viles just nach vum Büro aus kann héichlueden an dat dann och en temps réel um Gericht ukënn.

Dat anert, wat awer och extreem, extreem wichteg ass – an déi vun Iech, déi och schon Echangingen hate mam Verwaltungsgericht, déi wëssen dat –: Hei an der Chamber sinn iwwer déi lescht Jore konstant nei Kompetenzen bäikomm fir d'Verwaltungsgericht. Et ass awer net am gläiche Mooss beim Personal opgestockt ginn an et si Matière, déi ëmmer méi komplex ginn – et ass schon ugeklongen –, sief et bei de Steierfroen, mee et ass och zum Beispill extreem vill Urbanismus dobäi, d'Asylfroen. Dat sinn alles ganz schwierig Dossieren, wou et wierklech gutt ass, wann et Magistrate sinn, déi héich spezialiséiert sinn. An duerfir eeben och – no Récksprouch natierlech, no Diskussiounen mat dem Verwaltungsgericht – elo mol déi Propos, fir och déi spezialiséiert Chamberen anzeféieren, an eeben dann déi Schaffung hei vun eielef Riichterposten um Verwaltungsgericht. Dat ass

e ganz wichtige Schrëtt fir d'Stärkung vun deser Institution.

Ech soen Iech Merci fir Är breet Zoustëmmung an ech sinn iwwerzeegt, dass se och um Verwaltungsgericht ganz frou sinn doriwuer, dass dat hei konnt esou gutt gestëmmt ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8109. Den Text steet am Document parlementaire 8109^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8109 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmege uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8179, d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwer de Schutz vu perséinlechen Donnéeën. D'Justizkommissioun huet mam Accord unanime vun der Conférence des présidents decidéiert, den

Artikel 73 vum Chambersreglement ze applizéieren an iwwert de Projet ouni Rapport an ouni Debatt ofzestëmmen.

Well keen Deputéierte bis virun der Sitzung eng Op-positioun formuléiert huet, esou wéi et am Artikel 73 (6) vum eise Chambersreglement virgesinn ass, kënnen mer direkt zum Vott vun dësem Projet de loi kommen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8179. Den Text steet am Document parlementaire 8179⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8179 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Question élargie n° 189 de M. Laurent Mosar au sujet du baromètre de l'économie de la Chambre de Commerce

Mir kommen elo zu der erweiterter Fro Nummer 189 vum Här Laurent Mosar iwwert de Wirtschaftsbarometer vun der Chambre de Commerce. Den Auteur huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President et gesot huet, zeechent de Wirtschaftsbarometer vun der Chambre de Commerce e relativ düüstert Bild, wat d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprises ueget. Do schéngt manifestement d'Veutraue vu ville Chef-d'entreprises, awer och vu villen Investisseuren net méi

dat allgréisst ze sinn. An dat, wat relativ bedenk-lech ass: Laut der Chambre de Commerce géifen eng ganz Rei vun internationalen Entreprise, awer och mëttelgrouss Strukturen doriwwer nodenken, fir hir Aktivitéiten ausserhalb vu Lëtzebuerg ze verlageren. Notamment gëtt do gesot, datt eng ganz Rei Family-Officé géifen doriwwer nodenken, hir Aktivitéit ze verlageren. An déi lescht Informatioun kann ech selwer och bestätegen, well mer eng Rei Leit, déi an deem Secteur aktiv sinn, gesot hunn, wa bis den Oktober näischt géif geschéien, géife se wierklech ganz seriéis iwwerleeën, ob se nach kéinte bei eis am Land bleiwen.

Wann een dann esou noliest an deem Barometer, da gesäit een, datt do déi üblech Problemer opgeléist sinn. Ganz kuerz nach eng Kéier: Logement; Steieren; Talent Attraction; héich Energiepräisser; héich Zënsen, déi natierlech och d'Betribler fir hir Kreditter musse bezuelen; net genuch Disponibilitéit vun Terrainen an Aktivitéitszonen a sou wieder a sou virun. A sech keng nei Problemer. Ech erënneren och drun, datt mer virun enger Rei vu Wochen eng Interpellatioun dozou haten, wou och déi dote Punkten eigentlech am Fong hei diskutéiert gi sinn.

Wann een dann awer virufiert – an dat ass eigentlech e Klassement, wat mer nach vill méi ze denke gëtt –, do ass virun e puer Deeg dat sougenannte World Competitiveness Yearbook erauskomm – dat ass ee vun de renomméiertste Barometere international –, a wann een do kuckt, do fällt Lëtzebuerg op déi 20. Plaz zrëck. Déi 20. Plaz, dat ass déi schlechtest an zéng Joer. A wann een dann e bësselchen och méi an den Detail vun deem doten Index kënnt, da konstatéiert een zum Beispill, wat d'Performance économique vu Lëtzebuerg ueget, do ware mer nach am Joer 2022, also d'lescht Joer, op der 1. Plaz, do si mer elo op déi 38. Plaz – vun der 1. op déi 38. Plaz zrëckgefall.

A wann een do och e bësselchen méi an den Detail geet, an dat ass eppes, wat mir am meeschte Suerge mécht, dat ass, dass mer net nëmme siwe Plaze verluer hunn, mee datt mer hei immens Terrain verluer hu par rapport zu Ekonomien, wou mer ëmmer no dru waren. Ech nennen hei d'Schwäiz, ech nennen Irland, ech nennen Holland, ech nenne Singapur a Schweden.

A mir sinn och elo entre-temps iwwerholl gi vu Länner wéi der Belsch, Island, Saudiarabien, der Tschechescher Republik an Australien. A fir och direkt klipp a kloer hei ze soen, datt et net e Problem ass um Niveau vun der Europäescher Unioun: Dat kompetitiivst Land op der Welt ass Dänemark virun Irland, der Schwäiz, Singapur an Holland, dat heescht, eng ganz Rei vu Länner, déi och an der Europäescher Unioun sinn.

Ech wëll dofir eng Rei vu Froen un de Wirtschaftsminister stellen. Fir d'éischt: Wéi ass d'Analys natierlech vum Här Wirtschaftsminister par rapport zu all deene Constaten? Wat sinn d'Mesüeren, déi d'Regierung eventuell denkt, nach kuerzfristeg ze huelen, fir awer d'Kompetitivitéit vun eise Land an eisen Entreprises ze verbessern? Wat kënnt vu konkrete Proposen eventuell nach um Niveau vun der Talent Attraction? Et géif mech och interesséieren, wat nach vu Mesüeren am Logement um Niveau vun der Transition énergétique, och wat do d'Hëllef betréift, wat do alles eventuell nach virgesinn ass.

An ech soen dem Minister schonn am Virus Merci fir seng Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och merci dem Laurent Mosar fir dës Question élargie. Dat gëtt mer effektiv och d'Occasioun, fir de Punkt ze maache vun der aktueller Situation vun der Économie.

De Barometer vun der Chambre de Commerce ass effektiv ëmmer e wichtege Indicateur, deen elo, mengen ech, a senger aachter Editioun war. Ech war d'lescht Joer ëm dës Zäit och selwer dobäi, wéi de Barometer virgestallt ginn ass. An et ass effektiv gewosst, dass mer fir de Moment net an enger ganz gudder wirtschaftlecher Situation sinn. D'Zäite sinn net immens roseg, d'Konjunktur ass europawäit schwach. Mir hunn ëmmerhin nach eng liicht Croissance hei bei eis fir dës Joer an och eng Previsioun vu Croissance fir dat nächst Joer. An anere Länner, an eisen Nopeschlänner, notamment an Däitschland ass schonn eng liicht Rezessioun. An och den Investmentklima bei de Stéit an och bei den Entreprises ass fir de Moment effektiv net gutt an engem Ëmfeld vun héijen Zënsen. Dat ass kee gutt Ëmfeld, fir Investisse-menter ze encouragéieren. Dat dauert leider alle Previsiounen no och bei eis nach un.

Et gëtt gesot, dass d'Europäesch Zentralbank, contrairement zu deem, wat an Amerika elo geschitt, nach mat hirer zimmlech restriktiver Geldpolitik wäert weiderfuere, och nach zweemol wäert eropgoe mat hirem Leitzëns an och nach héchstwahrscheinlech bis 2025 net wäert domadder erofgoen.

Et ass also eng Geldpolitik, déi och an enger gewässer Hisiicht wierkt. Ech mengen, et geet jo drëm, fir d'Inflatioun erfroze kréien, dat klappt jo och. Ech mengen, et gesäit een, iwwerall an Europa geet d'Inflatioun erof, néierens esou staark wéi bei eis hei zu Lëtzebuerg, dat huet natierlech och mat deene Mesüeren ze dinn, déi mer geholl hunn am Beräich vun der Deckelung vun den Energiepräisser am Kader vun der Tripartitt. Alles dat huet gewierkt an huet mat sech bruecht, dass mer heizuland eng niddere Inflatioun hunn, wat, mengen ech, och e Facteur ass, deen awer trotzdem dat wirtschaftlecht Ëmfeld e bësse méi positiv duerstellt, wéi dat och an anere Länner de Fall ass. Mee effektiv, et ass esou, dass d'Inflatioun erfrogeet, awer och leider d'Aktivitéit erfrogeet. D'Aktivitéit gëtt gebremst, an dat ass och bei eis perceptibel duerch all d'Secteuere.

Et ass also net erstaunlech, dass den Haaptindicateur vum Barometer vun der Chambre de Commerce elo och zrëckgeet. Et gesäit een och, dass dee Barometer, wann een dat iwwert d'Zäit kuckt, parallel verleeft zu deene verschidde Krisen, déi mer duerchlaf hunn. Virun der Pandemie, dat heescht 2019, war dee Barometer op ongeféier 63 Punkten. En ass du während der Pandemie, um héchste Punkt vun der Pandemie erfogaangen op 45 Punkten. En hat dann e staarke Rebound direkt duerno, 2021, op 62 Punkten, dat heescht, rëm ongeféier op den Niveau pré-pandemie. An elo si mer ëm zéng Punkten erfogaangen, elo si mer bei 52,3 Punkten. Dat huet natierlech alles ze di mat deene Krisen, déi mer och säithier elo erliewen: d'Energiekris, virdru Liwwerenkëpp, natierlech dee schreckleche Krich an der Ukrain, dee ganz viles op de Kapp gehäit huet. An alles dat ass natierlech dat Ëmfeld, wat mer elo hunn a wat mat sech bréngt, dass effektiv d'Konfienz fir de Moment net déi allerbescht ass. Dat ass eis, mengen ech, all bewosst, dat ass och keen Ëmfeld, wat elo spezifesch ass fir Lëtzebuerg. Dat ass dat Ëmfeld, wat mer insgesamt an Europa hunn.

Mir steieren do dergéint, notamment mat eise finanziellen Aiden. Dat hu mer och ëmmer erëm hei an der Chamber, wou mer déi Gesetzer stëmmen, fir déi finanziell Aiden unzepassen, ze erneieren en fonction

vum europäesche Kader, dee jo och déi ganz Zäit kontinuéierlech evoluéiert, an dat wäerte mer och virun der Summerpaus elo dëst Joer nach eng Kéier maachen. Do wäerte mer nach eng Kéier hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Energiehëllef verlänger. Ech mengen, dat ass, ech géif soen, déi immediat Hëllef, déi mer eisen Entreprisé ginn, fir an dëser Situatioun besser iwwert d'Ronnen ze kommen. An ech mengen och, dass dat déi Politick ass, déi mer gemaach hunn elo säit dräi Joer, fir an deene Krisen-zäiten eisen Entreprisen zur Säit ze stoen.

Mir hunn dat während der Pandemie gemaach. Ech kommen elo net méi an dem Detail drop zréck. Dir kennt all déi Mesüeren, déi geholl gi sinn iwwert de Chômage partiel, iwwert d'Aiden, iwwer Garantien, awer dann och elo méi rezent an den Tripartitt-Accorden, wou allkéiers och Mesüeren derbäi waren, fir den Entreprisen ënnert d'Äerm ze gräifen an – ech hunn et gesot – och fir ze kucken, dass mer awer eng niddreg Inflatoun hei bei eis zu Land hunn. Et si ganz vill Suen an de Grapp geholl ginn, fir och eis Entreprisen ze ënnerstëtzen. An ech mengen och wierklech, dass besonnesch déi Mesüre vum Chômage partiel och mat sech bruecht huet, dass de Rebond bei eis oder d'Resilienz vun eiser Economie och direkt no der Pandemie besser war wéi a villen anere Länner, an dat explizéiert och de Klassement vum IMD-Kompetenz-Benchmark, op deen ech duerno nach kuerz, ganz kuerz wäert och zréckkommen. Do ass en Effet mécanique, deen och do matspillt.

Bon, ech mengen, et muss een déi Barometeren dann och awer ëmmer e bësse méi am Detail kucke wéi elo reng nëmme just deen Haaptindicateur. A wann een dat kuckt, da gesäit een, dass och net alles do schwaarz oder wäiss ass. Et gesäit een do, dass 20 % vun den Entreprisé fir d'Joren 2023 an 2024 net envisagéieren, fir weider ze investéieren. Mee et sinn awer och nach 37 % vun de befroete Betriber, déi envisagéieren, an d'Modernisatioun vun hiren Kippementen ze investéieren. A souguer 7 %, déi iwwer eng nei Implantatioun oder eng nei Aktivitéit nodenken.

Et gesäit een och, dass 9 % vun den Entreprisé soen, dass se Schwierigkeiten hunn, fir un nei Kreditter ze kommen. Mee déi grouss Majoritéit, nämlech 73 %, soen, dass se keng Problemer hunn, fir Kreditter ze kréien. An och wann Der den Outlook kuckt, deen d'Entreprisen hunn, d'Perspective d'avenir, da gesäit een effektiv, dass déi iwwert déi sechs nächst Méint net gutt sinn, awer méi à long terme déi meesch, déi grouss Majoritéit vun den Entreprisen och zouver-siichtlech sinn oder confiant sinn, dass se an Zukunft positiv wäerten evoluéieren. Dofir mengen ech, muss een ëmmer déi Barometeren ... Ech mengen, mat allem Respekt fir den Exercice, an dat ass e gudder Barometer, do si méi wéi 600 Entreprisen, déi do befrot ginn a consultéiert ginn. Et muss een dat awer och ëmmer am Kontext vun der Gesamtsituatioun kucken.

An ech mengen, hei muss ee soen, dass mer ... Ech mengen, do muss een dann och e Bléck geheien op zum Beispill d'Aarbechtsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen. Mir hunn am Joer 2022 e Plus vun 3,5 % Aarbechtsplazen, op ee Joer gekuckt, enregistréiert. 3,5 % an engem Joer, wou mer an enger déiwer Kris waren: eng Energiekris, e Kontext vun engem Krich an Europa, mat all deenen Disruptiounen, déi dat mat sech bruecht huet. An ech mengen, dat weist awer, och dat ass e wichtege Indicateur, fir ze weisen, dass mer weiderhin eng resilient, eng performant Economie hunn, déi nach Aarbechtsplaze schafft. An och dëst Joer, obwuel den Emploi sech manner dynamesch entwéckelt, hu mer ëmmerhin nach e Plus vun 2,5 % beim Emploi, déi virausgesot si fir dëst Joer. An och fir 2024 hu mer

eng Perspektiv op e Plus vun 2 % bei den Aarbechtsplazen.

Ech mengen, och dat léisst sech alles weisen, och wann een dat am Verglach kuckt zu eisen Nopeschlänner an och am Verglach zu ganz Europa. Dofir sinn ech der Meinung, dass dat heiten elo wierklech keng déifgräifend Vertrauenskris ass an eiser Economie. Mir hunn och e Chômage, deen ëmmer nach relativ niddreg ass, dee bei 5,1 % läit dëst Joer. Dat ass och eppes, wat sech weise léisst. An och bei den neie Betriber hu mer eng Tendenz, déi an d'Luucht geet. Mir hunn iwwert déi lescht dräi an en halleft Joer zum Beispill Prospektioun gemaach an engem schwierigen Ëmfeld, wou mer während bal zwee Joer net konnte reesen, mee wou mer awer trotzdeem gesinn, dass zum Beispill bei den Tech-Entreprisen, eng Luxinnovation an och de Wirtschaftsministère konnte 55 nei Entreprisen hei an d'Land bréngen. An ech mengen, dat ass och e gutt Resultat. Déi kommen aus Nordamerika, déi kommen aus Asien, Länner wéi Südkorea, Japan, Israel an och aner Länner aus Europa. An do ass wierklech och eng Dynamik an deem Secteur. Ech hunn dat viru Kuerzem nach zu Paräis gesi bei VivaTech, wou e groussen Interêt ass och fir Lëtzebuerg a wou mer jo och elo eng Feuille de route publiéiert hunn, fir och nach méi Startuppen an Tech-Entreprisen hei bei eis ze kréien.

Här President, ech gesinn, ech sinn hei amgang, e bëssen ze depasséieren, dofir maachen ech et elo kuerz. Just fir ze soen, dass och nach aner Entreprisen, notamment am Beräich vun der Industrie duerchau vill zu Lëtzebuerg investéieren. Dir hutt eng Guardian, déi an en neien Uewen investéiert huet. Dir hutt eng ArcelorMittal, déi méi wéi 100 Milliounen Euro an hir verschidde Lëtzebuurger Standuerter investéiert. Dir hutt Entreprisé wéi Euro-Composites, DuPont, Cebi, déi och weiderhin nach ausbauen, déi investéieren, a mir hunn eng ganz Rei aner Entreprisen, déi nach an der Pipeline sinn an déi interesséiert sinn, op Lëtzebuerg ze kommen. Ech mengen, och dat sinn am Fong Indicateuren, déi mer awer trotzdeem an deem schwierigen Ëmfeld ganz, ganz kloer eng Konfienz ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin nach e kompetitiiv an e gutt Ëmfeld hunn.

Nach ee Wuert, Här President, zu deem Indicateur vum IMD, wann Dir erlaabt. Ech mengen, dat ass effektiv ... Do hu mer dëst Joer notamment bei der Performance économique eng Partie Plaze verluer. Dat explizéiert sech awer doduerch, dass mer 2020 am Fong wéineg zréckgaange sinn. Do hate mer just e Recul vun 0,8 %, wou déi aner Länner alleguerten ëm 5 % voire plus agebrach sinn a mir waren dunn och 2021 am Fong an engem änleche Rhythmus. Mee 2022, wou aner Länner e ganz staarke Rebond haten, eng ganz staark Performance, ware mir u sech méi schwaach an eiser Croissance vum PIB, wat explizéiert, dass een dann natierlech ofstierzt. Mee dat ass en fait e mechanesch Effet, deen awer e bëssen hei verfälscht ass, an dat gesäit also, mengen ech, méi schlecht aus, wéi et a Realitéit ass.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dann nach eng Zousazfro vum Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Wirtschaftsminister fir all déi Explikatiounen. Ech deelen och seng Analys, déi e vum internationale wirtschaftlechen Ëmfeld mécht. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis och eens, Här Wirtschaftsminister, all déi Punkten, déi Der elo hei opgezielt hutt, déi héich Zënslaascht fir vill Betriber, de Krich an der Ukrain, déi héich Energiepräisser, dat si Problemer, mat

deene mer alleguerte konfrontéiert sinn, dat si jo elo keng reng lëtzebuergesch Problemer.

Dat, wat mech awer e bësselche stéiert, an déi Fro wollt ech och nach eng Kéier stellen, well Der net do-robber geäntwert hutt: Wann ech awer elo kucken, ech huelen nach eng Kéier deen IMD-Index do, do stellen ech fest, dass ënnert deene fënnf kompetitiivste Länner an der Welt dräi Memberlänner aus der Europäescher Unioun sinn. Dat éischt Land ass Dänemark, dann Irland, d'Tschechesch Republick, hannendru kënn och nach d'Belsch, dat sinn also Länner, déi genau déi selwecht Situatioun hu wéi mir. Firwat sinn déi Länner dann nach weesentlech méi kompetitiv wéi mir? Ech mengen, do gëtt et eng Rei vu Grënn an ee Grond ass sécherlech, dass déi am Moment e weesentlech méi attraktivt steierlech Ëmfeld hunn. Ech huelen och nëmme dat Beispill vun Irland, mir hunn dat och schonn e puermol hei constatéiert, och déi Part vu Fongen, déi mer an deene leschte Jore verluer hu par rapport zu Irland, hunn och eppes mat deem steierlechen Ëmfeld ze dinn. Dat kann engem elo gefalen oder net gefalen. Dat anert, wou mir einfach manner attraktivt si wéi déi dote Länner, ass de ganze Volet vun der Talent Attraction, an dofir mengen ech awer, ausserhalb vun deenen internationalen Ursachen, wou ech Är Positionen deelen, ginn et awer och strikt lokaler. An do kënnen mer eis staark verbesseren an do wollt ech awer nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi Der dann erkläert, dass zum Beispill e Land wéi Dänemark oder Irland esou vill besser an deenen Indexen do sti wéi mir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministère de l'Économie | Jo, Här Mosar, ech mengen, Dir wësst, deen Index, dat ass e compositen Index, do kommen eng ganz Rei Saachen dra wéi den Effort an der Recherche, wéi och de Logement, d'Infrastrukturen, d'Ëmfeld allgemeng. Ech mengen, dass d'Steierëmfeld, an et sinn och aner Klassementer, déi dat weisen ... Haut feelt ganz villen Entreprisen, an ech gesinn dat och, wann ech mat hinne schwätzen ... Ech gi jo vill Entreprisé besichen an ech gi mat villen Entreprisen op Wirtschaftsmissiounen. D'Compétition fiscale ass haut net méi den Haaptfacteur. A verschidde Klassementer daucht dat op fënnfeter oder sechster Plaz op. Et ass vläicht méi e Facteur bei der Finanzplaz par rapport zu der, soe mer, reeller Economie, mee et ass bei Wäitem, bei Leiwen net deen eenzeg an a mengen Aen net méi den Haaptfacteur.

Et gëtt iwwerall eenegermoossen eng änlech Fiskalitéit. Mir kréien och deemnächst eng Minimumfiskalitéit fir Multinationellen op 15 %. Ech mengen, dat ass en Ëmfeld, wat sech lues a lues awer iergendwéi apendelt op engem gewëssenen Niveau. Par contre, ech mengen, wou mer kënnen Efforte maachen a wou mer mussen Efforte maachen: Mir hunn eng Economie, déi ëmmer méi rechercheintensiv gëtt. Mir setzen op Segmenter, déi eng ganz héich Valeur ajoutée hunn, dat heescht, eis Recherche, eis R&D kënnen mer sécherlech nach méi an d'Luucht setzen.

Mir wëssen och, dass de Logement ëmmer méi zu engem Kompetitivitéitsfacteur gëtt an eiser Defaveur. Dat heescht, och do muss mer drugoen. Dat hu mer gemaach. D'lescht Woch hu mer e Mesürepak annoncéiert, och haaptsächlech fir de Constructionssecteur, dee jo enk domat zesammenhängt. Ech mengen, och do muss mer dru schaffen. A mir mussen natierlech och bei den Talenter ..., do hutt Der Recht, dat ass och e Kompetitivitéitsfacteur. An do hu mer eng Strategie, eng Feuille de route Talent Attraction, déi bei mir am Wirtschaftsministère pilotéiert gëtt, wou eng ganz Rei aner Haiser mat dra sinn. Mir

hunn och viru Kuerzem e Rapport kritt vun der OECD iwwer Skills, dee mer och amgang sinn ëmzesetzen. An do mussen mer dru schaffen, effektiv, engersäits fir Talenter unzeelefen duerch zum Beispill verschidde Jo och steierlech Ureizer, notamment bei de Startuppen, awer och doduerch, dass mer an eisen eegenen Educationssystem investéieren, fir déi Talenter och ze forméieren, déi mer brauchen an eiser Economie, an och fir Talenter vu baussen, héichspezialiséiert Talenter insbesonnesch an den ITC, insbesonnesch an den technologesche Secteuren an an der Recherche, heihinner ze bréngen. An do schaffe mer drun, dat ass Work in progress an da sinn ech iwwerzeegt, dass mer och hei dee gewësse Retard, wann een esou wëll – et muss een dat och ponderéieren an deem ganzen Indice –, dann och ratrapéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

11. 7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun

Mir kommen elo zum Projet de loi Nummer 7930 iwwert d'Afféiere vun engem Hëllefprogramm, dee wichteg Projekte vun europäeschem Interesse soll férdere. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deemem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet, deen ech Iech elo virstellen, geet et ëm déi sougenannt IPCEI, Important Projects of Common European Interest, also ëm wichteg Projekte vu gemeinsamem europäeschem Interêt.

Et handelt sech dobäi ëm en europäesche Mechanisme, fir d'Innovation a strateegesch wichtege Industrien ze promovéieren duerch transnational europäesch Projekten. Et handelt sech net ëm en europäesche Finanzprogramm, mee dee Mechanisme hei autoriséiert d'Memberstaaten, fir Initiativen ze finanzéieren, déi iwwert dat erausginn, wat déi europäesch Reglementatioun a puncto Aides d'État virgesäit.

D'Entreprises, déi dobäi wëlle matmaachen, müssen ënner anerem beweisen, dass et e Projet vun technologeschem Leadership ass an et muss och eng Kooperatioun natierlech gi mat aneren europäesche Leaderen an deem Secteur, mam Zil, fir eeben déi ganz Chaîne de valeur a Europa ze developpéieren. Et geet hei natierlech drëm, fir Europa fit ze maache fir déi grouss Erausforderunge vun eiser Zäit, ëm d'Energietransitioun, d'Digitaliséierung, d'Klima, dorëm, de Retard ofzebauen, deen déi europäesch Industrie hei par rapport zu anere Länner awer nach huet, beispillsweis a puncto Produktioun vu Waasserstoff, vu Batterien, vu Microchips, vu Cloud-Server oder Projekten am Beräich vun der Santé.

De Fait, dass hei déi europäesch Zesummenaarbecht promovéiert gëtt, huet direkt e puer Virdeeler. Éischens kënne mer, wéi gesot, zesummen den technologesche Retard vun der EU behiewen. Duerch déi Zesummenaarbecht gëtt d'EU méi resilient, méi staark, méi wettbewerbsfäeg, manner ofhängeg. Zweetens wäerten déi gemeinsam Projekten derzou bäidroen, d'EU-Objektiver vu Green Deal an Next-Generation-EU anzehalen, voire d'EU-CO₂-Emissiounen ze reduzéieren, de Klimawandel ze bekämpfen. An drëttens, a

sécherlech net zulescht, schafen esou grouss Projekte selbstverständlech wichteg Aarbechtsplazen an droen zum Wuelstand bäi.

Gutt duerchgefouert, sinn dës IPCEI also eng Chance fir d'EU an och fir Lëtzebuerg. Et läit natierlech an eiser Verantwortung, fir ze garantéieren, dass déi Projekten och eng gesellschaftlech Plus-value hunn an dass negativ Auswirkungen op déi sozial Gerechtegkeet oder d'Ëmwelt minim bleiwen.

Inspiréiert gouf sech bei deemem Projet de loi un enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vun 2014, déi virun zwee Joer nach emol aktualiséiert gouf, iwwert d'Krittären op Basis vun deenen d'EU-Kommissioun decidéiert, ob dee respektive Projet sech als IPCEI qualifizéiert an ob de Finanzement kompatibel ass mat der Reglementatioun iwwert d'Staatshëllef.

Mat deemem Gesetzesprojet ginn déi national Betriber, déi un esou engem wichtege Projet vu gemeinsamem europäeschem Interêt deelhuele wëllen, ënnerstëtzt. Et geet drëm, iwwert de Moyen vun engem openen Appel à projet déi bescht Projekten ze identifizéieren an ze kofinanzéieren.

Dës Hëllef ënnerscheede sech natierlech vun anere Subventiounen. Et geet, wéi gesot, net drëm, fir Betriber, déi finanziell Problemer hunn, ënnert d'Äerm ze gräifen, mee am Géigendeel ginn eeben déi Entrepreneuren ënnerstëtzt, déi sech bei deene wichtege europäesche Projekten engagéieren wëllen.

Hei huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet schon Intressen u Projekte gewise, déi d'Cloud-Infrastruktur an d'Cyber Security verbessere sollen. Virun engem Joer huet Lëtzebuerg sech och fir e Projet am Beräich vun der Santé engagéiert, deen zum Zil huet, déi medezinesch Technologien a Produiten no der Covid-Pandemie ze verbessere.

Dese Gesetzesprojet schreift virun allem den Effet incitatif grouss. Dat heescht, et soll virun allem eeben drëm goen, nei Projekten ze encouragéieren, fir dass Lëtzebuerg a ganz allgemeng Europa an Zukunft besser opgestallt sinn. Dës Base légale ass also wichteg, fir dass mer prett sinn, wa sech Geleeënheete fir eis Betriber erginn, quitte dass den administrativen Opwand fir d'PMEen natierlech hei considerabel ass an och ganz discouragant ka sinn.

Zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi, si erënnert awer och drun, dass et um Enn d'Europäesch Kommissioun ass, déi driwwer decidéiert, ob d'Hëllef fir d'Entreprisë konform mam Bannemaart sinn. An hirem zweeten Avis begréisst d'Chambre de Commerce d'Amendement, déi geholl goufen.

De Staatsrot kritiséiert a sengem éischten Avis, dass de Projet ze breet ausgeluecht war an den zoustänneg Ministeren ze vill Spillraum ginn hätt, dowéinst goufen et dräi Oppositionen formelles. Eng véiert Opposition formelle huet den Artikel 11 betraff, well et hei zu Widderspréich am Bezuch op d'staatlech Hëllef komm ass, wat zu enger Insécurité juridique gefouert hätt. A sengem zweeten Avis stellt de Staatsrot fest, dass mat den Amendementen vun der Kommissioun d'Bedenke vu virdu gekläert goufen. Par conter gëtt awer nei Kritik formuléiert um Terme „entre autres“, dee fir ze vill Onkloerheet géif suergen. D'Kommissioun huet och hei de Bedenke vum Staatsrot Rechnung gedroen an deen Deel gestraucht.

Voilà, fir méi Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci och un d'Madamm Closener fir deen exzellente, kuerzen, awer prägnante Rapport. Ech kann och direkt soen, dass mer dee Projet hei wäerte matdroen. Dee Projet – an dat ass elo erkläert ginn – geet a sech vun enger méi intensiver europäescher Kooperatiounspolitik aus, wat a sech eng gutt Saach ass.

Ech soen Iech awer och direkt, dass ech perséinlech um Meerwärt vun esou engem Projet zweiwelen, well ech mech wierklech froen, wéi vill Entrepreneuren hei bei eis am Land dann iwwerhaupt jee wäerten an d'Situatioun kommen, fir an esou enger internationaler Kooperatioun matzemaachen a fir dann och an de Genoss vun den Hëllef ze kommen.

An erlaabt mer dofir och, vun deser Geleeënheet ze profitéieren, fir trotzdem e puer Wuert ze soen iwwert déi aktuell Politik um Niveau vun der EU, notamment wat déi nohaltege Energië betrëfft. Wann ee sech esou e bësschen ëmheiert – an ech hunn elo nach just virun e längeren Artikel an engem däitsche Medium gelies, wou se wierklech feststellen, dass ëmmer méi däitsch Betriber, notamment an deem dote Beräich nohaltege Energien, net nëmmen Däitschland verloossen, mee d'gesamt Europäesch Unioun Richtung haaptsächlech Vereenegt Staaten delokaliséieren, zum Deel och an Asien ginn –, muss ech mech wierklech d'Fro stellen, ob déi Politik, déi am Moment um Niveau vu Bréssel gemaach gëtt, déi richteg ass, fir kompetitiv ze sinn um Niveau notamment vun der Transition énergétique.

An ech froe mech, ob d'Politik vun den USA net weesentlech méi effizient ass, fir esou Entrepreneuren unzeelefen. D'Amerikaner setzen op komplett Technologieopenheit, d'Amerikaner setzen op massiv Steuererliichterunge fir Entrepreneuren. Zu Bréssel gi mer éischer an eng Richtung vu Subventiounen. Mir hunn nach ëmmer e Konkurrenzrecht – an ech weess, dass den Här Fayot dat d'selwecht gesäit –, wat absolut net méi an déi aktuell Gegebenheete passt. Ech muss Iech einfach soen: Ech sinn am Moment net ganz optimistes, wat déi europäesch Politik betrëfft, an ech hoffen, dass mer net an der Europäescher Unioun an deenen nächste Méint a Jore wäerten eng ganz grouss Delokalisatiounswell gesinn, déi dann och leider Gottes kéint Lëtzebuerg betreffen.

Dat gesot, ginn ech awer hei den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus gi mir den Accord zu deemem wichtege Projet. Ech wollt och vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Madamm Rapporteur Merci ze soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündlechen Bericht. Mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen natierlech dese Projet ganz staark a mat Iwwerzeegung, well – wéi mer alleguer wëssen – mir liewen an enger Welt um Ëmbroch, engem energieeteschen Ëmbroch, engem Ëmbroch op ville Pläng, och op infrastrukturelle Pläng, an et ass natierlech an deem do Kontext wichteg, dass d'Länner erkennen, dass et sech lount, zesummeschaffen. Wann een zesummeschafft, da kann ee vun deem aneren – am gudde Sënn vum Wuert – profitéieren, vu sengem Wëssen, sengem Knowhow. Do kënnt et also zu positiven Effekter. Ech wier also emol a priori optimistes, wat deen heite

Projet ugeet. Et muss een et jiddefalls preparéieren a probéieren, soudatt et zu enger Kooperatioun ka kommen, enger Kooperatioun, déi hoffentlech fructueuse ass.

Ech verstinn dem Här Mosar seng Bedenken a seng Kriticken. Et bleift ofzewarder mat engem gewëssene Recul an der Zäit, deen ee sech awer muss ginn, ob dat, wat hie fährt, och an deem Mooss wäert anrieden. Dat ass elo u sech schwéier ze soen. Mee et ass richtig, et kéint ee jiddefalls dervunner ausgoen, dass net alles gléckt, wat mer eis vläicht elo hei virhuelen. Tatsaach ass awer, dass mer a gewëssene Beräicher en notabele Retard hunn, a strategieesche Beräicher, wou mer och a Konkurrenz sti mat anere Kontinenter, anere Länner, déi mindestens esou fortschrëttlech si wéi mir, an dofir ass déi Zesummenaarbecht eeben enorm wichteg.

Bref, mir sollten deem Projet hei eng Chance ginn, an domadder och deene Betriber, déi sech hei wëllen ..., also deene Lëtzebuerger Betriber, déi sech hei an deem Kader wëlle mat investéieren.

Dat gesot, ginn ech nach emol den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An als nächste Riedner steet déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova prett.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wierklech immens villes scho gesot ginn. Ech wollt awer just kuerz reagéieren, mee fir d'alleréischt e grouse Merci natierlech un d'Rapportrice fir de schrëftlechen, awer och fir de mündleche Rapport. A jo, mir hunn e ganz kloert Zil: Mir wëllen eis Ekonomie nohalte weiderentwéckelen, mam Zil natierlech, 2050 klimaneutral ze sinn an d'Äerderwiermung, just wann et méiglech ass, op 1,5 Grad ze limitéieren. Dat bedeit natierlech: méi Innovatioun, manner Ressourcenverbrauch, méi erneierbar Energien, méi Économie circulaire, an ech kéint nach weiderfueren, mee dat ass elo net direkt de Sujet vun deem Gesetzesprojet.

Fir dës Transitioun hinze kréien, kënne mir natierlech net just national denken, mee mir mussen international denken, an an deem Fall natierlech europäesch – d'Stéchwuert ass hei „EU Green Deal“. Genau dorëms geet et bei deem Gesetzesprojet, nämlech dass mir d'Innovationskräfte vun onsen Entreprisë grenzübergreifend nutzen an och zesummebréngen. Dës Strategie ass eng eenzegaarteg Geleeënheet, kann ee bal soen, fir méi staark eis Wirtschaft an eis Gesellschaft ze transforméieren an e Europa opzebauen, vun deem jidderee profitéiert.

Europa ass um Wee, fir bis 2050 den éischte klimaneutrale Kontinent ze ginn. Dat bedeit natierlech, net méi Zäregasen ze produzéieren, wéi eis natierlech Ökosystemer kënnen absorbéieren. Et ass dofir wichteg, weider an ëmweltfrëndlech Technologien ze investéieren, fir méi ëffentlechen Transport a méi nohalte Gefierer ze entwéckelen, mee natierlech och Gebaier an ëffentlech Plaze méi nohalte a méi effizient opzebauen. Dat bedeit virun allem och, nei Technologie virunzedreien, an dofir ass déi digital Transitioun och e wichtige Schratt, fir zum Beispill och Smart Cities virunzebréngen. Och d'kënschtlech Intelligenz kann, wa se richtig agesat gétt, eis hëllefen, verschidde Problemer unzegoen an och zum Beispill ënner anerem d'Gesondheitsversuergung an den Transport ze verbesseren.

Natierlech géllt et, dësen Hëllefsgimm elo adequat ze bewerben an och zäitno ze evaluéieren an déi

aktuell Enveloppe budgétaire wann néideg natierlech no uewen unzepassen. Mat deem Gesetzesprojet schafe mir den néidege legale Kader fir eng europäesch Zesummenaarbecht op deem Punkt, awer och op weidere Punkten.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun a merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wär et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Closener, déi eis de Projet ganz gutt erkläert huet, ëm wat et wierklech geet hei. Et si jo déi Hëllef an déi Hëllefsméiglechkeeten, déi hei anescht organiséiert ginn, fir technologesch Retarden an aner Saache kënne besser unzepake mat enger Zesummenaarbecht op europäeschem Plang. Alles dat ass gutt, mir ënnerstëtzen dat mat.

Déi Suergen, déi den Här Mosar elo virbruecht huet mat der Delokalisioun, déi sinn natierlech absolutt justifiéiert. Mir hunn dat scho laang hei ugeschwat an der Chamber, net ëmmer si mer op grousst Versteesdemech gefall, awer et ass einfach esou, dass dat essenziell och mat eiser Energieversuergung ze dinn huet an Europa. Wa mir hei Energie véier- bis siwemol méi deier – d'Fedil hat eis souguer geschriwwen bis zéngmol méi deier – bezuele wéi an den USA, jo, da si mir einfach net kompetitiv a vill Entreprisë risquéieren, Europa ze verloossen. Dat ass einfach esou.

Wa mer also Energiepolitik soen a mir wëlle realistesch sinn a mir wëllen d'Interesse vun eiser Ekonomie berücksichtigen – wat mir eigentlech wëllen och als ADR, awer net mir eleng, ech sinn iwwerzeegt, d'Kolleegen deelen dat hei alleguer –, da brauche mer genuch Energie, bëlleg Energie, steierbar Energie. Dat sinn déi Krittären, déi mer mussen hunn, well soss renne mer wierklech an eng Situatioun, déi eis riskéiert, extreem Problemer hei an Europa ze verursaachen. Mir sinn um Wee dohinner, dofir kann ech och net mat deene Kolleegen d'accord sinn, déi soen: „Mir kënnen nach waarden a kucken, wat geschitt.“ Nee, mir mussen elo kucken, dass mer déi Weiche richtig stellen, déi eis et erlaben, eis Industrie an Europa ze behalen, wa méiglech de Standuert Lëtzebuerg an de Standuert Europa weider auszebauen an ze kucken, dass mer och eng gewëssen Autonomie a verschidde Beräicher kréien, déi eis an der Covidkris gefeelt huet.

Also, Industriepolitik, Energiepolitik, dat ass näischt, wat mer kënnen op déi liicht Schëller huelen, näischt, wou mer kënne waarden. Et ass eng Verflüchtung, déi mer direkt mussen opräifen. Ech gesinn dee Projet vun haut och e bëssen als e klengen Deel, eng kleng Kontributioun zu engem Effort, fir an Europa eis industriell Landschaft ze stäerken.

An deem Sënn begrëisse mer dat natierlech a mir stëmmen et mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un d'Rapportrice fir de wierklech guddemündlechen a schrëftleche Rapport. Mat deem heite Gesetz setze mer jo dann e Mechanismus ëm, deen u sech Europa eis erméiglecht. An ech mengen, wann een eng Méiglechkeet kritt, fir Betriber a verschidde Secteuren, déi besonnesch innovativ sinn, zusätzlich ze fërderen, ma da wär mer u sech – op gutt Lëtzebuergesch gesot – domm, wa mer et net géife maachen. An deementspreechend ass dat heiten dann och e wichtige

Gesetzesprojet, dass mer eeben déi Fërderung brauchen, fir lëtzebuergesche Firmen eng Zousazchance ze ginn, en zusätzleche wierklechen Ureiz ze ginn, he zu Lëtzebuerg och nach eng Kéier ze innovéieren an ze investéieren. Well dat ass, mengen ech, d'Zil derhannert, dass aus deenen Investitiounen natierlech nei Aarbechtsplazen an och nei innovativ Produiten entstinn.

Datt dat natierlech elo d'Digitalisatioun, den Transport, d'Santé an d'Energie viséiert, ass eppes, wat, mengen ech, och mam Zäitgeescht anhiergeet, an dat ass, wou mer am meeschten innovativ Betriber brauchen.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer: Wa mer innovativ Betriber kënnen ënnerstëtzen, da solle mer et maachen, an dofir fënt dese Projet natierlech och eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, merci virop dem Francine Closener fir säi ganz gudden Rapport, et war ganz komplett, deen dann och erlaabt, mech ganz kuerz ze faassen. Dat hei ass effektiv e wichtige Projet, wou mer en Instrument ëmsetzen, mat deem strategieesch europäesch Projekte kënne realiséiert ginn. Et ass, mengen ech, e Kand vun der Pandemie an effektiv och vun deem europäeschen Green Deal, vun där Iddi, dass mer eis als Europäer mussen méi autonom maachen, dass mer mussen méi resilient ginn, manner ofhängeg och a strategieesche Beräicher vun Drëttstaaten, vu Regiounen, déi mer ganz wéineg kontrolléieren, an dofir ass dat heiten e wichtegt Instrument fir esou paneuropäesch Projeten. An et ass gutt, dass mer dofir elo eng Base légal hunn.

Et ass och gesot ginn: Mir hunn eng Partie vun deenen IPCEI, wou mer scho matmaachen am Beräich vum Cloud, am Beräich vun der Cybersecuritéit, Gaia-X, wou mer och Chef de file sinn am Beräich vun der Santé, wou mer eng relativ wichteg Roll spillen, an och am Beräich vum Hydrogène.

Den Enjeu hei bei dësen IPCEI – an ech mengen, dass ass och vu verschidde Riedner ugeschwat ginn –, ass, dass mer och hei eis Plaz fannen als klengt Land an och mat eise Betriber, déi och all Kleng- a Mëttelbetriber sinn, och mat eise Startuppen. Déi mussen hei eng Méiglechkeet hunn, fir bei deenen IPCEI do matzemaachen. An dat ass eppes, wat ech och reegelméisseg um europäeschen Niveau soen a bei menge Kolleegen an der Filière „Compétitivité“, dass mer mussen hei Suerg droen, dass dat hei net just eppes ass fir déi grouss Länner, déi grouss Länner mat hire groussen Entreprises. Déi IPCEI, muss ee soen, sinn effektiv zimmlech bürokratesch, dat heescht, do muss ee vill Pabeieren ausfüllen, vill Formulieren, an dat ass net ganz favorabel eebe fir kleng Länner an och fir kleng Entreprises, souguer wann ee se ënnerstëtzt iwwer eng Luxinnovation oder iwwert d'Servicer vum Wirtschaftsministère.

An dat ass eng Suerg, déi ech schonn e puermol och der Kommissioun gesot hunn, dass et hei wierklech esou muss sinn, dass all Land och muss kënne matmaache bei deenen IPCEI. A mir hunn Entreprises an all deene Beräicher, sief et am Beräich vun den erneierbaren Energien, sief et am Beräich vum Tech, sief et am Beräich vum Transport, vun der Santé natierlech, déi hei kënnen eng Valeur ajoutée hunn an esou engem IPCEI, mee et muss méiglech sinn, dass se hei kënnen an der Mesur vun hire Méiglechkeeten – well dat si kleng Entreprises – matmaachen

an dass déi Projeten dann och akzeptéiert gi vun der Kommissioun. Dat ass effektiv eng Reserv an dat wäerte mer och weiderhi ganz staark um Radar behalen.

Ech wollt och kuerz agoen op dat, wat de Laurent Mosar sot, wou en effektiv e puer Iwwerleeunge gemaach huet iwwert déi aktuell Politik vun Europa am Beräich vun den Erneierbaren, am Beräich vun deem Defi vun der Dekarbonisatioun. Et ass richtig, dass mer do eng Politik ... Mir hu jo am Fong eis decidéiert, fir eis och als Europäer d'Moyenen ze ginn, fir déi Industrien ze entwéckelen, déi mer brauchen, fir erneierbar Energie, fir de ganze Beräich vun der Dekarbonisatioun, dat, wat een insgesamt Cleantech nennt am englesche Slang, fir dat och auszubauen, och als Reaktioun op dat, wat d'Amerikaner gemaach hu mat hirem Inflation Reduction Act, deen näischt mat Inflation ze dinn huet, mee deen awer ganz vill ze dinn huet mat der Capacitéit, fir bei sech doheem eng ganz staark Industrie an deem Beräich opzebauen, well se erkannt hunn, dass dat d'Industrie vun der Zukunft schlechthin ass. Mir hunn en Enjeu weltwäit, fir eis Klimaziler ze errechen, fir mat den Emissiounen erofzegoen, a mir mussen déi Industrie opbauen a mir mussen se schnell opbauen.

Den IRA huet eng ganz Rei Instrumenter. Den Net Zero Industry Act, den Europäer hir Äntwert, huet och eng ganz Rei Instrumenter, déi do virgesi sinn. Et kann een der Meinung sinn, dass dat net wäit genuch geet an net staark genuch ass. Et sinn natierlech nach aner strateegesch Instrumenter wéi de Critical Raw Materials Act, deen och an deem Beräich kënnt. Mir hunn aner Instrumenter wéi de CBAM, d'„Carbon-Leakage-aux-frontières-Instrument“, un deem mer amgang sinn ze schaffen. Dat heescht, do kommen och Saachen, fir eis Industrie hei an Europa ze verankeren an och fir hinnen et ze erlaben, sech hei auszubauen.

Ech mengen, eppes, wat een awer och hei muss gesinn, dat ass, dass et sécher an enger gewëssener Hinsicht eng Konkurrenz gëtt, mee dass et awer och ganz vill Komplementaritéit gëtt. An ech soen dat, well ech virun net allze laanger Zäit och op der Westküst an Amerika war, zu San Francisco, zu L.A., wou och ganz vill vun deenen Entreprisé sëtzen a wou och Investitionfonge sëtzen, déi an déi Entrepreneuren do investéieren. An et gëtt ganz oft gesinn an Amerika, dass am Fong de Marché fir déi Entrepreneuren net just Amerika ass oder net just Europa, mee dass mer u sech do e bëssen e gemeinsame Marché hunn an dass mer am Fong ganz änlech Ziler poursuivéieren an am Fong duerchaus och kënnen Entreprisé gemeinsam entwéckelen, déi dann e Standbeen hunn an Europa, zu Lëtzebuerg zum Beispill, an och dann an Amerika sëtze mat engem Deel vun hirer Produktioun oder mat engem Deel vun hirer Recherche.

An ech mengen, dat ass effektiv dat, wat och wäert geschéien, an dat gesäit een och scho bei eis. Mir hunn eng Partie Betriber an deem Cleantech-Beräich, an dem Beräich vun den erneierbaren Energien, vun der Dekarbonisatioun, déi hei formidabel Saache maachen, wéi eng Entreprise SolarCleano. Déi kennt Der vläicht, déi hu Roboteren, fir Solarpanelen ze botzen. Mir hunn eng aner, Circu Li-ion, déi kënnen vun deene Lithiumbatterien d'Liewensdauer verlängeren, déi och iwwerall gebraucht ginn an der Elektromobilitéit. An dat sinn Entrepreneuren, déi international par nature sinn, an déi kënnen duerno hei zu Lëtzebuerg sëtzen an déi kënnen och duerchaus an Amerika sëtzen.

Dat heescht, ech mengen, dofir muss een dat net just duerch de Brëll vun der Konkurrenz gesinn – hei oder dohannen –, mee och heiansdo, mengen

ech, vermeert an deem Kontext, wou mer dra sinn, an enger gewëssener Komplementaritéit. Dat ass, mengen ech, e bëssen deen Trend, deen ech gesinn, wou et och higeet. An dann, mengen ech, ass effektiv déi Politik, déi mer maachen als Europäer wäert ..., wa mer natierlech elo fäerdegbréngen, do och déi néideg Mëttelen dropzeleeën, finanziell eis och déi néideg Mëttelen ze ginn an eiser Aidépolitik, fir déi Innovatioun do ze ënnerstëtzen, dann, mengen ech, kënnen mer och do eis Objektiv erreechen.

Ech mengen, dat geet op alle Fall an déi richtig Richtung. Et ass e bëssen eng Saach vun Tempo a vun Dimensioun a vu Scale, wéi ee seet, déi hei muss stëmmen. Mee ech si positiv, dass mer dat och zesumme fäerdegbréngen.

Ech soen op alle Fall Merci fir déi awer breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Wéi gesot, e wichteg Instrument an där europäescher Politik an och fir dat hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7930. Den Text steet am Document parlementaire 7930⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7930 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benay, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8061 iwwert d'Emballagen, déi keen „e“-Symbol droen. Op Proposition vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 8061, engem klengen Projet, ergänze mer d'Reglementatioun ronderëm d'Preemballagen, déi kee Symbol „e“ hunn, a mir definéieren d'Vente en vrac.

Bei de Preemballagen handelt et sech ëm e fäerdeg ofgefëllten a verpaakte Produit. D'Zeechen „e“ steet fir d'Quantité estimée vun engem bestëmmte Produit a senger Verpackung. Ass d'Zeechen drop, dann heescht dat, dass d'Quantitéit mat europäesch unerkannten Instrumenter gemooss ginn ass. Déi Nominierung (veuillez lire: Déi Normierung) a Standardisierung mécht et méi einfach, d'Produkt innerhalb vun der EU ze verkafen. Et gëtt awer keng Verflüchtung, fir d'Zeechen ze benotzen. Am Moment ass awer net gereegelt, wat geschitt, wann d'Zeechen „e“ net op der Verpackung drop ass. Mat dësem Gesetzesprojekt gëtt dofir definéiert, wéi eng Ufuerderungen e fäerdeg ofgepaakte Produit anahle muss a wou d'Toleranzgrenze beim Inhalt leien.

Dee selwechten Exercice gëtt dann och fir d'Vente en vrac gemaach, fir déi Produiten also, déi net verpaakt sinn an déi op d'Gewiicht verkaaft ginn. Och hei ass et wichtig, dass déi richtig Instrumenter genotzt ginn, fir dass d'Gewiicht transparent a prezis definéiert ka ginn. Dat ass och néideg, fir de Konsument ze schützen.

Komme mer zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst, dass mat dësem Gesetzesprojekt e legale Kader fir d'Preemballagen an d'Vente en vrac gesat gëtt. Si bedauert awer, dass et keng Schätzung fir de budgetären Impact op d'Recett vum ILNAS gëtt.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat. Am Urspréngleche Projet war nämlech virgesinn, eng legal Basis fir e Règlement grand-ducal ze schafen, an deem dann d'Konditiounen fir d'Vente en vrac an d'Preemballagë sollte gekläert ginn. De Staatsrot huet richtig drop higeewisen, datt dësen normative Kader duerch e Gesetz muss gestëmmt ginn. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen, a souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Staatsrot hunn d'Amendementen approuvéiert. Merci dofir!

Den 23. Mäerz 2023 gouf ech als Rapporteur designéiert. Merci och dofir! A fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

An der Kommissioun gouf et dann och eng unanime Zoustëmmung, dass et keen Debat zu dësem Projet de loi brauch ze ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Mat-schaffen un dësem Projet a Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporteur Carlo Weber villmools Merci a froen d'Regierung, ob se wëllt e Wuert dozou soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, Här President. Merci fir de Rapport a fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8061. Den Text steet am Document parlementaire 8061⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8061 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8122 iwwert d'Restrukturatioun vun der Administration de la gestion de l'eau an de Projet de loi 8123 iwwert d'Restrukturatioun vun der Administration de la nature et des forêts. Déi gemeinsam Riedezäit ass no zwee Basismodeller festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dese Projets de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8122

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ok, mir maachen dat elo hei ganz nei. Ech hunn tatsächlech vergiess, mäi Rapport ze printen, mee ech hunn e Laptop.

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, ech freeë mech, de mëndleche

Rapport vun direkt zwee Projets de loi haut kënnen ze maachen. Et ass eng Kéier de Rapport 8122 an eng Kéier de Rapport 8123, wou et ëm d'Reorganisatioun vun der AGE, also der Administration de la gestion de l'eau, an ëm d'Reorganisatioun vun der Administration de la nature et des forêts, also d'ANF, geet.

En gros geet et drëm, béid Administratioune méi effikass ...

(Brouhaha)

Bon, en gros geet et drëm, béid Administratioune méi effikass ze gestalten. Ech ginn natierlech op den Detail vum Rapport an. Ech wäert versichen, d'Gemeinsamee vum deenen zwee Gesetzestexter zesummen ze erklären, an do gëtt et zwou kleng Dispositiounen, déi déi zwee Gesetzestexter da vuneneen ënnerscheeden, dorobber wäert ech dann och agoen.

Also, wat den éischte Gesetzestext 8122 iwwert d'AGE ubelaangt, do ass 2020 en Audit gemaach ginn. An eng vun de groussen Erkenntnisser, déi do erauskomm sinn, dat ass, dass et un enger organisatorescher Flexibilitéit mangelt. Déi véier Divisiounen – also dat sinn d'Divisioun vun der Hydrologie, vun der Protection des eaux, vun den Eaux souterraines a vun den Eaux potables a vum Laboratoire –, sou wéi am Gesetz vun 2004 virgesinn, déi sinn historesch gewuess a sinn aus Servicier vun anere Ministèren oder Administratiounen zesummegefuert ginn. Si sinn awer net méi de Besoine vun haut uegepasst.

Wat mer haut brauchen an eisen Administratiounen, ass, dass mer net méi weider u Strukture festhalen, déi Silosdenke favoriséieren. Mir mussen e Maximum u Kommunikatioun kënnen assuréieren tëscht de Servicier an, wou et méiglech ass, natierlech dann och Synergie schafen. Duerfir ass et wichteg, dass mer e Kader stiechen, deen transversaalt Schaffen ënnerstëtzt.

Ausserdeem bässt sech déi aktuell Struktur mam Gesetz vun 2015 iwwert de Statutt vun de Fonctionnaires. Dëst Gesetz vun 2015 gesäit nämlech vir, dass den Direkter oder d'Direktesch responsabel ass fir d'Exekutioun vun der Gestiou vun enger Administratioun. Deementspriedend wier et dann och un him oder hir, fir den Organigramm an d'Aarbeitsorganisatioun vun deenen Administratiounen auszustellen, déi dann och vum zoustännege Minister géif validéiert ginn. De fixe Kader, dee mer awer elo hunn, léisst dat bis elo net zou, obwuel entre-temps nei Servicier geschafte gi sinn, déi bis elo net am Gesetz festgehalene sinn.

Wat gesäit de Projet de loi also elo vir? E gesäit vir, d'Gesetz vun 2004 ze vereinfachen, méi flexibel ze gestalten. Dofir gëtt an Zukunft dervun ofgesinn, am Gesetzestext déi spezifesch Attributioune vun all Service oder Divisioun festzeschreiwen. Domadder gëtt dann och séchergestallt, dass d'Administratioun flexibel bleift, fir sech neien Ufuerderungen oder neien Domänen unzepassen.

Och gëtt da séchergestallt, dass am Text d'Unzuel vu Fonctionnaires an der Administratioun net méi no uewe limitéiert ass – wat natierlech net heescht, dass elo illimitéiert kann agestellt ginn, well d'Personaldecken ultimement elo all Joer via Loi budgétaire festgehalene gëtt.

Den Text schaaft och en zweeten Directeur-adjoints-Posten, fir dem Fait Rechnung ze droen, dass d'Missiounen an d'Ressourcë vun der Administratioun staark an d'Luucht gaange sinn iwwert d'Joren. Hei wollt ech drop hiweisen, dass dat dee Punkt ass, dee spezifesch fir dese Projet de loi ass an deen also net fir den Text vun der ANF gëllt, well déi haut schonn zwee Soudirekteren huet.

Dann zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet de loi ass den 21. Dezember 2022 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 16. Mee ofginn. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics louch den 23. Februar vir an dee vun der Chambre de Commerce den 30. Mäerz. De 24. Mee hu mer de Projet an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer elo de 26. Juni uegholl.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8123

Da kommen ech zum zweete Gesetzestext, wéi gesot, deem vun der ANF, 8123. Hei si mer a genau der selwechter Demarche vun engem Audit, dee gemaach ginn ass, an do verweisen ech da wierklech op déi genee Ausféierung vum viregte Projet de loi. Logescherweis si mer dann hei och zu de selwechte Konklusioone komm, an dese Projet de loi verfolgegt also en gros dat selwecht Zil.

Bei dësem Projet de loi gëtt et awer och ee Punkt, dee spezifesch fir dësen Text ass. Dat ass dee vun den Dispositiounen, wat de Port d'armes vun den Agenten ubelaangt. Den Text, dee mer haut elo stëmme, dee preziséiert, dass d'Benotze vun der Waff autoriséiert ass fir d'Erléise vu blesséierten Déieren, d'Erschéisse vun invasiven Déierenarten an a Fäll vu legitimmer Defense.

An och hei zu den Aarbechten an der Kommissioun: Hei ass den Text den Dag drop, den 22. Dezember 2022, deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 16. Mee ofginn, an deem e sech allerdéngs net averstane gewisen huet mat den Dispositiounen, wéi se formuléiert ware ronderëm de Port d'armes. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État hu mer den 20. Juni kritt. Mir sinn doropshin der Proposition vum Conseil d'État nokomm, wat d'Notioun vun der „légitime défense“ ubelaangt, soudass déi Fro dunn och gekläert war. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés public louch den 23. Februar vir, dee vun der Chambre de Commerce och den 30. Mäerz an da krute mer nach den 8. Mee en Avis vun der Association des universitaires au service de l'Administration de la nature et des forêts. Dat alles hu mer de 24. Mee an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer och wéi deen aneren elo de 26. Juni uegholl.

Der Komplettheet halber wéilt ech awer och nach drop agoen, dass mer an der Kommissioun nach d'Diskussioun hate bei dësen zwee Projets de loi, wat d'Qualifikatiounen oder den Ofschloss vun den Direktiounsposten ubelaangt. Den Text, dee gesäit vir, dass een e Master oder en Equivalent muss hunn, fir eligibel ze si fir esou e Posten. An do huet deen een oder deen anere Member an der Kommissioun d'Fro opgeworf, ob et net awer sënnavoll gewiescht wier festzehalen, dass déijéineg Persoun sollt eng Ausbildung an deem Beräich hunn, wou se herno och da Responsabilitéit iwwerhëlt, fir ze evitéieren, dass zum Beispill e Metteur en scène ka Member vun der Direktioun ginn.

Hei ass awer ze soen, dass et hei virun allem wichteg war, sech wierklech déi néideg Flexibilitéit ze loosene, well et och emol Leit gëtt, déi zwar net onbedéngt deen Diplom hunn an trotzdem kéinte fir dee Posten a Fro kommen, well se laang Berufserfahrung hunn, déi si dofir qualifizéiert. Oder et gëtt och Leit, déi aner Qualifikatiounen hu fir esou en Direktiounsposten, déi och emol kënnen gebraucht ginn. Ech denken do zum Beispill u Qualifikatiounen am Managementberäich oder am Statistikberäich – vläicht kann d'Madamm Ministesch eis herno och nach aner Beräicher soene –, well mëttlerweil eeben an esou groussen

Administratiounen och aner Kenntnisser kënnen gefrot si wéi *forcement* just aus deem spezifesche Secteur. Fir sech déi néideg Flexibilitéit also ze halen, ass den Text hei oppe formuléiert ginn.

Wéi gesot, déi zwee Texter leie ganz no beieenen, mat deenen zwou Spezifisitéiten, déi ech opgezielt hunn: d'AGE, déi en zweete Soudirekter kritt, an d'ANF, wou de Port d'armes gereegelt gëtt.

Da wéilt ech just zum Schluss präziséieren, dass mer nieft dësen zwou Administratiounen jo och nach eng drëtt Administratioun hunn, nämlech d'Administration de l'environnement. An déi Reorganisatioun, déi mer elo hei virhuele fir d'AGE an d'ANF, déi reflektéiert dann och d'Reorganisatioun, déi schonn 2016 an der Administration de l'environnement duerchgefouert ginn ass.

Zum Schluss: Voilà, ech mengen, mir waren eis alleguernten eens, mir brauche performant Administratiounen, déi hire Missiounen och kënnen nokommen. Ma grad am Environnement an am Klimaberäich schwätze mer vun engem Beräich, wou de Klimawandel an de Biodiversitéitsverloscht eis wierklech op eng alarmant Aart a Weis virun Aen halen, dass mer wëssenschaftlech an evidenzbaséiert mussen schaffen, wa mer wierklech schnell wëlle weiderkommen. An dat funktionéiert awer just, wa mer interdisziplinär schaffen, a genee dat géllt eeben och fir eis Administratiounen.

Natierlech si mir Gréng derfir, dass dës Administratiounen deementspreechend gestärkt ginn, an domadder gi mir natierlech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Ech soen Iech villmools Merci fir dat konstruktivt Matschaffen a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Och villmools merci der Madamm Rapportrice fir den ausféierleche Rapport. Ech ka mech och ganz kuerz halen. Mir sinn och fir eng méi effikass Verwaltung – oder fir méi effikass Verwaltungen. Als CSV si mer awer och der Meenung, dass Direktiounen vun enger Verwaltung och mussen e gewëssent Fachwëssen hunn iwwert dat, wou se u sech herno decidéieren.

E bëssen iwwerspëtzt gesot: D'Direktioun vun der Forstverwaltung, mengen ech, muss eng Buch vun enger Eech oder vun engem Dännebam ënnerscheede kënnen oder se muss zumindest eppes iwwer nohalteg Bëschwirtschaft kennen. Vill betraffe Leit dobaussen hunn nämlech d'Gefill, dass ganz vill Leit iwwer si decidéieren, iwwer hire Beruff decidéieren, déi u sech net esou vill Anung dovunner hu wéi si selwer, an dat ass net gutt an da ginn och vill Saachen net akzeptéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mat dësem Gesetz ass hei ass d'Dier ganz grouss opgemaach ginn ... Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet gesot, et kéinten och Statistiker agestellt ginn. Jo, et kéinten och Statistiker agestellt ginn, ech mengen awer net, dass déi hei op der richteger Plaz wären. Zumindest misst an der Direktiounen Fachwëssen do sinn. Et gëtt just e Master gefrot, an den Avis vun den Universitaires au service de l'Administration de la nature et des forêts huet dat am Prinzip ganz kloer beschriwwen. Si hu geschriwwen:

„L'administration de la nature et des forêts est une administration technique dépendant du ministère ayant l'environnement dans ses attributions. Dès lors une connaissance spécifique notamment dans le domaine de la gestion de l'environnement naturel au sens large est une condition sine qua non pour diriger cette administration.“

A si hunn och eng Propos gemaach, an ech fannen déi Propos wär richteg gutt gewiescht, wa mer déi hätte kënnen iwwerhuelen an deenen zwee Gesetzer. Hei ass eeben elo d'Propos vun der Forstverwaltung: „Pour être nommés par le Grand-Duc aux fonctions de directeur respectivement de directeur adjoint, [...] les candidats doivent être détenteurs d'un diplôme de master reconnu en sciences naturelles, ou d'un diplôme de master et d'une expérience reconnue en sciences naturelles“, an: „Au moins un des fonctionnaires A1 de la direction (directeur ou adjoint) devra avoir une spécialisation dans le domaine de la sylviculture.“ Well deem Ganzen hei awer net Rechnung gedroe ginn ass, wäerte mer eis bei dësen zwee Projet-de-loien enthalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den nächste Riedner ass schonn ënnerwee. Den Här Gusty Graas huet elo direkt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Waasserverwaltung ass jo u sech nach eng relativ nei Verwaltung. Déi datéiert vum Joer 2004. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi déi hei kreiéiert ginn ass. An zwar hate mer do och e puer Diskussiounen, well se nämlech am Interieur ugesidelt gi war. Dat war ënner der CSV/DP-Koalitioun. Bon, eng Partei huet awer éischer drop gehalen, dass se sollt am Interieur ugesidelt ginn. Dat huet net jidderengem gefall, ënner anerem mir och net, mee bon. De qualitativen Aspekt soll ouni Zweifel priméieren, wa mer vum Waasser schwätzen, net de quantitativen, also ass et ganz evident, dass eng Waasserverwaltung an den Environnement gehéiert. Dat ass jo dunn och mam Regierungswissel 2013 geschitt an dat ass och richteg esou.

Ech mengen, de Waasserschutz ass ouni Zweifel eng ganz wichteg Missioun. Mir sollen do och ganz éierlech sinn: Mir hunn nach vill Aufgabe virun eis. Wa mer zum Beispill d'Qualitéit vun eise Gewässer huelen, dann ass déi net onbedéngt berauschend – fir net méi ze soen. Mir hunn nach eng ganz Rei Defiziter. Mir hu praktesch keng Baach méi, kee Floss méi, wou ee ka vun enger akzeptabler Qualitéit schwätzen. Mir wëssen, dass eis Kläranlagen zum gudden Deel nach Nachholbedarf hunn – Stéchwuert véiert Klärstuf –, wou jo zwar ganz vill Iwwerleunge gemaach ginn, wou och d'Pläng amgaang sinn, ausgeschafft ze ginn. An dat ass och gutt esou, dat ass och richteg esou, mir mussen awer do nach ganz vill investéieren. Leider kommen nach ëmmer vill ze vill Friemstoff an eis Gewässer.

Da kënt natierlech de Phenomeen vum Klimawissel och derbäi, deen eng ganz Rei nei Problemer mat sech bréngt. Duerfir ass et och elo gutt, dass mer déi Waasserverwaltung elo u sech straffen, dass mer hir Missiounen nach méi kloer definéieren, dann d'Recht op Kontrollen, wat méi spezifiéiert gëtt. Effektiv, d'Kontrolle sinn extrem wichteg. Besonnesch wann et eng Pollution accidentelle ass oder eng Pollution diffuse, ass et vu grousser Importenz, dass esou séier wéi méiglech um Terrain och do reagéiert gëtt. Natierlech wësse mer, dass déi Verwaltung an och déi, iwwer déi mer herno nach schwätzen, Personalmangel hunn – doriwier eraus natierlech och nach aner Verwaltungen. Et ass also wichteg, dass se beschtméiglech opgestallt ginn.

Bon, ech kommen natierlech dann och net derlaanscht, fir eng Remark ze maachen iwwert déi Qualifikatioun, déi virausgesat gëtt, fir den Direkter respektiv déi zwee Soudirekteren, wou do jo just e Master gefuert gëtt. Ech muss soen, dass dat awer trotzdem – an d'Rapportrice huet et jo gesot – zu Diskussiounen gefouert huet. An ech fannen et och net schrecklech glécklech, dass mer do einfach nëmme vun engem Master schwätzen. Dat heescht, theoreetesche kann also och en Theolog oder e Museker Direkter vun der Waasserverwaltung ginn, woubäi ech guer näischt, Här Galles, géint en Theolog soen oder géint e Museker, mee ech bleiwen awer och der Meenung, dass awer soll eng Fachkenntnis hei virausgesat ginn. Ech hoffe jiddefalls, wa mer de Choix mussen maache vun engem Direkter respektiv engem Soudirekter, dass do awer ganz kloer Krittären dee Moment awer festgehale ginn. Et wier vläicht awer e bësse méi glécklech gewiescht, wa mer dat och am Gesetz esou zréckbehalen hätten.

Wat och gutt ass, ass, dass och elo effektiv keng Limitt fir d'Personal gesat gëtt, well, wéi gesot, déi zwou Verwaltungen ouni Zweifel nach mussen opgestockt ginn. De Conseil d'État hat eng Iddi do proposéiert, déi fannen ech net onbedéngt ganz glécklech. En huet gemengt, dass ee kéint vläicht eng ganz Verwaltung maachen, wou een déi dräi Aspekter géif zesummesetzen. Ech géif dat keng gutt Iddi fannen. Ech fannen et och richteg, dass mer nach wie vor dräi verschidde Verwaltungen ënner dem Ministère de l'Environnement lafen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi nei – bon, déi nei? –, jo, déi reorganiséiert Natur- a Forstverwaltung ubelaangt, och do kann een änlech Remarque maachen. Ech mengen, et ass och gutt, dass en Audit gemaach ginn ass. Et ass gutt, wann emol eng Kéier vu baussen een analyséiert, wéi eppes funktionéiert. Do si vläicht éischer Schwaachstellen, déi opfalen, wéi wann dat awer Leit vu banne maachen. Et ass wéi bei der Waasserverwaltung jo och bei der Forstverwaltung an Naturverwaltung, dass do eeben nei Aufgaben derbäikommen. Ech mengen, och um Niveau vum Naturschutz stelle sech extrem grouss Erausforderungen an den nächste Joren. Mir wëssen, dass och do ganz vill Problemer bestinn, Stéchwuert Biodiversitéit, déi jo ouni Zweifel net onbedéngt zougeholl huet, mee éischer nach ofgeholl huet.

Mir wëssen och, dass mer um Niveau vun der Gestiou vun de Bëscher nach Problemer hunn, dofir waarde mer jo och op dat neit Bëschgesetz, wat jo misst och eng Verbesserung da mat sech bréngen. Och hei, wéi gesot, nach eng Kéier déi selwecht Remark, wat eeben d'Qualifikatioun vum Direkter a vun deenen zwee Soudirekteren ubelaangt. An och hei wëll ech op den Avis vun UNF, also den Universitären an der Natur- a Forstverwaltung, hiweisen.

Vläicht zum Schluss nach eng kuerz Remark och zum Artikel 7, wou et jo ëm de Besët vun de Waffe geet. Och dat ass jo elo hei méi explizit erkläert, wat och ganz wichteg ass, well et u sech jo dann net dierft zu enger Feelinterpretatioun féieren. Wéi gesot, mat deem eenzege klenge Bemoll do ass d'DP awer mat deenen zwee Gesetzesprojeten hei d'accord, an ech soen awer och ofschléissend der Rapportrice nach Merci fir hir verschidde Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert direkt d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wäert mech wierklech ganz kuerz halen. Ech

wéilt awer fir d'éischt emol der Rapportrice e ganz grouse Merci soe fir hire Rapport. An da wollt ech eigentlech just soen, dass mir als LSAP komplett hantert der bürokratescher an der administrativer Vereinfachung stinn, déi dës zwee Gesetzer eigentlech mat sech bréngen. Duerfir ginn ech dann och den Accord mat Iwwerzeegung vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | U mir?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, ech hunn hei „Här Fred Keup“ stoen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Et war elo e bèsse méi schnell gaangen. Et wäert och bei mir schnell goen. Och mir si fir effikass Verwaltungen, a bei dësen zwou Verwaltungen ass dat sécherlech mat dësem Projet och hei eng gutt Iddi. Allerdéngs kann ech mech deem uschléissen, wat virdrun och hei d'CSV gesot huet: Et ass net logesch, dass een net dervu profitéiert, fir hei an d'Gesetz dranzeschreien, plus/minus awer a wéi eng Richtung e Master soll goe fir déi Leit, déi an den Direktiounen vun deene Verwaltungen wäerte vertruede sinn.

Mir hate schon emol virun enger Zäitchen eppes Änlech. Ech mengen, deemools ass et gaangen ëm d'Direktioun an der Hotelsschoul, wann ech mech net ieren. An ech fannen, mir sollten dorop oppassen, dass déi Leit, déi beim Staat an den Direktiounen sinn, och eppes vun deem Fach kenne respektiv eppes studéiert hunn, wat mat deem Thema ze dinn huet, ëm dat se sech këmmen. Ech mengen, ech war och Proff an engem Lycée an ech hätt net gär gehat, wann ech en Direkter gehat hätt, dee wierklech ni Schoul gehalen hätt an eeben och net selwer Proff gewiescht wier.

Duerfir wäerte mer eis bei dësem Gesetz enthalen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann ... Ech hunn zwar d'Madamm Oberweis net hei stoen, mee si kuckt mech esou, wéi wa se eppes wéilt soen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, effektiv. Also, meng Kolleegin, d'Myriam, ass net méi do, mee ech sollt eppes fir si soen, an zwar, dass mer de Projet matstëmme. Ech hätt just eng, zwou Remarken. Dofir, ech hale mech ganz kuerz. Mir bedauern effektiv, dass an der Lescht oft privat Auditsentreprisen d'Reformvirschléi de facto mat ausschaffen, a mir mengen, fir d'Zukunft wär et eigentlech méi sënnavoll fir den Erfolg vun esou Restrukturatiounen, wann d'Fonctionnair an d'Employéen u sech selwer mat schwätze kéinten an d'Reformvirschléi och kéinte mat ausschaffen, eventuell souguer mam Input vun Externen, déi mat der respektiver Verwaltung och zesummeschaffen. Et si jo och déi, déi hir Services a Besoinen och am beschte kennen an als éischt feststellen, dass e legale Kader net méi den Erausforderung gewuess ass.

Trotzdem stëmme mir dat heiten natierlech mat. Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An dann ass de leschte Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir de gudde

schréftlechen a mündleche Rapport. Och mir sinn awer stanen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert d'Madamm Ëmweltministesch.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci fir dës Geleeënheet, nach eng Kéier kuerz op déi Projetde-loien anzegoen. D'Zil – an et ass schon eng Kéier ugeklongen – vu béide Gesetzer ass et, dësen zwou Verwaltungen à l'image vum 2016er Gesetz vun der Ëmweltverwaltung e méi flexibel Kader ze ginn, e Kader, an deem souwuel d'Waasserverwaltung wéi och d'Naturverwaltung hir Missiounen méi effizient an zur Zefriddenheet vun der Allgemengheet kënnen erfüllen.

Dir wësst et, mir si mat dräi planetäre Krisen konfrontéiert als Gesellschaft, dat ass d'Klimakris, d'Biodiversitéitskris, awer och d'Pollutiounen- a Ressourcékris. Doraus ergëtt sech – an net nëmme dorauer – eng immens Theemevillfalt, déi mer musse kënnen bewältigen, engersäits mat staarken Ekppen an eise Minister, mee awer och an deenen dräi Verwaltungen. An déi Theemevillfalt an och dee Kontext evoluéiert. Do gëtt et eng gewëssen Dynamik, souwuel un internationale Plang wéi och un europäesche Plang, an dofir brauche mer och déi Flexibilitéit. Dat hunn ech och aus eegener Erfahrung a mengen néng Joer bei der Ëmweltverwaltung ganz kloer matkritt.

Wéi schon ugeklongen ass, hu mer konform zum Regierungsprogramm Audite gemaach fir déi zwou Verwaltungen, dat war 2020, och à l'image vun deem, wat deemools gemaach ginn ass bei der Ëmweltverwaltung. An ech kann awer och hei verschidde Leit berouegen: Wann esou Audite gemaach ginn, ginn à la fois natierlech Leit befrot aus der Gesellschaft, Acteuren, déi wichteg sinn an déi vill mat deene Verwaltungen ze dinn hunn – dat heescht, dat ass net am stillen Kämmerlein gemaach ginn, an natierlech gi bei der Reorganisatioun duerno a bei der Ausschaffung vun deene Gesetzestexten och d'Ekippe vun deenen eenzele Verwaltungen mat implizéiert. Dat ass och ganz wichteg. Eng Verwaltung kann net funktioniere mat enger Top-down-Approche eleng, dat ass evident.

Voilà, mir brauchen also eng méi flexibel Grondlag, déi och da komplementär ass zum Beamtestatutgesetz, dat jo och säit 2015 ganz kloer Virgabe gëtt. Dat heescht, mir konnten och déi Gesetzer, déi wierklech déi eenzel Verwaltungen nach definéieren, souzesoen entschlacken an op dat Weesentlecht reduzéieren. Et ass kloer, dass säit dem Gesetz vun 2015 iwwert de Beamtestatut d'Verantwortung bei der Direktioun läit, fir den Aarbechtsprogramm opzestellen, awer och den Organigramm, déi duerno vun der Ministesch oder vum Minister da validéiert ginn. Dat ass ganz kloer esou, an et ass och wierklech do, wou ech géif soen, wou d'Musek spilt.

Wéi gesot, mir hunn eis Erfahrung gemaach mam Gesetz vun 2016 vun der Ëmweltverwaltung. Och do krute mer gutt Feedbacken, och vun dobaussen, vun der Gesellschaft, dass dat relativ gutt funktionéiert, an och vun deene Leit, déi do schaffen, dass dat wierklech vill Avantagé bruecht huet an och eng gewësse Flexibilitéit an eng Agilitéit par rapport zum Kontext. Fréier goufen do nei Ekppen gegrënnt mat all neier Thematik, déi erubrecht ginn un eng Verwaltung. Elo hu mer d'Verwaltung esou opgestallt, dass do am Fong Berufssparte beienee sinn, dat heescht,

dass een do flexibel ass par rapport zu der Evoluitioun vun den Thematiken.

An da gëtt et och nach d'Spezialgesetzter wéi zum Beispill d'Naturschutzgesetz, d'Bëschgesetz, d'Juegdgesetz a sou wieder, wou och nach ganz konkret, spezifesch thematesch Verwaltungsaufgaben drastinn. Déi brauch een net ze widderhuelen an engem Verwaltungsgesetz.

Ech wëll elo nach eng Kéier op déi Saach mat den Diplomern agoen. Wéi gesot, d'Iddi war och, dass mer eng Kohärenz an eng gewëssen Harmonie an déi dräi Gesetzesgrundlage vun eisen dräi Verwaltungen bréngen. An et ass esou, dass weeder am Gesetzestext vun der Waasserverwaltung, nach am Gesetzestext vun der Ëmweltverwaltung eng Präzisioun zum Diplom drasteet, ausser dass et muss e Master sinn. An ech kann Iech berouegen – an Dir wësst dat –, dass mer do weeder e Museker, nach eng Theolog, nach e Metteur en scène bis elo agestallt hunn.

Ech war ganz vill beschäftegt mat dem Rekrutement vun Direktiounsmemberen an dësem Joer a mir hunn do bei der Ëmweltverwaltung zwee Physiker an ee Cheemiker a bei der AGE zwee Chemiker elo u Bord, mat deene mer ganz zefridde sinn a wou mer eis och wierklech ganz vill Méi ginn hu beim Rekrutement, an dat ass sécher eng Suerg, déi och bei mir am Ministère gedeelt gëtt, wou mer wierklech ganz gutt drop oppassen. Dat wäert och an Zukunft esou sinn, well et ass nëmme esou, wéi och déi Aufgaben – dat si breet Aufgaben, déi mer do hu bei alle Verwaltungen, an och wierklech ganz wichteg Aufgaben – kënnen konkret ëmgesat ginn.

Ech hunn awer meng Erfahrung och gemaach als Member vun enger Direktioun, dass et och guttdeet, wann een do méi verschidde Disziplinen beienebréngt. Déi Interdisziplinaritéit, dat ass elo keng Lubie, dat ass wierklech eppes Wichtige. An et gesäit een och bei Verwaltungen, déi – soen ech emol – vun hirem Effectif hier och wuessen, dass do eng zolidd Basis am Public Management och kann en Avantage hunn. Dat heescht, wann een do eng Ekippe huet, wou souwuel Naturwëssenschaffler dra sinn ... Wann een dräi Memberen huet, da kann et och ganz gutt sinn, wann do zousätzlech Leit dra sinn, déi aner Kenntniser mat sech bréngen. Wichteg ass, dass do Erfahrung matkënn, wéi ee mat Leit ëmgeet, wéi een och mat Acteuren dobaussen ëmgeet, wéi ee Gesetzestext pragmatesch ëmsetzt, an och déi Erfahrung kann een an aneren Disziplinen wéi an der Naturwëssenschaft mat sech bréngen. An dofir kann et och emol interessant sinn, e Jurist u Bord ze hunn oder eeben, wéi gesot, een, dee sech am Management spezialiséiert huet, well dat ass definitiv eng ganz wichteg Aufgab.

Voilà, ech mengen, et si scho ganz vill Saachen och gesot ginn iwwert d'Spezifisitéiten, och vum Waffengesetz. Ech mengen, ech ginn elo méi op d'Waffendroen ..., dofir ginn ech elo net nach eng Kéier hei drop an.

Wéi geet et elo weider an deenen zwou Verwaltungen? Déi zwou Verwaltungen hu sech e Programme de travail ginn. Dat ass wierklech do, wou wierklech eeben halt véier Joer genau gekuckt gëtt, wéi eng Aufgabe mussen ëmgesat ginn a mat wéi engen Detailer. Dat heescht, dat ass wierklech den – soen ech emol – Réckstrang vun deenen ... Dat leeft. D'ANF huet sech och en neien Organigramm ginn an d'AGE ass amgang, sech do en neien ze ginn. Dat heescht, do geschéien och grad nach ganz vill Saachen. D'AGE waart do och elo natierlech op dëst Gesetz, fir dat elo nach eng Kéier ze peaufinéieren.

Dat heescht, déi Gesetzer hunn hir Wichtegkeet, an ech soen Iech alleguer Merci fir Är positiv an Är konstruktiv Remarken an der Rapportrice ganz speziell fir dës Presentatioun. Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da komme mer elo fir d'ëischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8122. Dat ass dee vun der Waasserverwaltung. Den Text steet am Document parlementaire 8122⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8122 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 35 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8123. Dat ass deen iwwert d'Natur- a Bëschverwaltung. Den Text steet am Document parlementaire 8123⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8123 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer och hei elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass och mat 35 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.12 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Devis pour des analyses de biologie médicale non inscrites dans la nomenclature	7536	Sven Clement	79	Disparition de deux militants écologistes au Mexique et lien potentiel à une entreprise ayant son siège à Luxembourg	7715	Stéphanie Empain, Charles Margue	84
Cours de natation à l'École de police	7580	Nancy Arendt épouse Kemp	79	Autorisation d'exercer la profession de médecin	7716	Sven Clement	84
Nouvelle version du projet de contournement de Bascharage	7706	Myriam Cecchetti	79	Centre socio-éducatif de l'État	7717	Octavie Modert, Léon Gloden, Max Hengel	84
« Science Center » à Differdange	7707	Diane Adehm, Martine Hansen	80	Groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord	7718	Martine Hansen	85
Contournement de Bascharage	7708	Fernand Kartheiser, Fred Keup	81	Centre socio-éducatif de l'État	7719	Fred Keup	85
Pont de Wormeldange	7709	Octavie Modert, Léon Gloden, Max Hengel	81	Luxembourg Science Center	7720	Sven Clement	85
Compensation fiscale du Luxembourg en faveur des régions frontalières	7710	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82	Luxembourg Science Center	7721	Sven Clement	86
Hausse des loyers par le Fonds du logement	7711	Martine Hansen	82	Luxembourg Science Center	7722	Sven Clement	86
Travail en prison	7712	Nathalie Oberweis	82	Luxembourg Science Center	7723	Sven Clement	86
Comité des élèves	7713	Fred Keup	83	Sabotage du gazoduc Nord Stream	7724	Fernand Kartheiser	87
Protection de la jeunesse	7714	Léon Gloden, Octavie Modert	83	Prise en charge des transports en taxi en cas de traitement médical	7725	Max Hengel	87
				Cours de premiers secours en milieu scolaire	7726	Cécile Hemmen	87

Protection civile transfrontalière	7727	Fred Keup	88	Situation au Haut-Karabakh	7744	Sven Clement	93
Réorganisation du transport scolaire	7728	Martine Hansen	88	Investissements privés dans des cabinets médicaux	7745	Sven Clement	93
Problèmes du transport scolaire liés aux conditions climatiques du 8 mars 2023	7729	Martine Hansen	89	Tiers payant social	7746	Sven Clement	93
Taxes communales	7731	Léon Gloden	89	Compte épargne-temps auprès des CFL	7747	Marc Goergen	94
Conseil national des programmes	7732	Martine Hansen	89	Impôt sur le revenu	7748	Sven Clement	94
Prêt Climat à taux zéro	7733	Martine Hansen	90	Étude sur le port du masque	7749	Jeff Engelen	95
Impôt foncier	7734	Marc Goergen	90	Fonctionnement du service mobibus	7750	Max Hahn, Claude Lamberty	95
Réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels	7735	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	90	Accélération des procédures dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables	7751	Max Hahn, Claude Lamberty	96
Expulsions d'élèves	7736	Fred Keup	90	Impact de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA)	7752	Marc Spautz	97
Épreuves communes dans l'enseignement fondamental	7737	Martine Hansen	91	Transport des prisonniers	7753	Marc Goergen	97
Rond-point à Sandweiler	7738	Marc Lies	91	Énergie atomique	7754	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Contrôles du Fonds national de solidarité	7739	Marc Goergen	91	Indépendance de la presse	7756	Diane Adehm, Laurent Mosar	97
Taxe canine	7740	Marc Goergen	92	Règlement grand-ducal relatif au contrôle des exportations	8288	Gilles Roth, Laurent Mosar	98
Respect du couloir de secours	7742	Mars Di Bartolomeo	92				
Quatrième dose du vaccin contre la Covid-19	7743	Jeff Engelen	92				

Devis pour des analyses de biologie médicale non inscrites dans la nomenclature | Question **7536** (31/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Doktere kënnen Ordonnancë fir Analysen am Labo verschreiwen, déi net vun der CNS rembourséiert ginn. An deem Fall hätt de Labo laut Artikel 12 vun der Konvention tëscht der Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales an der CNS d'Flicht, fir de Patient iwwert d'zousätzlech Käschtchen ze informéieren.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi muss dës Estimatioun vum Coût global formuléiert sinn? Geet eng verbal Estimatioun duer oder muss de Patient dës schrëftlech kréien?
2. Am Fall wou de Patient oder d'Patientin net iwwert dës zousätzlech Käschtchen informéiert gi wier, u wie misst en sech wenden?
3. Wat gëtt am Fall gemaach, wou de Prestataire keng schrëftlech Tracen huet, déi beweisen, dass en eng Estimatioun ginn huet?
4. Wéi vill esou Litigé sinn aus de vergaangenen 10 Joer bekannt?

Réponse (02/03/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Dispositiounen am Artikel 12 vun der Konvention tëschent der Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) an der nationaler Gesondheetskeess (CNS) gesinn d'Prozedur vir, déi muss agehale ginn, wann d'Ordonnance vun engem Dokter eng Laboanalyse virgesäit, déi just zu engem Deel oder guer net vun der Krankeversécherung ofgedeckt ass.

Laut dësen Dispositiounen ass et um Assuré, de Laboratoire no enger Schätzung vun de Gesamtkäschte fir déi verschriwwen Analysen ze froen. Op Basis vun dëser Ufro ass de Laboratoire verpflichtet, d'Schätzung vun de Gesamtkäschte matzedeelen an déi betraffe Persoun iwwer d'Modalitéite vun der Prise en charge ze informéieren. Den Artikel 12 beseet allerdéngs net, ob dës Informatioun muss schrëftlech oder mëndlech matgedeelt ginn. Den Assuré kann awer natierlech froen, fir et schrëftlech matgedeelt ze kréien.

ad 2. Am Fall, wou den Assuré eng Rechnung vum Laboratoire kritt, ouni virdrun iwwer d'Schätzung vun de Gesamtkäschten, déi net vun der Krankeversécherung ofgedeckt sinn, informéiert ginn ze sinn, huet hie folgend Méiglechkeeten:

- d'Rechnung beim Laboratoire ze contestéieren an am Fall vun enger Prozedur, fir d'Suen erëmzekeréien, d'Begrënnung vun der Rechnung no allgemengem Recht virun den Zivilgerichter unzefechten;
- d'Fakten, déi méiglecherweis eng Violatioun vun de konventionellen Dispositiounen nowiesen, dem Service „Lutte contre les abus et la fraude“ vun der CNS matzedeelen, deen dann eventuell kann d'Commission de surveillance op Basis vum Artikel 73 vum Code vun der sozialer Sécherheet saiséieren;
- sech un de Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé wenden, dee mat den zwou Parteie ka verhandelen, fir eng Léisung ze fannen;
- sech un de Service national du médiateur de la consommation wenden.

ad 3. Laut den Dispositiounen vun der Konvention FLLAM-CNS läit d'Beweislaascht beim Laboratoire, deen de Beweis am Aklang mam allgemenge Recht muss virleeën.

ad 4. Zanter 2017 hat de Service „Lutte contre les abus et la fraude“ vun der CNS an der Moyenne een Dossier pro Joer an deem Zesammenhang.

Cours de natation à l'École de police | Question **7580** (09/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Eisen Informatiounen no fannen zënter geraimeger Zäit keng Schwammcoursé méi an der Policeschoul statt, an dat, obwuel dës Coursen ëmmer feste Bestanddeel vun der physischer Ausbildung vun engem Polizist waren. Dat selwecht gëllt fir de Rettungsbrevet, dee gebraucht gëtt, wann een an d'Waasser gefall ass a misst gerett ginn. Och dësen ass net méi Deel vun der Ausbildung.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir bannen-zeig Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass aktuell weeder Schwammcoursen, nach de Rettungsbrevet am Waasser, um Ausbildungsprogramm vun der Policeschoul stinn? Wa jo, firwat?

2. Wa jo, ass ugeduecht, dës Coursen nees an de Programm opzehuelen?
3. Wann nee, wat sinn d'Ursaachen dofir, dass dës Coursen net méi ugebuede ginn?

Réponse (06/03/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 3. Aktuell sti keng Schwammcoursen an och kee Rettungsbrevet am Waasser um Programm vun der Ausbildung vun de Policestagiairen. An der aktueller Ausbildung vun de ville Stagiairen, déi dank dem Recrutement renforcé an der Police sinn, läit den Akzent op de Matière, déi dem Stagiaire et erlaben, op d'Missionen an d'Kärkompetenze vum Polizist virbereet ze ginn. Zudeem misst d'Police, fir sou Coursen ze assuréieren, extern Schwamminfrastrukture lounen an ee groussen Zäitopwand, fir d'Trajeten aus der Schoul an d'Schwämmen an nees zréck anzeféieren, a Kaf huelen.

ad 2. An der aktueller Situatioun vum Recrutement renforcé an dem Agencement vun der Formatioun op 1 Joer an der Schoul an 1 Joer um Terrain, wäerten dës Coursen net ugebuede ginn.

Nouvelle version du projet de contournement de Bascharage | Question **7706** (03/03/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Madame et Monsieur les Ministres ont communiqué le 2 mars 2023 au sujet de la présentation aux collègues échevinaux de Sanem et de Bascharage d'une nouvelle version du projet de contournement de Bascharage. Selon ce nouveau projet, le tracé passerait du côté de Sanem, longerait le Bobësch et passerait en dessous de la zone Natura 2000 par un tunnel débutant avant le site d'une société de travaux publics pour ressortir à hauteur des zones d'activité de Bascharage. Selon les ministres, il s'agirait « de réduire considérablement l'impact sur les zones de loisirs et sur la zone protégée Natura 2000 ». Des études supplémentaires sont annoncées.

Selon ma compréhension, les annonces publiques de Madame et Monsieur les Ministres font que nous sommes de toute évidence devant un tout nouveau projet, notamment parce que l'ajout d'une nouvelle variante n'a pas encore été soumise à une étude d'impact environnemental. Le communiqué officiel mentionne entre autres qu'il ne s'agit plus « seulement d'une route supplémentaire, mais que les localités situées aux alentours de la nouvelle infrastructure puissent également apaiser durablement leurs centres-villes » et qu'il s'agit « d'apaiser le trafic des localités de Sanem, Bascharage et Niederkorn, d'améliorer l'accessibilité de la zone d'activité nationale, d'éviter que la route nationale N5 soit conçue comme un axe radial d'entrée en ville de Luxembourg, de protéger le Bobësch, la zone Natura 2000 ainsi que la zone de détente des deux localités de Sanem et Bascharage ». Incontestablement, ces éléments diffèrent de façon substantielle du projet initial.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) Quel sera l'impact de ce nouveau projet sur la procédure APS-APD concernant le contournement de Bascharage qui est actuellement en cours et qui a débuté en 2016 ?

2) Quel sera l'impact de ce nouveau projet sur la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage, justifiée entre autres par des valeurs NO_x de 80 mg/m^3 ?

3) Ne pensez-vous pas nécessaire de recommencer à zéro toute la procédure, en commençant par une nouvelle étude d'impact environnemental à présenter à un débat de consultation publique selon les dispositions d'Aarhus ?

Dans le contexte du même projet de contournement, j'aimerais encore poser les questions suivantes :

4) Quel sera le sort de l'autorisation « passage à faune » donnée par la Ministre de l'Environnement le 19 novembre 2020 et qui a été contestée par l'initiative citoyenne BIGS et des habitants concernés devant le tribunal administratif ? Cette autorisation ne deviendrait-elle pas obsolète d'après les nouveaux plans présentés ?

5) Pourquoi l'autorisation susmentionnée est-elle toujours présentée comme applicable, alors que, même au vu des plans originaires du PNM présentés au printemps 2022, prévoyant à côté du tracé à travers le Bobësch et la zone Natura un rond-point devant la gare de Bascharage, un abaissement conséquent du CR110 pourtant à la base du projet « passage à faune » n'aurait plus été nécessaire ?

Aussi, en décembre 2022, le Ministère des Travaux publics a fait procéder, sous l'abri de l'autorisation susmentionnée et avec l'appui du moins tacite du Ministère de l'Environnement, à l'enlèvement de 4 arbres anciens à potentiel d'habitats de chiroptères, afin de déplacer à cet endroit une conduite de gaz dans l'intérêt de la mise en service d'un four supplémentaire pour une usine locale au mois de février.

Au vu de ce qui précède, je voudrais encore poser la question suivante :

6) Où en sont ces travaux de conduite à gaz ? Est-ce que le four de l'usine en question a été entre-temps installé et mis en service ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse (18/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

En parallèle aux études de l'avant-projet détaillé, des réflexions ont été menées afin de vérifier si un tracé alternatif avec un impact considérablement moindre pour la zone Natura 2000 et le « Bobësch » pourrait être identifié.

Suite à un avis juridique, le Gouvernement va réévaluer dans les prochaines semaines et mois la situation avant d'entamer les prochaines étapes de la procédure d'autorisation concernant le contournement.

ad 1) et 3) Nos services travaillent actuellement intensément sur le projet de contournement de Bascharage ainsi que sur un échéancier correspondant qui permettra de garantir aux habitants de la région non seulement un apaisement du trafic, mais également de conserver aux mieux les espaces naturels avoisinants.

Afin de garantir la participation effective du public au processus décisionnel, tout nouveau projet entraînerait une nouvelle procédure avec consultation du public.

ad 2) La valeur limite de la directive 2008/50/CE – transposée par règlement grand-ducal du 29 avril 2011 portant application de la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe – excédée en 2016, est de $40 \mu\text{g NO}_x/\text{m}^3$ sur une année civile, donc nettement inférieure à celle avancée par l'honorable Députée. Les émissions en oxydes d'azote (NO_x) sont en baisse à Bascharage, tout comme dans le reste du pays. Il est renvoyé à la campagne de 2022 de l'Administration de l'environnement, dont le rapport complet est disponible sur <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2023/04/resultats-de-la-campagne-de-mesurage-de-dioxyde-dazote-n02-de-2022.html>.

Une adaptation de la loi précitée sera proposée si une telle s'avérerait nécessaire.

ad 4) et 5) L'autorisation en question a été demandée afin de construire un passage à faune enjambant le chemin repris CR110 et de relier ainsi le « Bobësch » au « Zämbësch » pour assurer la continuité écologique entre ces forêts. L'autorisation tient également compte du gabarit nécessaire pour y aménager une voie cyclable sécurisée et séparée du trafic routier dans la montée entre la gare de Bascharage/Sanem et la route d'Esch au sud du « Bobësch ».

Une autorisation pour un projet reste valable jusqu'à ce qu'elle devient caduque. Il va de soi que disposer d'une autorisation ne contraint pas à réaliser le projet en question et que toute adaptation du projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

ad 6) Actuellement, la pénurie de matériaux entraîne des retards dans la livraison des éléments à installer. À ce sujet, les responsables de l'usine ont fait savoir que la mise en service du nouveau four accuse également un retard par rapport aux objectifs initiaux.

.....
« Science Center » à Differdange | Question 7707 (06/03/2023) de **Mme Diane Aehm** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut engem rezente Presseartikel huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Finanzinspektioun ageschalt fir ze klären, a wéi wäit de Science Center zu Déifferdeng op engem Firmegeflecht baséiert, dat ronderëm säin Direkter opgebaut ass respektiv op dës Persoun zougeschnidden ass.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

Spezifesch zu dem beschriwwene Firmegeflecht:

– Zu wéi engem Moment gouf et déi éischt Verdachtsmomenter a Bezuch op d'Governance vum Science Center respektiv d'Firmegeflecht hannendrun?

– Wouranner hunn déi Opfällgekeete bestanen?

– Wéi huet de Ministère reagéiert a wie gouf doriwwer informéiert?

– Wéi eng laangfristeg Moossname si geplangt, fir d'Governance vum Science Center ze verbesseren?

– A wéi wäit hunn déi aktuell Zweiwelen un der Governance en Impakt op de Betrib vum Science Center an op déi zukünfteg Finanzbäihëllefen?

Ganz allgemeng zu der Relatioun tëschent dem Science Center an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend:

– Besteet eng Prozedur, iwwer déi de Ministère d'Notzung vun de Finanzbäihëllefe fir de Science Center kontrolléiert?

• Wa jo, wéi ginn déi Kontrolle praktesch ëmgesat a vu wem ginn se duerchgefouert?

• Wann net, firwat net?

– Wien ass responsabel fir d'Zusammesetzung vum Verwaltungsrat vum Science Center?

• Wien nennt d'Leit op déi respektiv Posten?

Réponse (11/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech soen den honorabelen Deputéierte Merci fir hir parlamentaresch Fro, déi et erlaabt, eng Rei vu Kloerstellungen a Bezuch op de Luxembourg Science Center ze maachen.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) huet zwou Zorte vu Konventiounen mat der ASBL Luxembourg Science Center – Groussgasmachinn (LSC). D'niéft financéiert de Science Center sech duerch aner effentlech a privat Gelder an huet och Recetten duerch de Verkaf vun Entréesticketen.

Déi éischt Konventioun betrëfft d'Aktivitéite vum LSC. Hei contribuëiert de MENJE zum Finanzement vum Science Center mat enger finanzieller Ënnerstëtzung. Bei der zweeter Zort vu Konventiounen financéiert den Educatiounsministère d'Acquisitioun vun den Experimentalstatiounen, déi am Science Center gewise ginn.

Den Educatiounsministère huet am Fall vu béide Konventiounen an deene vergaangene Joren déi Prozeduren a Kontrollen applizéiert, déi am Fall vun enger Collaboratioun mat enger ASBL am Kader vun enger Konventioun virgesi sinn.

Am Kader vun de Statiounen, déi gebaut goufen, huet de MENJE am Virfeld en Devis vun de Käschte kritt a virum Ausbezuelen am Detail d'Opschlësselung vun den Depensé fir all Statiounen iwwerpréift. D'Depensé louchen dobäi am Kader vun deem, wat fir vergläichbar Installatiounen facturéiert ginn ass. Insgesamt goufen 90 Statiounen bezuelt mat engem Gesamtmontant vu 5.464.452 EUR tëschent de Joren 2016 an 2022.

Am Kader vun der Konventioun, déi d'Aktivitéite vum LSC ofdeckt, huet d'ASBL all Joer d'Decompten eragereecht, déi iwwerpréift gi sinn. De Finanzement louch am Joer 2022 bei 2.862.500 EUR; an dësem Budget sinn 63 % Personalkäschten abegraff.

Um Niveau vum Contrôle vun de Finanzen vum LSC kann zeréckbehale ginn, datt d'Depensé vun der ASBL dokumentéiert waren, vun der ASBL justifiéiert goufen an am Verglach mat aneren Aktivitéiten net exagéiert waren.

Parallèl dozou huet sech d'Zesummenaarbecht mat der ASBL allerdéngs als schwierig erweisen, well et an der Gestuon un Transparenz a Professionalismus gefeelt huet. Den LSC huet sech iwwer d'Jore regelméisseg net un d'Prozeduren gehalen, an ass da vun de Servicer vum Educatiounsministère an dem Contrôle financier vum Finanzministère dorop higewise ginn.

Dëst Verhalen huet den Educatiounsministère uganks 2022 dozou beweegt, fir a Gespräicher mat dem LSC iwwert déi zukünfteg Gouvernance vum LSC ze trieden. Konkreet ass et dem MENJE doréms gaangen, am Fall vun engem bedeitende staatlechen Investissement an d'Infrastruktur vum LSC, och déi staatlech Kontroll iwwer d'Aktivitéite sécherzestellen. Och gouf iwwer aner Rechtsforme fir d'ASBL Luxembourg Science Center – Groussgasmaschinn geschwat.

Am September 2022 ass den Educatiounsministère vun engem Member vum Conseil d'administration vum LSC confidentiel kontaktéiert ginn, dee follgend Virwërf erhuewen huet:

– De President vun der ASBL géing sech e Salaire als Direkter vum LSC ausbezuere loossen, iwwer deen de Verwaltungsrat net am Bild war.

– De President géing eng ontransparent Finanzgestioun maachen.

– D'Propriétés intellectuelles vun de Statiounen an Aktivitéite vum LSC géinge weiderhi bei där Sociéité leien. Domat wier den LSC strukturell a laangfristeg un déi Sociéité gebonnen.

– De Conseil vun der ASBL wier just marginal an de Fonctionnement vun der ASBL agebonnen a wier net genuch um courant, wat grouss Decisiounen ueget. D'Membere vun der ASBL géinge praktesch exklusiv aus Persoune bestoen, déi an engem Ofhängegkeetsverhältnis zu dem President vun der ASBL géinge stoen.

Déi erhuewe Virwërf leien um Niveau vun der Gouvernance vun der ASBL a vun der Notzung duerch d'ASBL vun de Ressourcen, déi vun der öffentlecher Hand zur Verfügung gestallt gi sinn. Béid Elementer ënnerleien der direkter Verantwortung vum Verwaltungsrat vun der ASBL.

Béid Elementer entzéien sech allerdéngs och de Prozeduren, déi et beim Staat gëtt fir de Contrôle vun Aktivitéiten, déi am Kader vu Konventiounen finanziert ginn.

Aus deem Grond huet den Educatiounsministère de Membere vum Verwaltungsrat vum LSC den 10. September 2022 matgedeelt, dass eng weider Zesummenaarbecht nëmmen ënnert follgende Konditiounen méiglech wier:

– Keen Interessenskonflikt méi um Niveau vum President vum Verwaltungsrat.

– Opléise vun de Relatiounen tëscht dem Science Center an der Sociéité, déi dem President vum Verwaltungsrat gehéiert.

– Kloeerstellen, dass d'Propriétés intellectuelles vun de Konzepter a Statiounen beim Science Center leien.

– Presenz vum Staat an der Gouvernancstruktur vum Science Center.

De Verwaltungsrat huet sech kuerz duerno schréiftlech un de Ministère adresséiert an e Konstrukt proposéiert, an deem d'ASBL de Besëtzer vun der Sociéité gi wier, ouni dass béid Strukturen zesummegefuert gi wieren, an ouni dass den Interessenskonflikt vum President vum Verwaltungsrat vum LSC opgeléist gi wier.

De Ministère huet op en Neits ënnerstrach, dass kloer an transparent Strukturen sollte geschaf ginn an huet, fir Kloeerheet an den Dossier ze kréien, d'Finanzinspektioun via de Finanzministère ageschalt. Enn Dezember ass d'Demande erausgaang, fir déi aktuell Struktur vum LSC ze analyséieren a Propositionen zu der zukünftiger Gouvernance ze maachen. Déi Analys ass den Ament nach amgaang.

Op Basis vun där Analys wäert de Ministère dann decidéieren, ob a wéi eng Moosnamen ze ergreifen sinn.

Contournement de Bascharage | Question 7708 (06/03/2023) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

Den Här Mobilitéitsminister huet viru Kuerzem eng nei Variant fir de Käerjenger Contournement an d'Gespräich bruecht, obschonn d'Aarbechten un där Strooss, wéi si an engem Gesetz vum 17. Juli 2018 decidéiert goufen, elo geschwé sollten ufänken. Dobäi ass déi Iddi vun engem Tunnel nees opgegraff ginn, déi mir nach den 3. November 2020 an der Question parlementaire 3089 virgeschloen haten. Et war eist Uleies, fir d'Naturschutzgebitt duerch de Bau vun engem Tunnel ze schouwen. Den Här Mobilitéitsminister hat dat awer a senger Äntwert op déi Fro refuséiert: „De 17. Juli 2018 huet d'Chamber mat 56 Jo-Stëmme, also mat ganz breeder Majoritéit, d'Finanzéierungsgesetz fir de Contournement vu Käerjeng gestëmmt. Do virdu sinn iwwer 10 Joer laang vun zwee verschiddene Ministere vill Variante studéiert ginn, dorënner och eng Null-Variant, an e Bierg vun Etüde produziéiert ginn. Et goufen och vill Biergerversammlungen organiséiert an d'Gemenge konnten hir Doleancen duerch hir Avisen abringen. Et gëtt keen neie Moment, an de Minister waart, sou wéi e verflucht ass, wann den éischte Pouvoir e Gesetz gestëmmt huet, fir dee Contournement och elo ëmzesetzen.“ Et sief nach ënnerstrach, dass, aus Grënn vum Naturschutz, d'ADR dat Gesetz vum 2018 net mat gestëmmt hat. Et ass awer onëmstridden, dass déi ugespaant Verkéierssituatioun zu Käerjeng eng séier Léisung brauch.

Datt déi Iddi vun engem Tunnel elo vun der Säit vun der Regierung an d'Spill bruecht gëtt, werft eng Rei Froen op, déi mir dann och dem Här Verkéiersminister wëlte stellen:

1. Doduerch, dass d'Regierung elo eng Tunnelvariant fir de Käerjenger Contournement proposéiert, riskéiert dee Projet, grouss Retarden ze kréien. Wéi gesäit deen neien Zäitplang vun der Regierung aus? Gëtt en neit Gesetz op den Instanzewege bruecht? Wat geschitt mat deene Virbereedungsarbeiten, déi bis elo geleescht goufen?

2. Goufen Terrainen fir den aktuelle Projet kaf? Wat geschitt mat deenen Terrainen?

3. Wéi eng Konsequenzen huet deen neie Projet op d'Parksituatioun op der Käerjenger Gare? Ass nach dru geduecht, fir do e Park&Ride opzerrichten?

Réponse (18/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro froen déi Hären Deputéiert Informatiounen iwwer de Käerjenger Contournement.

Zum Zäitpunkt vun Ärer leschter parlamentarescher Ufro zu deem Thema virun zwee an en halleft Joer gouf et keng nei Momenter. Dëst huet sech awer an de leschten 8 Méint geännert.

Et läit ee juristeschen Avis vir, deen d'Regierung invitéiert, d'Situatioun nei ze beurteilen, éier d'Geneemegungsprozedur vum Contournement ofgeschloss gëtt. Genee dat wäert elo an den nächste Wochen a Méint geschéien.

Dobäi gëtt ee Groussdeel vun den Terrainen, déi bis elo kaaft goufen, och fir am Fall vun enger neier Variant brauchbar.

Den aktuelle Stand vun den Etüdë fir eng Alternativ zum aktuellen Tracé léisst et nach net zou, fir iwwert Retarden, Baukäschten oder den Uschloss un de P&R um Arrêt Bascharage-Sanem ze schwätzen.

Meng Servicer schaffe momentan intensiv um Projet Contournement vu Bascharage, souwéi un engem entsprecheden Zäitplang, deen den Awunner aus der Region net just eng zousätzlech Strooss an eng Verkéiersberouegung, mee och ee méiglechst intakte Bësch garantéiert.

Pont de Wormeldange | Question 7709 (06/03/2023) de Mme Octavie Modert | M. Léon Gloden | M. Max Hengel (CSV)

D'Wuermerbréck tëscht Wëncher a Wuermer a Richtung Lëtzebuerg ass zënter leschem Mëttwoch gespaart. Dofir wäiche vill Frontalieren op d'Wellenerbréck aus oder probéieren, iwwert d'Josef-Schnuch-Strooss vu Wellen op Gréiwemaacher ze fueren. Dëst féiert zu onmoossege Réckstauen a Richtung Gréiwemaacher. Och d'Schoulbusse vun Temmels a Wellen a Richtung Nettel an aner Linnebusse si betraff, a musse pro Faart mat iwwer 30 Minutte Verspéidung rechnen.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung d'Kooperatioun an d'Koordinatioun mat eisen däitschen Noperen ze verbesseren?

2. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir deem Stau entgéintzewierken? Kéinten do och Hiweisschëlde op Lëtzebuerger Säit opgestallt ginn?

3. Firwat informéiert d'Regierung d'Leit net konsequent driwwer, dass d'Strooss tëscht Onsdorf an Tawer no laangen Aarbechten rëm op ass, an als Auswäichméiglechkeet dénge kann?

Réponse (13/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vun den Aarbechten un der Wuermer Grenzbréck ass d'Verkéiserskonzept an enger Kooperatioun mat den däitschen Autoritéite vum Landesbetrieb Mobilität (LBM) Trier analyséiert a festgehal ginn.

Hei gouf sech gemeinsam op déi bescht Léisung am Sënn vun der Sécherheet vun alle Betreffene gëeene, soudass ee schonn haut vun enger gudder Kooperatioun tëscht deenen zwou Säite ka schwätzen.

ad 2. De Stau entsteet haaptsächlech zu den Hauptverkéiserszäiten an de Moiesstonnen a Richtung Lëtzebuerg.

Aus deem Grond sinn och Hiweis- an Deviationschëlde, op Basis vun dem analyséierte Konzept, op der däitscher Säit opgericht ginn.

Well déi zréckbehale Léisung awer zu bedeitende Komplikiatiounen am Verkéisier gefouert huet, hunn den LBM Trier an d'Stroossebauverwaltung nei Optiounen analyséiert, fir de Verkéisierfluss, haaptsächlech an den Haaptstousszäiten, ze optiméieren.

Zënter dem Méindeg, 27. Mäerz 2023, ass d'Wuermer Grenzbréck dowéinst all Dag ab 6.00 Auer moies fir 4 Stonnen a Richtung Lëtzebuerg befuerbar an ab 10.00 Auer a Richtung Däitschland. Just während der Ëmstellung vu der Signalisatioun (wann d'Fuerrichtung ëmgedréint gëtt), mussen d'Grenzbréck an déi ugrenzend Stroossen an déi zwou Richtunge fir ongeféier 10 bis 15 Minutte gespaart ginn.

ad 3. Meng Servicer sinn territorial net kompetent fir d'Berichterstattung vu de Verkéisierregelungen am noe Grenzgebitt (op der däitscher Säit).

Compensation fiscale du Luxembourg en faveur des régions frontalières | Question 7710 (06/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Plusieurs élus lorrains et allemands viennent de signer une tribune pour réclamer une « compensation fiscale pérenne » du Luxembourg à ses voisins et plus particulièrement en faveur des régions frontalières. Selon eux, notre pays devrait verser plusieurs centaines de millions d'euros par an.

Cette compensation se justifierait selon les auteurs par la présence de 53.000 travailleurs allemands et 117.000 travailleurs français sur le marché de l'emploi luxembourgeois, et la retenue d'impôt sur les traitements et salaires qui reviendrait entièrement à notre pays.

Il est fait en outre référence à la compensation entre le Luxembourg et la Belgique dite « compensation Martelange » ainsi qu'aux accords entre la France et la Suisse (Genève). Sans être nouvelle, cette initiative se veut être plus pressante et plus détaillée que celles qui ont précédé.

Le Gouvernement luxembourgeois a traditionnellement répondu à ces revendications en se référant aux projets de codéveloppement et de cofinancement d'infrastructures utiles pour les frontaliers.

Dans l'intérêt de la cohésion sociale au sein des entreprises et d'un échange basé sur les faits, les soussignés voudraient savoir de Monsieur le Premier Ministre, respectivement des départements ministériels compétents :

1) Quels sont les projets de codéveloppement et de cofinancement actuellement en cours entre le Luxembourg et les régions frontalières française, allemande et le cas échéant, belge ?

2) Quelle est la part des travailleurs frontaliers français et allemands dans le produit de l'impôt sur les salaires et quel est le pourcentage de ces travailleurs qui ne paient pas d'impôts ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un état des lieux détaillé et actualisé sur tous les éléments de l'échange transfrontalier incluant notamment le très fort engagement de l'État luxembourgeois en matière de sécurité sociale s'impose et permettrait d'éviter une discussion tronquée et unilatérale ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Corinne Cahen**, Ministre à la Grande Région | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) En ce qui concerne le transport public routier par bus, le Luxembourg finance et exploite 33 lignes transfrontalières vers la France, la Belgique et l'Allemagne. Celles-ci sont complétées par une ligne de Luxembourg vers Bitbourg qui est cofinancée entre le Luxembourg et l'opérateur allemand et par 4 lignes du TEC qui sont organisées, financées et exploitées par le versant belge.

Le coût total du financement supporté par le Luxembourg pour l'exploitation des lignes de bus transfrontalières est de 56 millions d'euros par an (soit 27, 11 et 18 millions pour les lignes circulant vers la France, la Belgique et l'Allemagne).

Pour ce qui concerne le volet ferroviaire :

– Le protocole d'accord de 2018 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France et son avenant de 2021

prévoient une série de projets ferroviaires sur le sillon lorrain entre Metz et la frontière luxembourgeoise. Le Grand-Duché de Luxembourg cofinance à hauteur de 50 % (ce qui équivaut à 220 millions d'euros) une optimisation des blocs de ligne, un renforcement de l'alimentation caténaire, la restructuration du plan des voies de la gare de Thionville, la suppression des passages à niveau et l'allongement des quais des gares entre Metz et la frontière afin de pouvoir circuler avec des trains de 250 mètres de long. Le programme prévoit également la construction d'un sas fret à l'entrée du triage de Bettembourg-Dudelange et qui va s'étendre sur quelques kilomètres côté français.

Ces projets permettront de garantir à terme une circulation jusqu'à dix trains par heure et par direction en heure de pointe. Afin d'augmenter la robustesse de cette cadence, le protocole et son avenant prévoient également le cofinancement du système de conduite semi-autonome (Automatic Train Operations, ATO) pour l'infrastructure au sol. Au niveau des équipements connexes, le protocole prévoit également la construction de P+R au niveau de certaines gares principales comme Thionville, mais aussi Longwy, et la construction d'un atelier de maintenance pour les rames circulant vers le Luxembourg depuis Metz.

– Pour les projets de cofinancement avec l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg cofinance (pour un montant de 8 millions d'euros) la réactivation de la ligne ferroviaire « Weststrecke » pour le contournement ouest de Trèves.

– Pour nos relations avec la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg participe indirectement à une étude de potentiel réalisée par la SNCB et les CFL afin de définir les besoins futurs en offres ferroviaires sur les lignes Luxembourg–Bruxelles et Luxembourg–Liège. Cette étude permettra aussi bien de définir les besoins en liaisons transfrontalières longue distance que le besoin en services régionaux pour les travailleurs frontaliers. Une attention particulière sera mise sur la nécessité en P+R le long de ces lignes ferroviaires.

Pour ce qui concerne le volet routier :

– Outre la promotion du transport par rail, le protocole d'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française prévoit la contribution du Luxembourg à la promotion des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage sur l'axe autoroutier Metz–Luxembourg. Le montant de cette contribution, qui se traduit par la mise en place de plateformes de covoiturage, la mise en œuvre d'un programme de parkings de regroupement à destination des covoitureurs ainsi que de parc relais et de gares routières, est fixé à 10 millions d'euros.

ad 2) Sur base des certificats salaire (ECSP) collectés en 2022 par l'Administration des contributions directes pour l'année fiscale 2021, la représentativité des frontaliers français et allemands par rapport au total de la Retenue sur les traitements et salaires (RTS) ainsi que la proportion de ces salariés ayant un impôt nul ou négatif peuvent être établies comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est à noter que ces chiffres recensent exclusivement les salariés (hors pensionnés). De même, les emplois occupés par les contribuables ne constituent pas nécessairement des équivalents temps plein. L'impôt retenu pris en considération s'entend avec application du crédit d'impôt pour salariés et du crédit d'impôt salaire social minimum.

ad 3) Les flux financiers regroupent – au moins – trois grandes catégories de dépenses et/ou non-recettes : les droits et acquis ; les mises à disposition et les

projets de codéveloppement. Un échange régulier au sujet du codéveloppement structurel et financier a lieu au sein du Comité interministériel pour la coopération transfrontalière (CICT). Ce sujet est également évoqué dans le cadre des instances de coopération intergouvernementales avec les pays voisins. Un état des lieux précis et exhaustif des échanges frontaliers en termes de flux financiers entre le Luxembourg et les pays limitrophes se heurte à certaines limites méthodologiques qui ne permettent pas d'avancer de chiffre global qui puisse rendre compte des interconnexions, financières et structurelles, au sein de la région.

Hausse des loyers par le Fonds du logement | Question 7711 (06/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut mengen Informatiounen krute verschidde privat Leit, déi Garagen a Gebailechkeete vum Fonds du logement lounen, de Loyer vun de Parkplazen an enger Keier ëm méi wéi 90 % an d'Luucht gesat, oni de reelle Grond fir dës Erhéijung matgedeelt ze kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Kann den Här Minister dës Haussé bestätegen?

– Firwat sinn d'Loyere vun de Garagen esou staark gehéicht ginn?

Réponse (17/04/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Jo, de Wunnengsbauminister ka bestätegen, dass et Haussé gouf.

Betreffend d'Haussé vun de Loyere vun de Garagen ass ze bemierken, dass 2020 eng nei Grille tarifaire vum Conseil d'administration validéiert ginn ass, an där d'Tariffer un de Marché ugepasst goufen, a säit deem gëtt déi Grille no a no ëmgesat.

Opgrond vun enger Analys vum Marché huet de Fonds du logement festgestallt, dass d'Loyere vun de Parkplaze substanzieel méi niddereg si wéi déi vum Privatmarché. Dëst ass och doru geschëllt, datt iwwer Jore keng Präisadaptatiounen gemaacht gi sinn an oft net emol en Index applizéiert gi war.

Et sief drun erënnert, dass dem Fonds du logement seng Haaptmissioun doranner besteet, abordabel Mietwunnengen ze schafen.

An deem Sënn erfëllt de Fonds du logement weiderhi komplett säi Rôle, fir de Stéit an der Prekaritéit ze hëllef.

Travail en prison | Question 7712 (06/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Les règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe prévoient, entre autres, que le travail en prison doit, dans la mesure du possible, améliorer la capacité de la détenu.e à se préparer à sa vie après sa sortie de prison.

Les États membres sont donc instamment encouragés à offrir du travail aux détenus.es, y compris une formation professionnelle, et à veiller à ce que l'organisation et les méthodes de travail dans les prisons soient aussi proches que possible de celles du travail similaire en dehors des prisons, afin de préparer les personnes concernées aux conditions de la vie professionnelle normale.

Il est souligné que le travail des détenus.es doit être rémunéré de manière équitable dans tous les cas.

De même, conformément aux règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe, les détenus.es qui travaillent doivent, dans la mesure du possible, être affiliés.es au régime national de sécurité sociale.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) En vertu de quel règlement grand-ducal l'article 27, paragraphe 2 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire est-il exécuté ?

2) En vertu de quelle base légale et selon quelle méthode le salaire horaire d'un.e détenu.e qui travaille est-il actuellement calculé ?

3) Est-ce qu'il est actuellement prévu d'ajuster la rémunération du.de la détenu.e qui travaille, en particulier compte tenu de l'augmentation du coût de la vie ?

4) Quel est l'impact actuel de l'augmentation du coût de la vie sur les prix des produits vendus en prison ? Les produits sont-ils actuellement vendus avec une marge bénéficiaire par rapport au prix d'achat et, si oui, à combien s'éleve-t-elle ?

5) De manière générale, quelles sont les mesures actuellement prévues pour éviter la pauvreté en prison et ne pas compromettre ainsi l'objectif de contribuer au processus d'insertion sociale des détenus.es en leur fournissant un travail ?

6) Est-ce qu'il y a actuellement des échanges avec d'autres ministères sur la question de savoir comment permettre aux détenus.es qui travaillent de cotiser à la Caisse de pension ? Si oui, à quel stade en est cet échange ?

Réponse (29/03/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) Afin de compléter la réforme pénitentiaire opérée, au niveau législatif, par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire et par la loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, divers projets de règlements grand-ducaux ont été introduits dans la procédure réglementaire, dont notamment le projet de règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires. Le sujet du travail et de la rémunération des détenus est réglé par les dispositions des articles 61 à 67 du chapitre IV de ce projet de règlement grand-ducal qui, à l'heure actuelle, est toujours en l'attente de l'avis du Conseil d'État.

ad 2) En attendant l'entrée en vigueur du projet de règlement grand-ducal mentionné à la réponse à la première question, les dispositions réglementaires du régime d'avant la réforme pénitentiaire sont toujours d'application, de sorte que le salaire des détenus est actuellement réglé par les dispositions de l'article 300 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, qui sera abrogé et remplacé par le futur règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires.

Le taux horaire auquel un détenu peut actuellement prétendre dépend du palier de rémunération dans lequel il se trouve. En principe, chaque détenu commence au palier 1 et est augmenté d'un palier tous les trois mois, le maximum étant le palier 7. Un détenu qui dispose de diplômes le qualifiant pour une tâche particulière peut être admis à commencer son activité dans un palier plus élevé. Un déclassement ne peut intervenir qu'à raison d'un palier par mois. La fixation du

palier se fait par décision du responsable de l'atelier ou par le coordinateur du service du travail, formation et enseignement des détenus, selon le palier concerné.

ad 3) Les paliers actuels fixant la rémunération des détenus seront révisés vers le haut dès l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal mentionné ci-dessus. Dans l'immédiat, le pécule de base journalier auquel chaque détenu peut prétendre a été augmenté de 25 % avec effet au 1^{er} janvier 2023 de 2,0 à 2,50 euros.

ad 4) Les prix de vente des produits disponibles pour les détenus à la cantine sont frappés par l'effet de l'inflation de la même manière que les produits en vente partout dans le commerce. Pour l'ensemble des articles proposés aux détenus, aucune marge bénéficiaire n'est ajoutée au prix de vente.

ad 5) D'abord, comme déjà mentionné par la réponse à la troisième question, le pécule de base journalier auquel chaque détenu a droit pour garder en bon état ses effets personnels et vestimentaires a été augmenté au 1^{er} janvier 2023.

Ensuite, pour réduire, respectivement supprimer certaines dépenses des détenus liées au séjour en prison, chaque détenu du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff bénéficie gratuitement de l'accès à la télévision et d'un réfrigérateur. Cette gratuité sera également introduite au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig sous peu.

En outre, chaque détenu du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig a droit à un poste de travail rémunéré, dans les limites du travail disponible. Concernant le travail au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 7503 du 24 janvier 2023. De façon générale, l'administration pénitentiaire met tout en œuvre afin de pouvoir offrir un maximum de postes aux prévenus.

Par ailleurs, il est rappelé que la participation des détenus à des mesures de formation ou d'éducation ouvrent droit à une rétribution financière au même titre que les postes de travail.

ad 6) Concernant la question de la sécurité sociale des détenus, il est renvoyé à la réponse du 19 août 2022 à la question parlementaire n° 6493, de laquelle il résulte que, au vu de la complexité de la question, elle est toujours en cours d'analyse avec les instances compétentes.

Comité des élèves | Question 7713 (06/03/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Den 23. August 2021 hat den Här Staatsminister e Projet vun engem groussherzogleche Reglement un de Staatsrot geschéckt, deen d'Aarbecht vun de Schülerkomiteeë soll encadréieren an notamment all Schülerkomitee, gestaffelt no der Gréisst vun der Schoul, soll en eenheetleche Budget zoudeelen. A senger ursprüngelecher Fassung sollt dësen Text no sengem deemolegen Artikel 23 fir d'Réntree 2021/22 a Kraaft trieden. Vu datt den Text zu deem Zäitpunkt awer nach um Instanzewe war, war dat net de Fall, idem fir dat aktuell Schouljoer.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, ob an a wéi engem Delai den uewen zitéierten Text fir d'Réntree am September a Kraaft trëtt, datt déi Responsabel um Terrain iwwert eng kloer Perspektiv verfügen, fir sech drop astellen ze kënnen?

Réponse (18/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den 23. August 2021 gouf de Projet vum Règlement grand-ducal un de Staatsrot geschéckt. Opgrond vum Staatsrot sengem Avis vum 18. Januar 2022 a verschiddene Consultatioune mat de Verrieder vun de Schüler an aneren Experten am Beräich vun der Schülerbedeelegung ass den Text ugepasst an op en Neits de 6. Juli 2022 deposéiert ginn. No engem zweeten Avis vum Staatsrot sinn nach lescht Upassunge virgeholl ginn, soudatt den neie Règlement grand-ducal elo am Laf vum Mount Abrëll 2023 am Journal officiel wäert publizéiert ginn.

Protection de la jeunesse | Question 7714 (06/03/2023) de M. Léon Gloden | Mme Octavie Modert (CSV)

De Jugendschutz an d'Jugendstroferecht zu Lëtzebuerg gesäit, am Kader vun eventuelle Strofdoten, eng Rei Schutzmesurë fir Jonker vir. Sou zum Beispill, wann de genauen Alter vun engem Jonken, deen net zu Lëtzebuerg registréiert ass, muss gekläert ginn. Am Fall vu berechtigten Zweiwel un der Ausso zum eegenen Alter kann d'Police eng Röntge vum Handgelenk virgesinn, fir dat ze iwwerpräiwen. An der Praxis gesäit d'Gesetz vum 10. August 1992 zur Protection de la jeunesse vir, dass de Jonken dat ka refuséieren. D'Police muss dann op eng eventuell Ordonnance vum Parquet waarden, fir dës Röntgen ze maachen. Falls et sech net ëm e Mineur handelt, spillt eng aner gesetzlech Basis am Kader vum Stroferecht. Doriwwer eraus feelt et an der Unisec zu Dräibuer un néidege Plazen, fir jugendlech Stroftäter ënnerzebréngen, wouropshin dës dann oftmals an eng vun den oppene Structure vum CSEE placéiert ginn.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi kéint d'Kooperatioun vu potentielle jonke Stroftäter mat der Police encouragéiert ginn?

2. Wéi kéint d'Police am Zweiwelsfall méi séier den Alter vun engem Jonken iwwerpräiwen?

3. Wéi oft kënn et vir, dass Jonker aus den oppene Structure vum CSEE, wou se placéiert gi sinn, fortlafen?

– Wéi oft handelt et sech dobäi ëm Jonker, déi eigentlech an der Unisec hätte solle placéiert ginn?

– Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir dat ze verhënnern?

Réponse (18/04/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Hei sief op d'Antwort zu der parlamentarescher Fro n° 6534 vum 22. Juli 2022 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup verwisen, an där d'Preventiouns-aarbecht an d'Jugendaarbecht vun der Police ausféierlech beschriwwen ginn.

ad 2. D'Röntge vum Handgelenk wäert an de meeschte Fäll de séierste Moya bleiwen, fir am Zweiwelsfall den Alter vu Jonken, déi net zu Lëtzebuerg enregistriert sinn, ze iwwerpräiwen. All aner Recherche an Ufro am Ausland, virausgesat et kennt een d'Referenzland, dauert méi laang.

ad 3. Et sief drop higewisen, datt d'Police grand-ducale keng Zuelen iwwert Jonker, déi aus oppene Structure fortgelaf sinn, féiert.

Als oppe Struktur vun der Kanner- a Familljenhëllef ass de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), wéi all aner Struktur aus dësem Beräich, vu Fuguë betraff.

Generell gëtt tëschent zwou Zorte vu Fuguen ënnerscheet. Engersäits kënn et vir, datt Jonker fir e puer Deeg aus dem CSEE fortlafen. Dës Fuguë stelle bal

ëmmer Versich vun deene Jonken duer, fir konkreet perséinlech oder familiär Problemer ze léisen. No e puer Deeg kommen déi Jonk selwer a fräiwëlleg nees zeréck an de CSEE.

Bei der zweeter Kategorie vu Fuguen handelt et sech ëm ganz laang Absencen aus dem CSEE, bei deenen déi Jonk net plangen, erëm zeréckzekommen. Dëst kënn vir, wa Jugendlecher sech net op d'Prise en charge am CSEE kënnen oder wëllen aloossen. Deelweis handelt et sech bei dëse Jonken ëm Jugendlecher, déi ouni Begleedung aus dem Ausland op Lëtzebuerg komm sinn a vu virera geplangt haten, weider an een anert Land ze reesen. Déi zweet Kategorie vu Fuguen ass allerdéngs ganz seelen. Iwwert déi genau Unzuel vu Fuguë féiert de CSEE keng Statistiken.

– D'Statistiken, déi vun der Justiz gefouert ginn, erlaben et net, dës Donnéeën kënnen unzeginn.

– Fuguë vu Jugendlechen aus Struktüre vum Jugendschutz sinn, wéi an der Fro 3 erkläert, eng Realitéit, déi sech aus dem schwierege Kontext ergëtt, an deem déi Jugendlecher sech befannen. Dofir gëtt et an deene Fäll keng allgemenggültig Léisung, mee et ass eng Fro vun der pädagogescher Prise en charge. Am CSEE entwéckelt een sech permanent weider, fir beschmeiglech op déi Realitéit kënnen ze reagieren, sief et duerch Formation continue oder Supervisioun.

Disparition de deux militants écologistes au Mexique et lien potentiel à une entreprise ayant son siège à Luxembourg | Question 7715 (06/03/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Le 15 janvier 2023, le représentant de la communauté indigène Aquila Antonio Díaz Valencia et l'avocat Ricardo Arturo Lagunes Gasca ont été portés disparus le long de la frontière entre les États de Colima et Michoacán. La disparition a été signalée après une réunion ayant comme sujet le non-respect par une entreprise sidérurgique d'Amérique latine des accords relatifs à leur mine de Las Encinas.

Par la suite, des experts de l'ONU ont exigé le 20 février 2023 des réponses sur le sort de ces deux défenseurs des droits humains disparus et ont exhorté le Gouvernement du Mexique à enquêter sur leur disparition. Sachant que l'entreprise concernée a son siège à Luxembourg, Messieurs les Ministres ont adressé fin janvier un courrier demandant des explications à celle-ci.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres de l'Économie et des Affaires étrangères et européennes :

– Messieurs les Ministres ont-ils reçu depuis lors une réponse de ladite société à leur lettre concernant la disparition d'Antonio Díaz Valencia et Ricardo Arturo Lagunes Gasca ?

– Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer le contenu de cette réponse ?

– Dans la négative, quelles seront les prochaines démarches entreprises par Messieurs les Ministres ?

Réponse (30/03/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Dans leur lettre conjointe, les ministères des Affaires étrangères et de l'Économie ont en effet exprimé leur grande préoccupation quant au sort de M. Díaz Valencia et M. Lagunes Casca. En rappelant les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU ainsi que les Principes directeurs de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises – notamment en ce qui

concerne la responsabilité des entreprises de prévenir ou atténuer les impacts négatifs sur les droits de l'homme qui sont directement liés à leurs opérations, produits ou services par leurs relations commerciales – les deux ministères ont demandé à l'entreprise d'aider les autorités locales à faire toute la lumière sur ces allégations très graves ainsi que d'indiquer les actions qu'elle a prises pour y répondre.

L'entreprise en question a répondu vers la mi-février en rejetant formellement toute spéculation selon laquelle Ternium ou sa filiale Las Encinas auraient eu un quelconque lien et a fortiori une quelconque implication avec les événements qui ont conduit à la disparition de M. Díaz Valencia et M. Lagunes Casca. L'entreprise précise vouloir continuer à coopérer pleinement avec les autorités mexicaines dans le cadre des enquêtes en cours et rappelle, dans sa lettre, son engagement pour les droits humains, notamment à travers son Code de conduite interne et des projets concrets sur place.

Le Ministère de l'Économie aussi bien que le Ministère des Affaires étrangères et européennes ont suivi cette affaire depuis le début, y ayant été sensibilisés par des ONG ainsi que par un courrier de la part des Nations Unies à ce sujet. La disparition des deux défenseurs des droits humains a également été soulevée lors d'une rencontre entre le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Vice-Ministre des Affaires étrangères du Mexique. Toutefois, il convient de rappeler que ce n'est pas le rôle des ministres de s'exprimer au sujet d'une entreprise mise en cause ou de se positionner à ce stade sur le fond de l'affaire, alors que des enquêtes locales semblent être en cours.

Le PCN (Point de contact national) luxembourgeois pour la conduite responsable des entreprises, bien qu'il n'ait pas été saisi d'une plainte, a également suivi d'embée cette affaire en contactant son homologue mexicain, qui n'a cependant pas pu apporter d'éléments pour le moment. En tout état de cause, suivant les règles de l'OCDE il appartiendrait au PCN mexicain de traiter une telle plainte, compte tenu du caractère exclusivement local, mexicain, de cette affaire.

Autorisation d'exercer la profession de médecin | Question 7716 (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

No de Revelatioun ronderëm eng Rei Dokteren, déi am Ausland verurteilt waren an d'Autorisation d'exercer verluer haten, ass bekannt ginn, datt dës Dokteren zum Deel weider zu Lëtzebuerg hire Beruff ausübe géifen, opgrond vun enger vun Ministère ausgestallten Autorisatioun. Gläichzäiteg schéngt et esou, wéi wann de Ministère dës Autorisatiounen nëmme mat vill Retard, wann iwwerhaupt, géif annulléieren, dëst obwuel dës Dokteren am EU-Ausland rechtskräfteg verurteilt goufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi vill Fäll, opgeschlüsselt no Joer a Grond, huet de Ministère zanter 2018 eng Autorisation d'exercer oferkant?

2. Wéi laang dauert esou eng Prozedur an der Moyenne?

3. Ass d'Madamm Ministesch zefridde mat dëse Prozeduren? Falls nee, wat géif si proposéieren ze änneren?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Opschlësselung no Joer, wou eng Autorisation d'exercer huet missen oferkant ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. + 3. Laut dem Artikel 15 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner, kann eng Suspensioun oder de Retrait vun enger Autorisation d'exercer gemaach ginn, wann den Dokter déi gesetzlech Konditiounen, fir eng Autorisatioun ze kréien, net méi erfüllt. De Minister, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, hält déi Decisioun, nodeems en den Avis vum Collège médical gefrot huet.¹

Ënner anerem gesäit den Artikel 16 (2) vum virzitéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 eng Prozedur vir, wou de Minister, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, mat direktem Effekt kann eng Autorisation d'exercer oferkennen, dëst virleefeg a fir eng Dauer vu maximal 3 Méint.

De Gesondheitsministère kann net präzis op d'Fro äntweren, wéi laang déi beschriwwen Prozedur dauert, well dat vun engem Dossier zum anere variéiert. Dat hängt z. B. och dovun of, ob de concernéierten Dokter zu deem Zäitpunkt nach op eisem Territoire exerzéiert oder net respektiv erreecht ka ginn. Wann dat de Fall ass, kënn nach eng Convocatioun beim Collège médical dobäi.

An der Reegel, wann dem Gesondheitsministère bis eng rechtskräfteg an definitiv Verurteilung aus engem aneren EU-Memberstaat virläit, kann déi gesetzlech Prozedur awer kuerzfristeg ofgewéckelt ginn.

Fir datt sou eng rechtskräfteg an definitiv Verurteilung dem Gesondheitsministère sou schnell wéi méiglech bekannt ass an dono eppes zu Lëtzebuerg ënnerholl ka ginn, ass et wichteg, datt déi europäesch Austauschplattform „IMI“ (Système d'information du marché intérieur) einwandfrei fonctionéiert. Dës Plattform verfuügt iwwer en Outil „IMI-Alerte“. Am Fall vun enger Verurteilung oder enger Aktivitéit, déi méiglecherweis e Risiko fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Patienten duerstelt, kann dëst iwwert den Alarmmechanismus vum Memberstaat, wou den Dokter praktizéiert, un d'Memberstate vun der EU notifiéiert ginn.

D'Servicer vun Gesondheitsministère verfolge den dës Notifikatiounen a sinn och an den Aarbechtsgruppen op europäeschem Plang vertrueden, fir d'Evolutiounen vun der Plattform „IMI“ ze suivieren.

Centre socio-éducatif de l'État | Question 7717 (07/03/2023) de **Mme Octavie Modert** | **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

Den 29. Mäerz 2022 ass, an enger gemeinsamer Reunioen vun der Justizkommissioun an der Educatiounskommissioun zu de Gesetzprojeten zum Jugendschutz an dem Jugendstroferecht, iwwert ee méiglechen Ausbau vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) diskutéiert ginn. An deem Kader hunn déi zoustänneg Ministeren erkläert, d'Struktüre wëllen ze verkleengeren an ze dezentraliséieren, fir sou ee besseren Encadrement vun de Jonken ze garantéieren. Aktuell ass de CSEE opgedeelt op dräi Sitten (Dräibuer, Schraasseg a Bueglenster), déi alleguer quasi ausgelascht sinn. De 6. Mäerz 2023 huet den Direkter vum CSEE dann an engem RTL-Interview confirméiert, dass d'Sitten zu Schraasseg oder Dräibuer kéinten ausgebaut ginn. Wéi den Direkter och sot, kënn et ëmmer nach vir,

¹ Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire, article 18

datt duerch de Plazmangel an der Unisec, Jonker op Schraasseg an de Prisong kommen. Dofir ass an der zoustänneger Kommissiounssëtzung am Mäerz 2022 gesot ginn, d'Unisec zu Dräibuer soll ausgebaut ginn.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Huet d'Regierung déi am Mäerz virgestallte Strategie vu méi klengen, dezentrale Sitte vum CSEE opginn?

– Wa jo, firwat?

2. Sollen um Site zu Dräibuer an Zukunft weiderhin CSEE an Unisec bestoen, oder awer just d'Unisec?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Regierung hält un hirem laangfristegen Entwécklungsprozess, fir d'Strukture vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) ze verklengeren an ze dezentraliséieren, fest. En dezentralen Encadrement erlaabt eng méi intensiv Prise en charge vun de Jonken a klenge Gruppen.

Fir säin Entwécklungsprozess ze garantéieren, sicht de CSEE weiderhin no kuerz- a laangfristegen infrastrukturelle Léisungen.

ad 2. D'Aussoen, déi den 29. Mäerz 2022 an der gemeinsamer Reunioun vun der Justizkommissioun an der Educatiounskommissioun zu de Gesetzprojeten zum Jugendschutz an dem Jugendstroferecht, iwwert ee méiglechen Ausbau vum CSEE gemaach gi sinn, gëllen nach ëmmer. Et huet sech näischt un der Approche, fir een zukünftige Centre pénitentiaire zu Dräibuer unze-sidelen an de CSEE ze dezentraliséieren, geännert.

Groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord | Question 7718 (07/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 23. November 2022 huet d'Gesondheitsministesch doriwwer informéiert, dass en Accord mat de Kardiologe vum Groupe cardiologique fonnt ginn ass, dass hir Aktivitéiten am Centre Hospitalier du Nord via Konventioun bis Enn Mäerz 2023 assuréiert sinn.

Des Weideren huet d'Gesondheitsministesch matgedeelt, dass Neiaustellung lafe géingen an dass an deem Kader Plazen ausgeschriwwen gi wiere vum Centre Hospitalier du Nord.

An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Ass eng Verlängerung vun der Konventioun mat de Kardiologen iwwert den Datum vun Enn Mäerz 2023 virgesinn?

– Si mëttlerweil nei Kardiologen am Centre Hospitalier du Nord agestallt ginn?

• Wa jo, wéi vill Kardiologe sinn agestallt ginn?

• Wann dat net de Fall ass, wat fir Konsequenzen huet dëst op de Fonctionnement vun der Kardiologie am Centre Hospitalier du Nord?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Nodeems een neie Kardiolog am Dezember agreéiert gouf an zënter Januar am CHdN schafft, huet de Verwaltungsrot a senger Reunioun am Mäerz dräi weider Kardiologen agreéiert.

Domadder sinn ab Abrëll 2023 véier Kardiologen an engem neie Grupp zesummen, fir d'Kardiologie-Aktivitéit am CHdN ze assuréieren. Doriwwer eraus hunn

dovunner dräi Kardiologen och eng Spezialisatioun an der interventioneller Kardiologie.

Nodeems den Agreement vun den Doktere vum ale Groupe cardiologique resiliéiert ginn ass an si net méi am CHdN agreéiert sinn, wäerten d'Konditiounen fir een Agreement am INCCI vun eenzelnen Dokteren net méi erfëllt sinn. Et opläit dem Verwaltungsrot vum INCCI, fir eventuell Decisiounen dozou ze huelen.

Eng Zesummenaarbecht mat den interventionelle Kardiologen am INCCI ass duerch den neie Grupp vun Doktere weiderhin assuréiert an d'Prozedure vum Transfert an der Prise en charge vum Patient si kloer.

Centre socio-éducatif de l'État | Question 7719 (07/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), deen sech ëm Jugendlecher këmmert, déi dacks mam Gesetz a Konflikt geroden, verdeelt sech mëttlerweil op dräi Sitten am Land. Engersäits ass gewosst, dass dës Strukturen iwwerfëllt sinn an um Limit schaffen.

Doriwwer eraus wier – eisen Informatiounen no – d'Situatioun an der Unisec katastrophal, vill Jugendlecher géife maachen, wat se wëllen, an dat quasi ouni Konsequenzen. Donieft heescht et, dass der Police an der Justiz d'Hänn gebonne wieren.

An deem Kontext wëlft ech der Madamm Justizministesch gär follgend Froen stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Jugendlechen, déi an de Strukturen vum CSEE ënnerbruecht sinn, si bis dato nach net mam Gesetz a Konflikt geroden?

2. An engem Zeitungsartikel heescht et, den Direkter vum CSEE hätt sech esou geäussert, dass mat Bléck op d'Nationalitéite vun de Jonken an de Strukturen d'Veerdeelung esou wier wéi an der Gesellschaft. Eisen Informatiounen no stëmmt dat net. Kann d'Madamm Minister mir soen, wéi eng Nationalitéiten – an och opgeschlüsselt no dem jeeweilige Prozentsaz vun deenen eenzelnen Nationalitéiten – an deene Struktur vertruete sinn?

3. Wéi dacks gouf d'Police am Joer 2022 op Dräibuer an d'Strukture vum CSEE souwéi an d'Strukture vun der Unisec geruff? Wat waren – opgeschlüsselt no de jeeweiligen Asätz – d'Grënn, firwat d'Police geruff gouf?

4. Wéi dacks gouf d'Police vum 01.01.2023 bis elo op Dräibuer an d'Strukture vum CSEE souwéi an d'Strukture vun der Unisec geruff? Wat waren – opgeschlüsselt no de jeeweiligen Asätz – d'Grënn, firwat d'Police geruff gouf?

5. Wéi dacks gouf Policebeamten zënter dem Ufank vun 2022 bis elo vu Jugendlechen an de Strukturen vun der Unisec a vum CSEE ugegraff?

6. Laut eisen Informatiounen géifen an der Unisec Drogen zirkuléieren. Wéi dacks sinn am Joer 2022 Droge konfiszéiert oder saiséiert ginn? Wéi dacks si säit 2023 Droge konfiszéiert oder saiséiert ginn?

7. Am Hibleck op déi – eisen Informatiounen no – katastrophal Situatioun an der Unisec: Wéi eng Verbesserungen envisagéiert d'Madamm Ministesch?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, e genaue Prozentsaz auszurechnen.

D'Majoritéit vun de Pensionnären, déi 2022 am stationäre Beräich vum CSEE betreit gi sinn, haten op d'mannst eemol ee Verhalen un den Dag geluecht, deen dem Gesetz no enger Infraktioun entsprach huet. Et sief preziséiert, dass e Verstouss géint e Gesetz net onbedéngt de Grond ass, firwat e Jugendlechen am CSEE ënnerkënnert.

ad 2. Et ergëtt sech follgend Opdeelung vun den Nationalitéite vun de Pensionnären, déi op d'mannst een Dag am Laf vum Joer 2022 am CSEE am stationäre Beräich opgeholl goufen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 3. bis 6. Mir verweisen op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro Nr. 5972 vum 22. Abrëll 2022 vum honorebelen Deputéierte Fred Keup an op d'parlamentaresch Fro Nr. 7479 vum 17. Januar 2023 vun den honorebelen Deputéierten Octavie Modert a Léon Gloden.

D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, eng automatiséiert Recherche op d'Virfäll, déi sech exklusiv op d'Strukture vum CSEE oder der Unisec bezéien, ze maachen. Bei dëser automatiséierter Recherche géifen all Policeinterventiounen an all Virfäll, déi ronderëm respektiv an der Lokalitéit Dräibuer geschitt wäeren, ugewise ginn.

ad 7. Wann d'Gesetzesprojeten Nr. 7991 iwwert d'Afëiere vun engem Jugendstroferecht an Nr. 7994 iwwert d'Assistance, d'Ënnerstëtzung an de Schutz vu Kanner, jonken Erwuessenen a Familljen, gestëmmt sinn, wäert d'Unisec en tant que tel net méi existéieren. Amplaz ass et virgesinn, eng adequat a spezialiséiert Struktur fir stroffälleg Jugendlecher ze bauen.

Luxembourg Science Center | Question 7720 (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vun direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugetrueden, déi zumindest Deeler aus dëse Revelatioun confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloosungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vun der Superdreckskecht erënnere, an e Gerant, dee Suen hin an hir réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wëlft ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froen stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, dass GGM 11 SARL de 6. Mäerz keng gültig Autorisation d'établissement hat?

2. Hat GGM 11 SARL de Ministère, wéi den Artikel 29 vum Gesetz iwwert d'Autorisation d'établissement et virgesäit, innerhalb vun 1 Mount iwwert den Doud vum Gérant technique informéiert?

3. Gouf GGM 11 SARL duerno eng temporär Autorisation, wéi am Artikel 29 virgesinn, ausgestallt?

Wa jo, gouf dës verlängert a wa jo, wéini?

Wann nee, zanter wéini ass d'Firma ouni Autorisation d'établissement?

4. Huet de Ministère déi am Gesetz virgesinnen Demarchen declenchéiert?

Réponse (11/04/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Sociétéit GGM 11 SARL huet säit dem 27.8.2022 keng Autorisation d'établissement méi. Et ass nom Doud vum Gerant keng Informatioun vun der

Sociétéit un d'Direktioun vum Mëttelstand erugedroe ginn. Deemno gouf och keng temporär Autorisatioun ausgestallt.

Luxembourg Science Center | Question 7721
(07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vum direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugedroeden, déi zumindest Deeler aus dese Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vum der Superdreckschécht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hier réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi een op myguichet.lu nokucke kann, huet d'Firma keng gültig Autorisation d'établissement. Huet e Procureur d'État sech mat der Affär saiséiert, wéi den Artikel 40 vum Gesetz iwwert d'Autorisation d'établissement et virgesäit?

2. Wéi schätzt d'Ministesch et an, datt eng Persoun Member vum Verwaltungsrot ass, déi vun der CSSF d'Honorabilitéit oferkant krut?

3. Ass et am Aklang mam Statut vum der Gemengennetzgeek, wa 15 vun 30 Memberen an engem Veräi fir deem säi gréisste Fournisseur schaffen an 10 weiderer fir de Veräi selwer, an domadder de Fournisseur de facto iwwert d'Zesummesetzung vum CA entscheede kann?

4. Ass et fir de Gerant vum enger gemengennetzgeger ASBL ubruecht, fir nieft enger Pai um Niveau tëscht engem Staatssekretär an engem Minister och nach eng Pai vun där hirem gréisste Fournisseur ze kréien? Gesäit d'Madamm Ministesch do kee potenziellen Interessenkonflikt?

5. Ass et fir ee Gerant vum enger gemengennetzgeger ASBL ubruecht, fir generéis Speeserechnungen unzehafen an dës vun engem Fournisseur vun deser ASBL bezuelen ze loossen?

Réponse (12/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Pressestell vum der Justiz huet kierzlech op Nofro vun engem Reporter präziséiert, dass eng Enquête préliminaire vum Procureur d'État ordonnéiert ginn ass.

ad 2. Am Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwer ASBLen a Fondatiounen ass kee Contrôle d'honorabilité virgesinn, deemno kann an deem Zesummenhang keng Aschätzung gemaach ginn.

Esou eng Kontroll soll awer fir d'Zukunft am Kader vum Gesetzentwurf 6054 virgesi ginn, souwuel fir ASBLen mat Gemengennetzgeekstatut wéi fir Fondatiounen.

ad 3. bis 5. Et gëtt am Gesetz vum 1928 nëmmen eng Dispositioun iwwer de Statut vum der Gemengennetzgeek, nämlech den Artikel 26-2, deem säi Wuertlaut ass:

« Les associations sans but lucratif qui poursuivent un but d'intérêt général à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, social, sportif ou touristique peuvent être reconnues d'utilité publique par arrêté grand-ducal. »

Eng ASBL mat Gemengennetzgeekstatut ënnersteet deemno deenen nämlechte Reegele wéi eng einfach ASBL, an do gëtt et am Gesetz keng Dispositioun, déi eng Limitatioun virgesäit, wat d'Memberen ueegt.

Administratore mussen hiert Mandat am Sënn vun der ASBL ausféieren, mee hei muss och erwänt ginn, datt et am Gesetz vum 1928 keng spezifesch Dispositiounen iwwer Interessenkonflikter gëtt.

Et ass awer virgesinn, dëst am Kader vum Gesetzentwurf N° 6054 iwwer ASBLen a Fondatiounen ze änneren. Am Artikel 67 vum Gesetzentwurf ass nämlech virgesinn:

« Seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les dirigeants de l'association ou de la fondation, de droit ou de fait, qui de mauvaise foi,

– auront fait des biens ou du crédit de l'association ou de la fondation un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une entité dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement ;

– auront fait des pouvoirs qu'ils possédaient ou des voix dont ils disposaient, en cette qualité, un usage qu'ils savaient contraire aux intérêts de l'association ou de la fondation à des fins personnelles ou pour favoriser une autre entité dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement. »

Wat d'Antwort op d'Fro Nummer 5 ueegt, d'Frais de mission, déi de MENJE beim LSC iwwerholl huet, louchen all Joer bei nëmme ronn 10.000 Euro. D'Virwërf, déi an der Press erhuewe goufen, kann de MENJE weeder confirméieren nach dementéieren. De Rapport vun der IGF soll Kloerheet doriwwer bréngen, wéi d'Finanzflëss tëscht der ASBL an der Sociétéit waren.

Luxembourg Science Center | Question 7722
(07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vum direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugedroeden, déi zumindest Deeler aus dese Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vum der Superdreckschécht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hier réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère confirméieren, datt Patenter, déi am Kader vum Science Center erschafe goufen, exklusiv bei deser ASBL leien?

– Falls nee, wéi eng Patenter gëtt et a wien hält dës?
– Falls nee, gouf et Paiement tëscht dem Veräin an enger Firma (z. B. GGM 11 oder IP Finance II) fir dës Patenter? Eventuell och indirekt bei den Akafspräisesser?

– Falls jo, goufen dës Patenter remuneréiert, wann z. B. GGM 11 dës genotzt huet, fir eppes ze bauen oder ëmzesetzen?

2. Kann de Ministère versécheren, datt et keng intern Dokumenter vun deem Veräi gëtt, deen sech quasi exklusiv duerch staatlech Subventiounen um Liwwen hält, deen eng eenzeg Privatfirma strukturell bevirdeeleegt?

3. Gouf dem Ministère d'Offer gemaach, fir d'Firma GGM 11 SARL opzekafen? Wa jo, zu wéi engem Präis?

4. Ass et fir e Gerant vum enger gemengennetzgeger ASBL ubruecht, fir generéis Speeserechnungen unzehafen an dës vun engem Fournisseur vun deser ASBL bezuelen ze loossen?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) ka confirméieren, datt bei den Experimentéierstatiounen, déi d'ASBL Luxembourg Science Center (LSC) iwwer den Educatiounsministère finanziéiert kritt huet, d'Konzeptioun an den Developpement integréierte Bestanddeel waren. Domadder leien d'intellektuell Propriétéit an d'Notzungsrechter fir déi Statioune beim LSC.

Op Nofro krut de MENJE an enger Reunioun Enn November 2022 vum Verwaltungsrot vum LSC versécherert, datt d'Rechter vun der Propriété intellectuelle beim LSC géife leien.

ad 2. De MENJE kann dëst net versécheren, well et eng Decisioun vum Verwaltungsrot vun der ASBL ass, u wien d'ASBL sech strukturell oder laangfristeg bënnt. De MENJE huet awer zanter September 2022 kloer gemaach, datt esou eng strukturell Ofhängegkeet vun enger kommerzieller Struktur riskéiert, d'Entwécklung vum LSC ze gefäerden, an zu enger Ontransparenz um Niveau vun der Gouvernance féiert. Aus dese Grënn fuerdert de MENJE eng aner Form vu Gouvernance, déi dës Risiken evitéiert.

ad 3. De MENJE huet bis elo keng esou eng Offer gemaach kritt.

ad 4. D'Frais de mission, déi de MENJE beim LSC iwwerholl huet, louchen all Joer bei nëmme ronn 10.000 Euro. D'Virwërf, déi an der Press erhuewe goufen, kann de MENJE weeder confirméieren nach dementéieren. De Rapport vun der IGF soll Kloerheet doriwwer bréngen, wéi d'Finanzflëss tëscht der ASBL an der Sociétéit waren. Wéi schonn ënner dem Punkt 2) beschriwwen, ass d'Positioun vum MENJE awer, datt eng strukturell Ofhängegkeet vum LSC par rapport zu enger kommerzieller Sociétéit net acceptabel ass.

Luxembourg Science Center | Question 7723
(07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vum direkt e puer Quellen ervirbruecht, an och un eis si Persounen erugedroeden, déi zumindest Deeler aus dese Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vum der Superdreckschécht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hier réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, öffentlech Aarbechten a Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt Associatiounen, déi iwwert 50 % vun hire Recettë vum Staat kréien, sech och missten un d'Gesetzter vun de Marchés publics halen? Sachant, datt d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 en „organisme de droit public“ definéiert als:

« tout organisme présentant toutes les caractéristiques suivantes :

i. il a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ;

ii. il est doté de la personnalité juridique ; et

iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public. »

2. Wien ass responsabel fir d'Kontroll vu Verstéiss géint d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics? Wat sinn d'Konsequenze fir ee Veräi wéi de Science Center, wann dësen d'Dispositionen net respektéiert?

Réponse (11/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An dëser Fro gött de Punkt d) vum Artikel 2 vum Gesetz vum de Marchés publics vum 8. Abrëll 2018 zitéiert, deen definéiert, ënnert wat fir enge Konditiounen en Organismus als Organisme de droit public gëllt, deen d'Marchés-publics-Gesetz muss applizéieren. Déi dräi Konditioune mussen kumulativ erfëllt ginn. Et geet also net duer, fir zum Beispill just ze analyséieren, ob den Organismus méi ewéi zu 50 % vum Staat finanziert gëtt.

De Luxembourg Science Center ass en Organisme de droit privé a fällt domadder net ënnert d'Bestimmungen vum Artikel 2.

ad 2. De Minister fir ëffentlech Aarbechten ass kompetent fir d'Legislatioun vum de Marchés publics, mee huet keng Kompetenz fir d'Kontroll vu Verstéiss géint d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018. D'Soumissiounskommission, déi beim Ministère fir ëffentlech Aarbechten instituéiert ass, ass och bis elo net mat engem Dossier betreffend de Science Center befaasst ginn.

Prinzipiell ka jiddereen, deen sech geschiedegt fillt a mengt, d'Marchés-publics-Gesetz hätt missen applizéiert gi respektiv wier falsch applizéiert ginn, viru Geriicht kloen.

Sabotage du gazoduc Nord Stream | Question 7724 (07/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Aktuell lafen e puer Enquêtes zu der Fro, wien d'Nord-Stream-Pipeline sabotéiert an der Energieversuergung vum Europa domat schwéiere Schued zougefüügt huet. Dat ass besonnesch an Däitschland, Schweden, Russland an Dänemark de Fall.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Regierung vir, fir sech um internationalen Niveau fir eng Haftung vum verantwortleche Staat oder vun deene Staaten anzusetzen, déi un där Sabotageaktioun bedeelegt waren? Wäre et net méi ewéi richtig, wann déi schëlleg Staaten déi sabotéiert Pipelinen nees missten op hir Käschte reparéieren an datt déi duerch dat attentat direkt oder indirekt geschiedegt Staaten an Entreprisé géife komplett indemniséiert ginn?

Réponse (10/03/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Zu dësem Zäitpunkt gött et nëmme Spekulationen, wie fir d'Sabotageaktioun vum der Nord-Stream-Pipeline schëlleg ass. Wéi schonn an der Äntwert op

d'parlamentaresch Fro Nr. 7146 vum 9. November 2022 geschriwwen, waart d'Lëtzebuurger Regierung op d'Resultater vun den Enquêtes, déi amgaange sinn. Et wäert duerno en éischter Stell un de geschiedegte Staaten an Entreprisé sinn, d'Justiz ze saiséieren, an un der Justiz ze decidéieren, ob, a wéi héich, déi leséiert Partien indemniséiert ginn.

Prise en charge des transports en taxi en cas de traitement médical | Question 7725 (08/03/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Eng verséichert Persoun huet am Fall vun engem Traitement, dat während enger Zäit muss widderholl ginn (wéi z. B. Chimiothérapie, Radiothérapie an Dialys), en Taxitransport zegutt, dee vun der CNS iwwerholl gëtt, ënnert der Voraussetzung, datt dës Persoun eng Ordonnance médicale vum Dokter, deen en charge vum Traitement ass, virweise kann.

Esou wéi een um Site vun der Gesondheetskeess kann noliesen, géif d'Prise en charge vun de Käschte baséieren op:

- engem Mindestbetrag vu 6,56 € pro Trajet;
- engem Kilometerbetrag vun 1,64 € pro Kilometer fir Einzeltrajeten;
- 0,82 € pro Kilometer fir een Trajet, wou och e Retour vun der transportéierter Persoun abegraff ass;
- 0,28 € pro Minutt fir d'Waardezäit.

Des Weidere kann een awer och liesen, dass um Enn oft nach Frais op de Patient duerkommen, déi dës muss selwer droen: « Pour les transports en taxi, il reste souvent des frais à charge de l'assuré. Renseignez-vous à l'avance des tarifs appliqués par l'entreprise de transport. »

Vu datt et hei ëm essenziell Traitementer am Kader vun der Gesondheetsversuergung geet, wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Deelt den Här Minister d'Opfaassung, datt et hei ëm wicteg Traitementer am Kader vun der Gesondheetsversuergung geet an datt et evident ass, datt an esou Fäll egal wéi de ganze Montant vun der CNS muss iwwerholl ginn, an esou keng zousätzlech Fraise vum Patient mussen iwwerholl ginn?

– Wëssend, datt besonnesch Patienten aus dem ländleche Raum dacks méi e wäite Wee hunn, fir an e Spidol ze kommen, oder einfach gewësse Patienté méi op en Taxitransport ugewise si wéi anerer, mengt den Här Minister net och, datt ee keen dierf bei der Gesondheetsversuergung benodelegen?

Réponse (09/03/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Wéi schonn a villen aneren Äntwerten op parlamentaresch Froen erkläert gouf, wéi zum Beispill Nr. 5667, Nr. 5215, Nr. 5219, Nr. 5355 an Nr. 5667, ginn d'Ambulanzdëngschter fir net urgent (secondaire) Transporter vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societäten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nützlichkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert. Den Zougang zum Beruff gött duerch d'Gesetz vum 2. September 2011² geregelt. Dëst Gesetz fällt net ënner d'Kompetenze vum Gesondheetsministère an och net ënner déi vum Ministère fir sozial Sécherheet.

Déi betreffend Ministère sinn sech der aktueller Situation bewosst an de Gesondheetsministère huet aus

dësem Grond, an Zesummenaarbecht mat anere Ministären, e Gesetzes-Avant-projet op den Instanzeweeg ginn.

Et ass och virgesinn, datt d'Tariffer an deem Beräich nei verhandelt ginn, esoubal déi nei Gesetzgebung a Kraaft trëtt. De Gesetzesprojet gesäit nämlech déi néideg Krittären a Konditioune vir, fir do Upassung virzehuelen. D'Gesondheetskeess kann awer eréischt mat den Negociatiounen ufänken, wann de gesetzleche Kader bis geregelt ass.

D'Gesondheetskeess ka sech also just op déi aktuell statutaresch Dispositiounen vun der Gesondheetskeess an op bestoend Gesetzer a Reglementer baséieren.

Cours de premiers secours en milieu scolaire | Question 7726 (08/03/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

An enger méi oder manner graver Noutsituatioun ass et ganz wicteg, elementar Kenntnissier ze hunn a Saachen Éischt-Hëllef-Coursen, déi sech un Erwuessener riichten, si gemengerhand gutt besicht. D'Fro stellt sech awer, wéi et bei Kanner a Jugendlecher ausgesäit. D'Kanner, ob grouss oder kleng, kënnen mat enger Noutsituatioun konfrontéiert sinn, sief am Schoul-, Fräizäit- oder Sportmilieu. Bei de Jugendleche kënn nach den Nuetsmillieu derbäi a ganz kloer duerno d'Eventualitéit, fir Nouthëllef ze leeschten am Fall vun engem Accident op de Stroossen.

An deem Zesummenhang stellen ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend:

1. Gött et zu Lëtzebuerg e Wee, iwwert dee Kanner a Jugendlecher en Éischt-Hëllef-Cours maache kënnen? Wéi vill Kanner a Jugendlecher ginn hei zu Lëtzebuerg momentan iwwer esou Coursen erreecht?

2. Ginn Éischt-Hëllef-Coursen an de Schoule recommandéiert oder sinn se soullver als Aktivitéit fest virgeschriwwen? Wa jo, wéi vill Schoule maache mat an a wéi enge Fächer ginn se thematiséiert? Ass ugeduecht, fir Éischt-Hëllef-Coursen iwwerall unzbedidde respektiv obligatoresch an de Schoulprogramm afléissen ze loosseren?

3. Wéi eng Formatioun a Saachen Éischt Hëllef muss d'Personal vu Jugendhaiser hunn?

Réponse (20/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. De Plan d'études vum Enseignement fondamental gesäit d'Aktivitéit vun engem Éischt-Hëllef-Cours net systematesch vir. Allerdéngs ginn d'Kanner ënner anerem am Kader vun de Fächer Découverte du monde, Éveil aux sciences, les sciences humaines et naturelles a Vie et société souwéi och bei der Entwécklung vun den transversale Kompetenzen ëmmer erëm un de Sujet vun der Sécherheet erugefouert. Et handelt sech heibäi haaptsächlech ëm eng preventiv Approche, bei där et an éischter Linn doréms geet, geféierlech Situatiounen ze evitéieren an éischt Unzeche vu gesondheeteleche Problemer eeschtzehuelen. Am Kontext vun der Éischter Hëllef léieren d'Kanner beispillsweis, datt et wicteg ass, engem Blesséierten ze hëllefen, a si kréien déi entspreichend Telefonsnummere vun der Police an der Ambulanz vermittelt, fir datt si wëssen, wéi si an enger Noutsituatioun reagéiere sollen an u wie si sech wende kënnen. Spezifesch kënnen déi pedagogesch Equippen dobäi op d'Buch „Erste Hilfe – für Kinder von Kindern“ zréckgräifen.

² Loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale

Éischt-Hëllef-Coursë sinn och am Enseignement secondaire net als Aktivitéit virgeschriwwen. Op fräiwëlleger Basis ginn an 29 vun 43 éffentlechen a private Lycéeën Éischt-Hëllef-Coursen ugebueden. Et leien allerdéngs keng Angaben iwwert d'Zuel vun de Participanté vir. An deem Zesammenhank sief nach präziséiert, datt zanter 2018 a sämtleche Lycéeë Reanimatiounscoursë fir all Schüler stattfannen, dëst an engem Zweekesrhythmus an a Kollaboratioun mam Luxembourg Resuscitation Council (LRC).

Op der Internetsäit hey.snj.lu féinnt ee vill Formatiounen, déi vu verschiddene Prestatairë fir Jonker tëschent 16 an 30 Joer ugebuede ginn, dorënner och Éischt-Hëllef-Coursen. Dës Coursë gi gratis, a reegelméisseg Ofstänn an a verschiddene Sproochen offréiert, fir e méiglech breede Publikum vu jonke Mënschen ze errechen.

De CGDIS bitt reegelméisseg an iwwert dat ganz Joer verdeelt gratis Éischt-Hëllef-Coursen an de Gemengen un. Den Arrêté ministériel du 3 mars 2022 arrétant le programme et le contenu des formations dispensées par l'Institut national de formation des secours du CGDIS gesäit vir, datt ee mindestens 12 Joer al muss sinn, fir un engem Éischt-Hëllef-Cours dierfen deelzehuelen.

Am Joer 2022 huet de CGDIS 423 där gratis Coursen ugebueden, un deene 7.985 Participanten deelgeholl hunn.

Niewent dem CGDIS bidden och 54 agreéiert Organismen formateurs en matière de secours Éischt-Hëllef-Coursen un. Énnert dësen Organismen sinn der och eng Partie am Beräich vun der Jugendarbecht aktiv.

Am Kader vun der Preparatioun op den aktiven Déngscht beim CGDIS ass den Éischt-Hëllef-Cours och an der Ausbildung vun de Jugendpompjeeë virgesinn.

Op Ufro hi vun de jeeeweilige Schouldirektiounen organiséiert de CGDIS och reegelméisseg Éischt-Hëllef-Coursen a Schoulen un. Wéint dem Mindestalter ass dat awer éischter an de Lycéeën de Fall wéi an der Grondschoul. Niefert dem CGDIS sinn och an de Schoulen d'Organismen formateurs an deem Beräich aktiv, wéi zum Beispill d'Rout Kräiz.

ad 3. Den Artikel L.312-4 vum Code du travail seet am éischte Paragraf:

« (1) L'employeur doit :

1. prendre en matière de premiers secours, de lutte contre l'incendie et d'évacuation des salariés, les mesures nécessaires, adaptées à la nature des activités et à la taille de l'entreprise et/ou de l'établissement, et compte tenu d'autres personnes présentes, et
2. organiser des relations nécessaires avec des services extérieurs, notamment en matière de premiers secours, d'assistance médicale d'urgence, de sauvetage et de lutte contre l'incendie. »

An de Konventiounen, déi mat de Jugendhaiser, de Gemengen an dem Stat ënnerschrifwe ginn, gëtt follgend Oplag festgehalen:

« L'organisme gestionnaire veille à ce que le personnel encadrant participe à des séminaires de premier secours dont les connaissances sont à mettre à jour tous les 5 ans [...]. »

Protection civile transfrontalière | Question 7727 (08/03/2023) de M. Fred Keup (ADR)

An de leschte Joren huet sech d'Zuel vu Virfäll mat iwwernationaler Relevanz (z. B. Covidpandemie, Iwwerschwemmungen) geheeft. Lëtzebuerg huet awer schonn an de Joerzénge virdru mat sengen Nopeschlänner eng ganz Rei vun Accordé signéiert, déi

eng géigesäiteg Hëllef um Niveau vun de Rettungsdéngschter virgesinn:

1. Loi du 6 juin 1976 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile, signée à Bruxelles le 23 juillet 1970 (Mém. A 1976, p. 672)

2. Loi du 29 avril 1980 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Luxembourg le 2 mars 1978 (Mém. A 1980, p. 794).

3. Arrangement administratif entre le Ministre de l'Intérieur du Grand-Duché de Luxembourg et le Ministre fédéral de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'application de la convention du 2 mars 1978 conclue entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

4. Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur l'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français signé le 10 décembre 1962 et publié le 7 février 1963.

5. Accord par échange de lettres du 12/09/1988 modifiant et complétant l'accord du 10/12/1962 sur l'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français.

6. Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, signé le 11 avril 1980.

7. Loi du 22 avril 1999 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile, fait à Luxembourg le 13 mai 1993 (Mém. A 1999, p. 1167).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Wéi oft huet säit Akraafttriede vun de genannten Ofkommen Lëtzebuerg Hëllef bei sengen Nopeschlänner ugefrot, a wéi oft hunn d'Nopeschlänner Hëllef bei eis ugefrot?

2. Wéi oft huet de CGDIS 2022 Ënnerstëtzung bei den Nopeschlänner ugefrot? Wéi oft ass Lëtzebuerg d'lescht Joer gefrot ginn?

3. Wéi oft war d'lescht Joer d'Air Rescue am Grenzgebitt am Asaz? Wéi vill Helikopteren aus Däitschland, Frankräich an der Belsch waren d'lescht Joer op eisem Territoire am Asaz?

Réponse (11/04/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Eng vollstänneg Lëscht vun de bilateralen Hëllefesätz zënter dem Akraafttriede vun den eenzelen Ofkommen kann net erstellt ginn, well dës Asätz virun der Kreatioun vum CGDIS net zentral dokumentéiert gi sinn. Déi follgend Oplëschtung weist awer, dass et reegelméisseg zu enger enker Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner kënn:

Interventiounen zu Lëtzebuerg mat auslännescher Participatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Interventiounen am Ausland mat Lëtzebuurger Participatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Am Joer 2022 huet Lëtzebuerg insgesamt 64-mol op Asazmoyenen aus Däitschland a Frankräich zeréckgegraff. Dëst waren 29 gemeinsam Asätz vun de Pompjeeën aus Bærdref a Bollendorf (DE), 7 Asätz, bei deenen e SAMU intervenéiert ass, an 28 Asätz, bei deenen eng oder méi Ambulanzen intervenéiert sinn.

Am nammlechte Joer si bei insgesamt 132 Asätz am Ausland Lëtzebuurger Ekippen intervenéiert, dovun 42-mol a Frankräich, 89-mol an Däitschland an eemol an der Belsch.

A Frankräich waren d'Interventiounen haaptsächlech an der Gemeng Volmerange-les-Mines an op der Autobunn A31 a Richtung Thionville, déi souwuel vun de Lëtzebuurger Asazkräften, wéi deene vum Service départemental d'incendie et de secours aus dem Département vun der Moselle (SDIS 57) couvréiert gëtt. An Däitschland waren d'Asätz virun allem an den Dierfer, déi am direkte Grenzgebitt laanscht d'Musel an d'Sauer leien.

ad 3. D'Helikopteren LAR 1 an 2 vun der Luxembourg Air Rescue (LAR) stinn dem CGDIS zur Verfügung a ginn iwwert déi Lëtzebuurger Noutruffzentral CSU-112 alarméiert. Den LAR 3, deen um Findel stationéiert ass, gëtt vun der Leitstelle Trier alarméiert an intervenéiert am Saarland an a Rheinland-Pfalz. Beid Bundeslänner hunn e Kontrakt mat der LAR. Wéi oft den LAR 3 an Däitschland intervenéiert ass, ass weeder mir nach dem CGDIS bekannt. De CGDIS fir säin Deel konnt am Joer 2022 5-mol op den LAR 3 zeréckgräifen, dëst am Kader vun engem bilateralen Accord tëscht Lëtzebuerg a Rheinland-Pfalz.

Réorganisation du transport scolaire | Question 7728 (08/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'Administration des transports publics huet matdeele gelooss, dass duerch d'Reorganisatioun vum RGTR-Busreseau, de Schoultransport vun de Schüler aus dem Enseignement fondamental komplett getrennt ginn ass vum reguläre Service vum RGTR. D'Exploitatioun vum Schoultransport ass deemno net méi Deel vun de Kontrakter tëscht dem Ministère an dem RGTR. Duerch ënnerläit den Transport vun de Grondschüler vun der Schoulentrée 2023/24 un der Kompetenz vun de Gemengen. De Ministère kënn deemno och net méi fir de Finanzement an d'Organisatioun vun den entspreche Schoulbuslinnen op. Dëst féiert zu Méikäschte fir d'Gemengen, an dat virun allem fir déi Gemengen am ländleche Raum, wou méi Schoulbusse musse fueren a méi grouss Distanzen zeréckgeluecht musse ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi begrënt d'Regierung dës Decisioun?

– Gedenkt d'Regierung deene Gemengen, déi Probleemer bei der Organisatioun oder beim Finanzement vum Schoultransport hunn, Hëllef unzebidden?

• Wa jo, a wéi enger Form?

• Wann net, firwat net?

Réponse (21/03/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi eierewäert Deputéiert huet Froen zum Schoultransport, dee vu mengem Ministère organiséiert gëtt.

Wat d'Kompetenze vum Staat a vun de Gemengen am Beräich Transport betrëfft, sou sinn déi am Gesetz

vum 5. Februar 2021 iwwer den ëffentlechen Transport definéiert. Allgemeng ginn d'Schoulbusser fir d'Grondschoule vun de Gemenge finanziéiert an organiséiert. Deen Transport war nach ëmmer eng Gemengekompetenz, well en normalerweis innerhalv vum Territoire vun enger Gemeng stattfënnt. Et gouf e puer Ausnamen, déi historiesch am Kader vu Gemengefusiounen vum Staat begleet goufen, well et do parallel och eng RGTR-Offert gouf.

D'Exploitation vum regulären RGTR-Reseau ass effektiv vum Schoultransport getrennt ginn. Déi béid Reseauen goufen, esou wéi déi europäesch Reglementatioun et virschreift, ëffentlech ausgeschriwwen. De Financement dovunner baséiert jee weils op engem Finanzéierungsgesetz, wouranner och begrënt ass, wisou déi Entscheedungen esou geholl goufen.

An de leschte Joren ass nämlech déi Komplementaritéit awer verluer gaangen, esou dass d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun de Linne fir den RGTR eng Zousazleeschtung duerstelt. Doduerch kënn d'Trennung vum RGTR am dem Schoultransport. Zudeem hunn d'Ufuerderungen un e Schoultransport fir de Fundamental sech an de leschte Jore verännert, sou dass de Reegelverkéier dat net kann ofdecken.

Aus deene Grënn gëtt et kee Grond méi, e puer vereenzelt Gemengen anescht ze betruechten ewéi de Rescht vun de Gemengen am Land, déi selwer hir hire Schoultransport opkommen.

De Staat iwwerhëlt awer de Schoultransport vu Grondschoulen, déi als „International School“ fonctionéieren. Deen Transport geet och ëmmer iwwer Gemengegrenzen eraus.

Fir méi Detailer erlaben ech mer, op den Exposé des motifs vum Gesetzesprojet 8062 ze verweisen.

D'Verwaltung fir den ëffentlechen Transport steet de Gemengen zur Verfügung bei Froen zur Organisatioun vu Schoullinnen. Et si keng Hëllef bei der Finanzéierung vu Schoullinnen fir Schüler aus de Grondschoule virgesinn.

Problèmes du transport scolaire liés aux conditions climatiques du 8 mars 2023 | Question 7729 (08/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

MeteoLux hat fir haut Mëttwoch, den 8. Mäerz, eng Alerte jaune erausginn. Grouss Deeler vum Land waren dann och moies fréi vum „Schnéichaos“ betraff. Accidenter, Gefierer am Gruet an aner Perturbatiounen am Beruffsverkéier waren d'Konsequenz. D'Schüler an de Schoulbetrib waren och dovu betraff.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Gouf et Perturbatiounen beim Schülertransport, eventuell souguer Incidente mat Schoulbussen, souwuel wat d'Grondschoul ueget wéi och den Enseignement secondaire? Wa jo, wéi vill Schüler waren dovu betraff?

2. Wat sinn d'Konditiounen, fir d'Schoul opgrond vun enger Alerte vu MeteoLux ofzesoen?

Réponse (18/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Fir d'éischt sief preziséiert, datt de Schnéi, deen den 8. Mäerz erofgaang ass, déi eenzel Regiounen aus dem Lëtzebuurger Land zu ënnerschiddlechen Zäite getraff huet.

Am Éislek konnten d'Stroosse schonn an der Nuecht geraumt ginn, a ware moies trotz de wanterleche

Konditiounen befuerbar. Am Zentrum an am Süde vum Land ass de Schnéi méi spët gefall, sou datt et zu Perturbatiounen am Beruffsverkéier koum.

Nofroen hunn erginn, datt et ongeféier an der Hallschecht vun de Regionaldirektiounen a vun de Lycéeën Retarden am Schoultrafick gouf.

Fir de Perturbatiounen esouwuel am reguläre Linneverkéier wéi och am Schoultransport um Niveau vun der Kommunikatioun entgéintzewierken, goufen ab 8.00 Auer mueres all d'FIA-Panneauen (Fahrgastinformatiounsanzeiger) beschréft mam Message: „Perturbations sur tout le réseau, en raison des conditions météorologiques“.

Wéi vill Schüler genee betraff ware vun de Retarden, kann och de Mobilitéitsministère net chiffréieren. An der Leetstell vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi ë. a. de Schoultransport iwwerwaacht, koumen dee Mueren ronn 900 Uriff a Funken eran, géint ca. 30 op engem normalen Dag. Am Callcenter koumen 869 Uriff un, do läit d'Moyenne am Normale bei 502.

Eng Distinction tëscht Schoultransport an aneren Transporter gëtt net gemaach.

Konkreet gemellten Tëscheffäll mat Schoulbuslinne vum RGTR gouf et:

- zu Mutfert, wou de Bus am Hang hangt;
- zu Jonglënster, wou de Verkéier wéinst engem Accident blockéiert war.

ad 2. An der Instruction ministérielle souwuel fir den Enseignement fondamental wéi fir den Enseignement secondaire ass dozou festgehal:

« La décision de dispenser les élèves de la fréquentation des cours est prise la veille ou tôt le matin, après concertation avec la Police grand-ducale sur les conditions routières et météorologiques.

Le ministère informe les médias et les acteurs clés des écoles dans les meilleurs délais. Cette communication se fait par le biais de „AlarmTILT“, outil de communication d'urgence que le ministère a mis en place pour alerter simultanément un grand nombre de personnes par SMS et par courriel. »

Am Fall vu lokal begrenzten Intemperie läit d'Decision, den Unterrecht ofzesoen, bei de Gemenge-responsabele respektiv den Direktere vun de Lycéeën. Dee Moment muss och ee Service d'accueil organiséiert ginn.

Vu de Retour vun de Regionaldirektiounen an de Lycéedirektiounen begrëssen ech et, datt sämtlech Acteuren den 8. Mäerz 2023 déi néideg Efforte gemaach hunn, fir datt d'Beschoulung vun de Kanner konnt stattfannen.

Taxes communales | Question 7731 (08/03/2023) de M. Léon Gloden (CSV)

Aktuell befaasst sech d'Bezirksgeriicht zu Dikrech mat enger Affär, wou eng Infrastrukturtax fir eng Baugeemegung an der Gemeng Wäiswampech net verrechen ginn ass. Eng Derogatioun zum Taxereglement hätt missen am Gemengerot guttgeheescht ginn. An Zwëschenzäit ass d'Tax verrechen ginn.

Dëst Urteel kéint och nach Auswierkungen op aner Taxen an anere Gemengen hunn. All Gemeng huet eng ganz Panoplie un Taxe fir déi verschiddenste Voléiten, wou och ëmmer rëm Exceptiounen gefrot ginn. Beispillsweis gëtt et Taxe fir Parkingen – fir speziell Eventer fir e gudden Zweck kéinten dës ausnamswies vum enger Gemeng erlooss ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Wéi eng Auswierkung kann dës Affär op déi generell Taxen am Gemengesecteur hunn?

– Kënne fir speziell Eventer (fir e gudden Zweck oder fir eng ëffentlech Institutioun) d'Taxen, wéi beispillsweis déi vun de Parkingen, erlooss ginn? Oder muss dofir allkéiers de Gemengerot sollicitéiert ginn, wann esou eng Exceptioun net explizit am Reglement virgesinn ass?

Réponse (21/03/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierten informéiert sech iwwer eventuell Auswierkung vun enger Affär, mat där sech d'Bezirksgeriicht zu Dikrech befaasst a bei där eng Infrastrukturtax fir eng Baugeemegung net verrechen ginn ass. Zu de Konsequenzen an Auswierkung kann eréischt Positioun geholl ginn, nodeems en Urteel geholl ginn ass.

Steieren an Taxe mussen am Virus vum Gemengerot guttgeheescht ginn, dat opgrond vun der Verfassung an dem Gemengegesetz. Déi nämmelech Exigenz gëllt selbsterständlech och fir d'Exemptiounen an Ausnamen zu de Gemengesteieren. Den aktuellen Artikel 99 vun der Verfassung seet nämmelech « aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal ». Steieren, Taxen an Exemptiounen, déi de Gemengerot gestëmmt huet, mussen vum Schäfferot an der Gemengeverwaltung exekutéiert ginn.

Conseil national des programmes | Question 7732 (09/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Dans sa réponse du 28 juin 2022 à la question parlementaire n° 6198, Monsieur le Ministre avait écrit que le Conseil national des programmes n'aurait pas encore été instauré. Comme raisons il avait évoqué « un processus de consultation très large » pour « préparer la réforme du plan d'études à l'horizon de l'an 2025 » ainsi que la mise en suspens de la mise en place du Conseil national des programmes en attendant la conclusion des réflexions du Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) quant au fonctionnement futur et des missions de ce nouvel organe.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– La mise en place du Conseil national des programmes est-elle toujours en suspens?

• Dans l'affirmative, pour quelle raison l'instauration du Conseil national des programmes est-elle toujours retardée et pour quand est-elle enfin prévue ?

• Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la mise en place de cet organe ?

Réponse (18/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Comme expliqué dans ma réponse du 28 juin 2022 à la question parlementaire n° 6198, le Conseil national des programmes n'a pas encore été instauré et ce pour les mêmes raisons y évoquées. Le Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) n'a pas encore abouti ses discussions quant à son fonctionnement futur et ses missions.

Par conséquent, le Conseil national des programmes ne sera pas instauré avant la fin de la législature en cours.

Prêt Climat à taux zéro | Question 7733 (09/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eng vun de staatleche Bähëllef fir erneierbar Energie an energeetesche Sanéierung war de sougenannte Klimaprêt zu engem Taux zéro. Fir dese Klimaprêt ze kréien, huet een als Éischt misse mat engem Energieberoder ee Moosnamekatalog opstellen an Offeren anhuelen, déi vum Guichet unique vun de Wunnengsbaubähëllef hu misse bewëllegt ginn, bevir ee bei enger konventionéierter Bank de Klimaprêt zu engem Taux zéro zougesot krut.

Laut mengen Informatiounen gëtt et Leit, déi vun der Verwaltung een Accord de principe op hirem Dossier kruten, am Endeffekt de Klimaprêt zu engem Taux zéro awer refuséiert kruten, well an der Tëschenzäit, wou den Dossier an der Prozedur war, déi betreffend legal Dispositiounen abrogéiert gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Huet d'Regierung Kenntnis vun dësen Fäll?

– Wéi vill Leit si betrafft a kruten iwwert dëse Wee de Klimaprêt zu engem Taux zéro refuséiert?

– Wéi gedenkt Regierung, dëse Leit elo ze hëllefen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Fir vum Klimaprêt à taux zéro kënnen ze profitéieren, huet den Demandeur missen am Virfeld net nëmmen de prinzipiellen Accord fir säi Projet vun der Ëmweltverwaltung kritt hunn, mee zousätzlech dozou och de prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister.

Laut de Bestëmmunge vum ofgeschaaften Gesetz vum 2016 huet de Montant vum Klimaprêt à taux zéro misse de Frais éligibles, sou wéi se vun der Ëmweltverwaltung unhand vun den Devisen konnten zréckbehale ginn, entspriechen.

De prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister konnt also nëmmen op Basis vun den Informatiounen aus dem Dossier vun der Ëmweltverwaltung ausgestellt ginn. De prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister huet deemno bestätegt, dass d'Konditiounen fir de Klimaprêt à taux zéro erfëllt waren a en huet preziséiert, wat fir eng Zomm konnt a Form vun esou engem Prêt bei enger Bank geléint ginn.

Mam Gesetz vum 8. Juni 2022 ass d'Legislatioun vum Klimaprêt reforméiert ginn, an et gouf an de Mesures transitoires vun deem Gesetz festgehalen, dass déi Stéit, déi nach ënnert dem Gesetz vum 2016 e Klimaprêt à taux zéro bewëllegt kruten, weiderhi kënnen vun där Hëllef profitéieren. Opgrond vum Gesetz vum 8. Juni 2022 kënnen awer keng nei Klimaprëten à taux zéro méi bewëllegt ginn, well dofir déi gesetzlech Basis feelt.

Insgesamt louchen zu deem Zäitpunkt, wou dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, zwee Dossiere vir, wou d'Ufro fir de Klimaprêt à taux zéro wuel nach virun der Mise en vigueur vum Gesetz vum 8. Juni 2022 eragereecht gouf, mee bis zu deem Datum de Ministère fir Wunnengsbau nach net säi prinzipiellen Accord ausgestellt hat.

Deene betraffenen Demandeur gouf dorobber matgedeelt, datt et de Klimaprêt à taux zéro net méi gëtt an hir Demande dofir och net méi zréckbehale ka ginn, onofhängeg dovunner, ob si d'Konditioun vum Klimaprêt à taux zéro iwwerhaupt erfëllen oder net.

Béid Demandeur goufen och op den neie Regime higewisen, dee virgesäit, datt eng Zënssubventioun fir e Kredit bis zu 100.000 Euro an der Héicht vun 1,5 %

kann ausbezuelt ginn. Ausserdeem gëtt den Avantage vum Klimaprêt à taux zéro duerch de méi generéise Klima-Topup, deen an der Reform vum Projet de loi 7938 iwwert déi individuell Wunnengsbähëllef, méi ewéi ausgeglach.

Impôt foncier | Question 7734 (09/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am „Wort“ konnt een am Artikel „So geht es den Gemeinden finanziell im Wahljahr“ eng Grafik zur Grundsteuer fir d'Joer 2021 fannen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch eis Donnéeën ginn, wéi vill Akomes all Gemeng 2020 hat duerch d'Grundsteuer (opgeschlüsselt no Gemeng)?

2. Kann d'Ministesch eis Donnéeën ginn, wéi vill Akomes all Gemeng 2021 hat duerch d'Grundsteuer (opgeschlüsselt no Gemeng)?

3. Kann d'Ministesch eis Donnéeën ginn, wéi vill Akomes all Gemeng 2022 hat duerch d'Grundsteuer (opgeschlüsselt no Gemeng)?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Fir d'Éischt wëllt ech den Deputéierten op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7438 verweisen, wou d'Recettë vun der Grundsteuer no Gemeng opgeschlüsselt waren.

D'Donnéeën fir d'Joer 2022 kënnen fréistens nom 30. Juni 2023 kommunizéiert ginn, well d'Gemengen opgrond vum Artikel 161 vum Gemeengesetz bis deen Dag Zäit hunn, fir hir Konten op den Inneministère ze schécken.

Réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels | Question 7735 (09/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Après la Commission européenne, le Parlement européen a décidé à son tour d'interdire le réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels de l'institution, ceci en indiquant des inquiétudes en matière de sécurité des données. En Belgique, le Gouvernement wallon envisage une mesure similaire.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelle est la position du Conseil des Ministres de l'UE et la position du Gouvernement luxembourgeois concernant leurs administrations.

– Quelles sont les directives du Gouvernement luxembourgeois concernant l'utilisation des réseaux sociaux en général sur les appareils professionnels ?

Réponse (27/03/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

Au niveau européen, les États membres font leurs analyses individuellement. Le Gouvernement luxembourgeois a sollicité de la part de la Commission européenne des informations supplémentaires concernant les raisons sur lesquelles la Commission a basé sa décision de suspendre l'utilisation de TikTok sur les appareils de son personnel. Plusieurs États membres se sont joints à cet appel adressé à la Commission.

À ce stade, le Gouvernement continue à suivre de près les réflexions et inquiétudes en matière de sécurité des données au sujet de l'application TikTok.

En ce qui concerne les appareils professionnels, le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ainsi que la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ne recommande l'utilisation de services en ligne commerciaux qu'avec précaution et retenue.

Expulsions d'élèves | Question 7736 (09/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

A menger parlamentarescher Fro Nr. 6834 vum 13. September 2022 wollt ech vum Här Minister wëssen, wéi vill Schüler während dem Schouljoer 2021/22 pro Lycée verwise goufen an a wéi eng Lycéeën si opgeholl goufen. Den Här Minister schreift a senger Äntwert: „D'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée gradewéi d'Nimm vun de Lycéeën, déi dës Schüler ophuelen, si Renseignerter, déi aus Dateschutzgrënn net kënnen kommunizéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifizéiert ginn.“

An deem Zesammenhang wollt ech beim Här Schoulminister nofroen:

1. Op wéi ee Passus aus dem Dateschutzgesetz vum 2018 berëfft sech den Här Minister bei senger Äntwert? Kann den Här Minister preziséieren, wat seng Weigerung, op meng Fro ze äntweren, mat Dateschutz ze dinn huet?

2. Wéi vill Schüler goufe während dem Schouljoer 2021/22 pro Lycée verwise?

3. Wéi vill Schüler goufen insgesamt tëscht 2012 an 2022 vun hirer Schoul verwise, opgedeelt no Joer a Lycée?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Zesammenhang mam Dateschutz wëllt ech fir d'Éischt op eng legal Dispositioun hiweisen, déi sech net am Dateschutzgesetz vum 2018, mee am Gesetz vum 18. Mäerz 2013 (Loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements des données concernant les élèves) fënn.

Laut Artikel 3 Paragraph 1 vun deem Gesetz ass d'Erhiewe vun Daten zu Studienzwecker duerchaus erlaabt, muss awer konform sinn zu den Dispositiounen vum Artikel 8, deen ënnert anerem preziséiert:

« Le traitement ou la communication à des tiers, à l'aide de procédés informatisés ou non, de données concernant les élèves à des fins d'analyses et de recherches statistiques ne peut se faire que moyennant des données dépersonnalisées afin que celles-ci ne permettent pas l'identification des personnes auxquelles elles s'appliquent. »

An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg besteet genau déi Gefor: nämlech datt d'Veréffentlechung vun der Zuel vu Schoulverweiser pro Lycée géif dozou féieren, datt eenzel Schüler kéinten identifizéiert ginn.

Den Intérêt supérieur vum Kand, d'Recht op de Schutz vum Privatliwien, gradewéi de besonnesche Schutz, deen de Mannerjärege laut Jugendschutzgesetz zousteet, plädéieren also derfir, d'Zuel vun de Verweiser pro Lycée net ze verëffentlechen.

ad 2. an 3. De follgenden Tableau weist d'Zuel vun de Schoulverweiser pro Joer säit dem Schouljoer 2012/2013; aus den uewe genannte Grënn handelt et sech ëm d'Gesamtzuel vun de Schoulverweiser, an net ëm d'Zuele pro Lycée. Fir déi dräi éischt Schouljore vun dëser Period konnte 4 Schoule keng Angabe méi

maachen; et ass also unzehuelen, datt d'Zuelen (*) fir déi dräi Joer a Wierklechkeet méi héich leien.

Et sief och nach preziséiert, datt am selwechten Zäitraum d'Schülerzuel am Enseignement secondaire vu 36.687 op 41.860 geklomm ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Épreuves communes dans l'enseignement fondamental | Question 7737 (09/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Bei den Épreuves communes an der Grondschoul ass meng Informatiounen no dëst Joer keng Session de rattrapage virgesinn. Am Kloertext heescht dat, dass Kanner, déi – aus wéi engem Grond och ëmmer – net un den Épreuves communes kënnen deelhuefen, ouni déi entsprechend Resultater orientéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister confirméieren, dass bei den Épreuves communes an der Grondschoul keng Session de rattrapage virgesinn ass an déi Kanner, déi net kënnen drun deelhuefen, ouni déi entsprechend Resultater orientéiert ginn?

– Wa jo, op wéi enger Basis ass dës Decisioun geholl ginn?

– Wéi ass d'Absence vun enger Rattrapage-Méiglechkeet kompatibel mat der Iddi vun der Chancéglichkeet am öffentleche Schoulsystem?

Réponse (18/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Virop ass nach eemol ze betounen, datt d'Épreuves communes, déi am Kader vun der Orientatiounsprozedur am Cycle 4.2 duerchgefouert ginn, keng Exame sinn, mee just en Deel vun engem breet ugeluechte Prozess, deen iwwer zwee Joer leeft. Et kann och kee bei den Épreuves communes duerchfalen, well kee minimale Seuil de réussite définiert ass.

Den Artikel 26 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental hält déi Elementer fest, déi als Basis fir eng gemeinsam Entschéidung déngen, déi d'Elteren um Enn vun Cycle 4.2 zesumme mat den Enseignanten huelen, a wou et eenzeg an eleng drëms geet ze kucken, wat dee beschte Wee fir d'Kand ass:

1. D'Aarbechte vun Schüler, déi am Laf vun Cycle 4 zesummekommen, sollen en Opschloss iwwer seng Léierfortschreitter, wéi och seng Interessen, Wënschen an Ambitioune ginn;

2. D'Resultater vun de formativen an zertifikativen Evaluatiounsmomenten, déi dem Schüler seng Léierfortschreitter erëmpeigelen;

3. D'Resultater vun den Épreuves communes, déi vum Ministère op nationalem Plang organiséiert ginn. Si weisen, wou de Schüler mat senger Leeschtungen am Verglach zur nationaler Moyenne steet a wéi sech seng Kompetenzen entwéckelt hu par rapport zu de Kompetenzniveauen, déi um Enn vun Cycle 4 sollen erreicht sinn;

4. D'Informatiounen, déi de Psycholog gesammelt huet, wann d'Elteren ëm dës Ënnerstützung gebieden hunn.

Et ass richteg, datt d'Instruktioun, déi wéi zanter 2020 all Joer och dëst Joer un d'Titulairë vun Cycle 4.2 erausgaangen ass, war, datt keng Séance de

rattrapage géif ugebuede ginn. Dës Decisioun ass deemools geholl ginn, well et déi national Moyenne verfälscht, wa vill Kanner d'Épreuve noschreiwten an eventuell doduerch schonns Elementer vun der Épreuve kennen. Et gouf nämlech och virdrun ni eng separat Sessioun mat separaten Épreuven. Schüler, déi den Dag vun enger Épreuve gefeelt hunn, hunn déi selwecht Épreuve nogeschriwwen, wann se erëm an der Schoul waren.

Fir also ze verhënnere, datt déi Kanner, déi d'Épreuve e puer Deeg méi spët noschreiwten an doduerch eventuell e Virdeel kéinten hu par rapport zu deenen, déi se den offiziellen Dag geschriwwen hunn, an de Verglach vun de Resultater vun deenen zwou Gruppen deemno net ganz fair wier, gouf dës Decisioun virun dräi Joer geholl. Well et, wéi gesot, keen Examen ass a keng rechneresch Gewichtung vun deene véier uewe genannten Elementer gemaach gëtt, entsteet och keen Nodeel fir e Schüler, deen déi eng oder aner Épreuve net konnt matmaachen.

Rond-point à Sandweiler | Question 7738 (10/03/2023) de M. Marc Lies (CSV)

Virun e puer Deeg konnt een an der Press liesen, datt verschidden Upassungs- respektiv Marquage-Aarbechte virum Rond-point Sandweiler a Richtung Sandweiler oder Conter solle gemaach ginn, fir de Réckstau a Richtung Iergäertchen ze reduzéieren. Dës Moosnam ass eng gutt a sënnavoll Äntwert op e Problem, deen sech iwwer Méint gestallt huet.

Fir d'Fluiditéit a Richtung Sandweiler, Conter an Izeg nach weider ze verbessere, hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten:

– Ass et net méiglech, den Accès iwwer de Val de Scheid a Richtung vum Scheedhaff nees fir de mobiliséierte Verkéier opzemaachen, mä just a Richtung vum Scheedhaff?

– Ass et net méiglech, op der Spuer kommend vum Scheedhaff a Richtung vum amerikanesche Kierfecht dës Spuer fir de Vëlo ze reservéieren an eng Securisatioun an der Mëtt vun der Strooss ëmzesetzen?

De Réckstau aus der ZAC Weiergewan zu Conter, dem Contournement zu Sandweiler a Richtung vum Rond-point Sandweiler gëtt ëmmer méi laang, well dese Rond-point och nom Ëmbau net optimal fonctionéiert. Et ass festzustellen, datt verschidden Chauffeure mat der Verkéiersféierung net richteg eens ginn. Am Kader vun den Ëmbauarbechten ass gesot ginn, datt och an dësem Rond-point eventuell Ampelanlage géifen opgestallt ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister riichten:

– Envisagéiert d'Administration des ponts et chaussées nach ëmmer d'Optioun, fir eng Ampelanlage an dësem Rond-point opzestellen, fir eng geuerdent Prioriséierung ze erlaben?

Réponse (18/04/2023) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi den Här Deputéierte richteg duergeluecht huet, gouf Ufank Mäerz de Marquage vum Rond-point Schaffner (Iergäertchen) a Richtung Rond-point Sandweiler ugepasst. Dës Moosname weise bis dato ee positiven Impakt op d'Fluiditéit op dëser Streck an och op de Rond-point Schaffner u sech.

Dëst huet zur Folleg, datt d'Reckstauen sech an der Owesspëtz net méi an dem Verhältnis opbauen ewéi virdrun.

Weider Mesurë sinn op där Achs momentan net geplangt an et ass och net virgesinn, déi aktuell Situatioun am CR234 (Val du Scheid) laanscht den amerikanesche Kierfecht réckgängeg ze maache respektiv ze änneren.

Wat elo d'Optioun vun enger zousätzlecher Ampelanlage am Rond-point Sandweiler ugeet, sou ass et richteg, datt am Kader vum Projet Gainen a Sockele fir e potentiellen Ausbau mat Ampelanlage realiséiert gi sinn.

Eng Ampelanlage hätt awer an der Moiespëtz keen Impakt op d'Fluiditéit a Richtung Stad. Bedéngt duergch de groussen Zoustrom aus deenen zwou Richtungen (Conter an Ëmgeungsstrooss Sandweiler), géif een duergch esou eng Ampelanlage just reegelen, wéi de Réckstau sech op déi verschidden Stroossen, déi un de Rond-point uschlëssen, verdeelt (Sandweiler, Ëmgeungsstrooss Sandweiler a Conter).

Fir déi aner Fluxe gëtt et keng Problemer, op déi eng Ampelanlage kéint reagéieren.

Contrôles du Fonds national de solidarité | Question 7739 (10/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

De FNS huet ee Service de répression des fraudes, an deem eng kleng Unzuel u Beamte schaffen. Dës Beamten ënnersichen, ob d'Persounen, déi de REVIS oder de RPHG kréien, dësen och an deem Montant zegutt hunn. Fir dëst ze kontrolléieren, kënnen Hausbesich gemaach ginn. 1.486 Mol koum et, laut Rapport vum FNS, d'lescht Joer zu Hauskontrollen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Intéegratioun dës Froe stellen:

1. Wéi oft ass an deene leschte 5 Joer eng Kontroll bei enger Persoun doheem duergch de FNS gemaach ginn (opgeschlësselt no Joer)?

2. Wat sinn d'Schrëtt bei esou enger Kontroll?

3. Wat gëtt gemaach am Fall, wou eng Persoun net doheem ungetroffen ass?

4. Kënnt et vir, dass de FNS dee Moment, wou déi betraffe Persoun net doheem ass, dann d'Familljememberen opsicht?

Wa jo, wat sinn d'Schrëtt vun dëser Demarche?

Wa jo, wéi gëtt an dësem Fall den Dateschutz vun de medezinneschen Donnéeë garantéiert?

Réponse (30/03/2023) de Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration

ad 1. De FNS mécht zwou Zorte vun Enquêtes à domicile. Déi éischt Kategorie vun esou Visite fannen am Kader vun de Conditions d'octroi vum REVIS statt a ginn an der Reegel duergch d'Assistants sociaux vum FNS duerggefouert. Bei deene Visite geet et awer meeschtens dorëms, fir Onkloerheeten, déi am Dossier bestinn oder Informatiounen, déi ze iwwerpräiwe sinn, op der Plaz mat de betraffene Leit ze klären. An der Zuel, déi den Här Deputéierten a senger Fro nennt, sinn och d'Enquêtë vun den Assistants sociaux mat abegraff.

Déi zweet Kategorie vun Enquêtë ginn duergch de Service „Répressions des fraudes“ (SRF) duerggefouert. Et geet och do dorëms fir ze kucken, ob d'Conditions d'octroi vum REVIS erfëllt sinn, mee hei gëtt et awer schonn Hiweiser, datt eventuell eng Fraude besteet, dat heescht, datt de Beneficiaire vun der Prestatioun dem FNS wëssentlech verschidden Donnéeë virenhält oder verstoppt. D'lescht Joer huet dee Service 575 Kontrolle gemaach.

Zuel vun Enquêtë a Kontrolle vum SRF, déi an de leschte 5 Joer gemaach gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Déi zwee Beamte vum Service SRF maache sech als éischt ee Bild vun der Situatioun baussent der Wunneng vun der betraffener Persoun (Bréifkëschen, Schell). Wa si déi betraffe Persoun untreffen, stelle si sech vir a weisen sech mat enger Carte de légitimation aus. Eng Visitt vun der Wunneng gëtt just mam Accord vun der Persoun gemaach. Et fënnt ee Gespréich statt, wou Froe gestallt ginn, fir d'Conditions d'octroi ze iwwerpräiwen.

ad 3. Wann eng Persoun net doheem unzetreffen ass, huet de Service verschidde Méiglechkeete fir virzegoen. D'Beamte probéieren z. B., d'Persoun telefonisch ze errechen, si loosse en Avis de passage mat enger Telefonsnummer, wou d'Persoun sech ka mellen, maache mat der Persoun per Courrier ee Rendez-vous aus oder ginn nach eng zweete Kéier op d'Plaz.

ad 4. Wann eng Persoun net unzetreffen ass, gi keng Familljememberen opgesicht. Et kënn vir, dass méi Memberen aus enger Famill een Dossier beim FNS hunn an déi dee selwechten Dag eng Visitt vun de Beamte vum FNS kréien. D'Enquêté vum FNS ginn am Prinzipp opgrond vun der geographescher Lag organiséiert. De Service SRF traitéiert keng medezinnesch Donnéeën am Kader vun de Kontrollen doheem.

Taxe canine | Question 7740 (10/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008 gesäit vir, dass all Gemeng eng Hondsteier vu mindestens 10 Euro muss froen (Artikel 6 vum Gesetz).

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Hondsteier an den eenzele Gemengen am Joer 2022?

2. Wéi vill Recetten hunn déi eenzel Gemengen 2022 mat der Hondsteier ageholl?

Réponse (07/04/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Héicht vun der Hondsteier an den eenzele Gemengen am Joer 2022. Den Detail dozou ass an der Annex zu där heiten Äntwert ze fannen.

Well d'Gemengen opgrond vun Artikel 161 vum Gemengesetz bis den 30. Juni 2023 Zäit hunn, dem Innenministère hir Konte matzedeelen, kann ech d'Fro vum Deputéierten iwwert d'Recetten, déi eenzel Gemengen 2022 mat der Hondsteier ageholl hunn, à ce stade nach net beäntweren.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Respect du couloir de secours | Question 7742 (10/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En cas d'accident grave, les services de secours doivent prendre en charge le plus rapidement les victimes. La question du temps peut être vitale. Or, l'agence wallonne pour la sécurité routière vient de faire un bilan sur le respect, respectivement non-respect, du couloir de secours et du principe dit de la « tirette » en cas d'embouteillages sur les routes belges.

Il ressort de cette enquête que près de 20 pour cent des usagers de la route ne se sentent pas obligés de

respecter le couloir de secours alors que la moitié ne sait pas quand ils sont censés laisser le passage aux véhicules de secours.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si son département dispose de données sur le respect du couloir de secours, ancré dans notre Code de la route, respectivement sur le respect du principe de la « tirette » sur nos routes.

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les usagers de la route sont suffisamment informés sur les situations dans lesquelles les deux principes s'imposent ?

3) Quelles sont les initiatives pour mieux faire connaître ces principes ?

4) Est-ce que des contrôles ciblés ont été organisés ?

5) Quel est, le cas échéant, le nombre de conducteurs qui ont été verbalisés pour des infractions afférentes ?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Cox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) et 2) L'Administration des ponts et chaussées ne dispose pas de données relatives au respect des principes précités. Néanmoins, depuis l'introduction du principe du « système tirette » au Code de la route en 2012, tous les rabattements de voie sur la voirie normale ont en principe été dotés d'une signalisation d'information sur le principe de la « tirette » afin d'expliquer de manière simple et concise cette disposition.

En ce qui concerne le principe du couloir de secours, la situation est comparable.

Même si aucune donnée sur le sujet n'est disponible au sein de mes services, les expériences récoltées ces dernières années montrent que le principe du couloir de secours est assez bien ancré dans le comportement des usagers de la route, avec des différences régionales en ce qui concerne les frontaliers.

Afin d'informer le grand public sur les mesures à prendre en cas de bouchons, la majorité des véhicules d'intervention autoroutiers de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration des services de secours ainsi que ceux de la Police grand-ducale ont été équipés début 2016 d'autocollants sur la vitre arrière rappelant le concept du couloir de secours.

De plus, 50.000 dépliants d'information ont été distribués par les partenaires de la campagne, des affiches ont été apposées sur 45 panneaux routiers et des annonces ont été faites dans la presse. La campagne a également été affichée sur les « full back » de 15 bus du réseau RGTR.

En 2018, une deuxième campagne a été lancée avec l'ajout de calicots sur des lieux stratégiques des ponts autoroutiers. Il en est de même pour les autocollants apposés sur les véhicules du Corps grand-ducal d'incendie et de secours et de l'Administration des ponts et chaussées.

ad 3) La relance d'une campagne d'information serait une initiative envisageable pour mieux faire connaître ces principes.

ad 4) Dans le cadre des contrôles journaliers qui incombent à l'ensemble des unités de la Police grand-ducale, l'une des missions policières consiste également à faire respecter le principe du couloir de secours en cas d'embouteillages ainsi que le respect du principe de la « tirette », ceci pour tous les lieux où ces principes sont applicables.

ad 5) Selon les bases de données de la Police grand-ducale, trois personnes ont été verbalisées pour le non-respect du couloir de secours en 2021, une

personne en 2022 et personne en 2023 jusqu'au 20 mars inclus.

En ce qui concerne le principe de la « tirette », personne n'a été verbalisé pour ce type d'infraction ces trois dernières années.

Quatrième dose du vaccin contre la Covid-19 | Question 7743 (10/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Hierscht zejoert huet d'Santé fir bestëmmte Persounengruppen eng zweet Boosterimpfung recommandéiert. Dës zousätzlech Dosis wär, der Santé no, fir all Leit, déi iwwer 60 Joer al sinn a vulnerabel Persounen tëscht 12 an 59 Joer. D'Recommandatioun fir eng 4. Dosis gong och u schwanger Fraen an d'Personal aus dem Gesondheetssecteur.

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Leit krute bis elo en zweete Booster respektiv eng véiert Covidimpfung?

2. Wéi grouss ass den Interessi fir esou eng véiert Impfung bei deenen ugeschriwwene Persounen?

3. Gëtt et scho Bestriewunge fir eng fënneft Impfung (drëtte Booster)?

Réponse (27/03/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Gesondheetsdirektioun baséiert hir Impfrecommandatiounen op den Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

De CSMI huet sech de 26. September 2022 mam Thema vum Rappel mat engem Omicron-adaptéierte Vaccin beschäftegt³. De CSMI huet sech net fir eng systematesch Weiderimpfung vun der ganzer Bevölkerung ausgeschwat, mee dass prioritär Leit iwwert 60 Joer a Leit mat Virerkrankungen een zweete Rappel solle kréien. De CSMI sot och an deem Moment, dass vulnerabel Leit, déi schonns een zweete Rappel (d. h. 4. Impfung) mat engem Vaccin monovalent (d. h. ouni Omicron) kruten, sech net direkt eng weider Kéier mat engem Vaccin bivalent (d. h. Omicron-adaptéiert) missten impfe loosse.

De CSMI huet awer de 6. März 2023 säin Avis nach emol iwwerschaft, baséierend op neien Donnéeën, a recommandéiert elo, dass Leit, déi eng staark Immunosuppressioun hunn a schonns 4 Injektionne kruten, elo nach eng weider Injektion mat engem Omicron-adaptéierte Vaccin kënnen kréien⁴.

De Gesondheetsministère recommandéiert ganz staark eng 4. Impfung fir all Leit vu 60 Joer un, a fir Leit vum Alter vun 12 Joer un, déi vulnerabel sinn duerch eng Virerkrankung, eng Immunodepressioun, eng Schwangerschaft oder déi am Gesondheets- oder Fleegesecteur schaffen.

Leit ënnert 60 Joer (d. h. zwëschent 12 an 59 Joer) ouni Virerkrankung kënnen sech awer och op fräiwëlleger Basis eng 4. Kéier impfe loosse. Am Zweifelsfall soll d'Persoun sech un hiren Hausdokter wannen, deen d'Vulnerabilitéit vun der eenzeler Persoun an de Besoin fir eng weider Impfung individuell ka bestëmmen.

Am Tableau ass d'Situatioun vun der Unzuel un zweete Rappellen op de 15. März 2023 opgeléicht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

³ Recommandation du CSMI concernant une 2^e dose de rappel de vaccin contre la Covid-19 (mise à jour du 26 septembre 2022). Document accessible sur sante.lu

⁴ Recommandation du CSMI concernant une 2^e dose de rappel de vaccin contre la Covid-19 (2^e mise à jour du 6 mars 2023). Document accessible sur sante.lu

Aus dem Tableau kann een erausliesen, dass den Appell zum zweete Rappel besonnesch bei den eelere Leit wouergeholl gouf.

Situation au Haut-Karabakh | Question 7744 (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 5. Mäerz koum et am Latschin-Korridor zu engem Tëscheffall tëscht aserbaidjanesche Spezialunitéiten, Unitéiten aus Armenien a russesche Blohelmer. Heibäi hu 5 Mënschen hiert Liewe gelooss. Dësen Tëscheffall ass eng weider Eskalatioun tëscht Armenien an dem Aserbaidjan.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister een Tëscheffall tëscht aserbaidjanesche Spezialunitéiten, Unitéiten aus Armenien a russesche Blohelmer de 5. Mäerz 2023 bekannt?
2. Wéi evaluéiert de Minister dësen Tëscheffall? Dëst och en vue vun der Decisioun vum ICJ vum 22. Februar 2023 zum Latschin-Korridor?
3. Wat ass d'Reaktioun vun der EU an der NATO? Dëst och en vue vum Waffestëllstand vum November 2020? Ass de Minister der Meenung, dass dës Reaktioun duergeet?
4. Gëtt d'Decisioun vum 22. Februar vum ICJ nach respektéiert an den Ae vum Minister? Wann nee, wat fir Konsequenzen erginn sech heiraus?
5. Wéi steet Lëtzebuerg zur Demande vun Armenien, fir op internationalem Niveau weider net arméiert Experten an d'Regioun vum Latschin-Korridor ze schécken, fir d'Situatioun hei ze iwwerpräiwen?
6. Wéi ënnerstëtzt Lëtzebuerg Armenien an dësen Zäiten a wéi eng weider Hëllef si geplangt? Wéi eng Positioun huet de Minister hei a senger leschter Rees an Armenien geholl?
7. Wat fir weider Sanktiounen envisagéiert Lëtzebuerg, op EU- an NATO-Niveau virzebréngen, sollt Decisioun vum ICJ zum Latschin-Korridor net respektéiert gi sinn a ginn?

Réponse (04/04/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- ad 1. Dem Ausseminister ass en déidlechen Tëscheffall am Biergkarabach tëscht aserbaidjaneschen Zaldoten an engem armeenesche Gefier bekannt.
- ad 2. Den Ausseminister bleift weiderhin, wat d'Situatioun am Latschin-Korridor ugeet, opmierksam. Et ass wichteg, dass den Aserbaidjan déi verbindlech Ordonnance vum Internationale Geriichtshaff ëmsetzt, andeems en den ongestéierte Verkéier vu Mënschen, Gefierer a Gidder duerch de Latschin-Korridor sécherstellt.
- ad 3. D'EU ass weiderhin engagéiert, fir den Dialog tëscht Armenien an dem Aserbaidjan ze féerden a béid Säiten dobäi ze ënnerstëtzen, een nohaltege Fridden ze errechen. De 25. Mäerz 2023 huet de President vum Europäesche Conseil, Charles Michel, a senger Roll als neutrale Mediateur, sech fir d'lescht mam President vum Aserbaidjan a mam Premierminister vun Armenien ënnerhalen an dee Moment seng Besuergnis bezüglech der undauernder Kris beim Latschin-Korridor geäussert.
- D'NATO spillt keng direkt Roll an de Verhandlungeng eng Léisung vum Biergkarabach-Konflikt.
- ad 4. D'Ordonnance vum Internationale Geriichtshaff ass eréischt vollstänneg ëmgesat, wann den ongestéierte Verkéier vu Mënschen, Gefierer a Gidder duerch de Latschin-Korridor séchergestallt ass.

ad 5. E Kontingent vun der Russescher Federatioun ass am Biergkarabach a beim Latschin-Korridor stationéiert fir sécherzestellen, dass de Waffestëllstand vun November 2020 vu béide Säite respektéiert gëtt. Momentan ass um internationalen Niveau keng aner Missioun, fir d'Situatioun am Latschin-Korridor ze iwwerpräiwen, virgesinn.

ad 6. Den Ausseminister ënnerstëtzt Armenien, andeems hien sech perséinlech op Yerevan deplacéiert huet. Den Ausseminister huet an Armenien säin Appell un d'aserbaidjanesch Autoritéite widderholl, d'Bewegungsfreiheet a béid Richtunge vum Latschin-Korridor ze erméiglechen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'EU-Missioun an Armenien (EUMA) a bedeelegt sech aktiv dorunner duerch den Asaz vun engem Policekommissär.

ad 7. D'Roll vun der EU besteet am Moment doran, als neutralen an zouverlässege Vermëttler eng nohaltege Friddensléisung tëscht Armenien an Aserbaidjan hëlfe ze fannen. An deem Kontext ass d'Afféierung vun EU-Sanktiounen net virgesinn.

D'NATO hëlt keng Sanktiounen.

Investissements privés dans des cabinets médicaux | Question 7745 (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Vergaangenheet huet den IRM um Potaschbiërg ëmmer nees fir Gespréich gesuergt. De Ministère wollt d'Notzung vun IRMen a private Praxen net geneemegeen, mam Argument, dass ee privaten Investisseuren op dës Aart a Weis net wéilt d'Dier opmaachen, fir aus der Gesondheet vun de Leit Kapital ze schloen. D'Situatioun gouf schlussendlech geléist, andeems de CHL den IRM aus der Praxis als Antenn zum eigentleche Spidol iwwerholl huet.

Un eis gouf elo erugedroen, dass et a verschiddene Gemengen Zänndoktercabinetent ënnert der Form vu Sociétés commerciales soll ginn, déi privaten Investisseuren (zum Beispill fréieren Immobilienagenten) gehéieren. D'Investisseure stellen d'Dokteren an a ginn hinnen och d'Materialien an d'Geräter fir hir Aarbecht. Am Géigenzuch mussen d'Dokteren dacks bis zu 50 Prozent vun de Suen, déi si verdéngen, un hir Patronen (also d'Investisseuren) oftrieden. Zu den Apparater, déi d'Dokteren zur Verfügung gestallt kréien, sollen och Röntgenapparater gehéieren. Fir d'Uschafung vun dësen Geräter brauch een awer eng Autorisatioun vum Gesondheetsministère. Well an de genannte Praxen de Proprietär vum Röntgenapparat net den Zänndokter selwer ass, misst also an den Demandes d'autorisation vun de Röntgenapparater en aneren Numm stoe wéi dee vum Dokter.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass et hei am Land Cabineten gëtt, déi privaten Investisseuren an net den Doktere selwer gehéieren? Wa jo, wéi vill esou Cabineten gëtt et an a wat fir Gemenge sinn dës lokaliséiert?
2. Am Fall, wou d'Äntwert op d'Fro 1 „Jo“ ass: Wéi ass et méiglech, dass privat Investisseuren, déi selwer keng Doktere sinn, Cabineten médicaux kënnen opmaachen an eng Autorisatioun fir medezinesch Geräter kréien? Wat ass hei d'Base léegale a wéi eng Prozedure mussen duerchlaf ginn?
3. Vill vun den Dokteren aus de genannte Cabineten sollen ënnert engem sougenannte „contrat de collaboration“ dacks aus dem Ausland op Lëtzebuerg gelackelt an ënnert schlechte Konditiounen ugestallt

ginn. Gëtt et eng legal Basis, déi esou Kontrakter reegelt an d'Doktere virun Ausbeutung schützt?

- Wa jo, wéi eng?
- Wann nee, wéi kann et sinn, dass et scho Cabineten gëtt, déi ënnert esou engem Regime funktionéieren?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. an 2. De Gesondheetsministère kann net formell bestätegen, dass et hei am Land Cabineten gëtt, déi privaten Investisseuren an net Doktere selwer gehéieren. De gesetzleche professionnelle Regëster beinhalt exklusiv d'Donnéeën vun deene Persounen, déi op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner, eng Autorisatioun kritt hunn, d'Medezinn ze exerceieren. Laut geltendem Recht ass et och deene Persounen, déi eng Autorisation d'exercer op Basis vum precitéierte Gesetz hunn, virbehal, e Cabinet médical ze exploitéieren. D'Gesetz verbitt awer net, fir Infrastrukturen an Equipementer zur Verfügung ze stellen. Nëmme en autoriséierten Dokter däerf och medezinesch Equipementer an Apparater exploitéieren.

D'Autorisationsprozedur, fir duerfen z. B. ee Röntgengerät ze bedriewen, ass am Straleschutzgesetz vum 28. Mee 2019 an den Article 44–46 festgeluecht. Fir kënnen dës Autorisatioun ze kréien, muss den Demandeur, an der Reegel de Propriétaire vum Röntgenapparat, eng Rei vun Noweiser bréngen, déi am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2019 an den Artikelen 19 an 20 beschriwwen sinn.

Déi juristesche Form vum Etablissement, dat d'Demande stellt, ass net definéiert am Straleschutzgesetz. Am Fall vun den Zänndoktercabinet muss de Chef vum Etablissement deemno net selwer Zänndokter sinn. Wann de Chef vum Etablissement net déi néideg Qualifikatiounen huet, muss en iwwer qualifizéiert an autoriséiert Personal verfügen. D'Responsabilitéit fir de Straleschutz an de Respekt vum Straleschutzgesetz opläit ëmmer dem Chef vum Etablissement, onofhängeg dovunner, ob et ee Familljebetrieb, e privaten Doktercabinet, ee Spidol oder soss e Betrib ass.

ad 3. Et gëtt keng legal Basis, déi Kontrakter zwëschen Dokteren an Netdoktere reegelt. Allerdéngs ass de Partage d'honoraires gesetzlech (Artikel 32 vum precitéierten ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983) wéi och deontologesch verbueden. Wa sou e „contrat de collaboration“ awer z. B. just als Zweck huet, fir engem Dokter Infrastrukturen an/oder Equipementer zu Verfügung ze stelle géint e Loyer, ass dat weeder gesetzlech nach deontologesch verbueden.

Tiers payant social | Question 7746 (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Persone mat geréngem Akommes kënnen ënnert bestëmmte Konditiounen vum Tiers payant social profitéieren. An deem Fall ginn hir Rechnunge beim Dokter an Zänndokter direkt vun der CNS iwwerholl an d'Sue mussen net virgestreckt ginn. Déi Betraffe kréien dofir speziell Etiketten, déi si beim Dokter kënnen ofginn an déi op hir Rechnunge gepecht ginn. Esou etikettéiert Rechnunge kënnen da vun den Dokteren un d'CNS geschéckt ginn, wou d'Rechnungen da beglach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn iwwert dës Wee an de leschte 5 Joer vum Tiers payant social Gebrauch gemaach?

2. Sinn d'Dokteren obligéiert, d'Etikette vum Tiers payant social unzehuelen oder kënnen si eng Behandlung refuséieren, wann de Patient seet, hie wéilt vum Tiers payant social Gebrauch maachen?

3. Wéi laang huet et an der Moyenne pro Mount an de leschten zwee Joer gedauert, bis d'Dokteren hir Rechnunge rembourséiert kruten?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2018 hu 4.757 Versécherter vum Tiers payant social (TPS) Gebrauch gemaach an am Joer 2022 waren et der 6.226. Dëst entsprécht enger Hausse vun 30,9 % op 5 Joer. Op de Joren 2018 bis 2022 hu pro Joer ongeféier 0,6 % vun alle Krankeversécherter op den TPS zeréckgegraff. D'Majoritéit vun de Leeschtungen, déi iwwert den TPS bezuelt gi sinn, betrëfft Behandlungen vu Generalisten a Spezialisten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Den Artikel 24 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet beseet, dass « La prise en charge directe est encore accordée en cas d'indigence de la personne protégée dûment documentée par une attestation établie par l'office social en charge, suivant les modalités déterminées par les dispositions statutaires et conventionnelles. »

Laut dem Artikel 3 vun der Kaderkonvention vum 28. Dezember 2012 tëschent dem Staat an der Gesondheitskeess, applizéiert den TPS sech op d'Prestatiounen, déi an der Nomenclature vun den Dokteren an den Zänndoktere virgesi sinn, ënnert der Viraussetzung, dass déi legal Dispositiounen, déi a Kraaft sinn, respektéiert ginn.

Fir d'Doktere beseet den Artikel 60 Punkt 1) Buschtaf f) vun der ëmgeännerter Konvention vum 13. Dezember 1993 tëscht der Gesondheitskeess an der AMMD (Association des médecins et médecins-dentistes) Folgendes:

« La procédure de paiement direct par l'assurance maladie, dite procédure du tiers payant, est appliquée dans les cas limitativement énumérés ci-après :

1) Pour les honoraires correspondant aux prestations énumérées ci-dessous :

[...] f) les prestations mises en compte conformément à l'article 67bis de la présente convention à une personne bénéficiaire du tiers payant social. »

Et ass ze präziséieren, datt de besoten Artikel vun der Konvention en Ënnerscheid tëscht dem Tiers payant obligatoire an dem Tiers payant facultatif mécht an dass den Tiers payant social dem Tiers payant obligatoire ënnerläit.

Den Artikel 67bis Paragraph 1 vun der Konvention tëscht der CNS an der AMMD beseet dass « Le mode de prise en charge directe prévu à l'article 24 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale dont le bénéficiaire peut être accordé à une personne sur décision d'un office social après application des législations et réglementations organisant l'aide sociale est désigné sous la terminologie "tiers payant social". »

Lorsque le médecin visé par la présente convention est amené à dispenser des soins à une personne disposant d'une attestation de tiers payant social et d'une étiquette, documents qui doivent correspondre aux modèles prévus dans le cahier des charges visé à l'article 18 de la présente convention, il met en compte les honoraires afférents directement à la Caisse nationale de santé, sous réserve de ce qui suit : [...]. »

Et geet also ervir, dass d'Doktere souwéi d'Zänndokteren de System vum TPS bei de Persounen, déi d'Attestatioun vum TPS souwéi d'Etikett vum Office social virweisen, mussen uwenden, soubal dës zougestëmmt hunn, d'Persoun ze behandelen.

ad 3. Am Prinzipp ginn d'Rechnungen, déi am TPS viséiert a net contestéiert gi sinn, eemol pro Mount vun der Gesondheitskeess ausbezuel.

Am Kader vun der Digitalisatioun wäert et awer an der Zukunft technesch méiglech sinn, direkt déi Montanten, déi geschëlt sinn, méi séier ze iwwerweisen. Et ass nämlech virgesinn, den TPS an de PID an der Zukunft technesch openeen ofzestëmmen. Doduerch kéint dann de Beneficiaire vum TPS eng komplett Prise en charge kréien an den Dokter géif dee Moment direkt seng Sue kréien. Deen Deel, deen dann iwwer den Office social bezuelt gëtt, gëtt ewéi elo och dann un d'CNS iwwerweisen, déi dës Montant jo virgestreckt huet.

Compte épargne-temps auprès des CFL | Question 7747 (10/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Zäitspuerkont (CET) ass geschaf ginn, fir souwuel de Betriber wéi och den Employéé méi Flexibilitéit unzebidden. Een Employé ka sech, op Demande, geleschten Iwwerstonnen opschreiwe loossen, fir se duerno als Congésdeeg kënnen erëmzékriegen. Och bei den CFL gouf de CET duerch d'Cirulaire N° 13 iwwert den OG13 den 1. Januar 2022 fir d'Agente vum Cadre permanent agefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Gëtt den Zäitspuerkont fir dat gesamt Personal vun den CFL ugewannt oder existéieren nach Posten, wou en aktuell nach net ugewannt gëtt?

Falls en nach net iwwerall ugewannt gëtt, bei wéi enge Posten ass dëst de Fall, a wéi ass dës Differenzierung tëschent de Beamten ze rechtfäerdigen? Ass dës ënnerschiddlech Behandlung am OG13 virgesinn?

2. Wéini wäerten all d'CFL-Beamten de CET effektiv notze kënnen?

Réponse (30/03/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Prinzipp vum „compte épargne-temps“ ass am Artikel 13bis vum Statut du personnel des Chemins de fer luxembourgeois festgehal a gëllt domat fir all statutareschen Eisebunner.

En ass op den 1.1.2022 agefouert ginn als Instrument vu Flexibilitéit, souwuel fir d'Mataarbechter wéi och fir de Betrib (z. B. a Chantiersphase mat reduzéiertem Fuerplang).

(Règlement grand-ducal du 18 mars 2022)

« Art. 13bis. Un règlement interne à prendre, après que la délégation centrale du personnel y aura donné son avis, déterminera les conditions et modalités à respecter en vue de pouvoir bénéficier d'un compte épargne-temps qui permet aux agents de constituer et de reporter des droits à congé rémunéré, ainsi que de les liquider ultérieurement en temps utile. »

Een internt Reglement, den Ordre général n° 13 (relatif au régime des congés des agents du cadre permanent) definéiert déi praktesch Uwendung vun dësem „compte épargne-temps“ an ass de Bestëmmunge vun de Staatsbeamten ugepasst.

Well et op den CFL beim operative Personal betribsbedéngt ënnerschiddlech Aarbechtsorganisatiounsforme gëtt wéi beim administrative Personal, ass den

Detail vun der spezifescher Ëmsetzung um Niveau vun de jeeweilegen Aktivitéitsberäicher fixéiert.

Een Ënnerscheid ass z. B., datt Mataarbechter aus dem operative Beräich deels no „roulement“ oder „tableau de service“ mat festen Zäite schaffen, an d'Schichte vun engem Planungsbüro festgeluecht ginn.

Dëst am Géigesaz zu de Mataarbechter am Horaire mobile, déi hir Aarbechtszäite gréisstendeels selwer a flexibel kënnen geréieren.

Am operative Beräich gëtt et och Situatiounen, wou de Planungsbüro zesumme mat de Mataarbechter kuckt, fir ale Congé (vun de Jore virdrun) oder Iwwerstonnen anzusetzen, wann zum Beispill Leit mussen duerch gréisser Chantieren doheembleiwen, well dee Moment einfach manner Personal gebraucht gëtt. Dëst ass eng Praxis, déi bis lo ëmmer gutt funktionéiert huet.

No der Aféierung an engem 1. Bilan iwwert de Fonctionnement mam CET ass de Wonsch opkomm, präzis Richtlinnen niddereschreiwen, ënner wéi enge Konditiounen den Employeur kann Zougrëff op de CET huelen. Dës Richtlinne sinn d'CFL amgang mat hire Sozialpartner auszeschaffen.

Impôt sur le revenu | Question 7748 (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Conseil économique et social huet den 18. Januar 2022 eng Analys vun de Steieren zu Lëtzebuerg verëffentlecht (Analyse des données fiscales au Luxembourg 2021).

Op der Säit 101 vum Avis ass den Tableau N° 33 opgefouert mam Titel „Distribution des ménages selon les classes de revenu imposable et des impôts payés de l'année d'imposition 2018“. Den Tableau weist, wéi vill Akommessteier d'Stéit an deene verschiddene Steueran Akommesklassen am Joer 2018 bezuelt hunn.

An deem Tableau ass ze erkennen, dass déi Stéit hei am Land, déi een Akommes tëschent 0 an 10.000 € hunn, insgesamt 1.206.644,21 € u Steieren un de Staat bezuelt hätten. Nom aktuelle Barème bezilt een awer eréischt ab 11.450 € an der Steuerklass 1 Steieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Finanzministère ee méi rezenten Tableau wéi dee vun 2018 a kann deen an der Äntwert op dës Froe präsentéiert ginn?

2. Kann de Finanzministère den nämmechten Tableau op Tranché vun 1.000 € opschléssle bis zu engem Akommes vun 20.000 €?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Laut dem aktuelle Steuerbarème bezilt een an der Steuerklass 1 Steieren ab engem versteierbare Joresakommes vun 11.265 Euro. An der Distribution des ménages aus dem Avis CES 2021 gëtt an der Akommesmestranche tëscht 0 an 10.000 Euro awer e positive Montant u Steieren ausgewise bei de Leit, déi hei am Land wunnen.

Dëst läit haaptsächlech dorunner, dass Leit, déi net Vollzäit zu Lëtzebuerg geschafft hunn, an dëser Statistik mat Leit geméscht ginn, déi eng voll Tâche hunn. Vu datt d'Distribution des ménages eng Statistik ass, déi op dem versteierbare Joresakommes baséiert, kann duerch d'Berécksiichtge vu monatleche Gehälter an der respektiver Steuer dës Statistik falsch interpretéiert ginn.

An der Tranche tëscht 0 an 10.000 Euro fënnt een haaptsächlech déi Leit, déi en zäitlechen Aarbechtskontrakt hunn, deen op e puer Méint am Joer limitéiert ass (wou jeeweils déi monatlech Lounsteier applizéiert gëtt), oder och déi Leit, déi net Vollzäit schaffen, an dohier jeeweils op d'Joer gesinn e klengt Akommes hunn. D'Steierverwaltung huet net alleguer d'Informatiounen, wéi zum Beispill de Krittär vun der Vollzäit, a kann dofir och keen annualiséiert Akommes fir dës Statistik héichrechnen.

Als leschte Punkt kann een nach erwänen, dass a besoter Statistik de Steierkredit fir Leit, déi de Mindestloun verdéngen (CISSM), net mat verschafft ass.

Heidrënner fannt Dir ee méi rezente Tableau vun der Distribution des ménages mat den Donnéeën aus dem Joer 2021, deen och eng méi detailléiert Opschlüsselung vun den ënneschten Akommestranchen ausweist.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Étude sur le port du masque | Question 7749 (10/03/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Eng rezente Etüd vum renomméierte Fuerschungszentrum Cochrane ass zur Konkusioun komm, dass Masken am Kampf géint de Coronavirus „wéineg bis guer näischt“ notzen. D'Fuerscher hunn dofir net manner wéi 78 Etüden ënnert d'Lupp geholl, dorënner Aarbechten iwwert den Influenza-Virus an iwwer de Sars-CoV-2-Virus. D'Fuerscher sinn zur Konkusioun komm, dass d'Droe vun de Masken an der Populatioun héchstens ee „ganz klengen oder esouguer iwwerhaapt keen“ Afloss op d'Verbreedung vu Krankheete wéi d'Gripp oder de Coronavirus huet. Ob Masken iwwerhaapt kënnen eng Schutzfunctioun hunn, muss dréngend weider ënnersicht ginn, esou d'Auteuren.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen an d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi reagéiert d'Santé op d'Konklusione vun der Cochrane-Etüd iwwert d'Droe vun de Masken?
2. Vu dass den Notze vun de Maske méi wéi jee a Fro gestallt ass („wéineg bis guer näischt“), wär et dowéinst net opportun, fir d'Maskepflicht am Gesondheits- a Flegesecteur falen ze loossen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Analys vun der Cochrane Library limitéiert sech net ausschliisslech op Masken, mee betrëfft eng ganz Rei physisch Interventiounen, fir d'Verbreedung vun Otemweesinfektiounen ze ënnerbannen oder ze limitéieren.⁵ Et handelt sech bei der Analys ëm eng „mise à jour“ vun enger éischter Analys vun 2020. Dëst Dokument huet awer eng Rei Limitatiounen, déi et schwéier maachen, fir kloer, eendeiteg Konkusiounen ze zéien, besonnesch betreffend d'Moosname während der Covid-19-Pandemie.

Éischtens goufe just 6 vun den 78 Etüde während der Covid-19-Pandemie gemaach. De Gros vun den Etüde betrëfft aner Otemweesinfektiounen an et ass dofir schwéier, Konkusiounen ze zéien, wat de Covid-19 ugeet.

Zweetens analyséiert de Cochrane-Grupp hei zesummen esouwuel Etüden, wou d'Masken (an aner Preventiounsmesuren) konsequent a richteg benotzt goufen,

wéi Etüden, wou d'Benotzung ganz onreegelméisseg war (Zitat aus der Analys: „Adherence with interventions was low in many studies“). Wann een d'Masken net konsequent a korrekt benotzt, geet d'Effektivitéit natierlech dramatesch erof.

Fir d'Effektivitéit vun enger Mesure (wéi d'Masken) formell ze beweisen, muss een d'Etüd als eng sougenannte „controlled randomized study“ maachen. Dëst ass awer schwéier an der Praxis ëmzesetzen. Wann een dat wëllt an engem „kontrolléierte“ Kontext maachen, bleift eigentlech nëmmen d'Spidol, wou een déi ganzen Zäit d'korrekt Benotze vun de Masken duerch d'Personal kann iwwerwaachen. An deem Kontext vum Spidol ass et awer quasi onméiglech, eethesch gesinn, eng randomiséierte Vergläichsgrupp („control group“) ze hunn, déi keng Masken undeet, well een et op der Plaz mat vulnerabelen oder héich vulnerabele Persounen ze dinn huet, an déi kengem onnéidege Risiko d'äerf aussetzen. Et felt also un dës „randomized control trials“, fir eng kloer Decisioun ze huelen, ob Masken dann elo wierksam sinn oder net.

Drëtters gi bei der Cochrane-Analys all Typpe vu Masken zesummen evaluéiert. Et ass awer gewosst, dass eng normal chirurgesch Mask wäit manner effektiv ass wéi z. B. eng FFP2-Mask, wann et drëm geet, e Virus ze blockéieren. Leider ass bei der ganzer Analys keng eenzeg Etüd derbäi, déi an enger randomiséierter a kontrolléierter Situatioun FFP2-Masken evaluéiert.

Schlussendlech war d'Maskendroe generell an den Etüde kombinéiert mat anere Preventiounsmoossnamen, wat et onméiglech mécht, de separaten Effekt vun de Masken ze moossen.

Et sief des Weideren erwäant, dass säit dem 1. Abrëll 2023 keng Maskepflicht méi am Gesondheits- a Flegesecteur besteet, wat awer net op eventuell Konkusiounen aus dëser oder aneren Analysen zréckzeféieren ass, mee mat der aktueller epidemiologescher Situatioun zesummenhängt.

Fonctionnement du service mobibus | Question 7750 (13/03/2023) de M. Max Hahn | M. Claude Lamberty (DP)

Am September 2022 gouf et eng ganz Partie Problemer beim Mobibus, dem Transport vu Persounen mat enger Behënnerung. De Grond heifir war haaptsächlech d'Äféierung vun enger neier informatescher Plattform, fir d'Trajeten ze organiséieren.

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6895 vum 26. September 2022 huet den Här Minister geschriwwen, dass entspriechend Mesurë geholl goufen, fir de Verspéidungen an de Komplikativen entgéintzewierken.

Allerdéngs ass eis zu Ouere komm, dass et aktuell nach ëmmer eng Partie Schwieeregkeete géif ginn. Sou géifen d'Fuerzäite reegelméisseg changéieren an et géif dacks zu Verspéidungen komme respektiv de Bus kéim ze fréi, soudass d'Leit e verpassen.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froen stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren?
- Wat sinn d'Grënn dofir, dass et weiderhi Problemer beim Mobibus gëtt?
- Wéi vill Reklamatiounen kruten d'Servicer vum Här Minister an deem Zesummenhang vu Januar bis Mäerz 2023?

– Wéi wëll de Mobilitéitsminister an Zukunft e beschméigleche Service fir Persounen mat enger Behënnerung garantéieren?

– Ass an deem Kader virgesinn, weider Personal anzustellen?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierten hu Froen zum aktuelle Fonctionnement vum Mobibus, dem Transport vu Persounen mat enger Behënnerung; an ob et do aktuell nach ëmmer Schwieeregkeete géif ginn. Et gëtt op reegelméisseg Changementen vu Fuerzäite verwisen an op Verspéidungen respektiv dass de Bus ze fréi kéim.

Och wa vill vun deene Schwieeregkeeten, déi bei der Äféierung vum neie Logiciel am Summer 2022 a virun allem bei der Rentrée opkamen, an der Tëschenzäit behuewe goufen, kann ech awer bestätegen, dass de Service nach net zu 100 % zefriddestellend ass.

Verspéidungen oder Situatiounen, wou de Bus ze fréi kënnt, hänken allerdéngs och vill mat der Verkéierslag zesummen, op déi ee kuerzfristeg kaum Afloss huet.

Dëst Thema an och d'Grënn vun de Verspéidungen an aner Problemer goufe schon am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 6895 vum éierewäerten Deputéierten Max Hahn erläutert, déi ech den 10. Oktober 2022 beantwert hunn, oder och an der Fro N° 6965, déi den 8. November 2022 beantwert gouf. Et sief och drun erënnert, dass déi grouss Investissementen vun der Regierung an d'Infrastrukturen an d'Moyene vum effentlechen Transport och dem spezifesche Behënnerttransport méttel- a laangfristeg zeguttkommen.

Des Weidere kënnt ëmmer nees d'Problematik op, dass et sech zwar beim Mobibus ëm e reegelméisseg Service handelt, awer dass d'Faarten, déi d'Kompetenzzentren oder déi aner desservéiert Strukture fir hir Beneficiairen ufroen, méi individualiséiert ginn an an der Praxis relativ dacks geännert ginn. Dës Gestéioun gëtt an der Verwaltung fir effentlechen Transport gemaach, déi déi virprogramméiert Faarten also muss upassen. D'Ännerunge betreffen haaptsächlech déi geplangten Auerzäiten, d'Adress vum Beneficiaire (Depart an/oder Arrivée), souwéi déi programméiert Deeg.

Als Beispill, tëschent dem 9. Januar 2023 an dem 8. Februar 2023, d. h. innerhalb vun engem Mount, si 459 Ufroe fir Ännerunge gezielt ginn. Vill Ännerungen hunn en Impakt op d'Horairë vun anere Beneficiairen, déi mam selwechte Bus gefouert ginn. Eng Ännerungsufru ka fir een oder méi Beneficiairen, an och fir eng oder méi Faarten oder Deeg sinn. All Ufro muss eenzel a manuell beaarbecht ginn, fir se am Logiciel unzepassen, wat Zäit kascht an eng méiglech Quell vu Feeler ass, zum Beispill beim Androen, bei der Äféierung, wann de falsche Bus agesat gëtt oder de Chauffeur d'Ännerung net merkt.

Ech profitéieren och fir drop hinzeweisen, dass allgemeng de Volume vun de Mobibus-Servicer 2022 immens zougeholl huet. Och dat zitt noutgedronge méi Aarbecht a potentiell méi Feelerquellen a Reklamatiounen mat sech. Sou huet de Budget 2022 schlussendlech mat 46.781.488,74 € zu Buch geschloen (8.384.847 km), géintiwier 39.826.507,92 € (7.649.340 km) am Joer 2021 a relativ konstante 35–36 Milliounen vun 2015–2020.

Wat d'Zuel vu Reklamatiounen betrëfft, sou si vum 1. Januar bis den 13. Mäerz 2023 insgesamt 311 sougenannte „Fiches incident“ vun de Strukturen eragerecht ginn.

⁵ Physical interventions to interrupt or reduce the spread of respiratory viruses (Review)

Fir an Zukunft e beschméigleche Service fir Persounen mat enger Behënnerung unzebidden, hunn ech rezent eng Etude an Optrag ginn, fir zesumme mat der Verwaltung fir öffentliche Transport an de conceréierten Instanzen déi verschidde Problematiken vum Mobibus ze analyséieren. Des Weidere gëtt intensiv mam Fournisseur vum Logiciel geschafft, fir déi reschtlech besteend Problemer nach ze behiewen an déi néideg Funktionalitéiten weiderzuentwéckelen.

An der Tëschenzäit goufen duerch Personalchangeementer innerhalb vun der ATP d'Ressourcen am Service Transports PMR an d'Luucht gesat. D'Resultater vun der Etude wäerten och Léisungsvirschléier a Recommandatiounen beinhalten, wat d'Exekutioun vum Service an déi néideg Ressourcë betrëfft.

Accélération des procédures dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables | Question 7751 (13/03/2023) de M. Max Hahn | M. Claude Lamberty (DP)

Als Reaktioun op de Krich an der Ukrain an opgrond vun den héijen Energiepräisser, déi doduerch bedéngt sinn, huet de Rot vun der Europäescher Unioun den 22. Dezember 2022 e Règlement ugeholl, dat den Ausbau vun den erneierbaren Energien däitlech beschleunegen soll.

Zu deem Zweck ginn d'Prozeduren op kommunalem Niveau fir eng bestëmmten Zäit adaptéiert, andeems konkret zäitlech Virgabe fir d'Ausstelle vu Baugeneemegungen virgi ginn. D'Gemengen hunn deemno zukünftig ee Mount Zäit, fir eng Baugeneemegung fir eng PV-Anlage ze ginn, falls dee Mount iwwerschratt ass, gëllt de Prinzip vum Accord tacite, d. h. d'Demande ass automatesch accordéiert.

Beim Ausbau vun den erneierbaren Energie sinn allerding och déi staatlech Verwaltungen betraff, fir Autorisatiounen ze ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Efforten huet d'Regierung bis elo ënnerholl, fir d'Prozeduren am Kader vum Ausbau vun den erneierbaren Energie konkret ze beschleunegen?
2. Kann d'Regierung soen, wou dat gréisst Potenzial fir eng Beschleunegung vun de Prozeduren besteet?
3. Falls net, huet d'Regierung wëlles, eng detailléiert Analys vun alle Prozeduren um Niveau vun de staatleche Verwaltungen ze maache fir erauszefannen, wéi eng Prozeduren beschleunegt kënnen ginn?
4. Gesäit d'Regierung vir, bei verschiddene Prozeduren am Kader vum Ausbau vun den erneierbaren Energien de Prinzip vum Accord tacite anzeféieren? Wa jo, wéi eng Prozeduren wieren dat?
5. Huet d'Regierung wëlles, sech eng Maximaldauer ze ginn, z. B. 6 Méint fir all déi néideg Autorisatiounen, fir z. B. e Projet vun enger Wandanlage auszustellen?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Opgrond vum europäesche Règlement N° 2022/2577 vum Conseil vun 22. Dezember 2022 gëtt fir eng Dauer vun 18 Méint en europawäite Kader gesat mam Ziel, déi erneierbar Energie méi séier ze deployéieren, andeems et fir verschidde Fäll maximal Delaie gëtt (tëscht 1 a 6 Méint). An deem Delai mussen déi kompetent

Autoritéiten eng Decisioun huelle fir de Bau, de Repowering an de Betrib vun Anlagen, déi Energie aus erneierbaren Quellen hierstellen (dozou gehéieren och d'Wärmepumpen, d'Energiespäicheranlagen op der selwechter Plaz an den Netzuschloss).

Am Detail gesäit dat europäescht Règlement 2022/2577 Folgendes vir:

- dass den Delai fir Fotovoltaikanlage mat enger Leeschtung ënner 50 kW op ee Mount limitéiert ass. Am Fall, wou d'Gemeng an deem Delai keng Decisioun matgedeelt huet, gëtt et den Accord tacite;
- bei den Anlagen iwwer 50 kW ass deen Delai 3 Méint;
- bei Wärmepumpe gëllt en Delai vun engem Mount, ausser bei geothermesche Wärmepumpen, wou en Delai vun 3 Méint gëllt;
- bei Repoweringprojeten ass deen Delai 6 Méint. Dësen Delai ëmfaasst ausserdeem d'EIE-Prozedur (Évaluation des incidences sur l'environnement).

Déi Delaie lafen eréischt un, wann eng Demande komplett ass, d. h. wann all déi néideg Informatiounen fir eng fondéiert Decisioun virleien.

Déi Delaie gëlle fir allegueren d'Geneemegungsprozeduren fir de Bau, de Repowering an de Betrib vun Anlagen fir d'Energiehierstellung aus erneierbaren Quellen, inkl. Wärmepumpen, Energiespäicheranlagen op der selwechter Plaz an den erforderlechen Netzuschloss. Dozou gehéieren also net nëmme Geneemegungen am Ëmweltberäich, mee och z. B. Baugeneemegungen.

ad 1. Wann d'Demande direkt all néideg Informatiounen enthält, ass d'Dauer vun der Entrée vun der Demande bis zur Decisioun natierlech vill méi kleng, wéi wann eng Demande presentéiert gëtt, an där vun Ufank u vill Informatiounen feelen, besonnesch wann et Informatiounen sinn, fir déi fir d'ëischt e Monitoring oder eng Etüd vun engem agrééierten Bureau muss gemaach ginn. Des Weidere gëtt bei verschiddene Prozeduren och eng öffentliche Consultatioun organiséiert, déi och eng gewëssen Zäit an Usproch hält.

Fir dem Demandeur ze hëllefen, eng komplett Demande oder e komplett EIE-Dokument ze presentéieren, stellt den Ëmweltministère verschidden Outilen zur Verfügung, wéi z. B. e Guide fir d'Kaméidi-Etüden oder e Leitfaden fir virgezunnen Ausgläichsnoosnamen. E Guide fir d'Erstelle vun Etüden iwwert d'Fliedermais soll nach dëst Joer publizéiert ginn, e weidere Guide fir d'Erstelle vun Etüden zum Vullschutz ass geplangt. Déi Dokumenter wéi weider Informatiounen dozou fénnen een z. B. op www.emwelt.lu oder op www.guichet.public.lu.

Des Weidere huet d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung eng Gesetzännerung deposéiert, duerch déi d'Installatioun vun enger Fotovoltaikanlage op besteende landwirtschaftleche Betriber an der Gréngzon guer keng Autorisatioun méi brauch; dat geet däitlech méi wäit wéi dat, wat déi europäesche Reglementatioun virgesäit. Fotovoltaikanlagen ausserhalb vun der Gréngzon brauchen iwwregens haut och scho keng Ëmweltgeneemegung. Dovun ofgesinn ass den Delai, an deem een d'Naturschutzgeneemegung fir d'Fotovoltaikanlagen op besteende Gebaier an der Gréngzon kritt, haut an der Praxis schonn däitlech ënnert den 3 Méint, déi dat europäescht Règlement virgëtt.

Wat d'Beschleunegung vun de Geneemegungsprozessen vu Fotovoltaikanlagen op Gebaier innerhalb vum PAG betrëfft, sou ass nieft de virgenannten temporäre Reegelen vum europäesche Règlement ugeduecht, verschidde Recommandatiounen fir d'Gemengen auszeschaffen, fir méi einfach an eenheetlech Reegelen am Kader vun de Bautereglementer ze promovéieren. Sou

kéint de Staat de Gemengen zukünftig recommandéieren, fir datt z. B. am Fall vu besteende Gebaier, déi net a geschützte Gebidder leien, Fotovoltaikanlagen ouni Baugeneemegung oder Déclaration de travaux opgerichtet kéinte ginn, dëst a Form vun enger Iwwerschaffung vum Règlement-type des bâtisses.

An deem Kontext ass och nach ze bemerken, dass den 11. Januar 2023 d'Cirulaire N° 4217 un d'Gemenge geschéckt ginn ass, fir si drop opmierksam ze maachen, dass d'europäescht Règlement virgesäit, dass d'Ausstelle vun enger Baugeneemegung fir erneierbar Energien an Zukunft bestëmmten Delaieën ënnerläit.

Deemno kréien d'Gemenge recommandéiert, dass si d'Baugeneemegung fir Solarenergieinstallatiounen, colokaliséiert Energiestockpeltatiounen a geothermesch Wärmepumpen innerhalb vun 3 Méint ausstellen. Et handelt sech heibäi ëm eng Recommandatioun.

Falls et sech awer ëm eng Installatioun handelt, déi eng Kapazitéit vu manner wéi 50 kW huet oder ëm eng classesch Wärmepumpe, dann ass virgesinn, dass den Demandeur vun der Baugeneemegung en Accord tacite kritt, falls en no engem Mount keng Äntwert vun der Gemeng kritt.

ad 2. Am Projet vun der Mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) gëtt et Iwwerleeungen, fir och an der Zukunft weider ze kucken, fir d'Prozessen vun de Geneemegungen ze vereinfachen oder ze beschleunegen, dozou gehéiert och hir Digitalisatioun an d'plazweis Vereinfachung vu Reglementer a Gesetzer. Fir déi dräi Aspekter mussen legislativ Texter ugepasst ginn. Et gëllt e Wee ze fannen, deen der Urgence vum Klimaschutz Rechnung dréit, ouni awer de Schutz vun der Populatioun, der Biodiversitéit an eisen natierleche Ressourcen ze vernoléisegen.

E wichtege Aspekt ass, datt d'Projetsentwéckler genee aschätze kënnen, wéi eng Etüde gefrot ginn, sou datt si alles zäitlech gutt openeen ofstëmme kënnen. An deem Sënn ass nieft den uewe genannte Guiden och e generelle Guide geplangt, fir d'Projetsentwéckler nach besser duerch d'Prozeduren begleeten ze kënnen.

ad 3. Am Kader vum PNEC, deen den 31. Mäerz 2023 vum Regierungsrat ugeholl gouf, wäerte genee déi Froen analyséiert ginn. Et gouf awer net op de PNEC gewaart, fir déi ëischt Mesuren ze lancéieren, wéi dat Beispill uewendriwwer weist. Nieft der Analys, ob een d'Autorisationsobligatioun kann ewechloossen oder duerch eppes aneres ersetzen, gëtt och no Weeër gesicht, fir déi Dossiere virrangeg ze behandelen.

E Beispill dofir gëtt et a Finnland, wou d'Regierung decidéiert huet, dass eng Demande fir Projeten, déi fir d'ökologesch Transitioun wichtege sinn, vun 2023–2026 an de Geneemegungsprozeduren prioritär ze behandele sinn. Fir dat kënnen ze maachen, brauch een natierlech zousätzlech Personal, fir dass den Traitement vun aneren Dossieren doduerch kee Retard kritt. Fir déi Länner, déi, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, am Moment keng Delaieën hunn oder Delaieën hunn, déi iwwert deene vum europäesche Règlement leien, kënn dat Règlement elo scho faktesch enger Prioriséierung gläich.

ad 4. En Accord tacite gouf vum europäesche Règlement N° 2022/2577 just fir Geneemegungsprozeduren fir d'Installatioun vu Solarenergieanlagen, inkl. d'Eegeversuergung, mat enger Kapazitéit vu héchstens 50 kW agefuert, fir déi Fäll, an deenen déi zoustänneg Autoritéiten net innerhalb vun engem Mount eng Decisioun geholl hätten.

Eng individuell Appreciatioun vun anere Projeten ass wichtege, well d'Impakter ofhängeg vum Projektstyp a vu sengem Emplacement sinn. Wat den Emplacement

ugeet, sinn z. B. d'Kaméidi- a Schiedimpakter op Wunngebidd, d'Grondwassersituatioun an d'Presenz vun geschützten Aarten, souwéi d'Sécherheet vun der Noperschaft, individuell ze kucken. Wat de Projet ugeet, ass och d'Sécherheet an d'Gesondheet vun Personal vun deenen Anlagen individuell ze kucken. Den Impakt vun de Projekte ka bei hirer Konstruktioun oder Exploitatioun (oder bei béidem) ufalen. Dofir ass et wichteg, dass an enger Geneemegung d'Reegelen am Virfeld festgehale ginn, fir eng nohalteg Entwécklung ze assureieren.

De generaliséierten Accord tacite ass iwwregens weinst den individuell ganz ënnerschiddlechen Impakter, déi Projekte kennen hunn, aktuell och net bei der Revisioun vun der Direktiv iwwert d'erneierbar Energië virgesinn.

Am Kontext vum PNEC wäert awer natierlech och déi Méiglechkeet ënnersicht ginn. Sou en Accord tacite erfuerdert awer ëmmer nach, dass een eng Demande fir déi Projekte muss areechen. D'Regierung favoriséiert fir Fäll mat previsibelem Impakt, déi also manner individuell muss bewäert ginn, awer de Wee, déi Projekte guer kenger Autorisatiounsprozedur méi ze ënnerwerfen oder dës duerch aner, manner opwenneg legislativ Obligatiounen ze ersetzen.

ad 5. An deenen eenzelne Prozedure gëtt et schon Delaien. Eng eenheetlech Maximaldauer festzeleeën ass net ugeduecht, well d'Envergure an d'Auswierkung vun eenzelne Projekten an d'Bewäertungskrittäre jee no concernéierter Legislatioun ganz ënnerschiddlech sinn. Der Regierung ass betreffend Autorisatiounen fir Projekten am Zesummenhang mat erneierbaren Energië keng staatlech Prozedur bekannt, bei där d'Decisioun net innerhalb vu 6 Méint misst geholl ginn.

Impact de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA) | Question 7752 (13/03/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Mam „Inflation Reduction Act“ investéieren d'USA 370 Milliarden Dollar un Aiden an hiren Industriestanduert. Gekoppelt u Steiererliichterungen hunn dës Mesuren als Konsequenz, dass europäesch Industriebetriber massiv an d'USA investéieren an Deeler vun hirer Produktioun aus Europa an Amerika verlagere. Dës Verlagerung huet och een Impakt op Lëtzebuerger Industriebetriber, déi Zouliwwerer a Cliente vun dese Betriber sinn.

Dowéinst wollt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Wat ënnerhëlt déi europäesch Unioun, fir dësem Trend entgéintzesteieren?

– Wéi eng Positioun vertritt déi Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel, wann et dorëm geet, d'Delokalisiatioun vun der Industrie ze verhënneren?

– Wat ënnerhëlt déi Lëtzebuerger Regierung, fir Industriebetriber zu Lëtzebuerg ze halen?

Réponse (07/04/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Schonn den 10. Mäerz 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7588 vum 13. Februar 2023 vum Deputéierte Laurent Mosar zum Inflation Reduction Act (IRA) ass erkläert ginn, dass den IRA an engem méi breede Kontext ze gesinn ass an sech déi Vereenegt Staate vun Amerika eréischt elo, mam IRA, déi néideg Mëttele ginn, fir d'Klimaziler vun de Paräisser Accorde vun 2015 ëmzesetzen.

Am IRA si wéi schonn erwäant Klauselen virgesinn, déi de Reegelen vun der Welthandelsorganisatioun (OMC)

net entsprechen, an eng Taskforce ass opgestallt ginn, fir deem entgéintzewierken.

Déi 370 Milliarden Euro vum IRA sinn, wéi an der viregter Äntwert erkläert, ze vergläiche mat de Bähëllefelen an Héicht vu 672 Milliarden Euro, déi vun der EU fir d'Memberstaate fir den Zäitraum 2022 bis 2023 geneemegt goufen.

De „Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age“ ass doriwir eraus déi europäesch Äntwert op den IRA. Fir weider Detailler verweisen ech erëm op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7588, déi dës Thematik grëndlech analyséiert an zu der Konkusioun kënnt, dass déi europäesch an national Moosname wäerten derfir suergen, dass déi europäesch Industrie laangfristeg kompetitiv bleift. Och a menger Äntwert an der Chamber op dem Deputéierte Laurent Mosar seng Interpellatioun zu de Perspektiv fir d'Lëtzebuerger Économie sinn ech drop agaan, wat de Wirtschaftsminister ënnerhëlt, fir d'Lëtzebuerger Industrie ze ënnerstëtzen a weiderzuentwéckelen.

Transport des prisonniers | Question 7753 (13/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Artikelen 39 a 44 vum Code de la route lëschten d'Kategorië vun Autoen op, déi mat spezielle sonoren Anlagen a bloe Luuchten däerfen equipéiert ginn. Dorënner falen, ouni Iwwerraschung, d'Gefierer vun der groussherzoglecher Police. Wéi de Minister an der Äntwert op meng Fro N° 1360 aus dem Joer 2019 schreift:

„Wéini, an ënner wat fir Bedéngungen dës Luuchten awer elo agesat kënne ginn, ass kloer am Code de la route beschriwwen, an zwar an den Artikelen 2 an 139. Sou beseet d'Definitioun vum Service urgent (Art. 2, Punkt 5.10. vum Code de la route), wéini d'blo Luuchten däerfen agesat ginn.“

Am Stroosseverkéier gesäit een heiansdo d'Autoe vum Gefaangenentransport mat bloe Luuchte fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– A wéi enge Situatiounen ass de Chauffeur vum Gefaangenentransport an enger Urgence an dierf mat bloe Luuchten an der Sireen fueren?

Réponse (11/04/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

– De „Service urgent“ ass am Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (tel que modifié) définiéert:

« Art. 2 pt. 5.10.

Service urgent : tout déplacement en véhicule qui requiert une intervention urgente pour sauver des vies humaines, pour prévenir des atteintes à l'intégrité physique de personnes, pour sauvegarder des biens, pour assurer la sûreté et la sécurité publiques et pour maintenir l'ordre public ; les déplacements en véhicules de la Police grand-ducale utilisés en service de protection, de maintien de l'ordre, de recherche d'auteur d'infraction ou d'infraction ainsi que les déplacements en véhicules des douanes utilisés en service de recherche d'auteur d'infraction ou d'infraction sont assimilés au service urgent. »

Soubal den Deplacement dëser Definitioun entsprécht, kann dat entsprechend Gefier am Service urgent gestéiert ginn. De Chauffeur vum Gefaangenentransport kann zu all Moment an eng Situatioun kommen, wou en Deplacement am Service urgent ubruucht ass, souwuel an der Missioun vum Gefaangenentransport wéi och duerch eng aner Missioun. Fir all Transport gëtt individuell bewäert, ob eng potentiell Gefor virliët.

Énergie atomique | Question 7754 (13/03/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

La France vient de lancer une initiative visant à renforcer la coopération européenne au niveau de l'énergie atomique. Cette nouvelle alliance de 11 pays pronucléaires en Europe s'engage à développer de nouvelles installations nucléaires. La Belgique, initialement réticente, a pris la décision de rejoindre ce « club des 11 » d'abord sous le statut d'observateur, ensuite définitivement. L'Allemagne et l'Espagne, selon nos informations, ne veulent pas rejoindre cette alliance.

1) Dès lors, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce mouvement.

2) Une alliance similaire visant à renforcer une transition énergétique en Europe vers les énergies renouvelables ne s'impose-t-elle pas ?

Réponse (06/04/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) et 2) Le Luxembourg a pris note de l'initiative lancée par la France au sujet de la promotion de l'énergie nucléaire en Europe.

Le Gouvernement considère que l'énergie nucléaire n'est ni sûre, ni durable, ni compétitive et que la durée de construction des réacteurs disqualifie cette technologie pour apporter une réponse à l'urgence climatique dans les années à venir. Le Gouvernement mène au niveau européen une politique opposée au développement de l'énergie nucléaire et il est dès lors évident qu'il n'a pas l'intention de rejoindre cette alliance.

En effet, le Gouvernement défend la transition énergétique en Europe vers les énergies renouvelables par différents moyens, y inclus dans le contexte de la Directive sur les énergies renouvelables (RED). Le dernier exemple en date est un courrier adressé le 16 mars 2023 à la Commission européenne et à la Présidence du Conseil de l'UE, avec l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Ce courrier reconnaît le libre choix des États membres à décider de leur mix énergétique national, tout en rappelant qu'un système basé intégralement sur les énergies renouvelables est la seule option durable en vue de l'atteinte de la neutralité climatique en 2050. En marge de la réunion des ministres de l'Énergie à Bruxelles le 28 mars 2023, le Ministre Claude Turmes a participé à une réunion des « amis des énergies renouvelables » en présence des représentants de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Irlande, de la Lettonie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Commission européenne.

D'autre part, avec ces mêmes partenaires, le Gouvernement s'est mobilisé contre la reconnaissance de l'énergie nucléaire comme une source d'énergie durable dans de nombreux textes européens, comme la feuille de route pour la diplomatie énergétique et climatique. Le Luxembourg soutient également le recours intenté par l'Autriche devant le tribunal de l'UE portant sur l'annulation du règlement délégué (UE) 2022/1214 qui, entre autres, prévoit des critères d'examen technique pour les activités économiques liées à l'énergie nucléaire, et qui, in fine, permet de classer l'énergie nucléaire, dans certaines conditions, parmi les technologies éligibles dans le contexte des activités économiques durables.

Indépendance de la presse | Question 7756 (14/03/2023) de Mme Diane Aehm | M. Laurent Mosar (CSV)

En Allemagne se pose actuellement la question de savoir si la modération d'événements par des journalistes mandatés par des institutions porte atteinte à l'indépendance de la presse. La discussion a été déclenchée par le cas de la présentatrice de journal télévisé Linda Zervakis. Le chancelier allemand Olaf Scholz l'aurait en effet engagée pour une interview qu'il lui a accordée en juin 2022 et pour laquelle elle a été rémunérée. L'interview en question a par ailleurs reçu un écho médiatique négatif pour son contenu peu critique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois engage également des journalistes pour la modération de certains événements ?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions ces journalistes sont-ils engagés ?
- Dans l'affirmative, pour combien d'événements et à quelle fréquence le Gouvernement a-t-il fait appel à des journalistes depuis 2018 ?
- Dans l'affirmative, quelle rémunération ces journalistes perçoivent-ils ?
- Est-ce que cela ne pose pas la question de l'indépendance de la presse ?

Réponse (18/04/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Depuis 2018 ont été identifiés 18 événements organisés par un ministère ou une administration modérés par des journalistes professionnels aux frais de l'organisateur.

La rémunération se situe entre 700 et 2.500 euros par prestation.

Les obligations légales définies par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ne s'opposent pas à ce que des journalistes professionnels prestent des activités de modération d'événements tant que les activités journalistiques représentent leurs activités professionnelles principales ou régulières. Par ailleurs, la Constitution garantit l'exercice de la liberté du commerce, sauf les restrictions déterminées par la loi.

Le Code de déontologie du Conseil de presse, basé sur la loi modifiée sur la liberté d'expression dans les médias et le principe de l'autorégulation de la profession, dispose que les journalistes professionnels s'engagent à n'accepter aucun avantage qui pourrait limiter leur indépendance professionnelle ou l'expression de leur propre opinion.

Règlement grand-ducal relatif au contrôle des exportations | Question urgente **8288** (06/09/2023) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement grand-ducal du 7 août 2023 vient de modifier l'annexe 1 du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, dont le but est de contenir l'ensemble des dispositions nécessaires à exécuter les mesures restrictives décidées par l'Union européenne contre les pays dits « sous sanctions ».

Ce règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifie fondamentalement l'approche choisie par le législateur luxembourgeois dans la loi du 27 juin 2018 en ce qui concerne les prérogatives nationales des États membres de prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires à la protection des intérêts essentiels de leur sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre.

Il semble, à la lecture de la plateforme RespectUs, spécialisée dans les questions de contrôle à l'exportation, que ce règlement grand-ducal du 7 août 2023 soulève des questions importantes et, par la modification de l'approche choisie, pourrait remettre en cause l'exécution au Grand-Duché en bonne et due forme des mesures restrictives décidées au niveau politique par le Conseil de l'Union européenne et, par conséquent, affecter la sécurité intérieure et extérieure de notre pays.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023 a-t-il été adopté sans demander l'avis du Conseil d'État et sans attendre l'avis de la Chambre de Commerce ? Quelles sont les raisons d'urgence invoquées dans le rapport motivé du ministre initiateur pour se dispenser de l'avis de la Haute Corporation ? Y avait-il réellement une urgence à régler sans prendre cet avis, sachant que le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018, qu'il a fallu modifier en urgence en août 2023, était auparavant resté inchangé pendant plus de trois ans, depuis le 24 juillet 2020, date de sa dernière modification ?

2) Quelles sont les raisons du changement introduit par le règlement grand-ducal du 7 août 2023 qui consiste à supprimer toute mesure nationale précise dans le domaine du commerce d'armes et à ne laisser dorénavant qu'une référence à la décision du Conseil, sans indication d'articles ? Cette façon de procéder constitue-t-elle une application complète des décisions prises au sein du Conseil dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), qui n'ont pas d'effet direct sur le territoire des États membres de l'Union européenne car s'adressant uniquement aux États, et ne sont en elles-mêmes pas contraignantes pour les personnes physiques et morales concernées ?

3) Est-ce que le règlement grand-ducal du 7 août 2023 respecte l'article 20 (2) de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations qui indique que le « règlement grand-ducal détermine laquelle des mesures visées à l'article 19 s'applique » ? S'agissant de restrictions à la liberté du commerce et assorties de dispositions répressives fortes, les dispositions nationales en question ne devraient-elles pas contenir, comme sous l'empire des versions publiées avant l'avènement du règlement grand-ducal du 7 août 2023, une formulation précise, concrète et circonstanciée des mesures restrictives ?

4) Quelles sont les conséquences pour les entreprises luxembourgeoises exportatrices de biens sensibles de ce changement, alors qu'il leur est beaucoup plus difficile de déterminer, en l'absence de dispositions précises, ce qui est permis et ce qui est défendu par le droit applicable et de se tenir continuellement au courant des modifications fréquentes des décisions du Conseil au sujet des sanctions applicables à l'égard d'un pays concerné ? Pourquoi le site guichet.lu pour l'explication des mesures restrictives à l'encontre des pays à sanctions n'a-t-il plus été mis à jour depuis le 15 janvier 2020 et pourquoi n'y a-t-il aucun lien vers la décision du Conseil pour la plupart des pays sous mesures restrictives ?

5) Comment les acteurs économiques doivent-ils interpréter les décisions du Conseil en matière de mesures restrictives qui emploient les termes généraux « armements et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles » ? Comment se

situent tels produits par rapport à la définition contenue à l'article 22 de la loi du 27 juin 2018 des produits liés à la défense ?

6) Les dispositions répressives à l'encontre des entreprises violant les règles du contrôle à l'exportation gardent-elles leur effet répressif, au vu de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui exige de définir les infractions en termes suffisamment clairs et de préciser le degré de répression pour en exclure l'arbitraire et permettre aux intéressés de mesurer exactement la nature et le type des agissements sanctionnables ?

7) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023, en ce qui concerne l'Iran, fait-il référence à la décision 2011/235/PESC (qui ne contient aucune disposition en matière d'exportations ou de courtage d'armes en direction de l'Iran) et, au contraire, ne cite pas la décision 2010/413/PESC ? À défaut de renvoi vers la décision 2010/413/PESC, le règlement grand-ducal du 7 août 2023 n'a-t-il pas pour effet de ne plus contenir des restrictions en matière d'exportation ou de courtage d'armes vers l'Iran ? Cette manière respecte-t-elle la décision politique du Conseil du 26 juillet 2010 (2010/413/PESC) qui prévoit une interdiction du commerce d'armes avec ce pays, assortie d'exceptions ?

8) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023 ne reprend-il aucun renvoi à la décision 2023/1532, ni au règlement 2023/1529, du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui interdisent l'exportation vers l'Iran des composants utilisés dans la fabrication des UAV en raison de leur possible utilisation par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ?

9) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023, en ce qui concerne l'Ukraine, fait-il référence au règlement (UE) 269/2014 et à la décision 2014/145/PESC du Conseil du 17 mars 2014 (qui comportent exclusivement un blocage de fonds de personnes listées, et aucune mesure restrictive dans le domaine du commerce), et, au contraire, ne reprend plus de référence au règlement 692/2014 (comportant les mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol) ? Faut-il en conclure que le règlement grand-ducal du 7 août 2023 a pour effet de supprimer les mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, traitant de l'importation de biens originaires de la Crimée et de Sébastopol et de l'exportation de biens spécifiques vers ces territoires, et toute possibilité de peines en cas de violation de ces mesures restrictives ?

10) Pourquoi les auteurs du règlement grand-ducal du 7 août 2023 n'ont-ils pas choisi d'actualiser l'article 10 (1) qui contient encore des références au règlement (CE) n° 428/2009, alors que ce règlement se trouve abrogé et remplacé par le règlement (UE) 2021/821 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021, entré en vigueur le 9 septembre 2021, soit depuis bientôt deux ans ? Pourquoi les annexes 17 et 18 n'ont-elles pas été modifiées pour les remettre en conformité avec les dispositions correspondantes du règlement (UE) 2021/821 et pour faire état des autorisations générales de l'Union EU007 et EU008 (cryptage) ?

Réponse (15/09/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**

Il convient d'emblée de rappeler que les règlements européens s'appliquent directement au sein de l'Union européenne dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Dans le cadre du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, avant la modification par le règlement grand-ducal du 7 août

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2023, toute modification apportée aux règlements et décisions concernant les dispositions du contrôle à l'exportation prises au niveau de l'Union européenne, et même si ces règlements et décisions européens sont d'application directe, engendrait des modifications de l'annexe I du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations afin d'adapter la législation nationale.

En effet, en vertu de l'article 20, paragraphe 1^{er}, de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, les mesures d'exécution nécessaires à la mise en œuvre des mesures restrictives se font par voie de règlement grand-ducal, en l'occurrence le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, tel que modifié. L'annexe 1 du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations reprend ces mesures restrictives.

Depuis 2022, au vu du rythme très accéléré des mesures restrictives relatives à la Fédération de Russie, des mises à jour fréquentes étaient devenues nécessaires entraînant une charge administrative importante des autorités compétentes. Pour assurer plus de transparence et une meilleure sécurité juridique, tout en réduisant la charge administrative des autorités, il s'est avéré utile de modifier cette façon de procéder.

Il a été décidé d'adopter la méthode initialement proposée lors de l'élaboration du projet de règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 portant exécution

de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, qui contenait, en son annexe I, exclusivement des renvois aux règlements et décisions européens en matière de mesures restrictives. Il devient ainsi superflu de devoir procéder à une modification de l'annexe I du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, pour chaque modification intervenue au niveau européen des mesures restrictives.

Le Conseil d'État, qui avait d'ailleurs été saisi à l'époque en date du 4 janvier 2018 du projet de règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, a rendu en date du 29 mai 2018 son avis (n° CE : 52.637), dans lequel il n'exprimait que des observations d'ordre légistique par rapport à cette façon de procéder.

En ce qui concerne les différentes questions soulevées par les honorables Députés par rapport aux renvois, il convient de souligner que les services compétents contrôlent régulièrement l'exactitude des renvois.

Le renvoi à la décision 2010/413/PESC du Conseil du 26 juillet 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC sera intégré dans la prochaine modification du règlement grand-ducal.

La décision (PESC) 2023/1532 du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ainsi que le

règlement (UE) 2023/1529 du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine n'étaient pas encore publiés au Journal officiel de l'Union européenne lors de l'adoption par le Conseil de Gouvernement du projet du règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, tel que modifié. Ils seront donc également intégrés lors de la prochaine modification du règlement grand-ducal.

Les renvois aux décisions et règlements européens concernant la Fédération de Russie, ainsi que l'Ukraine, seront également intégrés lors de la modification du règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, pour tenir compte des dernières modifications au niveau européen, bien qu'il convienne de rappeler de nouveau que les règlements européens s'appliquent directement au sein de l'Union européenne dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne. La mise à jour en question poursuit donc un objectif de transparence.

En outre, l'OCEIT (Office du contrôle des exportations, importations et du transit) se tient à disposition des entreprises concernées ou impactées par cette législation pour leur apporter tous les renseignements nécessaires et assure une sensibilisation des entreprises éventuellement impactées, notamment par le biais de sa newsletter et en participant à des événements.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799